

Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015

LA TRANSITION DE L'ADOLESCENCE VERS L'ÂGE ADULTE

Nationaler Bericht zur Situation der Jugend in Luxemburg 2015

ÜBERGÄNGE VOM JUGEND-INS ERWACHSENENALTER





Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015

LA TRANSITION DE L'ADOLESCENCE VERS L'ÂGE ADULTE

Nationaler Bericht zur Situation der Jugend in Luxemburg 2015

ÜBERGÄNGE VOM JUGEND-INS ERWACHSENENALTER

Impressum

Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015 La transition de l'adolescence vers l'âge adulte

Editeur: Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et

de la Jeunesse & Université du Luxembourg

Luxembourg, 2015

Tirage: 700

Mise en page: Bakform

Photo de couverture: truelife/Photocase.de

ISSN: 2418-4292

Contenu / Inhalt

Préface
A. AVIS DU GOUVERNEMENT1
B. ÜBERGÄNGE VOM JUGEND- INS ERWACHSENENALTER: VERLÄUFE, PERSPEKTIVEN, HERAUSFORDERUNGEN
Kapitel I Einleitung
Kapitel II Die Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes
Kapitel III Soziodemografische Merkmale der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg
Kapitel IV Übergänge vom Bildungssystem in die Arbeitswelt
Kapitel V Private Übergänge: Eigenständiges Wohnen, Partnerschaft, Familiengründung
Kapitel VI Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe in der Transitionsphase
Kapitel VII Vorstellungen Jugendlicher vom Erwachsenwerden und Erwachsensein
Kapitel VIII Zentrale Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Herausforderungen
Anhang



Préface

Le rapport national sur la situation de la jeunesse que vous tenez entre les mains est le fruit d'un travail titanesque, il a l'ambition de brosser un tableau exhaustif autour de la question suivante : Que signifie pour les

jeunes aujourd'hui le passage vers le monde des adultes au Luxembourg?

A l'inverse du rapport sur la jeunesse de 2010, qui, lui, propose une vue très large sur l'âge de la jeunesse, celui-ci analyse l'aspect particulier de la transition entre la jeunesse et l'âge adulte, c'est-à-dire qu'il se concentre sur la période cruciale de la sortie de l'âge de la jeunesse. D'ailleurs, les années de crise économique qui ont marqué le début de cette décennie, et pour laquelle la jeunesse paye le prix fort dans toute l'Europe, ont inévitablement porté ce sujet au centre de notre attention.

L'Université décline la question des transitions en trois modes différents, tous d'une importance égale : l'emploi, le logement et la participation. Devenir adulte signifie s'intégrer durablement sur le marché du travail - le premier vecteur d'insertion dans nos sociétés. Mais être adulte veut dire aussi avoir quitté son foyer familial d'origine et fonder sa propre famille, reprendre en quelque sorte le flambeau intergénérationnel. Et finalement, être adulte signifie accéder à une citoyenneté pleine, constituée de participation politique et d'engagement social et citoyen. Pour chacun de ces domaines, le rapport reflète la réalité, tire des conclusions, parfois des sonnettes d'alarme, et nous livre un matériau de réflexion riche et profond.

Pour chacun des trois aspects de la transition vers l'âge adulte, ce rapport nous renvoie à une question centrale : quelle place laissons-nous aux jeunes générations, comment leur permettons-nous à la fois de s'intégrer et de contribuer à façonner la société ? C'est la question principale de la politique de la jeunesse, à laquelle je tenterai de répondre en développant, sur la base de ce rapport, un nouvel outil pour la politique de la jeunesse durant les années à venir. Cet effort sera entrepris dans les prochains mois dans un dialogue avec les chercheurs de l'Université du Luxembourg, avec les intervenants du terrain et les jeunes eux-mêmes.

J'aimerais exprimer mon respect pour les chercheurs qui ont réalisé ce travail, le Pr. Helmut Willems et son équipe de chercheurs du domaine de la jeunesse, mais également pour les très nombreuses personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont partagé leur expérience, leur vécu, leur savoir et leur expertise et qui ont rendu possible la production de ce rapport sur la jeunesse.

Claude Meisch

Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse



Vorwort

Die Jugendforschung ist seit vielen Jahren ein zentraler Bereich der Forschungseinheit INSIDE der *Fakultät für Sprachwissenschaften und Literatur, Geisteswissenschaften, Kunst und Erziehungswissenschaften.* Das Erkenntnisinteresse der Jugendforschung liegt auf der für die Entwicklung so zentralen Übergangsphase zwischen (früher) Kindheit und Erwachsenenalter. In dieser Phase werden viele pädagogische, psychologische, kognitive und soziologische Fragestellungen virulent. Ihre Erforschung – und insbesondere die Erforschung ihrer Interferenzen – kann daher nur durch eine interdisziplinäre Perspektive gelingen.

Dazu bedarf es eines Teams von motivierten Wissenschaftlern, die sich aus verschiedenen disziplinären Verortungen einem gemeinsamen Rahmenthema zuwenden und dabei nicht nur die Grenzen des eigenen Fachs überwinden, sondern zugleich die jeweiligen methodischen Instrumentarien weiterentwickeln.

Neben einem solchen interdisziplinären Fokus bedarf es für die Erforschung der Lebensphase "Jugend" aber auch einer engen Kooperation zwischen Universität, Ministerien und den Bildungs- und Sozialeinrichtungen des Landes. Eine solche gleichermaßen trianguläre Konstellation ist unverzichtbar, will man nicht bei einer abstrakten Beschreibung des Phänomens stehen bleiben, sondern bspw. auch die konkreten Transitionswege Jugendlicher in den Blick nehmen und spezifische institutionelle Unterstützungsmaßnahmen analysieren. Auch hier geht es häufig zunächst darum, die Sprache des jeweils anderen zu verstehen, und den Theorie-Praxis-Transfer für die jeweiligen Fragestellungen fruchtbar zu machen.

Der vorliegende nationale Jugendbericht zeigt eindrucksvoll, dass all dies gelingen kann. Er zeigt weiterhin, wie wissenschaftliche Forschung auf höchstem Niveau zugleich sehr konkret auf aktuelle gesellschaftliche Herausforderungen Bezug nimmt und so einen zentralen Beitrag für die Entwicklung der Gesellschaft und des Landes leistet.

Mein Dank gilt in diesem Zusammenhang an erster Stelle meinem geschätzten Kollegen Prof. Dr. Helmut Willems, der das Team der Jugendforschung seit Jahren erfolgreich und mit großer Übersicht leitet. Seiner herausragenden Kompetenz, seiner Integrationsfähigkeit sowie seinem großen Arbeitseinsatz ist es zu verdanken, dass der Jugendbericht 2015 in dieser Form vorliegt.

Bedanken möchte ich mich an dieser Stelle aber auch bei allen weiteren Beteiligten, die an diesem Bericht mitgewirkt haben. In erster Linie ist hier das Team der Jugendforschung an der FLSHASE zu nennen, das auch in Phasen größter Arbeitsbelastung stets perfekt funktioniert und das Ziel nie aus den Augen verloren hat. Mein Dank gilt weiterhin den beteiligten Ministerien für die gute Zusammenarbeit und das in die Universität gesetzte Vertrauen. Insbesondere die jahrelange, exzellente Zusammenarbeit mit Nico Meisch, Premier Conseiller de Gouvernement des *Ministère de l'Éducation nationale*, *de l'Enfance et de la Jeunesse*, ist an dieser Stelle hervorzuheben.

Ich bin davon überzeugt, dass der Jugendbericht 2015 viele wichtige Impulse für die Wissenschaft und für Debatten im öffentlichen Raum setzen wird und wünsche allen Interessierten eine erkenntnisreiche Lektüre.

Prof. Dr. Georg Mein

Joorg Keic

Dekan der Fakultät für Sprachwissenschaften und Literatur, Geisteswissenschaften, Kunst und Erziehungswissenschaften der Universität Luxemburg



Avis du gouvernement



Table des matières

Contexte du rapport national sur la situation de la jeunesse	13
Sujets du rapport national sur la situation de la jeunesse	13
Transversalité de la politique de la jeunesse	14
Qu'est-ce qu'une « bonne » politique publique?	15
Liens entre recherche sur la jeunesse et politique de la jeunesse	16
Lectures du rapport national sur la situation de la jeunesse	17

Avis du gouvernement

CONTEXTE DU RAPPORT NATIONAL SUR LA SITUATION DE LA JEUNESSE

Que veut dire devenir adulte au Luxembourg aujourd'hui ? C'est la question à laquelle tente de répondre ce deuxième rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg.

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils soutenir les jeunes dans ce processus ? C'est la question qui se pose au gouvernement. Dans cet avis, qui précède le rapport proprement-dit, de premières réponses globales sont apportées. Dans un deuxième temps, un plan d'action pour la politique de la jeunesse proposera les actions plus concrètes dans ce sens.

La loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse définit le cadre dans lequel est élaboré le présent rapport national sur la jeunesse. Dans son article 15, cette loi dit que «tous les cinq ans, le ministre adresse un rapport sur la situation de la jeunesse au Luxembourg à la Chambre des Députés ». Selon le même article, «le plan d'action national pour la jeunesse établi par le ministre détermine l'orientation de la politique Jeunesse ».

Cet avis du gouvernement sur le rapport national de la jeunesse a pour objectif de le remettre dans le contexte de la politique nationale de la jeunesse et d'en tirer les premières conclusions en termes d'action publique en faveur des jeunes.

Il est par ailleurs utile de rappeler l'article 3 de la loi sur la jeunesse, selon lequel la politique de la jeunesse est transversale, fondée sur la connaissance et basée sur une consultation active des jeunes. Ces trois caractéristiques situent la politique de la jeunesse au Luxembourg, du point de vue des méthodes, dans le « state of the art » des politiques actuelles en faveur des jeunes dans les pays de l'Union européenne.

Le premier rapport national sur la jeunesse fut établi par l'Université du Luxembourg en 2010. Comme ce fut le premier exercice de ce type suite à l'adoption de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, l'angle choisi fut très large. Le premier rapport sur la jeunesse brossa un tableau très vaste, en faisant le tour de toutes les données disponibles sur les jeunes au Luxembourg.

SUJETS DU RAPPORT NATIONAL SUR LA SITUATION DE LA JEUNESSE

De façon naturelle, ce deuxième rapport national sur la jeunesse n'est plus établi en utilisant un grand angle, mais en développant une vue beaucoup plus centrée. Les sujets étudiés ont été limités et les

sous-catégories d'âge choisies en fonction des sujets. Le sujet principal de ce rapport concerne les transitions entre la jeunesse et l'âge adulte.

Il s'agit d'un sujet qui s'est d'une certaine manière imposé au moment où ce rapport fut mis sur les rails. En effet, les années de crise qui ont commencé en 2008 ont eu et ont un impact certain sur les conditions de vie des jeunes, sur les opportunités qu'ils trouvent pour s'établir dans la vie de façon autonome. Les effets de cette crise sont, nous le savons maintenant, encore plus néfastes pour les jeunes que pour la population en général. Ce constat s'est imposé en Europe à partir des années 2010. Lors des discussions sur l'angle de vue particulier de ce rapport, la question des transitions apparut rapidement comme le sujet qu'il fallait mieux comprendre, vu les défis posés aux jeunes. Dans l'esprit de l'article 3 de la loi, des discussions eurent également lieu avec des représentants des organisations de jeunesse, Conférence Générale de la Jeunesse et Parlement des Jeunes, pour les associer à la démarche.

Si cependant, les transitions des jeunes vers l'âge adulte s'imposèrent comme sujet, il apparut également important de ne pas se limiter à la transition qui vient à l'esprit le plus naturellement, celle entre le système éducatif et le marché de l'emploi. En effet, le passage à l'âge adulte est une question autrement plus complexe que l'accès au marché de l'emploi. C'est une personne dans sa globalité qui accède à l'âge adulte, et non seulement un salarié. Devenir adulte signifie également quitter son domicile familial, fonder une famille. Il y a derrière cette question toute une série d'autres questions, celle du logement notamment. Etre adulte veut dire par ailleurs participer pleinement à la définition de notre avenir commun et à nos modèles de société, c'est-à-dire participer politiquement. Avec l'accès au droit de vote à la majorité, cette participation politique s'accomplit. La citoyenneté est cependant plus complexe que le seul droit de vote. Derrière la participation active aux élections se pose la question de la participation plus poussée aux processus politiques, mais aussi celle de l'engagement social, au sein d'associations notamment, qui constitue un vecteur d'intégration important au Luxembourg.

Se profile ainsi une vue plus précise de ce que signifie devenir adulte. Les transitions vers l'âge adulte sont multiples et posent des défis essentiels pour tout un chacun. Les aspects touchés dans ce rapport national sur la jeunesse sont ceux de l'accès au marché de l'emploi, de l'accès au logement, de l'accès à la citoyenneté. Cette diversité des aspects liés aux transitions des jeunes vers l'âge adulte se répercute dans les tranches d'âge étudiées. Selon qu'on étudie l'accès au marché de l'emploi, le logement des jeunes ou la citoyenneté des jeunes, différentes sous-catégories d'âges de la jeunesse apparaissent comme plus pertinentes. La loi sur la jeunesse définit cet âge comme allant de 12 à 29 ans, une période très large donc. Lorsqu'on veut en savoir plus sur la transition entre le monde de l'école et celui de l'emploi, l'intérêt est porté vers les jeunes à partir de 15 ou 16 ans, âge de la fin de l'obligation scolaire. A l'inverse, l'accès au logement est un défi qui se pose plus tard, non pas aux adolescents, mais aux jeunes adultes. Les données étudiées ici concernent parfois la tranche d'âge jusqu'à 34 ans. Les questions de citoyenneté par contre se jouent déjà beaucoup plus tôt, pendant la période de l'adolescence.

TRANSVERSALITÉ DE LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Ces différents sujets sont également l'expression d'une caractéristique particulière de la politique de la jeunesse, à savoir que son objet ne concerne pas un domaine d'intervention particulier, mais une classe d'âge dans son entièreté et sous tous ses aspects. Autrement dit, la politique de la jeunesse ne saurait exclusivement être une politique de l'éducation, de la famille, du travail, de la santé ou du

logement. Elle se situe en réalité à l'intersection de ces domaines d'action des pouvoirs publics. C'est pourquoi la transversalité de la politique de la jeunesse en est un enjeu fondamental. S'il existe bien un domaine qu'on peut appeler « de la jeunesse », c'est celui qui se concentre historiquement sur les loisirs des jeunes. Or, une politique de la jeunesse adaptée à notre temps, qui veut avoir un impact sur les conditions de vie des jeunes dans notre société, doit aller au-delà de ce seul domaine d'intervention. D'où la nécessité de créer des collaborations intersectorielles, interministérielles, avec les représentants des domaines concernés.

Dans le cas précis du présent rapport sur la jeunesse, ces domaines furent la famille, l'éducation, le travail et l'emploi ainsi que le logement. Pour renforcer la pertinence du rapport national sur la jeunesse, une collaboration fut mise en place entre les ministères de l'éducation, du travail et de l'emploi, de la famille et du logement. Celle-ci aboutit à l'adoption d'un mémorandum interministériel qui énonça la volonté de concevoir le rapport sur la jeunesse comme un instrument interministériel. Ce mémorandum fixa les priorités - transitions vers l'emploi, le logement, la citoyenneté - et les ressources et rôles des différents ministères impliqués.

Au niveau de la méthode, ce mémorandum donna une orientation particulière au rapport sur la jeunesse. Plutôt que de favoriser unilatéralement une vue objective à l'aide de statistiques publiques sur les transitions des jeunes, il propose de compléter cette approche par une prise en compte systématique des points de vue que les jeunes développent eux-mêmes sur leurs transitions. Ceci vaut autant pour les vues des jeunes sur les transitions vers l'âge adulte, sur comment ils vivent de manière très subjective ce passage à un autre âge que pour leurs vues sur les mesures prises par les pouvoirs publics. Sous les effets notamment de la crise économique et financière des dernières années qui a eu un impact direct sur les jeunes, les pouvoirs publics ont développé un arsenal important de mesures pour soutenir les jeunes dans leur transition vers l'âge adulte. Les bénéficiaires de ces mesures développent leurs propres analyses sur ces mesures et le gouvernement s'est proposé de les prendre en compte systématiquement dans la rédaction de ce rapport.

QU'EST-CE QU'UNE « BONNE » POLITIQUE PUBLIQUE?

Prendre en compte les points de vue des bénéficiaires pour établir ce rapport est un élément novateur qui relève de la participation des jeunes, de leur consultation active telle qu'elle est inscrite dans l'article 3 de la loi sur la jeunesse. Mais cette prise en compte des avis des bénéficiaires part également d'une autre réflexion sur la question importante de savoir ce qu'est une bonne politique publique. Lorsque les décideurs élaborent des dispositifs de politique publique, ils le font évidemment sur base d'une réflexion rationnelle qui comprend une série des constats, parfois implicites. Ceux-ci concernent les besoins, les réponses à apporter à ces besoins, les manières d'apporter ces réponses, les façons selon lesquelles agissent les bénéficiaires, les façons dont devraient se comporter les bénéficiaires afin de profiter au mieux des dispositifs mis en place et des avantages qu'ils doivent procurer. L'ensemble de ces constats constitue une sorte de rationalité administrative, une vision sur le fonctionnement du monde social.

D'un autre côté, les bénéficiaires des dispositifs de l'action publique, les jeunes dans ce cas-ci, développent une rationalité qui leur est propre. Ils ne partent pas des mêmes constats que les décideurs, développent leur propre réflexion et analyse à partir d'une autre vue sur le monde, déterminée par d'autres expériences quotidiennes, avec des attentes différentes de ce qu'ils veulent atteindre au cours de leur vie, sur comment ils interprètent la signification du «devenir adulte». Ces rationalités et attentes des administrateurs publics et des jeunes bénéficiaires de mesures sont souvent divergentes.

Ceci peut mener à des situations où les effets escomptés des dispositifs de l'action publique ne se montrent pas parce que les dispositifs n'ont pas été utilisés de la manière prévue par les bénéficiaires. Si un jeune, dans une mesure de transition vers le marché de l'emploi, considère qu'en réalité, il n'est pas un bénéficiaire d'une mesure, mais qu'il a un emploi, il n'est pas étonnant qu'il n'investisse pas énormément de temps dans la recherche d'un emploi réel. Dans ces cas d'interprétations divergentes de dispositifs d'action publique, il existe la tentation de penser que les bénéficiaires n'ont pas compris, ou pire, n'ont pas voulu comprendre, comment utiliser l'aide qui leur est proposée. On devrait au contraire en déduire que le dispositif n'a pas été conçu en fonction des réalités des bénéficiaires. La rationalité des décideurs administratifs ou politiques et celle des bénéficiaires ont été trop différentes pour permettre une utilisation du dispositif tel que prévu. Ceci est d'autant plus courant que le bénéficiaire type ou le jeune type n'existe pas. Le rapport le montre, les jeunes ont différents types d'attentes, différents besoins, différentes vues sur la manière dont ils veulent conduire leur vie d'adulte. Ces vues sont autant de défis posés à l'action des pouvoirs publics lors de son élaboration.

A partir de ce constat, une «bonne» politique publique dans le domaine des transitions est une politique qui permet une cohérence entre la rationalité administrative objective des services publics et la rationalité subjective des bénéficiaires. Lorsque les objectifs des deux parties se rencontrent dans les mesures proposées, lorsque les décideurs et les bénéficiaires y trouvent en quelque sorte leur compte, les mesures peuvent réussir à produire leurs effets.

Ceci plaide donc pour une prise en compte des vues et opinions des jeunes sur les politiques qui les concernent. Cette participation n'est pas à considérer comme un luxe, mais au contraire comme une nécessité afin d'assurer le succès des dispositifs mis en place. Le rapport, tel qu'il a été conçu à la suite du mémorandum interministériel est construit de manière à favoriser cette prise en compte et considère les positions des jeunes bénéficiaires comme légitimes car fondées sur leurs propres expériences.

Suite à l'adoption du mémorandum interministériel sur le deuxième rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg, l'Université fut chargée de réaliser ce rapport. L'Accord de Coopération dans le domaine de la jeunesse liant l'État et l'Université du Luxembourg fut orienté dans ce sens.

LIENS ENTRE RECHERCHE SUR LA JEUNESSE ET POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Le rapport produit est une mine d'informations, tant sur le plan quantitatif que du point de vue qualitatif. La lecture et l'exploitation détaillée des données que le rapport met en lumière n'est pas une tâche aisée et prendra un certain temps à chaque lecteur qui voudra y chercher des enseignements nécessaires au développement des politiques publiques en faveur des jeunes.

En effet, le lien entre la recherche sur la jeunesse et le développement de politiques de la jeunesse n'est pas un lien mécanique. Le domaine de la recherche offre rarement des réponses toutes faites aux pouvoirs publics. Au contraire, la recherche parle à celui qui pose les bonnes questions. Ce serait tomber dans un piège technocratique de penser que le développement de politiques est contenu dans les résultats de recherche. Au contraire, interroger la recherche pour qu'elle puisse soutenir le développement de politiques suppose une démarche de dialogue entre les acteurs concernés. Ce

dialogue doit inclure toutes les parties prenantes, les chercheurs, les pouvoirs publics, mais également les intervenants professionnels et les organisations de la société civile.

Ce dialogue doit permettre d'interpréter collectivement le rapport sur la jeunesse. C'est pourquoi seront organisés, entre la publication du rapport et la formulation du plan d'action pour la politique de la jeunesse prévu à l'article 15 de la loi jeunesse, une série de présentations et de dialogue à différents niveaux. Dans ce sens, les paragraphes qui suivent apportent aussi une contribution aux débats qui doivent suivre la publication du rapport.

Même si l'exploitation détaillée du rapport est une entreprise qui s'étalera dans le temps, il est possible d'en tirer des conclusions, fussent-elles préliminaires. Le rapport peut être lu à plusieurs niveaux.

LECTURES DU RAPPORT NATIONAL SUR LA SITUATION DE LA JEUNESSE

A un niveau global, le rapport sur la jeunesse nous dessine un tableau, non seulement de la jeunesse au Luxembourg et des manières selon lesquelles elle vit le passage à l'âge adulte, mais de notre pays en général. De la même manière que les jeunes sont souvent des «early adopters» de nouvelles technologies, les façons de vivre des jeunes nous donnent une vue sur ce que sera notre société de demain. De plus, les moments de la vie que constituent les transitions, en général ou particulièrement entre la jeunesse et l'âge adulte, sont des moments révélateurs car des choix qui y sont faits orientent l'avenir.

Dans son rapport, l'Université explique qu'une des caractéristiques des sociétés européennes à notre époque est qu'elles laissent aux individus beaucoup de choix quant à la manière de mener leurs vies. Les biographies sont moins standardisées, les individus sont moins liés par leurs appartenances, familiales, sociales, culturelles. On pourrait donc s'attendre à trouver une grande multitude de types de projets de vie qui représentent soit une continuation du modèle social dominant, soit une alternative, soit un modèle d'opposition.

Or, force est de constater que les jeunes souhaitent avant tout s'intégrer dans le modèle social que les générations adultes proposent. Que ce soit à travers les statistiques, ou la lecture de l'étude qualitative menée par l'Université, on voit que les jeunes partagent de manière très large les valeurs ambiantes au Luxembourg. Ils souhaitent mener une vie professionnelle, fonder une famille, acquérir un logement. A première vue, ceci semble être une bonne chose. Cette constatation montre que les jeunes sont en accord avec la société dans laquelle ils vivent, les modèles proposés leur semblent acceptables. En d'autres termes, le rapport ne montre pas de fracture ou de tensions intergénérationnelles fortes au Luxembourg.

D'un autre côté, il faut se demander si les alternatives disponibles suite à la liberté de choix accrue des individus, postulée par les chercheurs sont aussi nombreuses qu'on pourrait le croire. En termes de logement notamment, le Luxembourg est caractérisé par un fort taux de propriétaires par rapport aux locataires. Or la propriété du logement présuppose une situation professionnelle des plus stables dans la mesure où elle nécessite de pouvoir planifier sa situation financière à long terme. Une situation financière stable est tributaire d'une vie professionnelle prévisible au moins à moyen terme. En d'autres termes, la situation du marché du logement au Luxembourg ne favorise pas la prise de risque professionnelle par les jeunes. Pour s'intégrer dans le modèle ambiant, ils ont tout intérêt à trouver le plus rapidement possible une situation professionnelle qui permet d'entrevoir l'avenir de façon chiffrable.

Ceci peut être vu en contradiction avec d'autres demandes qui sont faites aux jeunes, en termes de mobilité professionnelle par exemple. Le marché de l'emploi est caractérisé par une demande de mobilité. Or, comment, d'un point de vue individuel, assurer une forte mobilité lorsque la situation de logement vue comme étant préférable est celle du propriétaire ? Ceci devient d'autant plus frappant si on pense le marché de l'emploi non seulement comme national, mais comme un marché européen sur lequel les jeunes devraient pouvoir trouver leur place.

La segmentation du marché du travail apporte un élément supplémentaire à cette équation pour les jeunes de nationalité luxembourgeoise. La fonction publique, accueillant statistiquement plus de salariés de nationalité luxembourgeoise, peut paraître comme un secteur relativement protégé.

Il n'est dès lors pas surprenant que par exemple le taux d'entrepreneuriat parmi les jeunes vivant au Luxembourg soit parmi les plus bas dans l'Union européenne. Les conditions des transitions vers l'âge adulte sont telles qu'elles encouragent peu la prise de risque, qui suppose d'être en mesure de gérer des incertitudes, au moins temporaires, quant à son avenir.

Pour permettre aux jeunes, notamment dans la transition vers le marché de l'emploi, d'être créatifs, de développer leurs propres voies, d'avoir le courage de tenter de nouvelles choses, il faudra trouver les moyens d'encourager la créativité et l'esprit d'entrepreneuriat tout en proposant des filets de sécurité temporaires qui permettent aux jeunes de rebondir lorsque les tentatives de trouver leur propre voie n'ont pas été couronnées de succès.

Le Luxembourg, tel qu'il est décrit dans le rapport sur la jeunesse, est ainsi un pays qui connaît un niveau de vie très élevé par rapport à l'ensemble de l'Union européenne pour une majorité de ses habitants. Mais le prix à payer pour les jeunes dans leurs transitions vers l'âge adulte semble être une forte pression vers l'intégration au modèle social ambiant, qui encourage peu l'expérimentation de modèles de vie alternatifs.

Ceci est d'autant plus vrai pour les jeunes qui au départ ont moins de ressources économiques, sociales, culturelles. Tout un pan de l'analyse détaillée de ce rapport devra porter sur ces ressources inégalement distribuées parmi les jeunes et les conséquences de ces inégalités. Celles-ci sont d'autant plus fortes qu'on les retrouve dans les différents aspects des transitions analysées dans le rapport sur la jeunesse.

A un autre niveau, le rapport montre comment les jeunes vivent les dispositifs d'action publique qui sont mis en place à leur égard. Sur ce point, ce rapport national sur la jeunesse apporte réellement une nouvelle qualité dans les débats sur les mesures mises en place pour soutenir les jeunes dans leur transition vers l'âge adulte.

A travers une étude quantitative menée par l'Université du Luxembourg, des dizaines de mesures ont obtenu un feedback de la part de leurs bénéficiaires. Et il est particulièrement utile de les écouter dans la mesure où, comme développé plus haut, il faut considérer que la manière dont les jeunes vivent les dispositifs auxquels ils participent, est un des facteurs essentiels du succès de ces dispositifs.

Dans le domaine du soutien des jeunes pour l'accès au marché de l'emploi, qui connaît une longue histoire de mesures de soutien aux jeunes, cela amène à penser que la concordance entre les objectifs des mesures proposées et les besoins, objectifs et subjectifs, des jeunes bénéficiaires, sont un des points à approfondir dans l'analyse du rapport national sur la jeunesse. Une première analyse semble montrer que les objectifs des mesures ne sont pas toujours clairement distinguables. Partant, il est difficile de les mettre en concordance avec les besoins des bénéficiaires, particulièrement s'agissant des souhaits subjectifs des bénéficiaires. Ces souhaits peuvent paraître difficiles à saisir, mais jouent

un rôle important dans la manière dont les bénéficiaires vont vivre le dispositif d'action publique et, en conséquence, le mettre à profit dans leur parcours biographique.

Dans son rapport, l'Université a identifié des critères de qualité des mesures mises en place pour soutenir les jeunes dans leurs transitions. Ces critères pourront constituer un point de départ très utile pour mener cette analyse.

Dans le domaine du logement des jeunes, la situation est différente de celle de l'accès au marché de l'emploi. La politique du logement ne cible pas les jeunes dans la même mesure. Dans différents domaines (logement, aide à l'enfance et à la famille, aide sociale, travail jeunesse), des mesures existent dont le but est de soutenir les jeunes dans leur accès à une vie autonome. Ces mesures sont issues de traditions diverses, il n'existe pas à proprement parler une politique «jeunes et logement». Alors que des initiatives ont eu lieu dans ce sens durant les deux dernières années par le renforcement des collaborations entre les ministères concernés et la mise en place de premiers projets de logements spécifiques destinés aux jeunes, le défi dans ce domaine sera de créer une véritable politique «jeunes et logement» du gouvernement, de continuer à augmenter l'offre de logements pour les jeunes et mettre en réseau les acteurs dans ce domaine. Cette mise en réseau permettra de travailler sur différents axes, comme l'encouragement de formes alternatives de logement, la cohérence des mesures à l'intention des jeunes, une information adressée aux jeunes qui soit adaptée à leurs besoins et modes de communication.

En ce qui concerne le troisième axe de transition analysé par l'Université dans le rapport national sur la jeunesse, la citoyenneté, on relève également une multitude de mesures destinées à renforcer cette citoyenneté. Contrairement aux mesures dans le domaine de l'accès au marché de l'emploi et dans le domaine du logement des jeunes, celles-ci n'ont souvent pas un caractère compensatoire, mais relèvent plutôt d'un renforcement des capacités d'engagement. Autant l'analyse des données statistiques que les enquêtes supplémentaires menées dans le cadre de ce rapport montrent un clivage dans la société luxembourgeoise en termes d'accès à la citoyenneté. Il y a en effet une nette différence entre résidents nationaux et résidents non nationaux. Ceci est vrai évidemment pour l'aspect le plus central de l'accès à la citoyenneté, la participation aux élections. Mais c'est également vrai pour d'autres mesures de soutien aux jeunes, dans le domaine de l'engagement social ou dans les organisations de jeunesse.

Le clivage évoqué ne peut bien sûr être vu séparément des autres lignes de partage qui caractérisent la société luxembourgeoise, comme la segmentation sur le marché de l'emploi ou la distribution inégale des élèves dans les ordres d'enseignement. Les manières inégales d'accéder à citoyenneté vécue à travers l'engagement tendent ainsi à continuer les clivages qu'on trouve dans d'autres domaines.

Le futur plan d'action devra se pencher sur cette question qui pose un défi important pour le Luxembourg. Comment, en effet, permettre au plus grand nombre d'accéder à un engagement citoyen dans notre société. Ce défi touche à la cohésion sociale du Luxembourg. Une des questions qui se posent ici est certainement celle de la langue dans laquelle sont proposées les mesures offertes aux jeunes. Une première vue montre que la langue utilisée est très souvent le luxembourgeois et une analyse plus fine devra permettre de comprendre si une utilisation plus diversifiée des langues dans les mesures de renforcement de la citoyenneté pourraient faciliter l'accès à ces mesures pour des nonnationaux. Mais la question d'un élargissement de l'accès aux mesures qui encouragent la citoyenneté et la participation suppose également une réflexion plus large sur les méthodes utilisées pour atteindre les jeunes. Face à une multiplication des projets et mesures qui veulent créer de l'engagement par des méthodes souvent peu adaptées à des publics-cible particuliers, comment reconnaître et encourager

l'engagement citoyen existant dans ses multiples formes ? En effet, il apparaît dans le rapport sur la jeunesse que l'engagement des jeunes ne correspond pas toujours au type d'engagement prôné de manière classique. Dans ces cas, il est important de reconnaître l'engagement existant en tant que tel et de le soutenir. Ceci suppose une réflexion en profondeur, peut-être un changement de paradigme, dans la manière d'encourager l'engagement social et politique des jeunes.

Le rôle de soutien de la famille apparaît également de manière transversale aux trois domaines de transition. Lorsque la famille d'origine peut offrir un soutien, lorsqu'elle est en mesure de le faire, les transitions des jeunes sont facilitées. Or, pour des raisons diverses, économiques, sociales, culturelles, les familles ne sont pas toutes en mesure de fournir ce soutien à leurs enfants. Dans la transition vers le marché de l'emploi, les ressources sociales des parents, leur propre intégration dans la société luxembourgeoise en termes d'inscription dans des réseaux informels, semble être un atout important. En ce qui concerne l'accès au logement, ce sont plutôt les ressources financières qui semblent jouer un rôle. Enfin, pour la transition dans le domaine de la citoyenneté, l'engagement des parents joue un rôle important. Soutenir les jeunes dans leurs transitions veut donc également dire soutenir les familles pour qu'elles puissent épauler leurs enfants, considérer les parents comme des partenaires dans la transition et dans les démarches de support. Ce défi est à l'image de l'hétérogénéité culturelle du Luxembourg, qui contribue à reproduire ces inégales possibilités de soutien familial.



Übergänge vom Jugendins Erwachsenenalter: Verläufe, Perspektiven, Herausforderungen

Helmut Willems (Hrsg.)





Inhaltsverzeichnis

Kapitel I EINLEITUNG	29
Kapitel II	01
DIE KONZEPTION DES LUXEMBURGISCHEN JUGENDBERICHTES H. Willems, A. Schumacher, A. Heinen	33
1.Themenschwerpunkte und Zielsetzung	3!
2. Der Übergang vom Jugend- ins Erwachsenenalter: Theoretische Ansätze und Erklärungsmodelle	3
2.1. Die Lebensphase Jugend als Moratorium und Transition	3
2.2. Übergänge im Jugendalter: Zwischen individueller Gestaltung und gesellschaftlicher Norm	
2.3. Der Wandel des Übergangs ins Erwachsenenalter.	
3. Datengrundlage und methodische Vorgehensweise des Jugendberichtes	
3.1. Experteninterviews zur Exploration des Themenfeldes	
3.2. Sekundärdatenanalyse zur Rekonstruktion von Übergängen3.3. Qualitative Interviews zur Erfassung subjektiver Sichtweisen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen3.4. Quantitative Befragungen zur Erhebung der Erfahrungen und Bewertungen jugendlicher	
Maßnahmenteilnehmer	
3.5. Fokusgruppendiskussionen zur Validierung der Ergebnisse	
Kapitel III	
SOZIODEMOGRAFISCHE MERKMALE DER JUGENDLICHEN UND	
JUNGEN ERWACHSENEN IN LUXEMBURG	49
C. Haas, A. Heinen	
1. Einleitung	
2. Der Anteil Jugendlicher und junger Erwachsener an der Gesamtbevölkerung	
3. Die Nationalitätenvielfalt in der jungen Generation	
4. Ungleiche Startbedingungen von Jugendlichen: Soziale Ungleichheit und Armutsgefährdung	5

Kapitel IV

ÜBERGÄNGE VOM BILDUNGSSYSTEM IN DIE ARBEITSWELT A. Schumacher, C. Haas, D. Weis, A. Heinen	61
1. Einleitung	63
2. Theoretische Rahmung: Individuelle Handlungsmöglichkeiten und strukturelle Rahmenbedingungen	
des Übergangs in Arbeit	64
3. Kontextbedingungen: Strukturen des luxemburgischen Bildungssystems und Arbeitsmarktes	67
3.1 Das luxemburgische Sekundarschul- und Ausbildungssystem	67
3.1.1 Aufbau des Sekundarschul- und Ausbildungssystems	67
3.1.2 Ungleich verteilte Bildungschancen, frühe Selektion und geringe Aufwärtsmobilität im	
Sekundarschulsystem	68
3.2 Der luxemburgische Arbeitsmarkt	69
3.2.1 Veränderte Wirtschaftsschwerpunkte und gestiegene Erwerbsbeteiligung von Frauen	69
3.2.2 Großregionale Verflechtungen und Segmentierung des Arbeitsmarktes	70
3.2.3 Arbeitslosigkeit in der jungen Generation	71
3.3 Angebotsformen und Unterstützungsleistungen beim Übergang in Arbeit	71
4. Der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten	72
4.1 Bildungsabschlüsse als Voraussetzung für die Integration in den Arbeitsmarkt	72
4.2 Die Ausdifferenzierung der Transitionsphase: Unterschiede nach Bildungsabschluss und Geschlecht	75
4.2.1 Der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt nach höchstem Bildungsabschluss	76
4.2.2 Geschlechtsspezifische Veränderungen von Übergängen	79
4.3 Jugendarbeitslosigkeit als Übergangsproblem: Entwicklungen, Ursachen und Risiken	81
4.3.1 Das Verhältnis von Arbeitslosigkeit und Jugendarbeitslosigkeit	81
4.3.2 Entwicklung von Jugendarbeitslosigkeit im europäischen Vergleich	83
4.3.3 Ursachen von Arbeitslosigkeit bei Jugendlichen und jungen Erwachsenen	85
4.3.4 Dauer von Arbeitslosigkeit	86
4.3.5 Jugendliche in Maßnahmen zur Integration in den Arbeitsmarkt	87
4.3.6 Junge Menschen außerhalb von Bildung und Arbeit	89
4.4 Die Situation junger Erwerbstätiger auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt	92
4.4.1 Wirtschaftszweige und Berufsgruppen	92
4.4.2 Beschäftigungsformen und Arbeitsverträge	93
4.4.3 Passung von Bildungsniveau und Berufsgruppe	95
5. Zur subjektiven Rekonstruktion von Transitionsverläufen und Bewältigungsmustern – eine Typologie	96
5.1 Familiäre Ressourcen und soziales Umfeld	98
5.2 Schulische Laufbahn und Bildungserfolg	104
5.3 Migrationserfahrungen und Integration	108
5.4 Bewältigungsmuster und Handlungsstrategien	112
5.5 Werthaltungen und Motive	117
5.6 Selbstwirksamkeit und Attribuierung	
5.7 Auswirkungen auf andere Lebensbereiche	
5.8 Einstellung in Bezug auf die Zukunft	
5.9 Transitionstypen und ihr Bedarf an Hilfs- und Unterstützungsangeboten	

INHALTSVERZEICHNIS

6. Erfahrungen Jugendlicher in Unterstützungsmaßnahmen: Ergebnisse der quantitativen Studie	. 137
$6.1\ Unterstützungsmaßnahmen\ zur\ Transition\ in\ den\ Arbeitsmarkt:\ Ergebnisse\ der\ Organisationsbefragung\ .$. 138
6.1.1 Zielgruppe und Teilnehmer der Maßnahmen	. 138
6.1.2 Dauer, Inhalte und Zielsetzungen der Maßnahmen	. 139
6.1.3 Überblick über die Angebote zur Transition in den Arbeitsmarkt	. 140
6.2 Unterstützungsmaßnahmen zur Transition in den Arbeitsmarkt – Erfahrungen beteiligter Jugendlicher	. 141
6.2.1 Soziodemografische Merkmale der befragten Jugendlichen	. 143
6.2.2 Erwartungen und Erfahrungen der Maßnahmenteilnehmer bei der Suche nach Arbeit	. 144
6.2.3 Die Bewertungen der Unterstützungsmaßnahmen durch die Jugendlichen	. 150
6.2.4 Verbesserungsvorschläge der Jugendlichen	. 158
7. Synopse	. 161
Kapitel V	
PRIVATE ÜBERGÄNGE: EIGENSTÄNDIGES WOHNEN.	
PARTNERSCHAFT, FAMILIENGRÜNDUNG	163
A. Heinen, A. Vuori, S. Biewers Grimm, P. Joachim, A. Schumacher	
1. Einleitung	165
2. Theoretische Rahmung: Individuelle Handlungsstrategien und strukturelle Einflussfaktoren	
3. Kontextbedingungen: Wohnsituation und Lebensformen in Luxemburg	
3.1 Rahmenbedingungen und Strukturmerkmale der luxemburgischen Wohnsituation	
3.1.1 Wohnbedingungen und Wohnkosten in Luxemburg	
3.1.2 Angebotsformen und Unterstützungsleistungen im Wohnbereich	
3.2 Familienstrukturen und staatliche Unterstützung für Familien in Luxemburg	
3.2.1 Lebens- und Familienformen	
3.2.2 Angebotsformen und Unterstützungsleistungen für Familien	
4. Private Übergänge Jugendlicher und junger Erwachsener: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten	
4.1 Der Übergang in eigenständiges Wohnen	
4.1.1 Der Auszug aus dem Elternhaus	
4.1.2 Auszug und Erwerbstätigkeit	
4.1.3 Die Haushaltsstruktur und Wohnsituation nach dem Auszug	
4.1.4 Unterkunft in Wohnstrukturen, Wohnungslosigkeit und Obdachlosigkeit von Jugendlichen	
4.2 Partnerbeziehungen, Eheschließung und der Übergang in Elternschaft	
4.2.1 Partnerbeziehungen im Jugendalter	
4.2.2 Nichteheliche Lebensgemeinschaften	
4.2.3 Eheschließung und eingetragene Lebenspartnerschaften	
4.2.4 Familiengründung und der Übergang zur Elternschaft	
5. Erfahrungen, Motive und Herausforderungen Jugendlicher bei der Bewältigung privater Übergänge	
5.1 Verläufe des Übergangs in eigenständiges Wohnen	. 200
5.2 Erfahrungen und Einstellungen beim Übergang in eigenständiges Wohnen	
5.2.1 Motive für den Auszug	. 202
5.2.2 Motive für die zeitliche Verzögerung des Auszugs	. 205
5.2.3 Motive für die Rückkehr ins Elternhaus	. 206
5.2.4 Erfahrungen Jugendlicher in betreuten Wohnstrukturen.	. 208

5.3 Bewältigungsstrategien beim Übergang in eigenständiges Wohnen	210
5.3.1 Mieten, kaufen und die Suche nach alternativen Wohnformen	
5.3.2 Die Bedeutung familialer Unterstützung für die Bewältigung des Übergangs in	
eigenständiges Wohnen	214
5.4 Sichtweisen Jugendlicher auf Partnerschaft und Elternschaft	
5.4.1 Erfahrungen mit Paarbeziehungen	
5.4.2 Vorstellungen von der eigenen Familie und erste Erfahrungen mit Elternschaft	
6. Unterstützungsangebote zur Bewältigung des Wohnübergangs: Ergebnisse der quantitativen Studie	
6.1 Struktur, Ziele und Nutzer von Unterstützungsmaßnahmen: Ergebnisse der Organisationsbefragung .	
6.1.1 Ziele und Inhalte der Unterstützungsangebote	
6.1.2 Teilnehmerstruktur	
6.1.3 Überblick über die Angebote zur Transition im Wohnbereich	
6.2 Erfahrungen Jugendlicher in betreuten Wohnstrukturen	
6.2.1 Soziodemografische Merkmale der befragten Jugendlichen	
6.2.2 Erfahrungen bei der Wohnungssuche	
6.2.3 Die Bewertung der betreuten Wohnstruktur durch die Jugendlichen	
6.2.4 Erfahrungen Minderjähriger mit besonderem Betreuungsbedarf	
7. Synopse	
Kapitel VI ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE	241
	241
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE	
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher	243
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 244
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 244 247
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 244 247 247
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 244 247 247
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 244 247 247 249
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung. 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen	243 247 247 247 249 250
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung. 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung	243 247 247 247 247 249 250 250
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung. 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung 3.2.3 Strukturen der unkonventionellen Beteiligung	243 244 247 247 249 250 251
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 244 247 247 249 250 251
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung. 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung 3.2.3 Strukturen der unkonventionellen Beteiligung	243 244 247 247 249 250 251
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung. 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung 3.2.3 Strukturen der unkonventionellen Beteiligung 3.2.4 Förderung von politischem Interesse und politischer Bildung 4. Entwicklung und Formen der bürgerschaftlichen Teilhabe von Jugendlichen: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten.	243 247 247 247 249 250 250 251 255
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 244 247 247 249 250 251 253 256
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 247 247 247 250 250 253 255 256 256
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung 3.2.3 Strukturen der unkonventionellen Beteiligung 3.2.4 Förderung von politischem Interesse und politischer Bildung 4. Entwicklung und Formen der bürgerschaftlichen Teilhabe von Jugendlichen: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten 4.1 Wertorientierungen, politische Einstellungen und politisches Wissen Jugendlicher 4.1.1 Wertorientierungen und Wichtigkeit einzelner Lebensbereiche 4.1.2 Politisches Interesse im Jugendalter	243 247 247 247 250 250 251 255 256 256 256
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung 3.2.3 Strukturen der unkonventionellen Beteiligung 3.2.4 Förderung von politischem Interesse und politischer Bildung 4. Entwicklung und Formen der bürgerschaftlichen Teilhabe von Jugendlichen: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten. 4.1 Wertorientierungen, politische Einstellungen und politisches Wissen Jugendlicher. 4.1.1 Wertorientierungen und Wichtigkeit einzelner Lebensbereiche. 4.1.2 Politisches Interesse im Jugendalter 4.1.3 Einstellungen zur Demokratie und Vertrauen in Institutionen.	243 247 247 247 250 250 255 256 256 256 258
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung. 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung 3.2.3 Strukturen der unkonventionellen Beteiligung 3.2.4 Förderung von politischem Interesse und politischer Bildung 4. Entwicklung und Formen der bürgerschaftlichen Teilhabe von Jugendlichen: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten. 4.1 Wertorientierungen, politische Einstellungen und politisches Wissen Jugendlicher. 4.1.1 Wertorientierungen und Wichtigkeit einzelner Lebensbereiche. 4.1.2 Politisches Interesse im Jugendalter 4.1.3 Einstellungen zur Demokratie und Vertrauen in Institutionen. 4.1.4 Veränderungen der politischen Einstellungen im Übergang.	243 247 247 247 250 250 255 256 256 256 256 256
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung	243 244 247 247 250 250 255 256 256 256 256 266 262 263
ENTWICKLUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN DER TRANSITIONSPHASE C. Meyers, D. Weis, J. Scharf, A. Schumacher 1. Einleitung 2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher 3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg 3.1 Rahmenbedingungen und Strukturen der gesellschaftlichen Beteiligung 3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit 3.2 Rahmenbedingungen und Strukturen der politischen Beteiligung. 3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen 3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung 3.2.3 Strukturen der unkonventionellen Beteiligung 3.2.4 Förderung von politischem Interesse und politischer Bildung 4. Entwicklung und Formen der bürgerschaftlichen Teilhabe von Jugendlichen: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten. 4.1 Wertorientierungen, politische Einstellungen und politisches Wissen Jugendlicher. 4.1.1 Wertorientierungen und Wichtigkeit einzelner Lebensbereiche. 4.1.2 Politisches Interesse im Jugendalter 4.1.3 Einstellungen zur Demokratie und Vertrauen in Institutionen. 4.1.4 Veränderungen der politischen Einstellungen im Übergang.	243 247 247 247 250 250 253 255 256 256 266 262 263 263

INHALTSVERZEICHNIS

4.2.2 Gesellschaftliches Engagement Jugendlicher in Vereinen	. 267
4.2.3 Jugendliche in einem Freiwilligendienst	. 269
4.2.4 Veränderungen des gesellschaftlichen Engagements in der Transition	. 270
4.3 Politisches Engagement und Beteiligung Jugendlicher	. 271
4.3.1 Konventionelle und unkonventionelle Formen der politischen Beteiligung	
4.3.2 Wahlbeteiligung und -bereitschaft	
4.4 Typen der jugendlichen Beteiligung	
5. Motive und Effekte des bürgerschaftlichen Engagements	
5.1 Motive für ein gesellschaftliches oder politisches Engagement	
5.1.1 Pragmatisch-utilitaristische Motive	. 279
5.1.2 Interesse am Beitrag für die Gesellschaft	. 281
5.1.3 Engagement aus Tradition und der Einfluss des sozialen Umfelds	. 282
5.1.4 Entwicklung des Engagements in der Transitionsphase	
5.1.5 Hinderungsgründe und Potenziale für bürgerschaftliches Engagement	. 284
5.2 Effekte eines gesellschaftlichen oder politischen Engagements	. 285
6. Erfahrungen Jugendlicher in Angeboten zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe: Ergebnisse	
der quantitativen Studie	. 290
6.1 Angebote zur Förderung bürgerschaftlicher Teilhabe in Luxemburg: Ergebnisse der Organisationsbefragung	. 290
6.2 Erfahrungen von Jugendlichen mit Angeboten zur bürgerschaftlichen Teilhabe	. 292
6.2.1 Die unterschiedliche Nutzung der Angebote	. 293
6.2.2 Wege zum gesellschaftlichen und politischen Engagement	. 297
6.2.3 Bewertung der Angebote zur bürgerschaftlichen Teilhabe	. 298
6.2.4 Verantwortung, Kenntniserwerb, Partizipation und Interkulturalität als zentrale Lernbereiche	. 303
6.2.5 Verbesserungsvorschläge der Jugendlichen	. 304
7. Synopse	. 305
W 10 10 W	
Kapitel VII	
VORSTELLUNGEN JUGENDLICHER VOM ERWACHSENWERDEN UND	
ERWACHSENSEIN	307
D. Weis, P. Joachim	
1. Einleitung	
2. Zwischen Transition und Moratorium: Jugendliche Orientierungen auf dem Weg zum Erwachsensein	
2.1 Orientierungen und Einstellungen Jugendlicher zwischen Transition und Moratorium	
2.2 Der Einfluss kritischer Lebensereignisse auf die Transition	
3. Vorstellungen und Definitionen Jugendlicher vom Erwachsensein	
3.1 Erwachsensein als Erreichen traditioneller Statusmerkmale: Arbeit, Haus, Familie	
3.2 Erwachsensein als Ausdruck veränderter Lebensführung, innerer Einstellungen und individueller Reife	
3.3 Erwachsensein als ambivalente Erfahrung	
4. Probleme und Risiken in der Transition	
4.1 Sorgenvoller Blick auf künftigen Wohlstand und Lebensstandard	
4.2 Kritische Sichtweisen und Problemwahrnehmung hinsichtlich Schulsystem, Arbeits- und Wohnungsmarkt	. 331
5. Selbstbestimmte Lebensführung trotz Hilfsbedürftigkeit: Perspektiven und Erfahrungen Jugendlicher und	227
junger Erwachsener mit Behinderung	. 33/

5.1 Zwischen Normalität und Stigmatisierung: Subjektive Sichtweisen auf Behinderung	
5.2 Erwachsensein als Herausforderung und Bedürfnis: Erfahrungen und Wünsche beim Übergang	344
5.2.1 Zwischen Autonomiebestreben und Abhängigkeit: Ablösung von den Eltern unter	
erschwerten Bedingungen	344
5.2.2 Der Wunsch nach Eigenständigkeit: Wohnformen Jugendlicher und junger Erwachsener	
mit Behinderung	
5.2.3 Sonderbehandlung statt Inklusion: Erfahrungen in Schule, Ausbildung und Arbeit	
5.2.4 Partnerschaft, Elternschaft und Freundschaft: Wünsche und Realität	
5.2.5 Freizeitgestaltung und Teilnahme am öffentlichen Leben: Aktivität mit Einschränkungen	
6. Synopse	362
Kapitel VIII	
ZENTRALE ERGEBNISSE, SCHLUSSFOLGERUNGEN UND HERAUSFORDERUNGEN	365
H. Willems, A. Schumacher, S. Biewers Grimm, A. Heinen, P. Joachim, C. Meyers, D. Weis	
1. Chancen und Risiken der gestiegenen Wahlmöglichkeiten	
2. Bildungsbenachteiligung als Transitionsrisiko	
3. Jugendarbeitslosigkeit als Risiko beim Übergang von der Schule in den Beruf	
4. Die hohe Bedeutung familialer Unterstützung für die Bewältigung des Übergangs	
5. Die Entkopplung von Übergangsereignissen und die biografische Verzögerung der Familiengründung	
6. Geschlechtsspezifische Aspekte der Transition	371
7. Die Veränderungen der bürgerschaftlichen Teilhabe und des sozialen Engagements in der	
Übergangsphase	
8. Bedeutung und Potenzial unterschiedlicher Transitionswege	
9. Stagnation und Konflikte in der Übergangsphase	
10. Erschwerte Übergangsbedingungen für Jugendliche mit Behinderungen	
11. Beitrag und Grenzen der Unterstützungsangebote	
12. Ansatzpunkte für Diskussion und Empfehlungen	377
ANHANG	383
1. Literaturverzeichnis	38/
2.Tabellen- und Abbildungsverzeichnis	
3. Tabellen zur Maßnahmenerhebung	
4. Datensätze	
5. Abkürzungsverzeichnis	
6. Beteiligte Experten	
7. Mitglieder des "Conseil scientifique"	
8. Mitglieder des "Comité de pilotage"	
9. Mitglieder des "Comité consultatif".	

KAPITEL

I

Einleitung

Einleitung

Der vorliegende nationale Bericht zur Situation der Jugend in Luxemburg 2015 stellt das Ergebnis einer dreijährigen intensiven wissenschaftlichen Arbeit dar, die von der Abteilung Jugendforschung der Forschungseinheit INSIDE (Integrative Research Unit on Social and Individual Development) an der Universität Luxemburg ausgeführt wurde. Im Zentrum der Arbeit stand die Umsetzung des Auftrags, den das Ministerium im Jahr 2012 formuliert hatte: Neben einer Analyse der Transitionswege Jugendlicher anhand der Aufarbeitung und wissenschaftlichen Bewertung vorhandener Daten und Statistiken sollten zusätzlich die staatlich finanzierten Maßnahmen dokumentiert und analysiert werden sowie die Jugendlichen selbst hinsichtlich ihrer Erfahrungen mit diesen Maßnahmen befragt werden. Diese komplexe Aufgabenstellung war eine Herausforderung nicht nur für die wissenschaftliche Arbeit, sondern auch in organisatorischer Hinsicht. Die Hauptlast der Arbeiten lag dabei bei einem interdisziplinären Team von Jugendforschern der Universität Luxemburg, das von der Datensichtung und -erhebung über die Analyse und Interpretation der Daten bis hin zur Verschriftlichung und Erstellung des Berichtes an allen Phasen der Berichterstellung beteiligt war: Sandra Biewers Grimm, Christina Haas, Andreas Heinen, Patrice Joachim, Christiane Meyers, Jan Scharf, Dr. Anette Schumacher, Andreas Vuori und Daniel Weis sowie Petra Böwen, Simone Charles, Dr. Andreas Heinz und Prof. Dr. Dieter Ferring, die mit ihrer Expertise die Arbeit der Autoren begleitet und unterstützt haben.

Die inhaltliche sowie organisatorische Steuerung der Arbeiten des Berichtteams lag in den Händen eines "Comité de Pilotage", das aus Vertretern des Ministeriums und der Universität Luxemburg zusammengesetzt war.

Zur Unterstützung in wissenschaftlichen Fragen und zur Qualitätssicherung wurde ein wissenschaftlicher Beirat ("Conseil Scientifique") einberufen, in dem Experten aus verschiedenen außeruniversitären Feldern in Luxemburg mit Vertretern von internationalen Universitäten zusammenarbeiteten: Claude Bodeving, Patrick Bousch, Dr. Jacques Brosius, Dr. Hans Dietrich, Prof. em. Dr. Manuela du Bois-Reymond, Prof. Dr. Matthias Grundmann, Prof. Dr. Peter Rahn, Robert Urbé, Hanjo Schild, Daniel Schroeder sowie Dr. Paul Zahlen.

Darüber hinaus wurde eine Vielzahl von Personen in die Arbeit am Jugendbericht miteinbezogen, sei es zur Frage der theoretischen Konzeption und Vorgehensweise, zur Validierung der vorgelegten Analyse aus Perspektive von Jugendlichen und Experten, oder zur Ausarbeitung spezifischer Fragen in einer Expertise: Georges Andrade, Maryse Arendt, Tom Biever, Jean-Claude Bisenius, Claude Bodeving, Patrick Bousch, Sandra Britz, Dr. Jacques Brosius, Antonio de Carolis, Claudine Colbach, Marc Crochet, Sophia de Jesus, Willy de Jong, Gilles Dhamen, Guy Entringer, Dr. Paul Estgen, Prof. em. Norbert Ewen, Roger Faber, Jerry Fellens, Prof. Dr. Dieter Ferring, Luc Fischer, Dr. Paul Galles, Virginie Grosbusch, Simone Grün, Stephan Hawlitzky, Daniel Hutchinson, Marceline Jans-Filbig, Margie Kiefer, Cathy Kirsch, Isabelle Klein, Carlo Koerner, Anouk Kopriwa, Christian Kremer, Maurice Losch, Caroline

Ludwig, Christof Mann, Alain Massen, Tania Matias, Pierrette Meisch, Dr. Nico Meisch, Géry Meyers, Thérèse Michaelis, Daniel Miltgen, Isabelle Mousset, Marc Pletsch, Luc Ramponi, Dr. Anne Reinstadler, Pol Reuter, Fernando Ribeiro, Jean Ries, Georges Rotink, Claire Russon, Romain Sassel, Fernand Sauer, Jean-Paul Schaaf, Nathalie Schirtz, René Schlechter, Marc Schoentgen, Christine Schweich, Fabio Scolastici, Antoinette Thill-Rollinger, Robert Urbé, Alain Wagner, Gaby Wagner, Marc Weyrich, Pit Winandy, Dr. Paul Zahlen, Dr. Jean-Claude Zeimet und Laura Zuccoli.

Nicht zuletzt haben wir auf die Kooperation und Zusammenarbeit mit einer Vielzahl von luxemburgischen Ministerien ("Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse", "Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire", "Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région" sowie "Ministère du Logement"), Organisationen und Vereinen zurückgreifen können, ohne die weder die Datenrecherche, noch die Erhebung von Primärdaten in der jetzt vorliegenden Form möglich gewesen wäre. Besonders intensiv unterstützten uns die ADEM und die vielen maßnahmenanbietenden Organisationen bei der Befragung jugendlicher Maßnahmenteilnehmer sowie die Jugendhäuser, die ALJ, die ASTI, die Chambre de Commerce, die Chambre des Métiers, der OGBL Jeunes, die Initiativ Liewensufank, das CPOS und die SPOS, studentische Vertretungen, die CGJL, die verschiedenen Einrichtungen der Behindertenhilfe und die befragten Jugendlichen selbst bei der Durchführung der qualitativen Interviews.

Ihnen allen gilt mein herzlicher Dank. Sie alle haben dazu beigetragen, dass der Jugendbericht 2015 dem Anspruch gerecht wird, ein wissenschaftlicher Bericht zu sein, der international anschlussfähig ist und gleichzeitig auch eine starke Anbindung an die luxemburgische Fachpraxis darstellt.

Prof. Dr. Helmut Willems Esch-Belval, 30.11.2015

What Esplers

APITEL



Die Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes

Helmut Willems Anette Schumacher Andreas Heinen

1. Themenschwerpunkte und Zielsetzung

Die Analyse des Übergangs vom Jugendalter in das Erwachsenenalter ist der zentrale Gegenstand des vorliegenden nationalen Berichtes 2015 zur Situation der Jugend in Luxemburg. Damit greift der Jugendbericht ein Thema auf, das bereits seit einigen Jahren zunehmend die Aufmerksamkeit von Fachleuten aus Politik, Fachpraxis und Wissenschaft gefunden hat. Übergänge sind heute für viele Jugendliche offensichtlich deutlich schwieriger geworden, und die vorhandenen Unterstützungsmaßnahmen werden immer wieder kritisch hinterfragt.

Ausgehend von dieser Problemwahrnehmung hat das Ministerium seinen Auftrag für den Jugendbericht 2015 wie folgt definiert: Der Jugendbericht soll (a) Transitionen von Jugendlichen in Luxemburg beschreiben, (b) jugendspezifische Unterstützungs- und Hilfemaßnahmen systematisch beschreiben und analysieren sowie (c) Erfahrungen mit und Bewertungen von Maßnahmen und Hilfen aus der Perspektive der betroffenen Jugendlichen analysieren.

Entsprechend dieser Aufgabenbeschreibung hat die Abteilung Jugendforschung der Forschungseinheit INSIDE (Integrative Research Unit on Social and Individual Development) der Universität Luxemburg ein umfassendes Forschungsprogramm entwickelt. Der Jugendbericht beschäftigt sich mit drei Transitionsbereichen, die aus dem Blickwinkel sozialwissenschaftlicher Theorien den Übergang ins Erwachsenenalter prägen.

- 1. Der Übergang vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt: vom Status des Schülers, des Studierenden, des Auszubildenden hin zum Status des Berufstätigen ("Übergang in Arbeit").¹
- 2. Die privaten Übergänge, die gekennzeichnet sind durch den Auszug aus dem Elternhaus und der Entwicklung eigenständiger Wohn- und Lebensformen einerseits, sowie Partnerschaft und Familiengründung andererseits ("private Übergänge").
- 3. Die Übernahme einer Rolle als aktiver, sozial und politisch engagierter Bürger ("bürgerschaftliche Teilhabe").

¹ Im Rahmen des diesjährigen Jugendberichtes wird überwiegend auf das generische Maskulinum zurückgegriffen, das Personen weiblichen wie männlichen Geschlechts gleichermaßen einschließen soll. In dem Bewusstsein, dass Sprachhandlungen gesellschaftliche Normen und Machtverhältnisse reproduzieren, werden jedoch nach Möglichkeit Partizipialformen wie "Studierende", neutralisierende Formen wie "Lehrkräfte", "Fachleute", "Personen" oder "junge Menschen" und andere entsprechende Formulierungen verwendet.

Der Jugendbericht 2015 hat zum Ziel, zentrale Informationen zu diesen unterschiedlichen Übergängen und Entwicklungen aufzuarbeiten und zu analysieren. Hierzu zählt die Beschreibung von Transitionsverläufen anhand von Transitionsmarkern (z. B. erste Berufstätigkeit, Eheschließung, Elternschaft) und deren Analyse nach Alter, Geschlecht, Bildungsniveau, Nationalität oder Migrationshintergrund. Eine Einordnung der luxemburgischen Daten in den europäischen Kontext sowie die Betrachtung der Daten im Zeitverlauf ergänzen die Analyse.

Darüber hinaus beschäftigt sich der Bericht mit der Frage, welche Faktoren sich positiv oder negativ auf den Verlauf und die Bewältigung der Transition auswirken. Der Bericht zeigt auf, mit welchen Unterstützungsmaßnahmen der Staat auf bestehende Probleme reagiert, welche Erfahrungen die Maßnahmenteilnehmer mit den Maßnahmen gemacht haben und wie sie die Angebote bewerten. Der Jugendbericht 2015 nimmt dabei Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 34 Jahren in den Blick. Diese sehr breite Altersspanne trägt dem Umstand Rechnung, dass sich für viele Jugendliche die Transition ins Erwachsenenalter, insbesondere aufgrund längerer Bildungszeiten, bis ins vierte Lebensjahrzehnt ausdehnen kann.

Konzeptionell orientiert sich der Jugendbericht 2015 an drei Prämissen:

- Theoretische Orientierung: Der Jugendbericht ist eingebettet in einen theoretischen Rahmen.
 Dieser bildet die theoretisch-wissenschaftliche Basis, auf der die Konzeption der Forschungsfragen und die Auswahl der Daten und Forschungsmethoden beruht.
- Datenbasierte Orientierung: Der Jugendbericht arbeitet mit verschiedenen Sekundärdatenquellen und Primäruntersuchungen, um eine multimethodische Perspektive auf den Transitionsprozess zu ermöglichen.
- Partizipative Orientierung: Der Jugendbericht nutzt das Erfahrungswissen von Experten und der Jugendlichen selbst, das mithilfe wissenschaftlicher Methoden in die Berichterstattung eingebracht wird.

Auf dieser Grundlage können sowohl vorhandene Problemstellungen identifiziert als auch Anregungen für Handlungsansätze gewonnen werden. Der Bericht stellt so eine umfassende Informations- und Diskussionsgrundlage für Politik, Fachpraxis und Wissenschaft zur Verfügung.

Der Übergang vom Jugend- ins Erwachsenenalter: Theoretische Ansätze und Erklärungsmodelle

Im Folgenden werden die zentralen theoretischen Ansätze und Erklärungsmodelle skizziert, die der Arbeit am Jugendbericht zugrunde liegen. Sie tragen nicht nur zum besseren Verständnis der inhaltlichen Schwerpunktsetzung und der empirischen Analyse bei, sondern auch zur Datenauswertung und Interpretation der Ergebnisse.

Zunächst wird die Lebensphase Jugend aus einer sozialwissenschaftlichen Perspektive heraus in ihrer Ambivalenz zwischen Moratorium und Transition dargestellt. Im Anschluss daran werden handlungstheoretische Ansätze und strukturtheoretische Ansätze zur Erklärung von Übergängen und Übergangsverläufen einander gegenübergestellt; schließlich werden die zentralen empirischen Trends und Veränderungen von Übergängen in modernen Gesellschaften skizziert.

2.1. DIE LEBENSPHASE JUGEND ALS MORATORIUM UND TRANSITION

Erst zu Beginn des vergangenen Jahrhunderts ist die Jugend als eigenständige, institutionalisierte Lebensphase für breitere Schichten der Bevölkerung entstanden (Abels, 2008). Die Lebensphase Jugend war zunächst vor allem ein Produkt des Bürgertums. Die Kinder des Bürgertums waren vom wirtschaftlichen Reproduktionsprozess (Erwerbsarbeit oder Hausarbeit) entbunden; ihnen wurden Zeit und Freiraum eingeräumt, um zu lernen und sich auszuprobieren (Erikson, 1971; Zinnecker, 1991). Jugend als Lern- und Entwicklungsphase bildete sich später in allen sozialen Schichten aus und wurde durch Schulen und Schulpflicht institutionell abgesichert. Allerdings blieben zunächst viele Unterschiede bestehen: Kinder aus der Arbeiterschicht verließen das Bildungssystem meist deutlich früher, nahmen entsprechend früh eine Arbeit auf und durchlebten deshalb keine oder eine deutlich kürzere Jugendphase. Junge Frauen übernahmen meist früh die Rolle als Hausfrau oder Mutter, sodass sich auch für sie die Jugendphase über einen vergleichsweise kurzen Zeitraum erstreckte.

Erst im Zuge der Bildungsexpansion und des Zugangs breiter Bevölkerungsschichten zu Bildung (seit den späten 1960er Jahren) haben sich diese Unterschiede reduziert. Gleichwohl unterscheiden sich Jugendliche auch heute noch zum Teil deutlich in Bezug auf die Dauer der Jugendphase, was vor allem auf die unterschiedliche Bildungsdauer zurückzuführen ist.

In der Jugendforschung haben sich zwei Grundkonzeptionen herausgebildet, die sich mit einer je eigenen Perspektive dem Forschungsgegenstand "Jugend" analytisch annähern. Einerseits wird

Jugend als "Transitionsphase" verstanden, als eine Zeit des Übergangs und der Vorbereitung auf das Erwachsenenalter. Andererseits – und das ist vor allem der zeitlichen Ausdehnung der Lebensphase Jugend geschuldet – als eine Lebensphase mit einem eigenen Wert ("Moratorium") (Hurrelmann & Quenzel, 2012; Reinders, 2003; Reinders & Butz, 2001).

Wird die Jugend als Transitionsphase betrachtet, dann steht ihre Funktion als Übergangszeit des Jugendlichen zum erwachsenen Gesellschaftsmitglied im Mittelpunkt. Es geht um die Vermittlung gesellschaftlicher Werte, Normen und Zielvorstellungen. Diese Betrachtungsweise ist auf die Zukunft der Jugendlichen ausgerichtet und misst der Jugend als Lebensphase kein hohes kulturelles Eigengewicht bei. Meist wird eine Orientierung an den Erwartungen der Erwachsenengesellschaft unterstellt. Die Forschung beschäftigt sich unter anderem mit Themen wie dem Übergang von der Schule in den Beruf oder der Familiengründung.

Jugend als Moratorium zu betrachten impliziert eine stärkere Gegenwartsorientierung und Abgrenzung der Jugendlichen von den Standards der Erwachsenengeneration. Die Phase der Jugend hat hier eine eigenständige Bedeutung und wird nicht rein instrumentell als Vorbereitungsphase für das Erwachsenenalter betrachtet. Nicht die Ansprüche der Älteren, sondern die Bedürfnisse der jüngeren Generation selbst werden als zentral in dieser Zeit angesehen. "Peer groups", d. h. Gleichaltrigengruppen, haben als Sozialisationsinstanzen einen hohen Stellenwert. Entsprechend beschäftigt sich die Forschung mit Themen wie zum Beispiel jugendlichen Subkulturen und jugendspezifischen Wertvorstellungen und Normen.

Beide Perspektiven spielen heute in der empirischen Jugendforschung eine zentrale Rolle und leiten je nach Erkenntnisinteresse die empirischen Arbeiten. Sie finden sich auch wieder im Konzept der Entwicklungsaufgaben (Havighurst, 1972 [1981]; Hurrelmann & Quenzel, 2012), das gesellschaftliche Anforderungen und Erwartungen an Jugendliche im Übergang zum Erwachsenenalter definiert, gleichzeitig aber auch berücksichtigt, dass Jugendliche eigene Ziele und Entwicklungswege einschlagen und die gesellschaftlichen Anforderungen auch ablehnen oder umdeuten können.

2.2. ÜBERGÄNGE IM JUGENDALTER: ZWISCHEN INDIVIDUELLER GESTALTUNG UND GESELLSCHAFTLICHER NORM

In der wissenschaftlichen Auseinandersetzung mit Fragen der Jugend spielen neben den skizzierten jugendsoziologischen Ansätzen vor allem auch Theorien der Entwicklungspsychologie eine wichtige Rolle, die insbesondere das Konzept der Entwicklungsaufgaben thematisieren (Krampen & Reichle, 2008; Oerter & Montada, 2008; Dekovic, Noom & Meeus, 1997; Hurrelmann & Quenzel, 2012).

Das Konzept geht ursprünglich auf Havighurst (1972 [1981]) zurück, der mit jeder Altersphase spezifische Entwicklungsaufgaben verbunden sieht und den Übergang Jugendlicher ins Erwachsenenalter über die erfolgreiche Bewältigung von bestimmten Entwicklungsaufgaben definiert. Havighurst (1972 [1981]) versteht diese Entwicklungsaufgaben als Anforderungen an das Individuum, deren Bewältigung zu einer erfolgreichen Auseinandersetzung mit gesellschaftlichen Anforderungen notwendig ist. Er geht von "sensible periods for learning" aus, also von zeitlichen Räumen, innerhalb derer bestimmte Lernprozesse begünstigt werden; "some of the developmental tasks may be located at the ages of special sensitivity for learning them..." (Havighurst, 1972 [1981], S.79). Nach Havighurst sollen vor allem in der Phase der Adoleszenz eine Vielzahl von Entwicklungsaufgaben bewältigt werden: Reife Beziehungen zu Altersgenossen aufbauen; emotionale Unabhängigkeit von den Eltern und von

anderen Erwachsenen entwickeln; Vorbereitung auf Ehe und Familie; Vorbereitung auf eine berufliche Karriere; Werte und ein ethisches System erlangen, das als Leitfaden für das Verhalten dient; sozial verantwortliches Verhalten lernen.

Auf dieser Grundlage haben Hurrelmann und Quenzel (2012) Cluster von Entwicklungsaufgaben im Jugendalter definiert, die mit den Entwicklungsaufgaben "Qualifizieren", "Binden" sowie "Partizipieren" und "Konsumieren" zusammengefasst werden, und im Wesentlichen jene zentralen Übergangsbereiche abbilden, die in diesem Jugendbericht analysiert werden.²

Bei der Entwicklungsaufgabe "Qualifizieren" geht es um die Entfaltung einer intellektuellen und sozialen Kompetenz, um selbstverantwortlich schulischen und anschließenden beruflichen Anforderungen nachzukommen. Sie zielt darauf ab, eine berufliche Erwerbsarbeit aufzunehmen und dadurch eine ökonomische Basis für die selbstständige Existenz als Erwachsener zu sichern. Aus gesellschaftlicher Sicht handelt es sich hierbei um die Übernahme einer Rolle in der Leistungsgesellschaft und die Vorbereitung auf die Übernahme der Verantwortung für ihre "ökonomische Reproduktion".

Die Entwicklungsaufgabe "Binden" zielt auf die soziale und emotionale Ablösung von den Eltern, den Aufbau personaler und sozialer Identität, die Bindungen zu Gleichaltrigen des eigenen und des anderen Geschlechts sowie den Aufbau einer Partnerbeziehung, welche die Basis für eine Familienplanung bilden kann. Aus gesellschaftlicher Perspektive handelt es sich bei dieser Aufgabe um die Übernahme von Verantwortung für die Sicherung sozialer Bindungen und der "sozialen und biologischen Reproduktion" der Gesellschaft.

Die Entwicklungsaufgabe "Partizipieren" umfasst den Aufbau einer autonomen Wert- und Normorientierung und eines ethischen und politischen Bewusstseins. Für die Gesellschaft geht es hier um die verantwortliche Übernahme von Partizipationsrollen als Bürger im soziokulturellen und politischen Raum und damit um die Sicherstellung der Einbindung des Individuums in die demokratische Gesellschaft.

Diese Entwicklungsaufgaben definieren zentrale Dimensionen der individuellen Persönlichkeitsund Identitätsentwicklung. Die Bewältigung der Entwicklungsaufgaben trägt dazu bei, eine eigene Identität, Selbstständigkeit, Autonomie und Handlungsfähigkeit zu entwickeln und damit eine unverwechselbare und einmalige Persönlichkeit zu werden.

Zugleich definieren die Entwicklungsaufgaben aber auch gesellschaftliche Erwartungen und Zielvorgaben für Jugendliche indem sie Rollenangebote für Jugendliche in den Bereichen Ökonomie, Familie und Politik skizzieren. Hier geht es also darum, wie Jugendliche wichtige Mitgliedsrollen in der Gesellschaft übernehmen (Hurrelmann & Quenzel, 2012). In den Entwicklungsaufgaben spiegeln sich so die gesellschaftlichen Normen und Erwartungen wider: "Jede Kultur stellt über die Gestaltung ihrer sozialen Institutionen und sozialen Umwelten und in Form von sozialen Mustern und Normen Mitgliedschaftsentwürfe bereit: Vorstellungen, Wünsche, Erwartungen und Merkmale, die für eine aktive Teilnahme an der Gesellschaft als erforderlich erachtet werden." (Hurrelmann, 2012, S.95). Sie resultieren aus dem Wechselspiel von Individuum (Bedürfnisse, Motive, Werte) und Umwelt (kulturelle Erwartungen). Entwicklungsaufgaben sind demnach nicht universell gleich, sondern kulturspezifisch unterschiedlich ausgeformt.

So wie sich die Entwicklungsaufgaben von Gesellschaft zu Gesellschaft unterscheiden können, sind sie innerhalb einzelner Gesellschaften einem Wandel ausgesetzt. Im Zuge der gesellschaftlichen Differenzierung und Individualisierung sind heute Entwicklungsaufgaben in höherem Maße verhandelbar

² Die Entwicklungsaufgabe "Konsumieren" wurde im Jugendbericht nicht weiter thematisiert.

und gestaltbar geworden, sodass oft keine breite Übereinstimmung mehr darüber besteht, was in einem bestimmten Altersabschnitt des Lebens als angemessene Entwicklung und als anzustrebende Veränderung anzusehen ist.³ Dies macht die soziologische Definition und Abgrenzung zwischen Jugendund Erwachsenenstatus schwierig. Daher kann sich "[...] eine soziologische Definition des Erwachsenenstatus nicht unmittelbar auf die erfolgreiche Bewältigung spezifischer institutioneller Übergänge berufen. Keiner der genannten Übergänge hat heute den Status einer notwendigen Voraussetzung für die 'finale Ankunft' im Erwachsenenstatus" (Konietzka, 2010, S. 112). Das hängt auch damit zusammen, dass das Erwachsensein heute zum Teil Merkmale annimmt, die vormals der Jugend zugeschrieben wurden (Juvenilisierung) (Hurrelmann & Quenzel, 2012), und dass die spezifischen Eigenschaften von Adoleszenz (Konietzka, 2010) schwinden.

Ausgehend vom Konzept der Entwicklungsaufgaben können jedoch biografische Ereignisse definiert werden, die die Übergänge in den verschiedenen Lebensbereichen markieren (Transitionsmarker) und sich durch die Veränderung der Rolle und der individuellen Position auszeichnen. Als bedeutende Transitionsmarker für die Transition in Arbeit und für private Übergänge gelten der Abschluss der Schule, der Einstieg in die Erwerbsarbeit, das Eingehen einer Paarbeziehung, die Heirat, die Familiengründung und der Auszug aus dem Elternhaus.

Die Identifikation von Ereignissen, die die Entwicklung von "bürgerschaftlicher Teilhabe" bis hin zur Übernahme erwachsener Rollen der zivilgesellschaftlichen Partizipation markieren, gestaltet sich schwieriger, da hier keine klaren Statusübergänge existieren (sieht man einmal von der Zuschreibung des Wahlrechts ab). Die Auseinandersetzung mit dieser Entwicklungsaufgabe, die insbesondere von politisch-gesellschaftlicher Seite stark forciert wird, gestaltet sich eher prozesshaft und über einen langen Zeitraum hinweg, etwa als Entwicklung von demokratischen Werten und von Beteiligungshandeln als aktiver Bürger.

Entsprechend der hinter den Entwicklungsaufgaben liegenden gesellschaftlich-strukturellen Erwartungen einerseits, und der individuell-persönlichen Entwicklungsdimensionen andererseits, werden im Folgenden Erklärungsmodelle skizziert, die zu verstehen helfen, wie die Übergänge gesellschaftlich strukturiert sind und wie sie von den Jugendlichen individuell gestaltet und bewältigt werden. Bei den Erklärungsmodellen wird zwischen Modellen unterschieden, die einerseits die Mikroebene, also die individuelle Handlungsebene fokussieren (Handlungsmodelle), und auf der anderen Seite solche, die die Makroebene in den Blick nehmen (Strukturmodelle).

Jugendliche als Gestalter biografischer Übergänge

Handlungstheoretische Ansätze sehen Jugendliche als Akteure und Gestalter ihrer biografischen Übergänge und analysieren vor diesem Hintergrund Übergangsentscheidungen und individuelle Verläufe. Hierbei stehen z. B. folgende Fragen im Mittelpunkt: Wie planen Jugendliche ihr Leben? Wie treffen sie Entscheidungen. Auf welcher Grundlage richten sie ihr Handeln aus? Die individuelle Bewältigung der Entwicklungsaufgaben und der Umgang mit den an die Jugendlichen gestellten Erwartungen werden dabei maßgeblich von den zur Verfügung stehenden personalen und sozialen Ressourcen beeinflusst (Blanz, Remschmidt, Schmidt & Warnke, 2006). Auf diese Ressourcen können Jugendliche zurückgreifen, um die gestellten Anforderungen zu bewältigen und auch in Krisen und Konfliktsituationen Lösungswege zu deren Bewältigung zu finden. Einen hohen Stellenwert nehmen hier die Ressourcen

³ Reinders (2003) kritisiert, dass Entwicklungsnormen in vielen Forschungsarbeiten unhinterfragt übernommen werden.

der Herkunftsfamilie ein. Dazu zählen neben den ökonomischen Ressourcen auch die Bildung der Eltern, sozialer Status sowie soziale Netzwerke der Familie.

Zu den personalen Ressourcen zählen unter anderem Eigenschaften wie Intelligenz, Begabung, Motivation, körperliche Kondition, Selbstbild, Kontrollüberzeugungen sowie Lern-, Reflexions- und Planungsfähigkeit. Reinders (2003) weist zudem darauf hin, dass individuelle Zielsetzungen die dominante Motivationsquelle für die Entwicklung von Jugendlichen darstellen. Ein besonders einflussreiches Konzept ist in diesem Zusammenhang auch Banduras Theorie zur Selbstwirksamkeit ("self-efficacy") (Bandura, 1977). Die Selbstwirksamkeit beinhaltet die Überzeugung darüber, wie eine Person ihre eigenen Fähigkeiten zur erfolgreichen Bewältigung einer spezifischen Situation einschätzt. Diese Persönlichkeitseigenschaft zeigt einen hohen Einfluss auf das individuelle Handeln von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in der Transitionsphase sowie auf die Aufrechterhaltung von Zielsetzungen.

Zu einem weiteren wichtigen handlungstheoretischen Erklärungsansatz gehört die Theorie der rationalen Wahl oder "Rational Choice"-Theorie (RCT). Sie geht davon aus, dass Menschen zweckgerichtet und rational zu ihrem eigenen Nutzen handeln.

Mit der RCT lassen sich sowohl Bildungsentscheidungen, als auch die Entscheidungen zur Familiengründung erklären. Ein Abiturient würde sich demnach nur dann für ein Studium entscheiden, wenn der Saldo zwischen dem Gewinn durch ein Studium (höheres Einkommen, angenehmere Arbeitsbedingungen, bessere Karriereaussichten, höherer sozialer Status) und den Kosten (Verdienstausfall, Studiengebühren, Anstrengung) größer ist als bei allen anderen Alternativen. Die Entscheidung für Kinder hängt demnach davon ab, welchen Wert (bzw. Nutzen) Kinder für ihre Eltern haben (ökonomisch, sozial, psychologisch-affektiv) und welche Kosten (finanziell, sozial) diesen gegenübergestellt werden. Je höher der wahrgenommene individuelle Nutzen ist, desto eher werden sich Paare für Kinder entscheiden.

Strukturen und institutionelle Rahmenbedingungen

Während Handlungsmodelle die Übergänge in das Erwachsenenalter vor allem als Ergebnis individueller Entscheidungen betrachten und dabei die Perspektive auf das Individuum und seine Ressourcen richten, suchen Strukturmodelle nach Erklärungen auf einer Makroebene. Der Fokus wird hier auf gesellschaftliche Normen, institutionelle Rahmenbedingungen, wohlfahrtsstaatliche Regelungen und deren Einfluss auf die Übergänge gelegt.

Die soziologische Lebenslaufforschung untersucht vor allem, wann typischerweise welche Lebensereignisse stattfinden (z. B. die erste Erwerbstätigkeit, der Auszug aus dem Elternhaus), wie sie miteinander verbunden sind, und wie sich der Wandel der Gesellschaft auf den Lebenslauf auswirkt (Backes, 2014; Konietzka, 2010). Demnach haben Modernisierungsprozesse bis zu den 1970er Jahren zu einer immer höheren Standardisierung des Lebenslaufes geführt. Genauer gesagt führten sie zu einem dreigeteilten "Normallebenslauf" mit den Abschnitten (1) Schule und Ausbildung, (2) Erwerbsleben und (3) Rente. Dieser Normallebenslauf ist vor allem an der Biografie von Männern und am Erwerbsleben ausgerichtet. Mit dem Konzept des Normallebenslaufes ist verbunden, dass erwartbar ist, mit welchem Alter der Einzelne bestimmte Transitionen erfolgreich bewältigt hat.

Zugleich wurden die Lebensphasen und -verläufe durch regimetypische wohlfahrtsstaatliche Logiken strukturiert. Institutionelle Rahmenbedingungen, rechtliche und kulturelle Traditionen prägen auf unterschiedliche Weise individuelle Lebensläufe und Lebenslaufmuster (Esping-Andersen, 1999; Konietzka, 2010). Sie vereinheitlichen und standardisieren Lebensläufe zu Normallebensläufen. Wohlfahrtsstaaten zeichnen sich entsprechend durch Unterschiede in Bezug auf das Ausmaß aus, in dem Familien für ihre Mitglieder Verantwortung übernehmen müssen. Wenn Staaten im Wohlfahrtsbereich wenig reglementieren, ist die Verantwortung des Einzelnen und der Familien stärker gefordert (Esping-Andersen, 1999). Somit wirken sich die sozialpolitischen Handlungen eines Staates konkret auf das Verhalten des Individuums und der Gruppe der Jugendlichen aus. Dies gilt auch für die arbeitsmarkt-politische Ausrichtung der Wohlfahrtsstaaten, die den Übergang von der Schule in den Arbeitsmarkt strukturiert (Müller & Gangl, 2003; Shavit & Müller, 1998).

Mit der zunehmenden Globalisierung haben sich auch die Wirtschaftsformen verändert (Klingovsky, 2013): Die Arbeit wurde flexibilisiert, die Mobilitätserwartungen erhöht und die Sicherheit des Arbeitsplatzes nahm ab (Kohli, 2003). Dementsprechend sah Kohli bereits zu Beginn der 1980er Jahre erste Anzeichen für eine Destandardisierung des Lebenslaufes, die bis heute anhält (Kohli, 1985).

2.3. DER WANDEL DES ÜBERGANGS INS ERWACHSENENALTER

Der Übergang vom Jugendalter in das Erwachsenenalter erstreckt sich heute über einen relativ langen Zeitraum. War der Übergang in der Nachkriegszeit für die meisten noch etwa auf das Alter zwischen 12 und 20 Jahren begrenzt, reicht die Phase heute zum Teil bis ins vierte Lebensjahrzehnt. Gleichzeitig sind die Grenzen zwischen Jugend- und Erwachsenenstatus zunehmend unschärfer geworden. Die Konzepte der "Postadoleszenz" oder "emerging adulthood" verweisen auf diese Veränderungen (Arnett, 2000; Zinnecker, Strzoda & Georg, 1996). Nach einer Phase der Standardisierung von Übergängen in der ersten Hälfte des vergangenen Jahrhunderts, in der Übergangsereignisse schnell aufeinander folgten und enger miteinander verkoppelt waren (Model, Furstenberg Jr. & Hershberg, 1976), ist seit den 1970er Jahren in den meisten westlichen Gesellschaften eine Destandardisierung zu beobachten. Die zentralen Indikatoren dafür sind die zeitliche Verzögerung und die Entkopplung der Übergangsereignisse, die Heterogenität des Eintrittszeitpunktes, sowie die geringere Vorhersehbarkeit und die abnehmende Ordnung der Reihenfolge (Furstenberg, Rumbaut & Settersten, 2005).

Diese Entwicklung hängt auch damit zusammen, dass "die Vorgaben und Rahmenbedingungen für diesen Übergang [...] heute äußerst diffus [sind]. Jugendliche leben im Medien- und Konsumbereich und bei der Gestaltung von Freundschafts- und Liebesbeziehungen ein Leben mit relativ hohen und erwachsenenähnlichen Graden von Selbstständigkeit, aber sie gehen erst spät – wenn überhaupt – eine Familiengründung an und befinden sich als Studenten, Schüler und Auszubildende in einem langen Abhängigenstatus und der Situation der ökonomischen Unmündigkeit" (Hurrelmann, 2003, S. 122). Entsprechend kommt es nach Hurrelmann (2003, S. 121) zu "vielfältigen "Verlegenheits-Kreativformen" der Gestaltung des Jugendalters bei einer verhältnismäßig frühen Selbstständigkeit" im Bereich der Kultur, des Konsums und der persönlich-privaten Lebensformen und einer lang anhaltenden ökonomischen Unselbstständigkeit.

Insgesamt lassen sich folgende empirische Trends herausstellen:

 Verlängerung der Transitionsphase: Einerseits beginnt die Geschlechtsreife, die üblicherweise den Beginn der Jugend markiert, heute früher; andererseits haben sich Ereignisse, die den Übergang in den Erwachsenenstatus markieren, biografisch nach hinten verschoben. Heute verbleiben Jugendliche im Vergleich zur Vorgängergeneration länger im Bildungssystem und erzielen ihren Bildungsabschluss deutlich später. Entsprechend hat sich der Zeitpunkt der Aufnahme einer Erwerbsarbeit nach hinten verlagert. Auch Ereignisse wie Heirat oder Familiengründung finden im Vergleich zu den vorangegangenen Generationen deutlich später statt.

- Destandardisierung der Übergänge: Neben der Verlängerung ist auch eine höhere Diversität und Individualität der Übergänge und Verlaufsmuster zu beobachten. Im Zuge der Individualisierung (Beck & Beck-Gernsheim, 1994) und gesellschaftlichen Differenzierung gibt es heute eine Vielzahl möglicher Wege ins Erwachsenenalter. Dies betrifft nicht nur schichtspezifische Unterschiede, die sich nach wie vor vor allem in unterschiedlichen Bildungs- und Karrierewegen niederschlagen. Jugendliche sind heute auch stärker Gestalter ihrer eigenen Biografie und haben ein im Vergleich zu vorangegangenen Generationen hohes Maß an Wahlfreiheit ("Wahlbiografie"). So gibt es eine höhere gesellschaftliche Akzeptanz für gleichgeschlechtliche Beziehungen, Patchworkfamilien, eheähnliche Gemeinschaften oder Paare, die gewollt keine Kinder haben. Ebenso setzen sich berufsbezogene Erwartungen an Mobilität, Flexibilität und lebenslanges Lernen in neuen Formen von Erwerbskarrieren um. Dieses Mehr an individueller Freiheit ist aber auch mit größeren Unsicherheiten und Risiken verbunden.
- Zeitliches Auseinanderfallen der Transitionen (Ungleichzeitigkeit): Während früher die Ereignisse, die den Übergang ins Erwachsenenalter markierten, zeitlich nah beieinander lagen, liegen sie heute oft deutlicher auseinander (zum Beispiel der Auszug aus dem Elternhaus und die Eheschließung) (Konietzka, 2010).
- Inkonsistenzen zwischen verschiedenen Übergangsbereichen: Dies bedeutet, dass der Übergang in einigen Lebensbereichen bereits erfolgreich abgeschlossen sein kann, während in anderen Lebensbereichen Transitionen noch nicht begonnen haben. Ein Beispiel dafür sind erwerbstätige Jugendliche, die noch bei ihren Eltern wohnen. Die Inkonsistenz zeigt sich auch an dem hohen Maß an Selbstständigkeit, das Jugendlichen heute etwa in Bezug auf die Partner- oder Berufswahl zugestanden wird, obwohl sie sich noch in ökonomischer Abhängigkeit von den Eltern befinden. Oft werden Ereignisse auch völlig unabhängig voneinander gesehen wie zum Beispiel die "feste Partnerbeziehung" und "eigene Kinder".
- Reversibilität der Transitionen: Einmal erfolgte Übergänge sind nicht immer als abgeschlossen zu sehen, sondern können auch reversibel verlaufen. Mit der Metapher der "yoyo-transitions" beschreiben Walther und Plug (2006) die Reversibilität der Übergänge, wodurch ein mehrmaliger Wechsel zwischen Jugend- und Erwachsenenstatus impliziert wird. Dazu gehören Personen, die etwa nach dem Studium (im Ausland) in das Elternhaus zurückziehen oder auch Erwerbstätige, die arbeitslos werden und einen neuen Beruf erlernen und dafür wieder im späteren Jugendalter in das Bildungssystem und manchmal auch in das Elternhaus zurückkehren.
- Angleichung der Übergänge zwischen Frauen und Männern: Die "Institutionalisierung des Normallebenslaufes" galt ursprünglich vor allem für Männer. Heute ist jedoch zu beobachten, dass Frauen zu höheren Anteilen erwerbstätig sind sowie nach der Geburt von Kindern wieder (früher) in das Erwerbsleben zurückkehren (Kohli, 2003). Frauen erzielen in den westlichen Staaten höhere formale Bildungsabschlüsse als Männer. Mit höheren Bildungsabschlüssen und der höheren Berufstätigkeit der Frauen gleichen sich die Übergänge tendenziell an die der Männer an.

3. Datengrundlage und methodische Vorgehensweise des Jugendberichtes

Im Folgenden werden die eingesetzten Forschungsmethoden und die dadurch zugänglich gemachten empirischen Daten ausführlich beschrieben. Die komplexe Datengrundlage und multimethodische Konzeption des luxemburgischen Jugendberichtes sichert eine umfassende und perspektivenreiche Darstellung der Jugendlichen im Übergang ins Erwachsenenalter in Luxemburg.

3.1. EXPERTENINTERVIEWS ZUR EXPLORATION DES THEMENFELDES

Zu Beginn der Arbeit am Jugendbericht wurden insgesamt 25 Experteninterviews mit Vertretern von Institutionen und Organisationen aus Politik und Praxis in Luxemburg geführt, die sich in unterschiedlichen Bereichen mit dem Übergang vom Jugend- ins Erwachsenenalter befassen. Durch die unterschiedlichen beruflichen Erfahrungsbereiche und Praxisfelder der Befragten bildeten die Experteninterviews zu Beginn der Berichterstellung eine wichtige Referenz für die Entwicklung der inhaltlichen Konzeption, für die Auswahl wichtiger Themenbereiche und für die Formulierung relevanter Fragestellungen. Darüber hinaus ging es auch darum, spezifische Problemlagen Jugendlicher während der Transition zu identifizieren sowie den aktuellen fachlichen Diskurs in Luxemburg nachzuzeichnen. Die Informationen aus den Experteninterviews wurden zur Auswertung der Sekundärdaten, zur Entwicklung der Fragebögen in der quantitativen Studie sowie zur Erstellung der Gesprächsleitfäden für die qualitative Erhebung genutzt. Als Instrument zur Datengewinnung wurde das leitfadengestützte problemzentrierte Interview (Witzel, 1982, 2000) eingesetzt. Der Auswertungsprozess der Interviews erfolgte inhaltsanalytisch nach Mayring (2010).

3.2. SEKUNDÄRDATENANALYSE ZUR REKONSTRUKTION VON ÜBERGÄNGEN

Ziel der Sekundärdatenanalyse war die umfassende und systematische empirische Beschreibung der Entwicklung und Veränderung der Transitionsphase von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg auf der Basis bereits bestehender Daten. Dazu wurde auf nationale und internationale Forschungsstudien sowie auf administrative Datenbanken und Survey-Datensätze zurückgegriffen: unter anderem auf EU-SILC, die Arbeitskräfteerhebung (European Union Labour Force Survey, LFS),

den Zensus 2011, die Arbeitslosendatenbank der ADEM oder das Eurobarometer. Eine detaillierte Beschreibung aller verwendeten Datensätze befindet sich im Anhang.⁴ Die Auswertungsstrategie umfasst die Beschreibung und Analyse der Übergänge anhand von

- Zeit- und Kohortenvergleichen, um Veränderungen und Entwicklungen darzustellen.
- EU-Länder-Vergleichen, um luxemburgspezifische Entwicklungen zu identifizieren.
- Vergleichen innerhalb der Zielgruppe nach verschiedenen Hintergrundmerkmalen, um die Unterschiede in der Transition zwischen verschiedenen Subgruppen zu beschreiben.

Für die Analyse der Daten in den drei Übergangsbereichen wurden jeweils das Alter, das Geschlecht, der Bildungsstand, die soziale Herkunft und die Nationalität bzw. der Migrationshintergrund als zentrale Analysevariablen herangezogen. Aufgrund fehlender oder unzureichender Angaben konnten die soziale Herkunft und der Migrationshintergrund jedoch nicht kontinuierlich als Analysevariable verwendet werden. Aufgrund fehlender Längsschnittdaten, musste in den meisten Fällen auf Querschnittsdaten zurückgegriffen werden.

Da die verschiedenen Datensätze mit unterschiedlichen Methoden erhoben wurden, sich zum Teil auf verschiedene Zeiträume beziehen und unterschiedliche Untersuchungspopulationen umfassen, sind der Auswertung und der Vergleichbarkeit dieser Daten Grenzen gesetzt.

3.3. QUALITATIVE INTERVIEWS ZUR ERFASSUNG SUBJEKTIVER SICHTWEISEN VON JUGENDLICHEN UND JUNGEN ERWACHSENEN

Insgesamt wurden 77 leitfadengestützte Interviews mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen geführt. Das Ziel der Interviews bestand in der Analyse subjektiver Sichtweisen, Wahrnehmungen und Deutungen sowie individueller Formen der Gestaltung und Bewältigung der Übergänge ins Erwachsenenalter. Zielgruppe der Befragung waren Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 34 Jahren, die sich in der Phase des Übergangs zwischen Schule und Arbeitsmarkt bzw. des Übergangs in eine eigenständige Wohnsituation befanden. Mithilfe eines theoretischen Samplings wurde eine ausgewogene Stichprobenzusammensetzung im Hinblick auf die Verteilung nach Alter, Geschlecht, Erwerbsstatus, Bildungsabschluss und Migrationshintergrund erreicht.

Als Instrument zur Datengewinnung wurde das leitfadengestützte problemzentrierte Interview (Witzel, 1982) gewählt. Hierbei wird der Jugendliche als Experte seiner Lebensrealität betrachtet und zum wichtigsten Informationspartner zur Erfassung seiner Handlungen, Wahrnehmungen,

⁴ Die verwendeten Datensätze sind im Text mit "Datensatz" gekennzeichnet.

Orientierungen und Bewältigungsstrukturen (Witzel, 2000). Der entwickelte Gesprächsleitfaden greift die zentralen Themen der Transitionsproblematik auf und beinhaltet Fragen zu allen drei Transitionsbereichen. Die Auswertung der Interviews erfolgte inhaltsanalytisch nach Mayring (2010) sowie nach dem Verfahren der empirisch begründeten Typenbildung nach Kelle und Kluge (2010) bzw. der typologischen Analyse nach Kuckartz (2010).

Eine zweite qualitative Studie wurde mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen durchgeführt, die eine Behinderung aufweisen. Zielsetzung war es hier, die spezifische Wahrnehmung von Übergängen, Übergangserwartungen und Übergangsproblemen von Jugendlichen mit einer Behinderung zu rekonstruieren und Bewältigungsformen zu identifizieren. Zu diesem Zweck wurden weitere 51 leitfadengestützte Interviews geführt, die ebenfalls inhaltsanalytisch ausgewertet wurden.

3.4. QUANTITATIVE BEFRAGUNGEN ZUR ERHEBUNG DER ERFAHRUNGEN UND BEWERTUNGEN JUGENDLICHER MASSNAHMENTEILNEHMER

Befragt wurden insgesamt 1.716 Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 35 Jahren, die sich im Jahr 2013 oder 2014 (bis Mai) in einer Maßnahme befanden bzw. diese abgeschlossen oder abgebrochen hatten.

Die schriftliche Befragung erfolgte in anonymisierter Form und fand entweder direkt vor Ort oder auf postalischem Weg statt. Dabei wurden Fragebögen in deutscher und französischer Sprache eingesetzt. Die Rücklaufquote betrug 27,1 %. Aufgrund der hohen Anzahl ausgefüllter Fragebögen konnten sowohl deskriptive als auch multivariate Auswertungen vorgenommen werden. Zusätzlich konnten Themenkomplexe, die bereits quantitativ erfasst wurden, durch die Analyse offener Fragen mit detaillierten Zusatzinformationen ergänzt und validiert werden. Die quantitative Befragung jugendlicher Maßnahmenteilnehmer fokussierte sich auf die Analyse der Erfahrungen und Bewertungen von Jugendlichen mit staatlich geförderten Unterstützungsmaßnahmen. Die Zielsetzung dieser Befragung bestand in der subjektiven Evaluation von bestimmten Maßnahmen aus der Sicht der teilnehmenden Jugendlichen.

Als Voruntersuchung dazu war eine Dokumentation der in Luxemburg existierenden Unterstützungsangebote für Jugendliche notwendig. Zu diesem Zweck wurde eine schriftliche Befragung der maßnahmenanbietenden Organisationen (n=151) durchgeführt. In die anschließende Befragung der Maßnahmenteilnehmer wurden diejenigen Maßnahmen aufgenommen, die bestimmte Anforderungen hinsichtlich der Merkmale Dauer, Zielgruppe, Teilnehmerzahl, inhaltliche Ausrichtung, Häufigkeit und Zeitraum des Angebotes erfüllten. 5

3.5. FOKUSGRUPPENDISKUSSIONEN ZUR VALIDIERUNG DER ERGEBNISSE

Als wichtiges Instrument der wissenschaftlichen Validierung und Qualitätssicherung wurden neun Fokusgruppendiskussionen mit Experten aus Praxis, Verwaltung, Politik und Wissenschaft sowie mit Vertretern von Jugendorganisationen durchgeführt. Auf der Grundlage erster Entwürfe wurden

⁵ Es wurden keine kurzzeitigen Maßnahmen, wie z.B. Tagesveranstaltungen oder Beratungsgespräche, in die Studie einbezogen, was die Anzahl der für die Studie relevanten Unterstützungsangebote stark reduzierte.

die inhaltliche Perspektive, die thematischen Schwerpunkte, die methodische Vorgehensweise des Jugendberichtes, die Datenauswertung und die Interpretation besprochen. Die Diskussionen wurden aufgezeichnet und transkribiert. Nach einer systematischen Auswertung anhand eines deskriptiven Kategorienschemas erfolgte eine intersubjektive Validierung durch das Berichtsteam. Die daraus resultierenden Ergebnisse bildeten eine wichtige Grundlage zur Überarbeitung und inhaltlichen Ergänzung des Berichtes.

3.6. TRIANGULATION: DER NUTZEN EINER MULTIMETHODISCHEN PERSPEKTIVE

Die Anwendung verschiedener wissenschaftlicher Methoden, die Berücksichtigung unterschiedlicher Datenquellen, der Einbezug nationaler wie internationaler Forschungsstudien sowie die Integration von Experten ermöglichten eine multiperspektivische Beschreibung und Analyse der Transitionsphase Jugend. Diese Form der Daten- und Methodentriangulation trägt dazu bei, die methodischen Schwächen und die Begrenztheit von Einzelmethoden zu überwinden und eine Vertiefung der Ergebnisse sowie eine Verbesserung der Validität zu ermöglichen (Denzin, 2009).



Soziodemografische Merkmale der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg

Christina Haas Andreas Heinen

1. Einleitung

Im folgenden Kapitel werden die soziodemografischen Merkmale von Jugendlichen und jungen Erwachsenen zwischen 15 und 34 Jahren in Luxemburg dargestellt. Das Kapitel beschreibt zentrale demografische Daten wie zum Beispiel die Anteile der jungen Bevölkerung innerhalb der luxemburgischen Gesamtbevölkerung, Nationalitäten und Immigrationsstrukturen sowie die sozioökonomischen Merkmale von Jugendlichen, jungen Erwachsenen und ihren Herkunftsfamilien in Luxemburg.

2. Der Anteil Jugendlicher und junger Erwachsener an der Gesamtbevölkerung

Gesellschaften werden oft danach unterschieden, wie hoch der Anteil der jungen Generation an der Gesamtbevölkerung ist. Gesellschaften mit einem hohen Anteil an Kindern und Jugendlichen werden dann als "junge, dynamische Gesellschaften" beschrieben, während umgekehrt bei einem Überwiegen der älteren Generationen von einer "alternden" oder einer "Altersgesellschaft" gesprochen wird. Dahinter steckt die Erkenntnis, dass der Altersaufbau einer Gesellschaft für die Dynamik und die ökonomische Entwicklung der Gesellschaft, aber auch für die politische Steuerung und Nachhaltigkeit von großer Bedeutung ist.

Veränderte Familienformen, Geschlechterrollen und Berufsvorstellungen sowie medizinischer Fortschritt haben in westlichen Ländern zu sinkenden Geburtenraten einerseits und einer steigenden Lebenserwartung andererseits geführt. Diese Entwicklung hat zur Folge, dass der Anteil älterer Menschen in der Bevölkerung der meisten europäischen Länder deutlich steigt (Eurostat, 2014b). Vor diesem Hintergrund haben sich viele Politiker und Wissenschaftler zu Wort gemeldet: Ihre Sorge galt dem gewandelten Status der Jugendlichen generell; der möglicherweise geringeren politischen Relevanz jugendspezifischer Themen in einer alternden Gesellschaft und nicht zuletzt der Nachhaltigkeit eines auf dem "Generationenproporz" aufgebauten sozialen Sicherungssystems. Denn in Luxemburg, wie auch in vielen anderen europäischen Ländern, beruhen die wohlfahrtsstaatlichen Absicherungen von Lebensrisiken auf einem umlagefinanzierten System, das als Generationenvertrag bezeichnet wird und in seiner Leistungsfähigkeit von der Balance zwischen der Zahl der Einzahlenden und der Zahl der Empfänger von Leistungen abhängig ist. Vor diesem Hintergrund wird deutlich, dass die Frage nach dem Anteil der Jugendlichen an der Gesamtbevölkerung von großer Bedeutung ist.

Die Abbildung 1 zeigt die Alterspyramide für Luxemburg und für die EU-28-Länder im Vergleich. In Luxemburg beträgt der Anteil der 15- bis 34-Jährigen mehr als ein Viertel der Gesamtbevölkerung (26,8 %, 150.843 Personen). Die Gruppe der 15- bis 34-Jährigen weist aber große Unterschiede in der Kohortenbesetzung auf. Die Altersgruppe der 25- bis 34-Jährigen ist wesentlich stärker besetzt als die der 15- bis 24-Jährigen.

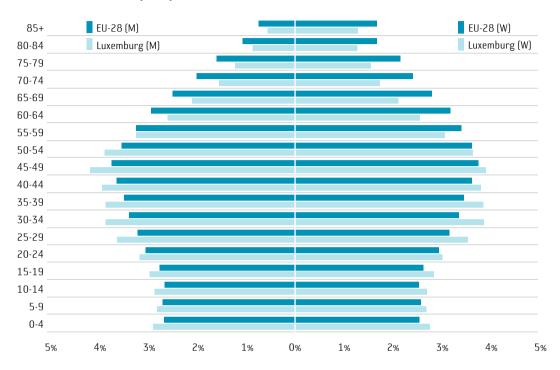


Abbildung 1: Alterspyramide der luxemburgischen Bevölkerung (2015) und der Bevölkerung der EU-28-Länder (2014)

Quelle: Statec (2015b) & Eurostat (2014b); in Prozent der Gesamtbevölkerung

Auch in Luxemburg lässt sich der Trend hin zu einer Überalterung der Gesellschaft erkennen. Dies hat mehrere Gründe: Die Lebenserwartung eines Neugeborenen in Luxemburg ist zwischen 1980 und 2012 von 72,8 Jahren auf 81,5 Jahre gestiegen – ein Zuwachs von fast neun Jahren. Gleichzeitig ist die Geburtenrate gesunken: 1960 lag diese noch bei durchschnittlich 2,29 Kindern pro Frau; 2013 bei 1,55 (Eurostat, 2015f). Allerdings "altert" die luxemburgische Gesellschaft vergleichsweise langsam. In Luxemburg ist das Medianalter¹ zwischen 1990 und 2014 von 36,3 Jahre auf 39,2 Jahre nur leicht angestiegen. Zum Vergleich: In Deutschland ist das Medianalter im selben Zeitraum von 38,1 auf 45,6 Jahre angestiegen, in Belgien von 36,2 auf 41,2 Jahre (Eurostat, 2015c).

Der Grund dafür wird vor allem in der hohen Zuwanderung von jungen Menschen im erwerbstätigen Alter und deren Familien nach Luxemburg gesehen. Luxemburg hat im Vergleich zu anderen Gebieten der Großregion und zu anderen Ländern der Europäischen Union das größte Bevölkerungswachstum aufgrund von Zuwanderung zu verzeichnen.

Tabelle 1 zeigt die Altersstruktur der luxemburgischen Bevölkerung für die Jahre 1991 und 2015 im Vergleich. Der Anteil der 15- bis 34-Jährigen an der Gesamtbevölkerung ist in diesem Zeitraum von 30,5 % auf 26,8 % gesunken, während der Anteil der älteren Bevölkerungsgruppen angestiegen

¹ Das Medianalter einer Bevölkerung liefert hierfür einen wichtigen Indikator. Der Median ist der Wert, der die Bevölkerung in zwei gleich große Gruppen teilt; Beim Medianalter sind 50% der Bevölkerung jünger als dieses Alter, 50% sind älter.

ist. Der Ausländeranteil ist in allen Altersgruppen stark gestiegen, insbesondere in der Altersgruppe der 35- bis 64-Jährigen.

Tabelle 1: Die luxemburgische Bevölkerung 1991 und 2015

	Anzahl		Anteil an der Gesamtbevölkerung		Ausländeranteil	
Jahr	1991	2015	1991	2015	1991	2015
Unter 15 Jahre	66.238	93.747	17,5%	16,7%	34,5 %	46,7%
15 bis 24 Jahre	49.363	67.292	13,0%	12,0%	35,2%	42,1%
25 bis 34 Jahre	66.193	83.551	17,5%	14,8%	36,6%	54,9%
35 bis 64 Jahre	146.813	238.528	38,8%	42,4%	28,9%	50,8%
Über 65 Jahre	50.116	79.840	13,2%	14,2%	10,6%	25,2%
Total	378.723	562.958	100,0%	100,0%	29,6%	45,9%

Quelle: Zensus 1991, N (1991)=378.723 und Statec (2015b), N (2015)=562.958

Der Jugendquotient, d. h. die Anzahl junger Menschen unter 20 im Verhältnis zur Anzahl der Personen zwischen 20 und 59 Jahren, hat sich in vielen europäischen Ländern zwischen 1990 und 2014 deutlich verringert. In Luxemburg ist dieser Indikator zwar auch von 40,0 auf 39,1 gesunken, im Vergleich zu Entwicklungen in anderen europäischen Ländern ist diese Veränderung jedoch relativ gering. Eine konträre Entwicklung zeigt der Altenquotient: dieser ist in den meisten europäischen Ländern deutlich gestiegen. Luxemburg bildet hier zusammen mit Irland eine Ausnahme: das Verhältnis von Personen im Erwerbsalter zu Personen im Rentenalter ist stabil geblieben (Eurostat, 2015d). Dies verdeutlicht, dass die Alterung der Gesellschaft in Luxemburg moderater als in vielen anderen europäischen Ländern verläuft, und dass die Kohorten der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg weit weniger geschrumpft sind als in anderen europäischen Ländern.

3. Die Nationalitätenvielfalt in der jungen Generation

Bei der Erforschung der Übergänge von Jugendlichen und jungen Erwachsenen ist der Migrationshintergrund eine wichtige Differenzierungskategorie. Eine direkte oder indirekte Migrationserfahrung kann für viele Jugendliche und junge Erwachsene eine zusätzliche Schwierigkeit in der Übergangsphase darstellen, zum Beispiel aufgrund von sprachlichen Problemen, Schwierigkeiten bei der Anerkennung von Qualifikationen oder kulturellen Unterschieden zwischen dem Herkunftsland und dem Zielland. In den folgenden Kapiteln werden die Nationalitätenstruktur und der Migrationshintergrund von jungen Menschen in Luxemburg beschrieben.

Die Nationalitätenstruktur der luxemburgischen Jugendbevölkerung

Die starke Immigration der letzten Jahrzehnte spiegelt sich in der Nationalitätenstruktur der Bevölkerung wider. Wie Tabelle 2 zeigt, haben 2011 57 % der Bevölkerung die luxemburgische Nationalität und 43 % eine ausländische Nationalität. Personen mit einer EU-Nationalität bilden mit 37 % den größten Anteil an der Gesamtbevölkerung. ² 16 % der Gesamtbevölkerung haben die portugiesische Nationalität, 6 % die französische, 4 % die italienische, 3 % die belgische und 2 % die deutsche Nationalität. Ein Anteil von 6 % hat keine EU-Nationalität, allerdings steigt der Anteil dieser Gruppe seit einigen Jahren an (Statec, 2015c).

² Aktuelle Daten, differenziert nach Nationalität und Altersgruppe, liegen nicht vor, deshalb wird hier auf die Zensus-Daten von 2011 zurückgegriffen.

Tabelle 2: Nationalitätenstruktur der 15- bis 34-Jährigen und der Gesamtbevölkerung, 2011

	Gesamtbevölkerung	15 bis 34 Jahre	
Luxemburgische Nationalität	57,0%	52,6%	
– von Geburt an	48,7 %	43,5 %	
– durch Einbürgerung	8,3 %	9,1%	
Ausländische Nationalität	43,0%	47,4%	
EU-Nationalität	37,4%	40,0%	
– portugiesisch	16,1%	18,7%	
– französisch	6,1%	7,4 %	
– italienisch	3,5 %	2,7 %	
– belgisch	3,3 %	2,7 %	
- deutsch	2,4%	1,7 %	
– andere EU-Nationalität	6,0 %	7,3 %	
keine EU-Nationalität	5,6%	7,3 %	

Quelle: Zensus 2011; N=512.353

Ein Vergleich der Nationalitätenstruktur der Gesamtbevölkerung mit der Nationalitätenstruktur der 15- bis 34-Jährigen zeigt, dass die Altersgruppe der 15- bis 34-Jährigen mit 47 % einen höheren Ausländeranteil aufweist als die Gesamtbevölkerung (43 %)³; wobei die Altersgruppe der 25- bis 34-Jährigen mit 55 % einen deutlich höheren Ausländeranteil aufweist als die Altersgruppe der 15- bis 24-Jährigen (38 %). Zwischen 2011 und 2015 hat sich dieser Trend weiter fortgesetzt. Die Bevölkerungsfortschreibung des Statec zeigt, dass Personen mit ausländischer Nationalität nun 46 % der Gesamtbevölkerung ausmachen, was vor allem auf den anhaltenden Zuzug von EU-Ausländern zurückzuführen ist. In der Gruppe der 15- bis 34-Jährigen liegt der Anteil mit 48 % im Jahr 2015 sogar noch etwas höher (Statec, 2015c).

Steigende Anteile Jugendlicher und junger Erwachsener mit Migrationshintergrund

Das Nationalitätenkonzept unterscheidet Personen mit luxemburgischer und ausländischer Nationalität. Relevante Aspekte wie die individuelle Immigrationsgeschichte oder die Aufenthaltsdauer in Luxemburg werden damit aber nicht erfasst. Es ist daher zu undifferenziert, um das gesamte Bild einer durch Migration geprägten Bevölkerung adäquat darstellen zu können.

Der Migrationshintergrund berücksichtigt zwei andere Aspekte: das eigene Geburtsland und das Geburtsland der Eltern. Ein direkter Migrationshintergrund bedeutet, dass die Person nicht in Luxemburg geboren wurde, d. h. dass sie selbst nach Luxemburg immigriert ist. Ein indirekter Migrationshintergrund liegt vor, wenn die Person in Luxemburg geboren wurde und mindestens eines der Elternteile nicht. Kein Migrationshintergrund liegt vor, wenn die Person und beide Elternteile in Luxemburg geboren wurden.

^{3 24%} der 15- bis 34-Jährigen haben die luxemburgische und eine weitere Staatsbürgerschaft (eigene Datenauswertung basierend auf Zensus-Daten 2011, nicht dargestellt).

In Abbildung 2 wird der Migrationshintergrund verschiedener Altersgruppen in Luxemburg gezeigt. Personen ohne Migrationshintergrund bilden heute eine Minderheit in der luxemburgischen Bevölkerung: nur 35 % der luxemburgischen Wohnbevölkerung sind in Luxemburg geboren und haben Elternteile, die auch in Luxemburg geboren wurden. Diese Gruppe ist nur noch in den höheren Altersgruppen stark vertreten. Dagegen haben zwei Drittel der luxemburgischen Bevölkerung einen (direkten oder indirekten) Migrationshintergrund.

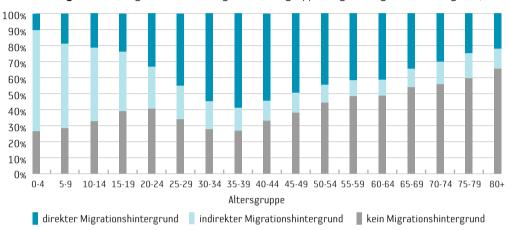


Abbildung 2: Luxemburgische Bevölkerung nach Altersgruppierung und Migrationshintergrund, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=463.047; fehlende Werte (49.306) vor allem aufgrund fehlender Angaben zum Geburtsort der Eltern

Personen mit indirektem Migrationshintergrund sind in den sehr jungen Altersgruppen besonders stark vertreten: In der Gruppe der Unter-5-Jährigen haben fast zwei Drittel einer Kohorte (64%) einen indirekten Migrationshintergrund.

Bei der Gruppe mit direktem Migrationshintergrund handelt es sich um Personen, die im Ausland geboren wurden und deren Eltern ebenfalls im Ausland geboren wurden. Auch diese Gruppe verteilt sich nicht gleichmäßig über alle Altersgruppen hinweg; ihre Anteile sind insbesondere in den Altersgruppen zwischen Mitte 20 und Mitte 65 sehr hoch. Der größte Anteil entfällt mit 61 % auf die Gruppe der 35- bis 39-Jährigen. Hier zeigt sich die starke Zuwanderung von Personen im Erwerbsalter nach Luxemburg.

In der zweiten Hälfte des vorigen Jahrhunderts waren es vor allem Migranten aus Portugal und Italien, die oft als gering qualifizierte Arbeiter nach Luxemburg kamen. Während heute kaum noch Einwanderer aus Italien nach Luxemburg einwandern, stellen Einwanderer aus Portugal nach wie vor die größte Einwanderergruppe dar (Willems & Milmeister, 2008). Dabei hat sich die Migration in den letzten Jahrzehnten jedoch weiter ausdifferenziert: heute immigrieren immer mehr gut ausgebildete Migranten aus anderen europäischen Ländern nach Luxemburg. Und obwohl die Immigranten aus europäischen Ländern immer noch die größte Einwanderergruppe bilden, wächst auch die Zahl der Immigranten aus Drittländern (Statec, 2015c). Die Gruppe der Immigranten bildet somit eine sehr heterogene Gruppe, die sich bezüglich ihrer Herkunft und Bildung sehr verändert hat.

4. Ungleiche Startbedingungen von Jugendlichen: Soziale Ungleichheit und Armutsgefährdung

Luxemburg gehört mit vergleichsweise hohen Einkommen und wenig materieller Armut zu den wohlhabendsten Ländern Europas (Hury, Peltier, Salagean, Thill & Zahlen, 2015). Jedoch existieren auch in Luxemburg zum Teil große Unterschiede in Bezug auf den Zugang einzelner Bevölkerungsgruppen zu ökonomischen Ressourcen. Da der Zugang zu Ressourcen einen hohen Einfluss auf die Lebensbedingungen und Handlungsoptionen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen haben kann, ist die Verteilung von Ressourcen auch für die Analyse von Übergängen von Bedeutung. Die Herkunftsfamilie und ihre ökonomischen Ressourcen spielen in diesem Zusammenhang eine entscheidende Rolle.

Ein zentraler Indikator sozialer Ungleichheit ist der Gini-Koeffizient, der die Verteilung der Einkommen innerhalb einer Gesellschaft abbildet.⁴ In Luxemburg liegt der Koeffizient im Jahr 2013 bei 30,4 und damit auf einem ähnlichen Niveau wie in der Europäischen Union (EU-28: 30,5). Der Indikator ist in Luxemburg in den vergangenen zehn Jahren jedoch um 2,8 Punkte angestiegen (Eurostat, 2015), was auf eine leichte Zunahme der Einkommensungleichheit in Luxemburg verweist. Die Höhe des Einkommens unterscheidet sich nach Merkmalen wie dem Alter, aber auch dem Erwerbs- und Berufsstatus oder der Nationalität (Peltier, Ries, Salagean, Thill & Zahlen, 2014). So liegt das Haushaltseinkommen bei erwerbstätigen Personen um das 1,8-fache höher als bei arbeitslosen Personen.⁵ Bei Führungskräften ("cadres dirigeants") ist das Haushaltseinkommen in etwa doppelt so hoch wie bei Arbeitern ("travailleurs manuels"). Differenziert nach Nationalität zeigt sich, dass Personen mit portugiesischer Nationalität im Vergleich zu allen anderen Nationalitätengruppen über ein deutlich niedrigeres Haushaltseinkommen verfügen.

Die Armutsgefährdungsquote (sogenannte "relative Armut") bildet einen weiteren Indikator zur Analyse sozialer Ungleichheit, zielt aber im Speziellen auf die Identifikation sozioökonomisch benachteiligter Gruppen ab. Der Indikator wird ebenfalls auf der Grundlage des Äquivalenzeinkommens eines Haushaltes berechnet und quantifiziert den Anteil von Personen, deren Haushaltseinkommen

⁴ Der Gini-Koeffizient basiert auf dem Äquivalenzeinkommen der Haushalte, das die Einkommenssituation von Haushalten unterschiedlicher Größe und Zusammensetzung vergleichbar macht. Der Koeffizient kann Werte zwischen 0 und 100 annehmen. Je höher der Wert, desto stärker ausgeprägt ist die Ungleichheit.

⁵ Die Angaben beziehen sich auf die Referenzperson des Haushaltes, d. h. die Person, die auf den Fragebogen geantwortet hat.

eine bestimmte Grenze unterschreitet.⁶ Die Altersgruppen unter 25 Jahren sind mit 23,3% und 21,9% am stärksten von relativer Armut gefährdet, dagegen weisen die Über-65-Jährigen mit 6,2% eine deutlich niedrigere Armutsgefährdungsquote auf (siehe Abbildung 3). Während in vielen Ländern die Armut älterer Menschen eine zunehmende Problematik darstellt, gilt dies für Luxemburg nicht. Armutsgefährdung betrifft hier vor allem junge Menschen.

Abbildung 3: Armutsgefährdungsquote und subjektiv schwierige finanzielle Situation nach Altersgruppe, 2013



Quelle: EU-SILC 2013; n=9.994

Die luxemburgischen Haushalte sind auch je nach Struktur und Zusammensetzung unterschiedlich stark durch Armut gefährdet. So sind Familienhaushalte einer höheren Armutsgefährdung ausgesetzt als Paarhaushalte ohne Kinder. Dies gilt insbesondere für junge Eltern: 22% aller Eltern zwischen 15 und 34 Jahren gelten als armutsgefährdet; bei den Über-34-Jährigen liegt der Anteil mit 14% niedriger. Die Armutsgefährdungsquoten sind besonders hoch bei Alleinerziehenden. Von den Alleinerziehenden unter 35 Jahren gelten 51% als von Armut bedroht. Bei Kindern (unter 15 Jahren), die bei einem Elternteil aufwachsen, liegt die Quote bei 48%.

Die Armutsgefährdungsquote sagt über den tatsächlichen materiellen Lebensstandard der Menschen wenig aus, da sie lediglich den Abstand zum gesellschaftlichen Durchschnitt abbildet. Ergänzend zur Armutsgefährdungsquote kann daher die direkte Einschätzung der eigenen finanziellen Situation als weiterer Indikator herangezogen werden. Er verdeutlicht, dass nicht alle Personen, die als armutsgefährdet gelten, ihre finanzielle Situation auch als schwierig einschätzen. So geben etwa nur ein Drittel der Armutsgefährdeten, aber auch fast 9 % der Nicht-Armutsgefährdeten in Luxemburg an, Probleme zu haben, alle monatlichen Haushaltsausgaben zu decken. Der Indikator bestätigt zwar die Tendenz, dass Jugendliche und junge Erwachsene deutlich häufiger von finanziellen Schwierigkeiten berichten als

⁶ Die Armutsgefährdungsquote bildet den "Anteil der Personen mit einem verfügbaren Äquivalenzeinkommen (nach Sozialtransfers) unterhalb der Armutsgefährdungsschwelle, die bei 60% des nationalen verfügbaren Median Äquivalenzeinkommens (nach Sozialtransfers) liegt [ab]". (Eurostat, 2014a)

⁷ Basierend auf der Variable des EU-SILC-Datensatzes "HS120: Ability to make ends meet: A household may have different sources of income and more than one household member may contribute to it. Thinking of your household's total income, is your household able to make ends meet, namely, to pay for its usual necessary expenses?"

III.4 UNGLEICHE STARTBEDINGUNGEN VON JUGENDLICHEN: SOZIALE UNGLEICHHEIT UND ARMUTSGEFÄHRDUNG

ältere Menschen in Luxemburg. Er relativiert jedoch zugleich auch das Ausmaß der Armutsgefährdung in Luxemburg.

Abbildung 3 zeigt neben der Armutsgefährdungsquote auch den Anteil einer Altersgruppe, auf die beide der oben genannten Armutsindikatoren zutreffen (Armutsgefährdung und schwierige finanzielle Situation). 8,7% der Unter-15-Jährigen und 8,2% der 15- bis 24-Jährigen leben demnach in Haushalten, die als armutsgefährdet gelten und sich zudem in einer schwierigen finanziellen Situation befinden. In der Kategorie der Über-65-Jährigen ist dieser Anteil mit unter 1% sehr gering.

Insgesamt machen die Daten deutlich, dass in Luxemburg Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene einer deutlich höheren Armutsgefährdung ausgesetzt sind als ältere Menschen, und junge Alleinerziehende sind besonders stark armutsgefährdet.

APITEL



Übergänge vom Bildungssystem in die Arbeitswelt

Anette Schumacher Christina Haas Daniel Weis Andreas Heinen

1. Einleitung

Die Aufnahme einer Erwerbsarbeit ist ein wichtiger Bestandteil des Übergangs vom Jugend- in das Erwachsenenalter. Bildungsabschlüsse sind heute nicht nur Voraussetzung für den Zugang zu bestimmten Berufspositionen, sie beeinflussen den gesamten beruflichen Werdegang. Dabei sind die ersten Jahre auf dem Arbeitsmarkt oft entscheidend. Studien aus anderen europäischen Ländern zeigen, dass stabile Erwerbsverläufe in den ersten Jahren die gesamte Erwerbskarriere und Aufstiegschancen positiv beeinflussen und damit das Risiko, von Arbeitslosigkeit betroffen zu sein, senken (Dietrich & Abraham, 2008). Zudem stellt der Beruf heutzutage sowohl für Männer als auch für Frauen eine zentrale identitätsstiftende Dimension dar. Der Einstieg in den Arbeitsmarkt bedeutet auch finanzielle Unabhängigkeit und hat damit für Jugendliche und junge Erwachsene einen Einfluss auf die Gestaltung und den Zeitpunkt privater Übergangsentscheidungen wie den Auszug aus dem Elternhaus oder die Gründung einer Familie.

In Kapitel IV.2 werden anhand theoretischer Modelle die Übergangsprozesse und deren Veränderung diskutiert. Als wichtige Einflussfaktoren für den Übergang in Arbeit werden in Kapitel IV. 3 die Besonderheiten des luxemburgischen Arbeitsmarktes und Sekundarschulsystems erläutert. Anschließend wird anhand von Sekundärdaten (Kapitel IV.4) der Übergang von luxemburgischen Jugendlichen und jungen Erwachsenen in das Erwerbsleben dargestellt. Insbesondere wird untersucht, wie sich die Übergänge je nach den soziodemografischen Merkmalen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen unterscheiden und inwieweit Jugendliche und junge Erwachsene vom Risiko der Arbeitslosigkeit betroffen sind. In Kapitel IV.5 werden die subjektiven Erfahrungen und Bewältigungsmuster der Betroffenen beim Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt anhand qualitativer Interviews analysiert. Kapitel IV.6 widmet sich den Unterstützungsmaßnahmen für Personen mit Schwierigkeiten beim Übergang in Arbeit. Auf der Grundlage einer quantitativen Befragung der maßnahmenanbietenden Organisationen und der jugendlichen Teilnehmer werden die Erfahrungen der Maßnahmenteilnehmer analysiert. Das Kapitel IV.7 fasst die Ergebnisse in einer Synopse zusammen.

Theoretische Rahmung: Individuelle Handlungsmöglichkeiten und strukturelle Rahmenbedingungen des Übergangs in Arbeit

Als Ausgangspunkt für die Analyse der Transition in Arbeit gilt in der Regel das Verlassen des allgemeinen Bildungssystems, während die Aufnahme einer qualifizierten (und unbefristeten) Erwerbsarbeit den Endpunkt bildet (Brzinsky-Fay, 2007). Dieser Übergang hat sich in den letzten Jahrzehnten stark gewandelt. Globalisierung, intensivierter Wettbewerb und Technologisierung haben dazu geführt, dass es in westlichen Industriestaaten weniger Arbeitsplätze für un- und angelernte Arbeiter gibt, aber mehr Stellen, die ein hohes Qualifikationsniveau erfordern. Damit ist verbunden, dass junge Menschen durchschnittlich länger im Bildungssystem bleiben und der Einstieg in das Erwerbsleben sich verzögert (Konietzka, 2010; Walther, 2006). Zugleich fordert der Übergang in Erwerbsarbeit von jungen Menschen mehr Flexibilität, Mobilität sowie ein hohes Maß an Eigeninitiative und Entscheidungsbereitschaft (Furlong & Cartmel, 2007). Mit den gestiegenen Anforderungen steigt jedoch auch der Anteil derjenigen, die die Transition in Arbeit nicht umstandslos bewältigen können. Insbesondere Geringqualifizierte sind mit mehr Schwierigkeiten bei der Suche nach Arbeit konfrontiert, haben niedrigere Chancen auf dem Arbeitsmarkt und sind häufiger von Arbeitslosigkeit betroffen.

Zugleich haben sich die Formen der Erwerbsarbeit verändert: Atypische Beschäftigungsformen wie Teilzeitbeschäftigung, Zeitarbeit und befristete Arbeitsverhältnisse nehmen zu. Häufig sind die Erwerbstätigen in atypischen Beschäftigungsverhältnissen schlechter abgesichert und damit höheren Armuts- und Exklusionsrisiken ausgesetzt (Luedtke, 2013; Wiezorek & Stark, 2011). Von diesen Auswirkungen veränderter Arbeitsmarktbedingungen sind junge Menschen zu Beginn ihrer Erwerbskarriere besonders stark betroffen, da sie geringere Dienstzugehörigkeiten aufweisen und seltener durch Interessengruppen geschützt werden (Blossfeld & Hofäcker, 2011).

Als eine Folge der beschriebenen Veränderungen hat sich die Übergangsphase individualisiert und diversifiziert: Klar strukturierte Übergänge verlieren an Bedeutung, Übergänge pluralisieren sich, der eigenen Biografiegestaltung kommt eine größere Bedeutung zu. Einerseits bedeutet dies, dass Jugendlichen und jungen Erwachsenen heute viele Wege offen stehen. Andererseits sind jedoch sowohl die Möglichkeiten als auch die individuellen Handlungsstrategien weiterhin von der Herkunft beeinflusst (Heitmeyer, Mansel & Olk, 2011; Walther & Stauber, 2013). Im Folgenden werden zwei zentrale Theoriekonzepte vorgestellt, anhand derer die Handlungen und Entscheidungen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in der Übergangsphase analysiert werden können.

Handlungstheoretische Erklärungsmodelle

Der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt kann als eine Serie von Entscheidungen verstanden werden, wobei die ersten Laufbahnentscheidungen bereits in der Schulzeit getroffen werden, etwa bei der Wahl des Sekundarschulzweiges sowie der Fach- oder Berufsrichtung, oder zu einem späterem Zeitpunkt bei der Arbeitsplatzsuche. Diese Entscheidungen sind von zahlreichen Faktoren beeinflusst, unter anderem von individuellen Interessen, persönlichen Charakteristika sowie dem erwarteten Nutzen (z. B. Einkommen, Status, Selbstverwirklichung).

Aus Sicht der "Rational Choice"-Theorie werden diese Entscheidungen als Prozess verstanden, bei dem alternative Handlungsoptionen auf Basis von Kosten-Nutzen-Abwägungen evaluiert werden. Demnach ist es rational, so lange in Bildung zu "investieren", bis die zusätzlichen Erträge einer weiteren oder höheren Qualifikation (z. B. ein höheres Gehalt, angenehmere Arbeitsbedingungen, bessere Aufstiegschancen) die zusätzlichen Kosten dieser Investition (z. B. Studiengebühren) übersteigen (Becker, 1993; Becker, 1962). Die Entscheidung für einen bestimmten Bildungsweg oder einen Beruf ist jedoch nicht nur von dem erwarteten ökonomischen Nutzen beeinflusst, sondern auch von Präferenzen, die individuell und situativ verschieden sein können (Diefenbach, 2009). Allerdings liegen den Jugendlichen und jungen Erwachsenen bei der Entscheidungsfindung meist keine perfekten Informationen zu ihren beruflichen Chancen oder Erfolgswahrscheinlichkeiten vor, sodass Entscheidungen immer mit einer gewissen Unsicherheit getroffen werden.

Entscheidungen werden aber auch durch die soziale Herkunft, den Migrationshintergrund und andere Hintergrundmerkmale beeinflusst (Boudon, 1974; Goldthorpe, 2007; Becker, 2000). Die Ressourcen der Herkunftsfamilie sind hier von besonderer Bedeutung. So können Personen mit hohen ökonomischen Ressourcen es sich eher leisten, in Bildung zu investieren, als finanziell schlechter gestellte Gruppen (Becker & Hecken, 2008).

Daneben werden diese auch vom kulturellen und sozialen Kapital der Eltern mitbestimmt, das je nach sozialer und nationaler Herkunft unterschiedlich ausgeprägt ist (Bourdieu, 2009). Dabei verfügen junge Menschen mit Migrationshintergrund oder aus niedrigeren sozialen Schichten häufig über weniger oder weniger relevantes kulturelles und soziales Kapital, z. B. verfügen sie über weniger Informationen über das nationale Schulsystem oder Einstellungspraktiken. Das hat zur Folge, dass Jugendliche und junge Erwachsene bei ähnlichen Leistungen unterschiedlich erfolgreich im Bildungssystem und auch im Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt sein können. Weiterhin beeinflussen auch Erwartungen und Ambitionen der Eltern die Bildungs- und Berufsentscheidungen der Jugendlichen.

Die erfolgreiche Bewältigung des Übergangs hängt zudem von persönlichen Merkmalen ab, wie z.B. der individuellen Motivation, dem Selbstvertrauen und den individuellen Bewältigungsstrategien. Aufgrund von Erfahrungen und Erlebnissen können sich diese Merkmale im Lebensverlauf verändern. Wiederholte Scheiternserfahrungen können zu der Überzeugung führen, das eigene Schicksal nicht selbst in der Hand zu haben und nichts an der eigenen Situation ändern zu können. Diese Misserfolge lassen die Motivation und die Selbstwirksamkeit sinken. Umgekehrt können aber Erfolgserlebnisse das Selbstwirksamkeitsempfinden stärken, also die Überzeugung darüber, dass die eigenen Fähigkeiten zur erfolgreichen Bewältigung einer spezifischen Situation beitragen. Damit kann die Selbstwirksamkeitserwartung der Jugendlichen und jungen Erwachsenen einen hohen Einfluss auf die Bewältigung der Transition in den Arbeitsmarkt haben (Schunk, 1991).

Arbeitsmarkt und Bildungssystem als institutioneller Rahmen

Bildungs- und Berufsentscheidungen erfolgen nicht nur auf Grundlage individueller Präferenzen, sie werden auch immer innerhalb eines bestimmten gesellschaftlichen, kulturellen und rechtlichen Rahmens getroffen. Den relevanten Rahmen für den Übergang in das Erwerbsleben bilden in erster Linie das System der schulischen und beruflichen Bildung, der Arbeitsmarkt und die wohlfahrtsstaatlichen Arrangements (siehe Kapitel II.2).

Gesetzliche Regelungen wie Mindestlöhne, Kündigungsschutz, Senioritätsprinzipien, Tarifregelungen, aber auch landestypische Strategien der Mitarbeiterrekrutierung oder soziale Netzwerke bilden wichtige Rahmenbedingungen. Sie beeinflussen den Arbeitsmarkt und seine Funktionsweise jenseits purer Marktmechanismen (Angebot und Nachfrage).

Für das Bildungssystem hat sich gezeigt, dass der Grad der Stratifizierung und der Berufsorientierung einen großen Einfluss auf den Übergang hat (Kerckhoff, 2000; Müller & Shavit, 1998).¹ In stratifizierten Bildungssystemen werden Schüler auf Basis ihrer Leistung früh hierarchisch gegliederten Sekundarschullaufbahnen zugeteilt. Eine solche Struktur bietet in der Regel wenig Möglichkeiten für einen späteren Wechsel der Schullaufbahn. Die Folge ist, dass durch die Struktur des Bildungssystems Effekte der sozialen Herkunft verstärkt oder vermindert werden können: Studien haben gezeigt, dass die soziale Herkunft den Bildungserfolg in stratifizierten Bildungssystemen stärker beeinflusst als in weniger stratifizierten Bildungssystemen, in denen Schüler unterschiedlicher Niveaus lange zusammen lernen (Pfeffer, 2008; Montt, 2010).

Ein weiterer Aspekt bezieht sich auf den Grad der Berufsbezogenheit der vermittelten Kenntnisse. Damit ist gemeint, inwiefern in Bildungssystemen eine klare Trennung zwischen allgemeiner Bildung und Berufsbildung existiert. So werden in Bildungssystemen mit niedriger Berufsbezogenheit die spezifischen Fertigkeiten zur Ausübung eines bestimmten Berufes zum großen Teil erst im Betrieb erworben. In diesen Bildungssystemen verfügen Arbeitgeber daher eher über vage Informationen zu den Kenntnissen und Fertigkeiten, die ein Schulabgänger mitbringt. Dagegen haben Ausbildungsabgänger in Bildungssystemen mit einer hohen Berufsbezogenheit aufgrund längerer Praxisphasen schon mehr Erfahrung gesammelt. Daher sind Arbeitgeber hier eher bereit, auch Jugendlichen, die direkt aus dem Bildungssystem kommen, eine Chance zu geben.

¹ Der Grad der Stratifizierung bezeichnet das Ausmaß der Ausdifferenzierung von Bildungswegen, wie zum Beispiel in Luxemburg die Unterscheidung von klassischen und technischen Sekundarschulzweigen (Allmendinger, 1989).

3. Kontextbedingungen: Strukturen des luxemburgischen Bildungssystems und Arbeitsmarktes

Wie zuvor beschrieben, wird der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt von landes- und kulturspezifischen Rahmenbedingungen geprägt. Im Folgenden werden Strukturen des luxemburgischen Bildungssystems und des Arbeitsmarktes sowie Angebotsformen und Unterstützungsleistungen vorgestellt.

3.1 DAS LUXEMBURGISCHE SEKUNDARSCHUL- UND AUSBILDUNGSSYSTEM

3.1.1 Aufbau des Sekundarschul- und Ausbildungssystems

Der Sekundarschulunterricht findet in Luxemburg an zwei verschiedenen Schulformen statt: An der klassischen Schulform "Enseignement secondaire" (ES) kann das "Diplôme de fin d'études secondaires" erworben werden, das direkten Zugang zur Hochschule ermöglicht. An der technischen Sekundarschule ("Enseignement secondaire technique", EST) können insgesamt vier Bildungswege eingeschlagen werden. Das beruflich-technisch orientierte "Régime technique" bildet den höchsten Bildungszweig am EST, in dem sowohl allgemeine als auch berufsspezifische Kenntnisse vermittelt werden. Es bereitet auf den Abschluss des "Diplôme de fin d'études secondaires techniques" vor und ermöglicht sowohl den direkten Einstieg ins Berufsleben als auch weiterführende Studien. Im "Régime de la formation de technicien" wird nach vier Jahren das Technikerdiplom ("Diplôme de technicien", DT) erworben. Das "Régime professionnel" stellt die klassische Berufsausbildung dar, in der nach drei Jahren eine der beiden Abschlussarten "Diplôme d'aptitude professionnelle" (DAP) oder "Certificat de capacité professionnelle" (CCP) verliehen wird. Während das DAP einer vollqualifizierenden Berufsausbildung entspricht, das den Zugang zu post-sekundarer Bildung ermöglicht, stellt das CCP eine dreijährige Basisausbildung dar.² Die ersten drei Jahre des Sekundarunterrichts (7., 8. und 9. Klasse) bilden die Unterstufe und bereiten auf diese Ausbildungen vor. Parallel richtet sich der Vorbereitungsunterricht ("régime préparatoire") als integraler Bestandteil des technischen Sekundarunterrichts an Schüler mit

² Die äquivalenten Abschlussarten vor der Reform der Berufsausbildung im Jahr 2008 waren das "Certificat de capacité manuelle" (CCM), das "Certificat d'initiation technique et professionnelle" (CITP), das dem CCP entspricht, und das "Certificat d'aptitude technique et professionnelle" (CATP), das dem heutigen DAP entspricht.

Lernschwierigkeiten. Mit dieser Fülle an möglichen Bildungswegen gilt das luxemburgische Bildungssystem als sehr ausdifferenziert (Hadjar, Fischbach, Martin & Backes, 2015).³

Die meisten Berufsausbildungen in Luxemburg sind dual organisiert: Sie kombinieren den Erwerb von theoretischen Kenntnissen durch schulische Bildung mit anwendungsorientiertem Praxiswissen in Betrieben. Somit ähnelt das luxemburgische Berufsbildungssystem dem dualen Modell in Deutschland und Österreich (Graf & Tröhler, 2015). Als Teil des allgemeinen Bildungssystems ist es standardisiert, d. h. Inhalt, Struktur und Leistungsnachweise sind einheitlich. Verschiedene Akteure (insbesondere die fünf Arbeitnehmer- und Arbeitgeberkammern) haben ein Mitsprache- und Beratungsrecht bei der konkreten Gestaltung der Berufsbildungsinhalte (Biré, Cardoso & Matera, 2012). Dabei liegt der Schwerpunkt in den Ausbildungsberufen vor allem auf administrativen und kaufmännischen Tätigkeiten. Im "Régime technique" gibt es insgesamt acht Ausrichtungen, jedoch wählt ein Drittel aller Schüler hier einen betriebswirtschaftlichen Schwerpunkt. Im "Régime de la formation de technicien" schlägt über die Hälfte (54,4%) einen administrativ-kaufmännischen Zweig ein (Levy, 2013).

Aufgrund des gestiegenen Weiterbildungsbedarfs über die gesamte Berufskarriere hinweg wurde in den letzten Jahren insbesondere das Angebot im Bereich der Aus- und Weiterbildung ausgebaut. So bietet das "Centre national de formation professionnelle continue" (CNFPC) in diesem Bereich neben Angeboten der beruflichen Bildung (Ausbildung für Erwachsene, Meisterausbildung) auch Angebote für kognitiv schwächere Jugendliche und junge Erwachsene an, die die Schule abgebrochen haben oder keinen Ausbildungsplatz gefunden haben. Durch die Teilnahme an sogenannten "Cours d'orientation et d'initiation professionnelles" (COIP) oder "Insertion professionnelle divers métiers" (IPDM)-Programmen können sie eine Grundqualifikation erreichen und werden so auf die Integration in den Arbeitsmarkt vorbereitet. Darüber hinaus bieten andere Institutionen, wie z. B. die "École de la deuxième chance", die Möglichkeit Bildungsabschlüsse nachzuholen.

Im Bereich der beruflichen Weiterbildung spielen die Berufskammern eine bedeutende Rolle. Sie bieten neben finanzieller Unterstützung auch vielfältige Weiterbildungsmöglichkeiten an (wie z. B. das "Luxembourg Lifelong Learning Center" der "Chambre des salariés" (CSL)).

3.1.2 Ungleich verteilte Bildungschancen, frühe Selektion und geringe Aufwärtsmobilität im Sekundarschulsystem

Der Übergang von der Grundschule in einen der Sekundarschulzweige stellt in Luxemburg eine weitreichende Übergangsentscheidung dar. Diese Entscheidung orientiert sich an den Leistungen des Schülers und wird von einem Orientierungsrat (Schulinspektoren, Lehrer, Schulpsychologen) getroffen.

Diese Empfehlung ist in Luxemburg, wie in anderen Ländern auch, von der Herkunftsfamilie, insbesondere den Unterstützungsmöglichkeiten, Bildungsstrategien und Erwartungen der Eltern beeinflusst (Boudon, 1974; Breen & Goldthrope, 1997; Klapproth et al., 2013; Krolak-Schwerdt et al., 2015). Aufgrund dieser Mechanismen entstehen große Unterschiede in der Verteilung der Schüler auf die Sekundarschulen nach ihrer sozialen Herkunft. Schüler mit einem hohen sozioökonomischen Hintergrund sind fünfmal so häufig am ES anzutreffen wie Schüler aus sozioökonomisch benachteiligten Familien. Umgekehrt ist der Anteil der Schüler, die sich im "Régime préparatoire modulaire"

³ Eine umfassende Analyse des luxemburgischen Bildungssystems liefert der erste luxemburgische Bildungsbericht (MENJE & UL, 2015b).

befinden, siebenmal höher unter den Schülern aus benachteiligten Familien als unter den Schülern aus begünstigten Familien (MENFP & UL. 2013).

Die PISA-Studie zeigt darüber hinaus, dass ein enger Zusammenhang zwischen dem sozioökonomischen und sprachlichen Hintergrund der Schüler besteht und den Sprachkenntnissen bei der Übergangsempfehlung im luxemburgischen Bildungssystem eine zentrale Rolle zukommt: dadurch ist es für Jugendliche mit Migrationshintergrund schwieriger, in das ES orientiert zu werden (Hu, Hansen-Pauly, Reichert & Ugen, 2015). Unter den 15-Jährigen mit Migrationshintergrund besuchen 11 % die Vorbereitungsklassen, 21 % das ES und mehr als zwei Drittel (68 %) das EST; bei den 15-Jährigen ohne Migrationshintergrund besuchen 4 % die Vorbereitungsklassen, 47 % das ES und 49 % das EST (MENFP & UL, 2013).

Die Ergebnisse einer Studie des Bildungsministeriums zeigen die weitreichenden Folgen der Entscheidung für einen Sekundarschulzweig auf die weitere Schullaufbahn. Demnach ist ein Wechsel auf niedrigere Sekundarschulzweige häufig, auf höhere Sekundarschulzweige sehr selten zu beobachten, womit die geringe Aufwärtsmobilität innerhalb des luxemburgischen Sekundarschulsystems aufgezeigt wird (MENFP, 2013).

Eine Besonderheit des luxemburgischen Sekundarschulsystems ist der hohe Anteil von Schülern, die ein oder mehrere Schuljahre wiederholen (MENJE, 2015a). Eine weitere Besonderheit ist auch die hohe Zahl von Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die einen Teil ihrer formalen Bildung im grenznahen Ausland durchlaufen sowie der hohe Anteil von Schülern an privaten Bildungsinstitutionen, die teilweise andere Anforderungen (z. B. Sprachkompetenz) im Vergleich zum nationalen Curriculum stellen (Backes, 2015).

Zusammenfassend lässt sich für das luxemburgische Schulsystem festhalten, dass Sprachkompetenz, Migrationshintergrund und soziale Herkunft einen maßgeblichen Einfluss auf die Bildungschancen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg haben, und dass trotz der Fülle an Bildungswegen innerhalb des Sekundarschulsystems nur wenig Aufwärtsmobilität festzustellen ist.

3.2 DER LUXEMBURGISCHE ARBEITSMARKT

3.2.1 Veränderte Wirtschaftsschwerpunkte und gestiegene Erwerbsbeteiligung von Frauen

Die luxemburgische Wirtschaft hat sich in den letzten Jahrzehnten stark verändert. Lag der Schwerpunkt nach dem Zweiten Weltkrieg vor allem in der Schwerindustrie, vollzog sich mit der Tertiarisierung (Konzentration auf Dienstleistungen) ein weitreichender wirtschaftlicher Wandel. Seit den 1980er Jahren ist insbesondere der Finanzdienstleistungssektor gewachsen (Fusco et al., 2013).

Mit dem wirtschaftlichen Wandel, der Globalisierung und Technisierung haben sich auch die Beschäftigungsstrukturen in Luxemburg verändert. War 1970 noch ein Drittel aller Erwerbstätigen in der Industrie beschäftigt, sind es 2010 nur noch 10% (Ries, 2012). Neben der Industrie verzeichnen die Sektoren Landwirtschaft und Fertigung den größten Beschäftigungsrückgang. Dagegen hat sich die Zahl des Personals in der öffentlichen Verwaltung und im Sozialwesen zwischen 1981 und 2011 verdoppelt. Der Bereich gehobener technischer und wissenschaftlicher Dienstleistungen war 1981 fast nicht existent, 2011 war bereits jeder zehnte in Luxemburg ansässige Erwerbstätige in diesem Bereich

⁴ Eigene Berechnungen, Zensus 1981 und 2011.

tätig. Sologon und O'Donoghue (2010) haben in diesem Zusammenhang gezeigt, dass insbesondere niedrig qualifizierte Männer die Verlierer dieser Entwicklung sind.

Des Weiteren ist der luxemburgische Arbeitsmarkt durch die steigende Erwerbsquote der Frauen gekennzeichnet. Sie ist von 44,0 % im Jahr 1990 auf 65,5 % im Jahr 2014 gestiegen (Eurostat, 2015e). Während Frauen früher bei der Familiengründung häufig aus dem Arbeitsmarkt ausschieden, um sich dem Haushalt und der Kinderbetreuung zu widmen, kehren heute wesentlich mehr Frauen nach einer kurzen Unterbrechung in den Beruf zurück. Ein höherer Bedarf an Teilzeitstellen, flexibler Arbeitszeitgestaltung und Kinderbetreuungsmöglichkeiten ist die Folge.⁵

3.2.2 Großregionale Verflechtungen und Segmentierung des Arbeitsmarktes

Aufgrund eines anhaltenden Wirtschaftswachstums zeichnet sich der luxemburgische Arbeitsmarkt durch einen hohen Arbeitskräftebedarf aus. Dieser Bedarf wird nicht alleine über die Wohnbevölkerung, sondern vor allem über die Immigration von Arbeitskräften sowie Grenzpendler aus den Nachbarländern gedeckt. So ist die Anzahl der Erwerbstätigen in Luxemburg zwischen 1995 und 2015 von knapp 194.000 auf 376.000 gestiegen. Während 1995 noch 72% aller Erwerbstätigen auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt auch in Luxemburg ansässig waren, sind es im ersten Quartal 2015 nur noch 56% (Statec, 2015a).

Die Gruppen der Grenzgänger, der in Luxemburg ansässigen Personen mit ausländischer Nationalität und der in Luxemburg ansässigen Personen mit luxemburgischer Nationalität verteilen sich ungleichmäßig über die Wirtschaftssektoren. Grenzgänger arbeiten vor allem im verarbeitenden Gewerbe, Handel, Baugewerbe und im Bereich gehobener Dienstleistungen (freiberufliche, wissenschaftliche und technische Dienstleistungen, Finanz- und Versicherungsdienstleistungen), wo sie jeweils mehr als die Hälfte aller Beschäftigten bilden. Im Bau- und Gastgewerbe sowie im Bereich hauswirtschaftlicher Tätigkeiten bilden Personen mit luxemburgischer Nationalität nur noch einen geringen Anteil aller Erwerbstätigen mit rund 10 %, da diese Sektoren im Wesentlichen von Personen mit ausländischer Nationalität (vor allem mit portugiesischer Nationalität) dominiert werden (Zahlen, 2009; Fehlen, 2009). Personen mit luxemburgischer Nationalität sind in der öffentlichen Verwaltung mit mehr als 87 % aller Erwerbstätigen und im Bereich der Energieversorgung (75 % aller Erwerbstätigen) deutlich überrepräsentiert (IBA, 2014). Damit zeichnet sich der luxemburgische Arbeitsmarkt durch eine starke Segmentierung aus.

Zu den wesentlichen Rahmenbedingungen des luxemburgischen Arbeitsmarktes zählen ein hoher Arbeitnehmerschutz, indexierte Löhne (d.h. die automatische Anpassung an die Entwicklung der Lebenshaltungskosten), eine im europäischen Vergleich geringe Besteuerung von Arbeitseinkommen und ein gesetzlicher Mindestlohn, der ca. 50% des durchschnittlichen Einkommens beträgt (Zahlen, 2009). Aufgrund der vergleichsweise hohen Nettogehälter ist der luxemburgische Arbeitsmarkt sehr attraktiv für ausländische Arbeitnehmer.

⁵ Dies betrifft natürlich nicht nur Angebote für Frauen, sondern im Zuge einer gleichberechtigten Arbeitsteilung ebenso entsprechende Angebote für Männer.

3.2.3 Arbeitslosigkeit in der jungen Generation

In Luxemburg steigt trotz des zunehmenden Angebotes an neuen Arbeitsplätzen die Arbeitslosigkeit. Dies wird unter anderem auf Passungsprobleme zwischen Qualifikationsanforderungen des Arbeitsmarktes und dem Qualifikationsniveau vieler Jugendlichen und jungen Erwachsenen zurückgeführt. Luxemburgische Arbeitgeber suchen vor allem hochqualifizierte Arbeitnehmer, ein Teil der Arbeitssuchenden verfügt jedoch über ein unterdurchschnittliches Bildungs- und Qualifikationsniveau und kann damit diese Anforderungen nicht erfüllen (FEDIL, 2015). Dies hat zur Folge, dass vor allem junge Menschen mit niedrigen Bildungsabschlüssen größere Schwierigkeiten haben, auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt eine Beschäftigung zu finden. Hinzu kommt, dass diese jungen Personen mit Grenzgängern und ausländischen Arbeitnehmern um ähnliche Arbeitsstellen konkurrieren (Wagener, 2009).

3.3 ANGEBOTSFORMEN UND UNTERSTÜTZUNGSLEISTUNGEN BEIM ÜBERGANG IN ARBEIT

Mit der steigenden Arbeitslosigkeit insbesondere unter jungen Menschen hat sich der Fokus der Arbeitsmarktpolitik seit der Jahrtausendwende verändert: Das Modell der passiven Arbeitslosenhilfe ist von einer proaktiven Beschäftigungspolitik (Zahlen, 2009) abgelöst worden, d.h. die Integration in den Arbeitsmarkt wird vermehrt durch Beratung und Weiterbildung gefördert.

Der hohe Stellenwert der Beschäftigungspolitik für Jugendliche spiegelt sich auch in den politischen Zielsetzungen und Strategien auf nationaler sowie internationaler Ebene wider. So ist das Handlungsfeld "Réussir la transition entre l'école et le monde du travail", also der erfolgreiche Übergang von der Schule in die Arbeitswelt ein wichtiger Bestandteil des luxemburgischen Jugendpaktes (MFI, 2012); die europäische Jugendgarantie (Le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg, 2014) zielt auf eine schnelle (Wieder-)Eingliederung von jungen Menschen unter 25 Jahren und in der EU2020-Strategie (European Commission, 2010) sind Bildungsziele für die junge Bevölkerung festgelegt.

In Luxemburg wird heute die Integration in den Arbeitsmarkt durch ein breit gefächertes Angebot an Unterstützungsmaßnahmen gefördert. Zwar entstanden schon Ende der 1970er Jahren die ersten Maßnahmen der Berufsintegration in Luxemburg (Clement, 2006; Böwen, 2009). In den letzten Jahren wurden jedoch Maßnahmen konzipiert, die sich an Jugendliche und junge Erwachsene richten, die den Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt nicht bewältigen.

Die Angebotsstruktur umfasst Informations- und Beratungsdienste, wie z. B. den schulpsychologischen Dienst "Centre de psychologie et d'orientation scolaires" (CPOS), die "Action locale pour jeunes" (ALJ), das "Beruffsinformatiounszentrum" (BIZ) der ADEM, den "Service National de la Jeunesse" (SNJ) und die "Agence nationale pour le programme européen d'éducation et de formation tout au long de la vie" (ANEFORE). Neben dem Beratungs- und Informationsaspekt fokussieren andere Angebote zur Integration in den Arbeitsmarkt insbesondere die Berufsorientierung und -vorbereitung, z.B. der "Service volontaire d'orientation" (SVO), ein Freiwilligendienst, der Jugendlichen und jungen Erwachsenen zwischen 16 und 30 Jahren offensteht, bis zu einem Jahr dauert und vom SNJ koordiniert wird. Die berufliche Weiterbildung und Qualifizierung hingegen wird sowohl durch Weiterbildungskurse als auch spezifische fachliche Ausbildungen (z.B. durch das CNFPC) gefördert. Um die Beschäftigungsfähigkeit zu fördern beziehungsweise den Einstieg in den Arbeitsmarkt und das Sammeln von Praxiserfahrung zu ermöglichen, wurden z.B. Berufseinführungsverträge (u. a. CIE) initiiert. Insgesamt betrachtet existiert eine Vielzahl von Unterstützungsangeboten in Luxemburg mit der Zielsetzung, die Integration in den Arbeitsmarkt zu fördern.

4. Der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten

In diesem Kapitel wird der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt auf der Basis von quantitativen Sekundärdaten rekonstruiert. Zunächst werden die Bildungsabschlüsse der Jugendlichen und jungen Erwachsenen beschrieben (Kapitel IV.4.1). Besonderer Fokus liegt dabei auf den jungen Menschen, die das Bildungssystem ohne oder mit einer geringen Bildungsqualifikation verlassen haben. Im Kapitel IV.4.2 wird die Transitionsphase beschrieben, und dabei auf Unterschiede nach Bildungsabschluss und Geschlecht eingegangen. Das Kapitel IV.4.3 beschäftigt sich mit den spezifischen Problemlagen, insbesondere Arbeitslosigkeit, und Kapitel IV.4.4 geht näher auf die Wirtschaftszweige Beschäftigungsformen ein.

4.1 BILDUNGSABSCHLÜSSE ALS VORAUSSETZUNG FÜR DIE INTEGRATION IN DEN ARBEITSMARKT⁶

Die im Bildungssystem erworbenen formalen Qualifikationen stellen eine wichtige Determinante für die Integration in den Arbeitsmarkt und die gesamte Berufskarriere dar. Ähnlich wie in anderen europäischen Ländern steigt auch in Luxemburg das Bildungsniveau der Bevölkerung (Eurostat, 2015g; Eurostat, 2015h; Eurostat, 2015b). So wiesen von den 25- bis 34-Jährigen im Jahr 2001 insgesamt 26% der Frauen und 28% der Männer einen post-sekundaren Abschluss auf.⁷ Im Jahr 2011 liegt dieser Anteil deutlich höher, insbesondere bei den Frauen (Männer: 33%; Frauen 42%). Im gleichen Zeitraum ist der Anteil der Personen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss gesunken, liegt jedoch mit

⁶ In diesem Kapitel werden unter anderem Daten des PSELL (Panel Socio-Économique "Liewen zu Lëtzebuerg") verwendet, die von Dr. Anne Reinstadler vom LISER ("Luxembourg Institute of Socio-Economic Research") für den Jugendbericht ausgewertet wurden.

⁷ Zur Gruppe der Personen mit post-sekundarem Abschluss gehören Personen, die eine Meisterprüfung, einen anderen post-sekundaren Abschluss (z. B. BTS) oder einen Hochschulabschluss (ISCED 4-6) als höchsten Bildungsabschluss angegeben haben (zur Klassifizierung siehe: Allegrezza, Ferring, Willems & Zahlen, 2014, S. 190).

31 % bei Männern höher als bei Frauen (24 %). Stabil geblieben ist hingegen der Anteil der Personen, die über einen Sekundarschulabschluss verfügen. 9 10

Ein in vielen hochentwickelten Ländern beobachtetes Phänomen ist die höhere Bildungsbeteiligung von Frauen (Furlong, 2013). Auch im luxemburgischen Bildungssystem sind Frauen mittlerweile erfolgreicher als Männer: sie bilden seit vielen Jahren die Mehrheit in den klassischen Sekundarschulen und sind unterrepräsentiert im "régime professionnel" (38%) und im "régime préparatoire" (42%). Dagegen sind junge Männer häufiger von Klassenwiederholungen betroffen und auch deutlich häufiger Schulabbrecher (Hadjar et al., 2015). Die höhere Bildungsbeteiligung der Frauen spiegelt sich auch im Bildungsstand der 25- bis 34-Jährigen wider: 43% der Frauen verfügen über einen post-sekundaren Abschluss, aber nur 35% der Männer.

Mit der höheren Bildungsbeteiligung der jungen Generation geht auch ein längeres Verbleiben im Bildungssystem einher. Im Vergleich zu den Über-65-Jährigen sind die heute 25- bis 34-Jährigen durchschnittlich drei Jahre länger im Bildungssystem (siehe Tabelle 5).

Tabelle 5: Durchschnittsalter	· bei Erreichen des	höchsten Bildungsabschlusse	s nach Altersgruppe, 2012

Altersgruppe	25 bis 34	35 bis 44	45 bis 54	55 bis 64	Älter als 65
	Jahre	Jahre	Jahre	Jahre	Jahre
Durchschnittliches Alter bei Erreichen des höchsten Bildungsabschlusses	20,7	20,2	18,7	18,0	17,7

Quelle: PSELL 2012; n=10.976. Umfasst ausschließlich Personen, die sich nicht mehr in (Aus-)Bildung befinden

Welchen Einfluss hat die Immigration auf das Bildungsniveau der Gesamtbevölkerung? Wie Abbildung 4 zeigt, hat der Großteil der Personen mit luxemburgischer Nationalität (41 %) einen Sekundarschulabschluss.

⁸ Zur Gruppe der Personen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss gehören Personen, die "fondamental" (Grundschule), "secondaire" oder "secondaire technique" (3 oder 5 Jahre) als höchsten Bildungsabschluss angegeben haben.

⁹ Zur Gruppe der Personen mit Sekundarschulabschluss gehören Personen, die "Diplôme professionnel", "Diplôme de technicien", "Bac" oder "Bac technique" als höchsten Bildungsabschluss angegeben haben.

¹⁰ Weiterführende Analysen zeigen zudem, dass der beobachtete Anstieg des Bildungsniveaus zwischen 2001 und 2011 unabhängig von der Zuwanderung Hochqualifizierter erfolgt: Werden nur in Luxemburg geborene Personen betrachtet, so ist der Anteil der 25- bis 34-Jährigen, die über einen post-sekundaren Abschluss verfügen, von 25 % im Jahr 2001 auf 36 % im Jahr 2011 gestiegen.

¹¹ Schülerdatenbank des MENJE, eigene Datenauswertung. Angaben beziehen sich auf das Schuljahr 2011/2012. Siehe auch Reiff (2015).

100% Sonstiges 9% 90% 33% 80% 37% 40% Post-sekundarer Abschluss 25% 70% 69% Sekundarschulahschluss 72% 60% 25% 50% ohne oder mit niedrigem 22% 41% Sekundarschulahschluss 40% 30% 19% partuge sight 7% 11% 11% bette state of the 20% 10% 0%

Abbildung 4: Höchster Bildungsabschluss von 25- bis 34-Jährigen nach Nationalität, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=63.719; umfasst ausschließlich Personen, die sich nicht mehr in (Aus-)Bildung befinden

Unter jungen Erwachsenen mit ausländischer Nationalität ist dieser Anteil mit insgesamt 22 % sehr viel geringer. Dagegen verfügen sie mit einem Anteil von 40 % etwas häufiger als Personen mit luxemburgischer Nationalität (37%) über post-sekundare Abschlüsse. Allerdings verfügt auch gut ein Drittel (36%) über ein niedriges Bildungsniveau, im Vergleich zu 20% der Personen mit luxemburgischer Nationalität. Weitere Unterschiede werden bei einer differenzierten Betrachtung der Nationalitätengruppen deutlich. So verfügen Personen mit portugiesischer Nationalität und Personen mit einer Nicht-EU-Nationalität häufiger über ein niedriges Bildungsniveau: 64% der Personen mit portugiesischer Nationalität und 39% der Personen mit einer Nicht-EU-Nationalität haben keinen oder einen niedrigen Sekundarschulabschluss erreicht. Dies gilt jedoch nur für 7% der Personen mit einer Nationalität eines Nachbarlandes und 11% der Personen mit einer anderen EU-Nationalität. Dagegen ist insbesondere das Bildungsniveau unter Personen mit einer belgischen, deutschen oder französischen Nationalität sowie Personen mit einer anderen EU-Nationalität sehr hoch: 72% beziehungsweise 69% verfügen über einen post-sekundaren Abschluss.

Die Ursachen für diese großen Unterschiede sind vielschichtig. Dazu gehören neben den sprachlichen Differenzen die sozioökonomische Herkunft sowie Unterschiede in der Ausstattung mit kulturellen oder sozialen Ressourcen (Informationen über das luxemburgische Bildungssystem, Ansprechpartner, fehlende oder weniger nützliche Netzwerke).

Weitergehende Auswertungen, die anstatt der Nationalität den Migrationshintergrund und das Herkunftsland einbeziehen, haben gezeigt, dass junge Erwachsene zwischen 25 und 34 Jahren mit (direktem oder indirektem) Migrationshintergrund ein niedrigeres Bildungsniveau aufweisen als

IV.4

Personen ohne Migrationshintergrund. 12 Unter den 25- bis 34-Jährigen mit einem direkten Migrationshintergrund haben 24% einen post-sekundaren Abschluss. Unter den Personen mit indirektem Migrationshintergrund derselben Altersgruppe liegt der Anteil bei 30%, unter Personen ohne Migrationshintergrund bei 36%.

Differenziert nach Herkunftsland, zeigen sich insbesondere unter den 25- bis 34-Jährigen mit portugiesischem Migrationshintergrund große Unterschied im Bildungsniveau je nach Zuwanderungszeitpunkt: Das Bildungsniveau von Personen, die erst nach dem 15. Lebensjahr eingewandert sind und demnach das luxemburgische Schulsystem nicht durchlaufen haben, ist deutlich niedriger als das von Personen mit indirektem portugiesischem Migrationshintergrund. Dagegen sind die Bildungsabschlüsse der Migranten aus anderen EU-Ländern (inklusive der Nachbarländer) im Durchschnitt deutlich höher, insbesondere wenn diese zum Zeitpunkt der Einwanderung bereits älter als 15 Jahre alt sind. Zu dieser Gruppe gehören viele Personen, die aus beruflichen Gründen nach Luxemburg immigrieren und über vergleichsweise hohe Bildungsabschlüsse verfügen.

Die Unterschiede im Bildungsniveau nach Nationalität sind also sowohl auf Unterschiede im Bildungserfolg einzelner Migrantengruppen im luxemburgischen Bildungssystem zurückzuführen als auch auf das Bildungsniveau der verschiedenen Nationalitätengruppen, die aus beruflichen Gründen nach Luxemburg immigrieren.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass das Bildungsniveau der Gesamtbevölkerung, aber insbesondere auch der jungen Generation, in den vergangenen Jahren stark angestiegen ist. Dabei erreichen junge Frauen durchschnittlich höhere Bildungsabschlüsse als Männer. Eine Differenzierung des Bildungsniveaus nach Nationalitäten zeigt große Unterschiede: Personen mit luxemburgischer Nationalität verfügen häufiger über mittlere Bildungsabschlüsse auf Sekundarschulniveau. Personen mit ausländischer Nationalität weisen dagegen häufiger ein niedriges oder hohes Bildungsniveau auf.

4.2 DIE AUSDIFFERENZIERUNG DER TRANSITIONSPHASE: UNTERSCHIEDE NACH BILDUNGSABSCHLUSS UND GESCHLECHT

Im Folgenden wird der Übergang junger Menschen vom Bildungssystem in die Arbeitswelt auf Basis der Zensusdaten differenziert dargestellt.¹³ Wie Abbildung 5 zeigt, befindet sich die überwiegende Mehrheit der Jugendlichen in Luxemburg im Alter von 15 und 16 Jahren noch im Bildungssystem (dunkelgraue Fläche, 15 Jahre: 100%, 16 Jahre: 97%), was durch die Schulpflicht bis zum 16. Lebensjahr bedingt ist. Dieser Anteil sinkt stark und kontinuierlich mit steigendem Lebensjahr, insbesondere in der Altersspanne zwischen 18 (85%) und 26 Jahren (12%). Im Alter von 30 Jahren haben die meisten jungen Menschen in Luxemburg das Bildungssystem verlassen: lediglich knapp 2% sind noch Schüler oder Studenten.

¹² Vier Gruppen des Migrationshintergrundes wurden einbezogen: 1. Kein Migrationshintergrund, 2. indirekter Migrationshintergrund, Einwanderung im Alter von unter 16 Jahren, 4. direkter Migrationshintergrund, Einwanderung im Alter von 16 oder älter.

¹³ Hierbei handelt es sich um die Darstellung des Aktivitätsstatus nach Alter. Eine differenzierte Analyse nach Migrationshintergrund ergab keine großen Unterschiede in der Gesamtdarstellung.

IV.4 DER ÜBERGANG VOM BILDUNGSSYSTEM IN DEN ARBEITSMARKT: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

100% Schüler/Student 90% 80% Im eigenen Haushalt tätig 70% Arbeitslos, insgesamt 60% 50% Erwerbstätig, andere Vertragsart 40% Befristet erwerbstätig 30% 20% Unbefristet erwerbstätig 10% 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 Alter

Abbildung 5: Aktivitätsstatus 15- bis 34-Jähriger, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=117.347; fehlende Angaben und andere Aktivitätsstatus sind nicht dargestellt

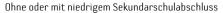
Gegenläufig zum Anteil der Schüler/Studenten entwickelt sich der Anteil der Berufstätigen (blaue Flächen). Von den 20-Jährigen ist mit einem Anteil von 27% etwas mehr als ein Viertel erwerbstätig, häufig jedoch als Auszubildende. Mit 25 Jahren ist schon mehr als jeder Zweite in einem unbefristeten Beschäftigungsverhältnis (58%). Im Alter von 30 Jahren sind 87% der Alterskohorte erwerbstätig, überwiegend unbefristet (79%). Parallel zur Entwicklung der Erwerbstätigkeit entwickelt sich die Arbeitslosigkeit. Sie beginnt in geringer Ausprägung bereits mit 16 oder 17 Jahren und erreicht dann ab dem Alter von 20 Jahren zwischen 6 und 8% einer jeden Alterskohorte (schwarze Fläche). Personen, die im eigenen Haushalt tätig sind, bilden bis zum Alter von 25 Jahren nur einen kleinen Anteil einer jeden Alterskohorte, bei den Über-30-Jährigen steigt dieser Anteil auf bis zu 7%.

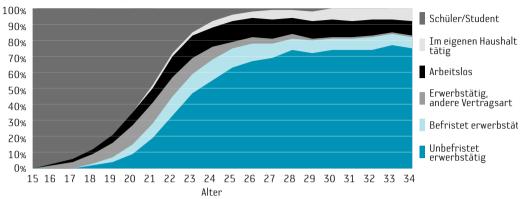
4.2.1 Der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt nach höchstem Bildungsabschluss

Die Abbildung 5 zeigt, dass sich der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt in Luxemburg insbesondere in der Zeitspanne zwischen dem 18. und dem 28. Lebensjahr vollzieht. Dabei umfasst die Darstellung sowohl Jugendliche, die das Bildungssystem sehr früh und mit einem niedrigen Abschluss verlassen, als auch Hochschulabsolventen, die sehr viel später auf den Arbeitsmarkt treten.

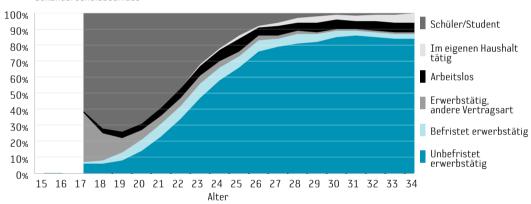
Wie Abbildung 6 zeigt, unterscheiden sich die Übergänge stark nach dem erzielten Bildungsabschluss. Wie erwartet, erfolgt der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt bei höheren Bildungsabschlüssen auch in einem höheren Alter. Darüber hinaus gibt es jedoch noch weitere Unterschiede, die im Folgenden beschrieben werden.

Abbildung 6: Aktivitätsstatus 15- bis 34-Jähriger nach höchstem Bildungsabschluss, 2011

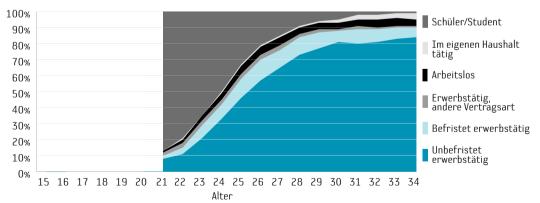




Sekundarschulabschluss



Post-sekundarer Abschluss



Quelle: Zensus 2011; N=110.872; Personen, die keine Angabe zu ihrem Bildungsabschluss gemacht haben, einen anderen Bildungsabschluss erworben haben oder jünger sind als das übliche Alter bei Erreichen des Abschlusses ohne Zwischenstationen (Sekundärschulabschluss mind. 17 Jahre, Personen mit post-sekundarem Abschluss mind. 21 Jahre), sind nicht dargestellt

IV.4

Die obere der drei Grafiken zeigt Personen, die keinen oder einen niedrigen Sekundarschulabschluss erworben haben. Diese unterscheiden sich stark von Gruppen mit höheren Bildungsabschlüssen. Während der Anteil der 30- bis 34-Jährigen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss, die einer unbefristeten Tätigkeit nachgehen, zwischen 74 und 77 % liegt, sind es bei den Gruppen mit höheren Abschlüssen mehr als 80 %. Andere Statussituationen wie Befristungen, Arbeitslosigkeit und im eigenen Haushalt tätig zu sein kommen dagegen bei der Gruppe von Personen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss häufiger vor. Dabei handelt es sich nicht nur um ein Transitionsproblem, sondern um Risiken, denen Geringqualifizierte auch langfristig stärker ausgesetzt sind (siehe Kapitel IV.4.3).

Ab einem Alter von 28 bis 29 ist die Transitionsphase für den Großteil der Personen mit Sekundarschulabschluss abgeschlossen. Allerdings bleibt Arbeitslosigkeit auch nach Erreichen des 30. Lebensjahres ein Problem: 5 bis 6 % einer Altersgruppe mit Sekundarschulabschluss sind arbeitslos. Dagegen weist die Gruppe mit post-sekundaren Abschlüssen mit 4 bis 5 % einer Alterskohorte einen geringeren Anteil an Arbeitslosen auf.

Die Abbildung 6 zeigt, dass die Arbeitslosigkeit mit der Höhe des erreichten Bildungsabschlusses abnimmt: Von den Über-30-Jährigen mit post-sekundarem Abschluss sind 4 bis 5 % eines Jahrgangs betroffen, während der Anteil unter Personen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss doppelt so hoch ist. Bei Personen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss ist der Anteil der Arbeitslosen zwischen 22 Jahren und 30 Jahren besonders hoch (10 bis 14%). Ähnliches gilt für den Anteil der Personen, die im eigenen Haushalt tätig sind: Dieser ist mit 2 bis 3 % bei den Über-30-Jährigen mit post-sekundarem Abschluss ebenfalls geringer im Vergleich zu Personen der beiden anderen Gruppen (7 bis 8 % der Über-30-Jährigen).

Zusammengefasst zeigen sich also nach höchstem Bildungsabschluss große Unterschiede in der Transitionsphase. Personen mit niedrigem Bildungsniveau sind häufiger arbeitslos, befristet beschäftigt oder im eigenen Haushalt tätig.

4.2.2 Geschlechtsspezifische Veränderungen von Übergängen

In den vorherigen Kapiteln wurde bereits auf zwei wesentliche Veränderungen in weiblichen Lebensläufen hingewiesen: Zum einen ist der Anteil erwerbstätiger Frauen enorm gestiegen, zum anderen erreichen Frauen heute höhere Bildungsabschlüsse als Männer (siehe Kapitel IV.4.1).

100% Frauen in (Aus-)Bildung 90% 80% Männer in (Aus-)Bildung 70% Erwerbstätige Männer 60% 50% Erwerbstätige Frauen 40% Im eigenen Haushalt 30% tätige Frauen 20% Im eigenen Haushalt 10% tätige Männer Alter

Abbildung 7: Aktivitätsstatus 15- bis 34-Jähriger nach Geschlecht, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=117.347

Ein Vergleich der Statussituationen von Männern und Frauen in der Transitionsphase (Abbildung 7) zeigt, dass Frauen das Bildungssystem später verlassen: Im Alter von 20 Jahren befinden sich 72 % aller Frauen im Bildungssystem, im Vergleich zu 61 % der Männer. Entsprechend sind in diesem Alter schon mehr junge Männer erwerbstätig (31 % gegenüber 22 % bei Frauen).

Ab 30 Jahren sind über 90 % aller Männer und circa 80 % aller Frauen erwerbstätig. Der Anteil der Frauen, die angeben, im eigenen Haushalt tätig zu sein, liegt auf einem sehr niedrigen Niveau, steigt aber kontinuierlich mit dem Alter. Im Alter von 34 Jahren sind 13 % aller Frauen im eigenen Haushalt tätig – der Anteil der Männer liegt in der gesamten Altersspanne bei weniger als 0,5 %.

Obwohl sich also Unterschiede zwischen Männern und Frauen in der Gestaltung des Übergangs vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt feststellen lassen, haben sich die Übergänge von Männern und Frauen mittlerweile weitestgehend angenähert. Die Abbildung 8 zeigt einen Vergleich des Aktivitätsstatus von Männern und Frauen in Luxemburg in den Jahren 1981 und 2011.

Männer als Schüler. Studenten Erwerbstätige Männer 100% 100% 80% 80% 60% 60% 40% 40% 20% 20% 0% 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 0% 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 -1981 ---- 2011 - 1981 ---- 2011 Frauen als Schülerinnen, Studentinnen Erwerbstätige Frauen 100% 100% 80% 80% 60% 60% 40% 40% 20% 0% 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 , 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 —1981 **—** 2011 - 1981 — 2011

Abbildung 8: Aktivitätsstatus 15- bis 34-jähriger Männer und Frauen 1981 und 2011

Quelle: Zensus 1981 (N=113.757) und 2011 (N=117.347)

Die beiden linken Grafiken machen den längeren Verbleib im Bildungssystem deutlich: Sowohl Männer als auch Frauen sind 2011 länger im Bildungssystem als 1981. Im Jahr 1981 befanden sich im Alter von 20 Jahren noch 28 % der Männer, aber lediglich 19 % der Frauen in Bildung (graue Linien); 2011 sind 61 % der Männer und 72 % der Frauen im Alter von 20 Jahren noch in Bildung (blaue Linien). Diese Angaben verdeutlichen die stark gestiegene Bildungsbeteiligung von Frauen, die diesbezüglich nicht nur aufgeholt, sondern die Männer überholt haben.

Die zweite große Veränderung ist die starke Anpassung des weiblichen Lebenslaufes an den männlichen: Frauen schieden früher in jungem Alter aus dem Bildungssystem aus, gefolgt von einer kurzen Phase der Erwerbstätigkeit. Bei Familiengründung stiegen dann viele Frauen aus dem Erwerbsleben aus: die untere rechte Grafik zeigt, dass 1981 die Altersgruppen Anfang 20 mit 71 % den höchsten Anteil erwerbstätiger Frauen aufwies; ab 24 Jahren sank dieser Anteil jedoch. Im Jahr 2011 liegt der Anteil erwerbstätiger Frauen auch in den älteren Altersgruppen (über 25 Jahre) mit zum Teil über 80 % deutlich höher. Diese Entwicklung hängt auch damit zusammen, dass nur noch ein kleiner Teil der Frauen bei Familiengründung den Arbeitsmarkt komplett verlässt. Viele Frauen kehren stattdessen, häufig als Teilzeitkräfte, auf den Arbeitsmarkt zurück. Dies deutet auf die Verdichtung privater und beruflicher Übergänge insbesondere in weiblichen Lebensläufen hin, da sie länger in Bildung bleiben als Männer, weniger flexibel bezüglich des Zeitpunkts der Familiengründung sind, und sich am häufigsten um die Kinderbetreuung kümmern. 14

¹⁴ Auswirkungen dieser Entwicklung werden in Kapitel V thematisiert.

4.3 JUGENDARBEITSLOSIGKEIT ALS ÜBERGANGSPROBLEM: ENTWICKLUNGEN, URSACHEN UND RISIKEN

Im Folgenden wird der Fokus auf jenen jungen Menschen liegen, denen der Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt nicht problemlos gelingt. Studien zeigen, dass eine Reihe von Faktoren dafür verantwortlich ist, dass junge Menschen häufiger von Arbeitslosigkeit betroffen sind als ältere: Hierzu zählen die berufliche Qualifikation, Erfahrung, Bereitschaft zur Mobilität, Netzwerke, Kontakte und Informationen über freie Stellen. Junge Menschen haben weniger oder keine Berufserfahrung und ihnen fehlen fach- und branchenspezifisches Wissen und Kontakte (Bell & Blanchflower, 2010). Hinzu kommen aber auch demografische und konjunkturelle Einflussfaktoren: je größer die Kohorte ist, die auf den Arbeitsmarkt tritt, umso höher die Jugendarbeitslosigkeit, da es eine Weile braucht, bis der Arbeitsmarkt eine Kohorte "absorbiert" (Dietrich, 2012; Bell & Blanchflower, 2011). Ist die wirtschaftliche Lage gut, so haben auch weniger erfahrene Arbeitskräfte bessere Chancen, einen Arbeitsplatz zu finden. Dagegen verlieren junge Erwerbstätige im Fall einer Wirtschaftskrise oft als erstes ihren Arbeitsplatz (Dietrich, 2014). Folglich reagieren Jugendarbeitslosenquoten auch sensibler auf wirtschaftliche Krisen und konjunkturelle Schwankungen. So ist in vielen europäischen Ländern die Jugendarbeitslosigkeit während der jüngsten Wirtschafts- und Finanzkrise stark gestiegen (Bell & Blanchflower, 2011; Dietrich, 2013).

4.3.1 Das Verhältnis von Arbeitslosigkeit und Jugendarbeitslosigkeit

Die Arbeitslosenquote ist der zentrale Indikator zur Darstellung von Arbeitslosigkeit. Diese Quote ist der Anteil Arbeitsloser an der Summe der Erwerbstätigen und der Arbeitssuchenden (die sogenannten Erwerbspersonen). Die Arbeitslosenquote bezieht sich auf die Personen im erwerbsfähigen Alter; üblicherweise ist das die Altersspanne von 15 bis einschließlich 64 Jahren. Dementsprechend ist die Jugendarbeitslosenquote der Anteil der arbeitslosen Jugendlichen an der Summe der erwerbstätigen und arbeitssuchenden Jugendlichen, wobei Personen im Alter von 15 bis einschließlich 24 Jahren berücksichtigt werden. Nichterwerbspersonen wie z. B. Schüler oder Studenten werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Laut Arbeitskräfteerhebung waren 4,4% aller 15- bis 24-Jährigen in Luxemburg zwischen 2012 und 2013 arbeitslos (siehe Tabelle 6). Da in dieser Altersgruppe aber insgesamt nur 22,3% erwerbstätig waren, ergibt sich eine Jugendarbeitslosenquote von 16,5%, was jedoch nicht bedeutet, dass einer von sechs Jugendlichen in Luxemburg arbeitslos ist. Vielmehr bezieht sich die Zahl nur auf Jugendliche,

die dem Arbeitsmarkt zur Verfügung stehen – die große Mehrheit der Schüler und Studenten in dieser Altersgruppe wird bei der Berechnung der Jugendarbeitslosenquote nicht berücksichtigt.

Tabelle 6: Anteil der Arbeitslosen und Arbeitslosenquote von drei Altersgruppen im Vergleich, 2012-2013

Altersgruppe Total	Auf de	em Arbeitsmarkt	Nicht auf dem	Arbeitslosen- quote (Anteil der		
	Total	Insgesamt	Erwerbstätig	Arbeitslos	Arbeitsmarkt aktiv	Arbeitslosen unter den Aktiven)
Unter 25 Jahre	100,0%	26,7%	22,3%	4,4 %	73,3%	16,5%
25 bis 64 Jahre	100,0%	78,6%	74,8%	3,8 %	21,4%	4,8%

Quelle: Arbeitskräfteerhebung, 2012-2013; n=26.567; gewichtete Daten

Mit dieser Darstellung wird die Jugendarbeitslosenquote ein wenig relativiert. Es handelt sich hierbei nur um einen kleinen Prozentsatz einer Kohorte und in absoluten Zahlen um eine kleine Gruppe. Andererseits muss jedoch darauf hingewiesen werden, dass diese Gruppe der jungen Arbeitslosen keine zufällige ist, sondern eine, die größtenteils mit sehr niedrigem Bildungsniveau auf den Arbeitsmarkt tritt und daher mit größeren Schwierigkeiten bei der Integration in den Arbeitsmarkt konfrontiert ist.

Ein weiteres Problem der Arbeitslosenstatistik betrifft die Zählung der Arbeitslosen. Zum einen kann die Zahl der Arbeitslosen anhand der Daten der ADEM ermittelt werden. Dies setzt voraus, dass sich Arbeitslose auch dort registrieren. Zum anderen kann die Zahl der Arbeitslosen mithilfe der Arbeitskräfteerhebung ermittelt werden. Dabei werden zufällig ausgewählte Personen dazu befragt, ob sie arbeitslos sind (unabhängig von einer Registrierung bei der ADEM). Da die Zahlen der ADEM auf einer Registrierung beruhen und die Zahlen der Arbeitskräfteerhebung auf einer Selbstauskunft, weichen die anhand dieser Quellen ermittelten Arbeitslosenquoten voneinander ab. Frising und Reichmann (2009) fanden in einem systematischen Vergleich der beiden Konzepte heraus, dass etwas mehr als ein Viertel derjenigen, die nach der Definition der Arbeitskräfteerhebung als arbeitslos gelten, sich nicht arbeitslos melden (die sogenannte "stille Reserve des Arbeitsmarktes"). Dies betrifft insbesondere Personen mit hohen Bildungsabschlüssen und jüngere Arbeitssuchende.

¹⁵ Um in der Arbeitskräfteerhebung als arbeitslos zu gelten, müssen folgende Kriterien erfüllt sein: 1. in der Referenzwoche nicht erwerbstätig sein, 2. dem Arbeitsmarkt zur Verfügung stehen sowie 3. in den letzten vier Wochen aktiv auf der Suche nach Arbeit gewesen sein. Die Arbeitslosenstatistik der ADEM enthält auch "Salariés handicapés" (SH) und "Salariés à capacité de travail réduite" (CTR).

Abbildung 9 stellt die Entwicklung der Jugendarbeitslosenquoten und Arbeitslosenquoten der Gesamtpopulation auf Basis der Daten der Arbeitskräfteerhebung dar.

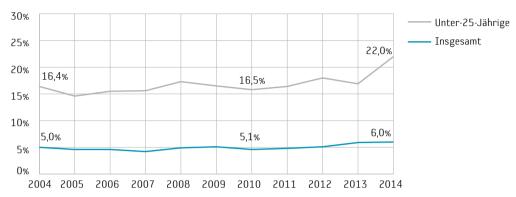


Abbildung 9: Arbeitslosenquote und Jugendarbeitslosenquote, 2005 - 2014

Quelle: Eurostat (2015a). Daten der Arbeitskräfteerhebung

Beide Quoten sind in den letzten zehn Jahren gestiegen, allerdings ist die Jugendarbeitslosenquote wesentlich stärker gestiegen. Im Jahr 2014 war demnach mehr als jeder fünfte auf dem Arbeitsmarkt Aktive (22,0%) unter 25 Jahren arbeitslos; unter allen auf dem Arbeitsmarkt Aktiven lag die Arbeitslosenquote bei 6%. Ein Vergleich der Arbeitslosenquoten der offiziellen Arbeitslosenstatistik der ADEM mit der Arbeitskräfteerhebung zeigt, dass diese nicht identisch sind, aber einem einheitlichen Trend folgen: Beide Arbeitslosenquoten sind zwischen 2005 und 2014 gestiegen.

4.3.2 Entwicklung von Jugendarbeitslosigkeit im europäischen Vergleich

Wie stellt sich nun die Jugendarbeitslosigkeit in Luxemburg im europäischen Vergleich dar? Durch die stabile wirtschaftliche Situation Luxemburgs war die Arbeitslosenquote in den vergangenen Jahrzehnten im europäischen Vergleich eher niedrig. Insbesondere in den letzten fünfzehn Jahren sind aber sowohl die Arbeitslosenquote als auch die Jugendarbeitslosenquote stetig gestiegen und nähern sich den europäischen Durchschnittswerten an. Abbildung 10 stellt die Jugendarbeitslosenquoten im Jahr 2004 und 2014 dar.

IV.4 DER ÜBERGANG VOM BILDUNGSSYSTEM IN DEN ARBEITSMARKT: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

Deutschland Österreich Jugendarbeits-Dänemark losenguote 2014 Niederlande Jugendarbeits-Großbritannien losenauote 2004 Finnland 21.9% **EU-15** Luxemburg Schweden Belgien Trland Frankreich Portugal Italien Griechenland Spanien 0% 10% 20% 30% 40% 50% 60%

Abbildung 10: Jugendarbeitslosenquote im europäischen Vergleich, 2004 und 2014

Quelle: Eurostat (2015a). Daten der Arbeitskräfteerhebung

Die Unterschiede zwischen den EU-15-Ländern sind enorm: Während in einigen südeuropäischen Ländern Jugendarbeitslosenquoten von über 50% erreicht werden (Spanien und Griechenland), liegt die Jugendarbeitslosenquote in Deutschland bei weniger als 8%, in Österreich bei 10% und in Dänemark und den Niederlanden bei weniger als 13%. Luxemburg liegt mit 22% nahe dem EU-15-Durchschnitt von 21,9%. Lediglich in Deutschland, Österreich und Finnland ist die Jugendarbeitslosenquote zwischen 2004 und 2014 nicht gestiegen. In Luxemburg ist die Jugendarbeitslosenquote in dem Zeitraum von 16,4% (2004) auf 22,0% (2014) gestiegen.

In Abbildung 11 ist die Arbeitslosenquote der Gesamtbevölkerung im Vergleich zur Jugendarbeitslosenquote für einige EU-Länder dargestellt. Die Arbeitslosenquote der Gesamtpopulation ist in Luxemburg mit 6% ähnlich niedrig wie in Deutschland und Österreich. Die Jugendarbeitslosenquote Luxemburgs ist mit 22% jedoch deutlich höher und auf einem ähnlich hohen Niveau wie in den Nachbarländern Belgien und Frankreich.

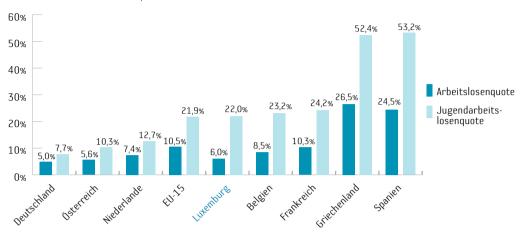


Abbildung 11: Verhältnis von Jugendarbeitslosigkeit und Arbeitslosigkeit in ausgewählten europäischen Ländern, 2014

Quelle: Eurostat (2015a). Daten der Arbeitskräfteerhebung, Jugendarbeitslosenguote: Unter-25-Jährige

In anderen Ländern wie Deutschland, den Niederlanden oder Österreich ist die Jugendarbeitslosenquote auch höher als die Arbeitslosenquote, aber der Unterschied ist hier geringer. Junge Menschen sind hier im Vergleich zu älteren einem geringeren Risiko ausgesetzt, arbeitslos zu werden als in anderen europäischen Ländern.

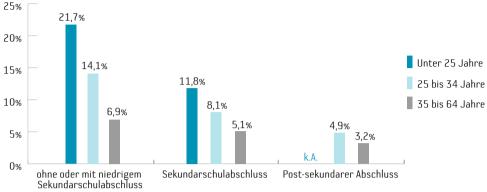
Insgesamt lässt sich festhalten, dass Jugendarbeitslosigkeit in Luxemburg, wie in den meisten anderen europäischen Ländern auch, stark gestiegen ist. Die luxemburgische Situation ist jedoch vor allem durch einen großen Unterschied zwischen der Arbeitslosenquote der Gesamtbevölkerung und der Jugendarbeitslosenquote gekennzeichnet, was darauf hindeutet, dass es insbesondere für junge Menschen schwer ist, auf dem Arbeitsmarkt Fuß zu fassen. Im folgenden Kapitel wird näher auf die Ursachen von Jugendarbeitslosigkeit eingegangen.

4.3.3 Ursachen von Arbeitslosigkeit bei Jugendlichen und jungen Erwachsenen

Die Abbildung 12 zeigt den Zusammenhang zwischen Arbeitslosigkeit, höchstem Bildungsabschluss und Alter. Die Arbeitslosenquote der Gruppe der unter 25-jährigen Personen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss liegt bei 21,7 % und damit im Vergleich zu den anderen Gruppen am höchsten. Die Arbeitslosenquote von 35- bis 64-Jährigen liegt lediglich bei 6,9 %. Die Arbeitslosenquote der 35- bis 64-Jährigen mit hohem Bildungsabschluss (post-sekundarer Bildungsabschluss) zeigt mit 3,2 % den niedrigsten Wert.

IV.4 DER ÜBERGANG VOM BILDUNGSSYSTEM IN DEN ARBEITSMARKT: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

Abbildung 12: Arbeitslosenquote nach Altersgruppe und höchstem Bildungsabschluss, 2013



Quelle: Arbeitskräfteerhebung 2013; n = 7.224

Eine differenzierte Betrachtung nach Nationalität zeigt, dass Jugendliche mit ausländischer Nationalität auch bei gleich hohem Bildungsabschluss häufiger arbeitslos werden als Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität. Dabei spielt auch der Zeitpunkt der Zuwanderung eine wichtige Rolle: je länger der Zeitpunkt der Immigration zurückliegt, desto geringer das Risiko, arbeitslos zu sein.

4.3.4 Dauer von Arbeitslosigkeit

Viele Jugendliche und junge Erwachsene sind kurzzeitig arbeitslos, da es eine gewisse Zeit dauert, bis sie nach dem Studium oder einer Ausbildung eine adäquate Beschäftigung gefunden haben. Diese vorübergehende Arbeitslosigkeit muss jedoch nicht unbedingt auf eine prekäre Berufskarriere hindeuten. Problematisch sind dagegen lange Phasen der Arbeitslosigkeit und wiederholte Arbeitslosenphasen. In Abbildung 13 ist die Einschreibedauer bei der ADEM in Monaten dargestellt. ¹⁶

¹⁶ Die Dauer der Arbeitslosigkeit wird unterschätzt, da zum Zeitpunkt der Angabe die Phase der Arbeitslosigkeit noch nicht abgeschlossen ist.

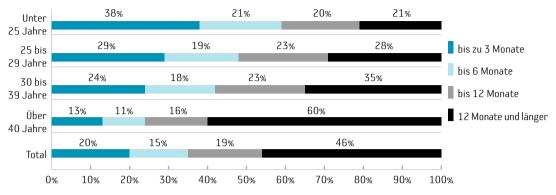


Abbildung 13: Dauer von Arbeitslosigkeit: Eingeschriebene Monate bei der ADEM, Mai 2015

Quelle: ADEM (2015); n=19.099; eigene Berechnungen, ohne Maßnahmenteilnehmer, inkl. "Salariés handicapés" (SH) und "Salariés à capacité de travail réduite" (CTR)

Insgesamt 38 % der Unter-25-Jährigen, die bei der ADEM im Mai 2015 eingeschrieben waren, sind dies weniger als drei Monate. Der Anteil der Arbeitslosen, die solche kurzen Phasen der Arbeitslosigkeit aufweisen, wird kleiner je älter die betrachtete Altersgruppe ist. In der Gruppe der Über-40-Jährigen sind nur 13 % weniger als drei Monate arbeitslos, was aber auch mit dem hohen Anteil der "Salariés handicapés" und "Salariés à capacité de travail réduite" in dieser Altersgruppe zu erklären ist, die meist über einen längeren Zeitraum registriert sind.

Langzeitarbeitslosigkeit, definiert als eine Phase der Arbeitslosigkeit, die länger als 12 Monate andauert, betrifft in den meisten europäischen Ländern ältere Arbeitnehmer häufiger als jüngere (Dietrich, 2014). In Luxemburg sind dies von den Unter-25-Jährigen 21 %, von den 25- bis 29-Jährigen 28 % aller Arbeitslosen. In der Altersgruppe der Unter-35-jährigen Arbeitslosen sind vor allem Personen ohne Sekundarschulabschluss von Langzeitarbeitslosigkeit betroffen: 33 % der Arbeitslosen ohne Abschluss sind dies seit mindestens 12 Monaten. Dagegen trifft dies nur auf 17 % der bei der ADEM eingeschriebenen Arbeitslosen mit einem post-sekundaren Abschluss zu. 17

4.3.5 Jugendliche in Maßnahmen zur Integration in den Arbeitsmarkt

Dass die Integration von jungen Menschen in den luxemburgischen Arbeitsmarkt schwieriger geworden ist, zeigt sich auch an der wachsenden Zahl junger Menschen, die sich in Maßnahmen befinden.

In der Gruppe der 15- bis 34-Jährigen hat sich die monatliche Teilnehmerzahl von durchschnittlich 1.219 Personen im Jahr 2007 auf 2.447 Personen im Jahr 2014 etwas mehr als verdoppelt (siehe Abbildung 14). Besonders stark gestiegen ist die Zahl der Maßnahmenteilnehmer zwischen 2007 und 2011. Seit 2012 ist sie stabil. Die Maßnahme mit der zurzeit höchsten Teilnehmerzahl ist der Berufseinführungsvertrag ("Contrat d'initiation à l'emploi" (CIE)), der allen jungen Menschen bis zum Alter von 30 Jahren unabhängig von ihrem vorherigen Ausbildungs- oder Berufsweg offensteht und den Berufseinstieg durch praktische Erfahrung in privaten Unternehmen erleichtern soll (Chambre des Salariés, 2014).

¹⁷ Arbeitslosendatenbank der ADEM, Februar 2015, eigene Datenauswertung; n=7.327. Personen, die bei der ADEM als arbeitssuchend registriert waren und sich nicht in einer Maßnahme befanden

IV.4 DER ÜBERGANG VOM BILDUNGSSYSTEM IN DEN ARBEITSMARKT: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

3.000 2.500 2.000 1.500 0 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015

Abbildung 14: 15- bis 34-Jährige in arbeitsintegrativen Maßnahmen der ADEM, 2007 bis 2015

Quelle: Arbeitslosendatenbank der ADEM, 2015. Durchschnittswerte basierend auf Monatsangaben. Die Angaben des Jahres 2015 beziehen sich nur auf die Monate Januar und Februar.

Auffällig ist das niedrige Bildungsniveau von Maßnahmenteilnehmern: Unter den bei der ADEM registrierten Arbeitslosen zwischen 15 und 34 Jahren wiesen 14% einen post-sekundaren Abschluss auf, 30% einen Abschluss auf Sekundarschulniveau, aber mehr als die Hälfte (56%) verfügte über keinen Sekundarschulabschluss. Allerdings variiert das Bildungsniveau stark nach Maßnahme. ¹⁸

Manche Arbeitssuchende durchlaufen zwei, drei oder mehr Maßnahmen (siehe Abbildung 15). Von den Personen, die mehrere Maßnahmen in Anspruch genommen haben, verfügen drei Viertel (74%) über keinen Sekundarschulabschluss, im Vergleich zu 53% der Arbeitslosen, die lediglich eine Maßnahme durchlaufen haben. Dabei sind es vor allem Personen in Ausbildungen, den "Mesures spéciales" und CAEs, die mehrere Maßnahmen durchlaufen haben, während Personen, die zwischen 2011 und 2015 nur eine Maßnahme durchliefen, häufiger ein PA, CIE oder SRP ("stage de réinsertion professionnelle") machten.

¹⁸ In der Maßnahme "Pool des assistants", die sich an Personen mit einem pädagogischen Profil richtet, verfügen nahezu alle Maßnahmenteilnehmer über einen post-sekundaren Abschluss (97%). Das Bildungsniveau ist besonders gering in den "Mesures spéciales" (79% der Teilnehmer haben keinen Sekundarschulabschluss, die "Mesures spéciales" sind arbeitsintegrative Maßnahmen in gemeinnützigen Organisationen), beim "Service volontaire d'orientation" (76% ohne Sekundarschulabschluss), einem gemeinnützigen Programm, das der beruflichen Orientierung dient, sowie den "Mesures de formation" (Aus- und Weiterbildungen, u. a. "Formation pour adultes"). Ohne Sekundarschulabschluss: Höchstens $10^{\rm e}/11^{\rm e}$ des technischen Sekundarschulzweiges oder $4^{\rm e}/3^{\rm e}$ des allgemeinen Sekundarschulzweiges.

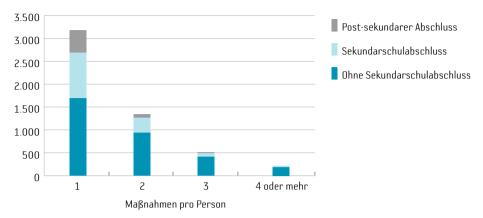


Abbildung 15: Anzahl der durchlaufenen Maßnahmen pro Person, 2011 bis 2015

Quelle: Arbeitslosendatenbank der ADEM, 2015; n=5.247. 15- bis 34-Jährige, die zwischen Januar 2011 und Februar 2015 mindestens einen Monat bei der ADEM eingeschrieben waren und in diesem Zeitraum an mindestens einer Maßnahme teilaenommen haben

4.3.6 Junge Menschen außerhalb von Bildung und Arbeit

Ergänzend zum Indikator der Jugendarbeitslosigkeit zur Darstellung prekärer Situationen im Übergang vom Bildungssystem in den Arbeitsmarkt existiert das sogenannte NEET-Konzept ("Not in Education, Employment or Training"), das sich auf Jugendliche und junge Erwachsene bezieht, die sich weder im Bildungs- oder Ausbildungssystem noch in Erwerbstätigkeit befinden. Dabei wird davon ausgegangen, dass diese Gruppe aufgrund ihrer Nicht-Teilhabe am Arbeitsmarkt und Bildungssystem auch langfristig von sozialer Exklusion bedroht ist.

Die internationale Forschung hat als Ursachen für diese Exklusion vor allem sozioökonomische Benachteiligung, schwierige familiäre Situationen, gesundheitliche Beeinträchtigungen, delinquentes Verhalten, negative schulische Erfahrungen und geringeren Schulerfolg identifiziert (Bynner & Parsons, 2002; Furlong, 2006; Eurofound, 2012; Milmeister & Berg, 2012). Laut Coles, Godfrey, Keung, Parrot & Bradshaw (2010) haben diese Personen instabilere Erwerbskarrieren. Sie sind häufiger von Arbeitslosigkeit und atypischer Beschäftigung betroffen.

Der NEET-Begriff ist aufgrund mehrerer methodischer und konzeptioneller Schwächen umstritten: Es handelt sich um eine "residuelle" Kategorie (Furlong, 2006): sie umfasst alle Personen, die nicht Schüler, Student oder erwerbstätig sind. Somit handelt es sich um eine sehr heterogene Gruppe Jugendlicher und junger Erwachsener, die sich in sehr unterschiedlichen Lebenssituationen, jedoch nicht zwangsläufig in schwierigen oder prekären Situationen, befinden können.¹⁹ Es lassen sich vier Untergruppen differenzieren:

¹⁹ Die Studie von Milmeister und Berg (2012) hat für Luxemburg gezeigt, dass es sich bei den NEETs häufig um Schulabbrecher und junge Mütter handelt.

- Arbeitslose
- körperlich oder psychisch Beeinträchtigte; Personen mit chronischen Erkrankungen, die dauerhaft oder zeitweilig arbeitsunfähig sind
- Personen, die Angehörige pflegen, Haushaltstätigkeit verrichten und Kinder betreuen
- Personen, die freiwillig eine Pause einlegen, z.B. zur informellen (Fort-)Bildung, Freiwilligenarbeit, "Gap year" nach der Beendigung des Studiums usw.

Allerdings können nicht alle erfassten Personen trennscharf einer dieser Kategorien zugeordnet werden. Auch können nicht alle als NEETs geltenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen überhaupt einer dieser Kategorien zugeordnet werden (Furlong, 2013). Die meisten sozialwissenschaftlichen Daten erlauben weder weitergehende Aussagen über die Ursachen der NEET-Situation, noch ob es sich dabei um eine kurzfristige und vorübergehende Durchgangssituation, z.B. zwischen der Schule und dem Beginn des Studiums, oder um eine längerfristige Situation abseits von Bildung und Arbeit handelt (Milmeister & Berg, 2012; Bynner & Parsons, 2002). Zudem können unterschiedliche Altersgruppen für die NEET-Kategorie herangezogen werden: Während die Europäische Kommission bei ihrer Definition eine Altersspanne von 15 bis 24 Jahren wählt, geht die OECD von 15- bis 29-Jährigen aus (Milmeister & Berg, 2012).

Die Abbildung 16 zeigt die Entwicklung der NEET-Raten in Luxemburg und die Durchschnittsraten der EU-15-Länder für zwei Altersgruppen.

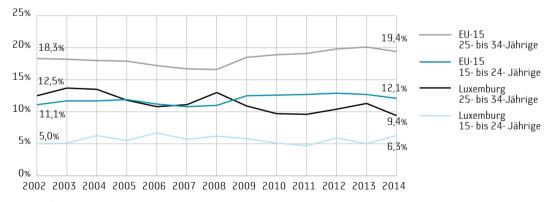


Abbildung 16: NEET-Raten in Luxemburg und im EU-15-Durchschnitt, 2002-2014

Quelle: Eurostat (2015i). Basierend auf Daten der Arbeitskräfteerhebung. NEET-Rate: Anteil einer Altersgruppe an der Gesamtbevölkerung, der nicht erwerbstätig oder in (Aus-)Bildung ist

Insgesamt liegen die luxemburgischen NEET-Raten wesentlich niedriger als die europäischen: Für die 15- bis 24-Jährigen betrug die NEET-Rate in Luxemburg in 2014 6,3 %, in der EU-15 12,1 %; die der 25- bis 34-Jährigen lag im gleichen Jahr in Luxemburg bei 9,4 %, in der EU-15 bei 19,4 %. Die NEET-Rate der 25- bis 34-Jährigen in Luxemburg ist zudem zwischen 2002 und 2014 von 12,5 % auf 9,4 % gesunken. Dies kann vollständig über eine gesunkene NEET-Rate der Frauen erklärt werden

(2002: 20,8%; 2014: 13,6%), die vermutlich nach einer Phase der Familiengründung schneller bzw. häufiger auf den Arbeitsmarkt zurückkehren. Der Anstieg der NEET-Raten in von der Wirtschaftskrise besonders stark betroffenen Ländern wurde in mehreren Studien nachgewiesen. Im europäischen Vergleich zählt Luxemburg zusammen mit den skandinavischen Ländern und den Niederlanden zu einem der Länder mit niedrigen NEET-Raten (Carcillo, Fernández, Königs & Minea, 2015; Scarpetta, Sonnet & Manfredi, 2010).

Auf Basis der Zensus-Daten von 2011 werden 13.331 Personen im Alter zwischen 15 und 34 Jahren als NEET kategorisiert (siehe Tabelle 7). Für die 15- bis 24-Jährigen ergab sich eine NEET-Rate von 8%, für die 25- bis 34-Jährigen von 13%. Die Hälfte der Personen, die als NEET deklariert wurden, gab an, arbeitslos zu sein. 8% der 15- bis 24-jährigen NEETs ist im eigenen Haushalt tätig. In der Gruppe der 25- bis 34-Jährigen sind es sogar 33%. Hier zeigt sich eine der konzeptionellen Schwächen des NEET-Begriffs, denn hierbei handelt es sich größtenteils um Frauen, die sich der Haushaltsführung und Kinderbetreuung widmen, und sich nicht zwangsläufig in einer prekären Lebenssituation befinden.

	NEETs					Anteil an
Altersgruppe	arbeitslos	andere Situation	im eigenen Haushalt tätig	früh- verrentet	insgesamt	der Gesamt- population
15 bis 24	2.571	1.805	398	10	4.784	0.07
Jahre	54%	38%	8 %	0 %	100%	8 %
25 bis 34 Jahre	4.151	1.486	2.826	84	8.547	47
	49%	17%	33%	1%	100%	13%

Tabelle 7: NEETs in Luxemburg, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=13.331; Personen, die angaben nicht erwerbstätig und nicht in Bildung zu sein, d.h. leicht abweichende Operationalisierung bzgl. der Referenzzeiträume und Definition von Arbeitslosigkeit im Vergleich zur Definition der Arbeitskräfteerhebung

Auswertungen auf Basis der Eurobarometer-Daten haben ergeben, dass die NEET-Raten bei den 27- bis 29-Jährigen besonders hoch sind, was auf den NEET-Status als Übergangsphase, z.B. zwischen Beendigung des Studiums und Erwerbstätigkeit, hindeutet (Milmeister & Berg, 2012). Alleinerziehende sind in der Gruppe der NEETs zwar überrepräsentiert, bilden jedoch insgesamt nur eine kleine Gruppe. Für Luxemburg wurde außerdem festgestellt, dass mehr als 80 % der NEETs noch im Elternhaus leben.

Es bleibt festzuhalten, dass es bis zum jetzigen Zeitpunkt aufgrund der vorhandenen empirischen Daten sehr schwierig ist, sich ein Bild von NEETs in Luxemburg zu machen. Das Konzept und seine Operationalisierung scheinen nicht ausgereift, um die Gruppe statistisch zu erfassen. Zudem ist sehr

²⁰ Die Operationalisierung weist leichte Abweichungen zur Operationalisierung der Arbeitskräfteerhebung auf: Unterschiede bzgl. der Definition von Arbeitslosigkeit und in (Aus-)Bildung (letzten vier Wochen nicht in Bildung; Arbeitslosigkeit: aktiv auf der Suche nach Arbeit und verfügbar in den nächsten zwei Wochen. Derlei Einschränkungen gibt es im Zensus nicht). Unterschiede zwischen den NEET-Raten kommen allerdings vermutlich durch die Unterschiede in der Sample-Bildung zustande: Der Zensus ist eine Vollerhebung der in Luxemburg gemeldeten Personen, daher werden sich vorübergehend im Ausland aufhaltende Jugendliche und junge Erwachsene als NEET kategorisiert, die in der Arbeitskräfteerhebung nicht als im Haushalt ansässig angegeben werden. Dadurch wird die Anzahl der NEETs im Zensus vermutlich überschätzt.

wenig über die Lebenssituationen und Umstände derjenigen bekannt, die mit dem NEET-Konzept erfasst werden sollen.²¹

4.4 DIE SITUATION JUNGER ERWERBSTÄTIGER AUF DEM LUXEMBURGISCHEN ARBEITSMARKT

4.4.1 Wirtschaftszweige und Berufsgruppen

Auch unter jungen Erwerbstätigen lässt sich die Tendenz zur Segmentierung im Arbeitsmarkt beobachten, auf die bereits im Kontextteil hingewiesen wurde: Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer Nationalität sind unterrepräsentiert im Baugewerbe, jedoch überrepräsentiert in Verwaltung und Erziehung. Junge Erwerbstätige mit portugiesischer Nationalität sind überrepräsentiert im Bausektor, im Einzelhandel und der Gastronomie. Dagegen sind junge Erwerbstätige mit einer Nationalität aus den Nachbarländern häufiger im Finanzdienstleistungs- und im gehobenen Dienstleistungssektor vorzufinden.

Abbildung 17 zeigt die Abkehr junger Erwerbstätiger von manuellen Tätigkeiten. Junge Erwerbstätige (insbesondere Frauen) sind häufig in gehobenen Dienstleistungsberufen vertreten: nur 2% aller erwerbstätigen Frauen zwischen 15 und 34 Jahren arbeiten in einem Handwerksberuf oder in der Landwirtschaft, jedoch jeweils ein Drittel als Bürokräfte oder im Dienstleistungsbereich. Ein Vergleich der unterschiedlichen Nationalitätengruppen zeigt, dass Personen mit portugiesischer Nationalität häufiger als Hilfsarbeitskräfte und Maschinenbediener, Handwerker oder in der Landwirtschaft arbeiten. Personen mit luxemburgischer Nationalität arbeiten dagegen häufiger in technischen oder akademischen Berufen. Auffällig ist auch, dass 57% aller EU-Ausländer zwischen 15 und 34 Jahren in akademischen Berufen oder als Leitungs- und Führungskräfte arbeiten.

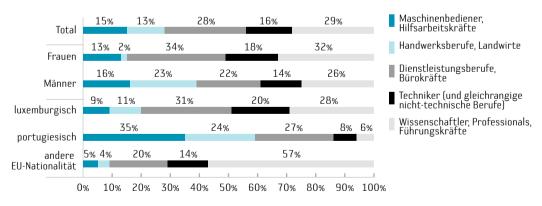


Abbildung 17: Berufsgruppen 15- bis 34-Jähriger nach Alter, Geschlecht und Nationalität, 2011

Quelle: Zensus 2011

²¹ Die Ergebnisse einer Studie des SNJ zur Situation von NEETs in Luxemburg werden 2016 erwartet.

4.4.2 Beschäftigungsformen und Arbeitsverträge

Junge Berufseinsteiger haben im Vergleich zu den älteren Altersgruppen deutlich häufiger einen befristeten Arbeitsvertrag. Dies liegt in erster Linie daran, dass es für einen Arbeitgeber schwierig ist, die Eignung und das Potenzial eines Bewerbers ohne Berufserfahrung einzuschätzen. Durch eine Befristung kann er die Eignung eines Arbeitnehmers zunächst testen. Wie Abbildung 18 zeigt, ist der Anteil der befristeten Beschäftigungsverhältnisse zwischen 2003 und 2013 generell stark angestiegen. Befristete Arbeitsverträge finden sich besonders häufig (20%) bei den Unter-25-Jährigen, während in der Altersgruppe der 35- bis 64-Jährigen kaum noch Erwerbstätige mit befristeten Arbeitsverträgen (4%) zu finden sind.

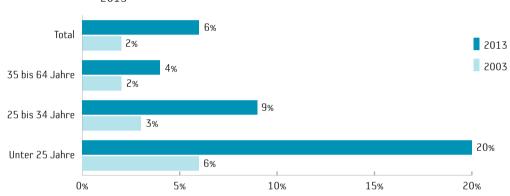


Abbildung 18: Anteil der Erwerbstätigen mit befristeten Arbeitsverträgen nach Altersgruppen, 2003 und 2013

Quelle: Arbeitskräfteerhebung; n (2003)=5.811, n(2013)=6.123; ohne Auszubildende

Gering qualifizierte Personen sind besonders häufig befristet beschäftigt. Allerdings sinkt das Risiko einer Befristung nicht linear mit dem erreichten Bildungsabschluss. Auch Personen mit einem postsekundaren Abschluss erhalten durchaus häufig einen befristeten Arbeitsvertrag. Dies hängt teilweise mit der branchenspezifischen Beschäftigungssituation zusammen, aber auch mit dem Zeitpunkt bzw. Alter, mit dem der Eintritt in den Arbeitsmarkt erfolgt.

Jugendliche und junge Erwachsene in Teilzeitbeschäftigung

Luxemburg gehört zu den europäischen Ländern, die einen besonders geringen Anteil an jungen Erwerbstätigen in Teilzeitbeschäftigung aufweisen. Während in Dänemark und den Niederlanden mehr als jeder zweite Erwerbstätige zwischen 15 und 29 Jahren teilzeitbeschäftigt ist, sind es in Luxemburg nur 16,6%. Das ist der geringste Anteil in den EU-15-Ländern nach Portugal und Griechenland (Eurostat, 2015k). Diese großen Unterschiede können vor allem dahingehend erklärt werden, dass in Dänemark und den Niederlanden viele Jugendliche und junge Erwachsene (insbesondere in tertiären Bildungszweigen) Bildung und Erwerbstätigkeit kombinieren. Luxemburg gehört dagegen zu den

²² Portugal: 14,7%, Griechenland: 16,6%, Luxemburg: 16,6%, EU-15-Durchschnitt: 27,2%, Dänemark: 51,4%, Niederlande: 63,9% (bezogen auf alle Erwerbstätigen zwischen 15 und 29 Jahren in 2014).

Ländern, in denen dieser Doppelstatus eher selten ist: Insgesamt waren in 2014 nur 5,1 % der 15- bis 34-Jährigen in Luxemburg sowohl in Bildung als auch erwerbstätig (Eurostat, 2015i).

Der Anteil der Teilzeitbeschäftigten liegt in der Altersgruppe der 15- bis 24-Jährigen bei 22,5 %, bei den 25- bis 34-Jährigen bei 11,6 % und bei den 35- bis 64-Jährigen bei 21,3 % (siehe Tabelle 8). Die Zahlen zeigen auch, dass unfreiwillige Teilzeitbeschäftigung wesentlich häufiger unter Erwerbstätigen zwischen 25 und 34 Jahren vorkommt: Während unter den 35- bis 64-jährigen Teilzeitbeschäftigten lediglich jeder Zehnte (10,1 %) als Begründung angab, keine Vollzeitbeschäftigung gefunden zu haben, trifft dies auf mehr als jeden Fünften zwischen 24 und 35 Jahren zu.

Tabelle 8: Anteil der Teilzeitbeschäftigten unter allen Erwerbstätigen in Luxemburg, 2012-2013

	15 bis 24 Jahre	25 bis 34 Jahre	35 bis 64 Jahre	Erwerbstätige insgesamt
% Teilzeitbeschäftigte unter allen Erwerbstätigen	22,5%	11,6%	21,3%	18,8%
% Teilzeitbeschäftigte, die keine Voll- zeitbeschäftigung gefunden haben, unter allen Teilzeitbeschäftigten	13,6%	21,0%	10,1%	12,1%

Quelle: Arbeitskräfteerhebung 2012-2013; n=16.888

Junge Selbstständige

Luxemburg hat die niedrigste Selbstständigenquote unter allen EU-15-Ländern. Lediglich 7,7% aller Erwerbstätigen waren 2014 selbstständig, im EU-Durchschnitt waren es 14,1% (Eurostat, 2015j). Diese Tendenz zeigt sich auch in den jüngeren Alterskohorten: Mit einer Selbstständigenquote von 3% bei den 25- bis 29-Jährigen ist der Wert in Luxemburg am niedrigsten in Europa (der EU-Durchschnitt liegt in dieser Altersgruppe bei 8 %, European Commission, 2012). ²³ Die "Youth on the Move"-Umfrage (Datensatz Eurobarometer 319b) von 2011 ergab allerdings, dass sich immerhin 35 % aller Jugendlichen und jungen Erwachsenen zwischen 15 und 35 Jahren in Zukunft gerne selbstständig machen würden. ²⁴ Als Begründung, warum sich Jugendliche und junge Erwachsene in Luxemburg nicht selbstständig machen wollen, gaben 40 % an, dass es zu riskant sei. 32 % nannten als Hauptgrund, dass eine Unternehmensgründung zu kompliziert sei, 19 % gaben an, über keine ausreichenden unternehmerischen Fähigkeiten zu verfügen und 9 % nannten die mangelnde finanzielle Ausstattung als Hindernis.

²³ Daten beziehen sich auf das Jahr 2010.

²⁴ Der EU-15-Durchschnitt liegt hier bei 40% Bejahung, d. h. in dem Wunsch, sich selbstständig machen zu wollen, unterscheiden sich junge Leute in Luxemburg nicht so sehr von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in anderen EU-Ländern. Die Frage lautete "Q13. Würden Sie sich gerne in der Zukunft selbstständig machen?" Betrachtet man den Zustimmungsanteil zu dieser Aussage ohne fehlende Antworten und die Antwortmöglichkeit, bereits selbstständig zu sein, d.h. als dichotome Ja/Nein-Ausprägung, ergibt sich für Luxemburg eine Bejahung von 41%, in den EU-15-Ländern von 48%. Eigene Datenauswertung, Eurobarometer 319b 2011, "Youth on the Move". 15- bis 35-Jährige. n(Luxemburg) = 806. n(EU-15) = 14.856.

4.4.3 Passung von Bildungsniveau und Berufsgruppe

In Abbildung 19 ist die Passung zwischen Qualifikation und Berufsstatus von jungen Hochschulabsolventen im europäischen Vergleich dargestellt. In Luxemburg sind mehr als 90 % aller Hochschulabsolventen in Leitungs- oder Führungspositionen oder als hochqualifiziertes Fachpersonal angestellt. Damit hat Luxemburg den höchsten Grad der Passung innerhalb der EU – ein Anzeichen dafür, dass Hochschulabsolventen auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt sehr gefragt sind.

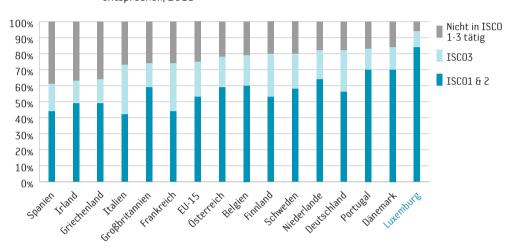


Abbildung 19: Anteil der 25- bis 34-jährigen Hochschulabsolventen, die Jobs haben, die ihrer Qualifikation entsprechen. 2013

Quelle: Arbeitskräfteerhebung 2013; n=100.425. ISCO 1 & 2: Leitungs-, Führungskräfte und Akademiker. ISCO 3: Techniker und gleichrangige, nichttechnische Berufe. ISCO 1-3 umfasst Berufe, für die i.d.R. ein Hochschulabschluss verlangt wird

Auch deshalb verläuft der Übergang in den Arbeitsmarkt für einen Großteil der luxemburgischen Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit einem Ausbildungs- oder Hochschulabschluss unproblematisch. Dagegen wird ein reibungsloser Übergang für Jugendliche und junge Erwachsene, die das Bildungssystem ohne oder mit einem niedrigen Bildungsabschluss verlassen, immer schwieriger (höhere Arbeitslosigkeit, längere Phasen der Arbeitslosigkeit, häufiger in arbeitsintegrativen Maßnahmen, häufiger befristet beschäftigt).

Hierfür lassen sich folgende Ursachen identifizieren: die stetig sinkende Nachfrage nach Geringqualifizierten, die zusätzliche Konkurrenz auf dem Arbeitsmarkt durch Arbeitskräfte aus dem Ausland sowie die Tatsache, dass Jugendliche und junge Erwachsene aufgrund ihrer geringeren Arbeitsmarkterfahrung ohnehin eine Gruppe mit geringeren Ausgangschancen bilden.

5. Zur subjektiven Rekonstruktion von Transitionsverläufen und Bewältigungsmustern – eine Typologie

Nach der Beschreibung und Analyse des Übergangs in Arbeit auf der Basis von Sekundärdaten im vorhergehenden Kapitel beschäftigt sich dieses Kapitel mit der Frage, wie Jugendliche und junge Erwachsene selbst den Transitionsprozess erleben und wahrnehmen. Wie kamen berufliche und biografische Entscheidungen zustande? Wie gehen sie mit Transitionsproblemen um und welche Auswirkungen haben diese? Wo suchen sie Unterstützung? Im Rahmen einer qualitativen Studie für den Jugendbericht 2015 wurden Jugendliche und junge Erwachsene in Luxemburg zu ihren Erfahrungen, Sichtweisen und Bewältigungsmustern beim Übergang in Arbeit befragt.

Um Jugendliche und junge Erwachsene mit unterschiedlichen Verläufen und unterschiedlichem Transitionsstatus einzubeziehen, wurde die Stichprobe mithilfe eines theoretischen Samplings entsprechend heterogen zusammengesetzt. Vertreten sind in der 77 Personen umfassenden Stichprobe daher Auszubildende, Studierende, Schul- bzw. Studienabbrecher, Erwerbstätige in befristeten und unbefristeten Beschäftigungsverhältnissen, Arbeitssuchende sowie Teilnehmer an Arbeitsintegrationsmaßnahmen. Da der aktuelle Beschäftigungsstatus in der Regel eine Momentaufnahme ist und durch unterschiedliche Verläufe zustande gekommen sein kann, waren insbesondere der Werdegang und die dahinter stehenden subjektiven Logiken, Motive und Deutungsmuster von Interesse.

In die Analyse einbezogen wurden alle Interviews mit jungen Erwachsenen, die sich zum Zeitpunkt der Erhebung im Transitionsprozess befanden oder diesen schon abgeschlossen hatten. In diesen 56 Interviews konnten somit der Transitionsverlauf sowie die subjektiven Perspektiven und Erfahrungen retrospektiv betrachtet werden. Von besonderem Interesse waren hierbei die unterschiedlichen Einstellungen und Bewältigungsmuster, aus deren Analyse Faktoren für das Gelingen oder Misslingen von Übergängen abgeleitet werden konnten.

Ziel der Analyse war eine empirisch begründete Typenbildung, indem Verläufe, Sichtweisen, Wertorientierungen und Bewältigungsstrategien Jugendlicher und junger Erwachsener bezüglich ihrer Transition in Arbeit gegenübergestellt, systematisiert und interpretiert wurden. Dadurch sollten typische Verlaufsmuster herausgearbeitet und Einflussfaktoren auf die Transition identifiziert werden.

Hierzu wurden zunächst Anschlussmöglichkeiten an bestehende Theorien und Forschungsergebnisse gesucht. Als besonders vielversprechend erwies sich dabei eine Typologie von Walther und Plug, in der fünf Transitionstypen identifiziert wurden, die sich in Bezug auf den Verlauf und die Bewältigung des Übergangs voneinander abgrenzen lassen (Walther & Plug, 2006).

Auch in der vorliegenden Studie unterscheiden sich die Übergangsverläufe der interviewten Personen erheblich. In einem ersten Analyseschritt wurden daher alle Befragten hinsichtlich ihres Transitionsverlaufs im Bereich Arbeit einem der fünf Transitionstypen nach Walther und Plug zugeordnet und es wurde geprüft, ob diese Einteilung eine sinnvolle und brauchbare Klassifizierung für die Untersuchung darstellt. Dabei zeigte sich, dass sich die Transitionsverläufe Jugendlicher und junger Erwachsener in Luxemburg zwar in ähnlicher Weise voneinander abgrenzen, die rekonstruierten Verläufe sich aber nicht vollständig in die Typologie einordnen ließen. Die Einteilung, Bezeichnung und Definition der Typen wurde daher den Bedürfnissen der vorliegenden Studie angepasst. Dabei kristallisierten sich vier Typen heraus, mit denen sich die biografischen Verläufe Jugendlicher und junger Erwachsener in Luxemburg abgrenzen lassen:

Geradlinige Transition: Zu diesem Typus gehören diejenigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die auf eine erfolgreiche und zügige Transition zurückblicken. Zwischen Abschluss der Schule und dauerhafter Beschäftigung liegt nur ein geringer Zeitraum. Sie sind ohne Probleme und Umwege im Erwerbsleben angekommen; ihr Werdegang war geradlinig. 19 Befragte lassen sich diesem Typus zuordnen.

Alternative Transition: Jugendliche und junge Erwachsene dieses Typs haben einen Werdegang hinter sich, der von diversen kreativen Umwegen und Phasen des "trial and errors" gekennzeichnet war. Ihren derzeitigen Status haben sie nicht auf direktem Wege erreicht, sondern nach diversen Umorientierungen. Die Phase des Übergangs erstreckt sich entsprechend über eine längere Zeitspanne. Die Verläufe sind sehr heterogen und das Resultat individueller Entscheidungen und kreativer Lösungen; in den meisten Fällen führen sie aber zur Integration in den Arbeitsmarkt. Insgesamt 13 Befragte können diesem Typ zugeordnet werden.

Transition mit Unterstützungsbedarf: Hierunter fallen Jugendliche und junge Erwachsene, die beim Übergang in Arbeit mit Schwierigkeiten konfrontiert und daher auf Hilfe angewiesen sind. Trotz unterschiedlicher Bemühungen sind sie noch nicht im Erwerbsleben angekommen; fast alle Befragten, die diesem Typ zugeordnet wurden, sind zum Zeitpunkt des Interviews ohne Arbeit und hatten auch zuvor allenfalls kurzzeitige befristete Beschäftigungsverhältnisse. Sie versuchen daher, den Übergang in Arbeit mit externer Unterstützung zu meistern. Dazu gehören die Teilnahme an einer Arbeitsmarktintegrationsmaßnahme, aber auch Angebote des betreuten Wohnens oder Unterstützung in Form von Beratung und Begleitung. 15 Befragte lassen sich aufgrund ihrer schwierigen Transition als unterstützungsbedürftig bezeichnen.

Gescheiterte Transition: Bei einigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen ist ein Übergang in Arbeit in absehbarer Zeit nicht zu erwarten. Aufgrund ihrer prekären und stark problembelasteten Gesamtsituation muss deren Transition zum jetzigen Zeitpunkt als gescheitert bezeichnet werden. Die Betroffenen weisen neben vielfältigen Misserfolgs- und Scheiternserfahrungen beim Übergang in Arbeit multiple Problemlagen auf, die unterschiedliche Lebensbereiche betreffen. Häufig sind sie durch zerrüttete familiäre Verhältnisse sowie durch gravierende persönliche und zwischenmenschliche Probleme gekennzeichnet. Insgesamt neun Befragte wurden diesem Typ zugeordnet.

Aufgrund der Rekonstruktion ihres Transitionsverlaufs wurden die einzelnen interviewten Personen einem der beschriebenen Typen zugeordnet. Die typologische Einordnung ist nicht als festgeschriebene Klassifizierung, sondern als Momentaufnahme auf Basis der geschilderten Erfahrungen der jungen Menschen zu einem bestimmten Zeitpunkt zu verstehen. Auch sind Übergänge von einem Typ in einen anderen möglich. Die Typologie ist somit dynamisch zu verstehen und stellt keine abschließende Bewertung der Transition junger Erwachsener dar. Wohl aber ermöglicht sie, unterschiedliche Erfolgsfaktoren, Gelingensbedingungen und Hemmnisse für den Übergang ins Arbeits- und Berufsleben aufzuzeigen. Dies impliziert, dass auch für die jungen Erwachsenen mit Transitionsschwierigkeiten und teils multiplen Problemen perspektivisch eine erfolgreiche Transition denkbar ist, wenngleich sie aufgrund ihrer derzeitigen Situation als "unterstützungsbedürftig" oder "gescheitert" zu bezeichnen sind.

Im Folgenden werden die detaillierten Ergebnisse der Analyse vorgestellt. Anhand der Charakteristika der einzelnen Typen wird erläutert, welchen Einfluss das soziale Umfeld auf die Transition in Arbeit hat, wie sich der schulische Werdegang und der Bildungserfolg auf die Transition auswirkt, welche Effekte ein Migrationshintergrund hat, inwiefern sich Entscheidungsmuster und Handlungsstrategien, Werthaltungen und Motive sowie Selbstwirksamkeitsempfinden und Attribuierungsschemata der Befragten unterscheiden, wie sich der Verlauf ihrer Transition auf andere Lebensbereiche auswirkt und welche Einstellungen und subjektiven Sichtweisen die Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf die Zukunft haben. Abschließend werden die Merkmalsausprägungen der vier Transitionstypen nochmals im Überblick dargestellt sowie Hinweise auf ihren jeweiligen Bedarf an Hilfen und Unterstützung abgeleitet.

5.1 FAMILIÄRE RESSOURCEN UND SOZIALES UMFELD

Eine zentrale Frage war, inwiefern die Beziehung zwischen Eltern und ihren Kindern für eine gelingende Transition ins Erwachsenenalter und hier insbesondere in den Bereich Arbeit relevant ist. Es zeigt sich, dass junge Menschen mit positiver und unterstützender Elternbeziehung häufiger unproblematische Übergangsverläufe erleben. Umgekehrt sind bei den Befragten mit erheblichen Transitionsschwierigkeiten die elterliche Unterstützung und der familiale Rückhalt meist gering. Einen geringen Einfluss hat den Befunden zufolge die Familienstruktur, d.h. ob die Eltern noch zusammenleben oder getrennt sind. Viele Befragte merken an, dass sich das positive Verhältnis auf ein Elternteil beschränkt, wohingegen mit dem anderen Elternteil kein Kontakt besteht oder die Beziehung negativ ist. Brüchige Familien finden sich in allen Transitionstypen; auch junge Erwachsene mit erfolgreichem Transitionsverlauf haben teilweise Trennungserfahrungen hinter sich. Auffällig ist dennoch, dass die Zahl der brüchigen Familien bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Transitionsproblemen bzw. gescheiterter Transition deutlich höher ist.

Neben den Eltern nehmen auch ältere Geschwister und Verwandte eine wichtige Vorbild- und Orientierungsfunktion ein. Freunde und Gleichaltrige werden ebenfalls als Ansprechpartner in beruflichen Fragen genannt, jedoch in weit geringerem Ausmaß. Die Bedeutung externer Bezugspersonen für den Verlauf der Transition wird umso größer, je geringer die familiale Unterstützung ist. Im Folgenden wird dargestellt, wie unterschiedlich sich der Einfluss durch Familie und soziales Umfeld für die verschiedenen Transitionstypen darstellt.

Geradlinige Transition: Finanzielle und emotionale Unterstützung durch Eltern

Jugendliche und junge Erwachsene, deren Transition geradlinig verlief, berichten übereinstimmend von positiver elterlicher Unterstützung. Diese trägt offensichtlich dazu bei, die Transition erfolgreich zu meistern. Eltern fungieren als Berater und unterstützen sowohl bei der beruflichen Orientierung als auch später während des Studiums oder der Ausbildung. Hervorgehoben wird in vielen Interviews auch die gute finanzielle Unterstützung durch die Eltern, die insbesondere im Studium zum Tragen kommt und es ermöglicht, sich ganz auf das Studium konzentrieren und dieses entsprechend zügig abschließen zu können.

"Wir sind für luxemburger Verhältnisse schon wohlhabend und ich hatte deshalb die Chance, mich voll auf mein Studium konzentrieren zu können, und musste nicht nebenbei noch arbeiten, wie es viele in Deutschland tun müssen. Also fast alle meine Studienkollegen in Deutschland, meine Kommilitonen, die mussten alle mindestens einen, meistens zwei, manchmal drei Jobs neben dem Studium machen." (Sam²⁵, 25 Jahre, 59:4)

"Et war guer kee finanzielle Problem do, an ech krut awer ëmmer Ënnerstëtzung, also och meng zwee Bridder, déi méi al woren. Meng Elteren hunn eis ëmmer ënnerstëtzt fir dat wat mer wollte maachen oder ginn." (Joana, 28 Jahre, 82:14).

Nicht alle Eltern verfügen allerdings über die finanziellen Ressourcen, um ihrem Kind einen Auslandsaufenthalt zu finanzieren. So berichtet Natalie davon, dass sie ihr Studium in Frankreich selber finanzieren musste. Gleichwohl fühlte sie sich immer gut von ihren Eltern unterstützt, auch dann, wenn sie Prüfungen nicht schaffte und durch das Wiederholen des Studienjahres zusätzliche Kosten anfielen.

Die Berufswahl ist grundsätzlich ein Thema, das in den Familien diskutiert wird und bei dem die Eltern auch versuchen, Einfluss zu nehmen. Entscheidend ist aber, dass sie auch dann finanzielle bzw. emotionale Unterstützung gewähren, wenn der Berufswunsch des Kindes nicht unbedingt ihren eigenen Vorstellungen entspricht. So hatten Leonards Eltern zunächst kein Verständnis dafür, dass ihr Sohn Priester werden wollte. Nachdem sie sich anfangs über den Berufswunsch ihres Sohnes lustig machten, erkannten sie, dass es ihm ernst war und dass ihr Sohn auch als Priester eine Stelle finden würde. Daher akzeptierten sie den Berufswunsch ihres Sohnes.

"Dat war fir si guer kee Problem, ech mengen dat am Ufank hu si et éischter esou "jo hie wëll Paschtouer ginn", esou e bësse scherzhaft driwwer geschwat, herno hu si awer gesot, jo dat ass e Beruff oder eng sécher Plaatz, ne. Et ass wann s du elo e Beruff hues, wann s du dech dofir entscheets, sécher ënner kenns, wou s du net muss ëm en Job baangen. Vun dohier war dat fir si herno och ok, dass ech dat maache wollt." (Leonard, 24 Jahre, 88:13).

Einige aus der Gruppe der "Geradlinigen" berichten außerdem davon, dass ihre Eltern einen sanften Druck auf sie ausübten, etwa bei Motivationsproblemen. Dieser Druck wird rückblickend als durchaus positiv empfunden.

Freunde und Gleichaltrige werden in den Interviews zwar auch erwähnt, scheinen auf die berufliche Orientierung aber einen weitaus geringeren Einfluss als die Familie zu haben. Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen sind zwar sehr daran interessiert, in welche Richtung sich ihre Freunde beruflich

²⁵ Den Interviewpartnern wurden fiktive Vornamen zugeordnet. Die Auswertung der Interviews und die wörtliche Zitation von Interviewpassagen erfolgen anonym.

IV.5

orientieren, letzten Endes sind aber die Eltern die zentralen Ansprechpersonen und diejenigen, die ihre Entscheidungen beeinflussen.

Alternative Transition: Unterstützung und starkes Autonomiebestreben

Auch die Befragten, die einen alternativen Werdegang aufweisen, berichten davon, dass sie sich stets gut durch ihre Eltern unterstützt fühlten. Zu wissen, dass man Eltern hat, die unterstützen und Rückhalt geben, gibt den Jugendlichen und jungen Erwachsenen notwendiges Selbstvertrauen und Sicherheit.

"Ech mengen, dass déi familiär Ënnerstëtzung extrem wichteg ass dee Moment. Wann een op mannst scho mol weess, dass d'Elteren hannert engem stinn, dat ass scho gutt." (Pierre, 26 Jahre, 53:23)

Während bei den "Geradlinigen" jedoch eine Tendenz zur Wahl eines sicheren Berufes sowie zur (bewussten oder unbewussten) Reproduktion der elterlichen Berufsvorstellungen zu beobachten ist, entscheiden sich die "Alternativen" stärker für einen eigenen Weg, unabhängig von den Vorgaben der Eltern. Auffallend häufig berichten sie davon, dass ihre Berufswahl zunächst überhaupt nicht den Vorstellungen ihrer Eltern entsprach und sie ihren Berufswunsch gegen diese durchsetzen mussten. Sie binden ihre Eltern auch in geringerem Maße in ihren Berufswahlprozess ein; häufig konfrontieren sie sie erst hinterher mit der bereits getroffenen Entscheidung.

Dennoch sehen sich die Befragten mehrheitlich von ihren Eltern gut gefördert, sowohl emotional als auch finanziell. Égide erzählt beispielsweise, dass er immer von seinen Eltern unterstützt wurde, auch wenn sie vom Filmstudium ihres Sohnes nicht unmittelbar begeistert waren. Er schätzt die Bereitschaft seiner Eltern, ihn in seinem Berufswunsch zu bestärken, statt ihn davon abzubringen.

"Meng Elteren hunn am Fong geholl mech lo ni selwer guidéiert, mä si hu mech am Fong geholl an deem Sënn ënnerstëtzt, dass si... wéi ech gesot hunn, ech wéilt ob eng Filmschoul goen, (...) dunn hunn si gesot, wanns du dat wëlls maachen, da ma dat." (Égide, 28 Jahre, 17:7)

Henri entschied sich gegen den Willen seines Vaters zunächst für ein Medizinstudium (das er abbrach) und dann für ein Philosophiestudium. Er musste seine Entscheidungen zu Hause durchsetzen und dafür auch vorübergehend auf finanzielle Unterstützung verzichten, da sein Vater einen anderen beruflichen Weg für ihn vorgesehen hatte. Erst später hat Henris Vater seine Entscheidung akzeptiert und ihn wieder unterstützt, gleichzeitig aber auch gute Ergebnisse erwartet. Henri fühlte sich dadurch motiviert und wollte seinen Eltern zeigen, dass seine Entscheidung die richtige war.

Lediglich zwei Personen mit alternativem Werdegang konnten nicht auf die Unterstützung ihrer Eltern zählen. Monique, eine 29-jährige Hausfrau und Mutter in Elternzeit, beschreibt ihre Kindheit als schwierig und bedauert, dass ihre Mutter viel arbeitete und keine Zeit für sie und ihre jüngere Schwester hatte, sodass sie selbst sich immer um ihre Schwester kümmern musste. Ihre Eltern stritten viel, was dann auch dazu führte, dass Monique schnellstmöglich das Elternhaus verlassen wollte.

"Ech reprochéieren dat mengen Elteren definitiv net, ech mengen ech probéieren et lo just besser ze maachen." (Monique, 29 Jahre, 111:55)

An ihrem Beispiel wird deutlich, dass auch außerfamiliäre Bezugspersonen die unterstützende Funktion der leiblichen Eltern übernehmen und ersetzen können. Angesichts der mangelnden Orientierungs- und

Vorbildfunktion ihrer Eltern empfand Monique es als großes Glück, dass die Mutter einer guten Freundin sich um sie mit gekümmert hat, für sie da war und bei Problemen eine Ansprechperson darstellte. Dies hat ihr sehr geholfen.

"Ech hat eng Frëndin, dat ech vu klengem un kennen, ech war och ganz vill bei deenen do am Haus, an dat hat eng ganz gutt behidden Doheem, an ech si frou dat ech deem seng Mamm mat hat, well déi huet ganz vill no mir gekuckt, wann ech ee Problem hat, konnt ech ëmmer do schwätze goen an dat huet mir perséinlech ganz vill weider gehollef." (Monique, 29 Jahre, 111:58)

Transition mit Unterstützungsbedarf: Zwischen Hilfe und Auf-sich-allein-gestellt-Sein

Innerhalb des Typs derjenigen jungen Menschen, die bei ihrer Transition in Arbeit auf externe Unterstützung angewiesen sind, zeigt sich hinsichtlich der familialen Ressourcen kein einheitliches Bild. Es lassen sich zwei Gruppen unterscheiden: Diejenigen, die keine familiäre Unterstützung erhalten, sowie jene, die in ihrer schwierigen Situation weiterhin von ihren Eltern bzw. einem Elternteil oder Geschwistern unterstützt werden. Die folgenden drei Beispiele repräsentieren die erste Gruppe:

Madeleine musste die Schule mit 16 Jahren ohne Abschluss verlassen, da ihre Mutter gesundheitliche Probleme hatte und sie als ältestes von fünf Kindern daher zu Hause bleiben musste. Seit zwei Jahren ist sie arbeitslos. Sie erfährt keine Unterstützung von ihrer Familie, was sie sehr bedauert.

"Non, je n'ai personne ici. Ils sont tous repartis en France. Mon mari aussi, il a juste son frère et il a toute sa famille en Italie. On est deux chats perdus au Luxembourg, tout seul. Non, nous n'avons personne ici." (Madeleine, 29 Jahre, 38:22)

Paolo hat in seiner Jugend zeitweise bei seinem Vater, zeitweise bei seiner Mutter und während des Studiums allein gewohnt. Zu seiner Mutter hat er inzwischen keinen Kontakt mehr. Auch Paolo bedauert, dass er kaum Unterstützung erfährt. Vor allem mangelt es ihm an emotionaler Unterstützung. Er fühlt sich von seinen Eltern "vergessen". Paolo ist der einzige in seinem familiären Umfeld, der einen akademischen Abschluss besitzt. Seine Eltern hätten es lieber gesehen, wenn er eine praktische Ausbildung gemacht hätte. Anstatt ihn in seinen höheren Ambitionen zu bestätigen und dahingehend zu fördern, hätten sie sich mit dem Erhalt des eigenen beruflichen und sozialen Status begnügt. Sie haben ihn in seiner Entscheidung aber weder beeinflusst noch sonderlich unterstützt; vor allem erfuhr es keinerlei Würdigung, dass er eine höhere Bildungsaspiration entwickelt hat. Aus seinen Aussagen geht eine gewisse Gleichgültigkeit seitens der Eltern hervor.

"Von zu Hause will man mir keinen Druck machen, aber vielleicht wäre es ganz schön, mal ein bisschen positiven Druck zu haben oder ein bisschen Motivation, ich glaube das ist positiver Druck, das ist Motivation. Ja, ich werde einfach in Ruhe gelassen und ein bisschen vergessen, hab' ich das Gefühl manchmal." (Paolo, 27 Jahre, 51:35)

Noch prekärer ist die Situation für Marc, der ursprünglich aus einem zentralafrikanischen Land kommt und erst seit vier Jahren in Luxemburg ist. Er lebt heute in einem betreuten Wohnheim, da es mit seinen Eltern wegen Meinungsverschiedenheiten bezüglich seiner Arbeitssuche zum Bruch kam. Besonders der Vater übte Druck auf ihn aus, eine Arbeit zu suchen, Marcs Wunsch war es aber zu studieren und sein Studium abzuschließen. Nachdem er von seinem Vater vor die Tür gesetzt wurde, hat er nur noch

zu seiner Mutter ein wenig Kontakt. Er fühlt sich nun ziemlich alleine und hat nur wenige Menschen, mit denen er sprechen kann, auch hat er nur wenige Freunde hier. Zu seinen Geschwistern, die teils im Heimatland und teils in Luxemburg leben, hat Marc nach wie vor guten Kontakt, jedoch können diese ihn nicht wirklich unterstützen.

"Et après, vu que je n'ai pas su terminer, en fait, mon année scolaire, donc, j'ai dû reprendre. Alors, ça a eu des problèmes à la maison. Comme quoi, il fallait que j'aille chercher du travail et alors moi, je n'avais pas voulu aller chercher sans diplôme et tout ça. Alors, il y a eu des mécontentements et tout ça. Alors c'est ainsi, qu'on m'a dit de partir quoi, donc, si j'avais envie de continuer à étudier, donc je vais me débrouiller tout seul. Alors j'avais décidé de partir parce que je ne pouvais pas aller travailler sans diplôme, donc c'est ainsi que je me suis retrouvé ici." (Marc, 22 Jahre, 91:19)

Die zweite Gruppe Jugendlicher und junger Erwachsener, die beim Übergang in Arbeit Unterstützung benötigen, kann bei der Bewältigung der Transitionsprobleme durchaus auf die Hilfe der Familie zählen. René, 20 Jahre, war sieben Monate lang arbeitslos und hat soeben eine Umschulung zum Erzieher abgeschlossen, da seine Mutter und Schwester diesen Beruf ebenfalls ausüben. Seine Schwester hatte ihn auf die Maßnahme aufmerksam gemacht. Er lebt mit seinen drei Geschwistern bei seinen Eltern und beschreibt ein sehr gutes Verhältnis zu seiner Familie. Besonders seine Mutter unterstützt ihn auch bei praktischen Dingen, etwa beim Schreiben der Bewerbungen. Von seinen Eltern wird er bei der Stellensuche nicht unter Druck gesetzt, was zu seiner entspannten Haltung beiträgt. Falls er keine Arbeit im Bildungs- und Erziehungsbereich finden sollte, erhofft er sich eine Stelle in der Firma seines zukünftigen Schwiegervaters.

Auch bei Jerry, der mit 24 Jahren noch bei seinen Eltern wohnt, zeigt sich die Bedeutung sozialer Ressourcen bei der Stellensuche. Mit 18 Jahren hat er die "École de la deuxième chance" in Frankreich verlassen und ist seitdem arbeitslos. In den letzten Jahren hat er hin und wieder gearbeitet, eine Festanstellung ist bisher nicht erfolgt. An diese Beschäftigungen kam er durch seinen Vater, seinen Bruder oder andere Beziehungen. Jerrys Familie spielt eine wichtige Rolle in seinem Leben; bei der Arbeitssuche setzt er stark auf deren Unterstützung.

"Ech probéieren aneschtes ze maachen, fir eng Aarbecht ze fannen. Duerch mäi Papp oder duerch Kollegen." (Jerry, 24 Jahre, 81:21)

Linda besitzt einen mittleren Abschluss (CATP) und ist seither auf Arbeitssuche. Nach ihrer Ausbildung wurde sie nicht von ihrem Arbeitgeber übernommen, auch nach einer Umschulung blieben ihre Bemühungen, eine Stelle zu finden, bislang ohne Erfolg. In dieser schwierigen Situation ist ihre Mutter, zu der sie ein sehr gutes Verhältnis hat, für Linda eine wichtige Bezugsperson und Unterstützerin, die sie bei Misserfolgen immer wieder auffängt, aufbaut und motiviert.

"Do ass da meng Mamm rëm e grouss... e grousst Spillroll bei mir. Si baut mech dann op. Si seet dann: "Da looss de Kapp net hänken, schreif weider, iergendwann hues de eng." Also, si ënnerstëtzt mech dann doranner. Si fänkt mech dann do op, wou ech dann eroffalen." (Linda, 22 Jahre, 90:22)

Gescheiterte Transition: Wenig Unterstützung, schwierige familiäre Verhältnisse

Jugendliche und junge Erwachsene, deren Transition derzeit als gescheitert angesehen werden kann, kommen überwiegend aus schwierigen familiären Verhältnissen und waren oftmals bereits früh auf sich alleine gestellt. Die meisten erhalten nur wenig oder gar keine Unterstützung von ihren Eltern, wie die folgenden Beispiele illustrieren.

Nadine ist eine 29-jährige Frau mit vielfältigen Problemen, die teilweise auf ihre familiäre Situation zurückzuführen sind. Im Alter von 14 Jahren musste sie die Schule abbrechen und sich um ihre kranke Mutter kümmern, was sie bis heute bereut. Sie beschreibt ihre Mutter als schwache Person, die ihren Kindern keinen Halt geben konnte, sondern selbst Hilfe brauchte. Zudem war die Beziehung zwischen ihrer Mutter und ihrem Stiefvater, zu dem sie ein schlechtes Verhältnis hat, von Gewalt geprägt. Insgesamt hat sie durch Familie oder Freunde keinerlei Unterstützung erfahren.

"Wéi soll ech dat erklären, ech hunn éischter an der Roll… d'Roll an der Famill bei mir, ech sinn éischter d'Mamm. Dat heescht ech sinn ëmmer déi Persoun, déi meng Mamm gehuewen huet. Si bréngt et net fäerdeg mir vill Halt ze ginn (…). An 't ass einfach Roserei nach vun … dowéinst einfach, well se mech einfach fale gelooss huet an, jo, ech kéint se och net an den Aarm huelen, dat geet einfach net, 't ass … dat wär ze vill. Ech géif alles fir si maachen, mee do ass eppes nach, eng Blockade." (Nadine, 29 Jahre, 47:29)

Mathieu, 25 Jahre alt und arbeitslos, berichtet ebenfalls von einer schweren Kindheit. Er ist das jüngste von vier Kindern, um die sich seine Mutter wenig kümmerte; vielmehr übernahm die älteste Schwester die Mutterrolle und sorgte für die jüngeren Geschwister. Mit 11 Jahren kam Mathieu in ein Internat im Ausland. Rückblickend sieht er viele Gründe für seine verfahrene Situation in der Kindheit und der Internatszeit.

"Ech hunn dat ni verkraft, ni verstane firwat ech lo grad an den Eck komm sinn. Mäin Frëndschaftskreeser richteg verluer hunn, mäin Familljekrees, firwat ech dat alles verluer hunn, hunn ech ni richteg verstanen. (...) Duerch déi Erfahrung och, duerch mäin Papp an sou dofir sinn ech och net sou gutt waarm mat mengem Papp. Ech si rosen, well déi awer e bëssen Schold hunn a mengem Liewen, wou ech hunn." (Mathieu, 25 Jahre, 109:53; 109:60).

Auch Jeff, der sich in einer arbeitsmarktintegrierenden Maßnahme befindet, erzählt von seiner schwierigen familiären Situation. Seine Eltern leben getrennt, er wohnt bei seinem Vater, der offenbar seine einzige Bezugsperson ist. Seine Mutter wird ebenso wie seine fünf Geschwister im Gespräch nicht weiter erwähnt. Freunde hat er nicht, er beschreibt sich als Einzelgänger und war in der Schule ein Außenseiter, der von Mitschülern gehänselt wurde. Jeff lebt isoliert und ist überhaupt nicht sozial integriert.

Insgesamt wird deutlich, dass den jungen Erwachsenen mit gescheiterter Transition der soziale Halt und die Unterstützung, die für viele Gleichaltrige einen wichtigen Gelingensfaktor der Transition darstellen, komplett fehlen. Dies macht sich nicht nur in der mangelnden Vorbild- und Orientierungsfunktion, sondern häufig auch im Fehlen der zur Bewältigung ihrer schwierigen Gesamtsituation notwendigen psychosozialen Ressourcen bemerkbar.

5.2 SCHULISCHE LAUFBAHN UND BILDUNGSERFOLG

Als weiterer wichtiger Einflussfaktor für eine gelingende Transition ins Erwachsenenalter erweisen sich die schulische Laufbahn und der damit zusammenhängende Bildungserfolg. Die Daten zeigen, dass Bildung als wichtiger Prädiktor der Transition in Arbeit und als wirkungsvolle Maßnahme gegen Arbeitslosigkeit gesehen werden kann: Eine erfolgreiche Transition ist umso wahrscheinlicher, je höher der Bildungsabschluss ist, während Personen mit niedrigem oder ohne schulischen Abschluss besonders gefährdet sind, den Übergang in den Arbeitsmarkt nicht zu schaffen. Zwar sind in der Stichprobe bei den "Unterstützungsbedürftigen" auch arbeitslose Akademiker und Abiturienten vertreten. Umgekehrt gibt es jedoch in der Stichprobe keine Jugendlichen und jungen Erwachsenen ohne schulischen Abschluss oder mit niedrigem schulischem Abschluss, die zeitnah einen Ausbildungsplatz und anschließend eine feste Beschäftigung finden und deren Transition problemlos verläuft.

Geradlinige Transition: Mittlerer bis hoher Schulabschluss, überwiegend positive schulische Erfahrungen

Die durch die Studie erfassten Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit geradliniger, erfolgreicher Transition verfügen alle über einen mittleren bis hohen Schulabschluss (DAP bzw. CATP oder Abitur), gut die Hälfte von ihnen über einen Hochschulabschluss. Ihre schulischen Erfahrungen waren positiv bzw. unauffällig. Für die meisten verlief bereits die schulische Karriere ähnlich unproblematisch wie später der Berufseinstieg, selbst wenn einige von ihnen selbstbestimmte Schul- bzw. Bildungsgangwechsel vorgenommen haben. Viele beschreiben sich selbst rückblickend als gute Schüler, die den schulischen Parcours und den Abschluss problemlos schafften.

"Also schoulesch war ech wierklech top. Et war ee Moment op Septième, wou ech wierklech net méi vill gemaach hunn, well jo, op s de eppes mëss oder net, du kënns awer ëmmer iergendwéi e bëssen doduerch. Mä do hunn ech mech eben decidéiert an de Classique ze goen an do hat ech nach eng Kéier décke Gas ginn, well ech mir awer wollt beweisen, dass ech dat och kéint." (Lara, 22 Jahre, 86:14)

"Am Fong war ech ëmmer matt de Schoulen awer ganz zefridden. Sou vum wéi ee weider kënnt, ech weess net, iergendwann huet een ëmmer gemierkt, dass een am Fong genee do ass, wou ee soll sinn ouni dass ee selwer matkrut huet, wat ee vun Entwécklung gemaach huet. Réischt herno wann esou zeréckgekuckt huet, ne." (Amélie, 22 Jahre, 93:54)

Sophia, eine 30-jährige Lehrerin für Deutsch und Geschichte, berichtet von der bedeutenden Rolle, die eine Lehrerin für ihren weiteren Werdegang spielte. Ihre Schulzeit verlief relativ reibungslos. Nach der Grundschule wurde sie ins technische Lyzeum orientiert, wo sie früh eine Vorliebe für das Fach Deutsch entwickelte und dadurch den Wunsch hatte, Sprachen zu studieren. Die Lehrer rieten ihr aber davon ab, da dies kaum möglich sei nach dem technischen Lyzeum. Lediglich aufgrund der intensiven Förderung und Unterstützung ihrer Deutschlehrerin hat sie diesen Weg weiter verfolgt, wofür sie heute sehr dankbar ist.

"Ech hat eng ganz gutt däitsch Proff am Fieldgen, déi mer dat wahrscheinlech einfach e bessen nogeluecht huet an iergendwann hunn ech gemierkt, dass ech ganz gär schreiwen an och emmer gesot krit hunn, dass dat ganz gutt wier, wat ech géif schreiwen. Do hunn ech geduecht, dann géif ech dat och ganz gär maachen." (Sophia, 30 Jahre, 62:16)

Während für viele Gleichaltrige die sprachlichen Anforderungen im luxemburgischen Schulsystem als große Belastung erlebt werden, stellen diejenigen, die damit keine Probleme hatten, die multilinguale Ausbildung und die damit verbundenen vielfältigen Möglichkeiten als positiven Aspekt des luxemburgischen Schulwesens heraus.

Alternative Transition: Mittlerer bis hoher Schulabschluss, überwiegend positive schulische Erfahrungen

Ähnlich erfolgreich bzw. unproblematisch wie bei den "Geradlinigen" verliefen die Schullaufbahnen derjenigen, deren Transition als alternativ eingestuft wurde. Fast alle von ihnen verfügen über einen Hochschulabschluss oder zumindest die Hochschulreife, zwei über einen CAP/DATP-Abschluss. Die Befragten aus der Gruppe der "Alternativen" berichten von einer weitgehend problemlosen und erfolgreichen Schulzeit. So hat Marco einen alternativen Werdegang mit vielen unvorhergesehenen, spontanen Wendungen hinter sich. Seine Schulzeit hingegen verlief völlig geradlinig.

"Nee am Fong, deen (Schoulverlaaf) ass ganz lineaire verlaf muss ech soen. Ech hu just eng Kéier do zwëschent Schoul gewiesselt. Éischter dowéinst well sech meng Klass opgeléist huet an, ech weess net, ech wollt net do bleiwen an do sinn ech eben an den anere Lycée riwwer gewiesselt, a voilà do meng Première do gemaach ouni weideres. An duerno, wat studéiere sollt ugoen, dat war net sou kloer..." (Marco, 29 Jahre, 40:20)

Von selbst gewählten Wechseln der Schule oder des Sekundarschulzweiges berichten auch andere Befragte, sodass hier bereits frühzeitig die Tendenz zu selbstbestimmten Entscheidungen und Handlungen, die nicht unbedingt geradlinig erfolgen, sichtbar wird. Schulprobleme oder schulische Misserfolge werden in den Interviews mit den "Alternativen" nicht erwähnt.

Transition mit Unterstützungsbedarf: Unterschiedliche Schulabschlüsse, teilweise negative schulische Erfahrungen

Unter den jungen Erwachsenen mit Unterstützungsbedarf ist im Sample keine klare Tendenz hinsichtlich des Bildungsniveaus zu erkennen. Es dominieren zwar junge Menschen mit niedrigem oder fehlendem schulischem Abschluss, aber auch Jugendliche und junge Erwachsene mit Abitur oder Hochschulabschluss sind in dieser Gruppe vertreten.

Bei einigen war bereits die Schulzeit von negativen Erfahrungen geprägt. Patricia, 29-jährige Mutter von zwei Kindern, erzählt im Interview von traumatischen Erinnerungen an die Grundschulzeit, in der sie von einer Lehrerin häufig geschlagen wurde, was ihr die Motivation für die weitere Schullaufbahn geraubt hat.

"Ich habe keine guten Erinnerungen. Die Lehrerin, die war… Die zwei ersten Jahre waren für mich zum Vergessen. Dafür ist mein Interesse für die Schule auch runter gegangen. Wenn ich was nicht wusste, wurde ich geschlagen von der Lehrerin. (…) Ja, dann hatte ich fast kein Interesse mehr." (Patricia, 29 Jahre, 52:11)

Während gute Schüler mit der mehrsprachigen Schulausbildung keine Probleme haben, sondern die Vorteile betonen, weisen Jugendliche und junge Erwachsene mit Schulschwierigkeiten häufig auf die damit verbundenen Probleme hin. Viele fühlen sich dadurch benachteiligt.

"Mä de Problem hei an de Schoulen ass, also ech fannen dat e bëssen Dreck, well mer sinn hei a Lëtzebuerg a mer missten och Lëtzebuergesch hunn. Well de Problem ass, an der Mathematik hues de alles op Däitsch. Géo, Geschicht du hues alles op Däitsch. Bon, wéi gesot, ech fannen dat eng Sauerei. Well si missten wéinstens korrekt sinn an dat op Lëtzebuergesch..., dann hätten zum Beispill méi Jonker och Chancen fir nozekommen." (Giorgio, 24 Jahre, 108:36)

Neben Jugendlichen und jungen Erwachsenen ohne bzw. mit niedrigem oder mittlerem Abschluss finden sich unter den "Unterstützungsbedürftigen" auch Abiturienten und Akademiker. Vereinzelt zeigen sich bereits in der schulischen Laufbahn Tendenzen, die auch für die heutige Situation charakteristisch sind. So berichtet Paolo, ein arbeitssuchender Akademiker mit Migrationshintergrund, dass die Schulzeit für ihn schwierig war, da er vom klassischen ins technische Lyzeum umorientiert wurde. Rückblickend reflektiert er, dass er den Weg des geringsten Widerstandes eingeschlagen hat und bedauert, sich nicht mehr in der Schule angestrengt zu haben. Deutlich wird dabei, dass er seinen Werdegang nicht selbst gestaltet hat, sondern dieser mehr von externen Faktoren vorgegeben wurde.

"Ich hab auf dem Lycée Classique angefangen, hab dann die zweite Klasse nicht bestanden, bin dann Lycée Technique, hab die Klasse auch nicht bestanden und bin dann in den Technicien-Stufe. (...) Gezwungenermaßen, weil ich einfach nicht nochmal ein Jahr verlieren wollte, bin ich dann immer eine Stufe runter." (Paolo, 27 Jahre, 51:16).

Seine schulischen Schwierigkeiten führt er nicht zuletzt auf seine soziale Herkunft zurück. Paolo ist eines von sechs Kindern einer italienischen Arbeiterfamilie; seine Eltern sind geschieden.

"Eher auf sozialen Hintergrund. Also Herkunft, Arbeiterklasse, Bildung. (...) Ich denke auch bei den Lehrern. Das ist natürlich auch eher eine Vermutung, ich war auch sehr jung, aber ich denke, dass die Lehrer auch nicht dafür sensibilisiert wurden, dass die soziale Herkunft auch eine Rolle in der Einstellung der Bildung gegenüber spielt. Das müsste vielleicht mal thematisiert werden, dass solche Kinder halt ein bisschen mehr Unterstützung brauchen." (Paolo, 27 Jahre, 51:45)

Gescheiterte Transition: Massive Negativerfahrungen, häufig Schulabbruch

Alle Jugendlichen und jungen Erwachsenen, deren Transition als gescheitert eingestuft wurde, hatten bereits in der Schule erhebliche Schwierigkeiten. Teilweise waren die Leistungen ungenügend, teilweise gab es massive soziale Probleme. Für alle war die Schulzeit von massiven negativen Erfahrungen geprägt. Die Mehrzahl von ihnen hat die Schule frühzeitig abgebrochen und ohne Abschluss verlassen.

"Schoulen hunn ech keng. Ech si bis 14 Joer an d'Schoul gaangen. Ech hat doheem vill Problemer, ech hu misste mech ëm meng Mamm këmmeren, dunn hunn ech d'Schoul ofgebrach." (Nadine, 29 Jahre, 47:9)

"Jo. Well ech hat och genuch. Ech hat d'Flemm, wéinst Problemer doheem a wéinst der Schoul. An ech sot, ech halen op an ech wäert eng Aarbecht sichen." (Chiara, 18 Jahre, 100:30)

"Ech hu mech wierklech gelangweilt. An doduerch hunn ech och herno déi Schoul ofgebrach." (Max, 24 Jahre, 110:74)

Noch weitaus gravierender als Probleme mit Lehrkräften oder Leistungsanforderungen sind die Erlebnisse mit Mitschülern, von denen einige der Befragten berichten. Erfahrungen von Gewalt, Ausgrenzung und Bullying wirkten sich bei den Betroffenen teilweise fatal auf ihr Denken und Handeln aus. Jeff, ein 27-jähriger Außenseiter mit äußerst negativem Selbstkonzept, beschreibt sich selbst als unfähig, unmotiviert, antriebslos, ohne Ziele, ohne Selbstbewusstsein, ohne Perspektive, depressiv. Ursache dafür sind nach eigener Einschätzung traumatische Erfahrungen während der Schulzeit, in der er von Mitschülern häufig gehänselt und geschlagen wurde, ohne dass ein Lehrer eingriff. Seine Überzeugung, nichts zu können, hat er durch negative Erfahrungen und Äußerungen während seiner Schulzeit übernommen.

"Schoulzäit war zimlech Schäiss, ech war ëmmer Aussesäiter, sinn oft geschloe ginn. Et war ëmmer duerchschnëttlech mat de Punkten an der Schoul. (...) An all Kéiers, ech hu probéiert wéi ech an der Primärschoul war, sou ze sinn wéi déi aner an sou cool, ne. An all Kéiers, all Kéiers wann ech et probéiert hunn, iergendwéi... hunn se gesot: "Décke Schäiss, du kanns näischt. 'An da ginn et der rëm déck an d'Schnëss. Also huet sech eigentlech dat Ganzt entwéckelt duerch d'Schoul." (Jeff, 27 Jahre, 79:10; 79:36)

Jeremy ist 19 Jahre alt, Luxemburger und Schulabgänger des "régime préparatoire", d.h. ohne Abschluss. Bereits seine Grundschulzeit war von Gewalt und Ausgrenzung geprägt, die dritte Klasse musste er wiederholen. In der Sekundarschule hat er nach der "Neuvième" zwei IPDM-Klassen besucht. Im Anschluss hat er an einem Projekt für Jugendliche mit niedriger Qualifikation teilgenommen, dieses aber vorzeitig beendet, weil er nicht mit dem Vorgesetzten auskam. Seitdem ist er auf Arbeitssuche.

"D'Schoul? Aggressiv Schoul hat ech, net aggressiv, awer schliemm Schüler. Ech hat ëmmer Problemer mat de Schüleren, déi hu mech ëmmer erofgemaach, ouni Grond, ech weess net fir wat. (...) Ëmmer d'Schüler, ëmmer géint mech. Wiesou weess ech net." (Jeremy, 19 Jahre, 80:12; 80:16)

Auch Chiara hat an ihre Schulzeit überwiegend negative Erinnerungen. Sie hat sich mit den Mitschülern nicht verstanden und wurde viel geärgert. Nachdem sie nach eigenem Bekunden kaum Unterstützung seitens ihrer Lehrer erhielt, fasste sie in der "Neuvième" den Entschluss, die Schule zu verlassen, da sie sich der für sie stark belastenden Situation nicht mehr aussetzen wollte. Erst zwei Jahre später, als sie sich wieder dazu bereit fühlte, hat sie in einer Abendschule einen Neuanfang gewagt, um den Abschluss nachzuholen, und parallel dazu Hilfe durch die ALJ in Anspruch genommen.

"Sou bësse schlecht Momenter an der Schoul. Well ech hu mech net vill verstanen mat puer Leit vun der Schoul. (...) Jo, Sträit oder nëmmen sou de Geck gemaach a jo, si hunn mech erofgemaach. (...) Schwéier. All déi Schüler wou do nëmmen de Geck gemaach hunn, dofir war et ma och heiansdo wierklech schlecht an der Schoul." (Chiara, 18 Jahre, 100:16; 100:17)

Die Folgen der negativen schulischen Erfahrungen wirken sich noch heute auf das Leben der Betroffenen aus und erschweren es ihnen, ihre Situation zu verbessern. Die mangelnden schulischen Voraussetzungen und die psychischen Folgen belastender Erfahrungen stellen dabei gleichermaßen Hemmnisse beim Zugang zum Arbeitsmarkt dar.

5.3 MIGRATIONSERFAHRUNGEN UND INTEGRATION

Wie in Kapitel IV.4 erläutert wurde, können Migrationserfahrungen als Hintergrundvariable wirken und die schulischen Leistungen oder (Aus-)Bildungsentscheidungen beeinflussen. Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Migrationshintergrund²⁶ wurden in den Interviews daher auch nach ihren diesbezüglichen Erfahrungen gefragt. Anhand der Schilderungen wurde analysiert, ob ein Migrationshintergrund aus der subjektiven Sicht der Befragten einen Effekt auf den Übergang in Arbeit hat und als mögliche Erklärung für unterschiedlich erfolgreiche Transitionen gesehen wird, etwa in Form von ungünstigeren Startbedingungen, negativen Zuschreibungen, mangelndem sozialen Kapital oder erfahrenen Benachteiligungen und Diskriminierungen. Es zeigt sich, dass ein eigener Migrationshintergrund von Personen mit Transitionsschwierigkeiten durchaus als Handicap erachtet wird, wohingegen diese Sicht von jungen Erwachsenen mit erfolgreichem Werdegang nicht geteilt wird. Die Befunde deuten außerdem darauf hin, dass Personen mit indirektem Migrationshintergrund, also ohne eigene Einwanderung, weniger Integrationsschwierigkeiten haben als solche, die nach Luxemburg eingewandert sind.

Geradlinige und alternative Transition: Problemlose Integration, positive Erfahrungen

Jeder dritte Befragte mit geradlinigem oder alternativem Transitionsverlauf hat einen Migrationshintergrund. Viele von ihnen sind aber in Luxemburg geboren und haben somit keine eigene Migrationserfahrung. Mit Schwierigkeiten wegen ihres Migrationshintergrundes waren die Befragten kaum konfrontiert; nahezu alle sehen sich sehr gut integriert, unabhängig von ihrer Staatsangehörigkeit. Von mehreren werden anfängliche sprachliche Schwierigkeiten thematisiert, die vor allem die Grundschulzeit betrafen. Es fiel ihnen anfangs schwer, die luxemburgische und die deutsche Sprache zu erlernen, was ihnen nach und nach aber dann gelungen ist. Nur vereinzelt sind die Sprachprobleme heute noch relevant; in diesen Fällen wird versucht, durch Sprachkurse die luxemburgischen Sprachkenntnisse zu verbessern.

"Le seul problème que j'ai au Luxembourg, c'est en matière des langues. A chaque fois cela revient. Je suivais aussi des cours de soir pour le luxembourgeois et je voulais recommencer justement maintenant pour faire la dernière année qu'il me faut. (...) Donc il faut que je connaisse les langues pour pouvoir rester ici et m'inscrire à l'université." (Maria, 27 Jahre, 41:12)

Auf der anderen Seite werden aber auch Vorteile des sprachlichen Hintergrundes erwähnt. So berichtet Tiago, ein 25-jähriger Sohn portugiesischer Eltern, der in Luxemburg geboren ist, dass auch er als Kind erst die luxemburgische Sprache lernen musste, zusätzlich zur Primarschule aber auch eine portugiesische Schule besucht hat, um auch diese Sprache zu lernen. Heute spricht er fünf Sprachen, worüber er sehr froh ist. Seine portugiesischen Wurzeln hat er nie als Nachteil wahrgenommen.

²⁶ Von Migrationshintergrund wird im Rahmen der qualitativen Studie gesprochen, wenn entweder der Jugendliche bzw. junge Erwachsene selbst oder aber dessen Eltern bzw. ein Elternteil nicht in Luxemburg geboren ist. In der Stichprobe sind Personen aus unterschiedlichen europäischen und außereuropäischen Ländern vertreten. Aufgrund der geringen Fallzahl erfolgt keine differenzierte Analyse nach Herkunftsland.

"Genee, ech schwätzen souzesoen dann fennef Sproochen mat Letzebuergesch dozou (...), a well et fir mech en Atout war, méi spéit fir den Aarbechtsmarché een Diplom ze hunn wou ech ka beweisen, dass ech och Portugisesch Schoul gemaach hunn, dass ech déi Sprooch beherrschen." (Tiago, 25 Jahre, 65:15)

Auch Françoise, eine 30-jährige Luxemburgerin mit französischen Wurzeln, die heute als Französischlehrerin arbeitet, beschreibt positive Effekte ihres sprachlichen Hintergrundes. Da ihre Mutter Französin
ist, war Französisch immer ihre Lieblingssprache und ihr Lieblingsfach, außerdem haben viele ihrer
Freunde ebenfalls einen Migrationshintergrund, sodass sie immer schon viel französisch gesprochen
hat. Nach der Schule hat sie zwei Jahre Französisch an der Uni Luxemburg gelernt und dann in Paris an
der Sorbonne studiert. Im Anschluss daran war es leicht für sie, eine Stelle an einer Schule zu finden.

Einen anderen positiven Effekt seines Migrationshintergrundes beschreibt Richard, der im Alter von neun Jahren mit seinen Eltern aus Osteuropa nach Luxemburg gezogen ist. Er ist ein überaus ehrgeiziger und zielstrebiger junger Mann, der sein Studium der Architektur und Stadtplanung schon vor der Regelstudienzeit erfolgreich abgeschlossen hat. Seinen Antrieb und Ehrgeiz führt er zu großen Teilen auf seine Migrationserfahrung zurück, da er sich nach eigenem Empfinden besonders anstrengen muss, um Anerkennung zu erhalten und akzeptiert zu werden. Dies sieht er jedoch keineswegs negativ, sondern diese Tatsache hat ihn im Gegenteil motiviert, sich noch mehr zu engagieren und mehr zu investieren.

Für andere spielt der eigene Migrationshintergrund keine Rolle in ihrem Alltag und wird daher auch nicht weiter thematisiert. Danielle ist eine 24-jährige Engländerin, die in Luxemburg geboren wurde und dort auch zur Schule ging. Nach ihrem Studium in England kehrte sie zurück nach Luxemburg, um hier berufliche Erfahrungen zu sammeln und anschließend wiederum im Ausland ihren Master zu machen. Zwischendurch verbrachte sie immer wieder längere Zeiten auch im außereuropäischen Ausland. Migration ist für sie daher ein selbstverständlicher Teil ihres Lebens, der für sie keinerlei Probleme darstellt. Rebecca, 29, wurde in einem außereuropäischen Land geboren und kam im Alter von neun Monaten zu ihren Adoptiveltern nach Luxemburg. Sie sieht sich als Luxemburgerin, für ihr Herkunftsland interessiert sie sich nicht, auch sie thematisiert ihren Migrationshintergrund daher nicht weiter.

Auch wenn keiner der Befragten von Benachteiligungen aufgrund der eigenen Herkunft betroffen war und alle sich sehr gut integriert fühlen, wird doch vereinzelt über diskriminierende Bemerkungen berichtet. Diese Erfahrungen wurden besonders im Kindesalter gemacht und wurden mit der Zeit dann weniger. Myriam ist in Luxemburg geboren, hat aber kapverdische Wurzeln; ihre Mutter stammt von den Kapverden, ihren Vater hat sie nur als Kind ein paarmal gesehen. Hauptsächlich besteht ihr Freundeskreis aus Luxemburgern; kapverdische Freunde hat sie keine. Benachteiligungen aufgrund ihrer sichtbar fremden Herkunft hat sie nie erlebt, wohl aber wurde und wird sie immer wieder mal mit entsprechenden Bemerkungen und "Scherzen" konfrontiert, worüber sie sich sehr ärgert.

"Nee, ich glaub das sind immer diese Wörter, die man benutzt, ne. Ech mengen zum Beispill Neger oder iergendeppes mat schwaarz oder sou. (...) Dat war vill an der Schoul, Witzer, ech mengen Witzer dat ass jo typesch an ech sinn do leider ganz ganz vill, ech sinn do ganz, wéi soll ech dat soen, ganz, ech fannen dat Wuert net... sensibel domat. Ech si ganz sensibel an deenen Saachen. Ech fannen et guer net witzeg. Guer net, guer net." (Myriam, 28 Jahre, 46:34)

Tiago berichtet von ähnlichen Erfahrungen der Diskriminierung als Kind, die aber mit der Zeit vergingen. Sorgen bereiten ihm jedoch die in den letzten Jahren angesichts wirtschaftlicher Schwierigkeiten verstärkt aufkommenden ausländerfeindlichen Tendenzen, wenngleich er selbst nicht davon betroffen ist.

Transition mit Unterstützungsbedarf und gescheiterte Transition: Integrationsschwierigkeiten, Sprachprobleme, Benachteiligung

Von den insgesamt 24 Interviewpartnern mit Transitionsschwierigkeiten (Typen "Transition mit Unterstützungsbedarf" und "gescheiterte Transition") hat knapp die Hälfte einen Migrationshintergrund. Viele von ihnen sind selbst eingewandert, d.h. nicht in Luxemburg geboren. Anders als bei den Befragten, die auf eine erfolgreiche Transition zurückblicken, werden von den jungen Erwachsenen mit Unterstützungsbedarf bzw. mit gescheiterter Transition vor allem mit der eigenen Herkunft in Verbindung gebrachte Schwierigkeiten thematisiert. Dies betrifft insbesondere sprachliche Probleme, Integrationsschwierigkeiten und wahrgenommene Benachteiligung.

Fehlende Sprachkenntnisse werden von vielen als Ursache für Transitionsschwierigkeiten herausgestellt. Giorgio ist Italiener, 24 Jahre alt und seit seinem dritten Lebensjahr mit seinen Eltern in Luxemburg. Aufgrund seiner mangelnden Sprachkenntnisse in Luxemburgisch, Deutsch und Französisch hatte er große schulische Probleme und eine von vielen Wechseln geprägte schulische Karriere. Nach dem Kindergarten in Luxemburg hat er die Grundschule in Belgien besucht. Im Anschluss daran ist er nach Luxemburg zurückgekommen und konnte weder Luxemburgisch noch Deutsch, woraufhin er eine frankophone Schulklasse ("classe d'accueil") besucht hat, wo er seine Sprachkompetenzen verbessern sollte. Daraufhin wurde er wiederum nach Belgien auf eine Berufsschule orientiert, bevor er selbst entschied, nach Luxemburg zurückzukehren und dort den "Cours d'adultes" zu besuchen.

Jeanne ist Französin und seit über zehn Jahren in Luxemburg, nachdem sie ihre Schulzeit in Frankreich verbrachte und dort auch eine Berufsausbildung abschloss. Nach ihrem Umzug nach Luxemburg fand sie zwar befristete Jobs, hatte allerdings immer wieder mit Schwierigkeiten bis hin zu Mobbing zu kämpfen; seit 2013 ist sie arbeitslos. Die Tatsache, sich nur auf Französisch verständigen zu können, sieht sie als großes Hindernis.

"Oui, je pense que cela m'a toujours fermé des portes quand-même. Même si je peux me donner à fond dans le travail, à partir du moment où vous ne parlez pas un minimum la langue, le patron ou les ouvriers avec qui vous pouvez parler, ne voient pas de réelle insertion. Donc pour eux, ce n'est pas une progression." (Jeanne, 33 Jahre, 78:38)

Trotz der sprachlichen Hindernisse und der damit verbundenen Schwierigkeiten äußern alle Befragten den Wunsch, in Luxemburg zu bleiben und sich hier zurechtzufinden.

Im Gegensatz zu den jungen Menschen mit geradlinigem oder alternativem Werdegang berichten die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit problematischer Transition häufiger von Integrationsschwierigkeiten. Marc, ein 22-jähriger Student afrikanischer Herkunft, beschreibt seine momentane Situation als schwierig. Insbesondere fehlt es ihm an Geld und an luxemburgischen Sprachkenntnissen, welche er für die Ausübung seines Berufs benötigt. Nichtsdestotrotz ist er zufrieden damit, in Luxemburg zu wohnen, da er die beruflichen Möglichkeiten nach dem Studium hier besser einschätzt als in seinem Heimatland. Trotz aller Schwierigkeiten möchte er daher gerne hierbleiben, die Sprache lernen und sich so gut wie möglich integrieren, was ihm bislang noch überhaupt nicht gelungen ist.

"Au début, ce n'est pas ma décision, en fait, je suis arrivé, d'abord, il fallait que je m'intègre. D'abord, la vie était, en fait, c'était pour un autre monde, pour moi, quoi, donc il fallait que je connaisse les lois et puis m'intégrer vraiment avec la vie sociale, quoi." (Marc, 22 Jahre, 91:14)

Auch Madeleine, 29-jährige Französin mit italienischen Eltern, die seit zehn Jahren in Luxemburg lebt, berichtet von solchen Schwierigkeiten. Wegen ihres damaligen Freundes und heutigen Mannes, mit dem sie ein gemeinsames Kind hat, ist sie vor zehn Jahren nach Luxemburg gezogen und hat dort verschiedene Hilfstätigkeiten ausgeübt, bevor sie vor zwei Jahren arbeitslos wurde. Da ihre Familie in Frankreich lebt bzw. die ihres Mannes in Italien, hat sie keinerlei familiäre Unterstützung und verfügt auch ansonsten nur über ein eingeschränktes soziales Netzwerk. Sie hat ausschließlich Freunde mit Migrationshintergrund. Bei ihren Schwierigkeiten auf dem Arbeitsmarkt spielt ihrer Meinung nach auch ihr Migrationshintergrund "zu 50 %" eine Rolle. Neben den sprachlichen Problemen – sie spricht nur französisch und italienisch – hat sie nach eigenem Bekunden auch die Erfahrung gemacht, dass sie als Französin weniger Unterstützung erhält, und ist der Überzeugung, dass Portugiesen mehr Hilfe bekommen.

"Mais ce que je ne comprends pas, c'est qu'il y a des gens qui sont du Portugal, ils arrivent, ils ont une maison, ils ont du travail, ils ont tout déjà prêt, c'est ce que je n'ai jamais compris. Les Portugais ont toutes les chances ici au Luxembourg. (...) Je trouve que les Français sont traités différemment. Je ne sais pas si c'est vrai ou si c'est moi qui pense cela." (Madeleine, 29 Jahre, 38:36)

Die Vermutung einer latenten Diskriminierung äußert auch Paolo, 27-jähriger Sohn italienischer Eltern. Er ist in Luxemburg geboren und fühlt sich als Luxemburger ebenso wie als Italiener. Sein Freundeskreis besteht hauptsächlich aus Luxemburgern. Sein Migrationshintergrund hatte und hat nach eigenem Bekunden keine Auswirkungen auf sein Leben. Er vermutet allerdings, dass bei Bewerbungen sein italienischer Name auf viele Personalverantwortliche abschreckend wirken könne und diese sich im Zweifel eher für einen "Pol Schmit" entscheiden würden.

"Manchmal hab ich das Gefühl, dass mein Name auf Verwunderungen stoßen könnte bei Berufseinstellungen, dass dann auch eher... Da gab's mal eine Diskussion in Deutschland über den anonymisierten Lebenslauf, vielleicht wäre das auch hilfreich für mich. Weil ich vor allem den klein- und mittelständigen Unternehmen keine Neutralität zutraue, in diesem Sinne. Dass sie, wenn sie die Wahl haben zwischen Schmit Pol und Paolo, dass die dann doch eher den Pol anrufen." (Paolo, 27 Jahre, 51:43)

Von ausländerfeindlichen Erfahrungen wird jedoch nur ganz vereinzelt berichtet. Insgesamt zeigen sich bei den jungen Menschen mit problematischer Transition aber deutlich mehr Probleme im Zusammenhang mit Migrationserfahrungen, als dies bei denjenigen mit geradliniger oder alternativer Transition der Fall ist. Während die beiden letzteren Gruppen den eigenen Migrationshintergrund in der Regel als positive oder aber vernachlässigbare biografische Besonderheit wahrnehmen, wird er von den Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Transitionsschwierigkeiten tendenziell eher als erschwerende Variable dargestellt. Offen bleibt, ob es sich dabei um tatsächliche Erfahrungen handelt oder aber, wie von einem jungen Erwachsenen mit Migrationshintergrund vermutet, um vorgeschobene Erklärungsmuster ohne empirischen Beleg.

5.4 BEWÄLTIGUNGSMUSTER UND HANDLUNGSSTRATEGIEN

In Bezug auf die Bewältigung ihrer Transition wurden die Interviewpartner u. a. danach gefragt, was sie bislang zur Erreichung ihrer beruflichen Ziele unternommen haben und wie ihre beruflichen Entscheidungen zustande kamen. Hier treten in der Analyse deutliche Unterschiede je nach Transitionsverlauf und -erfolg zutage. Die Entscheidungen und Handlungen der jungen Erwachsenen mit geradlinigem bzw. alternativem Werdegang erfolgen in aller Regel selbstbestimmt aufgrund eigener Überzeugungen und Wünsche. Handlungstheoretisch lassen sie sich mit der Rational-Choice-Theorie erklären (Diefenbach, 2009). Während die "Geradlinigen" dabei planvoll und zielstrebig vorgehen, zeigen sich bei den "Alternativen" eher spontane, kreative Entscheidungs- und Handlungsmuster. Demgegenüber sind die Entscheidungen und Handlungen der Personen mit problematischer bzw. gescheiterter Transition aufgrund fehlender Möglichkeiten häufig von außen vorgegeben; oft reagieren sie auch mit Rückzug und Vermeidung auf die Transitionsschwierigkeiten.

Geradlinige Transition: Selbstbestimmte, planvolle und zielstrebige Entscheidungen und Handlungen

Die jungen Erwachsenen, deren Transition als geradlinig eingestuft wurde, zeichnen sich durch selbstbestimmte, begründete und planvolle Entscheidungen über ihren beruflichen Weg aus, die sie in geradlinige und zielstrebige Handlungen umsetzen. Die beruflichen Entscheidungen sind meist frühzeitig, häufig bereits während der Schulzeit, getroffen worden. Die "Geradlinigen" verfolgen ihren Weg konsequent und lassen sich auch von Widerständen nicht davon abbringen.

"Jo, ech brauch ëmmer e Plang a mengem Liewen. Dat hunn ech schonn..." (Anna, 26 Jahre, 95:22)

"Wéi gesot, ech hunn och relativ jonk ugefangen doheem ze wurschtelen, dass ech fréi wousst, dass ech Schräiner wollt ginn, an dat hunn ech dunn och duerch gezunn." (Sven, 30 Jahre, 64:16)

"Also et war virun allem och, wann ech dann eppes ufänken, hunn ech et och net gär, wann ech dat da muss ophalen oder da ginn ech och duerch matt Tréinen a Schweess, mee ech ginn duerch. (...) An ech si jo och selwer stolz dann op mech wann et dann zum Zil kënnt." (Eva, 25 Jahre, 16:16)

Richard, ein 29-jähriger Architekt, beschreibt seinen sehr geradlinigen Verlauf im Nachhinein sogar als zu schnelle Transition, da dadurch Urlaub und freie Zeit während des Studiums und danach zu kurz kamen. Er berichtet, dass er im Gegensatz zu seinen Kommilitonen die vorgeschriebenen Praktika nicht während eines Urlaubssemesters, sondern in den Semesterferien absolvierte, sodass er schneller mit dem Studium fertig war. Dabei hat er sich selbst großen Druck auferlegt, da er sein Studium so schnell wie möglich abschließen und gerne so bald wie möglich arbeiten wollte.

Bei den jungen Menschen mit geradlinigem Werdegang liegen der Transition die Annahmen von Rationalität und Effizienz zugrunde. Sie handeln zielgerichtet mit der Absicht, die Transition möglichst zügig erfolgreich abzuschließen. Geradlinig bedeutet jedoch nicht zwingend, den derzeitigen Beruf für immer ausüben zu wollen: viele sehen die derzeitige Stelle als eine Etappe auf dem beruflichen Weg mit der Option, sich nach einiger Zeit wieder zu verändern und weiterzuentwickeln. So erklären mehrere junge Berufstätige, dass sie von ihrer Berufswahl zwar überzeugt sind, sich ihre berufliche Zukunft aber dennoch offenhalten möchten. Hier zeigt sich ein Charakteristikum der sogenannten

"Generation Y", die in einer Zeit unzähliger Optionen großgeworden ist und für die vieles möglich erscheint (Hurrelmann & Albrecht, 2014).

"Ich will nicht sagen, dass ich immer Lehrer bleiben werde (…) dann wäre ich 45 Jahre Lehrer, ich will mir das offenlassen, ich will mich jetzt nicht schon mein ganzen Lebenslauf total verplanen." (Sam, 25 Jahre, 59:13)

"Et weess een natierlech och net wat elo kënnt. Vun dohier, ech kann a wëll mech do einfach net festleeën, well sou laang d'Aarbecht Spaass mécht, maachen ech se. Also wéi gesot, ech maache mer och ëmmer Gedanken driwwer, fir mech, also ech sinn een ganz reflektéierten a geplangtene Mensch, ech brauch ëmmer een Fünfjahresplan." (Emil, 30 Jahre, 105:38)

Alternative Transition: Selbstbestimmte, spontane und individuelle Entscheidungen und Handlungen

Auch die jungen Erwachsenen innerhalb der Studie mit alternativem Werdegang treffen autonome, aber meist nicht geradlinige Bildungs- und Lebenswegentscheidungen. Ihre Verläufe sind dadurch gekennzeichnet, dass sie verschiedene Wege ausprobieren, um sich zu orientieren, bzw. eingeschlagene Wege wieder verlassen und sich umorientieren.

Ein Beispiel hierfür ist Henri, der mit 32 Jahren als Promotionsstudent zwar derzeit eine Beschäftigung hat, aber noch immer keine konkreten beruflichen Vorstellungen; er sieht sich als offen für Vieles und möchte Vieles ausprobieren. Diese Haltung spiegelt sich auch in seinem bisherigen Lebenslauf, der von Aushilfstätigkeiten zur Überbrückung und Orientierung sowie von insgesamt zehn Jahren Studium mit unterschiedlichen Studiengängen, wechselnden Interessen und Lebensplänen geprägt war. Seine hohe Autonomie in seinen Entscheidungen zeigt sich nicht zuletzt in der Wahl seines Studienfaches, die er gegen den Willen seines Vaters getroffen hat.

Charakteristisch für die Gruppe der "Alternativen" ist die hohe Zufriedenheit mit dem eigenen Lebensweg, selbst wenn dieser in vielen Fällen bislang nicht in einer unbefristeten Beschäftigung mündete. Danielle hatte zwar trotz Bachelor-Abschluss noch nie eine feste Arbeit, genießt aber die damit verbundenen Freiheiten und Möglichkeiten, Vieles auszuprobieren, unterschiedliche Erfahrungen zu sammeln und sich in verschiedenen Bereichen weiterzuqualifizieren.

"Dat heescht ech schaffe scho säit 16, probéiere besse mech an d'Beruffsliewen ze integréieren. (...) Ech hu mir bewosst virgeholl, ni näischt ze maachen. (...) An ech war lo emmer an der Formatioun oder ech hunn emmer fräiwelleg geschafft, och wann ech lo kee Beruff hat." (Danielle, 24 Jahre, 103:8; 103:21)

Entscheidungen und Handlungen erfolgen meist nicht zielgerichtet und langfristig, sondern oft spontan und basieren mehr auf Zufällen und Gelegenheiten als auf strategischen Überlegungen. Caroline erzählt, dass sie sich nach ihrem Bachelorabschluss im künstlerischen Bereich die Frage gestellt hat, ob sie Arbeit suchen oder noch den Masterabschluss machen soll. Sie ist dann beim Besuch einer Ausstellung auf eine Design-Akademie aufmerksam geworden, hat sich dort gemeldet und schließlich dort das Masterstudium absolviert. Über Praktika im Rahmen ihrer Masterarbeit hat sie im Anschluss einen Vertretungsvertrag erhalten und so wiederum eine sich ihr bietende Gelegenheit ergriffen.

Zwei junge Männer berichten ebenfalls von beruflichen Entscheidungen, die mehr an der eigenen Zufriedenheit als an beruflichen Zielen orientiert waren. Während Pierre (26 Jahre) ein Studium abgebrochen hat, da es nicht mit seinen Hobbys und seinem ehrenamtlichen Engagement in Einklang zu bringen war, hat Gilles (29 Jahre) ein sicheres Beschäftigungsverhältnis aufgegeben, da dieses nicht

IV.5

mit seinem politischen Engagement zu vereinbaren war. Von seinem sozialen Umfeld wurde er bei dieser Entscheidung gegen die Sicherheit und für das Risiko bestätigt und ermutigt.

"Mee wann een awer, wéi gesot, Leit huet déi hannert engem stinn an déi soen 'hei trau dech dat elo' an et ass een sech eenz, wéi ee weider fiert, dann geet een vläit awer een Schrëtt méi wäit an et seet een, ok, da sprangen mer elo an dat kaalt Waasser an mir probéieren eppes neies a verloossen vläit deen séchere Wee op deem mir elo zanter Joeren ënnerwee sinn." (Gilles, 29 Jahre, 107:28)

Rebecca, die sich im Filmbereich selbstständig gemacht hat, damit aber nur unregelmäßiges Einkommen hat, arbeitet nebenbei als Vertretungslehrkraft an einer Schule, um es sich leisten zu können, freiberuflich ihrem Wunschberuf nachzugehen. Maria, eine berufstätige Mutter, sagt rückblickend, dass sie ihre beruflichen Entscheidungen immer aus pragmatischen Gründen getroffen hat, da das Kind, das sie mit 19 Jahren bekommen hat, sie an ihrer beruflichen Verwirklichung gehindert hat. Daher hat sie sich vorgenommen, bei ihren beruflichen Tätigkeiten immer etwas Geld zu sparen, um sich später dennoch ihre beruflichen Wünsche erfüllen und beispielsweise eine Umschulung finanzieren zu können.

Deutlich wird bei den jungen Menschen mit alternativem Werdegang, dass sie mit ihren Entscheidungen und Handlungen einen individuellen Weg verfolgen. Für diesen individuellen Weg sind die jungen Erwachsenen auch bereit, Schwierigkeiten in Kauf zu nehmen, und erarbeiten kreative Lösungen, um ihre Wünsche zu erfüllen.

Transition mit Unterstützungsbedarf: Fremdbestimmte Entscheidungen durch Mangel an Alternativen

Die Entscheidungen und Handlungen derjenigen, die in die Gruppe der "Unterstützungsbedürftigen" eingestuft wurden, sind in erster Linie durch einen Mangel an Alternativen bedingt. Nicht ein Wunschberuf oder bestimmte Karriereziele sind für diese Gruppe handlungsleitend, sondern die Notwendigkeit, angesichts der erlebten Transitionsschwierigkeiten etwas zu unternehmen und gegebenenfalls Hilfe in Anspruch zu nehmen. Bei vielen Befragten mit Unterstützungsbedarf stellen die derzeitigen Handlungen somit "Verlegenheitslösungen" zur Überbrückung oder Umorientierung dar. Dazu gehören beispielsweise Freiwilligendienste, Abendkurse, fachfremde Bewerbungen, Praktika oder Umschulungen. Motiv für diese Handlungen, die keineswegs Wunschoptionen darstellen, ist in der Regel, überhaupt eine Beschäftigung zu haben und nicht länger arbeitslos zu Hause zu sein.

Da sich auf dem regulären Arbeitsmarkt aktuell keine Alternative bietet, werden von einem Teil der Betroffenen unterstützende Maßnahmen in Anspruch genommen. Dabei handelt es sich sowohl um Angebote, die eher der Orientierung bzw. Überbrückung dienen, wie der "Service volontaire d'orientation" (SVO) und der "Service volontaire civique" (SVCi), als auch um arbeitsmarktintegrierende Maßnahmen wie CAE-Verträge oder Qualifizierungsmaßnahmen. Diese werden als Unterstützung auf dem Weg ins Erwerbsleben bzw. als Brücke in ein festes Arbeitsverhältnis angesehen. Die Motivation, mithilfe externer Unterstützung die Transition zu meistern, ist bei vielen hoch. Die Entscheidung hierzu ist in vielen Fällen jedoch nicht selbstbestimmt erfolgt, sondern auf Empfehlung bzw. Initiative von außen angestoßen worden. Dabei spielen sowohl Institutionen wie ADEM, SPOS oder Jugendhäuser als auch Personen aus dem privaten Umfeld, die den Hinweis auf eine Maßnahme gaben, eine Rolle. Der Bedarf an externer Unterstützung ist den Betroffenen dabei durchaus bewusst; diese Unterstützung wird auch als hilfreich wahrgenommen.

"Wat weiderbruecht huet awer schlussendlech Arbeitsamt, soss wär ech lo net an engem CAEs-Kontrakt." (Simone, 23 Jahre, 61:10)

Eine zweite Gruppe versucht hingegen, auf eigene Faust im Transitionsprozess voranzukommen. Manche zeigen nach wie vor ein hohes Maß an Eigeninitiative, die in manchen Fällen auch in Aktionismus münden kann. Karin hat im Ausland einen akademischen Abschluss erworben, der ihren Erfahrungen zufolge in Luxemburg aber nicht nachgefragt wird. Sie leidet zwar unter der Erwerbslosigkeit, ist aber nach wie vor motiviert und engagiert. Nach ihrem Studium hat sie diverse Praktika, Aushilfsjobs und Weiterbildungen absolviert, um nicht antriebslos zu werden. Dazu trägt auch ihre Einstellung bei, kein Geld erhalten zu wollen, wenn sie nicht dafür arbeitet; sie möchte daher kein Arbeitslosengeld beantragen. Gleichzeitig ist sie sich darüber bewusst, dass zu viele Praktika und unbezahlte Tätigkeiten auch nicht unbedingt hilfreich sind.

"An e Stage, ech weess net ob dat ëmmer eppes hëlleft, iergendwou e Stage unzefänken an et gëtt een net bezuelt an ech weess net, wann si mir dann och net proposéieren do fest ze schaffen, da gesinn ech dat och net an iergendwou onbedéngt ëmmer iwwerall e Stage ze maachen. Ech fannen et nëmmen Zäitverschwendong dann, well ech dat schonn sou oft gemaach hunn an et bréngt am Fong net vill. Ech kann och mäin CV net voller Stage schreiwen…" (Karin, 27 Jahre, 84:46)

Bei anderen lassen nach mehreren Rückschlägen oder anhaltender Erfolglosigkeit Engagement, Antrieb und damit die Handlungsbereitschaft nach. Paolo, der seit seinem Bachelor-Abschluss eine Stelle sucht, gibt zu, dass er aufgrund nachlassender Motivation inzwischen weniger Bewerbungen schreibt als früher. Die von ihm wahrgenommene Entwertung von Bildungsabschlüssen und der daraus resultierende zunehmende Konkurrenzdruck führen bei ihm zu Frustration und Resignation. Er macht die Erfahrung, dass in seinem Bereich häufig unqualifizierte, günstigere Arbeitskräfte eingestellt werden, wohingegen in anderen Bereichen sehr hohe Anforderungen an Bewerber gestellt würden.

"Also, ich schreib weniger Bewerbungen als vorher noch, aber natürlich schreib ich noch welche. Aber durch diese Resonanz, die ich vom Arbeitsmarkt kriege, weiß ich, dass ich also... Wenn man als Sekretär jetzt ein BAC+3 braucht, also einen Bachelorabschluss, dann weiß ich nicht, wo ich mich melden soll. Plus 5 Jahre Arbeitserfahrung. Als einfacher 'assistant administratif', das ist schon, das ist schon frustrierend." (Paolo, 27 Jahre, 51:37)

Manche suchen auch nach Entschuldigungen und Ausreden, um ihre Tatenlosigkeit zu rechtfertigen. So führt Madeleine, eine arbeitssuchende Französin ohne Abschluss, ihren Mann und ihre Tochter als Gründe an, warum sie nichts unternimmt, ihre Qualifikation zu verbessern.

"J'ai envisagé de retourner à l'école. Mais ma fille a 5 ans et mon mari rentre le soir et après neuf heures de travail, je pense qu'il a quand même envie de retrouver sa petite famille quand il rentre (...). Donc je pense, qu'il a quand même envie de rentrer et de trouver quelqu'un à la maison, non? (...) Non, j'ai déjà fait le mien de mon côté, j'ai déjà la babysitter prête, si je dois recommencer un travail. Mais pour faire des cours du soir, je n'y ai pas encore pensé." (Madeleine, 29 Jahre, 38:19)

In vielen Fällen wird deutlich, dass nicht erst in der aktuellen prekären Situation, sondern bereits zu früheren Zeitpunkten der Biografie Entscheidungen und Handlungen eher fremdbestimmt als aus eigener Überzeugung erfolgten. So finden sich in den Biografien der Betroffenen beispielsweise unfreiwillige Schullaufbahnwechsel oder abgebrochene Ausbildungen und Beschäftigungsverhältnisse.

Gescheiterte Transition: Rückzugstendenzen, Handlungen auf Initiative von außen

Bei den jungen Erwachsenen, die mit vielfältigen Scheiternserfahrungen und multiplen Problemen zu kämpfen haben, sind Rückzugstendenzen häufig zu beobachtende Handlungsmuster. Einige berichten, dass ihnen die Schwierigkeiten irgendwann zu groß wurden und sie dann nur noch den Rückzug als Möglichkeit gesehen haben. Mehrere Jugendliche haben wie beschrieben aufgrund vielfältiger negativer schulischer Erfahrungen die Schule abgebrochen. Mehrere Befragte dieses Typs berichten, aufgrund psychischer Krankheiten, insbesondere Depressionen, vorübergehend handlungsunfähig (gewesen) zu sein.

"Depressioun. (...) Déi Zäit wou ech keng Aarbecht hat war ech praktesch ëmmer doheem, hu mat kengem geschwat, jo." (Jeff, 27 Jahre, 79:15)

In der Regel bedarf es der Unterstützung von außen, um wieder handlungsfähig zu werden. Dieser externe Anstoß kann von Angehörigen, Institutionen wie ADEM oder ALJ, Pädagogen des Jugendhauses oder durch eine unterstützende Maßnahme kommen. Nicole hat sich nach privaten Problemen und dem Tod eines Angehörigen jahrelang zurückgezogen, was psychische Probleme, den Abbruch der Ausbildung und dauerhafte Arbeitslosigkeit zur Folge hatte. Inzwischen ist sie in eine betreute Wohnstruktur gezogen und hat eine Therapie begonnen. Durch diese externen Hilfen fühlt sie sich zunehmend in der Lage, ihr Leben wieder in die Hand zu nehmen.

"Ech kucke fir Aarbecht, ech gi mech virstellen. Alles wat a mengem Projet steet maachen ech." (Nicole, 25 Jahre, 49:21)

Einzelne junge Erwachsene mit gescheiterter Transition berichten auch von unkonventionellen Bewältigungsstrategien außerhalb gesellschaftlicher Konventionen und des regulären Arbeitsmarktes. So bekundet Mathieu, ein 25-Jähriger ohne Arbeit und ohne Wohnung, lieber schwarz zu arbeiten als gar nicht, und berichtet von eigenen kreativen Lösungen, um seinen Lebensunterhalt zu finanzieren.

"Ech sinn och heiansdo an den LIDL gaang, do sinn ech de Bomien hëllefe gaangen. D'Leit hunn mech dann gekuckt, mä schäissegal. Wann ech d'Bomien, ech hunn se gesinn mam schwéieren Kuerf, da sinn ech dohinner: ["Ech hëllefen iech (…) een, zwee Euro fir eppes ze drénken oder klenges ze iessen, kléngt Stéck Schockela, ass all Mënsch zefridden. Ech ginn iech deen dohinner droen, wou der wëllt."] Bis an den Auto krut ech heiansdo zwee, dräi Euro. Heiansdo konnt ech eppes iesse goen oder sou, do hunn ech mech domat finanzéiert." (Mathieu, 25 Jahre, 109:33)

5.5 WERTHALTUNGEN UND MOTIVE

Auch das persönliche Wertesystem hat Einfluss auf Transitionsentscheidungen und -verläufe. Während in einem als materialistisch bezeichneten Wertesystem Werte der materiellen Sicherheit, Ordnung, Leistung, Beruf, Karriere, Geld oder Ansehen im Vordergrund stehen, legen postmaterialistisch eingestellte Menschen mehr Wert auf die persönliche Entfaltung, den Lebensstil, Freizeit, Geselligkeit und Wohlbefinden (Selbstentfaltungswerte) (Klages, 1984). Dabei müssen Leistungs- und Wohlbefindens-Werte nicht in Konkurrenz zueinander stehen: In den Interviews wird deutlich, dass sich viele junge Menschen an einem Werte-Mix orientieren, dass also materialistische und postmaterialistische bzw. traditionelle und postmoderne Werte einander ergänzen und im Sinne einer "Wertesynthese" (Klages & Gensicke, 2006) kombiniert werden. In diesem Zusammenhang wird beispielsweise in der Shell-Jugendstudie 2010 auch von einer "pragmatischen Generation" gesprochen.

Die Analyse der Interviews zeigt in Bezug auf den Lebensbereich Arbeit zwar eine leichte Dominanz postmaterialistischer Wertorientierungen, ebenso wird aber deutlich, dass den Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg Werte wie Sicherheit, Beständigkeit, Leistungsbereitschaft und Familie weiterhin wichtig sind (Meyers & Willems, 2008). Betrachtet man die Werthaltungen der einzelnen Typen näher, so zeigen sich deutliche Unterschiede. Je nach Transitionstyp stehen unterschiedliche Werte und Motive in Bezug auf Arbeit im Vordergrund und beeinflussen den beruflichen Werdegang, umgekehrt können aber auch Transitionserfahrungen die Werthaltungen beeinflussen.

Geradlinige Transition: Sicherheit und Karriere, aber auch Sinnfindung als vorherrschende Werte

In der Gruppe der jungen Erwachsenen mit geradliniger Transition finden sich überwiegend Personen, die nach einer Wertetypologie von Klages als "aktive Realisten" bezeichnet werden können (Klages, 2001). Sie kombinieren materialistische und postmaterialistische Werthaltungen und reagieren damit pragmatisch auf die ihnen begegnenden Herausforderungen.

Auf der einen Seite ist der Wunsch nach Sicherheit, finanzieller Unabhängigkeit und einer erfolgreichen Karriere stark ausgeprägt. Für viele steht daher im Mittelpunkt, sich die Dinge, die man als wichtig auf dem Weg zum Erwachsenwerden erachtet, leisten zu können, beispielsweise eine eigene Wohnung oder ein Auto. Die sichere Arbeitsstelle motiviert auch viele, höhere Karriereziele anzustreben und sich in Bezug auf Status und Gehalt weiter zu verbessern.

"Et ass einfach eng Saach vu Carrière fir eropzeklammen. Am Moment sinn ech Chargée de Cours, da wier een, wann een de Concours packt, ass et de Stagiaire an wann een de Stage da packt, dat ass dann dat Refendariat dann ass ee 'Professer nommé' also 'fonctionnaire de l'État' an et ass am Fong esou de Schluss wou een hin well, wat natierlech och immens vill Ënnerscheed an de Paie mëscht. Natierlech ass dat och eng grouss Saach, wou natierlech och e bësse motivéiert, fir dat ze maachen." (Eva, 25 Jahre, 16:15)

Auf der anderen Seite ist bei den jungen Erwachsenen mit geradlinigem Werdegang aber auch der Wunsch, im gewählten Beruf einen subjektiven Sinn zu sehen, vorhanden. Gerade junge Menschen, die im pädagogischen Bereich tätig sind, äußern, mit der Ausübung ihres Berufs etwas Positives bewirken zu wollen. Myriam, eine 28-jährige Erzieherin mit Migrationshintergrund, führt biografische Gründe an für ihren eigenen Wunsch, anderen Menschen zu helfen, da ihre Familie früher selbst auf Sozialhilfe angewiesen war und viel Unterstützung durch "Assistantes sociales" in Anspruch genommen hat. Sie möchte intensiv mit anderen Menschen zusammenarbeiten und Resultate ihrer Tätigkeit sehen. Auch

Paulina, ebenfalls Pädagogin, ist sich der Wichtigkeit ihrer Arbeit für die Gesellschaft bewusst und sieht ihre Tätigkeit gewissermaßen als gesellschaftliches Engagement an. Deutlich wird auch hier eine idealistische Grundhaltung. Einerseits hält sie die Arbeit für unterbezahlt, betont andererseits aber dennoch ihre Zufriedenheit mit der Tätigkeit.

"Ech denken et ass wichteg, dass et sou Plazen wéi eis gëtt an eis Aarbecht ass ganz wichteg an ech si mer des och bewosst. (...) Ech denke grad, et muss jo net just en Engagement sinn bei de Pompjeeën oder wou och ëmmer. Et ass jo am Prinzip och duerch seng Beruffswahl selwer entscheed een sech jo och, ob een e gesellschaftleche Bäitrag wëll leeschten oder ob een e wirtschaftleche Bäitrag leescht oder wéi och ëmmer." (Paulina, 31 Jahre, 71:16)

Einzelne Personen mit geradliniger Transition haben darüber hinaus eine postmaterialistische Werthaltung dergestalt, dass sie über die sichere Arbeit zwar glücklich sind, diese ihnen aber nicht am wichtigsten ist. Sie streben keine Karriere an und sind mit ihrem derzeitigen Status zufrieden; Priorität haben für sie Freizeit und Familie. Hier zeigt sich die von Klages beschriebene Wertesynthese, indem unterschiedliche Werthaltungen nebeneinander existieren (Klages & Gensicke, 2006).

"Jo, dat sinn déi Etappen, déi ech well maachen an dat war et. Ech well net Direktesch ginn, ech well... nee ech si keng Carrièresfra. Ech si méi Familjemënsch an dat ass (...) mir méi wichteg wéi elo meng Carrière. (...) Ech well normal liewe kënne fir eng Famill kënnen ze ernähren, mee ech muss net am risege Luxus liewen. Dat ass elo net d'Zil." (Eva, 25 Jahre, 16:10)

"Jo bon, da si mer bestuet ginn an do wollte mer och relativ séier eng Famill, do soen ech d'Famill geet mer einfach fir. Ech wëll lo keng grouss Karriär maachen, ech hu léiwer da Kanner." (Sophia, 30 Jahre, 62:18)

Alternative Transition: Postmaterialistische Werthaltungen dominieren

Charakteristisch für die jungen Erwachsenen mit alternativem Übergang ist der Wunsch nach individueller Weiterentwicklung und Abwechslung sowie die damit verbundene Offenheit für Neues. Im Gegensatz zu den "Geradlinigen" ist für sie der Sicherheitsgedanke weit weniger wichtig, vielmehr nehmen sie bewusst Unsicherheiten und Risiken in Kauf. Teilweise wird in den Interviews dabei die Abgrenzung von Altersgenossen, die bereits sesshaft geworden sind und eine Immobilie besitzen, hervorgehoben; im Unterschied zu diesen möchte man flexibel bleiben und sich die Zukunft offenlassen. In der Wertetypologie von Klages entsprechen sie am ehesten den "nonkonformen Idealisten", die sich durch hohe Selbstentfaltungswerte auszeichnen (Klages, 2001).

"Da ist halt, wie schon gesagt, die Zukunft halt offen und man lebt halt nur einmal und wenn man halt, ich weiß nicht, halt solche Gedanken, Wünsche oder so hat, denke ich halt schon, dass man es zumindest probieren soll. Auch wenn das Risiko des Scheiterns hoch ist. Aber wer's halt nicht wagt, der kann halt dann auch nicht wirklich... der braucht sich dann nachher auch nicht aufzuregen, dass er nicht gewonnen hat." (Henri, 32 Jahre, 22:24)

Ein zentrales Motiv für die "Alternativen" ist die Zufriedenheit mit dem eigenen Tun. Eine erfüllende Arbeit, die ihnen Freude bereitet und mit der sie sich selbst verwirklichen können, ist für viele daher essenziell und hat Priorität vor dem Verdienst.

"Dat ze maache wat mech frou mécht. An dofir hunn ech och lo e Beruff endlech fonnt, wou ech mierken, datt ech dat well man, ech ka mat Leit zesumme schaffen, ech kann op den Terrain goen an ech ka Leit hëllefen. An jo, lo ausserhalb vum Beruff hier einfach ëmmer weider léieren an dat man ech och, (...) ech well ëmmer weiderbilden an ëmmer méi kënne ginn a maachen." (Danielle, 24 Jahre, 103:23)

Auch machen einige Befragte deutlich, dass ein erfülltes Freizeit- und Familienleben für sie Vorrang vor der Arbeit hat. Pierre, einem 26-jährigen Angestellten, ist sein politisches und kulturelles Engagement wichtiger als der Beruf, weshalb er die Vorzüge seiner Arbeit in Bezug auf Flexibilität und Freiräume herausstellt. Maria, eine 27-jährige Mutter, erläutert, dass sie sich bewusst für eine Halbtagsstelle entschieden hat, da es ihr wichtiger ist, für ihre Familie und Kinder da zu sein. Andere versuchen, einen Mittelweg zwischen Karriere und Kindern zu finden.

Claudine, eine 34-jährige berufstätige Mutter, berichtet, wie sich die Prioritäten diesbezüglich bei ihr geändert haben. Während früher die Selbstverwirklichung im Beruf für sie an erster Stelle stand, wurde dieser Wunsch durch das eigene Kind zurückgedrängt; sie betont aber, dass sie zwar Kompromisse eingegangen ist, das eigene Wohlbefinden dabei aber nicht außer Acht gelassen hat.

"Also ech hunn et gutt gemierkt, ech kéint ni op d'Aarbecht verzichten. Ech hunn zwou Frëndinnen, déi ware 4, 5 Joer net am Beruffsliewen, nëmme mat de Kanner, an dat war Horror fir mech mat deenen ze schwätzen, well ausser Pampers a Gebläers a Bébé an... Nee, also hallef hallef ass ideal, fir d'Kanner wéi als Fra, an ech fannen du muss als Fra einfach an der Gesellschaft bleiwen, am Beruff, fir net do komplett ze verkommen." (Claudine, 34 Jahre, 102:42)

In Fällen, in denen die persönliche Zufriedenheit mit der derzeitigen Tätigkeit nicht gegeben ist, berichten die Betroffenen von alternativen Strategien, um das eigene Wohlbefinden zu steigern. Dies kann für manche bedeuten, sich nach einer anderen Arbeit umzuschauen, ebenso aber auch, Erfüllung und Zufriedenheit außerhalb der Arbeit zu suchen.

Transition mit Unterstützungsbedarf: Psychosoziale Motive im Vordergrund

Bei jungen Menschen mit weniger erfolgreicher Transition stehen im Unterschied zu denjenigen mit geradlinigem bzw. alternativem Verlauf ganz andere Werthaltungen in Bezug auf Arbeit im Vordergrund: Von den Befragten, die beim Übergang in Arbeit Unterstützung benötigen, werden in den Interviews psychosoziale Aspekte wie Struktur, Stabilität und geregelter Tagesablauf als Hauptmotive für Arbeit genannt. Deutlich wird dabei die identitäts- bzw. sinnstiftende und strukturierende Funktion von Arbeit. Ohne Arbeit fühlen sich viele junge Menschen wertlos und es fehlt ihnen eine zentrale Stütze im Leben.

"Jo, datt ech e geregelten Alldag hunn, dat heescht datt ech ka schaffe goen, datt ech weess firwat ech Moies opstinn, fir eppes regelméisseges ze maachen. Ech ginn op d'Aarbecht an no der Aarbecht ginn ech mat Frënn eppes drénken oder ech treffe mech mat hinnen oder ech gi lafen. Am Fong e geregelten Alldag ass fir mech ganz wichteg an datt ee frou ass." (Simone, 23 Jahre, 61:12)

"...an dofir wär et zwar och mol rëm wichteg eng Aarbecht ze hunn, einfach e geregelten Oflaf am Alldag ze hunn." (René, 20 Jahre, 56:17)

"Einerseits sage ich, dass Autos kein Statussymbol sind, aber genauso können auch Arbeitsstellen oder Arbeit an sich ein Statussymbol sein. Ich muss irgendwo einen Kompromiss machen und ich will nicht, ich will einfach nicht als Arbeitsloser auftreten müssen, also mich vorstellen müssen." (Paolo, 27 Jahre, 51:31)

Neben der Strukturierung des Alltags und der sinnstiftenden Komponente wird von einigen Arbeitssuchenden auch der soziale Aspekt von Arbeit als wichtiges Motiv herausgestellt. Einer Arbeit nachzugehen bedeutet, Kontakt mit anderen Menschen zu haben und dadurch Abwechslung von der Monotonie der Arbeitslosigkeit, die häufig mit sozialer Isolation einhergeht. So ist für zwei Mütter, die seit der Geburt ihrer Kinder ohne Arbeit sind, die soziale Komponente das Hauptmotiv, eine Beschäftigung zu suchen.

"Weil ich bin kein Mensch für Hausfrau. Ich will arbeiten, ich will Leute sehen, ich will… ich will einfach von zu Hause raus." (Patricia, 29 Jahre, 52:13)

"Que je travaille et que je sors un peu des murs de la maison, ça aussi surtout." (Madeleine, 29 Jahre, 38:20)

Arbeit wird als Basis und Voraussetzung angesehen, sich überhaupt ein autonomes Leben aufbauen zu können. Viele antworten auf die Frage, was ihnen in ihrem Leben wichtig ist, daher schlicht, eine Arbeit zu finden. Arbeit steht an erster Stelle ihrer Wünsche, da davon die weitere Entwicklung ihres Lebens abhängt. Weitere Wünsche werden hinten angestellt, da Arbeit und ein Einkommen als Voraussetzung dafür angesehen werden.

"Och zimlech wichteg. Dofir kucken ech ëmmer gären iwwerall fir eng Aarbechtsplaz ze fannen direkt, egal wéi eng Aarbecht et ass, d'Haaptsaach ech muss se unhuelen, fir eppes ze verdéngen. Ouni Sue kennt een net wäit, et kann een näischt akafen z'iessen, näischt ze drénken." (Philippe, 21 Jahre, 54:16)

Gescheiterte Transition: Finanzielle Aspekte dominieren

Auch die Langzeitarbeitslosen, deren Transition gescheitert ist, wurden danach gefragt, was sie antreibt und welche Werthaltungen und Motive für sie im Vordergrund stehen. Deutlich wird, dass bei ihnen die ursprünglichen Motive überlagert sind durch die prekäre aktuelle Situation. Da die Betroffenen oft unter akuter Geldnot leiden und sich viele materielle Dinge gar nicht leisten können, spielt für alle der finanzielle Aspekt eine existenzielle Rolle.

"Also, 't ass fir kënnen unzefänken, e Liewen opzebauen, eppes kafen an hei an do, dat kann ech hei sou net." (Nadine, 29 Jahre, 47:39)

"Mäin eegent Geld dat wär scho gutt. An eegen Saachen kafen, an net ëmmer betteln fir Suen. (...) Et sollt een ëmmer wéinstens Suen verdéngen, seng eegen Suen, wéinst e bëssen." (Jeremy, 19 Jahre, 80:22)

Der aus der finanziellen Not resultierende unbedingte Wunsch, eine Arbeit zu finden, führt bei manchen zu einer regelrecht unterwürfigen Einstellung und der Haltung, alles für eine Arbeit tun zu wollen, was die eigene Verzweiflung und die wahrgenommene Wertlosigkeit unterstreicht.

"Vu que je sais me relever les manches, je sais m'accrocher dans n'importe quel travail et moi personnellement, j'essaie de me mettre à fond dedans. J'essaie de me mettre aussi à la place du patron, de voir la façon de penser du patron. J'essaie de m'autogérer, d'apprendre le plus rapidement le travail, de faire tout ce qu'il faut pour être un bon élément dans une société. (...) C'est pour cette raison que j'ai travaillé dans n'importe quel domaine, même si c'était le nettoyage ou autre, je me suis toujours accroché, quel que soit le travail proposé parce que j'estime que c'est important." (Jeanne, 33 Jahre, 78:14)

"Ech sinn e Mënsch, och wann ech muss an de Gulli schaffen, da ginn ech. (...) Haaptsaach d'Suen kommen eran. (...) Einfach nëmmen fir Aarbecht ze hunn an bëssen Geld ze hunn. (...) Wann een keng aner Aarbecht kritt, muss een déi huelen, wou een huet. Ech sinn esou, ech kann net... Ech refuséieren keng Aarbecht, ech si fir alles op." (Mathieu, 25 Jahre, 109:17)

Am Beispiel von Nadine, 29, wird auch deutlich, wie sich durch anhaltende Arbeits- und Erfolglosigkeit die Werthaltungen verschieben. Sie hatte konkrete Vorstellungen und Ziele für ihr Leben; diese hält sie jetzt aber alle für utopisch. Sie erzählt, dass sie früher Anwältin werden wollte, weil sie eine Arbeit ausüben wollte, die ihr einen Sinn gibt. Ihre Eltern konnten ihr diesen Berufswunsch aber aus finanziellen Gründen nicht ermöglichen und haben ihr geraten, stattdessen Frisörin zu werden, was sie aber nicht wollte. Inzwischen sucht sie keinen Sinn mehr in einer Arbeit, sondern lediglich irgendeinen Arbeits- oder Ausbildungsplatz; ihre ursprünglichen Vorstellungen und Ansprüche musste sie komplett aufgeben. Dies entspricht nach Klages dem Wertetypus der "perspektivlosen Resignierten" (Klages, 2001).

"Ech wollt ëmmer Affekotin ginn. Wéi ech meng Eltere mat 14 Joer gefrot hunn oder gesot hunn, ech wéilt dat maachen, hunn si gesot: 'Nee.'Si hätten d'Moyenen net mir d'Schoulen ze bezuelen, ech soll Coiffeuse maachen oder sou. Mee wollt ech net. Ech wollt net … net besser si wéi déi aner, mee ech wollt einfach eppes maache wou … wou Sënn huet fir mech. An haut ass dat souwisou … ass alles fir d'Kaz." (Nadine, 29 Jahre, 47:34)

5.6 SELBSTWIRKSAMKEIT UND ATTRIBUIERUNG

Auch im Hinblick auf psychische Faktoren lassen sich bemerkenswerte Unterschiede zwischen den verschiedenen Transitionstypen herausstellen. Eine entscheidende Einflussgröße hierfür sind die bisher gemachten Erfahrungen in der Schule und auf dem Arbeitsmarkt, aber auch im privaten Bereich. Eine optimistische Haltung, ein positives Selbstbild und eine hohe wahrgenommene Selbstwirksamkeit führen in der Regel zu einem aktiven Gestaltungswillen und hoher Motivation. Gehäufte positive Erfahrungen verstärken das Selbstwirksamkeitsempfinden der jungen Erwachsenen und haben in vielen Fällen weitere positive Auswirkungen zur Folge.

Umgekehrt empfinden sich Personen mit einem eher negativen Selbstbild sowie mit negativen familiären und biografischen Erfahrungen häufiger als wenig selbstwirksam. Wiederholte Erfahrungen des Scheiterns führen bei vielen von ihnen zu der Überzeugung, das eigene Schicksal nicht selbst in der Hand zu haben und nichts an ihrer Situation ändern zu können, was sich wiederum negativ auf ihre Motivation und Handlungsbereitschaft auswirkt.

Geradlinige und alternative Transition: Hohe Selbstwirksamkeit und angemessene Attribuierung

Sowohl die jungen Erwachsenen mit geradliniger als auch mit alternativer Transition zeichnen sich durch ein hohes Selbstwirksamkeitsempfinden aus. Die Befragten beider Typen führen ihren erfolgreichen Werdegang in hohem Maße auf ihre eigene Leistung und Anstrengung zurück. In den Äußerungen zeigt sich ein großes Vertrauen in das eigene Handeln und die Überzeugung, das eigene Leben aktiv gestalten und Ziele erreichen zu können.

"Nee also meng ganz Entwécklung ass relativ fléissend verlaf, wou ech einfach der Meenung sinn 'Jeder ist seines eigenen Glückes Schmied'." (Emil, 30 Jahre, 105:35)

"Sécher, mee wann ech elo haut zeréck kucken, hunn ech do awer alles richteg gemaach. (...) Et geet eben ëmmer sou schrëttweis, et muss een sech weider entwéckelen an dann erreecht een do och schonn déi Ziler, déi ee wëll erreechen." (Gilles, 29 Jahre, 107:19)

Eine hohe Selbstwirksamkeit und Vertrauen in die eigenen Fähigkeiten helfen besonders auch in Phasen der Erfolglosigkeit. André, ein 26-jähriger Industriemechaniker, berichtet, dass er vom eigenen Weg und den eigenen Fähigkeiten überzeugt ist, weshalb er in allen Situationen ganz entspannt und zuversichtlich war. Deshalb hatte er auch keine Bedenken, während einer Phase der Arbeitslosigkeit in Urlaub zu fahren, anstatt Bewerbungen zu schreiben, da er sicher war, im Anschluss schnell eine passende Stelle zu finden.

"Ech weess, dass ech mech gutt verkafe kann, wann ech an eng Firma era kommen. Ech war ëmmer zimlech zouversiichtlech, dass dat geet an et sinn net esou vill Leit hei am Land, déi deen Beruff hei geléiert hunn." (André, 26 Jahre, 94:19)

Viele Interviewpartner nennen in diesem Zusammenhang den positiven Einfluss ihrer Eltern, durch die sie diese Einstellung übernommen haben bzw. durch die sie früh zu Eigenständigkeit und Selbstständigkeit angeleitet wurden. So weist Tiago, der in Frankreich sein Medizinstudium absolviert, auf die Wichtigkeit einer förderlichen elterlichen Unterstützung hin, die ihn schon früh zur Selbstständigkeit geführt hat. Er ist überzeugt, dass ihn diese Notwendigkeit, selbst aktiv zu sein und zu handeln, weit gebracht hat. Aus diesem Grund rät er anderen Jugendlichen auch, mit finanzieller Unterstützung des Staates und ohne Geld der Eltern im Ausland zu studieren, da er dies für die Selbstständigkeit und Selbstwirksamkeit als enorm förderlich erachtet.

"Zemools och vun doheem aus, sinn ech scho gutt e bëssen drop virbereed ginn. Soe mer, wann een net alles eragedréckt kritt, wann een selwer muss schaffen an ech war ëmmer an de Vakanzen schaffen fir Studentenjobs, fir mer d'Saachen selwer kënnen ze leeschten, wann een sech selwer sou opbaut, gëtt een méi schnell erwuessen. An wann een awer vun doheem ëmmer alles eragedréckt kritt, net selwer selbstänneg probéiert ze sinn, dann ass een wahrscheinlech och mat 35 nach jugendlech, an der Mentalitéit." (Tiago, 25 Jahre, 65:46)

Besonders die Befragten mit geradlinigem Werdegang verweisen des Weiteren auch auf ihre Zielstrebigkeit und ihr Durchhaltevermögen, durch die sie ihre Ziele konsequent verfolgt und schließlich erreicht haben.

"Mä ech hu mech och ëmmer dru ginn. Wann ech eppes wollt, dann hunn ech et ëmmer duerchgezunn." (Sven, 30 Jahre, 64:18)

"Jo, jojo. Also dat war wierklech alles geplangt an et ass och nom Plang gaange bis elo. Dach dat war elo net iergendwéi zoufälleg, nee." (Eva, 25 Jahre, 16:4)

Sie führen ihren beruflichen Erfolg auf eigene Leistungen und Handlungen zurück, auch wenn sie sehen, wo Zufälle oder glückliche Umstände eine Rolle gespielt haben. Leonard beschreibt es als großes Glück, dass er von dem Betrieb, in dem er seine Ausbildung gemacht hat, im Anschluss übernommen wurde. Natalie hat über Kontakte während eines Praktikums eine Stelle in einem Finanzinstitut bekommen; Nuno hat als Jahrgangsbester seiner Klasse über die Empfehlung seines Lehrers einen Ausbildungsplatz erhalten. Gemeinsam ist den beschriebenen Fällen, dass die vordergründig als Zufälle dargestellten Situationen von den Betroffenen durchaus beeinflusst oder gar initiiert wurden. Sie haben sich durch ihr eigenes Handeln und ihre Anstrengungen bestimmte Gelegenheiten erst geschaffen, die sich ihnen dann boten und von denen sie profitiert haben. So wäre Nuno ohne seine hervorragenden schulischen Leistungen nicht vom Lehrer empfohlen worden, Natalie ohne die Entscheidung für ein Praktikum nicht in die daraus resultierende Stelle vermittelt worden, und Leonard ohne überzeugende Leistungen während seiner Ausbildung vom Betrieb nicht übernommen worden. Auffällig ist jedoch, dass diese eigenen Anstrengungen den Befragten teilweise gar nicht bewusst sind oder aber nicht thematisiert werden wollen.

Nur wenige Personen mit geradlinigem oder alternativem Werdegang waren während ihrer Transition in den Arbeitsmarkt von gravierenden Problemen betroffen, weshalb eine Analyse der Attribuierungsmuster bei Misserfolgen nur bedingt möglich ist. Natalie, die heute im Finanzsektor beschäftigt ist, sieht in der unzureichenden schulischen Vorbereitung in verschiedenen Fächern den Grund dafür, warum sie ihren Studiengang und die Uni wechseln musste. Eine erfolglose Bewerbungsphase unmittelbar nach dem Studium führt sie auf die Finanzkrise zurück.

"Et war kee gudden Zäitpunkt fir eng Aarbecht do ze fannen, et war den Ufank vun der Kris. Dat war deen éischten Secteur, dee betraff war an en war jo nach net richteg opgebaut hei am Land an do krut ech meeschtens mol iwwerhaapt keng Äntwert op meng Demanden." (Natalie, 30 Jahre, 48:6)

Andere Beispiele zeigen, dass Schwierigkeiten aber nicht nur extern verortet werden, sondern sich die Betroffenen durchaus ihrer eigenen Verantwortung bewusst sind. So weiß Angela, eine arbeitssuchende Mutter, dass es ihr an Erfahrung auf dem Arbeitsmarkt sowie an Sprachkompetenzen fehlt und sie selbst dafür sorgen muss, ihre Chancen zu verbessern. Maria führt zwar externe Begründungen an, reflektiert aber selbst, dass man gerne nach Ausreden und Entschuldigungen sucht, letztlich aber selbst verantwortlich für den eigenen Lebensweg ist.

"Mais en même temps, on se trouve toujours des excuses dans la vie. Donc je ne peux pas dire que c'est la seule raison. Si j'aurais été dans une autre situation, cela se peut que j'aurais donné la faute autre chose." (Maria, 27 Jahre, 41:13)

Transition mit Unterstützungsbedarf und gescheiterte Transition: Geringe Selbstwirksamkeit und einseitige Attribuierung

Im Gegensatz zu den Jugendlichen und jungen Erwachsenen der ersten beiden Typen ist die Selbstwirksamkeit derjenigen, deren Transition als unterstützungsbedürftig oder gescheitert eingestuft wurde, niedrig. Die Überzeugung, das eigene Schicksal selbst gestalten und beeinflussen zu können, ist aufgrund der bisherigen von Misserfolg geprägten Erfahrungen gering. Dabei sind interne und externe Attribuierungstendenzen gleichermaßen vertreten.

Eine Gruppe tendiert dazu, externen Faktoren wie den Betrieben, der Gesellschaft, der ADEM oder dem Staat die Schuld an der eigenen Misere zu geben, wie die folgenden Beispiele illustrieren. Dabei tritt auch ein hohes Maß an Frustration zutage, die sich in einseitigen Schuldzuweisungen äußert.

Nadine, die im Alter von 14 Jahren aufgrund massiver privater Probleme die Schule abgebrochen hat, bedauert, dass ihr während der Schulzeit niemand mit ihren Schwierigkeiten geholfen hat; aus ihrer Sicht hätten die Lehrkräfte dies erkennen und auf sie zukommen müssen. Auch beklagt sie sich darüber, dass sie bei ihrer CAE-Stelle auf der Gemeinde nicht übernommen wurde; sie sieht sich selbst positiv und versteht nicht, warum man ihr keine Chance gibt.

"Ech hätt et scho verdéngt eng Plaz ze kréien iergendwéi. (...) Ech hu Respekt, ech si manéierlech, ech si frëndlech, ech si motivéiert bei menger Aarbecht, ech sinn ëmmer pünktlech... ech probéiere mol, also u mir... u mir läit et net (...) Am Fong gesinn ech net vill Negatives. (...) Ech hu mech sou gutt dru ginn an ech hunn alles sou gutt gemeet a gudde Wëlle gewisen an awer hunn ech awer net eng Hand gereecht kritt. An dat ass haart eben, jo." (Nadine, 29 Jahre, 47:19, 47:43)

Patricia, eine arbeitssuchende Mutter, beklagt sich über die Betriebe, die ihr aufgrund ihres fehlenden Schulabschlusses und der mangelnden Berufserfahrung keine Chance geben:

"Ich weiß, dass das abschreckt, weil ich so lange zu Hause bin, aber die Leute müssen aber auch eine Chance geben. (...) Ja, es gibt aber auch Leute mit Ausbildung und Diplomen und allem, die können auch nichts." (Patricia, 29 Jahre, 52:17)

Ein Langzeitarbeitsloser, Mathieu, äußert sich frustriert darüber, dass er bei der Bewerbung für eine Stelle in seiner Gemeinde keinen Erfolg hatte und dann erfahren hat, dass eine andere Person, die nicht aus der Gemeinde stammt, über Beziehungen die Stelle bekommen hat. Aufgrund der Statuten erhält er derzeit trotz Arbeitslosigkeit kein Arbeitslosengeld, wodurch er seine Anstrengungen zunichtegemacht sieht.

"Ech sinn éierlech gesot op Lëtzebuerg richteg ugepisst. Awer richteg ugepisst. Hues de mol eng Kéier gesot, ech maachen mäin Kapp duerch, setzen mäin Motivatioun duerch, ginn kal duerch d'Mauer, ech zéien dat lo duerch, ech hunn zweemol mäin Liewen verbockt, an lo wëll ech mol duerch goen. An dann hues de alles ee Joer geschafft, ee Joer Chômage an dann kanns de mol 18 Méint waarden." (Mathieu, 25 Jahre, 109:47)

Eine andere Gruppe tendiert hingegen zum anderen Extrem und verurteilt die eigene Person, das eigene Handeln und getroffene Entscheidungen. Paolo, ein arbeitsloser Akademiker, fühlt sich einerseits von der ADEM im Stich gelassen und hätte gerne mehr Unterstützung. Da er mehrere Jahre im Ausland studiert hat, kennt er sich mit den Möglichkeiten der Arbeitssuche in Luxemburg nicht mehr so gut aus

und wünscht sich daher intensivere Beratung und Betreuung. Vor allem aber zweifelt er inzwischen an seinem eigenen Werdegang, für den er sich entschieden hatte, und bedauert sein eigenes Handeln.

"Es hat sich angefühlt wie eine Niederlage. Als wären die letzten fünf bis sieben Jahre alle ziemlich umsonst gewesen. (...) Ob ich was bereue? Ja, ein paar Sachen schon. Ich hätte ein bisschen fleißiger studieren können, dann wäre ich wahrscheinlich nie so finanziell ins Straucheln gekommen (...) Also am meisten, wenn ich jemandem die Schuld geben müsste, dann am meisten mir selbst." (Paolo, 27 Jahre, 51:28)

Jeff spricht sich selbst sogar jegliche Fähigkeiten ab. Er hat ein äußerst negatives Selbstbild, fühlt sich in keinster Weise kompetent und hält sich selbst für nicht qualifiziert. Seine eigene Leistung der bestandenen Ausbildung wertet er ab, da diese so einfach gewesen sei, dass dies jeder schaffe:

"Wat ech gutt kann? Näischt. Also... wierklech näischt. (...) Bis elo weess ech nach net, wat ech gutt kann. (...) Ech hunn zwar lo dee CATP, well deen... déi Prüfung fir deen ze packen, dat ass einfach nëmmen total lächerlech. Et brauch ee just bëssen d'Buch opzemaachen an dann huet een dat scho gepackt an jo. Ech fille mech eigentlech net sou gutt, datt ech lo soe kann, ech ka lo selbstänneg schaffen an deem Beruff." (Jeff, 27 Jahre, 79:12)

Offensichtlich ist, dass beide Muster – sowohl die einseitige externale als auch die einseitige internale Attribuierung – wenig hilfreich sind. Die beiden Extreme verhindern den Einsatz adäquater Bewältigungsmuster. Personen, die Misserfolge stabil internal attribuieren, verlieren an Selbstwertgefühl und können somit keine Handlungskompetenz aufbauen. Eine stabile externale Attribuierung verhindert aufgrund der mangelnden Kontrollüberzeugung eigenes Handeln und kann zu Lähmung und Resignation führen. Anstatt Strategien zu entwickeln, die Umstände zu verändern und zu verbessern, lässt in beiden Fällen die Anstrengungsbereitschaft nach oder wird gänzlich eingestellt. Zwar ist aufgrund der Daten keine klare Aussage darüber möglich, ob die Befragten variabel oder stabil attribuieren, da nicht nach jedem Einzelereignis gefragt wurde, sondern eher allgemein um eine Einschätzung gebeten wurde, worauf sie derzeitige und frühere Erfolge oder Schwierigkeiten zurückführen. Gleichwohl deuten die vorliegenden Daten darauf hin, dass es den meisten Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit problematischer Transition nicht gelingt, situativ angemessen zu attribuieren.

Nur wenige Personen, die den "Unterstützungsbedürftigen" zugeordnet wurden, verfügen über eine realistische Selbsteinschätzung und die Fähigkeit zur angemessenen Selbstkritik. Dabei handelt es sich vor allem um Jugendliche und junge Erwachsene, die sich in einer Unterstützungsmaßnahme befinden. Sie schieben die Schuld für ihre bislang noch nicht geglückte Transition nicht auf andere, verurteilen sich aber auch selbst nicht. Vielmehr gelingt es diesen Personen, ihre eigenen Fähigkeiten und Stärken, aber auch ihre Defizite realistisch zu benennen.

"Jo, 't ass net sou einfach, well et eben un Erfahrung feelt. (...) Bon, meng Fäegkeeten, ech hoffen dat déi sech heiansdo nach besseren, datt et iergendwann nach besser geet, well ech mierken dat nodeems wou et mir wierklech feelt, ass Erfahrung." (Simone, 23 Jahre, 61:14).

"Mee wann et zwar fir ze schaffen ass, da schaffen ech och, mee ech mengen et huet awer vläicht ganz eppes klenges domat ze dinn, wat een nach kéint besser maachen, mee... jo." (René, 20 Jahre, 56:16).

Deutlich wird aber auch, dass es den meisten der von anhaltender Erfolglosigkeit betroffenen jungen Erwachsenen an der Fähigkeit zur realistischen Einschätzung und Analyse der derzeitigen Situation fehlt. Dies zeigt sich in besonders ausgeprägter Weise bei einer weiteren Gruppe, die sich durch eine gänzlich unrealistische Selbsteinschätzung auszeichnet. So ist Philippe (21), der sich derzeit in einer arbeitsmarktintegrierenden Maßnahme befindet, überzeugt, dass diese ihm dabei helfen wird, seine Chancen auf dem Arbeitsmarkt zu verbessern.

"Dat gesäit dann och mäi Patron direkt dann am CV: wat dee souvill Formatioune matgemaach huet, do soen si: Ah, ok, deen huet schonn déi Erfarung, (...) dee ka mat dat schaffen an da wëlle mir dee mol huelen direkt fir d'éischt, automatesch." (Philippe, 21 Jahre, 54:24)

Angesichts der Tatsache, dass dies bereits seine vierte Maßnahme innerhalb eines kurzen Zeitraums ist, erscheint seine optimistische Einschätzung der Situation jedoch zweifelhaft.

Zwei weitere junge Männer, denen der Zugang zum regulären Arbeitsmarkt bislang verwehrt blieb und die sich derzeit in unterschiedlichen Unterstützungsmaßnahmen befinden, äußern sich zu ihren Berufswünschen wie folgt: Jeff möchte Weltraumforscher werden und Max in Amerika nach Öl bohren. Angesichts der selbst wahrgenommenen Perspektivlosigkeit haben sie illusorische Vorstellungen der eigenen Zukunft entwickelt. Dieser Rückgriff auf selbstwerterhaltende Attributionsschemata kann als Schutzmaßnahme gedeutet werden, mit der Funktion, die Verantwortung für das eigene Scheitern abzugeben. Aufgrund der Unerreichbarkeit der Berufsträume erscheint ein konkretes Handeln zur Veränderung der aktuellen beruflichen Situation unwahrscheinlich; die biografischen Schilderungen beider zeigen vielmehr, dass sie sich mit ihrem Schicksal abgefunden und resigniert haben.

5.7 AUSWIRKUNGEN AUF ANDERE LEBENSBEREICHE

Die zentrale Bedeutung des Übergangs in Arbeit wird auch dadurch deutlich, dass dieser auf vielfältige Weise Einfluss auf andere Lebensbereiche der Betroffenen hat. In Abhängigkeit davon, wie erfolgreich sich hier der Transitionsverlauf gestaltet, zeigen sich positive oder negative Auswirkungen auf das gesamte Leben der Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Während die "Geradlinigen" und "Alternativen" einen selbstgewählten Werdegang hinter sich haben, mit dem sie im Großen und Ganzen zufrieden sind und dementsprechend wenig unerfreuliche Auswirkungen benennen, haben diejenigen, die auf Unterstützung angewiesen bzw. gescheitert sind, mit unerwünschten Effekten ihrer Transitionsprobleme zu kämpfen, die ihre Lebensqualität teils massiv einschränken.

Geradlinige Transition: Mehr Geld, weniger Zeit

Personen mit einem geradlinigen Werdegang beschreiben im Wesentlichen zwei wichtige Auswirkungen ihres erfolgreichen Übergangs in die Arbeitswelt. Zum einen ermöglicht der sichere Beruf einen höheren Lebensstandard und bietet finanzielle Sicherheit. Das bedeutet, sich mehr leisten zu können als während der Schulzeit, des Studiums oder der Ausbildung. In den meisten Fällen gehört dazu auch, sich die Wohnform leisten zu können, die man sich wünscht; oftmals verfügen die "Geradlinigen" bereits in jungen Jahren über Wohneigentum (siehe hierzu ausführlich Kapitel V).

IV.5

"Vir d'éischt mol einfach sech kënnen leeschten zesummen wunnen ze goen, also dat finanziellt effektiv, do hutt sech vill geännert." (Jean, 32 Jahre, 23:24)

"Jo, also ech kann elo bëssen méi konsuméieren wéi ech soss konnt konsuméieren. Dat huet dann och zur Folge, dass ech och e bëssen méi raus ginn wéi virdrun, well soss war dat net sou wierklech méiglech." (Lara, 22 Jahre, 86:36)

Zum anderen wird als eher negativ empfundene Auswirkung der gravierende Rückgang an freier Zeit festgestellt. Neben der oft in Vollzeit ausgeübten beruflichen Tätigkeit fehlt vielen die Zeit für Freunde, Hobbys oder ehrenamtliches Engagement, was von einigen bedauert wird. Auf der anderen Seite wird aber auch gesagt, dass man sich daran gewöhnt und damit abgefunden habe.

"Mä als negative Punkt ganz kloer, vill manner Zäit, fir en Hobby nach niewendrun ze hunn an sou weider, wann ee gewinnt ass. (...) An do fannen ech schonn e bëssen, datt ech un Liewensqualitéit angebüßt hunn." (Jean, 32 Jahre, 23:24)

Alternative Transition: Fehlende Sicherheiten, aber kaum belastende Auswirkungen

Bei den jungen Erwachsenen mit alternativem Werdegang zeigen sich je nach individueller Situation unterschiedliche Auswirkungen der Transition, die aufgrund der Heterogenität der Verläufe stark variieren. Von denjenigen, die noch keinen unbefristeten Vertrag haben, werden die fehlende finanzielle Sicherheit und die damit zusammenhängenden Folgen angesprochen.

"An, jo, wann ee kee feste Kontrakt huet, kann een och näischt virplangen. Ech ka lo keng... mat der Bank... ech ka lo keng Sue lounen, ech kann näischt virplange fir meng Zukunft." (Danielle, 24 Jahre, 103:28)

Insgesamt zeigt sich bei den Personen mit alternativem Werdegang aber, dass Sicherheiten zwar durchaus wünschenswert und hilfreich sind, die erlebten Unsicherheiten jedoch als weitaus weniger belastend empfunden werden als von den anderen Typen, da die ungewisse, offene Zukunft meist Resultat selbstgewählter Entscheidungen ist.

Als negativ empfunden wird hingegen die Notwendigkeit vieler junger Erwachsener, nach einer Zeit des eigenständigen Wohnens während des Studiums anschließend wieder ins Elternhaus bzw. in einem Fall zu den Großeltern zurückzuziehen, da sie noch nicht über genügend Einkommen verfügen, um sich eine eigene Wohnung leisten zu können (siehe auch hierzu Kapitel V).

"Bon, ech wunnen lo bei mengen Grousselteren, ech hu 27 Joer, fir éierlech ze sinn, ass dat net genial. Ech wéilt scho gären méi op mengen eegenen Been stoen." (Caroline, 27 Jahre, 98:34)

Angela, die aufgrund der Betreuung ihrer Kinder seit einigen Jahren keiner Beschäftigung nachgeht, beschreibt die Auswirkungen ihrer Rolle als Hausfrau und Mutter, mit der sie sehr unzufrieden war. Dadurch, dass die Kinder nun größer sind und sie somit wieder Zeit hat für sich, die eigene Weiterbildung und die Vorbereitung auf den Wiedereinstieg ins Erwerbsleben, geht es ihr inzwischen besser.

"Maintenant ça va mieux comme personnellement pour faire la mère au foyer, parce que j'ai commencé à suivre le cours donc au moins le matin, je suis libre pour faire des choses pour moi-même aussi. Avant non." (Angela, 34 Jahre, 77:20)

Égide, der nach einigen Umwegen einen unbefristeten Vertrag bei einer Kammer erhalten hat, beschreibt eine ungewöhnliche Auswirkung seiner gesicherten beruflichen Zukunft: Da er immer auf selbst gesteckte Ziele hingearbeitet hat, empfand er den Einstieg ins Erwerbsleben als psychischen Stress, da mit dem Erreichen dieses Zieles keine weiteren Ziele mehr in Sicht waren.

"Deen Dag wous du ufänks mat schaffen, ech muss zwar soen dat war fir mech een ongehéieren Stress, net wéinst der Aarbecht, mee well ech am Kapp... do ass op een mol deen Prinzip net méi gaangen, well... da sees du der, merde, wat ass da lo mäin Zil gell, an ech muss zwar soen dat huet een enormen Stress, also psychologeschen Stress ausgeléist, mat dem ech heinsdo wirklech, also den Moment wierklech ze kämpfen hat." (Égide, 28 Jahre, 17:20, 17:26)

Transition mit Unterstützungsbedarf: Beeinträchtigung der Psyche, der Gesundheit und des Wohlbefindens

Die jungen Erwachsenen mit Unterstützungsbedarf bei der Bewältigung ihrer Transition haben bereits Zeiten des Misserfolgs hinter sich. Diese wirken sich vielfach auf die psychische Verfassung der Betroffenen aus. Übereinstimmend schildern sie negative Auswirkungen ihrer unbefriedigenden beruflichen Situation auf Psyche, Gesundheit und Wohlbefinden. Beklagt werden vor allem das Fehlen eines geregelten Tagesablaufs und der Verlust des Selbstvertrauens.

"Dach, iergendwann schléit et op d'Selbstvertrauen, dann denkt een: 't kann een näischt. Also, et kann een näischt an dowéinst gett ee mol net geruff an d'Virstellungsgespréicher." (Simone, 23 Jahre, 61:16)

"Jo, bësse, also well ech keng Aarbechtsplaz hunn, ass kee Rhythmus méi dran a mengem... also a mengem Dagesoflaf. Ech ginn och heiansdo bësse lustlos, starten ech den Dag, well ech dann denken: Oh, wiers de da gutt op enger Aarbecht, häss de wéinstens eppes ze dinn. An lo doheem ass et: Jo, wat méchs du da lo? Wéi bréngs du d'Zäit ëm? Du hues lo souvill Demandë scho geschéckt... wat mëss du da lo weider an sou." (Linda, 22 Jahre, 90:30)

Vielen Betroffenen ist die Situation unangenehm und sie möchten häufig gar nicht darauf angesprochen werden. Arbeitslosigkeit wird als psychischer Stress empfunden und die fehlende Perspektive und ungewisse Zukunft belasten die Betroffenen.

"C'est affreux. (...) Oui, c'est le moral qui en prend un coup. C'est normal. Moi j'aime bien travailler, je ne suis pas quelqu'un qui aime rester assise, cela commence à me déranger, parce que je n'ai pas l'habitude. Mais quelqu'un qui a l'habitude de travailler et qui a l'habitude d'être toujours actif, rester comme ça deux ans à la maison, c'est à taper la tête contre le mur. C'est assez lourd pour la personne même et pour le moral surtout." (Madeleine, 29 Jahre, 38:31)

"Es war nicht einfach, weil es war alles so plötzlich mit allem und weil ich nie ein Mensch war für zu Hause zu bleiben. Ich war immer ein aktiver Mensch und arbeiten, ich habe seit meine 15 Jahre während den Schulferien

ZUR SUBJEKTIVEN REKONSTRUKTION VON TRANSITIONSVERLÄUFEN UND BEWÄLTIGUNGSMUSTERN – EINE TYPOLOGIE

immer gearbeitet, immer alles... Ich war immer aktiv und dann von einem Moment auf den anderen, wumm." (Patricia, 29 Jahre, 52:24)

"C'est tout bête. Comme quoi, des choses simples peuvent se transformer en un mur. C'est vrai que le fait d'être au chômage, ce n'est pas très bien. Parce qu'au niveau de ma santé, cela fait aussi plus ou moins ,Yo-yo'." (Jeanne, 33 Jahre, 78:25)

Paolo, der nach seinem Studium keine Arbeit in seinem Bereich findet, beschreibt sehr anschaulich die negativen Auswirkungen auf unterschiedlichen Ebenen. Er empfindet die derzeitige Situation als finanziell wie psychisch sehr anstrengend und belastend; man müsse jeden Tag wieder aufstehen wollen. Neben den finanziellen Auswirkungen, durch die er nicht das Leben führen kann, das er gerne führen würde, beobachtet er auch Auswirkungen auf sein Sozialverhalten. Die Situation ist ihm unangenehm, er fühlt sich stigmatisiert als Arbeitsloser und ist gehemmt, auf andere Menschen zuzugehen, da er nicht "er selbst" sei. Die erfolglose Arbeitssuche fühlt sich für ihn an wie eine Niederlage, die sich auf alle Lebensbereiche auswirkt.

"Ziemlich beschissen. Ich bin auf einem guten Weg, aber ich bin erst mal in ein tiefes Loch gefallen. Klar, das kommt immer wieder mal vor im Leben, dass man fällt, es war nur diesmal besonders schwer wieder aufzustehen. (...) Also, man ist als Arbeitsloser ja, ob man will oder nicht, irgendwo stigmatisiert. Ich kann weder richtig so, wie ich mir das vorgestellt hab, am sozialen Leben teilnehmen, also ich würde gerne in einen Verein, will aber meinen Vater nicht anpumpen für Sportschuhe oder so. Also das Finanzielle blockiert schon einiges. (...) Ich möchte einfach nur ein bisschen… es ist dieses Gefühl, dass nichts sicher ist einfach. Nichts ist sicher." (Paolo, 27 Jahre, 51:27)

Finanzielle Schwierigkeiten, die aus Arbeitslosigkeit oder prekären Beschäftigungsverhältnissen resultieren, haben bei vielen jungen Erwachsenen Auswirkungen auf den privaten Bereich. Zur Verwirklichung von Zukunftsplänen ist es häufig Voraussetzung, Geld beiseitezulegen, was jedoch in vielen Fällen nicht möglich ist. Dies betrifft gleichermaßen größere Pläne wie das Erreichen eines gewissen Lebensstandards oder die Gründung einer Familie, grundlegende Bedürfnisse wie eine eigenständige Wohnsituation sowie Aspekte des alltäglichen Lebens wie den Abschluss eines Handyvertrags. Die Teilhabe am gesellschaftlichen Leben ist somit in zentralen Bereichen stark eingeschränkt, was als erhebliche Belastung empfunden wird.

Gescheiterte Transition: Gravierende Auswirkungen auf alle Lebensbereiche

Bei den Befragten mit gescheiterter Transition haben die Langzeitarbeitslosigkeit und Perspektivlosigkeit teils gravierende Auswirkungen auf ihr gesamtes Leben, da sich die Schwierigkeiten nicht nur auf den Zugang zu Arbeit beschränken, sondern mehrere Lebensbereiche umfassen.

Anhaltende Erfolglosigkeit, häufige Scheiternserfahrungen und mangelnde Kontrollüberzeugung führen zu teils fatalen Auswirkungen auf die Psyche und das Selbstkonzept der Betroffenen. Bis zu einem gewissen Punkt sind sie bereit zu kämpfen, doch wenn dauerhaft Erfolge ausbleiben, kann dies zu Resignation und Fatalismus führen. Mehrere Personen berichten von psychischen Problemen bis hin zu Depressionen. Das Wegfallen von Arbeit ist für manche gleichbedeutend mit dem Verlust des Lebenssinns; sie fühlen sich wertlos. Viele Langzeitarbeitslose berichten, dass es ihnen nicht möglich ist, ein eigenständiges Leben zu führen.

IV.5

"Ech wousst net méi wouhi mat mir, well déi Aarbecht, dat huet mir e Sënn gi fir ze liewen och, well ech menge wann ee schafft, dann ass een och iergendeppes wäert an dono war ech iergendwéi verluer eng Zäit. (...) Jo, 't huet mech méi an d'Depressioun eben halt gemeet, well ech mir d'Schold ginn hunn an... dunn hat ech keng Léierplaz zum Beispill an du war ech rëm e Joer doheem. Nee, do gëtt ee krank." (Nadine, 29 Jahre, 47:20; 47:45)

Hinzu kommen die finanziellen Probleme und die fehlende Möglichkeit, sich grundlegende Dinge leisten zu können.

"Miess, well et ass net däin eegent Geld, do muss ech nach meeschtens ëmmer d'Elteren froen fir Geld, dat ass scho miess." (Jeremy, 19 Jahre, 80:30)

Eigenständiges Wohnen ist für diese Gruppe von jungen Erwachsenen nicht möglich; von den neun Personen, deren Transition als gescheitert angesehen werden muss, gibt lediglich eine Frau an, alleine zu leben.²⁷

5.8 EINSTELLUNG IN BEZUG AUF DIE ZUKUNFT

Befragt wurden die Jugendlichen und jungen Erwachsenen auch nach ihrer Einstellung mit Blick auf die Zukunft, d.h. ob sie eher zuversichtlich oder eher pessimistisch nach vorne schauen, ob eher Wünsche und Hoffnungen oder eher Befürchtungen und Sorgen überwiegen. Je nach Transitionsverlauf und -erfolg oder -misserfolg unterscheiden sich die Sichtweisen der Befragten erheblich. Unklar muss dabei jedoch bleiben, ob die bisherigen Transitionserfahrungen die Einstellung beeinflussen oder umgekehrt sich die Sichtweise auf die Transition auswirkt.

Geradlinige Transition: Optimistische und sorglose Einstellung

Danach gefragt, wie sie ihre berufliche Zukunft sehen, äußern sich die Personen mit geradlinigem Werdegang übereinstimmend optimistisch und zuversichtlich; ihre Haltung der Zukunft gegenüber ist positiv und entspannt. Viele der jungen Erwachsenen aus diesem Typus sind bereits vollständig im Erwerbsleben angekommen und haben ihre Transition gemeistert; aufgrund eines sicheren Beschäftigungsverhältnisses brauchen sie sich keine Sorgen um ihre berufliche Zukunft zu machen. Diese Sicherheit zeigt sich in den Äußerungen der Befragten.

"Jo mir schaffen allen zwee 'indéterminé' beim Staat. Dat heescht, ech soen mer souguer, wann ech géing eng Zäit ophalen fir rëm heiheem ze bleiwen, hätt ech dono nach ëmmer eng sécher Aarbecht." (Françoise, 30 Jahre, 18:39)

Auch in Bezug auf eventuelle Karrierepläne erweist sich eine sichere Stelle als hilfreich. Aufstiegsmöglichkeiten stellen für einige eine erstrebenswerte und interessante Option dar, es wäre aber auch völlig ausreichend, den derzeitigen Beruf weiter auszuüben.

²⁷ Weitergehende Beschreibungen der Wohnsituation der Befragten finden sich in Kapitel V.5.

"Mäin Zil war ëmmer iergendwann eemol Proff ze ginn. Op ech dat ginn, dat weess ech net, dat steet an de Stären. Wann iergendwann eng Kéier d'Méiglechkeet do ass an ech hu grad Loscht drop, wäert ech et probéieren. (...) Mä do wou ech elo sinn, dat gefällt mir och. Wann de Service sou bleift wéi en elo ass, gesinn ech och domadder kee Problem." (Sven, 30 Jahre, 64:24)

Bereits in der Phase des Übergangs wird eine sehr entspannte und zuversichtliche Haltung deutlich. Dabei spielen der bisherige erfolgreiche Verlauf, aber auch die Berufswahl eine Rolle:

"An well et eben och, muss ech soen, eng sécher Aarbechtsplaz ass, well d'Leit ëmmer krank ginn. An et ginn ëmmer Dokteren gebrauch. (...) Et gëtt ëmmer vill vu Jugendchômage geschwat, an d'Medezinsstudium kennt keen Jugendchômage, dat heescht et ass eng sécher Aarbechtsplaz." (Tiago, 25 Jahre, 65:24)

"Also ech denken, dass den edukative Beräich ee vun deenen Beräicher ass, deen ëmmer wäert funktionéieren, sou laang et Leit, an Mënschen an Kanner ginn, denken ech dass den edukativen Beräich ëmmer funktionéiert an ech denken och, dass mat dëser ganzer Kris, den edukativen Beräich immens un Wichtegkeet gewonnen huet. (...) (Do) brauch een an dëser Hinsicht, denken ech elo mol ganz virsiichteg, net all ze vill ëm seng Aarbecht ze fäerten." (Emil, 30 Jahre, 105:40)

Alternative Transition: Offenheit und entspannte Sicht auf die Zukunft

Ähnlich positiv und zuversichtlich äußern sich diejenigen, die einen alternativen Werdegang hinter sich haben. Hier werden eine entspannte Sicht und eine große Offenheit in Bezug auf die Zukunft deutlich. Obwohl die beruflichen Perspektiven in vielen Fällen keineswegs gesichert sind, herrscht eine optimistische und gelassene Einstellung vor.

"Nee, das ist eher offen. Halt mal gucken, was die Zukunft bringt und ja. (...) Also da, wie gesagt, ich hab mich da nicht festgefahren und sehe da eher einer offenen Zukunft ins Auge und kann halt eben jetzt gerade deswegen noch nichts sagen, wo es hingeht." (Henri, 32 Jahre, 22:14)

"Dat (meng Zukunft) ass e grousst Fragezeichen. Ech hu keng Ahnung, ech sinn relax." (Rebecca, 29 Jahre, 72:30)

Wenngleich viele der "Alternativen" sich nicht festlegen und sich mehrere Optionen offenhalten wollen, wird doch deutlich, dass eine gewisse Sicherheit ihre Einstellung in Bezug auf die Zukunft positiv beeinflusst. So stellt ein Promotionsstudent die "Luxussituation" in Luxemburg heraus, dass er mit seinem akademischen Abschluss die Gewissheit hat, eine Stelle als Gymnasiallehrer zu bekommen und insofern keinerlei Existenzängste zu haben braucht, selbst wenn es mit dem Wunschberuf im akademischen Bereich nicht klappt.

Im Unterschied zu den "Geradlinigen" spielt hier der Sicherheitsaspekt aber eine geringere Rolle; charakteristisch ist hier vielmehr die Offenheit und zu einem gewissen Grad auch die Ungewissheit, die einen Reiz ausübt. Viele wollen sich die Zukunft offenhalten und sind positiv gespannt, was sie bringen wird. Zukunftssorgen sind auch bei den jungen Menschen mit alternativer Transition nicht festzustellen.

Transition mit Unterstützungsbedarf: Hoffnung auf erfolgreichere Zukunft, aber auch Skepsis

Innerhalb des Typs der jungen Menschen mit Unterstützungsbedarf bei der Transitionsbewältigung überwiegt im Hinblick auf die Zukunft die Hoffnung. Nachdem der Übergang ins Erwerbsleben bislang nicht geglückt ist, hoffen die Betroffenen auf eine bessere Zukunft. Einige setzen dabei auf externe Unterstützung und hoffen, dass beispielsweise die Teilnahme an einer Maßnahme ihnen dabei hilft, im Arbeitsleben Fuß zu fassen. Vereinzelt wird auch die Hoffnung geäußert, in der derzeit absolvierten Maßnahme bleiben zu können bzw. übernommen zu werden.

"Jo, ech hoffen emol datt ech do… datt ech emol do iergendwéi e Fouss gefaasst kréien. (…) Ech hoffe mol datt ech iergendwann do eng Plaz kréie fir do kënne schaffen ze goen." (Linda, 22 Jahre, 90:33)

"Dat kann eng Bréck sinn fir an e feste Kontrakt eran, et léiert een ëmmer nei Saachen a vu que datt et bei deene Jonken awer wierklech un Erfahrungen feelt a wat och oft de Grond ass firwat d'Patronen déi Jonk net huelen, well se eben null Erfahrungen hunn." (Simone, 23 Jahre, 61:19)

Mit der Hoffnung auf eine berufliche Perspektive ist auch die Hoffnung auf eine in allgemeiner Hinsicht erfolgreichere Zukunft verbunden, da der Bereich Arbeit für viele als Voraussetzung auch für andere Lebensbereiche angesehen wird. Gleichwohl sind die meisten realistisch genug, um zu erkennen, dass auch externe Unterstützung keine Garantie für einen gelingenden Übergang ist, sondern der Weg aufgrund der eigenen Biografie und fehlender Voraussetzungen schwierig bleiben wird.

Im Vergleich zu denjenigen, die aktuell voller Hoffnung an einer Arbeitsmarktintegrationsmaßnahme teilnehmen, zeigt sich bei denjenigen, die schon längere Negativerfahrungen und teilweise auch mehrere Maßnahmen hinter sich haben, größere Skepsis. Patrick, ein 23-jähriger Luxemburger mit deutschem Hauptschulabschluss, nicht bestandener Ausbildung, drei Praktika in unterschiedlichen Bereichen und überwiegend negativen Erfahrungen auf dem Arbeitsmarkt, der sich derzeit zum zweiten Mal in einer Arbeitseingliederungsmaßnahme des Forum pour l'emploi befindet, zweifelt dementsprechend, ob ihm diese Maßnahme auf dem Arbeitsmarkt helfen wird. Wenig optimistisch äußert sich auch Giorgio, ein 24-jähriger Italiener, der derzeit seinen Schulabschluss nachholt, angesichts der ihn erwartenden Perspektive der CAE- oder der CIE-Verträge:

"Mä bon déi Kontrakter, CAE, CIE, déi kanns de nach kréien, mä bon dat ass zwar och keng Zukunft. (...) Also CAE ass keng Zukunft. Dat si Kontrakter vun ee Joer an dono bass de am Chômage." (Giorgio, 24 Jahre, 108:40)

Insgesamt ist die Einstellung in Bezug auf die Zukunft bei vielen wechselhaft. Hoffnung, Skepsis und teilweise auch Fatalismus wechseln einander ab.

"Es gibt Tage, ja, da bin ich sehr pessimistisch. Aber es ist normal. (…) Ja, ich suche weiter, irgendwann wird ja was kommen. Ich weiß nicht wann, aber irgendwann kommt es." (Patricia, 29 Jahre, 52:20)

"Donc on reste comme ça, mais on n'a pas le choix, c'est comme ça. Je ne vais pas mourir parce que j'ai perdu mon travail. On continue à avancer avec l'espérance de trouver quelque chose, bien sûr. Mais quand?" (Madeleine, 29 Jahre, 38:24)

Gescheiterte Transition: Pessimismus und Resignation

Die Befragten am unteren Ende des Transitionskontinuums haben entsprechend ihrer fehlenden Perspektive die negativste Einstellung der Zukunft gegenüber. Abgesehen von einzelnen Personen, die die Augen vor der eigenen Situation verschließen, stellt sich die Sichtweise sehr pessimistisch dar. Teilweise scheint diese Haltung nicht nur der Lebenssituation geschuldet, sondern Teil der Persönlichkeit zu sein.

"Nee, ech si méi negativ. Ech denken ëmmer negativ." (Chiara, 18 Jahre, 100:59)

Viele haben die Hoffnung auf eine bessere Zukunft aufgegeben und äußern sich resigniert und fatalistisch. Auch weisen sie darauf hin, dass es aufgrund der verfahrenen Lebenssituation überhaupt nicht möglich ist, in die Zukunft zu schauen. Da ohne Arbeit und ohne Geld die Basis fehlt, sich eine Zukunft aufzubauen, verbietet sich für die Betroffenen auch der Blick nach vorn; Lebensziele und -wünsche sind nicht (mehr) vorhanden.

"Ech hunn am Fong net vill Ziler. Ech gesi mech och net an zéng Joer. Ech liewen haut a muer. Wann ech muer lo eng fest Plaz géif kréien, da kann ech mir Ziler setzen. Esou leider kann... kann ech net." (Nadine, 29 Jahre, 47:41)

5.9 TRANSITIONSTYPEN UND IHR BEDARF AN HILFS- UND UNTERSTÜTZUNGSANGEBOTEN

In diesem Kapitel wurden die subjektiven Perspektiven Jugendlicher und junger Erwachsener auf den Übergang in Arbeit beleuchtet sowie Einflussfaktoren und Auswirkungen der Transition untersucht. Trotz aller Unterschiede hinsichtlich der Verläufe, Sichtweisen und Einstellungen der Befragten ist allen untersuchten Fällen gemeinsam das Ziel, eine Arbeit zu finden; die diesbezüglichen gesellschaftlichen Erwartungen und Vorstellungen werden von allen Jugendlichen und jungen Erwachsenen geteilt. Alternativmodelle außerhalb des gesellschaftlich vorgesehenen Rahmens werden von den Befragten nicht entworfen.

Der Übergang in Arbeit vollzieht sich jedoch, wie gezeigt, unterschiedlich schnell, unterschiedlich rational und unterschiedlich erfolgreich. Die befragten Personen wurden im Rahmen der Analyse in vier Transitionstypen gruppiert. Diese lassen sich nicht nur aufgrund ihrer unterschiedlichen Verläufe, sondern auch hinsichtlich ihrer Erfahrungen, Handlungsstrategien, Werthaltungen, Perspektiven und Einstellungen voneinander abgrenzen.

Deutlich wird nicht nur, dass sich die Transition in die Arbeitswelt unterschiedlich gestaltet je nach Bildungsweg und Bildungsniveau, sondern insbesondere, welch große Rolle die familialen Ressourcen und Unterstützungsleistungen bei der Bewältigung der Transition spielen. In nahezu allen analysierten Fällen erfolgreicher Transition hat die Familie finanziell, durch Kontakte und Information, durch persönliches Interesse und Unterstützung den Jugendlichen eine wesentliche Hilfestellung gegeben. Und in nahezu allen problematischen Übergangsfällen waren fehlende familiale Ressourcen und Unterstützungsleistungen oder familiale Probleme und Konflikte wesentliche Elemente der schwierigen Situation der Jugendlichen.

Zwei Typen blicken auf eine erfolgreiche, selbstbestimmte Transition zurück. Während die "Geradlinigen" ihren Weg planvoll, zielstrebig und zügig verfolgt haben, erfolgten die Werdegänge

der "Alternativen" eher ungeplant und mitunter zufällig, was sich auch in diversen Brüchen und Richtungswechseln zeigt. Den beiden Typen liegen unterschiedliche Logiken, Motive und Werte zugrunde; auch die generelle Lebenseinstellung beider Typen unterscheidet sich in mancher Hinsicht. Letztlich führten aber beide Vorgehensweisen zur Erreichung der selbst gesetzten Ziele bzw. zur individuellen Zufriedenheit mit dem eigenen Leben. Ein Migrationshintergrund, den etwa jeder Dritte dieser beiden Typen aufweist, wird in der Regel als positive und die eigene Biografie bereichernde Erfahrung gedeutet; dank überwiegend guter sprachlicher Kompetenzen und eines guten sozialen Netzwerks sehen sich die betreffenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen voll und ganz in die luxemburgische Gesellschaft integriert.

Im Gegensatz dazu ist den beiden übrigen Typen gemeinsam, dass die Transition in Arbeit keineswegs wunschgemäß verlief bzw. verläuft. Junge Erwachsene mit Unterstützungsbedarf und in besonderem Maße diejenigen, deren Transition zum jetzigen Zeitpunkt als gescheitert zu bezeichnen ist, sehen sich bei ihren Bestrebungen, auf dem Arbeitsmarkt Fuß zu fassen, mit unterschiedlichen Schwierigkeiten konfrontiert, die dazu führen, dass der Übergang in Arbeit bislang nicht geglückt ist. Dabei wird ein eigener Migrationshintergrund, den knapp die Hälfte der beiden Typen aufweist, oftmals als zusätzlich hemmender Faktor erachtet, der sich aus Sicht der Betroffenen in Form von Sprachproblemen, mangelnder Integration und teilweise auch der Erfahrung der Benachteiligung manifestiert. Viele derjenigen mit Unterstützungsbedarf haben bereits längere Phasen der Enttäuschung und des Misserfolgs hinter sich, was sich auf ihr Denken und Handeln, ihr Selbstkonzept und ihre Gesundheit negativ auswirkt; gleichwohl besteht bei ihnen nach wie vor die Hoffnung, gegebenenfalls durch externe Initiative und Hilfe auf ihrem Weg voranzukommen. Bei den jungen Menschen mit gescheiterter Transition führen die vielfältigen Misserfolgs- und Scheiternserfahrungen in unterschiedlichen Kontexten zu massiven Beeinträchtigungen ihres Selbstwertgefühls und ihrer Handlungsbereitschaft; bei einigen sind Resignation und Fatalismus die Folge der anhaltenden Negativerlebnisse.

Tabelle 9 stellt die induktiv abgeleiteten Merkmale der einzelnen Typen in Bezug auf verschiedene Einflussfaktoren, die den Transitionsverlauf positiv oder negativ beeinflussen, noch einmal im Überblick dar.

 Tabelle 9: Übersicht Typologie von Transitionsverläufen und Bewältigungsmustern

	Geradlinige Transition	Alternative Transition	Transition mit Unter- stützungsbedarf	Gescheiterte Transition
Familiäre Ressourcen	· positive elterliche Unterstützung · intensiver Austausch	 positive elterliche Unterstützung starkes Autonomie- bestreben, teilweise Konfrontation 	 teilweise fehlende Unterstützung teilweise Unterstützung bei Schwierigkeiten 	 kaum elterliche Unterstützung schwierige familiäre Beziehungen und Verhältnisse
Schulische Laufbahn und Bildungserfolg	 mittlerer bis hoher Schulabschluss überwiegend positive schulische Erfahrungen 	mittlerer bis hoher Schulabschlussüberwiegend positive schulische Erfahrungen	 unterschiedliche Abschlüsse teilweise negative schulische Erfahrungen 	 niedriger oder kein Abschluss, häufig Schulabbruch massive Negativerfahrungen
Migrations- erfahrungen und Integration	· problemlose Integration (hohe Sprachkompetenz, soziale Integration) · positive Erfahrungen	 problemlose Integration (hohe Sprachkompetenz, soziale Integration) positive Erfahrungen 	 Integrations- schwierigkeiten Sprachprobleme Gefühl der Benachteiligung 	 Integrations- schwierigkeiten Sprachprobleme Gefühl der Benachteiligung
Entscheidungen und Handlungen	 selbstbestimmt planvoll, rational geradlinig, zielstrebig 	selbstbestimmtungeplant, spontanindividuell, wechselnd	Notlösungen, bedingt durch Mangel an Alternativen oft fremdbestimmte Entscheidungen	Rückzugstendenzen Handlungen häufig erst auf Initiative von außen
Werthaltungen und Motive	· materialistische (Sicherheit, Karriere) und postmaterialisti- sche Werte (Sinn- haftigkeit) gleicher- maßen	 postmaterialistische Werte (Selbst- verwirklichung, Zufrie- denheit) dominieren 	 psycho-soziale Motive im Vordergrund (Strukturierung des Alltags, soziale Integration) 	- finanzielle Motive überwiegen ("Hauptsache Arbeit") - Verlust von Wertvor- stellungen
Selbstwirk- samkeit und Attribuierung	· hohe Selbstwirksamkeit	· hohe Selbstwirksamkeit	· geringe Selbstwirksamkeit	· geringe Selbstwirksamkeit
Auswirkungen auf andere Lebensbereiche	 höherer Lebensstandard weniger Zeit für andere Lebensbereiche 	 fehlende Sicherheiten, aber kaum belastende Auswirkungen unterschiedlicher Lebensstandard 	Beeinträchtigung der Psyche, der Gesund- heit, des Wohlbefin- dens finanzielle Sorgen	 gravierende negative Auswirkungen auf alle Lebensbereiche finanzielle Not
Einstellung in Bezug auf die Zukunft	· optimistisch, zuversichtlich	· offen · entspannt	· hoffnungsvoll · skeptisch	· pessimistisch · resignierend
Bedarf an Hilfe von außen zur Bewältigung der Transition	· nur geringer und allgemeiner Bedarf an Information und Unterstützung	 nur geringer und allgemeiner Bedarf an Information und Unterstützung offenere Übergangs- möglichkeiten zur Unterstützung indivi- dueller Lebenswege 	 klassische Unter- stützungsangebote notwendig Bedarf an passgenau- er Unterstützung (z.B. Beratung, Coaching, Qualifizierung) 	 umfassender Unter- stützungsbedarf in vielen Bereichen Früherkennung wichtig, da klassische Hilfsangebote nicht ausreichend

Die Ergebnisse machen darüber hinaus deutlich, dass die Transition in Arbeit eine individuelle Leistung ist, die von den Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf verschiedene Weise angegangen und gemeistert wird. Entsprechend den heterogenen Wegen und Herangehensweisen bedarf es auch unterschiedlicher Hilfs- und Unterstützungsangebote. Aus den Daten lässt sich ableiten, welchen Bedarf an Unterstützung die einzelnen Typen haben und welche Art von Hilfe sie sich wünschen (in der letzten Zeile der Tabelle abgebildet):

- Geradlinige Transition: Jugendliche und junge Erwachsene, deren Werdegang geradlinig verlief, meistern die Transition in Arbeit selbstbestimmt und zielstrebig. Sie greifen auf Unterstützung und Informationen ihres familiären und schulischen Umfelds zurück und nutzen diese, um ihren eigenen Weg zu finden; ein Bedarf an über diese vorhandenen Ressourcen hinausgehende Unterstützung besteht in der Regel nicht.
- Alternative Transition: Jugendliche und junge Erwachsene, deren Transition auf Umwegen erfolgte und daher als alternativ bezeichnet werden kann, verfügen ebenfalls über individuelle Ressourcen, die ihnen dabei helfen, den von ihnen gewünschten Weg einzuschlagen und dabei auch Hindernisse und Unsicherheiten in Kauf zu nehmen. Auch bei ihnen ist meist kein konkreter, über die familiäre und schulische Unterstützung hinausgehender Bedarf an Hilfe erkennbar. Punktuelle Unterstützung im Berufsorientierungs- oder Bewerbungsprozess könnte die Transition jedoch gegebenenfalls erleichtern. Hilfreich für diese jungen Menschen wäre zudem ein offeneres Übergangsregime, welches individuelle Lebenswege unterstützt und erleichtert.
- Transition mit Unterstützungsbedarf: Jugendliche und junge Erwachsene, die zur Bewältigung der Transition Unterstützung benötigen, sind wie bereits die Bezeichnung verdeutlicht zur Integration in den Arbeitsmarkt auf externe Hilfen angewiesen. Einige von ihnen benötigen Unterstützung in Form von Beratung, Orientierung oder Information, andere brauchen bestimmte arbeitsmarktintegrierende Maßnahmen, in denen sie beispielsweise fehlende Kompetenzen erwerben und die Berufsreife erlangen können. Die Unterstützungsbedürftigen stellen damit eine klassische Zielgruppe der Jugend- und Arbeitsmarktpolitik dar. Wichtig erscheint es, die unterschiedlichen Bedürfnisse zu erkennen und mit passgenauen Angeboten (individuelles Coaching, Case Management) darauf einzugehen.
- Gescheiterte Transition: Jugendliche und junge Erwachsene, deren Transition zum jetzigen Zeitpunkt als gescheitert angesehen werden muss, sind am stärksten auf externe Unterstützung angewiesen, da sie nicht über die notwendigen Ressourcen zur Bewältigung ihrer multiplen Probleme verfügen. Sie haben einen umfassenden Bedarf an Hilfe auch im privaten, familialen und psychosozialen Bereich. Gleichzeitig zeigt sich, dass die traditionellen Hilfsangebote der Arbeitsmarktintegration bei dieser Gruppe nicht funktionieren. Dies ist teilweise auch dadurch bedingt, dass manche aufgrund mehrfacher Wechsel des Wohnortes und des Schulsystems durch administrative Raster fallen, was weitere Probleme mit sich bringt und die Initiierung von Hilfsmaßnahmen sowie eine kontinuierliche Unterstützung erschwert. Da die Ursachen der späteren Transitionsschwierigkeiten nicht erst in der Phase des Übergangs, sondern bereits weitaus früher in Familie und Schule entstehen, ist eine verbesserte Früherkennung wichtig. Der Familienhilfe in Verbindung mit schulischen Unterstützungsangeboten kommt hier eine besondere Bedeutung zu.

6. Erfahrungen Jugendlicher in Unterstützungsmaßnahmen: Ergebnisse der quantitativen Studie

Während die beiden vorangegangenen Kapitel IV. 4 und IV. 5 die Transition in den Arbeitsmarkt aus einem eher generellen Blickwinkel beleuchtet haben, wird nun der Fokus auf genau die Jugendlichen und jungen Erwachsenen gelegt, die den Übergang vom Bildungssystem zum Ausbildungsplatz (erste Schwelle) oder zum Arbeitsplatz (zweite Schwelle) nicht nahtlos bewältigen können. In der vorausgegangenen qualitativen Studie wurde die Transition dieser Jugendlichen und jungen Erwachsenen als unterstützungsbedürftig bezeichnet. Um die Transition in den Arbeitsmarkt erfolgreich bewältigen zu können, benötigen diese Jugendlichen und jungen Erwachsenen Hilfe in Form von institutionellen Unterstützungsangeboten, die ihnen die Möglichkeit eröffnen, fachliche und fachübergreifende Kompetenzen zu erwerben, Praxiserfahrung zu sammeln und sich somit besser für den Arbeitsmarkt qualifizieren zu können.

Welche Hilfsangebote zur Förderung der Erwerbstätigkeit bzw. Erwerbsfähigkeit werden konkret in Luxemburg angeboten, um diesen Jugendlichen und jungen Erwachsenen den Weg in den Arbeitsmarkt zu ermöglichen, und welchen Beitrag leisten diese Unterstützungsmaßnahmen im Hinblick auf die genannten Zielsetzungen?

Die Erfahrungen und Einschätzungen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Alter zwischen 15 und 35 Jahren²⁸, die an einer Unterstützungsmaßnahme zur Integration in den Arbeitsmarkt in Luxemburg teilgenommen haben, stehen im Fokus der nachfolgend dargestellten Studie. Um die subjektiven Erfahrungen der Maßnahmenteilnehmer aufzuzeigen, wurden insgesamt 1.162 Fragebogen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen ausgewertet. Ihre Antworten geben einen Eindruck von ihren Erwartungen und Erfahrungen bei der Suche nach einer Beschäftigung sowie eine Einschätzung zu der von ihnen besuchten Maßnahme.

²⁸ In der quantitativen Studie ist die Altersspanne des Jugendberichtes von 15 bis 34 Jahre aus methodischen Gründen auf 15 bis 35 Jahre erweitert worden.

6.1 UNTERSTÜTZUNGSMASSNAHMEN ZUR TRANSITION IN DEN ARBEITSMARKT: ERGEBNISSE DER ORGANISATIONSBEFRAGUNG

Da in Luxemburg keine umfassende Auflistung der aktuell angebotenen Maßnahmen zur Arbeitsmarktintegration existierte, bestand der erste Schritt der Analyse in einer systematischen Dokumentation der Unterstützungsangebote auf der Grundlage einer Organisationsbefragung. Insgesamt 84 Organisationen haben mit der Universität Luxemburg zusammengearbeitet und eine Beschreibung der von ihnen angebotenen Maßnahmen zur Integration in den Arbeitsmarkt zur Verfügung gestellt. Jede rückgemeldete Maßnahme wurde im Hinblick auf verschiedene Charakteristika (Entstehungsjahr, Zielsetzung usw.) beschrieben. Die Analyse dieser Daten berücksichtigt die Informationen aus 165 ausgefüllten Formularen, wobei einige Maßnahmen von mehreren Organisationen parallel angeboten wurden. Eine detaillierte Auflistung der übermittelten Maßnahmen befindet sich im Anhang. Die Beschreibung dieser Daten und die im Folgenden dargestellte Analyse erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Sie basiert ausschließlich auf den rückgemeldeten Daten der Organisationsbefragung.

6.1.1 Zielgruppe und Teilnehmer der Maßnahmen

Die befragten Organisationen richten ihre Angebote meist an eine bestimmte Zielgruppe: Ein Blick auf die Maßnahmenteilnehmer lässt erkennen, dass nicht alle Angebote gleichermaßen für die Zielgruppe der quantitativen Befragung – 15 bis 35 Jahre – relevant sind. 30,9 % werden für eine erweiterte Teilnehmergruppe angeboten, die generell alle Personen im erwerbsfähigen Alter einschließt. Die überwiegende Mehrheit (69,1 %) der beschriebenen Maßnahmen richtet sich an Jugendliche und junge Erwachsene bis maximal 35 Jahre.

Das derzeitige Angebot an Maßnahmen ist sehr breit gefächert und kann an dieser Stelle nur exemplarisch wiedergegeben werden. Insbesondere werden Unterstützungsmaßnahmen für Jugendliche mit niedriger Bildung angeboten. So können Jugendliche, die keinen Zugang zur unteren Sekundarstufe ("Cycle inférieur") aufweisen oder keine Lehrstelle gefunden haben, über COIP- bzw. IPDM-Klassen²⁹ einen Zugang zum "régime professionnel" (Berufsausbildungszweig) oder zum aktiven Berufsleben bekommen (Chambre des Députés, 2007).

Kürzlich immigrierten Jugendlichen zwischen 12 und 17 Jahren wird der Besuch von Klassen ermöglicht, die auf die Wiederaufnahme von schulischer und beruflicher Bildung vorbereiten. Neben den eher "klassischen" Maßnahmen der ADEM, wie z.B. dem CAE und CIE³⁰, welche zur beruflichen Eingliederung für Arbeitssuchende unter 30 Jahren gedacht sind, bieten viele Organisationen Hilfe bei der Orientierung, der Ausbildungsplatzsuche oder der Vorbereitung von Bewerbungsunterlagen an. Diese Angebote werden mehrheitlich von Schülern und Studierenden in Anspruch genommen.

In der Regel ist die Teilnahme an einer Unterstützungsmaßnahme an bestimmte Voraussetzungen gebunden, die im luxemburgischen Arbeitsrecht ("Code du Travail", 2013) schriftlich niedergelegt sind. Die Mindestvoraussetzungen betreffen das Teilnahmealter (ein Mindest- und ein Maximalalter) sowie eine Mindesteinschreibedauer bei der ADEM. Weitere Bedingungen können, in Abhängigkeit von der

^{29 &}quot;Cours d'orientation et d'initiation professionnelle", offizielle Bezeichnung laut Loi du 16 mars 2007; "Insertion professionnelle divers métiers", Bezeichnung in der Praxis

³⁰ www.adem.public.lu/aides/demandeur/index.html (zuletzt abgerufen am 9. November 2015)

Maßnahme, ein Mindestmaß an beruflicher Arbeitserfahrung, ein begonnenes Studium oder der Bezug von Arbeitslosengeld oder eines garantierten Mindesteinkommens (RMG, "revenu minimum garanti") sein. In der Regel erfolgt die Vermittlung in die entsprechenden Maßnahmen durch sogenannte Zuordnungskarten ("carte d'assignation") durch die ADEM. Arbeitsmaßnahmen, die nicht über die ADEM angeboten werden, können auch andere Zugangsvoraussetzungen aufweisen.

Zusammengefasst zeigen sich je nach Unterstützungsangebot bei den Teilnehmern Unterschiede bezüglich des Alters und des Bildungsniveaus. Des Weiteren zeigt der größte Teil der Maßnahmen (77,6%) eine klare geschlechtsspezifische Nutzung. Etwas mehr als die Hälfte der Angebote (51,1%) werden überwiegend von Männern wahrgenommen, während nur 26,5% der Maßnahmen überwiegend von Frauen genutzt werden. In 22,4% aller Maßnahmen ist das Geschlechterverhältnis ausgeglichen. Insgesamt betrachtet, werden die von den Anbietern beschriebenen Arbeitsmaßnahmen überwiegend von Jugendlichen und jungen Erwachsenen genutzt, die über keinen oder einen niedrigen Bildungsabschluss verfügen.

6.1.2 Dauer, Inhalte und Zielsetzungen der Maßnahmen

Die Organisationen wurden nach der Dauer, den Inhalten und den Zielsetzungen der Maßnahmen befragt. Bei einem Drittel der Maßnahmen (30,6%) ist die Dauer zwölf Monate oder länger. Ein Großteil der Maßnahmen (46,9%) nimmt dagegen weniger als ein Jahr in Anspruch. Für alle übrigen Maßnahmen ist die Maßnahmendauer individuell vom Teilnehmer (Bedarf, Voraussetzungen usw.) abhängig. So werden insbesondere Beratungen und Weiterbildungen bedarfsorientiert angeboten. Die Hälfte der Maßnahmen richtet sich nach einem verbindlichen Curriculum; teilweise wird nach Abschluss der Maßnahme ein Zertifikat ausgestellt.

Generell verfolgen die rückgemeldeten Maßnahmen das Ziel, die Jugendlichen und jungen Erwachsenen bei der Integration in den Arbeitsmarkt zu unterstützen. Darüber hinaus werden aber auch Ziele in Abhängigkeit von dem individuellen Programm der Maßnahme benannt, wie z.B. Hilfe bei der beruflichen Orientierung oder der Erwerb von Kompetenzen und Praxiserfahrung.

Die Anbieter versuchen die von ihnen definierten Ziele durch den Einsatz verschiedener Konzepte zu realisieren. Das Kennenlernen unterschiedlicher Berufe, die Unterstützung bei der Stellensuche und des Bewerbungsverfahrens, eine Einführung in das Berufsleben bzw. die Arbeitswelt und der Erwerb von Schlüsselkompetenzen sowie die Vermittlung von theoretischem und praktischem Wissen stehen hierbei im Vordergrund. Dieser Prozess wird häufig unterstützt durch eine kontinuierliche Begleitung der Maßnahmenteilnehmer in Form einer sozialpädagogischen Betreuung.

Im Zuge der Organisationsbefragung haben die Anbieter ihre Maßnahmen eingeschätzt. Praktische Kenntnisse werden bei einem Großteil der Maßnahmen vermittelt (88,7% Zustimmung). Einen fast ebenso großen Raum nimmt die Vermittlung von theoretischem Wissen (83,7%) ein. Dass es sich bei den angebotenen Maßnahmen um eine sozialpädagogische Betreuung (79,3%) handelt, wurde mit ähnlich hoher Zustimmung bewertet.

Ebenso wird der Erwerb von Schlüsselkompetenzen häufig als Ziel der Maßnahmen benannt. Fast alle Anbieter (95%) gehen davon aus, dass ihre Maßnahmen beim Einstieg in das Berufsleben von Nutzen sind. Ob die Maßnahme die Chancen der Teilnehmer auf einen festen Arbeitsplatz verbessert, wird unterschiedlich bewertet: Ein Viertel (24,8%) lehnt diese Aussage ab und ein weiteres Viertel (28,7%) stimmt nur leicht zu. Dies deckt sich in etwa mit den Einschätzungen zur verbesserten Berufsfähigkeit

IV.6 ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER IN UNTERSTÜTZUNGSMASSNAHMEN: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

nach Abschluss der Maßnahme. Bei vier Fünfteln der Unterstützungsangebote (80,6%) wird den Teilnehmern im Anschluss an die Maßnahme eine höhere Berufsfähigkeit attestiert, wobei 38,8% nur leicht zustimmen.

6.1.3 Überblick über die Angebote zur Transition in den Arbeitsmarkt

In Luxemburg existiert ein vielfältiges Angebot an Unterstützungsmaßnahmen, das den Jugendlichen die Transition in den Arbeitsmarkt erleichtern soll. Eine Kategorisierung zu erstellen, die eine eindeutige Zuordnung für jedes Unterstützungsangebot ermöglicht, gestaltet sich aufgrund der sich überlappenden Merkmale schwierig (Meyers, 2003; Milmeister & Willems, 2008). Zwar zielen alle Berufsvorbereitungs-, Ausbildungs- sowie Beschäftigungsmaßnahmen auf die Integration von unterstützungsbedürftigen Jugendlichen in den Arbeitsmarkt ab, jedoch stellen die einzelnen Maßnahmen hinsichtlich ihrer prioritären Zielsetzung unterschiedliche Aspekte in den Vordergrund. So dienen bestimmte Angebote eher dem fachlichen Kompetenzerwerb (Berufliche Weiterbildung/Qualifizierung), während andere eher den Einstieg in die Praxis (Beschäftigung) oder den Kontakt zu den Arbeitgebern zum Ziel haben. Wiederum andere betonen den Berufsvorbereitungs- und Orientierungsaspekt bzw. den Informations- und Beratungsaspekt oder dienen der finanziellen Unterstützung der Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Die verschiedenen Angebote zur Arbeitsmarktintegration können entweder eher punktuell, z.B. in Form von Beratungen, Tagesseminaren oder kurzzeitigen Projekten, stattfinden und stehen für alle Jugendlichen offen, während andere eher langfristig konzipiert sind und von mehreren Wochen bis zu mehreren Jahren andauern. Die punktuellen Angebote werden in der Regel auf freiwilliger Basis besucht, während den länger andauernden Maßnahmen eher ein verpflichtender Charakter zugeschrieben wird. Diese sprechen vorwiegend die Zielgruppe der arbeitssuchenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen an. Die Abbildung 20 beschreibt die Angebotsstruktur³¹ zur Transition in den Arbeitsmarkt. Die anhand der vier Merkmale Zielsetzung, Dauer, Teilnahmemodus und Zielgruppe gebildeten Kategorien werden durch Beispiele³² veranschaulicht. Eine Auflistung aller durch die Befragung erfassten Unterstützungsangebote befindet sich im Anhang.

³¹ Neben der primären Zielsetzung existieren oftmals zusätzliche Ziele.

³² ALJ: "Action locale pour jeunes", ADEM: "Agence pour le développement de l'emploi", AS: "Atelier Schläifmillen", BIZ: "Beruffsinformatiounszentrum", CPOS/SPOS: "Centre/Service de psychologie et d'orientation scolaires", IRS: "Initiativ Rëm Schaffen", JEL: "Jonk Entrepreneuren Luxembourg", LSC: "Luxembourg School of Commerce", PIJ: "Point Info Jeunes". SNAS: "Service National d'Action Sociale". SNJ: "Service National de la Jeunesse".

	Informat Beratung		orbereitung	Berufliche Weiterbildung/ Qualifizierung		Finanzielle Unterstützung
Kurzes, punktuelles Angebot Zielgruppe : alle Jugendliche (über- wiegend freiwillige Teilnahme)	Berufsber gespräch (u.a. durch [ADEM], Cl Label "Ju [Jugendh	e zı h BIZ O POS/ SPOS, (u gendinfo" [A	ur beruflichen Orientierung u.a. Girls'/Boys' Day	Fortbildungsan- gebote (u.a. Engi- neering Trainee Days (JEL), Infor- matikkurse (LSC))		
Längeres, intensives Angebot Zielgruppe: überwiegend Arbeitssuchende (oftmals verpflich- tende Teilnahme)	•	pi al Si	u.a. Orientierungs- oraktika für Schul- obbrecher [ALJ], Gervice volontaire l'orientation [SNJ]	u.a. Entretien au bâtiment (AS), Secrétaire cabinet médical [IRS]	u.a. Affectation temporaire indem- nisée [SNAS] Contrat d'appui- emploi, Stage de réinsertion professionnelle	u.a. Arbeitslo- sengeld, garan- tiertes Mindest- einkommen, Aus- bildungsent- schädigung, Mobilitätshilfe

Abbildung 20: Angebotsstruktur zur Transition in Arbeit für Jugendliche und junge Erwachsene in Luxemburg

6.2 UNTERSTÜTZUNGSMASSNAHMEN ZUR TRANSITION IN DEN ARBEITSMARKT – ERFAHRUNGEN BETEILIGTER JUGENDLICHER

Durch die Befragung der Organisationen konnte eine Vielzahl von Unterstützungsmaßnahmen dokumentiert werden. Diese Erhebung bildet eine breit gefächerte, jedoch keinesfalls vollständige Darstellung aller in Luxemburg existierenden Maßnahmen ab. Für die Befragung der Jugendlichen und jungen Erwachsenen wurden 24 Unterstützungsmaßnahmen in die Untersuchung aufgenommen (eine Beschreibung befindet sich im Anhang). Es handelt sich hierbei um all jene Angebote, die bestimmte Kriterien hinsichtlich der Mindestdauer, der Teilnehmerzahl, der Altersgruppe, der primären Zielsetzung (Integration in den Arbeitsmarkt) und der regelmäßigen Durchführung (keine einmalige Durchführung) erfüllten (hellblau hervorgehoben, siehe Abbildung 20).

Insgesamt konnten die Erfahrungen, Meinungen und Einschätzungen von 1.162 teilnehmenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen ausgewertet werden. Um eine übersichtliche Darstellung der Ergebnisse zu ermöglichen, wurden die zahlenmäßig geringer besuchten Maßnahmen nach inhaltlichen bzw. zielgruppenorientierten Aspekten in Kategorien (siehe Tabelle 10) zusammengefasst. Zahlenmäßig stark repräsentierte Angebote dagegen (wie z.B. der CAE) bilden eine eigenständige Kategorie. Ein Großteil der Untersuchungsergebnisse wird im Folgenden anhand von Tabellen oder Grafiken veranschaulicht, wobei die Gesamtzahl der Befragten (n)³³ zwischen den einzelnen Tabellen und Grafiken, je nach Fragestellung, variieren kann.

³³ Bei der Analyse der Ergebnisse, die nach Maßnahmen ausgewertet wurden, wurden nur Teilnehmer einbezogen, die eindeutig einer Maßnahme(ngruppe) zugeordnet werden konnten.

IV.6 ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER IN UNTERSTÜTZUNGSMASSNAHMEN: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

Tabelle 10: In die Untersuchung aufgenommene Unterstützungsmaβnahmen zur Transition in den Arbeitsmarkt und Anzahl der befragten Maβnahmenteilnehmer

	Maßnahmencluster	zugeordnete Maβnahmen	Anzahl an eindeuti- gen Zuord- nungen	Anteil der Stichprobe in %
1.	Berufseinführungsklassen	Cours d'orientation et d'initiation profession- nelles (COIP), insertion professionnelle divers métiers (IPDM)	215	21,2%
2.	Berufliche Wiedereingliederungsmaßnahmen	Mesures spéciales (MS), initiative sociale (IS), initiative de réinsertion professionnelle	159	15,6%
3.	Berufseingliederungsvertrag	Contrat d'appui-emploi (CAE)	151	14,9%
4.	Berufseinführungsvertrag	Contrat d'initiation à l'emploi (CIE), contrat d'initiation à l'emploi – expérience pratique (CIE-EP)	124	12,2%
5.	Weitere Eingliederungs- maßnahmen	Occupation temporaire indemnisée / gemein- nützige Arbeiten (OTI), stage de réinsertion professionnelle / Berufspraktika (SRP)	69	6,8%
6.	Freiwilligendienst zur beruflichen Orientierung	Service volontaire d'orientation (SVO)	63	6,2%
7.	Berufsintegrative Maßnahme im Unterrichtswesen	Pool des assistants pédagogiques (PA)	62	6,1%
8.	Eingliederungsmaßnahmen im Rahmen des garantierten Mindesteinkommens (RMG)	Activités d'insertion professionnelle (AIP)	60	5,9%
9.	Maβnahmen der Erwachsenenbildung (Formations adultes, spécifiques, complémentaires,)	Caritas Luxembourg: Aide socio-éducatif (ASE), VALIflex; CNFPC: Aide bureau, aide polyvalente familiale, agent de fabrication, agent de sécurité, pool commerce,; Femmes en détresse-NAXI: Assistance aux personnes, lavage-repassage, projet professionnel; Initiativ Rëm Schaffen: Agent d'accueil/administratif, secrétaire médical/au cabinet d'avocat; Komplementäre Weiterbildungen u.a. bei Goodyear, DuPont, Hëllef Doheem,	59	5,8%
10.	Sonstige Maßnahmen zur Betreuung, Vorbereitung und/ oder Orientierung	Atelier Schläifmillen: Bilan de compétences "Elektroschrott", Entretien au bâtiment, Renovation; CSEE Dreiborn: communication socio-professionnelle; Action Locale pour Jeunes: Orientierungspraktika für Schulabbre- cher; Centre de propédeutique professionnelle: Päerd's Atelier "Liewenshaff"	54	5,3%
	Befragte insgesamt		1.016	100%

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=1.016

Die Schüler der Berufseinführungsklassen (COIP bzw. IPDM) stellen ein Fünftel der Befragten dar. Rund 15 % der Teilnehmer absolvieren eine berufliche Wiedereingliederungsmaßnahme, wie z.B. die "Mesures spéciales", und weitere 15 % sind im Rahmen eines CAE- oder CIE- bzw. CIE-EP-Vertrages (12,2%) beschäftigt. Die beruflichen Wiedereingliederungsmaßnahmen "Occupation temporaire indemnisée" und "Stage de réinsertion professionnelle" (6,8%), der "Service volontaire d'orientation" (6,2%), der "Pool des assistants pédagogiques" (6,1%), die Eingliederungsmaßnahmen im Rahmen des garantierten Mindesteinkommens RMG (ATI und AIP 5,9%), verschiedene Maßnahmen der Erwachsenenbildung (5,8%) und weitere Maßnahmen zur Betreuung, beruflichen Orientierung oder Vorbereitung von Jugendlichen auf die Eingliederung in den Arbeitsmarkt (5,3%) bilden die weiteren Maßnahmengruppen.

6.2.1 Soziodemografische Merkmale der befragten Jugendlichen

Bevor die Ergebnisse der Studie im Hinblick auf die subjektiven Erfahrungen der Maßnahmenteilnehmer referiert werden, erfolgt die Darstellung einiger soziodemografischer Merkmale der Befragten. Diese Beschreibung soll eine Einschätzung der Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Hinblick auf persönliche Charakteristika sowie ihre aktuelle Lebenssituation ermöglichen.

Alter, Geschlecht und Bildungsniveau

Die befragten Maßnahmenteilnehmer wurden vier Alterskategorien zugeordnet. So repräsentieren die 15- bis 19-Jährigen 26,4% der Stichprobe, die 20- bis 24-Jährigen 24,2%, die 25- bis 29-Jährigen 26,7% und die 30- bis 35-Jährigen 22,7% des Anteils der befragten Maßnahmenteilnehmer. Mit 57,6% nehmen etwas mehr Männer als Frauen an den Angeboten teil.

Die befragten Untersuchungsteilnehmer zeigen in Zusammenhang mit der besuchten Maßnahme unterschiedliche Bildungsabschlüsse auf. Ein Viertel der Befragten weist ein hohes Bildungsniveau (ab technischem Abitur) auf, jeder dritte Befragte ein mittleres Bildungsniveau. Viele der Befragten (41,2%) verfügen jedoch über keinen allgemeinen Schulabschluss bzw. über keine Berufsausbildung (niedriges Bildungsniveau). Da Jugendliche und junge Erwachsene mit einem niedrigen Bildungsniveau deutlich stärker auf staatlich geförderte Unterstützungsmaßnahmen zur Transition in den Arbeitsmarkt angewiesen sind, richtet sich zugleich ein großer Teil des Angebotsportfolios an diese Zielgruppe.

Nationalität und Sprachkenntnisse

Knapp drei Fünftel der Befragten (58,5%) besitzen die luxemburgische Nationalität, wovon jeder Fünfte eine zweite Nationalität aufweist, häufig die portugiesische. Ein weiteres Viertel der befragten Maßnahmenteilnehmer (24,3%) sind Personen mit portugiesischer Nationalität. Sie bilden die mit Abstand größte Gruppe unter den Teilnehmern mit ausländischer Nationalität. Alle weiteren Nationalitäten verteilen sich auf 17,2% der Befragten.

Hinsichtlich der Sprachkompetenz geben die Jugendlichen mit ausländischer Nationalität eher Schwierigkeiten im Umgang mit der luxemburgischen und deutschen Sprache an, während das Beherrschen der französischen Sprache nach ihrer Auskunft mindestens auf dem gleichen Niveau anzusiedeln ist wie das der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität.

Einkommen, Familienstand und Wohnsituation

Die Befragten bestreiten ihren Lebensunterhalt mithilfe unterschiedlicher Einkommensquellen. 60,8% der Befragten finanzieren ihren Lebensunterhalt mit dem Einkommen, das sie durch die Maßnahme erzielen (wobei dies insbesondere für die drei älteren Altersgruppen gilt). 34,4% der Befragten werden zudem von ihren Eltern finanziell unterstützt. In der jüngsten Altersgruppe, den 15- bis 19-Jährigen, sind es sogar 71,9%. Außerdem greift fast jeder Vierte (22,3%) auf Ersparnisse zurück. Ein eigenes Einkommen, das nicht durch die Maßnahme erzielt wird, trägt bei 15,8% der Befragten einen Teil zum Lebensunterhalt bei. Ebenfalls ist für 12,4% der Befragten der Partner bei der Finanzierung des Lebensunterhalts von Bedeutung (Mehrfachantworten möglich).

In Bezug auf den Familienstand und die Wohnsituation der Maßnahmenteilnehmer zeigen sich folgende Ergebnisse: Die überwiegende Mehrheit der Teilnehmer sind ledig (83,3%), verheiratet oder gepacst sind 14,3% und 2,4% leben getrennt oder sind geschieden.

Etwas mehr als 90% der 15- bis 19-Jährigen, drei Viertel der befragten 20- bis 25-Jährigen, rund 40% der 25- bis 29-Jährigen und 20% der Befragten ab 30 Jahren wohnen noch bei ihren Eltern. Verglichen mit der jugendlichen Gesamtbevölkerung liegt der Anteil an jugendlichen Maßnahmenteilnehmern, die noch im Elternhaus wohnen, über den Prozentwerten der jeweiligen Altersklasse: Maßnahmenteilnehmer ziehen somit tendenziell später aus.

6.2.2 Erwartungen und Erfahrungen der Maßnahmenteilnehmer bei der Suche nach Arbeit

Im Folgenden werden die Erwartungen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen an ihre zukünftige Berufstätigkeit und die Erfahrungen, die sie bei der Suche nach Arbeit gemacht haben, dargestellt. Die befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen konnten zu jeder Aussage im Fragebogen graduell ihre Zustimmung oder Ablehnung auf einer Skala von 1 (stimmt gar nicht) bis 6 (bis stimmt vollkommen) ausdrücken.

Erwartungen der Jugendlichen an ihre zukünftige Berufstätigkeit

An einen gelungen Übergang in den ersten Arbeitsmarkt werden von Seiten der Maßnahmenteilnehmer bestimmte Erwartungen geknüpft (Abbildung 21). Die Ergebnisse der Studie zeigen, dass es den Befragten besonders wichtig ist, einen sicheren Arbeitsplatz zu haben, der ihnen überdies Freude bereitet und durch den sie sich selbst verwirklichen können. Außerdem möchten diese Jugendlichen und jungen Erwachsenen Arbeit und Familie vereinbaren können.

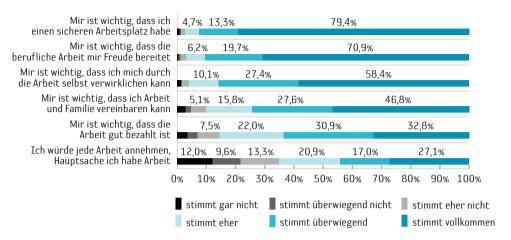


Abbildung 21: Erwartungen an die zukünftige Berufstätigkeit

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=1.122-1.135

Die hohe Zustimmung zu der Aussage "Ich würde jede Arbeit annehmen, Hauptsache ich habe Arbeit" (65,1%) legt die Vermutung nahe, dass die eigenen Wünsche und Ansprüche an einen Arbeitsplatz hintangestellt werden. Viel wichtiger scheint es, überhaupt eine Arbeit zu finden und damit einen beruflichen Status aufweisen zu können. Eine Zustimmung zu dieser Aussage lässt auf ein starkes Engagement und auf den Willen zu arbeiten schließen, vielleicht aber auch schon auf eine gewisse Verzweiflung. Anders sieht es hinsichtlich des Bildungsniveaus aus. Die befragten Personen mit beruflicher Grund- und Erstausbildung (mittleres Bildungsniveau) sowie jene mit einem niedrigen Bildungsniveau stimmen dieser Aussage eher zu als Jugendliche und junge Erwachsene mit einem hohen Bildungsniveau (ab technischem Abitur).

Die überwiegende Mehrheit (87,4%) der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen hat bereits eine genaue Vorstellung von ihrer beruflichen Zukunft und benennt einen konkreten Berufswunsch. Zudem sind die meisten von ihnen (81,5%) davon überzeugt, diesen Beruf in den nächsten Jahren auch ausüben zu können. 72,2% der Befragten streben einen qualifizierten, 13,6% einen hochqualifizierten und nur 11,6% einen einfachen Beruf an. Die Mehrheit der Befragten möchte somit in einem qualifizierten Beruf arbeiten, aber viele Jugendliche und junge Erwachsene weisen derzeit einen zu niedrigen Bildungsabschluss (40,9%) dafür auf. Ein Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen benötigt somit Unterstützungsmaßnahmen, die zur Qualifizierung und Weiterbildung beitragen.

Werden die Berufswünsche in Zusammenhang mit der besuchten Maßnahme betrachtet, ergibt sich folgendes Bild: Teilnehmer der Berufseinführungsklassen, der beruflichen Wiedereingliederungsmaßnahmen (MS), der RMG-Eingliederungsmaßnahmen sowie der Gruppe der sonstigen Maßnahmen zeigen hinsichtlich ihres Berufswunsches eine deutliche Ausrichtung zum Produktionssektor (qualifizierten Beruf), während Befragte in den beruflichen Wiedereingliederungsmaßnahmen OTI und SRP vor allem qualifizierte Berufe mit einem Schwerpunkt im Bereich Verwaltung/Büro/Handel nennen.

Ein qualifizierter Beruf (in der Produktion und im Sektor Verwaltung/Büro/Handel) ist für viele junge Beschäftigte mit einem CAE-Vertrag interessant, während die jungen Befragten des Berufseinführungsvertrags CIE gerne in den Berufen verschiedener Bereiche arbeiten würden, dies aber auf Ebene

der qualifizierten und der hochqualifizierten Berufe. "Soziale Dienstleistungen" sind ein Berufssektor, der befragte Maßnahmenteilnehmer des SVO, der Erwachsenenbildung und des PA anspricht. Letztere nennen besonders häufig einen akademischen Beruf.

Erfahrungen bei der Arbeits- und Ausbildungsplatzsuche

Der formale Kontakt zu einem Arbeitgeber während der Arbeits- und Ausbildungsplatzsuche wird in der Regel durch das Bewerbungsschreiben hergestellt. Die Zahl der Bewerbungen, die die befragten Maßnahmenteilnehmer bis zum Zeitpunkt der Befragung geschrieben haben, gibt den Aufwand wieder, der bis dato in eine Stellenfindung investiert wurde.

Während 5,3% keine Bewerbung verschickt haben, versendeten 44,8% der Befragten bis zu 30 Bewerbungen; insgesamt jeder dritte Befragte hat zwischen 31 und 100 Bewerbungen geschrieben und 16,9% der Befragten sogar mehr als 100 Bewerbungen. Differenziert nach Bildungsabschlüssen ist auffällig, dass Maßnahmenteilnehmer mit beruflicher Grund- oder Erstausbildung die meisten Bewerbungen verschickt haben und damit den intensivsten Aufwand betreiben, um eine Stelle zu finden.

Während die Jugendlichen und jungen Erwachsenen sich in großer Zahl (85,3%) durch ihre Familie und Freunde unterstützt fühlen, sind etwas mehr als 60% der Ansicht, dass die Schule sie nicht ausreichend auf die Anforderungen des Berufslebens vorbereitet hat. Dieser Befund wird noch einmal bestätigt, indem die überwiegende Mehrheit der Befragten (80,3%) angibt, im Rahmen der Arbeits- und Ausbildungsplatzsuche die Hilfe ihres Bekanntenkreises in Anspruch genommen zu haben.

Die hier befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen verfügen bis dato über keinen festen Arbeitsvertrag, auch wenn sie dies über viele Wege versucht haben. Entsprechend fühlt sich mehr als jeder Zweite hilflos, wenn er an seine berufliche Zukunft denkt (55,4%).

Kontaktierte Institutionen und die Nutzung von Informationsquellen

Die überwiegende Mehrheit (87,1%) der befragten 15- bis 35-Jährigen weiß, wo sie Unterstützung bei der Arbeits- oder Ausbildungsplatzsuche finden kann. Knapp 80% haben im Vorfeld ihrer Maßnahmenbeschäftigung die ADEM kontaktiert, um eine entsprechende Unterstützung zu erhalten. Rund ein Drittel hat sich bei der Suche nach Unterstützung insbesondere an das "Beruffsinformatiounszentrum" (BIZ) der ADEM gewendet. Angebote der "Action Locale pour Jeunes" (ALJ) wurden von knapp einem Viertel der Befragten in Anspruch genommen, gefolgt vom "Service National de la Jeunesse" (SNJ) (11,5%) und sonstigen Anlaufstellen (10,6%); alle übrigen Zentren wurden nur von wenigen Befragten kontaktiert. 3,8% der Befragten haben keine Institution aufgesucht.

Die Bekanntheit der staatlichen Anlaufstellen und die Nutzung ihrer Beratungs- und Unterstützungsangebote sowie die Verwendung öffentlicher Informationen, Kontakte zu Arbeitgebern und privaten Netzwerken sind wichtige Voraussetzungen und häufig ein erster Schritt zu einer gelingenden Transition in den ersten Arbeitsmarkt. Die Erfahrungen der Befragten können aufzeigen, inwiefern das Beratungsangebot dem Informationsbedarf gerecht wird.

Viele der Befragten (61,3%) fühlen sich von den berufsberatenden Organisationen gut betreut, wohingegen mehr als die Hälfte der Maßnahmenteilnehmer (54,2%) anmerkt, während ihrer Schulzeit keine Informationen über das Maßnahmenangebot erhalten zu haben. Zwar bestätigen mehr als die Hälfte der Teilnehmer, alles in allem gut über das Maßnahmenangebot informiert zu sein (58,7%), für 41,3% der Befragten ist dies jedoch nicht der Fall. Interessanterweise zeigt sich, dass die Teilnehmer mit einem hohen Bildungsstand schlechter informiert sind als die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit einem niedrigen Bildungsstand.

Mehr als die Hälfte der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen fühlt sich somit gut über das Maßnahmenangebot informiert, aber woher stammen diese Informationen? Der eigene Bekanntenkreis stellt die meist genutzte Informationsquelle dar; 40 % der Befragten geben an, durch Freunde und Bekannte von der Maßnahme erfahren zu haben (Mehrfachantworten möglich). Knapp jeder Dritte (31 %) wurde durch eine öffentliche Einrichtung (z.B. ALJ, BIZ, SNJ) über die Maßnahme informiert, wohingegen die Familie nur von jedem Vierten zurate gezogen wurde. Die Anbieter der Maßnahme (20 %) bzw. die Arbeitgeber (16,7 %) spielen als Informationsquelle eher eine untergeordnete Rolle. Differenziert nach Maßnahmen werden jedoch durchaus unterschiedliche Muster erkennbar; so etwa die große Bedeutung von Freunden und Bekannten als Informationsquelle für die befragten Maßnahmenteilnehmer der Berufseinführungsklassen, des SVOs sowie des PAs.

War den Befragten die von ihnen genutzte Maßnahme jedoch bereits vor ihrer Teilnahme bekannt? Mehr als jeder zweite Befragte (54,1%) hat dies bejaht. Den höchsten Bekanntheitsgrad (69,7%) zeigten die Berufseinführungsklassen COIP/IPDM. Es folgen die Eingliederungsmaßnahmen im Rahmen des garantierten Mindesteinkommens mit 61,1%, die Gruppe der "sonstigen Maßnahmen" (58,5%), der PA (57,4%) und die beruflichen Wiedereingliederungsmaßnahmen (55,2%). Die OTI- und SRP-Maßnahmen (36,4%) waren vor Beginn der Teilnahme nur wenigen Befragten bekannt.

Biografische Stationen zwischen Schule und Maßnahme

Zwischen dem Verlassen der Schule und dem Beginn der Maßnahme haben die Jugendlichen und jungen Erwachsenen unterschiedliche private und berufliche Wege³⁴ durchlaufen. 40,4% der Befragten waren arbeitslos, 33% der Teilnehmer waren schon einmal berufstätig und 23,4% haben eine Ausbildung absolviert (siehe Abbildung 22).

Daneben haben 18,3% bereits eine andere Maßnahme zur Arbeitsmarktintegration durchlaufen und 17,5% haben eine Schule oder einen Lehrgang besucht, um einen Schulabschluss nachzuholen. 11,7% haben an einer Hochschule studiert und 10,6% an einer Berufsvorbereitung (z.B. COIP/IPDM) teilgenommen. Um die Betreuung von Kindern oder die Pflege von Angehörigen haben sich 9,7% gekümmert und einen Freiwilligendienst (z.B. SVO, SVE, SVCi) haben schließlich 7,7% der Befragten absolviert. Sonstige Stationen nach der Schulzeit wurden von 14,9% der Jugendlichen und jungen Erwachsenen genannt.

³⁴ Zu Dauer, Zeitpunkten und Abfolge der Stationen wurden keine Daten erhoben.

Arbeitslosigkeit (unabhängig davon, ob bei 40.4% der ADEM gemeldet oder nicht) Berufstätigkeit 33,0% Eine Ausbildung gemacht 23,4% Eine Maßnahme zur Arbeitsmarktintegration durchlaufen (z.B. CIE. CAE) 18.3% Eine Schule oder einen Lehrgang besucht, um einen Schulabschluss nachzuholen 17,5% 11,7% An einer Hochschule studiert An einer Berufsvorbereitung teilgenommen (z.B. COIP/IPDM) 10,6% Kinderbetreuung oder Pflege von Familienangehörigen 9,7% Einen Freiwilligendienst absolviert (z.B. SVO, SVE, SVCi) 7.7% Sonstiges 14,9 % 0% 10% 20% 30% 40% 50%

Abbildung 22: Biografische Stationen zwischen Schule und Maßnahme

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=1.031; Mehrfachantworten möglich

Durchschnittliche Dauer der Maßnahme

Ein wichtiges Charakteristikum einer Maßnahme bildet ihre befristete Dauer. Insbesondere wird hierdurch der Transitionscharakter der Maßnahmen deutlich. Maßnahmen können als eine Art "Sprungbrett" von einer Statuspassage zur nächsten betrachtet werden und, im Idealfall, eine (Re-)Integration in den Arbeitsmarkt ermöglichen.

In dieser Studie konnte, über alle Arbeitsintegrationsmaßnahmen hinweg, eine durchschnittliche Teilnahmedauer von 12,4 Monaten errechnet werden. Ein Teilnahmezeitraum von exakt zwölf Monaten wird von 26,4% der Teilnehmer benannt. Exemplarisch für Maßnahmen mit einer Dauer von einem Jahr stehen die CAE- oder CIE-EP-Verträge. Nach aktueller Gesetzeslage besteht bei CAE- und CIE-EP-Verträgen die Möglichkeit einer Verlängerung um 6 Monate. Bei 12,1% der CAE-Verträge und 25,9% der CIE-EP-Verträge wurde auch eine Laufzeit angegeben, die ein Jahr übersteigt. Von einigen Maßnahmeneilnehmern wurde jedoch kritisiert, dass nach Ende der Maßnahme keine reelle Chance auf eine Festanstellung besteht.

Insgesamt haben sich 26,6% der Jugendlichen und jungen Erwachsenen länger als ein Jahr in einer Maßnahme befunden. Eine hohe Teilnehmerzahl der Maßnahmengruppe "Mesures spéciales" hat eine Dauer angegeben, die zwölf Monate überschreitet. Durchschnittlich wurde hier eine Teilnahmedauer von 17 Monaten angegeben. PA-Teilnehmer verbleiben im Durchschnitt 14 Monate in der Maßnahme. Bei einem Fünftel (20,7%) der aktuellen Teilnehmer läuft bereits der zweite Vertrag. Ein großer Teil der hier vorgestellten Maßnahmen (47%) hat jedoch eine durchschnittliche Laufzeit von unter einem Jahr. Viele Maßnahmen dauern oftmals nur mehrere Wochen bis mehrere Monate.

Motive zur Maßnahmenteilnahme

Welche Gründe bewegen die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, ein Unterstützungsangebot zur Arbeitsmarktintegration in Anspruch zu nehmen? Etwas mehr als tausend Jugendliche und junge Erwachsene (1.030 Personen) haben bei der Frage nach der Motivation zur Teilnahme angegeben, dass sie ihr Leben in die Hand nehmen und ihre Zukunft verbessern möchten (siehe Abbildung 23). Durchschnittlich weisen die 20- bis 29-jährigen Teilnehmer höhere Werte bei der Einschätzung dieser

Aussage auf, verglichen mit den 15- bis 19-Jährigen. Junge Erwachsene zwischen 20 und 30 Jahren scheinen somit eine besonders hohe Bereitschaft zu zeigen, an ihrer Zukunft etwas verändern zu wollen.

3,0% 11,0% 20,8% 60,4% Weil ich mein Leben in die Hand nehmen und meine Zukunft verbessern wollte. 3,5% 11,4% 26,7% 52,0% Weil ich meine Berufschancen verbessern wollte. 7.0%3.8% 7.9% 21.2% 44.7% 15.4% Weil ich meine finanzielle Lage verbessern wollte. 8,8% 4,5% 8,0% 17,2% 23,4% 38,1% Weil ich etwas lernen wollte. 16,2% 9,5% 12,2% 17,3% 13,6% 31,2% Weil ich keine Alternative hatte. Weil es für mich negative Konsequenzen 26,4% 9,1% 11,0% 17,0% 11,5% 25,0% gehabt hätte, wenn ich mich nicht für diese Maßnahme angemeldet hätte. 0% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100% 10% stimmt gar nicht stimmt überwiegend nicht stimmt eher nicht stimmt eher stimmt überwiegend stimmt vollkommen

Abbildung 23: Motive zur Maßnahmenteilnahme

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=1.106-1.123

Ebenso werden hohe Erwartungen (90,1%) geäußert, was die Verbesserung der künftigen Berufsaussichten betrifft. Viele Teilnehmer erhoffen sich zudem – aufgrund des Durchlaufens einer Maßnahme – einen höheren Lohn und einen persönlichen Lernzuwachs. Innerhalb dieser Verteilung sind jedoch einige Unterschiede erkennbar: Bei 15- bis 19-Jährigen ist die Bedeutung der Verbesserung der aktuellen finanziellen Lage geringer ausgeprägt als bei anderen Altersgruppen, während die Bedeutung des persönlichen Lernzuwachses bei den 20- bis 24-Jährigen am höchsten ausgeprägt ist. Ältere Teilnehmer messen im Vergleich dazu dem persönlichen Lernzuwachs weniger Bedeutung zu. Zusammenfassend scheinen bei den jüngeren Teilnehmern der Wissenserwerb und die Bereitschaft, die eigene Zukunft verändern zu wollen (intrinsische Motivation), vor finanziellen Motiven und der Verbesserung der Berufschancen (extrinsische Motivation) zu stehen.

Außerdem konnte festgestellt werden, dass sich viele der Befragten (62,1%) aus Mangel an Alternativen in einer Maßnahme befinden. Es entsteht somit der Eindruck, dass sich die befragten Maßnahmenteilnehmer eher unfreiwillig für diesen Weg entschieden haben. Insbesondere die älteste Teilnehmergruppe hat dies am stärksten geäußert. Dementsprechend hoch ist der Anteil an Teilnehmern (53,5%), die im Falle einer Nicht-Teilnahme von negativen Konsequenzen ausgehen.

Die Bedeutung der Selbstwirksamkeit

Neben der inhaltlichen und methodischen Ausgestaltung einer Maßnahme können individuelle Charakteristika einen Einfluss auf den Erfolg einer Maßnahmenteilnahme haben. Ein psychologisches Merkmal, welches die Maßnahmenteilnahme beeinflussen kann, besteht in der Selbstwirksamkeit ihrer Teilnehmer.

IV.6 ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER IN UNTERSTÜTZUNGSMASSNAHMEN: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die sich in einer Maßnahme befinden, zeigen im Durchschnitt eine niedrige Selbstwirksamkeit (M=3,82)³⁵ und somit ein geringes Vertrauen in ihre Fähigkeiten und Kompetenzen.

Sie trauen sich selbst sehr wenig zu und gehen nicht davon aus, in schwierigen Situationen über das nötige Handlungspotenzial zur Lösung ihrer Probleme zu verfügen. Gerade aber Jugendliche und junge Erwachsene, die sich in einer problematischen Lage befinden, benötigen Ressourcen, um ihre berufliche Situation erfolgreich bewältigen zu können. Die erfolgreiche Bewältigung kann dann das Zutrauen in die eigenen Fähigkeiten und das eigene Potenzial erhöhen. Aus diesem Grund kann das erfolgreiche Durchlaufen einer Maßnahme einen wichtigen Stellenwert im Aufbau der Selbstwirksamkeit einnehmen. Eine Verbesserung der Selbstwirksamkeit wirkt sich positiv auf die Bewältigung des Transitionsprozesses aus und weist daraufhin, wie wichtig es ist, Unterstützungsmaßnahmen so zu gestalten, dass sie für den Teilnehmer als nutzbringend wahrgenommen werden.

6.2.3 Die Bewertungen der Unterstützungsmaßnahmen durch die Jugendlichen

Im Folgenden werden die Maßnahmen im Hinblick auf den subjektiv empfundenen Nutzen aus der Sicht der Teilnehmer vorgestellt. Die Befragten wurden gebeten, ihre Zufriedenheit mit der Organisation und der gewährten Unterstützung anzugeben. Zudem sollten sie die sozialen Kontakte, die Passung der Maßnahmeninhalte zu ihrem Berufswunsch, den Kompetenzzuwachs und die Verbesserung ihrer Berufschancen einschätzen.

Zufriedenheit mit der Organisation der Maßnahme

Eine gute Organisation kann wesentlich zum Gelingen einer Maßnahme beitragen. Den Antworten kann entnommen werden, dass die Teilnehmer überwiegend mit der Organisation ihrer Maßnahme zufrieden sind. In Abbildung 24 zeichnet sich ein eindeutiges Muster ab, was die positiven Einschätzungen der Aussagen zur Organisation der Maßnahme anbelangt. Teilnehmer, die der Meinung sind, die Maßnahme sei gut organisiert, zeigen sich häufig auch mit dem Arbeitsaufwand zur Anmeldung, dem Informationsgehalt vor Beginn, den erhaltenen Arbeitsaufträgen und der Erreichbarkeit der Arbeitsoder Ausbildungsstätte einverstanden.

³⁵ Der Mittelwert der Referenzgruppe des zugrundeliegenden Testverfahrens liegt bei M=4,08.

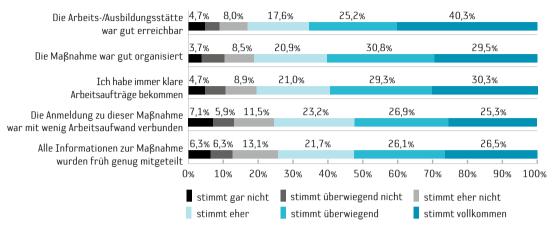


Abbildung 24: Organisation der Maßnahmen nach Einschätzung der Teilnehmer

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=1.037-1.060

Ein kleinerer Anteil der Befragten drückt jedoch auch Unzufriedenheit mit der Organisation der Maßnahme aus: Zwischen 17 % und 30 % der Teilnehmer zeigen sich nicht mit den obigen Aussagen einverstanden. Diese Befunde können um Aussagen aus offenen Fragen ergänzt werden, bei denen Befragte frei zum Ausdruck bringen konnten, was ihnen an der Maßnahme gefallen, respektive nicht gefallen hat. Exemplarisch berichten Teilnehmer von unbezahlten Überstunden, Arbeit an Wochenenden, Lücken bei der Weitergabe von Informationen, unklaren Aufträgen aufgrund mangelnder Betreuung, zu langen Anfahrtswegen sowie allgemeinen Problemen bei der Organisation der Maßnahme (Schwierigkeiten bei der Anerkennung von Diplomen und bei der Einschreibung in die Maßnahme) und drücken damit ihre Unzufriedenheit aus. Obschon die Mehrheit der Teilnehmer mit der Organisation zufrieden wirkt, darf nicht außer Acht gelassen werden, dass nahezu ein Viertel der Befragten Mängel bei der Organisation konstatiert.

Sozialkontakte innerhalb der Maßnahme

Ähnlich der Bewertung der Maßnahmenorganisation schätzt die Mehrheit der Teilnehmer die sozialen Kontakte innerhalb der Maßnahme positiv ein. Die Zustimmung liegt bei allen Items dieser Dimension zwischen 77,5 % und 84,6 %. Viele Teilnehmer geben an, sich aufgrund der Teilnahme an der Maßnahme im Umgang mit anderen Menschen sicherer zu fühlen, berichten von einem guten Arbeitsklima und zeigen sich prinzipiell mit der Betreuung, die ihnen angeboten wurde, zufrieden.

Ein Teil der Befragten (18,7%; n=217 Jugendliche) ist jedoch der Meinung, sich im Umgang mit anderen Menschen nicht verbessert zu haben. ³⁶ Anhand von selbst formulierten Bemerkungen erläutern einige Befragte diese Aussage. Sie geben an, sich durch den Arbeitgeber und andere Arbeitnehmer ausgenutzt zu fühlen. Sie berichten, Aufgaben erledigen zu müssen, die ansonsten keiner erledigen wollte: "Man wurde respektlos behandelt, man musste Arbeit verrichten, wofür andere bezahlt wurden"; "Das Arbeitsklima war oft sehr schlecht und als ATI wird man oft anders behandelt".

³⁶ Dieses Ergebnis differenziert weder nach Geschlecht, Alter noch nach Bildungsstand.

Sie fühlten sich von anderen Personen aufgrund ihres Status sozial ausgegrenzt: "Dass ich trotz Arbeit wie ein Sozialschmarotzer behandelt wurde" und sprechen von einem respektlosen Umgang mit ihnen: "Der Streit, der mangelnde Respekt"; "Schlecht finde ich den Umgang mit den Menschen, d.h. von vielen Zuständigen wird man echt mies behandelt".

Auch wenn die Mehrheit der Teilnehmer mit ihrer Betreuung und der vorherrschenden Arbeitsatmosphäre zufrieden ist, gelingt es offenbar nicht, allen Vorstellungen der Teilnehmer durchgehend gerecht zu werden.

Maßnahmenanforderungen und erhaltene Unterstützung

Die Mehrheit der Teilnehmer (95,5%) gab an, keine Schwierigkeiten bei der Bewältigung ihrer alltäglichen Aufgaben zu haben (siehe Abbildung 25). Die Hälfte (49%) der Teilnehmer stimmt sogar der Aussage zu, sich bei der Arbeit unterfordert zu fühlen: Bei der jüngsten und der ältesten Altersklasse sind diese Werte besonders hoch. Beispielsweise sind fast zwei Drittel (64,9%) der COIP/IPDM-Schüler der Meinung, die Maßnahme würde sie unterfordern. Auch bei den Maßnahmen, die mehrheitlich eine ältere Zielpopulation beschäftigen (u. a. "Mesures spéciales", OTI, SRP), stimmen mehr Befragte der Aussage zu, sich unterfordert zu fühlen.

4.2% 16.7% 37,6% 39.4% Ich konnte die Aufgaben, die mir gestellt wurden, gut bewältigen 30,1% 26,8% 5,4% 9,1% 23,8% Ich konnte durch die Teilnahme an der Maßnahme meine Stärken und Schwächen erkennen 9,7% 6,2% 11,1% 24,1% 26,3% 22,6% Ich wurde in den Bereichen gefördert, in denen ich Unterstützung brauchte 18,4% 15,4% 17,2% 23,7% 13,1% 12,2% Ich habe mich unterfordert gefühlt. (negative Polung) Ich hatte wegen meiner Sprachkenntnisse Probleme 48.5% 12,2% 11,1% 10,3% 11,1% 6,7% innerhalb der Maßnahme zurechtzukommen (negative Polung) 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100% stimmt gar nicht stimmt überwiegend nicht stimmt eher nicht

stimmt eher

Abbildung 25: Anforderungen durch die Maßnahme und erhaltene Unterstützung

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=1.123-1.138

Insgesamt betrachtet, geben höher gebildete Personen durchgehend häufiger an, nicht von den Maßnahmen zu profitieren als niedriger gebildete. Teilnehmer mit hohem Bildungsniveau haben im Durchschnitt weniger über ihre Stärken und Schwächen gelernt und fühlten sich weniger in den von ihnen benötigten Bereichen unterstützt. Zusätzlich berichten 28,1% aller Befragten von Problemen, die auf mangelnde Sprachkenntnisse zurückzuführen sind.

stimmt überwiegend

stimmt vollkommen

Des Weiteren gibt die Analyse der offenen Antworten Hinweise darauf, dass ein Teil der Befragten sich ungenügend oder mangelhaft unterstützt fühlt: "Totale Desorganisation, keine persönliche Betreuung"; "Es fehlt an Erklärungen"; "Zu Beginn keine definierten Tätigkeiten, schwierig zu wissen, was zu tun ist". Auch berichten einige Befragte, sie seien zeitweise ganz auf sich alleine gestellt gewesen: "Der Vorgesetzte war nie da und ich musste viel allein hinbekommen"; andere berichten von Tätigkeiten, die

nicht ihrer Qualifikation entsprechen: "Die Maßnahme passt überhaupt nicht zu meinem Universitätsdiplom"; "Warum jemanden formatieren zu etwas, das man in einer dreijährigen Lehre gelernt hat."

Passung von Maßnahme und Berufswunsch

Im Folgenden wird die Übereinstimmung zwischen dem Berufswunsch des Teilnehmers und der Tätigkeit innerhalb der Maßnahme (Passung) analysiert (siehe Abbildung 26). Bei etwa einem Drittel (34,9%) entspricht die Arbeit in der Maßnahme inhaltlich nicht dem Berufswunsch, und 26,5% können sich nicht vorstellen, die in der Maßnahme ausgeübte Tätigkeit auch später auszuüben. Bei Teilnehmern mit hohem Bildungsniveau ist die Diskrepanz zwischen aktueller Tätigkeit und Berufswunsch am größten. Ein Viertel der Befragten zeigt sich nicht zufrieden mit der Anpassung des Programms an die eigenen Bedürfnisse (27,7%) und hat inhaltlich nicht das vermittelt bekommen, was erwartet wurde (25,4%).

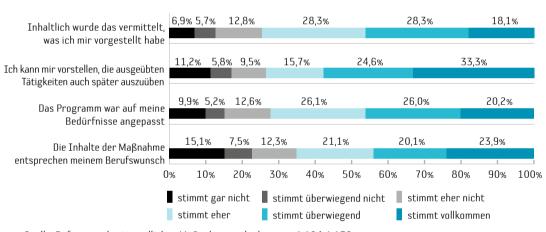


Abbildung 26: Allgemeine Zufriedenheit und Passung von Maßnahme und Berufswunsch

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=1.124-1.132

Ein Großteil der 15- bis 35-Jährigen würde die Maßnahme, an der sie aktuell teilnehmen, anderen weiterempfehlen. Ebenso sind mehr als vier von fünf Befragten der Ansicht, sie hätten Spaß an der Teilnahme gehabt.

Durch die Maßnahmenteilnahme erworbene Kompetenzen

Eine bedeutsame Zielsetzung der Unterstützungsmaßnahmen im Bereich der Arbeitsmarktintegration besteht in der Vermittlung von Kenntnissen und dem Erwerb von Kompetenzen. Alle 15- bis 35-jährigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen wurden gebeten, die drei wichtigsten Kenntnisse zu nennen, die sie im Zuge der besuchten Maßnahme erwerben konnten.

44,1 % der benannten Kenntnisse lassen sich den Fachkompetenzen zuordnen. Dem Erwerb und der Vermittlung von Fachwissen scheint somit eine bedeutsame Rolle zuzukommen. Von den Teilnehmern wurden überwiegend Lernerfahrungen geschildert, die aus der Praxis gewonnen werden konnten (z.B. Umgang mit Geräten). Darüber hinaus wurden Kenntnisse geschildert, die zur Verbesserung der

sozialen Kompetenz (18,7%; z.B. Teamfähigkeit), der personellen Kompetenz (17,5%; z.B. Selbstvertrauen) und der Handlungskompetenz (11,7%; z.B. Bewerbungsgespräch führen) beigetragen haben.

Allerdings wurden auch negative Lernerfahrungen (4,1%) genannt. Diese Aussagen lassen sich folgendermaßen zusammenfassen: Ungerechte Behandlungen durch den Arbeitgeber oder das Arbeitssystem (Ausnutzung, zu geringe Entlohnung, Ausübung von Tätigkeiten unter der bestehenden Qualifikation, Emotionen unterdrücken und kontrollieren zu müssen) sowie negative Erfahrungen im Umgang mit anderen Menschen (z.B. Spott, Missgunst, Mobbing). Andere sind der Auffassung, zu wenig Unterstützung bei der Arbeitssuche bekommen zu haben, oder berichten von zu geringer Maßnahmenauswahl für Akademiker.

Lernzuwachs und Nutzen für die Teilnehmer unterschiedlicher Maßnahmengruppen

Worin nach Meinung der Teilnehmer der inhaltliche und persönliche Nutzen von Maßnahmen besteht, stellt eine wichtige Forschungsfrage dieser Studie dar. Im Folgenden werden die Bewertungen zu den vier Aussagen: (1) "Ich habe viele praktische Fertigkeiten erworben" (2) "Ich habe viel neues Wissen erlernt" (3) "Ich habe meine beruflichen Chancen verbessert" und (4) "Was ich in der Maßnahme gelernt habe, hilft mir auch allgemein im Leben weiter" spezifisch für die einzelnen Maßnahmen bzw. Maßnahmengruppen referiert. Auch hier konnten die befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen zu jeder Aussage im Fragebogen graduell ihre Zustimmung oder Ablehnung auf einer Skala von 1 (stimmt gar nicht) bis 6 (stimmt vollkommen) ausdrücken. Zunächst erfolgt die Ergebnisdarstellung für die Aussagen eins bis vier getrennt. Anschließend werden die Antworten zu diesen vier Aussagen in einem Gesamtwert (Index: subjektiv empfundener Nutzen) zusammengefasst; dieser bildet den Abschluss der Darstellung. Die theoretischen und inhaltlichen Überlegungen für die Wahl dieses Gesamtwertes beruhen auf der Annahme, dass in allen Arbeitsmaßnahmen immer ein Zuwachs an theoretischem Wissen, ein Erwerb von praktischen Fertigkeiten, eine Verbesserung der beruflichen Chancen sowie ein allgemeiner Nutzen für den Teilnehmer, laut den Zielsetzungen der befragten Organisationen, intendiert sein sollte. Werden diese Zielsetzungen erfüllt, so kann von einem positiven Beitrag zur Transition gesprochen werden.

Erwerb praktischer Kompetenzen und neuen Wissens

Wird der Mittelwert zu der Aussage "Ich habe viele praktische Fertigkeiten erworben" für alle Maßnahmenteilnehmer gemeinsam berechnet, liegt dieser bei 4,5 und damit zwischen den Zustimmungswerten "stimmt eher" und "stimmt überwiegend".

Werden die Mittelwerte für jede Maßnahme(ngruppe) einzeln ermittelt, zeigen sich unterschiedliche Mittelwerte (M), die jedoch alle zwischen 3,7 und 4,9 liegen. Dies zeigt, dass alle Maßnahmen bezüglich des praktischen Kompetenzzuwachses ausnahmslos positiv bewertet werden. Im Folgenden wird auf die Mittelwerte der einzelnen Maßnahmen(gruppen) eingegangen: das SVO (M=4,9) und die Maßnahmen der Erwachsenenbildung (M=4,8) zeigen ähnlich positive Werte. Die Teilnehmer des SVO, der untersuchten Erwachsenenbildungen und der COIP/IPDM-Klassen schätzen ihren praktischen Kompetenzzuwachs durchschnittlich bis überdurchschnittlich ein. Sie erlernen während ihrer Teilnahme nach eigener Einschätzung wichtige praxisorientierte Kenntnisse. Die SVO-Teilnehmer gehören ebenso wie die befragten Schüler der Berufseinführungsklassen zu den jüngsten Teilnehmern der Studie. Zusätzlich weisen sie im Vergleich zu den befragten Teilnehmern der weiteren Maßnahmen ein deutlich niedrigeres Bildungsniveau auf. Beides können Faktoren sein, die den relativ hohen Erwerb von Kompetenzen erklären könnten. Die Teilnehmer einer Maßnahme zur Erwachsenenbildung, die

ebenfalls hohe Werte zeigen, nutzen in der Regel die Möglichkeit, sich in einem spezifischen Bereich – bei teilweise kürzerer Maßnahmendauer – weiterzubilden. Häufig verläuft diese Maßnahme mit dem Ziel, unmittelbar verwertbare praktische Qualifikationen zu erwerben und dadurch eine gezielte und schnelle (Re-)Integration in den ersten Arbeitsmarkt zu gewährleisten. Die Teilnehmer von beruflichen Wiedereingliederungsmaßnahmen geben ebenfalls an, viele praktische Fertigkeiten erworben zu haben (M=4,5). Während ihrer Beschäftigung, die oftmals für Gemeinden oder Verbände erfolgt, werden sie häufig für physische Tätigkeiten eingesetzt (Garten-, Park- und Straßenpflege, Tourismus und Kultur). Die Einschätzung dieser Befragten liegt in etwa im Mittel aller Antworten, ebenso wie die der befragten Teilnehmer eines CIE, CAE und der Eingliederungsmaßnahmen im Rahmen des garantierten Mindesteinkommens RMG. Sonstige Maßnahmen, OTI/SRP und PA zeigen Mittelwerte zwischen 4,1 und 3,7, die sich ebenfalls im positiven Bereich befinden, wenngleich die primäre Zielsetzung dieser Maßnahmen nicht in der Vermittlung von praktischen Fertigkeiten besteht.

Die unter praktischem Kompetenzzuwachs beschriebenen Tendenzen finden sich mit geringen Abweichungen in der Bewertung des Wissenserwerbs wieder. Die Mittelwerte der zehn Maßnahmen bzw. Maßnahmengruppen variieren von nahezu vollkommener Zustimmung (M=5,4) bis zu Werten knapp unter 4 (stimmt eher).

Persönliche Entwicklung

Ein Großteil der Maßnahmen zur Arbeitsmarktintegration möchte praktische Kompetenzen und Wissen vermitteln und den Teilnehmern dadurch verbesserte Chancen auf dem Arbeitsmarkt bieten. Daneben verfolgen andere Maßnahmen eher den Ansatz, ihre Teilnehmer vor allem sozialpädagogisch zu betreuen. Die oftmals geringer qualifizierten Teilnehmer dieser Maßnahmen erfahren in diesem Zuge eine berufliche und soziale Wiedereingliederung.

Jugendliche und junge Erwachsene, die eine "Mesure spéciale" oder eine Eingliederungsmaßnahme im Rahmen des garantierten Mindesteinkommens absolvieren oder absolviert haben, konnten diesbezüglich positive Erfahrungen aufweisen: Mit Mittelwerten von 4,4 (MS) und 4,5 (ATI) liegt die Zustimmung zu der Aussage "Was ich in der Maßnahme gelernt habe, hilft mir auch allgemein im Leben weiter" zwischen 'stimmt eher' und 'stimmt überwiegend'.

Werden die Angaben der Befragten zu der Frage nach den drei wichtigsten Kenntnissen, die sie während der Maßnahmenteilnahme erworben haben, analysiert, zeigt sich die überdurchschnittliche Bedeutung von Handlungskompetenzen, die in diesen Maßnahmen erworben werden. Befragte Teilnehmer dieser Maßnahmen führen insbesondere Kenntnisse auf, die die künftigen Handlungsmöglichkeiten erweitern.

Verbesserung der beruflichen Chancen

Geht es um den entscheidenden Nutzen, den die Teilnehmer für eine erfolgreiche Integration in den ersten Arbeitsmarkt mitnehmen können, ist allen voran die Verbesserung der beruflichen Chancen zu nennen. Auch für die Zustimmung zu dieser Aussage ("Ich habe meine beruflichen Chancen verbessert") liegt der mittlere Wert für alle Befragten bei 4,5 (zwischen 'stimmt eher' und 'stimmt überwiegend'). Wird die Verteilung der Mittelwerte der einzelnen Maßnahmengruppen betrachtet, zeigen sich Werte zwischen 3,7 und 5,0. Die Maßnahmen, die unter der Gruppierung Erwachsenenbildung zusammengefasst sind, sowie die Berufseinführungsklassen (COIP/IPDM) und das SVO weisen im Mittel Zustimmungen zwischen 5,0 und 4,9 auf. Ähnlich dicht beieinanderliegende Werte zeigen CAE, ATI,

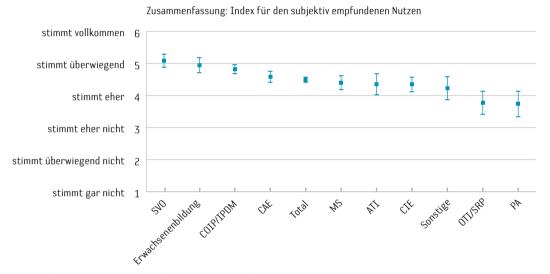
IV.6

MS ,CIE und sonstige Maßnahmen (M=4,4 bis M=4,2). Die befragten Teilnehmer des PA, SRP und OTI (M=3,7), zeigen eine wenig überzeugte Sicht auf die Verbesserung ihrer beruflichen Chancen.

Der subjektiv empfundene Nutzen durch die Maßnahmenteilnahme

Die Einzelbewertungen der oben beschriebenen vier Aussagen werden abschließend in einem Index-Wert³⁷ für den subjektiv empfundenen Nutzen zusammengefasst. Er beinhaltet den praktischen und den theoretischen Wissenszuwachs, die persönliche Weiterentwicklung und die Verbesserung der Berufschancen aus der Sicht der Befragten. Die Abbildung 27 zeigt die Mittelwerte sowie die dazugehörigen Vertrauensintervalle (die Werte befinden sich mit 95-prozentiger Sicherheit in diesem Bereich) für die einzelnen Maßnahmen(gruppen). Die Mittelwerte differieren zwischen 5,1 und 3,7 und bewegen sich somit alle im Zustimmungsbereich.

Abbildung 27: Mittelwerte und Vertrauensintervalle zum subjektiv empfundenen Nutzen (Index)



Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer, n=1.006

Die Ergebnisse lassen sich folgendermaßen zusammenfassen:

- Positive Erfahrungen mit dem luxemburgischen Maßnahmenangebot: Die gesamte Gruppe befragter Jugendlicher und junger Erwachsener zwischen 15 und 35 Jahren, die an einer Maßnahme zur Arbeitsmarktintegration teilnehmen oder teilgenommen haben, hat positive Erfahrungen gemacht. Alle Maßnahmen liegen über dem Wert, der Ablehnung und Zustimmung trennt (3,5). Dennoch darf nicht außer Acht gelassen werden: Rund ein Fünftel der Befragten vermisst den persönlichen Nutzen, der aus der Teilnahme an der Maßnahme mitgenommen werden kann. Fazit: Die in Luxemburg angebotenen Maßnahmen nützen den teilnehmenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen, d.h. ein Wissens- und Kompetenzzuwachs, eine

³⁷ Mittelwert für die Berechnung aller vier Aussagen zum empfundenen Nutzen.

persönliche Weiterentwicklung und eine Verbesserung der beruflichen Chancen werden von den Teilnehmern erkannt und der Teilnahme an der Maßnahme zugeschrieben. Es gibt aber zugleich auch einen Teil von Maßnahmenteilnehmern, die nach eigener Einschätzung weniger stark profitieren.

– Abhängigkeit des Teilnahmeerfolgs von der Ausrichtung der Maßnahme: Nicht alle Maßnahmen scheinen den Teilnehmern uneingeschränkt einen hohen Nutzenzuwachs zu bringen. Auch wenn mit Blick auf das Antwortverhalten durchweg von einer Verbesserung der Kompetenzen und der beruflichen Situation gesprochen werden kann, zeigt sich diese Verbesserung je nach Maßnahme in einem unterschiedlichen Ausmaß. Der Verlauf der Zustimmungskurve in der Abbildung 27 zeigt diesen unterschiedlichen Nutzen der Maßnahmen zur Arbeitsmarktintegration auf. Fazit: Jugendliche und junge Erwachsene in Maßnahmen, denen eine jüngere und niedrig qualifizierte Zielgruppe zugrunde liegt, sowie Personen in Maßnahmen der Erwachsenenbildung (starker spezifischer Ausbildungscharakter) profitieren subjektiv betrachtet am stärksten von der Teilnahme. Sie sind stärker der Ansicht, Kompetenzen hinzuzugewinnen und ihre Berufschancen zu verbessern. Diese Maßnahmen zeichnen sich zudem durch eine Verzahnung von zielgerichteter, theoretischer Wissensvermittlung und Praxisanteilen aus.

Maßnahmenfaktoren, die den subjektiv empfundenen Nutzen steigern

Um erkennbar werden zu lassen, welche Charakteristika einer Maßnahme den subjektiv empfundenen Nutzen für die Teilnehmer erhöhen, wurde eine Regressionsanalyse³⁸ durchgeführt. Es konnten folgende Merkmale identifiziert werden:

Erstens trägt ein individueller Zuschnitt der Maßnahme auf den Teilnehmer (Passung) zum Nutzen der Maßnahme bei. Zweitens kristallisieren sich das Eingehen auf die Bedürfnisse der Teilnehmer, die Identifikation von Stärken und Schwächen sowie die individuelle Teilnehmerförderung als bedeutsam heraus. Das bedeutet: Wurden für eine Maßnahme bezüglich dieser Aspekte hohe positive Bewertungen abgegeben, dann führte dies auch zu einem hohen Nutzen für den Teilnehmer.

Ebenso wird der Teilnahmeerfolg durch die Ausbildungsmethodik in der Maßnahme ("Die Art und Weise, wie mir etwas beigebracht wurde, hat mir gut gefallen") beeinflusst, während ein unangemessenes Leistungsniveau ("Ich habe mich unterfordert gefühlt") sich negativ auf den Nutzen einer Maßnahme auswirkt.

Folgen einer wiederholten Maßnahmenteilnahme

Nach ihrer Schulzeit bis zum Beginn der aktuellen Maßnahme hat ein Viertel der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen bereits eine oder sogar mehrere andere Maßnahmen durchlaufen. Hier stellt sich die Frage, ob die wiederholte Teilnahme an einer Maßnahme zu einer veränderten Einschätzung der beruflichen Zukunft beiträgt.

Die Items "Ich schaue positiv in meine berufliche Zukunft" und "Ich fühle mich hilflos, wenn ich an meine berufliche Zukunft denke" werden von Mehrfachteilnehmern nicht anders beurteilt als von Personen mit einmaliger Maßnahmenteilnahme. Die Einschätzung der beruflichen Zukunft fällt in beiden Gruppen nahezu gleich aus: Sie schauen überwiegend positiv in die eigene berufliche Zukunft, einige sind jedoch in ihrer Zukunftseinschätzung unentschlossen. Eine wiederholte Maßnahmenteilnahme

³⁸ Statistisches Verfahren zur Berechnung von Prädiktoren.

IV.6 ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER IN UNTERSTÜTZUNGSMASSNAHMEN: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

wirkt sich nach diesen Ergebnissen nicht negativ auf die Einschätzung der beruflichen Zukunft aus. Im Gegenteil: Es zeigen sich sogar positive Effekte: Maßnahmenteilnehmer, die bereits zuvor schon mindestens eine (andere) Maßnahme durchlaufen haben, schätzen den Nutzen der aktuellen Maßnahmenteilnahme etwas höher ein als Erstteilnehmer.

6.2.4 Verbesserungsvorschläge der Jugendlichen

Eine Auswertung der offenen Fragen ermöglicht die Darstellung von detaillierten Zusatzinformationen zu den quantitativen Ergebnissen. Bei den offenen Fragen hatten die Jugendlichen die Möglichkeit, ohne Vorgaben frei zu antworten und somit die Dinge zu benennen, die aus ihrer Sicht bedeutsam sind. Erfahrungsgemäß werden die offenen Fragen oftmals nicht beantwortet, da sie eine stärkere Aktivität und mehr Initiative von Seiten des Ausfüllenden verlangen. Umso bedeutsamer ist mit 57,6 % der zahlenmäßig als sehr hoch einzuschätzende Prozentsatz der Jugendlichen, die anhand eigener Formulierungen die folgende Frage: "Was können Sie sich zusätzlich an Hilfe und Unterstützung vorstellen, um Ihre berufliche Zukunft zu verbessern?" beantwortet haben. 669 Teilnehmer äußerten ihre Wünsche, Verbesserungsvorschläge, Kritik und Bedürfnisse anhand eigener Formulierungen. Um die Vielzahl der Bemerkungen auswerten zu können, wurden die Vorschläge unterschiedlichen Kategorien zugeordnet.

Sinnhaftigkeit und Inhalte der Maßnahme

Die meisten Anmerkungen beziehen sich auf die Sinnhaftigkeit und die Inhalte der Maßnahmen (291 Anmerkungen). Der am häufigsten, wenn auch in unterschiedlicher Form ausgedrückte Wunsch betrifft die Forderung nach einer festen Arbeitsstelle, einem CDI (unbefristeter Arbeitsvertrag). Für viele Jugendliche geht es nicht darum, innerhalb einer Maßnahme beschäftigt zu sein, sondern einen sicheren Arbeitsplatz zu finden:

"Ich will einen festen Vertrag, keine Hilfe"; "Abschaffung von ATI und feste Arbeitsplätze vermitteln"; "Mehr Arbeitsplätze, kein RMG mehr"; "Die Person nach einem Jahr einstellen und nicht immer nur verlängern"; "Anstatt uns einen CDD nach dem anderen zu geben, bevorzuge ich einen CDI, nur einen Vertrag"; "Dass die Arbeitgeber diese Formation anerkennen und uns die Chance geben, einen unbefristeten Vertrag zu bekommen."

Ein weiterer für die Jugendlichen bedeutsamer Aspekt betrifft die Ausbildung in der Maßnahme. Sie erkennen selbst die Bedeutung von Sprachkompetenzen, jedoch fühlen sie sich oftmals nur in einer der drei luxemburgischen Landessprachen kompetent. Aus diesem Grund wünschen sie sich vermehrt Unterstützung in Form von Sprachkursen bzw. Ausbildungen parallel in verschiedenen Sprachen anzubieten. Darüber hinaus wurde der Wunsch nach mehrsprachigem Informationsmaterial geäußert:

"Sprachkurse, welche vom Arbeitgeber geduldet und im Arbeitsalltag mit eingeplant werden müssen"; "Eine intensive und obligatorische sprachliche Ausbildung im Rahmen der Maßnahme"; "Luxemburgisch erlernen, da es so wichtig ist."

Oftmals benennen die Jugendlichen ganz konkrete Berufsbilder oder Module, in denen sie gerne unterrichtet werden würden: "Arbeitsmaßnahme im Bereich Rezeption und Empfang"; "Ausbildungskurse Gastronomie". Dies geschieht oftmals auch in Verbindung mit der Kritik an der Zuordnung von

Jugendlichen zu Maßnahmen, die weder den Berufswünschen, dem Bildungsabschluss oder dem Kompetenzprofil des Jugendlichen (nach dessen subjektiver Einschätzung) entsprechen.

Informationsverbesserung und Beratungsbedarf

Zum Bereich Informationsverbesserung wurden insgesamt 124 Äußerungen getätigt. Es wird deutlich darauf hingewiesen, dass mehr Information und Aufklärung hinsichtlich des Arbeitsmarktes erfolgen sollte: "Bessere Aufklärung über den Arbeitsmarkt".

Viele Jugendliche fühlen sich in puncto Berufswahlmöglichkeiten nicht ausreichend informiert und möchten darüber hinaus wissen, welche Arbeitsplatzchancen und -möglichkeiten mit einer bestimmten Berufswahl einhergehen. Sie wünschen: "Eine bessere Beratung in den Schulen. Bevor man die Lehre antritt, darüber informieren, ob man in dem Beruf überhaupt eine Chance hat".

Ein weiterer Kritikpunkt betrifft die Informationsvermittlung in Bezug auf das Maßnahmenangebot. Die Befragten fordern früher einsetzende Hilfen und eine bessere Aufklärung über das bestehende Arbeits- und Maßnahmenangebot. Nach Meinung der Jugendlichen sollten Informationsveranstaltungen bereits während der Schulzeit stattfinden und ein möglichst breites Publikum ansprechen:

"Mehr Werbung machen und die Jugendlichen in den 12èmen und 13èmen über die Maßnahmen durch Aktionen und Projekte informieren."; "Gespräche, in denen man erklärt, was nach dieser Klasse die Möglichkeiten sind und was man erreichen muss, um die gewünschten Möglichkeiten zu machen."

Ebenso wünscht sich ein Teil der Maßnahmenteilnehmer mehr Unterstützung von Seiten der berufsberatenden und -vermittelnden Institutionen. Es werden insbesondere Forderungen nach individuelleren und zeitintensiveren Beratungsgesprächen geäußert: "Eine gezielte Orientierung, die meine Stärken und Schwächen in einem Einzelgespräch analysiert und meine Möglichkeiten dadurch herauskommen würden". Der Wunsch nach individueller Unterstützung in den Beratungsgesprächen wird in verschiedenster Form immer wieder thematisiert: "Einen persönlichen Berater, der meine Kompetenzen einschätzen und mich unterstützen kann, wieder auf den guten Weg zu kommen". Ebenso wird eine bessere Abstimmung der Maßnahme mit dem vom Jugendlichen angestrebtem Berufswunsch bzw. der -tätigkeit geäußert.

Immer wieder wird kritisiert, dass die Zuordnung zu den Maßnahmen nicht in Übereinstimmung zu dem Berufswunsch oder zumindest in einem Zusammenhang zur gewünschten Berufsbranche des Jugendlichen steht. Zudem wird der Wunsch nach einer Passung von Maßnahme und Bildungsabschluss geäußert: "Mich in die Branche integrieren, die meinem Abschluss entspricht."

Kritik an Bildungs- und Arbeitsmarktpolitik

Von den an der Untersuchung teilnehmenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen wurde eine ganze Reihe von Themen im bildungspolitischen Bereich angesprochen. 101 Bemerkungen setzten sich mit dieser Thematik auseinander.

In erster Linie wird Kritik am Schul- und Ausbildungssystem vorgenommen: "Bessere Schulreform, da man bei einem DAP in der Schule nichts lernt". Sowohl die Art der Ausbildung als auch deren Anerkennung wird kritisiert: "DAP ist nichts wert". Generell werden die Anerkennung und die Zertifizierung von Maßnahmen angesprochen ("Anerkennung des Diploms Auxiliare de vie") sowie die Anerkennung ausländischer Bildungsabschlüsse ("Anerkennung ausländischer Ausbildungen und Schulabschlüsse"). Die Frage nach Unterstützungsangeboten zur Sicherstellung des Lebensunterhalts wird ebenfalls thematisiert: "Mehr finanzielle Unterstützung für Nicht-Uni-Absolventen."

IV.6

Viele Jugendliche zeigen sich aufgrund von befristeten Arbeitsverträgen frustriert. Sie weisen darauf hin, dass sie trotz Anstrengung und/oder guter Arbeit keine Chance auf eine Weiterbeschäftigung bekommen und dass stattdessen ein neuer Zeitvertrag ausgestellt wird oder ein anderer Jugendlicher die Maßnahme fortsetzt. Sie empfinden dies zum Teil als Missbrauch der Maßnahmen:

"Ich bin enttäuscht, dass man die Maßnahme auf Kosten der Personen anbietet"; "Ich wurde nicht übernommen, obwohl ich gute Arbeit geleistet hatte"; "Jetzt nichts mehr, 4 Jahre CDD sind mehr als genug. Noch einer wäre der Tropfen…".

Verbesserung der Maßnahmengestaltung

Die befragten Jugendlichen gaben insgesamt 57 Kommentare zur Maßnahmengestaltung ab. Eine Forderung betrifft die Passung zwischen dem Anforderungsniveau und dem individuellen Leistungsvermögen des Teilnehmers. Die Maßnahme sollte so gestaltet sein, dass sie eine Unterforderung des Teilnehmers vermeidet und ein vielfältiges Spektrum von Tätigkeiten beinhaltet, um einen hohen Lernzuwachs zu ermöglichen:

"Eine Maßnahme, die wirklich etwas bringt und die mir erlaubt, meine Kenntnisse zu diversifizieren"; "Bessere und vielfältigere Arbeit und nicht nur das Gleiche jeden Tag, sonst unterfordert."

Nicht nur bezüglich der Zuordnung zu einer Maßnahme, auch innerhalb der Maßnahmengestaltung wird das passende Anforderungsniveau ebenso thematisiert wie die Passung von bereits vorhandenen Fähigkeiten oder Berufsausbildungen mit der zu besuchenden Maßnahme. Ebenso wird der Wunsch nach berufsbezogenen Maßnahmen im Sinne von Fortbildungen geäußert: "Bessere berufsadäquate Schulungen."

Einigen Maßnahmenteilnehmern scheint eine verstärkte sozialpädagogische Betreuung wichtig zu sein:

"Mehr psychologische Unterstützung"; "Ich brauche Unterstützung im Selbstvertrauen"; "Mehr auf die Bedürfnisse der Menschen eingehen, insbesondere sich mehr Mühe geben, um den Menschen zu helfen, die es verdient haben (mehr Interesse)!!"

So wird in den unterschiedlichsten Kontexten mehr Interesse, mehr Verständnis und eine verstärkte individuelle Betreuung von Seiten des Arbeitgebers eingefordert: "Intensive und für die Person angepasste Betreuung". Ebenso wird der Wunsch nach einer fortlaufenden Betreuung nach Beendigung der Maßnahme artikuliert.

Die kritischen Anmerkungen, Aussagen, Forderungen und Verbesserungsvorschläge bestätigen die grundlegenden Ergebnisse der quantitativen Befragung (z.B. Passungsproblematik; mehr individuelle Betreuung und Förderung); darüber hinaus bieten sie Differenzierungspotential und benennen explizit subjektiv empfundene Schwachstellen (z.B. DAP-Ausbildung). Sie weisen auf die für sie wichtigen Maßnahmenaspekte (z.B. Zertifizierung) hin und lassen eine starke Betroffenheit und Emotionalität erkennbar werden.

7. Synopse

Anhand verschiedener Fragestellungen und mithilfe unterschiedlicher methodischer Zugänge und Datenquellen wurden die Transition von der Schule in den Arbeitsmarkt und die Herausforderungen, die diese Phase an Jugendliche stellt, untersucht. Durch die Analyse quantitativer Sekundärdaten sowie eigener empirischer Untersuchungen konnten unterschiedliche Transitionsmuster, Einflussfaktoren sowie Formen der Bewältigung und Unterstützung dargestellt werden. Dabei wurde herausgestellt, dass wirtschaftliche Veränderungen und Veränderungen in der Arbeitswelt sowie qualifikatorische Verschiebungen im Arbeitsmarkt (steigende Nachfrage nach Hochqualifizierten, sinkende Nachfrage nach Geringqualifizierten) ebenso wie wesentliche gesellschaftliche Veränderungen (höhere Erwerbstätigkeit von Frauen) einen großen Einfluss auf die Transitionsphase haben: Der Übergang von der Schule in den Arbeitsmarkt dauert länger, ist individualisierter und verlangt große Entscheidungs- und Handlungskompetenzen von den Jugendlichen und jungen Erwachsenen.

Die steigende Anzahl junger Arbeitsloser, junger Maßnahmenteilnehmer sowie der vielen Berufsanfänger und die Befristungen der Arbeitsverhältnisse lassen dies erkennen. Dabei stellt sich die Integration in den Arbeitsmarkt für die Gruppe von jungen Menschen mit hohen Bildungsqualifikationen
deutlich positiver dar als für Jugendliche und junge Erwachsene mit niedriger Bildung: Ihnen gelingt
die Transition in den Arbeitsmarkt in Luxemburg einfacher, sie sind seltener arbeitslos und sie finden
häufiger Jobs, die ihrer Qualifikation entsprechen.

Die Gruppe von jungen Menschen, denen der Übergang von der Schule in den Arbeitsmarkt weniger gut gelingt und die beim Übergang in Arbeit mit teilweise erheblichen Schwierigkeiten konfrontiert sind, hat in der Regel die Schule mit einem niedrigen bzw. ohne Schulabschluss verlassen. Dies sind überdurchschnittlich häufig Jugendliche aus Migrationsfamilien, darunter viele mit portugiesischer Nationalität. Hier können sprachliche Schwierigkeiten, geringere Bildungsaspiration, mangelnde Integration und wahrgenommene oder tatsächliche Benachteiligungen eine Rolle spielen, was im Rahmen der Interviews von den Befragten auch bestätigt wird.

Andererseits zeichnet sich Luxemburg durch einen hohen Anteil an Migranten aus, die über ein hohes Bildungsniveau verfügen, sprachlich sehr gut ausgebildet und beruflich und sozial hervorragend integriert sind.

Die eigenen empirischen Untersuchungen belegen insbesondere die wichtige unterstützende Rolle der Herkunftsfamilie für die Bewältigung der Transition. Diese kann auf vielfältige Art und Weise erfolgen: ökonomisch, emotional, als Vorbild und Vermittler bestimmter Berufsbilder, durch die Bereitstellung von Informationen oder durch Zugang zu Netzwerken.

Diese Qualität und der Umfang der elterlichen Unterstützung sind bei Jugendlichen mit Transitionsschwierigkeiten oft deutlich geringer als bei Gleichaltrigen mit erfolgreichem Verlauf. Vor allem die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit gescheiterter Transition und multiplen Problemlagen

kommen häufig aus prekären familiären Verhältnissen, in denen sie früh auf sich allein gestellt waren, wodurch ihnen sozialer Halt und Orientierung und damit auch wichtige psychische Ressourcen fehlen. Anhaltende Misserfolgserlebnisse und Scheiternserfahrungen führen zu einem negativen Selbstkonzept, zu nachlassender Motivation, teilweise auch zu Resignation und Fatalismus.

Die luxemburgischen Unterstützungsmaßnahmen versuchen darauf hinzuarbeiten, Jugendlichen mit Transitionsschwierigkeiten den Übergang in die Arbeitswelt zu ermöglichen. Sie leisten Hilfestellung im Bereich der beruflichen Neu- und Umorientierung, ermöglichen einen Zugewinn an Praxiserfahrung und theoretischem Wissen sowie den Erwerb von Schlüsselqualifikationen. Einige dieser Maßnahmen werden sozialpädagogisch betreut und ermöglichen damit eine ganzheitliche und individuelle Betreuung des Jugendlichen. Die Zielsetzungen dieser Unterstützungsangebote sind nicht nur in der direkten Arbeitsmarktintegration im Sinne einer Vertragsvermittlung zu sehen; vielmehr geht es in erster Linie um die Vermittlung bestimmter Kompetenzen und die damit verbundene Erhaltung oder Erreichung einer Berufsreife bzw. Berufsbefähigung.

Eine vollständige und aktualisierte Auflistung aller Maßnahmen steht derzeit nicht zur Verfügung. Dies erschwert die Informationsbeschaffung und Orientierung für die hilfesuchenden Jugendlichen. Hinzu kommt, dass die Zielsetzungen der Angebote oftmals sehr allgemein und wenig konkret beschrieben werden. Dies bietet wenig Transparenz und erschwert die passgenaue Zuordnung der Jugendlichen zu den für sie am geeignetsten Maßnahmen sowie eine einheitliche Durchführung derselben Maßnahme durch verschiedene Organisationen.

Das Alter der Maßnahmenteilnehmer, der Bildungsstand sowie die Sprachkompetenzen sind starke Einflussfaktoren für den subjektiv empfundenen Nutzen einer Maßnahme. Ältere, hochgebildete junge Erwachsene profitieren weit weniger durch die angebotenen Unterstützungsmaßnahmen, während die jüngeren niedrig gebildeten Jugendlichen stärker profitieren. Der individuelle Zuschnitt der Maßnahme im Hinblick auf ein angemessenes Anforderungsniveau, die Beachtung von Stärken und Schwächen sowie die Berufsvorstellungen der jugendlichen Teilnehmer werden nicht immer in ausreichendem Maße berücksichtigt. Dies wirkt sich in dem empfundenen Nutzen bezüglich des Kompetenzgewinns und einer Verbesserung der Berufschancen je nach Art der Maßnahme sehr unterschiedlich aus.

Jugendliche und junge Erwachsene im Übergang von der Schule in den Arbeitsmarkt, die sowohl aufgrund von persönlichen Risikofaktoren wie auch veränderten wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Anforderungen keine nahtlose Transition aufweisen können, empfinden Unterstützungsmaßnahmen teilweise als Sackgasse, Warteschleife oder gar als "reguläre Arbeitssituation". Die Teilnehmer sind sich nicht alle des Transitionscharakters der Maßnahme bewusst und betrachten sich oft als "berufstätig" und nicht als Maßnahmenteilnehmer. Diese Wahrnehmung kann einen Locking-in-Effekt fördern, ein Phänomen, was dazu führt, die Suche nach alternativen Arbeitsstätten zu minimieren oder gar einzustellen.

APITEL



Private Übergänge: Eigenständiges Wohnen, Partnerschaft, Familiengründung

Andreas Heinen Andreas Vuori Sandra Biewers Grimm Patrice Joachim Anette Schumacher

1. Einleitung

In Kapitel V des Jugendberichtes werden die privaten Übergänge von Jugendlichen und jungen Erwachsenen analysiert. Diese privaten Übergänge beinhalten den Auszug aus dem Elternhaus, das eigenständige Wohnen, das Eingehen einer Partnerschaft und die Gründung einer Familie. Im Gegensatz zum Einstieg in den Arbeitsmarkt, der eine zentrale Voraussetzung für die ökonomische Verselbstständigung junger Menschen darstellt, sind diese Übergänge wichtige Voraussetzungen für die soziale Verselbstständigung.

In Kapitel V.2 werden die leitenden theoretischen Konzepte erläutert, die die Grundlage für die weitere Auseinandersetzung mit dieser Thematik bilden. Kapitel V.3 skizziert die aktuellen Rahmenbedingungen in Luxemburg in Bezug auf den Wohnungsmarkt, die Haushaltszusammensetzung und die staatlichen Angebotsformen und Unterstützungsleistungen. In Kapitel V.4 wird die Situation der Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf der Grundlage von Sekundärdaten beschrieben. Kapitel V.5 betrachtet die Übergangssituation aus dem Blickwinkel der Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die in qualitativen Interviews zu ihren Sichtweisen und Erfahrungen befragt wurden. Kapitel V.6 beschäftigt sich mit den Jugendlichen, die staatliche Hilfe in Anspruch nehmen. Der Hauptfokus richtet sich hier auf die Einschätzung von betreuten Wohnstrukturen anhand einer quantitativen Befragung der Jugendlichen. Die Synopse führt die Ergebnisse der einzelnen Kapitel zusammen.

2. Theoretische Rahmung: Individuelle Handlungsstrategien und strukturelle Einflussfaktoren

Die Ablösung vom Elternhaus und der Aufbau einer eigenen Geschlechtsidentität gehören zu den zentralen Entwicklungsaufgaben im Jugendalter. Damit verbunden ist die Entwicklung einer "Selbstbestimmungsfähigkeit", die eine wichtige Voraussetzung für den Ablösungsprozess von den Eltern und den Übergang zum Erwachsenenalter ist (Hurrelmann & Quenzel, 2012). Zu den zentralen Ereignissen gehören das Eingehen einer Partnerbeziehung, der Auszug aus dem Elternhaus sowie die Gründung einer eigenen Familie.

In vielen westlichen Gesellschaften haben sich diese Übergangsereignisse im Laufe der vergangenen Jahrzehnte biografisch nach hinten verschoben und voneinander entkoppelt, d. h. die Abfolge der Ereignisse ist individuell sehr unterschiedlich (Konietzka, 2010). Heute ist der Auszug aus dem Elternhaus häufig von der Partnerschaft und Heirat entkoppelt und mündet in unterschiedlichen "neuen Lebensformen" (z.B. Single-Haushalt, Patchwork-Familie, gleichgeschlechtliche Partnerschaft); auch die Familiengründung ist zumindest partiell nicht mehr an die Heirat gebunden. Die einzelnen Phasen bauen heute also nicht mehr aufeinander auf und jede Phase bedarf einer neuen Entscheidung. Dabei können Phasen übersprungen werden oder reversibel verlaufen (Nave-Herz, 2000). Beispiele dafür sind junge Menschen, die nach dem Auszug aus dem Elternhaus wieder dorthin zurückkehren ("boomerang generation", Shaputis, 2003), wenn zum Beispiel die Studienzeit beendet ist, der Arbeitsplatz verloren oder eine Partnerschaft beendet wurde. Diese Entwicklungen sind auch Ausdruck eines tiefgreifenden Wandels gesellschaftlicher Normen und Erwartungen (Pluralisierung akzeptierter Lebensformen). Entscheidungen über private Übergänge sind heute "in geringerem Maß von sozialen Erwartungen und Vorschriften bestimmt und stärker in das "Ermessen' der Akteure gelegt" (Konietzka, 2010, S. 130).

Die Sozialwissenschaften haben eine Reihe von theoretischen Erklärungsmodellen entwickelt, die zum besseren Verständnis der privaten Übergänge und deren Verläufe beitragen. Grundsätzlich können diese Modelle zwei analytischen Perspektiven zugeordnet werden, die entweder den Fokus auf (1) das Individuum (Mikro) oder (2) die Gesellschaft (Makro) legen. Die Mikro-Perspektive fokussiert die Akteure und ihre individuellen Handlungsweisen und Entscheidungsprozesse in Bezug auf zum Beispiel den Auszug oder die Familiengründung. Modelle, die der Makro-Perspektive zugeordnet werden, untersuchen dagegen, welchen Einfluss gesellschaftliche Strukturen, wie etwa wohlfahrtsstaatliche Rahmenbedingungen oder konjunkturelle Entwicklungen (z. B. eine Rezession, der Wohnungsmarkt), auf die Übergänge haben.

Auszug und Familiengründung als individuelle Entscheidung und Handlungsstrategie

Auf der Mikro-Ebene bilden Ressourcen-Ansätze wichtige Erklärungsmodelle, insbesondere für die Auszugsentscheidung von Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Der sozialen Herkunft und den ökonomischen Ressourcen der Herkunftsfamilie wird eine wichtige Bedeutung bei der Auszugsentscheidung beigemessen. Wenn etwa die Eltern über hohe ökonomische Ressourcen verfügen und ausreichend Wohnraum zur Verfügung steht, dann kann sich das verzögernd auf den Zeitpunkt des Auszugs auswirken (Scherger, 2008).

Junge Erwachsene aus der sozialen Unterschicht können auf weitaus weniger Ressourcen zurückgreifen, so dass die Notwendigkeit eines frühen Erwerbseinstiegs für sie entsprechend größer ist und der Druck, das Elternhaus aufgrund ungünstiger Wohnverhältnisse früh zu verlassen, erheblich höher ist als für Jugendliche, die unter vorteilhafteren ökonomischen Bedingungen in der sozialen Mittel- und Oberschicht aufwachsen. (Berger, 2009, S. 205)

Lersch und Dewilde (2013) identifizieren Faktoren, die den Auszug begünstigen. Dazu gehören eine unbefristete Stelle, ein Vollzeitarbeitsplatz und ein Beruf mit einem hohen Qualifiaktionsniveau. Nach Goldscheider und Goldscheider (1999) kann auch die finanzielle Unterstützung Jugendlicher durch die Eltern den Auszug aus dem Elternhaus positiv beeinflussen.

Neben diesen ökonomischen Ressourcen spielen die Erziehungs- und Beziehungsmuster innerhalb der Herkunftsfamilie eine Rolle. Nach Berger (2009, S. 200) sind es vor allem die liberalen Erziehungs- und Beziehungsmuster, die dazu geführt haben, "dass der Druck das Elternhaus schnellstmöglich zu verlassen, um nicht von den normativen Vorschriften der Eltern eingeschränkt zu werden, geringer geworden ist". Demnach können Jugendliche auch dann ein hohes Maß an Selbstbestimmung und Autonomie entwickeln, wenn sie zu Hause bei ihren Eltern wohnen. In dem Zusammenhang wird der Eltern-Kind-Beziehung eine hohe Bedeutung beigemessen. So kann eine problembelastete Eltern-Kind-Beziehung dazu führen, dass junge Menschen sich möglichst früh räumlich von den Eltern distanzieren möchten und der Auszug entsprechend früh stattfindet. Dagegen kann eine positive Eltern-Kind-Beziehung dazu beitragen, dass Kinder länger im Elternhaus verbleiben.

Eine zentrale Theorie zur Erklärung der Auszugsentscheidung und auch der Familiengründung bildet die "Rational Choice"-Theorie. Deren Grundidee ist, dass Entscheidungen auf der Grundlage einer Abwägung der Kosten und Nutzen getroffen werden. Sie geht davon aus, dass Menschen rational, d. h. vernünftig und aufgrund von Absichten oder Zwecken handeln, die ihren eigenen Zielen, Wünschen oder Bedürfnissen dienen. Zentrales Kriterium für die Auszugsentscheidung bildet demnach die Abwägung der Kosten und der zu erwartende Nutzen (Rusconi, 2004). Bewertet eine Person etwa den Autonomiegewinn durch den Auszug höher als die damit verbundenen Kosten, dann entscheidet sich die Person für den Auszug. Wird umgekehrt der Nutzen durch den zu erwartenden Autonomiegewinn niedriger als die Kosten eingestuft, dann entscheidet sie sich gegen den Auszug.

In der Tradition der "Rational Choice"-Theorie steht auch der "Value of children"-Ansatz, der ein wichtiges Erklärungsmodell für die Familiengründung liefert. Demnach fließt der subjektive Nutzen der Kinder in die ökonomische Entscheidung ein. Positive Emotionen oder der Gewinn an sozialem Status beeinflussen – neben ökonomischen Faktoren – die Entscheidung zugunsten der Familiengründung (Nauck, 2001). Dabei hat sich die Bedeutung von Kindern gewandelt. Vor der Einführung einer allgemeinen Sozialversicherung mit Altersrente, Kranken- und Pflegeversicherung waren eigene Kinder für viele Haushalte eine ökonomische Notwendigkeit, ihr "Nutzen" bestand in ihrer Arbeitskraft und

darin, dass sie später die älteren Haushaltsmitglieder versorgten. Moderne Gesellschaften hingegen sichern individuelle Risiken wie Arbeitslosigkeit, Alter, Krankheit und Pflegebedürftigkeit kollektiv ab, indem hauptsächlich die Erwerbstätigen eines Landes in die Sozialversicherungen einzahlen. Für die Familiengründung hat dies deutliche Auswirkungen: Eigene Kinder sind für viele Menschen heute keine ökonomische Notwendigkeit mehr und andere "Nutzen" von Kindern rücken deshalb stärker in den Blickpunkt, etwa der emotionale und soziale Wert von Kindern (Marbach & Tölke, 2013). Dem stehen Kosten gegenüber, die nicht nur das Finanzielle betreffen, sondern auch Einschränkungen in Bezug auf die persönliche Autonomie und Selbstverwirklichung.

Strukturelle Einflussfaktoren: Wohlfahrtsstaatliche und gesellschaftliche Rahmenbedingungen

Die individuelle Entscheidung für den Auszug oder die Familiengründung wird immer auch von strukturellen Faktoren beeinflusst. Neben Unterstützungsleistungen des Wohlfahrtsstaates spielen ökonomische und konjunkturelle Rahmenbedingungen, aber auch kulturspezifische Normen und Erwartungen eine Rolle.

In Bezug auf den Auszug aus dem Elternhaus können finanzielle Unterstützungsleistungen des Staates, wie z. B. geförderter Wohnraum, das Bestreben nach Autonomie und Eigenständigkeit der Jugendlichen fördern und damit die Auszugsentscheidung begünstigen (Scherger, 2008). Daneben können auch die Struktur des Wohnungsmarktes (u. a. die Verfügbarkeit von Mietwohnungen oder die Praxis der Kreditvergabe) sowie die Situation auf dem Arbeitsmarkt einen Einfluss auf das Auszugsverhalten haben (Lennartz, Arundel & Ronald, 2015; Serracant, 2015; Wolbers, 2007). Wenn beispielsweise auf dem Immobilienmarkt nur wenige Mietwohnungen angeboten werden und Immobilieneigentum teuer ist, kann dies dazu führen, dass junge Menschen länger zu Hause bleiben. Ähnliche Effekte kann eine angespannte Situation auf dem Arbeitsmarkt haben. So können hohe Arbeitslosenzahlen, geringe Arbeitsplatzsicherheit und befristete Beschäftigungsverhältnisse zu einer ökonomischen Unsicherheit führen, die den Auszug aus dem Elternhaus, aber auch die Familiengründung verzögern.

Lennartz et al. (2015) verweisen auf die elterliche Unterstützung, die einen starken Einfluss auf den Auszug aus dem Elternhaus hat und die sich je nach Wohlfahrtsstaat stark voneinander unterscheidet. Während die elterliche Unterstützung in den familialistisch geprägten südeuropäischen Staaten über die Koresidenz erfolgt (Kinder bleiben im Elternhaus und werden mitversorgt), gehören in den individualistisch geprägten nordeuropäischen Staaten die finanziellen Transfers der Eltern an ihre Kinder zu den wichtigsten Unterstützungsformen. Wie der Auszug aus dem Elternhaus, ist auch die Familiengründung von strukturellen Rahmenbedingungen beeinflusst. Neben der finanziellen Unterstützung von Seiten des Staates (z.B. Kindergeld) und den vorhandenen Infrastrukturen (z.B. Betreuungsstrukturen) spielen hier die kulturspezifischen Erwartungen, Werte und Normen eine zentrale Rolle (Buber & Fliegenschnee, 2011; Pfau-Effinger, 2004).

Auch "Familienleitbilder" haben einen starken Einfluss auf die Familiengründung. Diese bilden nach Diabaté und Lück (2014, S. 56) "ein Bündel aus kollektiv geteilten bildhaften Vorstellungen des "Normalen", das heißt von etwas Erstrebenswertem, sozial Erwünschtem und/oder mutmaßlich weit Verbreitetem, also Selbstverständlichem". Sie sind kulturell geprägt und unterscheiden sich von Land zu Land zum Teil deutlich. Nach Schneider, Diabaté & Lück (2014) beinhalten die Familienleitbilder u. a. die Vorstellungen von idealen Zeitpunkten und Phasen im Familienbildungsprozess. Dazu gehören

¹ In welchem Maße finanzielle Unterstützungsleistungen (z.B. Kindergeld) Anreize zur Familiengründung sind, konnten internationale Studien und auch eine luxemburgische Studie (Reinstadler, 2011) nicht überzeugend belegen.

die Vorstellung des idealen Alters für das erste Kind, der Altersabstand zwischen Kindern oder die als notwendig erachteten Bedingungen, die erfüllt sein müssen, bevor eine Elternschaft überhaupt als möglich oder verantwortbar gesehen wird. Die Familienleitbilder spiegeln sich in gesetzlichen Regelungen, in der Infrastruktur zur öffentlichen Kinderbetreuung, in der Erwerbsbeteiligung von Frauen, in öffentlichen Diskursen, aber auch in der Darstellung von Familienleben in den Medien wider (Schneider et al., 2014).

3. Kontextbedingungen: Wohnsituation und Lebensformen in Luxemburg

Im Folgenden wird auf die zentralen Dimensionen der für die privaten Übergänge relevanten Kontextbedingungen in Luxemburg eingegangen. Ziel ist es, die strukturellen Rahmenbedingungen zu beschreiben, die einen Einfluss auf die Gestaltung des Übergangs in eigenständiges Wohnen oder die Familiengründung junger Menschen in Luxemburg haben können. Dazu zählen die Wohnbedingungen und die Wohnkosten, aber auch die etablierten Lebens- und Familienformen in Luxemburg, da sich in ihnen die landes- und kulturspezifischen Normen widerspiegeln. Daneben werden auf aggregierter Ebene die staatlichen Angebotsformen und Unterstützungsleistungen dargestellt.

3.1 RAHMENBEDINGUNGEN UND STRUKTURMERKMALE DER LUXEMBURGISCHEN WOHNSITUATION

3.1.1 Wohnbedingungen und Wohnkosten in Luxemburg

Mit einem Anteil von 73% lebt die Mehrheit der luxemburgischen Bevölkerung im Wohneigentum. Damit liegt der Anteil etwas höher als im europäischen Durchschnitt (EU-28: 70%) (Eurostat, 2013d). Die luxemburgische Bevölkerung verfügt zudem mit einer durchschnittlichen Haushaltswohnfläche von 131,1 qm über eine im europäischen Vergleich große Wohnfläche (EU-28-Länder: 95,9 qm) (Eurostat, 2012a). Im Durchschnitt steht jedem Einwohner in Luxemburg eine Wohnfläche von 64,1 qm zur Verfügung. Während Personen mit luxemburgischer Nationalität mit 73 qm über die höchste Quadratmeterzahl pro Kopf verfügen, liegt die Fläche für Personen mit montenegrinischer (28,5 qm) oder portugiesischer (35,4 qm) Nationalität am niedrigsten (Heinz, Peltier & Thill, 2013a).

Der überwiegende Teil der luxemburgischen Bevölkerung ist mit der eigenen Wohnsituation zufrieden. Aus dem EU-SILC-Datensatz von 2012 geht hervor, dass im Jahr 2012 etwa die Hälfte (50,4%) eine sehr hohe Wohnzufriedenheit und 41,9% eine hohe Wohnzufriedenheit äußern. Insgesamt können die Wohnbedingungen in Luxemburg somit als überdurchschnittlich gut bewertet werden, was unter anderem auch auf das vergleichsweise hohe Einkommensniveau und den insgesamt hohen Lebensstandard zurückgeführt werden kann. Gleichwohl bestehen auch in Luxemburg, je nach Bevölkerungsgruppe, Ungleichheiten in Bezug etwa auf die Wohnfläche und auch die Wohnqualität insgesamt (siehe hierzu: De Lanchy, 2010; Fusco, 2012).

Dabei wird der Zugang zu Wohnraum von einem Großteil der Bevölkerung als problematisch wahrgenommen. De Lanchy und Licheron (2014) zeigen auf der Grundlage von Eurobarometer-Daten, dass fast 86% der luxemburgischen Wohnbevölkerung das Finden einer bezahlbaren Wohnung als "eher schwierig" oder "sehr schwierig" bewerten (der Mittelwert liegt in Europa (EU-27) mit 65% deutlich niedriger). Aus Sicht der Bevölkerung sind die finanziellen Belastungen des Wohnens in den vergangenen Jahren stark angestiegen. Während im Jahr 2003 lediglich 27,4% der luxemburgischen Haushalte die Wohnkosten als "erheblich" einschätzten, ist der Anteil im Jahr 2012 bis auf 38,3% deutlich angestiegen (Osier, 2013). Diese Ergebnisse spiegeln sich auch in den Preissteigerungen für den Erwerb und die Anmietung von Immobilien wider.

Ursache für diese Preissteigerungen sind vor allem das Missverhältnis von Angebot und Nachfrage. Durch das starke Bevölkerungswachstum in Luxemburg nimmt die Nachfrage nach Wohnungen und Häusern kontinuierlich zu, während zu wenig neuer Wohnraum entsteht (Bousch & Licheron, 2012). Dies hat zur Folge, dass das Angebot an Mietwohnungen in Luxemburg im Vergleich zu den Nachbarländern Frankreich und Deutschland sowie den skandinavischen Ländern vergleichsweise gering ist (Lennartz et al., 2015). Da Jugendliche und junge Erwachsene (im Vergleich zu Älteren) nach dem Auszug aufgrund finanzieller Möglichkeiten eher mieten statt kaufen, gestaltet sich der Zugang zu Wohnraum für sie als besonders schwierig.

Die hohen Immobilienpreise in Luxemburg führen also dazu, dass insbesondere Personen mit geringem Einkommen oder geringen Ersparnissen Schwierigkeiten haben, auf dem regulären Wohnungsmarkt Zugang zu Wohnraum zu finden. Dies betrifft insbesondere Jugendliche und junge Erwachsene, die in der Regel noch nicht über die notwendigen finanziellen Ressourcen verfügen, um auf dem Wohnungsmarkt konkurrenzfähig zu sein.²

3.1.2 Angebotsformen und Unterstützungsleistungen im Wohnbereich

Auf diese schwierige Situation, insbesondere für junge Menschen und Menschen mit schlechter finanzieller Ausstattung, versucht die luxemburgische Wohnungsbau- und Wohnungsmarktpolitik zu reagieren. Grundsätzlich ist die luxemburgische Wohnungspolitik stark auf die Förderung des Baus von zusätzlichem Wohnraum ausgerichtet ("aides à la pierre") (Georges & Urbé, 2012). Damit ist das Ziel verbunden, das Angebot an bezahlbarem Wohnraum in Luxemburg zu erhöhen und so Wohnraum für den einkommensschwächeren Teil der Bevölkerung zu schaffen.

Finanzielle Unterstützungen umfassen sowohl Hilfen für Individuen als auch für private und öffentliche Bauträger ("promoteurs privés et publics"). Die individuellen staatlichen Hilfen unterstützen Privatpersonen in erster Linie beim Bau, dem Erwerb und der Renovierung von Wohnraum ("aides individuelles au logement"). In Luxemburg existieren nur vereinzelt Finanzhilfen, die Mieter unterstützen; diese richten sich an eine kleine Gruppe bedürftiger Personen (z. B. die staatliche Beihilfe für die Stellung der Mietkaution ("garantie locative"), welche über die Abteilung für Wohnungsbeihilfen bzw. über das zuständige Sozialamt angefragt werden kann, sowie die finanzielle Unterstützung bei Mietkosten ("bonification loyer") im Rahmen des RMG-Gesetzes). Eine breite finanzielle Unterstützung

² Die hohen Wohnkosten sind auch ein Grund dafür, dass eine zunehmende Zahl von Bewohnern ihren Wohnort ins grenznahe Ausland verlagert (Carpentier, 2010).

in Form eines Mietzuschusses, wie es sie in einigen anderen europäischen Ländern gibt, existiert in Luxemburg bisher nicht, ist aber ab 2016 geplant.³

Neben den staatlichen Finanzbeihilfen für Privatpersonen werden ebenfalls private und öffentliche Bauträger dabei unterstützt, subventionierten Wohnraum zu schaffen. Ziel ist es, diesen Wohnraum an Privatpersonen mit geringem Einkommen unter bestimmten Bedingungen zu vermieten bzw. zu verkaufen.⁴

Für Luxemburg zeigt sich, dass die Nachfrage höher als das bestehende Angebot ist. Nach Hoffmann (2012) fehlt es vor allem an Mietwohnungen für Menschen mit geringem Einkommen. So schätzt er die Anzahl an fehlenden subventionierten Wohnungen ("logements sociaux")⁵ auf rund 26.000. Im europäischen Vergleich verfügt Luxemburg mit einem Anteil von 2% über einen sehr geringen Anteil an Sozialwohnungen bzw. subventioniertem Wohnraum. In vielen Ländern liegt der Anteil höher (z. B. Deutschland: 5%, Belgien: 7%, Frankreich: 17%, Österreich: 23%, Niederlande: 32%) (Pittini & Laino, 2011).

Neben diesen Unterstützungsleistungen existieren auch staatlich subventionierte Wohnstrukturen, die bestimmten Zielgruppen einen vergünstigen Wohnraum für einen Übergangszeitraum anbieten. Die Angebote sind wichtiger Bestandteil der Sozialpolitik und richten sich an Personen, die aus unterschiedlichen Gründen nicht (mehr) in ihrer Herkunftsfamilie wohnen oder keinen Zugang zu regulärem Wohnraum finden (z. B. Kinder und Jugendliche, Studierende, Alleinerziehende, Obdachlose). In einigen Fällen wird in diesen Wohnstrukturen eine sozialpädagogische Betreuung bzw. soziale Begleitung angeboten, die je nach Bedarf von einer Ganztagsbetreuung bis hin zu einer nur gelegentlichen Betreuung reicht. Im Kapitel V.4.1.4 wird näher auf diese Angebote eingegangen.

3.2 FAMILIENSTRUKTUREN UND STAATLICHE UNTERSTÜTZUNG FÜR FAMILIEN IN LUXEMBURG

3.2.1 Lebens- und Familienformen

Die vorherrschenden Lebens- und Familienformen in einem Land bilden wichtige Orientierungspunkte für Jugendliche und deren Lebensgestaltung und Familienplanung. In Luxemburg hat sich – wie in anderen europäischen Ländern – in den vergangenen Jahrzehnten ein Wandel der Lebens- und Familienformen vollzogen. Im Zuge der Veränderung von Geschlechterrollen, der abnehmenden Stabilität von partnerschaftlichen und familialen Lebensformen und der zunehmenden Akzeptanz alternativer Modelle jenseits des bürgerlichen Familienideals haben sich auch die Formen gemeinschaftlichen Zusammenlebens verändert und ausdifferenziert: Die steigende Zahl unverheirateter Paare mit oder ohne Kinder, gleichgeschlechtlicher Paare, Alleinerziehender oder Patchworkfamilien verweist auf die

³ Hierzu gibt es einen Gesetzesvorschlag, der zum Zeitpunkt der Drucklegung des Jugendberichtes noch auf dem Instanzenweg ist ("Projet de loi portant introduction d'une subvention de loyer et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement" (n° 6542)).

⁴ Als "promoteurs privés" gelten (1) asbl's, (2) Stiftungen und (3) Kirchenfabriken, als "promoteurs publics" gelten (1) Gemeinden oder Syndikate, (2) der "Fonds pour le développement du logement et de l'habitat" und (3) die "Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM)".

⁵ Der Begriff der "Sozialwohnung" existiert in Luxemburg nicht; es wird von vergünstigtem und vom Staat subventioniertem Wohnraum für den Mieter oder Käufer gesprochen (Hoffmann, 2012).

Pluralisierung der Lebens- und Familienformen. Gleichwohl stellt auch in Luxemburg die Familie als Zwei-Generationen-Haushalt mit Kindern weiterhin das vorherrschende Modell dar. Mit einem Anteil von 48,1% lebt fast die Hälfte der luxemburgischen Bevölkerung in einem Paarhaushalt mit Kindern (Thill, Peltier & Heinz, 2013).

In den meisten europäischen Ländern stieg die Zahl der Eheschließungen bis Ende der 1960er Jahren stark an. Das Jahrzehnt wurde deshalb auch als "golden age of marriage" bezeichnet (Festy, 1980). Seit den 1970er Jahren kehrte sich dieser Trend wieder um; die Zahl der Eheschließungen sank und das durchschnittliche Heiratsalter stieg an. In Luxemburg liegt die Eheschließungsziffer⁶ heute mit 3,4 sehr niedrig und gehört zu den niedrigsten in Europa (zum Vergleich Frankreich: 3,7; Belgien: 3,8; Deutschland: 4,8; Schweden: 5,3) (Eurostat, 2012b). Gleichzeitig ist die Zahl der Scheidungen angestiegen. Im Jahr 1950 standen 2.580 Eheschließungen lediglich 161 Scheidungen gegenüber; im Jahr 2014 sind es bei 1.657 Eheschließungen 1.453 Scheidungen (Statec, 2014b). Seit dem Jahr 2004 existiert in Luxemburg für Paare unterschiedlichen oder gleichen Geschlechts die Möglichkeit, eine eingetragene Lebenspartnerschaft (PACS) zu schließen. Diese Lebenspartnerschaft hat für beide Partner zivil-, sozialversicherungs- und steuerrechtliche Folgen und soll den Lebenspartnern weitgehend gleiche Rechte wie verheirateten Paaren einräumen.⁷ Seit Einführung ist die Zahl der eingetragenen Lebenspartnerschaft schlossen, sind es im Jahr 2004 bereits 1.882. Damit übersteigt die Zahl der eingetragenen Lebenspartnerschaften im Jahr 2014 sogar die Zahl der Heiraten (1.657).

Die Fertilitätsrate liegt in Luxemburg mit 1,57 in etwa auf europäischem Niveau (EU-28: 1,55).⁸ Die Fertilität ist niedriger als in Frankreich (1,99), dem Vereinigten Königreich (1,83) oder Belgien (1,75), jedoch höher als in einigen südeuropäischen Ländern wie Portugal (1,21), Spanien (1,27) oder dem Nachbarland Deutschland (1,40) (Eurostat, 2013b). Weiterhin zeigen sich auch innerhalb der luxemburgischen Bevölkerung Unterschiede in Bezug auf die Fertilität. In Luxemburg gebären Frauen mit ausländischer Nationalität im Vergleich zu Frauen mit luxemburgischer Nationalität mehr Kinder (seit ein paar Jahren nehmen die Geburtenraten bei ausländischen Frauen jedoch ab, sodass sich die Unterschiede verringert haben) (Peltier et al., 2014).

3.2.2 Angebotsformen und Unterstützungsleistungen für Familien

Der luxemburgische Staat bietet unterschiedliche Angebote und Leistungen für Familien an, mit denen insbesondere junge Eltern und ihre Kinder unterstützt werden. Vor diesem Hintergrund bilden die Angebote und Unterstützungsleistungen wichtige Rahmenbedingungen, die auch die Familiengründung der Jugendlichen und jungen Erwachsenen maßgeblich beeinflussen können. Im Folgenden werden die Angebotsformen und Unterstützungsleistungen beschrieben. Dabei wird nicht auf die einzelnen Angebote und Leistungen eingegangen, sondern eine Strukturierung der Angebote und Leistungen auf aggregierter Ebene vorgenommen.

⁶ Die Eheschließungsziffer gibt die Anzahl der Eheschließungen auf 1.000 Personen einer Population innerhalb eines bestimmten Jahres an.

⁷ www.guichet.public.lu/citoyens/de/famille/vie-maritale/partenariat-pacs/effets-legaux-partenariat (zuletzt abgerufen am 10. November 2015), Daten zum Zivilstand beim "Service du Répertoire civil" des Justizministeriums.

⁸ Die Fertilitätsrate oder Gesamtfruchtbarkeitsrate wird auch als Reproduktionsmaß verwendet; es wird davon ausgegangen, dass in den Industrieländern bei 2,1 Kindern je Frau der Erhalt der Bevölkerung gesichert ist.

In Luxemburg kann zwischen finanziellen Leistungen sowie nicht-monetären Hilfs- und Unterstützungsmaßnahmen unterschieden werden.

Ein großer Teil der finanziellen Leistungen richtet sich an alle Familien, ein anderer Teil an Menschen oder Familien in schwierigen Lebenslagen. Zu den Erstgenannten zählen als wichtigste Leistung die allocations familiales" (Kindergeld), die monatlich an Familien mit Kindern ausbezahlt werden. Daneben existieren weitere finanzielle Leistungen für Familien mit Kindern (u. a. "allocation de naissance", "allocation de rentrée scolaire"). Ein weiteres Angebot der luxemburgischen Familienpolitik stellt der "congé parental" dar, ein bezahlter Elternurlaub, der von beiden erziehungsberechtigten Elternteilen in Anspruch genommen werden kann. Seit 2009 können außerdem die "Maison-Relais pour enfants", die in Luxemburg auch einen wichtigen Bildungsauftrag erfüllen, sowie andere Betreuungsstrukturen (u. a. "crèches") mit Dienstleistungsschecks ("chèque-service accueil") gezahlt werden. Die Schecks werden abhängig vom Einkommen der Erziehungsberechtigten vergeben und zielen vor allem darauf ab, sozial Benachteiligten und armutsgefährdeten Gruppen einen besseren Zugang zu Betreuungsangeboten zu verschaffen (Chambre des Députés, 2009a). Der Ausbau der Betreuungseinrichtungen ist auch von einer intensiven Qualitätsdebatte begleitet. Mit dem Gesetzesprojekt 6410 werden Konzepte zur Qualitätssicherung in den Betreuungsstrukturen gesetzlich verankert (Chambre des Députés, 2012). Personen oder Familien, die sich in einer prekären Lebenslage befinden, können u.a. zusätzliche finanzielle Unterstützungsleistungen über das "Office social"¹⁰ (u. a. Sozialhilfe) und den "Fonds National de Solidarité" (u. a. RMG) beantragen. Ebenso bieten eine Reihe sozialer Einrichtungen Sachleistungen für benachteiligte Personen an (z.B. Sozial-Läden, Kleiderstuben).

Daneben existieren in Luxemburg auch umfassende Unterstützungsangebote, die von klassischen Bildungs- und Beratungsangeboten für Eltern und Paare bis hin zu Telefonhotlines und Angeboten für spezifische Gruppen reichen (z. B. Kinder und Jugendliche in Not, Opfer/Täter häuslicher Gewalt, Süchtige). Dabei kann zwischen sozialpädagogischen, psychologischen, therapeutischen, medizinischen und juristischen Unterstützungsangeboten unterschieden werden.

In der sozialpädagogischen Arbeit geht es vor allem darum, Personen bei der alltäglichen Lebensbewältigung zu unterstützen. Hierunter fallen z. B. Beratungsangebote für Schwangere, für Patchworkfamilien, Beratung und Unterstützung in familiären Konfliktsituationen, Erziehungs- oder Schuldenberatung, Paarberatung, Mediation wie auch punktuelle Weiterbildungsangebote. Die psychologischen Beratungsangebote bieten Hilfe bei persönlichen, sozialen und familiären Problemen. Zu nennen sind hier z. B. Beratungsangebote bei häuslicher Gewalt oder die Begleitung beim Umgang mit Tod und Trauer. Außerdem gibt es eine Vielzahl therapeutischer Begleitangebote, die sich z. B. mit den Themen Sucht, Ängste, Traumata oder Verhaltensstörungen befassen. Sie sind meist langfristig ausgerichtet und erstrecken sich über einen Zeitraum von mehreren Monaten oder auch darüber hinaus. Medizinische Unterstützungsangebote richten sich an Personen mit gesundheitlichem Beratungsbedarf, z. B. bei Suchterkrankungen (wie Tabak, Drogen) oder Essstörungen, bieten aber auch Hilfe bei

⁹ Im Frühjahr 2015 wurden von Seiten der Regierung Reformen angekündigt, die auf eine Erhöhung der finanziellen Leistungen sowie eine Flexibilisierung des "congé parental" abzielen (MFI, 2015b). Weitere finanzielle Leistungen wie die "allocations de maternité et d'éducation" wurden bereits abgeschafft oder angepasst ("l'allocation de rentrée scolaire") (weitere Informationen: www.cnpf.lu/reforme). Daneben wurde in den vergangenen Jahren das Angebot an Betreuungsstrukturen in Luxemburg erweitert.

¹⁰ Gewährleistet Personen und Familien die im Gesetz vom 18. Dezember 2009 vorgesehene Hilfe (Chambre des Députés, 2009c).

Schwangerschaft und Geburt. Zu den juristischen Angeboten gehören Beratungen zu Themen wie zum Beispiel Vormundschaft, Trennung und Scheidung oder Überschuldung (Info-handicap, 2012).

Diese Unterstützungsangebote werden von verschiedenen Diensten in Trägerschaft einer asblangeboten (die meist mit einem Ministerium konventioniert sind) oder von Verwaltungen, die einzelnen Ministerien zugeordnet sind. Im Folgenden werden einige dieser Dienste und Verwaltungen des Sozialsektors in Luxemburg beispielhaft dargestellt.

Das Nationale Kinderbüro (ONE) ist seit 2008 Kontaktpunkt für Kinder, Jugendliche und ihre Familien in Not. Die Personen werden hier an die passenden Anbieter weitergeleitet (entsprechend dem Gesetz zur "aide à l'enfance", Chambre des Députés (2009c). Auf Gemeindeebene sind es die Sozialämter, die bedürftigen Personen und ihren Familien neben finanzieller Unterstützung auch nichtmonetäre Leistungen (z. B. soziale Betreuung und Beratung) bieten (Chambre des Députés, 2008c). Zu weiteren Anlaufstellen für Jugendliche gehören unter anderem die Jugendhäuser, das CPOS, die SPOS sowie das "Centre de Médiation".

Beratung für Familien bieten in Luxemburg Dienste wie z.B. die "Erzéiongs- a Familljenberodung", "Familljen-Center" oder die "Eltereschoul". Kinder und Jugendliche mit einer körperlichen, geistigen oder psychischen Behinderung und ihre Familien können Hilfestellungen bei Diensten wie der APEMH, der "Ligue HMC" oder der "Fondation Kräizbierg" erhalten. Unterstützung für Frauen und Männer in schwierigen Lebenssituationen bieten u.a. "Femmes en détresse", OXYGENE sowie "Service Riicht eraus".

Im Bereich der Gesundheitsförderung und -prävention sind in Luxemburg u. a. die "Ligue médico-sociale", "Gesond Liewen" und "Hällef fir de Puppelchen" mögliche Anlaufstellen. Spezialisierte Angebote für Personen in schwierigen Lebenssituationen bieten unter anderem das CePT, die "Jugend- an Drogenhällef" und das "Réseau Psy".

Die einzelnen Angebote der Dienste und Verwaltungen verfolgen oft mehrere Zielsetzungen, richten sich an verschiedene Zielgruppen und wenden unterschiedliche Methoden an, sodass die Angebote in Bezug auf ihre inhaltliche Ausrichtung nicht immer trennscharf voneinander abgrenzbar sind. Viele Unterstützungsangebote ähneln sich, sodass teilweise Überschneidungen existieren. Gleichwohl haben sich einige Angebote auf einen spezifischen Handlungsbereich spezialisiert.

4. Private Übergänge Jugendlicher und junger Erwachsener: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten

Im folgenden Kapitel werden die privaten Übergänge von Jugendlichen in Luxemburg auf der Grundlage von Sekundärdaten beschrieben und analysiert. Die thematischen Schwerpunkte bilden der Übergang in eigenständiges Wohnen, das Eingehen von Partnerbeziehungen und die Familiengründung. Das Kapitel liefert einen Überblick über die aktuelle Wohn- und Familiensituation junger Menschen in Luxemburg. Darüber hinaus wird gezeigt, zu welchem Zeitpunkt die Übergänge stattfinden, wie sie sich differenziert für verschiedene Gruppen darstellen (u. a. nach Geschlecht, Nationalität) und wie sie sich im Zeitverlauf verändert haben. Des Weiteren werden die Zusammenhänge zwischen den einzelnen Übergangsbereichen analysiert, wie etwa Eheschließung und Familiengründung oder die Aufnahme einer Erwerbstätigkeit und der Auszug aus dem Elternhaus.

4.1 DER ÜBERGANG IN EIGENSTÄNDIGES WOHNEN

4.1.1 Der Auszug aus dem Elternhaus

Der Auszug aus dem Elternhaus und die Gründung eines eigenen Haushaltes bilden die zentralen Ereignisse auf dem Weg zu sozialer Selbstständigkeit und Unabhängigkeit junger Menschen.

In den europäischen Ländern vollziehen junge Menschen den Auszug zu unterschiedlichen Zeitpunkten. Entsprechend unterscheiden sich auch die Anteile junger Menschen, die noch im jungen Erwachsenenalter bei ihren Eltern wohnen. In der Abbildung 28 ist der Anteil der 25- bis 29-Jährigen, die bei ihren Eltern wohnen, für ausgewählte europäische Länder dargestellt.

Griechenland 68.0% Spanien 53,8% EU-27 38,8% Luxemburg 30,9% Belgien 27,4% Deutschland 26,6% Frankreich 16,8% Schweden 6,7% Finnland 5.3% 0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80%

Abbildung 28: Anteil der 25- bis 29-Jährigen, der bei den Eltern wohnt, nach ausgewählten EU-Ländern, 2013

Quelle: Eurostat (2013a); basierend auf EU-SILC-Daten

In den drei südeuropäischen Ländern Griechenland, Italien und Spanien liegt der Anteil der 25- bis 29-Jährigen, der noch bei den Eltern wohnt, deutlich über dem EU-Durchschnitt. Hier wohnen noch über zwei Drittel der 25- bis 29-Jährigen bei den Eltern (z. B. Griechenland: 68,0%). In Luxemburg ist der Anteil (ebenso wie in den Nachbarländern Belgien und Deutschland) auf einem mittleren Niveau (30,9%) und in den nordeuropäischen Ländern Schweden (6,7%) und Finnland (5,3%) mit Abstand am niedrigsten. Als Gründe dafür werden die Unterschiede in der Ausrichtung der Wohlfahrtsstaaten, die Struktur der Immobilienmärkte und die Arbeitsmarktsituation angeführt. So werden junge Menschen in den skandinavischen Ländern u. a. stärker bei der Suche nach Wohnraum finanziell unterstützt. Hier besteht auch ein ausgeprägter Mietermarkt, d. h. ein breites Angebot an Mietwohnungen. In südeuropäischen Ländern ist die staatliche Unterstützung dagegen geringer und der Mietermarkt weniger stark ausgeprägt. Zudem ist hier der Anteil arbeitsloser junger Menschen höher als in den nordeuropäischen Ländern (Le Blanc & Wolff, 2006). Dies hat unter anderem zur Folge, dass mehr Menschen nicht über die notwendigen finanziellen Mittel für die Miete oder den Kauf einer eigenen Wohnung verfügen.

Neben den ökonomischen Gründen spielen auch kulturelle Gründe eine große Rolle. Wie Iacovou (2010) herausstellt, sind die familiären Bindungen in südlichen Ländern stärker und Eltern bewerten es dort positiver, wenn ihre Kinder länger zu Hause wohnen bleiben. Die Erwartung, dass Jugendliche früh ausziehen, ist hier weniger stark ausgeprägt als in nordeuropäischen Ländern (Billari & Liefbroer, 2007).

In Bezug auf den Zeitpunkt des Auszugs, zeigen sich in den vergangenen Jahrzehnten nur geringe Veränderungen (Billari & Liefbroer, 2010). In Europa (EU-27) ist der Anteil von 25- bis 29-Jährigen, die bei ihren Eltern leben, von 37 % im Jahr 2007 auf 38,8 % im Jahr 2013 nur leicht angestiegen. In Luxemburg ist der Anteil bis 2010 leicht angestiegen und ab dem Jahr 2010 wieder deutlich gesunken (Eurostat, 2013a). Ein längerer Verbleib im Elternhaus und eine Verzögerung des Auszugs junger

¹¹ Billari und Liefbroer (2010) zeigen mit einem Kohortenvergleich für 26 europäische Länder auf der Grundlage von ESS-Daten, dass das Auszugsalter der Alterskohorte 1930-1939 etwas höher liegt als in der Alterskohorte 1960-1969. Für die Alterskohorte 1970-1979 liegt das Auszugsalter höher, was auf eine Trendumkehr in Richtung eines späteren Auszuges hindeutet. Billari und Liefbroer (2010, S.66) bewerten die beobachteten Veränderungen als sehr gering und kommen zu dem Schluss, dass "across Europe, relatively little change is visible in the age at which young adults leave the parental home."

Menschen etwa als Folge der Wirtschaftskrise und der erhöhten Jugendarbeitslosigkeit zeigt sich für die meisten europäischen Länder und auch für Luxemburg also nicht. Gleichwohl bildet die Familie gerade bei schwieriger Arbeitsmarktlage eine wichtige Unterstützungsressource für Jugendliche und der Verbleib im Elternhaus kann ein Weg sein, um weitere Ressourcen (u. a. Bildung, finanzielle Mittel) zu akkumulieren (Serracant, 2015).

Die luxemburgischen Zensusdaten liefern einen umfassenden Datensatz, mit dem die spezifische Wohnsituation Jugendlicher und junger Erwachsener in Luxemburg näher analysiert werden kann. ¹² Demnach ist der Anteil junger Menschen, der in einem gemeinsamen Haushalt mit den Eltern wohnt, bis zum Alter von 18 Jahren sehr hoch (96%). Ab dieser Altersgrenze nimmt der Anteil ab: von den 20-Jährigen wohnen noch 88,3% bei den Eltern, im Alter von 25 Jahren sind es bereits weniger als die Hälfte (44,2%). Von den Über-30-Jährigen lebt die überwiegende Mehrheit nicht mehr mit den Eltern zusammen. Eine vergleichsweise kleine Gruppe bilden die im öffentlichen Diskurs als "Nesthocker" bezeichneten Jugendlichen, die nach der Jugendphase weiterhin oder wieder bei ihren Eltern wohnen. Die Daten zeigen, dass von den 30-Jährigen 13% (n=979) bei den Eltern wohnen, und bei den 34-Jährigen liegt der Anteil noch bei 6,2% (n=476).

Die Abbildung 29 zeigt den Anteil junger Menschen in Luxemburg, der bei seinen Eltern wohnt, aufgeschlüsselt nach Alter und Geschlecht.

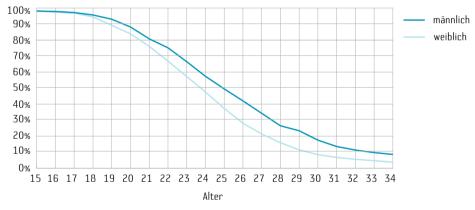


Abbildung 29: Anteil der jungen Erwachsenen, der bei den Eltern wohnt, nach Alter und Geschlecht, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=133.490

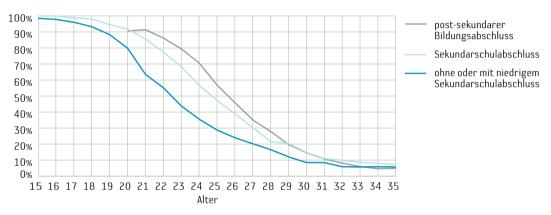
In Luxemburg sind ab dem Alter von 24,3 Jahren mehr als 50% der Jugendlichen von zu Hause ausgezogen. Differenziert nach Geschlecht, liegt das Alter, ab dem mehr als 50% der Jugendlichen ausgezogen sind, bei Männern mit 24,9 Jahren um etwa ein Jahr höher als bei Frauen (23,7 Jahre). Demnach verlassen junge Frauen das Elternhaus früher als junge Männer. Von den 34-jährigen Männern wohnt ein Anteil von 8,6% (n=334) bei den Eltern, bei Frauen liegt der Anteil mit 3,7% (n=142) deutlich niedriger. Dieser Befund bestätigt die Trends in anderen europäischen Ländern, wonach

¹² Der Datensatz des Zensus umfasst auch luxemburgische Studierende im Ausland, die sich den überwiegenden Teil der Zeit nicht in Luxemburg aufhalten. Da diese Personen meist bei ihren Eltern gemeldet sind, werden sie in den Statistiken als "Sohn oder Tochter bei Eltern lebend" ausgewiesen, obwohl ein Teil bereits eigenständig wohnt und in Bezug auf die Wohnsituation schon ein hohes Maß an Autonomie entwickelt hat.

Spätauszieher häufiger männlich sind (Seiffge-Krenke, 2013). Dies ist unter anderem auf die Altersstruktur in Partnerschaften zurückzuführen. Frauen sind demnach häufig jünger als ihre männlichen Partner und ziehen deshalb im Durchschnitt früher aus dem Elternhaus aus.

Neben dem Geschlecht ist der Zeitpunkt des Auszugs auch vom Bildungsabschluss beeinflusst. Die Abbildung 30 zeigt die Anteile junger Menschen, die bei ihren Eltern wohnen, differenziert nach höchstem Bildungsabschluss. ¹³

Abbildung 30: Anteil der jungen Erwachsenen, der bei den Eltern wohnt, nach höchstem Bildungsabschluss, 2011



Quelle: Zensus 2011; N=111.670

Bei jungen Menschen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss wohnt ab dem Alter von 22,4 Jahren mehr als die Hälfte nicht mehr bei den Eltern; bei jungen Menschen mit Sekundarschulabschluss beträgt das Alter, zu dem mehr als 50 % der Jugendlichen nicht mehr bei den Eltern wohnen, 24,7 Jahre und bei jungen Menschen mit post-sekundarem Abschluss sogar 25,6 Jahre. Je höher der Bildungsabschluss ist, desto später erfolgt also der Auszug. Ein Grund dafür sind die Unterschiede in Bezug auf den Zeitpunkt des Berufseinstieges. Junge Menschen mit niedrigem Bildungsabschluss vollziehen den Berufseinstieg früher und erlangen früher eine ökonomische Unabhängigkeit, die den Auszug begünstigt.

Der Auszug aus dem Elternhaus ist für viele junge Menschen jedoch kein abgeschlossener Prozess. Ein Teil der Jugendlichen kehrt nach einer gewissen Zeit im eigenen Haushalt wieder zurück ins Elternhaus. Empirische Daten zur Zahl junger Menschen, die nach dem Auszug zurückkehren, stehen international und auch für Luxemburg kaum zur Verfügung. Iacovou und Parisi (2009) stellen in einer der wenigen Studien für Europa die länderspezifischen Unterschiede heraus. Demnach ist der Anteil der Rückkehrer in südeuropäischen Ländern (Portugal, Spanien, Italien, Griechenland) zum Teil deutlich höher als in nord- und zentraleuropäischen Ländern. In Luxemburg liegt der Anteil der Rückkehrer zusammen mit Belgien und Deutschland auf einem vergleichsweise niedrigen Niveau. Internationale Studien zeigen, dass vor allem drei Faktoren die Wahrscheinlichkeit einer Rückkehr ins Elternhaus

¹³ Zur Kategorisierung der Bildungsabschlüsse siehe Kapitel IV.4.1.

erhöhen: (1) Trennung oder Scheidung, (2) Arbeitslosigkeit und (3) die Beendigung der Ausbildung bzw. des Studiums (Berngruber, 2015; Stone, Berrington & Falkingham, 2014).

Bei einem Teil der jungen Menschen, die im höheren Jugendalter noch bei ihren Eltern wohnen, handelt es sich um Studienabsolventen, die aus dem Ausland nach Luxemburg zurückkehren und wieder bei ihren Eltern einziehen (siehe Kapitel V.5.2). Für Luxemburg lässt sich die Zahl potenzieller Rückkehrer anhand der Zahl luxemburgischer Studierender abschätzen, die an einer Bildungseinrichtung im Ausland eingeschrieben sind. 14 Von den Studierenden, die eine Studienhilfe erhalten, sind $^{2013/14}$ mehr als drei Viertel (77,6%; 1 ; 1) an einer ausländischen Bildungseinrichtung eingeschrieben (Datensatz Schülerdaten $^{2013/14}$).

Die folgende Abbildung 31 zeigt den Anteil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen, der bei den Eltern wohnt, für drei Gruppen: Personen mit luxemburgischer Nationalität, Personen mit portugiesischer Nationalität, die im Ausland geboren wurden und Personen mit portugiesischer Nationalität, die in Luxemburg geboren wurden.

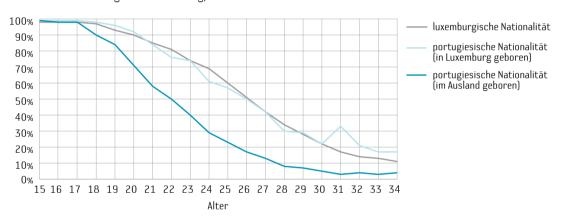


Abbildung 31: Anteil der jungen Erwachsenen, der bei den Eltern wohnt, nach Nationalität und Migrationserfahrung, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=41.246

Ein Vergleich zwischen jungen Menschen mit luxemburgischer Nationalität und den immigrierten Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität ergibt deutliche Unterschiede in Bezug auf das Alter beim Auszug. Das Alter, ab dem mehr als 50 % der Jugendlichen nicht mehr bei ihren Eltern wohnen, liegt bei Personen mit luxemburgischer Nationalität bei 26,1 Jahren. Bei im Ausland geborenen jungen Menschen mit portugiesischer Nationalität liegt dieses Medianalter mit 22 Jahren deutlich niedriger.

Ein Vergleich zwischen jungen Menschen mit luxemburgischer Nationalität und in Luxemburg geborenen Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität zeigt kaum noch Unterschiede. Hier liegt das Medianalter derjenigen, die noch im Elternhaus wohnen, bei den in Luxemburg geborenen jungen Menschen mit portugiesischer Nationalität mit 26 Jahren auf einem ähnlichen Niveau wie bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit luxemburgischer Nationalität (26,1 Jahre).

¹⁴ Daten zur Anzahl der Absolventen, die jährlich nach Luxemburg zurückkehren, liegen nicht vor.

Die Gründung eines eigenen Haushaltes setzt gewisse finanzielle Mittel voraus, insbesondere um die Miete bzw. die Raten, im Falle von Wohneigentum, zu zahlen. Da junge Menschen oftmals noch über kein oder über ein vergleichsweise geringes Einkommen verfügen, kann dies zur Folge haben, dass sie sich keine eigene Wohnung leisten können oder aber die Kosten einen besonders hohen Anteil an den Lebenshaltungskosten ausmachen. Osier (2013) nennt als Ursachen für die Schwierigkeiten, eine Wohnung zu mieten oder zu kaufen, den Anstieg der Immobilienpreise in Luxemburg sowie das vergleichsweise geringe Einkommen junger Menschen.

Neben der biografischen Verschiebung des Auszugs aus dem Elternhaus haben sich auch die Abfolgen von Übergangsereignissen verschoben und die Ereignisse voneinander entkoppelt. Auf der Grundlage des PSELL-Datensatzes (Panel Socio-Économique "Liewen zu Lëtzebuerg") von 2012 lässt sich dies beispielhaft für die Eheschließung und den Auszug darstellen. ¹⁵ In Abbildung 32 ist die Reihenfolge der Ereignisse für verschiedene Alterskohorten abgebildet.

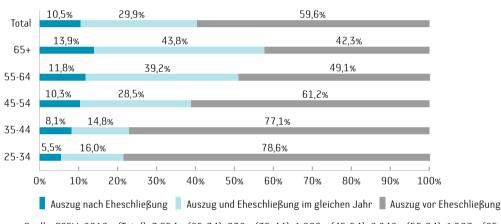


Abbildung 32: Reihenfolge von Auszug und Eheschließung nach Altersklassen, 2012

Quelle: PSELL 2012; n(Total)=7.954, n(25-34)=832, n(35-44)=1.660, n(45-54)=2.042, n(55-64)=1.567, n(65+)=1.801

In den älteren Alterskohorten fand für einen großen Teil der Personen der Auszug aus dem Elternhaus und die Eheschließung im gleichen Jahr statt (Über-65-Jährige: 43,8%; 55- bis 64-Jährige: 39,2%). Bei den jüngeren Kohorten der 25- bis 34-Jährigen erfolgten der Auszug und die Eheschließung lediglich für einen Anteil von 16,0% im gleichen Jahr. Für die überwiegende Mehrheit (78,6%) dieser Altersgruppe erfolgte der Auszug vor der Eheschließung. In Luxemburg haben sich der Auszug aus dem Elternhaus und die Eheschließung also nicht nur biografisch nach hinten verschoben, sondern auch zunehmend voneinander entkoppelt.

¹⁵ Die Daten wurden von Dr. Anne Reinstadler vom LISER ("Luxembourg Institute of Socio-Economic Research") für den Jugendbericht ausgewertet.

4.1.2 Auszug und Erwerbstätigkeit

V.4

Obwohl viele junge Menschen heute bereits im jungen Alter aus dem Elternhaus ausziehen (etwa für die Aufnahme eines Studiums oder einer Ausbildung), so ist doch für den Großteil die Erwerbsarbeit die Voraussetzung für eine Auszugsentscheidung. Nach Ayllón (2014) sind Erwerbsarbeit und Auszug aus dem Elternhaus in den meisten europäischen Ländern eng miteinander verknüpft. Wie Auszug und Erwerbstätigkeit für luxemburgische Jugendliche miteinander zusammenhängen, wird im Folgenden analysiert.

Mittels der Zensusdaten werden auf der Grundlage der zwei Variablen "bei Eltern wohnend"16 und "erwerbstätig" vier Gruppen gebildet. Dazu zählen (1) "bei Eltern wohnend, nicht erwerbstätig" (2) "bei Eltern wohnend, erwerbstätig" (3) "nicht bei Eltern wohnend, nicht erwerbstätig" (4) "nicht bei Eltern wohnend, erwerbstätig". Die Abbildung 33 zeigt die Anteile der vier Gruppen nach Alter.

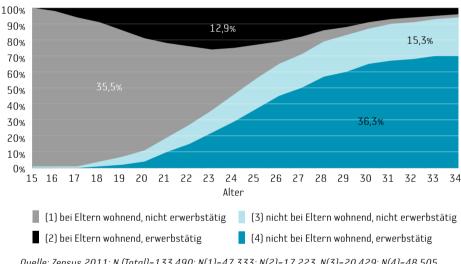


Abbildung 33: Auszug und Erwerbsstatus nach Alter, 2011

Ouelle: Zensus 2011; N (Total)=133.490; N(1)=47.333; N(2)=17.223, N(3)=20.429; N(4)=48.505

Die Gruppen unterscheiden sich in Bezug auf die beiden Übergänge Auszug aus dem Elternhaus und Erwerbsarbeit und damit hinsichtlich der erlangten sozialen und ökonomischen Selbstständigkeit. Sie lassen sich wie folgt charakterisieren:

1. Die Gruppe "bei Eltern wohnend, nicht erwerbstätig" (35,5%) dominiert in den jüngeren Altersklassen. Zu dieser Gruppe gehören junge Menschen, die (noch) keine soziale Verselbstständigung im Sinne einer Ablösung vom Elternhaus erlangt haben (Auszug) und (noch) keiner Erwerbsarbeit als wichtige Voraussetzung der ökonomischen Verselbstständigung nachgehen. In Bezug auf den Erwerbsstatus gehören dieser Gruppe insbesondere Schüler und Studierende an (93,2%).

¹⁶ Hierzu zählen in einem privaten Haushalt lebende Personen, die als Sohn oder Tochter einer Kernfamilie angehören.

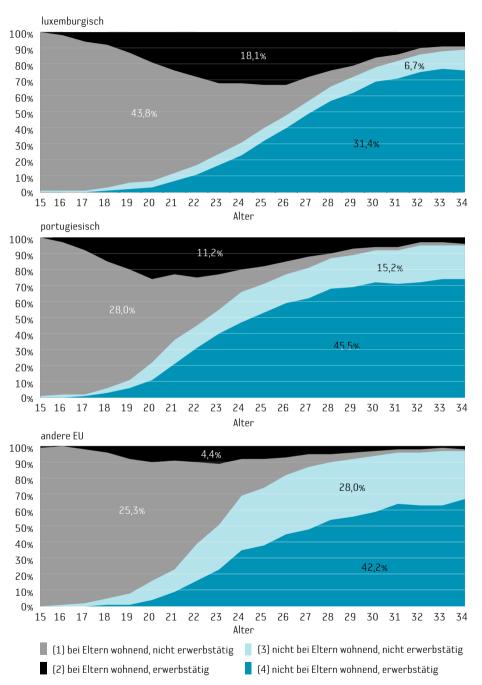
- 2. Der Gruppe "bei Eltern wohnend, erwerbstätig" gehört mit einem Anteil von 12,9% ein vergleichsweise geringer Anteil der Jugendlichen an. Hier sind männliche Jugendliche mit einem Anteil von 63,1% sowie junge Menschen mit luxemburgischer Nationalität (73,9%) überrepräsentiert. Der Anteil nimmt in den höheren Altersgruppen ab, liegt allerdings bei den 34-Jährigen immer noch bei 4,5%. Zu dieser Gruppe werden junge Menschen gezählt, die sich in einer gewissen Statusinkonsistenz in Bezug auf ihre Erwerbs- und Wohnsituation befinden. Es handelt sich um Jugendliche, die einerseits durch ihre Erwerbstätigkeit bereits eine wichtige Voraussetzung für die Erlangung ökonomischer Autonomie von den Eltern erreicht haben. Andererseits befinden sie sich in Bezug auf ihre Wohnsituation noch (bzw. wieder) in einer gewissen Abhängigkeit zu ihren Eltern. Die hohen Anteile in dieser Gruppe zeigen, dass die Erwerbsarbeit und der Einstieg in die Erwerbsarbeit für eine bedeutende Zahl junger Menschen nicht mit dem Auszug aus dem Elternhaus und dem Übergang in eigenständiges Wohnen einhergehen. Dieser Gruppe gehören auch sogenannte "Rückkehrer" an.
- 3. Zu der Gruppe "nicht bei Eltern wohnend, nicht erwerbstätig" zählt ein Anteil von insgesamt 15,3% der Jugendlichen. Insbesondere in den älteren Altersgruppen ist der Anteil erhöht und erreicht z.B. bei den 34-Jährigen fast ein Viertel (23,6%). In Bezug auf den Erwerbsstatus ist die größte Gruppe arbeitslos (39,8%). Etwa ein Drittel (33,8%) ist Hausfrau/Hausmann und mit 15,6% ist ein kleiner Teil Schüler oder Student (andere: 10,8%).
- 4. Die Gruppe "nicht bei Eltern wohnend, erwerbstätig" dominiert in den älteren Altersgruppen (36,3%). Hierzu gehören junge Erwachsene, die ein hohes Maß an sozialer Verselbstständigung erreicht haben, einen Haushalt führen und durch die Erwerbstätigkeit auch eine wichtige Voraussetzung für die ökonomische Selbstständigkeit und Unabhängigkeit von den Eltern erlangt haben.

Eine besondere Aufmerksamkeit, auch im öffentlichen Diskurs, wird auf Jugendliche der zweiten Gruppe gerichtet ("bei Eltern wohnend, erwerbstätig"), also jene Jugendlichen, die trotz Erwerbstätigkeit bei ihren Eltern wohnen. Über alle 15- bis 34-Jährigen betrachtet, ist der Anteil in Luxemburg hoch, in einzelnen Jahrgängen bis mehr als die Hälfte. So leben in Luxemburg von den 23-jährigen Erwerbstätigen 53,2% bei den Eltern. Im Alter von 34 Jahren liegt der Anteil mit 6,3% jedoch deutlich niedriger. Der Vergleich nach Geschlecht zeigt, dass männliche Erwerbstätige zu deutlich höheren Anteilen bei ihren Eltern wohnen als weibliche Erwerbstätige. So wohnen von den 22-jährigen männlichen Erwerbstätigen 70% bei den Eltern, von den weiblichen Erwerbstätigen ist es nur etwa jede Zweite (49,6%). Diese geschlechtsspezifischen Unterschiede bestehen auch in den höheren Altersgruppen fort (bei den 34-Jährigen: männlich: 8,2%; weiblich: 3,6%).

Diese vier Gruppen lassen sich auch differenziert nach Nationalität darstellen. In Abbildung 34 sind sie für Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer und portugiesischer Nationalität sowie einer Nationalität eines anderen EU-Landes dargestellt.

V.4 PRIVATE ÜBERGÄNGE JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

Abbildung 34: Auszug und Erwerbsstatus nach Alter und Nationalität, 2011



 $\label{eq:Quelle:Zensus 2011; luxemburgisch: N(Total) = 69.882; N(1) = 30.793, N(2) = 12.734, N(3) = 4.277, N(4) = 22.078; portugiesisch: N(Total) = 25.186; N(1) = 7.061, N(2) = 2.834, N(3) = 3.842, N(4) = 11.449; andere EU: N(Total) = 28.611; N(1) = 7.255, N(2) = 1.273, N(3) = 8.003, N(4) = 12.080$

Betrachtet man die Verteilung der Nationalitätengruppen in dieser Analyse, so zeigen sich sowohl Gemeinsamkeiten als auch Unterschiede zwischen den Gruppierungen. Bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit luxemburgischer Nationalität ist die erste Gruppe ("bei Eltern wohnend, nicht erwerbstätig") am häufigsten vertreten (43,8%). Davon sind 90,5% Schüler oder Studierende, der Anteil Arbeitsloser ist in der Gruppe eher gering (5,9%). Hervorzuheben ist auch die zweite Gruppe ("bei Eltern wohnend, erwerbstätig"), die mit 18,1% einen hohen Anteil ausmacht. Bei den 25-Jährigen mit luxemburgischer Nationalität gehört sogar jede dritte Person (33,2%) zu dieser Gruppe, ist also erwerbstätig und wohnt bei den Eltern. Über alle Altersgruppen hinweg betrachtet, sind Männer mit einem Anteil von 62,7% deutlich überrepräsentiert (Frauen: 37,3%).

Auch für die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit portugiesischer Nationalität zeigt sich in den jüngeren Altersgruppen die Dominanz der ersten Gruppe. Im Vergleich zu den anderen Nationalitäten ist der Anteil aber geringer (insbesondere in den älteren Altersgruppen ab 20 Jahren), was u. a. auf das vergleichsweise frühe Verlassen des Bildungssystems dieser Bevölkerungsgruppe zurückgeführt werden kann.

Bei den Jugendlichen mit einer Nationalität eines anderen EU-Landes zeigen sich ähnliche Muster. Deutlich höhere Anteile weist hier die dritte Gruppe ("nicht bei Eltern wohnend, nicht erwerbstätig") auf, was vor allem auf den hohen Anteil Studierender unter den Jugendlichen mit einer anderen EU-Nationalität zurückgeführt werden kann. Im Gegensatz zu den Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität, die in Luxemburg studieren und bei den Eltern wohnen, leben diese Jugendlichen häufiger in einer eigenen Wohnung.

4.1.3 Die Haushaltsstruktur und Wohnsituation nach dem Auszug

Im Folgenden werden die Haushaltsstruktur und die Wohnsituation Jugendlicher und junger Erwachsener beschrieben, die das Elternhaus verlassen und einen eigenen Haushalt gegründet haben. Neben der Zusammensetzung der Haushalte wird hier auch näher auf die Eigentumsverhältnisse und Wohnkosten eingegangen.

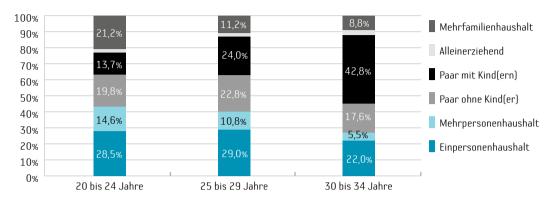
Haushaltsstruktur junger Menschen

Die Abbildung 35 zeigt die Haushaltsstrukturen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die nicht bei ihren Eltern wohnen, nach Altersgruppen. Die drei ersten Haushaltskategorien sind nach den Richtlinien der Europäischen Kommission (Europäische Kommission, 2009) als Familie definiert (Mehrfamilienhaushalt¹⁷, Elternteil mit Kind(ern) und Paar mit Kind(ern)). Die weiteren Haushalte (Paar ohne Kind(er), Mehrpersonenhaushalt¹⁸ und Einpersonenhaushalt) sind nicht als Familie definiert.

¹⁷ Mehrfamilienhaushalte sind aus mehreren Familienkernen zusammengesetzt. Als Familienkern gelten Paare mit oder ohne Kinder oder Alleinerziehende mit mindestens einem Kind (Europäische Kommission, 2009)

¹⁸ Ein Mehrpersonenhaushalt ist eine Gruppe von zwei oder mehr Personen, die sich zusammenschließen, um eine gesamte Wohneinheit oder einen Teil davon zu belegen und sich mit Nahrung und gegebenenfalls anderen lebensnotwendigen Dingen zu versorgen.

Abbildung 35: Jugendliche und junge Erwachsene, die nicht bei ihren Eltern wohnen, nach Haushaltsstruktur und Alter, 2011



Ouelle: Zensus 2011; N(Total)=68.032; N(20-24)=8.707; N(25-29)=24.815; N(30-34)=34.510

Von den jüngeren Personen unter 30 Jahren wohnt mit fast einem Drittel ein großer Anteil in einem Einpersonenhaushalt (28,5 % bzw. 29,0 %). In der Altersgruppe der 30 bis 34-Jährigen gehört ein Großteil einem Paarhaushalt mit Kind(ern) an (42,8 %). Paarhaushalte ohne Kind(er) sind in allen Altersgruppen mit etwa einem Fünftel vertreten.

Ein Blick auf die verschiedenen Altersgruppen zeigt, dass Paarhaushalte mit Kindern in den älteren Altersgruppen (30 bis 34 Jahre) hohe Anteile aufweisen (42,8%); wogegen Mehrpersonenhaushalte und Mehrfamilienhaushalte in den älteren Altersgruppen vergleichsweise wenig vertreten sind.

Insgesamt spiegeln diese Ergebnisse die Trends in anderen europäischen Ländern wider. Auch dort wohnt heute ein hoher Anteil der jungen Bevölkerung in einem Einpersonenhaushalt, insbesondere in der Gruppe der Jugendlichen unter 30 Jahren. Bei den Über-30-Jährigen (für viele die Phase der Familiengründung) nimmt der Anteil von Personen in einem Haushalt mit Kindern deutlich zu.

Mieter und Wohneigentümer

Die Abbildung 36 zeigt den Wohnstatus (Anteil Mieter/Wohneigentümer) nach Alter.

100% 10.7% Besitz, beitragsfrei 90% 80% Besitz mit Darlehen 53,9% 70% Miete zu Marktkonditionen 60% 59,5% 50% Reduzierte Miete 31,0% 40% kostenfrei 30% 34,1% 20% 5,3% 24,6% 20,2% 10,3% 10% 0% 15-34 35-49 50-64 65+

Abbildung 36: Wohnstatus nach Alter, 2013

Quelle: EU-SILC 2013; n(Total)=6.591; n(15-34)=995; n(35-49)=2.264; n(50-64)=2.159; n(65+)=1.173; die Altersgruppe 15 bis 34 umfasst ausschließlich Personen, die nicht bei ihren Eltern wohnen

Mit einem Anteil von 57,2 % wohnt mehr als die Hälfte der 15- bis 34-Jährigen, die nicht bei ihren Eltern wohnen, im Wohneigentum (53,9 % mit Darlehen, 3,3 % ohne Darlehen). Ein Anteil von 38,6 % wohnt zur Miete (34,1 % zu Marktkonditionen, 4,5 % reduzierte Miete). Diese Zahlen belegen, dass in Luxemburg der überwiegende Teil der jungen Generation über Wohneigentum verfügt.

Ein Vergleich nach Nationalität zeigt deutliche Unterschiede in Bezug auf den Wohnstatus. In der Altersgruppe der 20- bis 34-Jährigen sind Personen mit luxemburgischer Nationalität deutlich häufiger Wohneigentümer als Personen mit einer ausländischen Nationalität (luxemburgisch: 73,1%, EU: 42,2%, Nicht-EU: 47,6%). Diese Unterschiede können in der teilweise kurzen Aufenthaltsdauer der jungen Menschen mit ausländischer Nationalität begründet liegen. Erst kürzlich nach Luxemburg immigriert, entscheiden sie sich vergleichsweise häufig für eine Mietwohnung und nicht bzw. erst zu einem späteren Zeitpunkt für Wohneigentum. Weiterhin können auch die Einkommensunterschiede eine Erklärung liefern. Jugendliche und junge Erwachsene mit ausländischer Nationalität erzielen im Durchschnitt geringere Einkommen als jene mit luxemburgischer Nationalität, wodurch diesen Personen der Erwerb von Immobilien erschwert wird.

Weiterhin hat auch die berufliche Situation einen Einfluss auf den Wohnstatus. Von den jungen Erwachsenen mit einem unbefristeten Arbeitsvertrag lebt ein Anteil von 62,1 % in Wohneigentum, bei Personen mit befristetem Vertrag liegt der Anteil mit 34,7 % deutlich niedriger (Datensatz EU-SILC 2013).

Wohnkosten

In Luxemburg sind die Wohnkosten in den vergangenen Jahren deutlich angestiegen und damit der Kauf, aber auch die Anmietung von Immobilien schwieriger geworden. Den Daten des Eurobarometer (Datensatz Eurobarometer 81.5, 2014) zufolge schätzen 85,4% der 15- bis 34-Jährigen die Bezahlbarkeit von Wohnraum in Luxemburg als schlecht ein (eher schlecht: 30,7%; sehr schlecht: 54,7%). Dies liegt auch darin begründet, dass bei Neuvermietungen oder für aktuell auf dem Markt zum Verkauf

V.4

angebotenen Immobilien hohe Preise verlangt werden. Die ältere Bevölkerung ist nicht oder in deutlich geringerem Ausmaß als erstmals auf den Markt strebende junge Menschen von den Preissteigerungen betroffen, da sie häufiger im Wohneigentum oder bereits seit längerer Zeit in einer Mietwohnung lebt. Heinz, Peltier und Thill (2013b) zeigen auf, dass sich die Mietpreise nach Bezugszeitraum unterscheiden. Je früher die Wohnung bezogen wurde, desto geringer sind die qm-Preise. So liegt der qm-Preis für Wohnungen, die vor 1971 bezogen wurden, bei 7,02 €/qm. Für Wohnungen, die zwischen 2001 und 2011 bezogen wurden, liegt der Preis bei 13,12 €/qm. Junge Menschen, die einen eigenen Haushalt gründen und erstmalig auf dem luxemburgischen Wohnungsmarkt nach einer geeigneten Wohnung suchen, sind in besonderem Maße mit dieser Situation konfrontiert.

In der Abbildung 37 ist der Anteil der Wohnkosten am Haushaltseinkommen für die Altersgruppe der 15- bis 34-Jährigen für verschiedene Gruppen differenziert abgebildet.

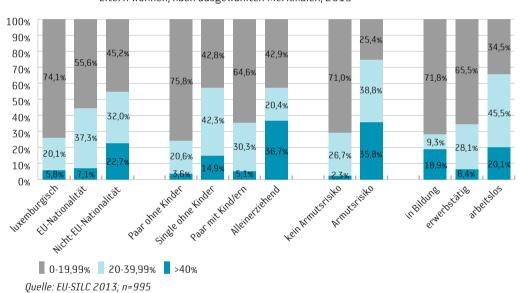


Abbildung 37: Anteil der Wohnkosten am Haushaltseinkommen der 15- bis 34-Jährigen, die nicht bei ihren Eltern wohnen, nach ausgewählten Merkmalen, 2013

Von den Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die nicht bei ihren Eltern wohnen, lebt insgesamt ein Anteil von 8% in einem überlasteten Haushalt. ¹⁹ Erhöhte Quoten der Überlastung durch Wohnkosten weisen insbesondere junge Menschen mit einer ausländischen Nationalität auf. So liegt der Anteil bei Personen mit einer Nationalität eines Nicht-EU-Landes mit 22,7% fast um das Vierfache höher als bei jenen mit luxemburgischer Nationalität (5,8%). Weiterhin weisen Alleinerziehende mit einem Anteil von 36,7% eine deutlich höhere Quote der Überlastung auf als Paar- und Single-Haushalte. Auch bei jungen Menschen mit Armutsgefährdung²⁰ ist die Quote mit 35,8% deutlich erhöht. Daneben differenziert die Belastung

¹⁹ Haushalte, deren Wohnkosten 40% des verfügbaren Haushaltseinkommens übersteigen, werden als überlastet eingestuft. Der Anteil dieser Haushalte wird auch mit der sogenannten "Housing Cost Overburden Rate" abgebildet (http://ec.europa. eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:Housing_cost_overburden_rate; zuletzt abgerufen am 10. November 2015).

²⁰ Als armutsgfährdet gelten Personen, deren verfügbares Äquivalenzeinkommen (nach Sozialtransfers) unterhalb 60 % des nationalen verfügbaren Median-Äquivalenzeinkommens (nach Sozialtransfers) liegt (Eurostat, 2014a).

auch je nachdem, ob die Person Mieter ist oder im Wohneigentum lebt. Mieter (zu Marktkonditionen) sind zu deutlich höheren Anteilen überlastet (17,6%) als Immobilienbesitzer, die ein Darlehen zurückzahlen (2,4%). Insgesamt ist in Luxemburg die Quote der überlasteten Haushalte zwischen 2003 und 2013 von 3,6% auf 5,6% angestiegen. In der Gruppe der 25- bis 29-Jährigen ist sie in diesem Zeitraum besonders stark angestiegen, von 4,3% auf 8,1%, und liegt heute auf einem deutlich höheren Niveau (Eurostat, 2013c).

Neben diesem objektiven Indikator kann mithilfe einer subjektiven Einschätzung ein weiterer Indikator der Wohnkostenbelastung gebildet werden. ²¹ Die Daten zeigen, dass je nach Nationalität, Haushaltskonstellation, Armutsrisiko oder Erwerbsstatus, Jugendliche und junge Erwachsene die Wohnkostenbelastung unterschiedlich einschätzen (siehe Abbildung 38).

100% 6,2% 1,4% 9,7% 6,8% 10,4% 11,4% 12,79 90% 18.3% 19.0% 23,2% 16,1% 25,0% 80% 27,0% 39.1% 70% 42.4% 49,2% 45,7% 60% 43.8% 51,9% 60,1% 50% 78,8% 52,7% 40% 30% 4.1 41,6 20% 10% Page mit kindlern 0% keine Belastung gewisse Belastung hohe Belastung

Abbildung 38: Subjektive Einschätzung der Belastung durch Wohnkosten der 15- bis 34-Jährigen nach ausgewählten Merkmalen (Personen, die nicht bei ihren Eltern wohnen), 2013

Quelle: EU-SILC 2013; n(Total)=970

Die subjektive Belastung durch Wohnkosten ist bei jungen Erwachsenen mit ausländischer Nationalität (EU-Land: 44,7%; Nicht-EU: 63,3%) deutlich höher als bei jenen mit luxemburgischer Nationalität (24,1%). Daneben schätzen Personen in Haushalten mit Kindern die Belastung höher ein als Haushalte ohne Kinder. Insbesondere von den Alleinerziehenden wird die Wohnkostenbelastung als hoch eingeschätzt (54,1%). Junge Erwachsene, die einem Armutsrisiko ausgesetzt sind, sehen sich am stärksten durch Wohnkosten belastet. In dieser Gruppe schätzt ein Anteil von 79,8% die Wohnkostenbelastung als hoch ein (kein Armutsrisiko: 32,2%). Am stärksten ist die Gruppe der arbeitslosen jungen Menschen hiervon betroffen (73,6%).

²¹ Die subjektive Einschätzung wurde mit der Frage "Wie hoch schätzen Sie die finanzielle Belastung Ihres Haushaltes durch die Wohnkosten ein?" erhoben.

4.1.4 Unterkunft in Wohnstrukturen, Wohnungslosigkeit und Obdachlosigkeit von Jugendlichen

Die Beschreibung der Übergänge von Jugendlichen ist stark an der Vorstellung orientiert, dass Jugendliche, die im Elternhaus aufwachsen, zu einem bestimmten Zeitpunkt den Haushalt verlassen und einen eigenen Haushalt gründen. Mit dieser Perspektive gerät ein Teil der jungen Menschen aus dem Blickfeld – so etwa die nicht unerhebliche Zahl von jungen Menschen, die außerhalb der Herkunftsfamilie leben, aber keinen eigenen Haushalt gegründet haben. Dabei können die Situationen sehr unterschiedlich sein: Jugendliche und junge Erwachsene in einer staatlichen Wohnstruktur, in einer Pflegefamilie oder ohne Obdach auf der Straße.

Jugendliche und junge Erwachsene ohne Obdach sind über statistische Erhebungen kaum zu erfassen, da sie über keine eigene Wohnadresse verfügen und damit nicht oder nur schwer zu erreichen sind. Mit dem Zensus werden für Luxemburg zwar Daten zu den obdachlosen Personen erhoben, diese sind aber wegen der beschriebenen Erfassungsprobleme nur wenig zuverlässig. Allerdings können in Luxemburg die Daten zu den jungen Menschen, die die Prozedur der "domiciliation" in Anspruch nehmen, ein Indikator für die Erfassung dieser Problemgruppe sein. Mit der sogenannten "domiciliation" können Personen ohne Wohnsitz pro forma für einen befristeten Zeitraum eine Wohnadresse bekommen, um Sozialleistungen in Anspruch nehmen zu können und Wohnraum zu finden. Laut Aktivitätsbericht des Ministeriums für Familie, Integration und die Großregion (2015) wurden im Jahr 2014 für insgesamt 147 Personen im Alter zwischen 18 und 30 Jahren Anträge bei der zuständigen Kommission gestellt. Der Anteil Jugendlicher und junger Menschen ist mit 33 % im Vergleich zu anderen Altersgruppen hoch. Als Ursachen für die Inanspruchnahme des Angebotes werden im Bericht Abhängigkeiten oder familiäre Probleme genannt.

Die Obdachlosigkeit macht jedoch nur einen Teil der Problematik des Zugangs zu Wohnraum aus. Die FEANTSA ("Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri") hat eine differenzierte Typologie entwickelt, die neben der Obdachlosigkeit auch Wohnungslosigkeit und prekäre Wohnversorgung umfasst. Damit werden Personen in den Blick genommen, die in Einrichtungen untergebracht sind und denen dort für einen gewissen Zeitraum Wohnraum zur Verfügung gestellt wird.

Der luxemburgische Zensus differenziert bei der Haushaltsbefragung zwischen Privathaushalten und Kollektivhaushalten²² und ermöglicht damit die Identifikation von Personen, die außerhalb der Herkunftsfamilie leben und ihren Wohnsitz in einer außerfamilialen Wohneinrichtung haben. Für das Jahr 2011 weist der Zensus in der Altersgruppe der 15 bis 34-Jährigen insgesamt 1.783 Jugendliche und junge Erwachsene aus, die zu dieser Zeit in Kollektivhaushalten lebten. Das entspricht einem Anteil von 1,3 % an der Gesamtzahl der Personen in diesem Alter. Im Vergleich zu Deutschland (0,2 %) liegt der Anteil junger Menschen in Kollektivhaushalten in Luxemburg deutlich höher. In Frankreich liegt der Anteil mit 3,1 % hingegen nochmals weitaus höher (Eurostat, 2011).

Zur gleichen Zeit waren in Luxemburg in den "foyers pour sans-abri" insgesamt 107 Personen im Alter zwischen 18 und 34 Jahren untergebracht. ²³Der Zensus unterscheidet zudem zwischen dem "foyer pour enfants et jeunes gens" und dem "foyer pour adultes", in denen zu dieser Zeit 205 bzw. 321 Personen zwischen 15 und 34 Jahren untergebracht waren.

²² Als Kollektivhaushalte zählen hier: Kinder-/Jugendheim, Heim für Erwachsene, Heim für Obdachlose, Internat, Kaserne, Gefängnis/Besserungsanstalt und sonstige.

²³ Die Zensusdaten beziehen sich auf den Monat Februar 2011. Saisonale Schwankungen, die im Jahresverlauf auftreten, sind dadurch nicht berücksichtigt.

Nähere Informationen zu einzelnen Einrichtungen und Wohnstrukturen für junge Menschen gehen aus den administrativen Daten der zuständigen Ministerien hervor.²⁴ Die Angebote lassen sich grundsätzlich in vier Kategorien einordnen:

- 1. Angebote, die unter das Gesetz zur "aide à l'enfance" fallen, richten sich an "tout enfant [...] et à tout jeune adulte en détresse" im Alter bis 27 Jahren (Chambre des Députés, 2009c). Sie sind vielfältig und reichen von den klassischen Heimen ("accueil socio-éducatif en institution de jour et de nuit") bis hin zu den "centre socio-éducatif de l'État" (CSEE) oder auch Pflegefamilien. Kinder und Jugendliche unter 18 Jahren werden je nach Einrichtung und individueller Situation häufig auf richterlichen Beschluss eingewiesen. Im Jahr 2014 waren 1.283 Kinder und junge Erwachsene (0 bis 27 Jahre) in diesen Institutionen, Pflegefamilien oder im Ausland in entsprechenden Einrichtungen untergebracht (MENJE, 2014).²⁵ Die in der Fachpraxis als SLEMO-Strukturen ("Service de logement en milieu ouvert") bezeichneten "accueil en formule de logement encadré" bilden einen Teil dieses Angebotes. Als betreute Wohnstrukturen richten sie sich an junge Menschen im Alter zwischen 16 und 27 Jahren.²⁶ Zum 1. April 2015 sind 156 junge Erwachsene in einer SLEMO-Struktur untergebracht. Die Zahl lag drei Jahre zuvor mit insgesamt 81 Personen vergleichsweise niedrig und hat sich in dem Zeitraum nahezu verdoppelt. Heute ist die Hauptnutzergruppe zwischen 19 und 23 Jahre alt; vier von fünf Bewohnern (82,7%) gehören dieser Altersgruppe an. Frauen sind mit einem Anteil von 69,2% (n= 108) deutlich in der Überzahl (Männer: 30,8%; n=48) (MENJE, 2015).
- 2. Gezielt an junge Menschen im Alter zwischen 18 und 30 Jahren richten sich die "structures de logement spécialisées pour jeunes adultes", welche im Jahr 2014 über insgesamt 64 Plätze verfügten ("Jugend-Wunnen" der "Wunnéngshëllef": 37 Plätze, das Projekt "Etape 21" der Wunnengshëllef: 17 Plätze, "La main tendue": 4 Plätze und "Betreit Wunnen Fir Jonk Leit" Hesper: 6 Plätze) (MFI, 2015a).²⁷

Die Jugendwohnangebote werden derzeit ausgebaut und richten sich gezielt an junge Menschen, die aufgrund ihrer spezifischen Lebenssituation Probleme haben, auf dem regulären Wohnungsmarkt eine passende und bezahlbare Wohnung zu finden. Bei diesen Strukturen findet keine sozialpädagogische Betreuung vor Ort statt, doch die Bewohner können – je nach Bedarf – Unterstützung und Beratung erhalten. Diese Jugendwohnstrukturen werden meist in Zusammenarbeit mit den Gemeinden realisiert. Ein erstes Jugendwohnprojekt konnte in Ettelbrück realisiert werden mit 14 Wohnmöglichkeiten (Nordstadjugend asbl). Weitere Jugendwohnprojekte auf Gemeindeebene sind in Planung (ML & MENJE, 2015). Insgesamt besteht in Luxemburg ein hoher Bedarf an Wohnstrukturen für Jugendliche und junge

²⁴ Hier besteht allerdings die Schwierigkeit, einen Gesamtüberblick zu geben, da die Daten je nach Einrichtung zu unterschiedlichen Zeitpunkten und für unterschiedliche Altersgruppen erhoben wurden.

^{25 &}quot;En application de l'article 6 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille." Hiervon waren 487 Personen in einem Heim ("accueil socio-éducatif en institution de jour et de nuit") untergebracht und weitere 45 Personen in Notunterkünften; in den beiden "centre socio-éducatif de l'État" (CSEE) in Schrassig und Dreiborn waren über das Jahr 2014 verteilt insgesamt 87 Personen untergebracht, in den "institutions specialisées" 57 Personen. 125 Kinder und Jugendliche waren in einer Einrichtung im Ausland untergebracht und mit 434 Personen lebte auch ein großer Teil übergangsweise in Pflegefamilien (davon 52 mit Tagesbetreuung).

²⁶ Art. 2, 1.6, Règlement grand-ducal du 17 août 2011.

²⁷ Da die Nutzerzahlen dieser Strukturen in den Daten der konventionierten Strukturen unter (3) enthalten sind (Dopplungen in der Erfassung), werden hier lediglich die vorhandenen Plätze dargestellt.

- Erwachsene. Darauf deuten die Wartelisten und die hohe Zahl von Anfragen hin, die nicht oder erst verspätet bearbeitet werden können (MFI, 2014a; Weitzel, 2014; Schaaf, 2014).
- 3. Die konventionierten "structures d'hébergement" richten sich in erster Linie an volljährige Personen und ihre Familien. Hier wird zwischen den "centre d'accueil classique" (CAC) und den "logement avec accompagnement" (LEA) unterschieden, d. h. zwischen Wohnstrukturen mit einer intensiven sozialpädagogischen Betreuung und Wohnstrukturen, bei denen lediglich eine punktuelle Betreuung nach Bedarf stattfindet (MFI, 2014a). Weitere konventionierte Wohnstrukturen richten sich an Menschen mit gesundheitlichen Problemen ("psychiatrie extrahospitalière", "maladies chroniques", "toxicomanies") und haben zum Ziel, sie zum eigenständigen Wohnen zu befähigen (Ministère de la Santé, 2014). Andere richten sich an Personen (u. a. Frauen, Schwangere, junge Mütter sowie Väter), die sich in einer Notlage befinden und bieten Hilfe für einen kurzen Zeitraum (Ministère de l'Égalité des chances, 2015). Die Wohnstrukturen werden über Konventionen mit den unterschiedlichen Ministerien (vereinzelt auch mit der Unterstützung von Gemeinden) finanziert und unterscheiden sich in Bezug auf ihre Zielsetzung und Zielgruppen zum Teil deutlich voneinander.²⁸
 - Die Belegzahlen der konventionierten "structures d'hébergement", die sich an volljährige Personen richten, werden halbjährlich mittels einer Befragung der Einrichtungen erfasst ("recensement des structures d'hébergement") (MFI, 2014b). 29 Zum Erhebungszeitpunkt (März 2014) sind insgesamt 154 junge Erwachsene zwischen 18 und 25 Jahren in solchen Wohnstrukturen untergebracht (Frauen: 49%; Männer: 51%). Ein Anteil von 47% (n=73) ist in Wohnstrukturen mit intensiver sozialpädagogischer Betreuung untergebracht (davon mit einem Anteil von 84% ein Großteil in Heimen ("foyer de jour et de nuit"), 16% in Notunterkünften ("foyer d'urgence")) und mit einem Anteil von 53% (n=81) etwas mehr als die Hälfte in einer Wohnstruktur mit sozialpädagogischer Betreuung nach Bedarf. 30
- 4. Studentenwohnungen richten sich insbesondere an Studierende der Universität Luxemburg und bieten vergünstigten Wohnraum meist in Universitätsnähe an. Mit der Universitätsgründung 2003 ist in Luxemburg der Bedarf nach studentischem Wohnraum stark gestiegen. Diesen hohen Bedarf verdeutlicht der geplante Bau neuer Studentenwohnungen (insgesamt 1.156 Plätze mithilfe staatlicher Subventionen) (Chambre des Députés, 2014).³¹

V.4

²⁸ So richten sich beispielsweise die Wohnstrukturen der "Wunnéngshëllef" an junge Menschen, die keinen Wohnraum finden. "Femmes en détresse" bietet Unterkünfte für junge Frauen an und die Unterkünfte der "Stëmm vun der Strooss" richten sich an Obdachlose. Zur Zielgruppe der Wohnangebote der "Jugend- an Drogenhëllef" gehören Menschen mit Drogenproblemen.

²⁹ Die Daten beziehen sich auf die Situation zu einem Erhebungszeitpunkt. Wegen der zum Teil hohen Fluktuation in den Einrichtungen ist davon auszugehen, dass die Gesamtzahl der betreuten Personen deutlich höher liegt.

³⁰ Der Bericht verweist auch auf die weiteren Angebote, die mit den Daten nicht erfasst werden. Dazu zählen 220 Betten der Psychiatrie, 170 Wohneinheiten der SNHBM und etwa 1.700 Wohneinheiten des "Fonds pour le développement du logement et de l'habitat". Weiterhin werden auf der kommunalen Ebene insgesamt 950 Wohneinheiten angeboten. Außerdem bestehen verschiedene Angebote, die sich an Immigranten richten sowie einige weitere Angebote, die unter den Zuständigkeitsbereich des ONE fallen. Auch Strukturen für Behinderte werden im Bericht nicht berücksichtigt.

³¹ Die Gesamtzahl setzt sich aus Projekten zusammen, die von verschiedenen "promoteurs" entwickelt werden. Dazu zählen Gemeinden (n=330), "Fonds pour le développement du logement et de l'habitat" (n=297), asbl (n=45) und "promoteurs privés" (n=484).

4.2 PARTNERBEZIEHUNGEN, EHESCHLIESSUNG UND DER ÜBERGANG IN ELTERNSCHAFT

4.2.1 Partnerbeziehungen im Jugendalter

Mit der Pubertät beginnt für Jugendliche die Zeit erster Liebesbeziehungen und sexueller Erfahrungen. Aus internationalen Studien geht hervor, dass Mädchen im Durchschnitt etwa ein Jahr früher geschlechtsreif sind als Jungen. Dabei hat sich die Geschlechtsreife von Jugendlichen im Laufe der vergangenen Jahrzehnte nach vorne verlagert. Heute sind die meisten Jugendlichen im Alter zwischen 12 und 13 Jahren geschlechtsreif. In dem Alter entwickeln Jugendliche erste Partnerbeziehungen. Die Beziehungen sind oft Erprobungs- und Lernprozesse für eine (spätere) dauerhafte Beziehung. Die Daten des HBSC-Survey von 2009/2010 zeigen für Luxemburg, dass im Alter von 15 Jahren ein Anteil von 24% der Mädchen und 37% der Jungen angibt, bereits Geschlechtsverkehr gehabt zu haben (Currie et al., 2012).

4.2.2 Nichteheliche Lebensgemeinschaften

Nichteheliche Lebensgemeinschaften (NEL) haben sich heute zu einer gesellschaftlich akzeptierten und weit verbreiteten Form der gemeinsamen Haushaltsführung von Paaren entwickelt. Dabei gelten die NEL – das zeigen internationale Studien – für den überwiegenden Teil der jungen Menschen nur als eine Vorstufe für eine spätere Eheschließung (Nave-Herz, 2000), also eine Art "Ehe auf Probe". Sie sind damit auch ein Anzeichen für die Verlängerung der Phase des Austestens von Partnerbeziehungen und der gemeinsamen Haushaltsführung.

Die Haushaltsdaten des luxemburgischen Zensus zeigen den Anteil der NEL, der gepacsten und verheirateten Paare an der Gesamtzahl von Paaren, die einen gemeinsamen Haushalt führen (siehe Abbildung 39).

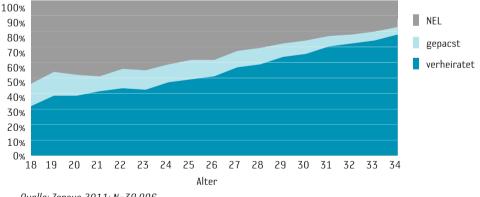


Abbildung 39: Paare im gemeinsamen Haushalt (NEL, gepacst und verheiratet) nach Alter, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=39.996

³² Diese Daten basieren nicht auf den Angaben zum Familienstand (wie die Abbildungen 39, 40 und 41), sondern auf den Angaben zur Haushaltszusammensetzung. Dadurch können sich leichte Abweichungen ergeben (z. B. Personen, die verheiratet sind, aber nicht in einem gemeinsamen Haushalt wohnen, sind hier nicht erfasst und werden nicht als verheiratet ausgewiesen).

V.4

Die NEL machen vor allem in den jüngeren Altersgruppen einen hohen Anteil aus. Bis zum Alter von 23 Jahren liegt der Anteil der NEL bei über 40 %, nimmt aber in den höheren Altersgruppen kontinuierlich ab.

Der starke Anstieg der Eheschließungen auf mehr als 70% bei den 34-Jährigen bei gleichzeitigem Rückgang der NEL (auf unter 20%) kann als ein Hinweis auf die NEL als Vorstufe zur Eheschließung interpretiert werden.

4.2.3 Eheschließung und eingetragene Lebenspartnerschaften

Während die ersten Partnerbeziehungen im Jugendalter tendenziell eher von kürzerer Dauer und oft nicht langfristig ausgerichtet sind, verfestigen sie sich im jungen Erwachsenenalter. Nach einer oft längeren Phase wechselnder Partnerbeziehungen können die Gründung eines gemeinsamen Haushaltes oder auch die Heirat ein Ausdruck der Verfestigung und langfristigen Ausrichtung sein.

Die Daten des Zensus geben Auskunft zum Familienstand; neben den ledigen Personen werden auch Partnerbeziehungen erfasst, die zivilrechtlich geregelt sind, wie die Ehe oder die eingetragene Lebenspartnerschaft (PACS). Abbildung 40 zeigt den Familienstand der Altersgruppe der 15- bis 34-Jährigen für die einzelnen Jahrgänge.

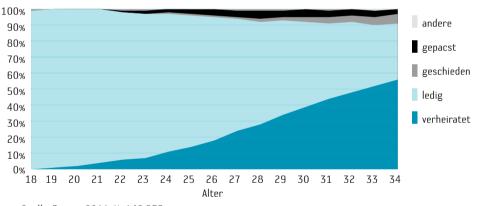


Abbildung 40: Familienstand nach Alter, 2011

Quelle: Zensus 2011; N=142.975

Hier zeigt sich, dass bis zum 25. Lebensjahr die Mehrzahl der Jugendlichen und jungen Erwachsenen (weit über 80 %) ledig ist. Zum Ende des dritten Lebensjahrzehnts sind nur noch etwa die Hälfte ledig und mit 34 Jahren nur noch etwa jede dritte Person (34,6 %). Dagegen steigt der Anteil verheirateter Personen in den höheren Altersgruppen an: Von den 25-Jährigen ist ein Anteil von 13,7 % verheiratet, bei den 34-Jährigen beträgt der Anteil mit 56,2 % bereits mehr als das Vierfache. Die gepacsten Personen repräsentieren bei den 34-Jährigen mit einem Anteil von 2,9 % eine vergleichsweise kleine Gruppe und der Anteil geschiedener Personen liegt bei 5,6 %. 33 Über alle Altersgruppen hinweg betrachtet ist nur

³³ Unter "andere" sind die beiden Zivilstände "fin partenariat (décès ou dissout)" und "veuf" zusammengefasst. In der Altersgruppe der 34-Jährigen beträgt deren Anteil 0,7%.

ein sehr geringer Teil der jungen Menschen in einer eingetragenen Lebenspartnerschaft (PACS). 34 Dabei sind die eingetragenen Lebenspartnerschaften zum überwiegenden Teil aus gegengeschlechtlichen Paaren zusammengesetzt (95,6%, n=3.207). Gleichgeschlechtliche Paare machen lediglich einen Anteil von 4,4% (n=146) aus.

Ehen werden vor allem zwischen dem 25. und 34. Lebensjahr geschlossen, der Anteil Verheirateter steigt hier rasant an. Dennoch ist immerhin ein Drittel im Alter von 34 Jahren noch ledig. Dabei ist der Zeitpunkt der Eheschließung von verschiedenen Faktoren beeinflusst und unterscheidet sich je nach beobachteter Personengruppe. So liegt das durchschnittliche Heiratsalter bei Frauen niedriger als bei Männern.

Daneben zeigt auch ein Vergleich der Eheschließung nach höchstem Bildungsabschluss und Nationalität deutliche Unterschiede nach Alter (siehe Abbildung 41).³⁵

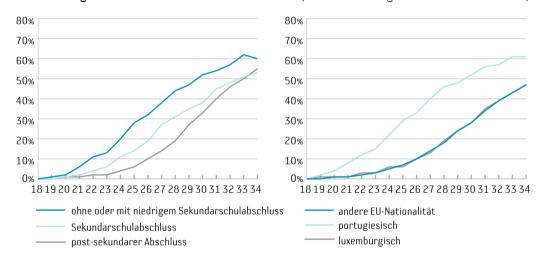


Abbildung 41: Anteil verheirateter Personen nach Alter, höchstem Bildungsabschluss und Nationalität. 2011

Quelle: Zensus 2011; N(Bildungsabschluss)=22.961; N(Nationalität)=22.489

Hier wird deutlich, dass bei der Gruppe junger Menschen mit niedrigem Bildungsabschluss der Anteil verheirateter Personen über alle Altersgruppen hinweg und insbesondere in den jüngeren Altersgruppen höher ist als bei Personen mit Sekundarschulabschluss oder post-sekundarem Abschluss. Im Alter von 25 Jahren sind 28 % der jungen Erwachsenen ohne oder mit niedrigem Sekundarschulabschluss verheiratet. Bei den jungen Erwachsenen mit Sekundarschulabschluss liegt der Anteil mit 14,5 % deutlich niedriger und in der Gruppe junger Erwachsener mit post-sekundarem Abschluss liegt

³⁴ Die steigende Bedeutung des PACS im Vergleich zur Heirat, wie sie in Kapitel V.4.2.1 für die Gesamtbevölkerung gezeigt wurde, kann mit den vorhandenen Daten für die Altersgruppe der 15- bis 34-Jährigen nicht berechnet werden, da statistische Daten zu den neu geschlossenen Ehen oder Lebenspartnerschaften für diese Altersgruppe nicht vorliegen. Hier kann nur auf Querschnittsdaten zurückgegriffen werden, mit denen sich der Zivilstand zu einem gegebenen Zeitpunkt abbilden lässt. Die Daten des RNPP ("Répertoire National des Personnes Physiques") zeigen, dass zum 1. Januar 2014 in der Altersgruppe der 15- bis 34-Jährigen mit 4,3 % ein höherer Anteil gepacst ist als es die Zensus-Daten für Februar 2011 ausweisen (2,5 %), was ein Hinweis auf den Bedeutungsgewinn der PACS auch in dieser Altersgruppe sein könnte. Allerdings ist der Anteil verheirateter Personen auch in 2014 weiterhin deutlich höher.

³⁵ Zur Kategorisierung der Bildungsabschlüsse siehe Kapitel IV.4.1.

der Anteil mit 5,8 % mit Abstand am niedrigsten. Offenbar ist der Zeitpunkt der Eheschließung stark vom Bildungsniveau beeinflusst: je niedriger der Bildungsabschluss, desto früher die Eheschließung.

Der Zeitpunkt der Eheschließung unterscheidet sich auch nach Nationalität. Bei den jungen Erwachsenen mit portugiesischer und anderer Nationalität sind die Anteile verheirateter Personen in den jüngeren Altersgruppen vergleichsweise hoch. Im Alter von 25 Jahren sind 29,4% der jungen Erwachsenen mit portugiesischer Nationalität verheiratet, bei den Jugendlichen mit einer Nicht-EU-Nationalität liegt der Anteil mit 41,3% sogar noch höher. Bei jungen Menschen mit luxemburgischer Nationalität liegt der Anteil Verheirateter im Alter von 25 Jahren lediglich bei 6,8% und bei den anderen EU-27-Ländern mit 6,4% auf einem ähnlich niedrigen Niveau. Diese Unterschiede setzen sich in den älteren Altersgruppen fort.

Insgesamt zeigen die Daten, dass Personen mit portugiesischer Nationalität und einer Nicht-EU-Nationalität offenbar deutlich früher heiraten als jene mit luxemburgischer Nationalität oder einer Nationalität eines anderen EU-27-Landes.

Mithilfe der Zensusdaten aus vier Erhebungsjahren lässt sich aufzeigen, wie sich die Eheschließungen junger Erwachsener in Luxemburg im Zeitvergleich verändert haben. Die Abbildung 42 zeigt für die vier Erhebungszeiträume den Anteil verheirateter Personen nach Alter.

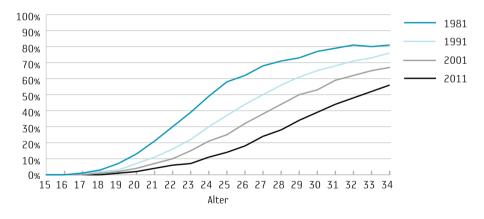


Abbildung 42: Anteil verheirateter Personen nach Alter für 1981, 1991, 2001, 2011

 $Quelle: \textit{Zensus 1981-2011}; \ \textit{n(1981)=51.696}; \ \textit{n(1991)=45.187}; \ \textit{n(2001)=38.162}; \ \textit{n(2011)=28.726}; \ \textit{n(2011)=28.726};$

Im Jahr 1981 beträgt das mediane Heiratsalter 24,4 Jahre. ³⁶ Im Jahr 2011 liegt das mediane Heiratsalter bei 32,7 Jahren und damit um mehr als acht Jahre höher. Weiterhin ist auch insgesamt der Anteil verheirateter Personen in diesen jungen Kohorten zurückgegangen. 1981 liegt der Anteil der Verheirateten bei den 34-Jährigen bei 76,1 % und 2011 mit 56,6 % deutlich niedriger. In Luxemburg ist neben der biografischen Verschiebung also auch insgesamt ein Rückgang der Eheschließungen in der Altersgruppe der Jugendlichen und jungen Erwachsenen zu beobachten; eine Entwicklung, die so auch in den meisten anderen europäischen Ländern zu beobachten ist (Billari & Liefbroer, 2010).

Während die Zensusdaten als Querschnittsdaten die Situation zu einem Erhebungszeitpunkt abbilden, bieten die Daten des PSELL weitere Möglichkeiten eines Zeitvergleichs. In der Panel-Befragung

³⁶ Das mediane Heiratsalter bezeichnet das Alter, bei dem 50 % der Personen verheiratet sind.

wurden die Teilnehmer u. a. nach dem Heiratsalter gefragt. Mit dieser retrospektiven Frage kann das Heiratsalter unterschiedlicher Alterskohorten abgebildet und verglichen werden. Durch einen Vergleich auf der Grundlage der PSELL-Daten lässt sich die Verzögerung der Eheschließung belegen. Während von den Über-65-Jährigen ein Anteil von 90 % bei Erreichen des 35. Lebensjahres bereits mindestens einmal verheiratet war, liegt der Anteil bei den 35- bis 44-Jährigen mit 65 % deutlich niedriger. Ein Kohortenvergleich auf der Grundlage der Daten zum durchschnittlichen Heiratsalter zeigt in die gleiche Richtung: das durchschnittliche Heiratsalter der heute 35- bis 44-Jährigen liegt bei 27,4 Jahren, bei den Über-65-Jährigen liegt es dagegen bei 25,1 Jahren und damit um mehr als zwei Jahre niedriger (Datensatz PSELL 2012).

4.2.4 Familiengründung und der Übergang zur Elternschaft

Die Gründung einer eigenen Familie hat für Jugendliche und junge Erwachsene einen hohen Stellenwert. Befragt nach den wichtigsten Zielen im Leben geben Jugendliche im Rahmen einer luxemburgischen Studie aus dem Jahr 2008 der Gründung einer eigenen Familie die höchste Priorität. Meyers und Willems (2008) zeigen für die Stadt Luxemburg, dass mit einem Anteil von 76 % etwa drei Viertel der befragten jungen Menschen die Gründung einer eigenen Familie als sehr wichtig einschätzen. Dabei hat sich die Familiengründung im Laufe der vergangenen Jahrzehnte biografisch nach hinten verschoben. In Luxemburg wie in den meisten anderen europäischen Ländern realisieren viele Frauen den Kinderwunsch erst mit Ende 20 oder Anfang 30. So liegt das Durchschnittsalter der Frauen bei der Geburt des ersten Kindes in Luxemburg bei 30 Jahren und damit leicht über dem europäischen Durchschnitt (EU-28: 28,7 Jahre) und dem der Nachbarländer Frankreich (28,1), Belgien (28,5) und Deutschland (29,3) (Eurostat, 2015f). Ursache für diese biografische Verschiebung der Familiengründung ist vor allem die steigende Bildungs- und Erwerbsbeteiligung von Frauen, die dazu geführt hat, dass Frauen im Durchschnitt länger im Bildungssystem verbleiben, später in den Arbeitsmarkt eintreten und dass als Folge dessen die Familienplanung verzögert wird. Viele höherqualifizierte Frauen streben nach dem Berufseinstieg erst einmal an, beruflich Fuß zu fassen, bevor sie mit der Familienplanung beginnen. In der Gruppe Hochqualifizierter ist der Anteil Kinderloser am höchsten, was auch damit zusammenhängt, dass sie bei Beginn der ersten Partnerschaft älter sind und häufiger ledig bleiben als geringer qualifizierte Frauen (Dobritz & Ruckdeschel, 2013).

Auf der Grundlage der Zensusdaten lässt sich für Luxemburg aufzeigen, wie sich die Geburt von Kindern bei den 15- bis 34-Jährigen in den einzelnen Altersgruppen darstellt und welche Veränderungen in den vergangenen 30 Jahren stattgefunden haben. Die Abbildung 43 zeigt den Anteil der Frauen, die bereits Mutter sind, nach Alter für die vier Jahre 1981, 1991, 2001 und 2011.³⁷

³⁷ Die Zensusdaten enthalten keine Informationen zu den Anteilen der Männer, die bereits Vater sind. Deshalb kann darauf im Folgenden nicht näher eingegangen werden.

V.4

100% 1981 90% 1991 80% 70% 2001 60% 2011 50% 40% 30% 20% 10% . 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 Alter

Abbildung 43: Anteil der Frauen, die bereits Mutter sind, nach Alter, 1981, 1991, 2001 und 2011

Quelle: Zensus 2011; n(1981)=24.064; n(1991)=23.162; n(2001)=22.319; n(2011)=3.185); die Anteile für 1981 beziehen sich ausschließlich auf nicht ledige Frauen, damit sind außereheliche Geburten nicht erfasst

Der Anteil der jungen Frauen, die bereits Mutter sind, liegt im Jahr 1981 in allen Altersgruppen deutlich höher als in den darauffolgenden Jahren. Im Jahr 1981 liegt das Alter, ab dem mehr als 50% der Frauen Mutter sind, bei 26 Jahren, 1991 liegt es mit 27,7 Jahren schon deutlich höher und im Jahr 2001 liegt es bei 29,6 Jahren. Bis 2011 ist das Alter, ab dem mehr als 50% der Frauen Mutter sind, noch einmal leicht auf 30,2 Jahre angestiegen. Diese biografische Verschiebung der Geburt des ersten Kindes ist auch in den meisten anderen europäischen Ländern zu beobachten (Billari & Liefbroer, 2010).

Die Verschiebung zeigt sich für Luxemburg auch an der Entwicklung früher und später Schwangerschaften. In Luxemburg ist der Anteil später Schwangerschaften (Mütter über 40 Jahre) seit 1980 angestiegen. Im Jahr 1980 lag der Anteil bei 1,2% (n=49) und im Jahr 2014 mit 4,6% (n=278) deutlich höher. Gleichzeitig ist in Luxemburg die Zahl der Frauen, die in sehr jungem Alter Mutter werden, in den vergangenen Jahren gesunken. Im Jahr 1980 sind 5,5% (n=228) der Frauen, die ein Kind zur Welt bringen, unter 20 Jahre alt. Im Jahr 2014 machen sie nur noch einen Anteil von 1,5% (n=92) aus. Sogenannte "Teenager-Schwangerschaften" sind heute in Luxemburg also vergleichsweise selten (Statec, 2014c). Da frühe Schwangerschaften oftmals Brüche in der Bildungsbiografie zur Folge haben (Schulabbruch, Verzögerung, niedrige Schulabschlüsse), bedeuten sie gerade in Zeiten, in denen Bildungsabschlüsse eine wichtige Voraussetzung für die weitere berufliche Karriere darstellen, ein hohes wirtschaftliches Risiko für junge Frauen.

Vor allem die Bildungsverläufe junger Menschen beeinflussen die Familienplanung und den Zeitpunkt der Geburt des ersten Kindes. Studien haben den Zusammenhang zwischen erzieltem Bildungsabschluss und der Geburt des ersten Kindes herausgestellt (Dobritz & Ruckdeschel, 2013). Je höher der Bildungsabschluss und je länger der Verbleib im Bildungssystem, desto später findet auch die Geburt des ersten Kindes statt. Für Luxemburg lässt sich ein ähnlicher Zusammenhang feststellen. Die Abbildung 44 zeigt für Luxemburg die Anteile der Frauen mit Kind nach erzieltem Bildungsabschluss.

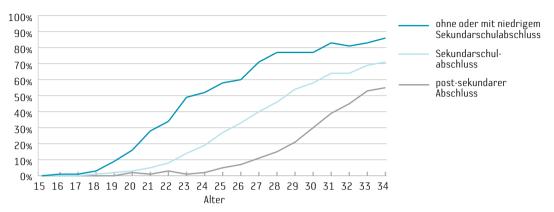


Abbildung 44: Anteil der Frauen, die bereits Mutter sind, nach Bildungsabschluss, 2011

Quelle: Zensus 2011, N(kein oder niedriger Sekundarschulsabschluss)=3.874, N(Sekundarschulabschluss)=6.105, N(post-sekundarer Abschluss)=3.766

Das Alter, ab dem mehr als 50% der jungen Frauen Mutter sind, liegt bei Frauen mit einem geringen Bildungsabschluss bei 23,4 Jahren. Bei Frauen mit Sekundarschulabschluss liegt das Alter mit 28,5 Jahren deutlich höher. Frauen mit einem post-sekundaren Abschluss werden im Durchschnitt noch später Mutter; in dieser Gruppe ist erst ab dem Alter von 32,6 Jahren mehr als die Hälfte Mutter.

Voraussetzung für die Familiengründung war noch vor einigen Jahrzehnten die Eheschließung. Im Zuge des gesellschaftlichen Wandels hat sich die Geburt von Kindern aber zunehmend von der Heirat entkoppelt. Ausdruck dieser Entwicklung ist der Anstieg von Geburten außerhalb der Ehe.

Im Jahr 1950 wurden in Luxemburg mit einem Anteil von 96,6% fast alle Kinder innerhalb einer Ehe geboren und außereheliche Geburten stellten eine Ausnahme dar. Bis zum Jahr 1990 hat sich der Anteil mit 87,1% bereits deutlich verringert. Eine noch drastischere Veränderung lässt sich aber über den Zeitraum der vergangenen 20 Jahre beobachten. 2014 werden nur noch etwa zwei Drittel der Kinder ehelich geboren (60,8%, 3.693), während mehr als ein Drittel außerhalb der Ehe geboren werden (39,2%, 2.377) (Statec, 2014c).

5. Erfahrungen, Motive und Herausforderungen Jugendlicher bei der Bewältigung privater Übergänge

Das folgende Kapitel greift die Frage auf, wie die privaten Übergänge, d.h. der Übergang ins eigenständige Wohnen, das Eingehen erster Partnerschaften sowie die Gründung einer Familie, von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg gestaltet und erlebt werden.

Im Rahmen einer qualitativen Studie wurden hierzu 77 Jugendliche und junge Erwachsenen im Alter zwischen 15 und 34 Jahren befragt. Im Mittelpunkt des Forschungsinteresses stehen die individuellen Erfahrungen, Motive und Begründungsmuster der Befragten hinsichtlich ihrer Transition sowie ihre Bewältigungsstrategien im Umgang mit den Herausforderungen, die ihnen dabei begegnen. Darüber hinaus ist es Ziel des Kapitels, die Vielfältigkeit von Übergangsformen sowie typische Verlaufsmuster der privaten Übergänge aus den Gesprächen zu rekonstruieren. Dabei geht es auch um die Frage nach dem Wert sozialer und institutioneller Unterstützung für einen erfolgreichen Übergang.

5.1 VERLÄUFE DES ÜBERGANGS IN EIGENSTÄNDIGES WOHNEN

Wie die aktuelle Übergangsforschung zeigt, hängt die Transition in eigenständiges Wohnen einerseits von den Einstellungen und Werten der Jugendlichen und jungen Erwachsenen und andererseits von den gegebenen Kontextbedingungen des Wohnungsmarktes sowie von den verfügbaren Ressourcen ab (Klages & Gensicke, 2006; Wolbers, 2007; Papastefanou, 2006). Dabei ist der Übergang ins eigenständige Wohnen nicht immer ein linearer Verlauf, der mit dem Auszug der Jugendlichen aus dem Elternhaus endet. Denn der Wiedereinzug ins Elternhaus, das Probewohnen bei Freunden oder dem Partner sowie das Pendeln zwischen Wohnungen am Ausbildungsort und der Herkunftsfamilie sind keine seltenen Phänomene (Höblich & Meuth, 2013).

Aufgrund der Pluralisierung und Entgrenzung von Lebensformen eröffnet sich auch im Bereich des Wohnens ein breites Spektrum an unterschiedlichen Wohn- und Lebensformen, aus dem Jugendliche und junge Erwachsene nach dem Auszug aus dem Elternhaus wählen können. Zum Zeitpunkt der Befragung lebt knapp die Hälfte der Interviewpartner (36 Personen) bei den Eltern bzw. einem Elternteil, 18 Personen leben in Wohneigentum, vier in Wohneigentum der Eltern (Anbau, Zweitwohnung der Eltern), 13 zur Miete, vier in betreuten Wohnformen und zwei in anderen Wohnformen (Obdachlosenheim, mietfrei bei Bekannten).

Es zeigt sich, dass innerhalb des Samplings noch nahezu alle 15- bis 20-jährigen Jugendlichen bei ihren Eltern bzw. einem Elternteil leben. Viele von ihnen sind Schüler oder beginnen gerade eine Ausbildung; einige befinden sich noch in einer beruflichen Orientierungsphase bzw. sind arbeitssuchend. Ihnen ist es unter anderem aus finanziellen Gründen noch nicht möglich, das Elternhaus zu verlassen. Um dieses Alter herum beginnen diejenigen Jugendlichen, die noch zur Schule gehen und studieren möchten, sich gedanklich und praktisch auf ein Studium vorzubereiten. Aus dem Sample lassen sich einige Jugendliche identifizieren, die sich für einen Studienort im Ausland interessieren und planen, nach Abschluss des Abiturs dorthin umzuziehen.

Auch bis zum 25. Lebensjahr bleiben weiterhin viele der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Elternhaus wohnen. Wie bereits die Sekundärdaten zum Auszugsverhalten der Jugendlichen und jungen Erwachsenen gezeigt haben, beginnen die Befragten jedoch um das Alter von 22 bis 24 Jahren langsam, erste Auszugspläne umzusetzen. In dieser Altersgruppe gibt ein kleiner Teil der Befragten an, alleine zu leben, ebenso wird in einigen wenigen Fällen davon berichtet, man sei mit dem Partner zusammengezogen. Dies entspricht den im Kapitel V. 3 dargestellten empirischen Ergebnissen, dass Jugendliche unter 25 Jahren, die aus dem Elternhaus ausgezogen sind, nun meist in einem Ein-Personen-Haushalt leben, während das Zusammenleben in einer ehelichen oder eheähnlichen Beziehung erst in den älteren Altersgruppen zunimmt. Festgestellt werden kann auch, dass als erste Wohnung häufig eine Mietwohnung oder eine kleinere Eigentumswohnung gewählt wird. Einige Befragte zwischen dem 22. und 24. Lebensjahr leben in einer staatlich geförderten Wohnmaßnahme.

In der Altersgruppe der 25- bis 29-Jährigen verändert sich das Bild, und die Wohnformen werden heterogener. Zu dieser Altersgruppe gehören einerseits junge Erwachsene, die noch nicht erwerbstätig sind und denen deshalb die finanziellen Mittel für eine eigenständige Wohnung fehlen. Andererseits sind es junge Erwachsene, die trotz einer guten Einkommenssituation aus unterschiedlichen Gründen bewusst noch bei den Eltern wohnen. Die jungen Erwachsenen, die bereits eigenständig wohnen, tun dies am häufigsten in einer Eigentumswohnung; viele geben aber auch an, in einer Mietwohnung zu wohnen. Etwa jeder Vierte lebt mit dem Partner zusammen. Die Familiengründung beginnt meist erst zwischen dem 27. und dem 30. Lebensjahr, sodass bis zu diesem Alter meist noch keine Kinder im Haushalt eines Paares wohnen. Nur noch ein geringer Anteil der Befragten dieser Altersgruppe gibt an, in einer Wohnmaßnahme zu wohnen; der Anteil der jungen Erwachsenen, die in staatlich geförderten Wohnstrukturen leben, nimmt somit mit zunehmendem Alter ab.

Von den befragten jungen Erwachsenen zwischen dem 30. und 34. Lebensjahr lebt niemand mehr bei den Eltern. In dieser Altersgruppe geben nun die meisten Befragten an, mit ihrem Partner oder mit der eigenen Familie zusammenzuleben; ein geringerer Teil wohnt alleine in einem Singlehaushalt. Dieser Trend zeigt sich auch in der Auswertung entsprechender Statistikdaten im Rahmen dieses Berichts.

Diese Darstellung von Wohnformen und Transitionsverläufen wird im Folgenden anhand des Datenmaterials weiter ergänzt, um die einzelnen Gruppen genauer zu beschreiben. Zunächst wird beleuchtet, welche zentralen Begründungsmuster die Jugendlichen angeben, wenn es um den Wunsch nach dem Auszug aus dem Elternhaus geht. Anschließend werden die Gründe dargestellt, die junge Menschen dazu bewegen, länger im Elternhaus wohnen zu bleiben. Im Anschluss daran wird die Reversibilität von Übergängen aufgezeigt und die Motive, die junge Erwachsene dazu bewegen, wieder ins Elternhaus zurückzukehren, werden erläutert. Zuletzt werden die Erfahrungen einiger Jugendlicher vorgestellt, die auf staatlich geförderte Wohnstrukturen zurückgreifen müssen, um den Übergang ins eigenständige Wohnen zu bewältigen.

5.2 ERFAHRUNGEN UND EINSTELLUNGEN BEIM ÜBERGANG IN EIGENSTÄNDIGES WOHNEN

5.2.1 Motive für den Auszug

Im Rahmen der vorliegenden Studie wurden die Jugendlichen und jungen Erwachsenen danach gefragt, was für sie die Gründe und Motive sind oder waren, aus dem Elternhaus auszuziehen.

Ein erstes Motiv dafür, das Elternhaus zu verlassen und in eine eigene Wohnung zu ziehen, ist der Wunsch nach Autonomie und Eigenständigkeit. Insbesondere die eigene Entscheidungsfreiheit und ein Leben nach individuellen Wertüberzeugungen sind Ausprägungen dieses Wunsches. Die Daten zeigen, dass der Wunsch nach Eigenständigkeit größtenteils auf die räumliche Trennung von den Eltern und die damit verbundenen größeren eigenen Handlungs- und Entscheidungsspielräume ausgerichtet ist, wobei die emotionale Bindung zu den Eltern dadurch meist nicht gelöst wird oder werden soll. Wie die nachfolgenden Zitate von Amélie (22 Jahre) und Anna (26 Jahre) zeigen, bleibt die emotionale Bindung von der räumlichen Trennung weitgehend unberührt.

"Jo also ech gesi meng Elteren ëmmer zwee mol an der Woch, ech telefonéiere mat hinnen. (...) Mee ech hunn e ganz gutt Verhältnis mat mengen Elteren. Ech zielen hinnen alles." (Amélie, 22 Jahre, 93:37)

"Jo insgesamt muss ech soen, ech hunn meng Elteren u menger Säit, déi wierklech vill hannert mer stinn och lo mam Appartement, wou ech do kaf hunn, wou si wierklech vill och dann hannert mer stinn a mer och höllefen. Eben och bei Saache wou ech einfach keng Anung dovun hunn, deene ganze Banken an hei an do." (Anna, 26 Jahre, 95:15)

Als zweites Motiv für den Auszug aus dem Elternhaus werden Veränderungen privater Lebensformen und der Eintritt in eine feste Partnerschaft genannt. So schildern einige der Befragten ihre Vorstellungen und Pläne, von zu Hause auszuziehen, sobald sich eine feste und stabile Partnerschaft einstellt. Den Befragten ist dabei besonders wichtig, dass die Partnerschaft einen adäquaten Rahmen erhält, sich als solche zu entwickeln. Zudem soll es durch die Distanz zu den Eltern möglich werden, in einem eigenen Haushalt eigene Alltags- und Lebensgewohnheiten zu etablieren. In vielen Fällen wird dieser ersten gemeinsamen Wohnphase mit dem Partner eine hohe Bedeutung beigemessen. Sie wird in der Regel vor die Pläne der Familiengründung gestellt. Gilles (29 Jahre) berichtet etwa davon, dass er nun ein Alter erreicht hat, in dem er sich bereit dazu fühlt, mit seiner Partnerin zusammenzuziehen, um dadurch die gemeinsame Partnerschaft zu intensivieren und gemeinsame Lebenspläne zu verwirklichen.

"Och wann een natierlech ab engem gewössenen Alter d'Gefill huet elo gött et awer Zäit, an och elo mat menger Frëndin, wölle mer scho kucken, eis awer vläit zesummen een Appartement iergendwéi ze huelen, dass mer do awer vläit können eis Bezéiung och op een aneren Niveau bréngen, well dat ass am Moment net ömmer sou evident, ech mengen dat versteet sech vum selwen." (Gilles, 29 Jahre, 107:35)

Erfolgt der Auszug aus dem Elternhaus nicht unmittelbar aufgrund einer Partnerschaft, wird der spätere Wechsel von Übergangswohnsituationen häufig gemeinsam mit einem Partner vollzogen. Oft haben die Jugendlichen und jungen Erwachsenen bereits für sich selbst ein Appartement gekauft oder leben in einer Mietwohnung, die sie dann verlassen, wenn die Partnerschaft stabil genug geworden ist, sodass

die Umsetzung gemeinsamer Zukunftspläne realistisch erscheint. Nuno, 31 Jahre, erzählt davon, dass er eine eigene Wohnung besitzt, nun aber mit seiner Partnerin ein Grundstück erworben hat, auf dem sie ein gemeinsames Haus bauen wollen.

"Ech hunn schonn een Appartement a mir hunn och elo een Terrain kaf mat menger Frëndin zesummen." (Nuno, 31 Jahre, 50:23)

Auch die Entscheidung für den Kauf einer Immobilie, ebenso wie die konkrete Planung und Finanzierung, wird in den meisten Fällen als ein gemeinsames Projekt innerhalb einer Partnerschaft betrachtet. Dieses wird in vielen Fällen finanziell durch die Familien unterstützt. Paulina, 31 Jahre, beschreibt, wie sie und ihr Partner nach längerer Suche endlich ihr Traumhaus gefunden haben:

"An mer hunn awer ëmmer gesot mer hätte gären en Haus mat Gaart. (...) Bon, mer hunn ëmmer sou e bësse gekuckt an déi leschten Joeren ebe méi intensiv, a waren och vill Haiser kucken. Lo virun annerhalleft Joer hunn mer dann eis Dramhaus fonnt. Mir si kucke gaangen, hunn et kaf a lo wunne mer zënter bal engem Joer dran. Mir hunn zu zwee kaf." (Paulina, 31 Jahre, 71:10)

Drittens wird der Wunsch nach einer eigenen Wohnung an die berufliche und finanzielle Stabilität gebunden. Bezogen auf den Zusammenhang von Erwerbsarbeit und Wohntransition zeigt das Datenmaterial, dass der Start in das Arbeitsleben für viele Jugendliche und junge Erwachsene auch einen Wendepunkt im Hinblick auf die Wohnsituation darstellt. Ein Großteil der jungen Menschen vollzieht den Auszug aus dem Elternhaus, nachdem die Ausbildung abgeschlossen und eine Erwerbsarbeit aufgenommen wurde. Meist ist es Jugendlichen und jungen Erwachsenen erst durch die Erwerbsarbeit möglich, die notwendigen finanziellen Mittel für die Finanzierung einer eigenen Wohnung aufzubringen. So richten viele der Befragten ihre Wohnpläne nach den Fristen von Ausbildung und Studium. Ein Beispiel hierfür ist Linda (22 Jahre), die bereits seit sieben Jahren einen festen Partner hat, mit dem sie jedoch erst zusammenziehen möchte, wenn sie erwerbstätig ist:

"An jo, ech hunn e Frënd zënter siwe Joer. Mir kucken och, wann ech lo bis eng Aarbechtsplaz hunn … eng fest Aarbechtsplaz hunn, fir zesumme wunnen ze goen." (Linda, 22 Jahre, 90:11)

Ein weiteres Motiv für den Auszug aus dem Elternhaus ist die Aufnahme einer Ausbildung oder eines Studiums an einem vom ursprünglichen Wohnort weiter entfernten Ort. In dem genannten Zusammenhang ist auf die steigende Notwendigkeit der Mobilität im Bildungs-, Ausbildungs- und Arbeitsbereich hinzuweisen (Berger, 2009). Ein Studium oder eine Ausbildung im Ausland, aber auch der Arbeitsmarkt generell erfordern von jungen Menschen zunehmend Flexibilität und Mobilität, sodass die Entscheidung für eine bestimmte Berufsmöglichkeit mehr und mehr mit der Anforderung verbunden ist, auch wohnlich offen für Veränderungen zu sein. So sind einige der Befragten zu Studienzwecken ins Ausland gezogen und geben an, dort in kleineren Appartements oder in Wohngemeinschaften zu leben oder gelebt zu haben. Durch die Auslandsaufenthalte wird die Frage nach einer eigenen Wohnung in Luxemburg erst einmal zurückgestellt. Dies zeigt das Beispiel von Danielle: Sie ist eine 24-jährige Engländerin, die in Luxemburg geboren ist und dort auch zur Schule ging, bevor sie ihr Studium im Ausland absolviert hat. Sie wohnt derzeit bei ihrem Vater, weil sie sich keine eigene Wohnung leisten kann. Sie plant, demnächst einen weiteren Auslandsstudiengang zu belegen.

ERFAHRUNGEN, MOTIVE UND HERAUSFORDERUNGEN JUGENDLICHER BEI DER BEWÄLTIGUNG PRIVATER ÜBERGÄNGE

"Dat si siwen Unien déi gemëscht sinn an ech fänken an Holland un, zweet Trimester sinn ech entweder a Schweden oder Däitschland an drëtt Trimester ginn ech e Stage hoffentlech an de Libanon maachen. (...) A mengen Aen ass dat och lo eng gutt Saach, well ech denke mir ech sinn ze jonk fir lo schonn eppes Festes ze hunn." (Danielle, 24 Jahre, 103:24)

Andere Jugendliche und junge Erwachsene beabsichtigen, zumindest übergangsweise eine berufliche Tätigkeit oder ein Praktikum im Ausland auszuüben und dafür aus Luxemburg wegzuziehen. Sie erachten es als interessant oder aus beruflichen Gründen sogar erforderlich, eine Zeit lang im Ausland zu leben und zu arbeiten, um ihr berufliches Profil zu erweitern und dort auch andere Lebenskulturen kennenzulernen. Debora, 21 Jahre, studiert Medizin und möchte ihre Berufschancen in Luxemburg verbessern, indem sie zunächst ein paar Jahre in einem außereuropäischen Land arbeitet und Berufserfahrung erwirbt.

"Dat heescht ech kéint mer virstellen, grad mat mengem Frënd, dass mer wierklech Amerika oder Asien, iergendwou dohinner ginn (...), dass de CV och e bësse méi exotesch gëtt (...). An dann, dat ass lo wäit gegraff, mä wahrscheinlech eng Kéier dann op Lëtzebuerg zeréckkommen a vläicht, ech weess net ob een dat hautdesdaags nach kann, mä vläicht en Haus bauen." (Debora, 21 Jahre, 104:46)

Ein fünfter Grund für den Auszug aus dem Elternhaus sind familiäre Konflikte. In solchen Fällen kann auch ein Umzug in eine staatlich geförderte Wohnstruktur eine Lösung sein, wenn keine anderen Optionen zur Verfügung stehen. Nicole (25 Jahre) kam nicht mit dem neuen Lebenspartner ihrer Mutter zurecht und beschloss daraufhin, in eine betreute Wohnstruktur zu ziehen, in der sie seit einem halben Jahr wohnt.

"Si (meng Mam) huet sech nees bestuet a mat deem sinn ech ëmmer esou unenee geroden. An hie wollt mech halt op d'Strooss setzen. An dunn hunn ech gesot, éier ech op der Strooss setzen, ginn ech an ee Foyer." (Nicole, 25 Jahre, 49:12)

Lena ist mit 19 Jahren aufgrund einer frühen Schwangerschaft zunächst in ein Mutter-Kind-Heim gezogen, anschließend in eine Einrichtung des betreuten Wohnens. Sie wollte nicht mehr von ihren Eltern unterstützt werden und fühlt sich heute in der betreuten Wohnstruktur, in dem auch der Vater des Kindes wohnt, sehr wohl. Sie beschreibt ihr Verhältnis zu ihren Eltern nach der räumlichen Trennung als viel besser als vorher. Während sie einerseits ihren eigenen Lebensentwurf leben und mit ihrer kleinen Familie eine Eigenständigkeit erreichen möchte, bleibt der Kontakt zu den Eltern weiterhin von Bedeutung für sie.

"Ech sinn enceinte gefall, an du sinn ech fräiwëlleg an ee Mutter-Kind-Heim gaangen (...) an ech liewe lo zwee Joer schonn net méi doheem bei mengen Elteren a säit deem ginn ech och besser mat hinnen eenz." (Lena, 19 Jahre, 82:12) In der folgenden Abbildung 45 sind die zentralen Auszugsmotive zusammenfassend dargestellt:

Abbildung 45: Motive für den Auszug aus dem Elternhaus

Wunsch nach Autonomie und Eigenständigkeit	Feste Partnerschaft	Berufliche und finanzielle Stabilität	Aufnahme eines Studiums oder einer Ausbildung im Ausland	Familiäre Konflikte

5.2.2 Motive für die zeitliche Verzögerung des Auszugs

Sowohl der Blick auf die aktuellen Wohnformen der Befragten als auch auf die in Kapitel V. 4.1 dargestellten statistischen Daten zum Auszugsverhalten Jugendlicher und junger Erwachsener zeigt, dass bis zum 29. Lebensjahr ein Teil der jungen Erwachsenen noch bei den Eltern wohnt. Dabei fällt auf, dass die Gründung eines eigenen Haushaltes besonders bei solchen jungen Erwachsenen verzögert stattfindet, die ein höheres Schulbildungsniveau aufweisen und/oder eine Hochschulausbildung absolvieren bzw. abgeschlossen haben. Besonders der zeitlich verzögerte Einstieg ins Berufsleben, der einhergeht mit der noch fehlenden Finanzierungsgrundlage für eine eigene Wohnung, setzt deshalb in vielen Fällen den Entscheidungsrahmen für oder gegen einen längerfristigen Verbleib im Elternhaus.

Besonders jene junge Erwachsene, die in Luxemburg ein Studium aufgenommen haben, bleiben häufig noch bis zu dessen Abschluss im Elternhaus wohnen. Aber auch diejenigen, die ihr Studium oder ihre Ausbildung abgeschlossen haben und noch keine feste Arbeitsstelle gefunden haben bzw. erst kürzlich in den Arbeitsmarkt eingetreten sind, erwägen häufig, noch eine Zeit lang im Elternhaus zu verbleiben, bis sich ihre finanzielle Situation gefestigt hat. Die folgenden Beispiele verdeutlichen dies:

Gilles, 29 Jahre, ist ein aktiver junger Mann, der bewusst noch bei seinen Eltern wohnt, weil er sich aufgrund seiner beruflichen Situation und seines Studiums bisher nicht in der Lage sah, eine eigene Wohnung zu finanzieren. Er ist beruflich wie auch ehrenamtlich viel beschäftigt und verbringt viel Zeit damit, sich politisch zu engagieren. Da er sich sehr gut mit seinen Eltern versteht, sah er im Zusammenwohnen mit seinen Eltern bisher kein Problem.

"Also ech wunne fir den Ament nach bei mengen Elteren doheem, wat vläit e bessen aussergeweinlech ass a mengem Alter, mee dat hänkt eben elo och alles zesummen, mat der Schaffsituatioun a mat der Uni, an et ass elo eben net anescht dra gewiescht." (Gilles, 29 Jahre, 107:34)

Andere Jugendliche und junge Erwachsene nutzen das Wohnen zu Hause aktiv als Möglichkeit, finanzielle Reserven anzulegen, um später besser für den Eintritt in den Wohnungsmarkt gerüstet zu sein. Die nachfolgenden Beispiele zeigen diese Haltungen exemplarisch:

Égide ist 28 Jahre alt und seit zwei Jahren unbefristet beschäftigt. Er lebt noch bei seinen Eltern, hat sich jedoch vor kurzem eine Wohnung gekauft, die nun vor der Fertigstellung ist. Er lebt momentan nicht in einer festen Partnerschaft. Bereits während des Studiums begann er zu sparen, um später einmal ein eigenes Haus oder Appartement erwerben zu können. Wichtig ist für ihn, dass er weiterhin zu Hause bei den Eltern leben kann, um Geld zu sparen.

ERFAHRUNGEN, MOTIVE UND HERAUSFORDERUNGEN JUGENDLICHER BEI DER BEWÄLTIGUNG PRIVATER ÜBERGÄNGE

"Fir mech kennt lo nach eng aner Etappe lo dobäi: Ech mengen ech liewen jo nach net ganz onofhängeg, ech liewe jo nach bei mengen Elteren. An mäin Appartement ass réischt Enn vun desem Joer fäerdeg. An da muss ee jo kucken wéi een alleng eenz gett, well dann ass jo guer näischt méi do, soen ech mol... Also dach d'Eltere sinn nach emmer do, kann ee jo nach emmer Heem iesse goen." (Égide, 28 Jahre, 17:29)

Auch Paolo (27 Jahre) hat nach Abschluss seines Studiums bisher noch keine adäquate Arbeit gefunden. Er wartet darauf, langfristig genügend Geld für eine Eigentumswohnung anzusparen, damit er aus dem Elternhaus ausziehen kann. Für ihn ist der entscheidende Zeitpunkt für den Auszug das Erreichen einer entsprechenden finanziellen Grundlage.

"Ich glaube, so schnell werde ich zu Hause nicht rauskommen können. Weil wenn die Mindestmiete hier in Luxemburg 800€ ist, so wie ich das gesehen habe, also wenn man sich ein bisschen umschaut, dann ist mir das doch zu viel." (Paolo, 27 Jahre, 51:39)

Zudem werden Fälle sichtbar, in denen die jungen Erwachsenen auf absehbare Zeit nicht ausziehen können oder teilweise auch nicht wollen, da sie wenig Aussicht auf Arbeit haben und sich daher keine eigene Wohnung leisten können. Dies betrifft beispielsweise Langzeitarbeitslose wie Jeff (27 Jahre). Zum Zeitpunkt der Befragung befindet er sich in einer arbeitsmarktintegrierenden Maßnahme, die aus seiner Sicht eine reguläre Arbeit darstellt. Er hat vielfältige Scheiternserfahrungen hinter sich und hat mittlerweile keine Motivation mehr, eine Arbeit zu suchen. Er ist froh darüber, zu Hause bei seinem Vater zu leben; seine Ansprüche sind gering. An einen Auszug aus dem Elternhaus denkt er nicht mehr; es ist ihm wichtig, nicht ganz alleine zu sein.

"Nee, ech wunne momentan bei mengem Papp, a jo, momentan brauch ech net vill Suen, dat heescht wann ech lo meng Aarbecht géif verléieren, dat wär fir déi éischt puer Joer net schlëmm, well ech hu keen Auto, ech muss näischt bezuelen ausser Telefon a Klengegkeeten. (...) (Wann ech alleng géing wunnen), da sinn ech jo ganz alleng, dann hunn ech jo guer kee méi." (Jeff, 27 Jahre, 79:38).

In der folgenden Abbildung 46 sind die zentralen Motive für die zeitliche Verzögerung des Auszugs zusammenfassend dargestellt:

Abbildung 46: Motive für die zeitliche Verzögerung des Auszugs



5.2.3 Motive für die Rückkehr ins Elternhaus

Dass der Auszug aus dem Elternhaus nicht in jedem Falle endgültig ist, sondern ein Teil der jungen Erwachsenen vorübergehend wieder zurückkehrt, wird im Rahmen der Übergangsforschung mit dem Begriff der "Reversibilität von Statuspassagen" charakterisiert und mit der Metapher des "boomerangs" beschrieben (Walther, 2006; Shaputis, 2003). Auch die vorliegenden Daten zeigen, dass es je nach

Lebenssituation und Lebensereignis geschehen kann, dass Jugendliche und junge Erwachsene wieder für eine gewisse Zeit ins Elternhaus zurückkehren müssen. Als Hauptgründe für eine Rückkehr ins Elternhaus werden die Trennung von einem Partner, mit dem man bereits zusammengelebt hat, sowie der Verlust der Arbeitsstelle und damit der finanziellen Grundlage angeführt. Aus den Daten wird auch sichtbar, dass der Wiedereinzug ins Elternhaus und dabei meist ins ehemalige Kinderzimmer zudem häufig nach einem Studienaufenthalt im Ausland notwendig wird, wenn die Jugendlichen und jungen Erwachsenen zwischen dem Studium und dem Eintritt in den Arbeitsmarkt noch kein festes oder nur ein geringes Einkommen erzielen und damit eine eigene Wohnung noch nicht finanzieren können. Hierüber berichtet beispielsweise Marco (29 Jahre), der inzwischen mit seiner Frau in einer Mietwohnung wohnt, nach seinem Studium aber zunächst wieder zu seinen Eltern ziehen musste, da er sich eine eigene Wohnung noch nicht leisten konnte. Dabei thematisiert er auch die Schwierigkeiten und Unannehmlichkeiten, die dadurch entstehen, dass junge Erwachsene, die während ihrer Studienzeit die Ablösung aus dem Elternhaus erlebt haben, aus einer Erfahrung der Selbstständigkeit wieder in eine nicht eigenständige Wohnsituation zurückkehren müssen.

"Wou mir do zréck komm sinn, hunn ech bei mengen Eltere gewunnt, fir véier Méint. Ech hunn zwee Joer mat hir (menger Partnerin) zesumme gewunnt an engem Appartement a wann een dann, sou een Aschnëtt an d'Intimitéit kritt, dann, voilà, et ass e bëssi méi brenzelech." (Marco, 29 Jahre, 40:29)

In diesem Zusammenhang weisen einige Interviewpartner auf die aus ihrer Sicht schwierigen Bedingungen des luxemburgischen Wohnungsmarktes für Studienrückkehrer hin. Nach einem mehrsemestrigen Studienzeitraum, den viele Studierende mit einem Studiendarlehen finanzieren, kehren diese nach Luxemburg zurück und stehen vor dem Problem, dass sie keine eigenen finanziellen Mittel besitzen, um sich eine eigene Wohnung leisten zu können. Im Gegenteil, sie haben meist einen Kredit aufgenommen, den sie nun abzahlen müssen.

"Wat hunn ech op der Uni gemaach? Scholden! Wann ech Scholden hunn, wéi kafen ech dann eng Wunneng? Et geet net! Virun allem bei deene Präisser hei ass dat onméiglech!" (Eva, 25 Jahre, 16:26)

Die Situation der jungen Erwachsenen, die nach dem Abschluss eines Studiums aus dem Ausland in ihre luxemburgische Heimat zurückkehren, wird aufgrund der meist kombinierten Arbeits- und Wohnungssuche von einigen der Befragten als demotivierend beschrieben. Pierre (26 Jahre) erläutert diese Schwierigkeiten:

"Also vun deenen déi studéiert hunn, déi kommen zeréck a waren dann zum Deel och gewinnt an WGen ze wunnen am Ausland, a mierken dann au fur et à mesure dass dat hei awer net sou einfach ass, wéi se sech dat virgestallt hunn. An dann eppes ze kafen ouni Beruff ouni näischt (...) An da kommen se heem a wëllen net vläit onbedéngt erëm bei d'Eltere wunne goen an dann hunn ech bëssen sou d'Gefill dass dat och oft e bëssen Demotivatioun mat sech bréngt." (Pierre, 26 Jahre, 55:21)

Daneben wird der Wiedereinzug ins Elternhaus mit der Beendigung einer Beziehung begründet. Besonders Jugendliche, die eine längerfristige eigenständige Wohnsituation außerhalb des Elternhauses gewohnt waren, beschreiben die Rückkehr als schwierig oder gar konflikthaft. Das Aufeinandertreffen unterschiedlicher Alltagsgewohnheiten und die veränderten Rollenverständnisse zwischen Eltern und

ERFAHRUNGEN, MOTIVE UND HERAUSFORDERUNGEN JUGENDLICHER BEI DER BEWÄLTIGUNG PRIVATER ÜBERGÄNGE

einmal ausgezogenen Kindern stellen hierbei die größten Herausforderungen des Miteinanders dar. Das Beispiel von Anna (26 Jahre), die nach der Trennung von ihrem Partner aus dessen Appartement ausgezogen und wieder in ihr Kinderzimmer im Elternhaus eingezogen ist, illustriert dies: Obwohl sie sich gut mit ihren Eltern versteht, litt die Beziehung durch das Aufeinanderprallen unterschiedlicher Lebensgewohnheiten.

"Jo, dat war och turbulent, soen ech mol. Wann een eng Kéier alleng gewunnt huet, an dann och nach sou eng laang Zäit, véier, fennef Joer an da rem zréck bäi d'Mamma an d'Kannerzemmer ze goen, wierklech an dat Bett schlofen ze goen, wou ee mat aacht Joer dra loung. Dat ass ellen, also dat war och keng schéin Zäit fir mech, muss ech soen. Meng Elteren hunn mech natierlech super do opgefaang an ech war natierlech wellkommen an alles mä et fillt een sech awer wéi e klengt Kand." (Anna, 26 Jahre, 95:29).

In der folgenden Abbildung 47 sind die zentralen Motive für die Rückkehr ins Elternhaus zusammenfassend dargestellt:

Abbildung 47: Motive für die Rückkehr ins Elternhaus



5.2.4 Erfahrungen Jugendlicher in betreuten Wohnstrukturen

Der Umzug in eine eigene Wohnung und die dazugehörige Gründung eines eigenen Haushaltes werden nicht von allen Jugendlichen gleichermaßen problemlos bewältigt. Jugendliche, die sich mit einer Vielzahl von Problemen (z.B. sozial, familiär, finanziell) auseinandersetzen müssen, sind bei der Transition in eigenständiges Wohnen darauf angewiesen, Hilfe in Form von betreuten Wohnstrukturen in Anspruch zu nehmen.

Diese staatlich geförderten Wohnstrukturen verfolgen das Ziel, junge Menschen gezielt darauf vorzubereiten, eigenständig wohnen bzw. leben zu können. Dabei benötigen insbesondere Jugendliche und junge Erwachsene mit problembehafteten Biografien ein auf ihre Situation zugeschnittenes Betreuungsangebot, um diese spezifische Entwicklungsaufgabe, die mit dem Verlassen des Elternhauses einhergeht, erfolgreich zu bewältigen. Andere Jugendliche benötigen in erster Linie eine für sie finanzierbare Wohnung und weniger eine soziale oder psychologische Begleitung oder Betreuung, um eine sichere Ausgangslage für die Herausforderungen des Erwachsenwerdens zu generieren.

Die Analyse der qualitativen Daten macht deutlich, dass die biografischen Verläufe jener Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die in betreuten Wohnstrukturen leben, entsprechend durch vielfältige, meist familiäre Problemhintergründe und Erfahrungen gekennzeichnet sind. Diese wirken sich häufig auf deren persönliche und soziale Entwicklung aus und beeinträchtigen ihre Lebenssituation nachhaltig. Nicht selten sind auch gesundheitliche Probleme die Folge. In vielen dieser Fälle sind die Probleme so vielfältig und ineinander verkettet, dass es den Jugendlichen und jungen Erwachsenen aus eigener Kraft nicht gelingt, sie zu lösen. Und auch die Familien haben dann nicht genügend Potenzial, unterstützend einzugreifen. Nachfolgend hierzu ein Beispiel:

Nicole ist 25 Jahre alt und wohnt in einer betreuten Wohnstruktur. Sie hat ohne Schulabschluss eine Ausbildung begonnen, die sie nach einem traumatischen Erlebnis wieder beenden musste. Um die Familie nach dieser Entscheidung finanziell nicht zu belasten, entschloss sie sich, in eine betreute Wohnstruktur zu ziehen. Auch Konflikte innerhalb der Familie begünstigten diese Entscheidung. Sie empfand die neue Wohnsituation anfangs als schwierig, weil sie sich ohne die Familie alleine fühlte. Sie bemühte sich intensiv um eine neue Arbeits- oder Ausbildungsstelle, um eigenes Geld zu verdienen und langfristig auf eigenen Beinen stehen zu können. Gemeinsam mit ihren Betreuern wurde ein Projekt definiert, das einzelne Schritte der Verselbstständigung umfasste und das ihr nach eigenem Bekunden sehr weitergeholfen hat. Sie wurde dabei unterstützt, eine feste Arbeit zu finden und ihre Sprachkenntnisse zu verbessern. Nach einem anfänglich relativ hohen Betreuungs- und Unterstützungsgrad bemerkt sie nun Fortschritte und möchte den Unterstützungsgrad reduzieren. Mehr und mehr stören sie die strikten Regeln, die sie in ihrer Lebensgestaltung einschränken. Dennoch betont sie, dass die betreute Wohnsituation ihr dabei geholfen hat, selbstständig zu werden und für sich alleine verantwortlich zu sein:

"Ech wëll lo gär op mengen eegene Féiss stoen. Well ech fir mech wëll wunnen. Fir dass ech och mol kann ofschalten. (...) Wann ech hei owes a mäin Zëmmer ginn, dann huet entweder... den Noper deen huet dann d'Musik haart. An dann hunn ech geduecht ech wëll einfach gäre fir mech wunnen. Heiansdo och eis Betreier... si si léif an alles mee awer si mëschen sech dann och gären an eist Liewen an och. Dat, ech wëll dat net méi. Ech wëll gären mäin eegent Liewen a fir mech wunnen." (Nicole, 25 Jahre, 49:26)

Für einen Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen stellt das betreute Wohnen nur eine kurzfristige Notlösung da, um einer akuten Wohnproblematik zu entkommen und das Fehlen einer geeigneten alternativen Wohnsituation zu kompensieren. Akute Familienstreitigkeiten oder die Auflösung bestehender Wohnverhältnisse, ohne die nachkommende Situation adäquat geregelt zu haben, sind mehrfach genannte Auslöser dieser Krisen. Neben dem Wunsch, sich vom Elternhaus zu lösen, sind auch hier familiäre Probleme und Brüche bzw. Trennung und Scheidung der Eltern Faktoren, die die Entscheidung für eine betreute Wohnsituation beeinflussen. Auch hierzu einige Beispiele:

Marc ist Anfang 20, hat vor kurzem das Abitur abgeschlossen und möchte nun studieren. Er lebt erst seit einigen Jahren in Luxemburg. Er beschreibt seine momentane Situation als schwierig, denn ihm fehlen die finanziellen Mittel, um das Studium zu finanzieren. Auch seine luxemburgischen und französischen Sprachkenntnisse sind noch nicht ausreichend, sodass er nicht glaubt, eine Arbeit zu finden. Da auch seine Eltern finanzielle Probleme haben und ihre Wohnung gekündigt wurde, musste er zwangsläufig eine Übergangswohnsituation suchen. Die Planung und Umsetzung seines persönlichen "projet de vie" hilft ihm, zielgerichtet und pädagogisch begleitet voranzukommen. Nach dem betreuten Wohnen möchte er eine eigene Wohnung finden, seine Ausbildung abschließen und später auch eine eigene Familie haben. Die betreute Wohnsituation ist für ihn eine Art Zwischenstation, durch die er gleichzeitig seine noch bestehenden Probleme bearbeiten kann:

"C'est jusqu'à mes 26 ans que je suis là, donc après, je dois chercher un logement où je dois vivre tout seul. Et en même temps, donc je suis en train, d'abord d'étudier, donc avoir déjà mon diplôme et puis trouver un travail, parce que sans travail, tu ne pourras même vivre, tu ne pourras pas avoir un logement et tout ça. Et puis après, j'aimerai bien avoir ma propre maison, ma propre famille aussi, voilà." (Marc, 20 Jahre, 91:30)

Ein anderes Beispiel ist Lena (19 Jahre). Sie macht aktuell eine Ausbildung und wohnt gemeinsam mit ihrem Partner und ihrem Baby in einer betreuten Wohnstruktur. Die Mietkosten für die Wohnung sind tragbar und sie kann ihre Ausbildung machen. Positiv beschreibt sie auch, dass sie dort gelernt hat, einen eigenen Haushalt zu führen und ihr Geld zu verwalten. Nach zwei Jahren in der betreuten Wohnstruktur sucht die Familie nun mit der Unterstützung des Fachpersonals eine eigene Wohnung. Sie wünscht sich in fünf Jahren ein kleines Haus, vielleicht an der Grenze, wo es nicht so teuer ist:

"An fënnef Joer wäert ech sécher net (méi) hei wunnen, awer och net an engem Haus. Nee ech well gären en Appartement, a 5 Joer wäert ech dat hunn, en Appartement, oder ee klengt Haus mat zwou Schlofkummeren, an Däitschland. Nee net Däitschland, op der Grenz, do ass et bëlleg." (Lena, 19 Jahre, 87:27)

So wie im Falle von Lena entwickelt sich nach einer bestimmten Zeit in der betreuten Wohnsituation bei den meisten Betroffenen der Wunsch nach Eigenständigkeit. Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen haben dann die Zeit idealerweise dazu genutzt, ihre Probleme zu lösen und sich einen Startpunkt zu erarbeiten, von dem aus sie ein eigenständiges Leben in einer eigenen Wohnung beginnen können. Aus den Interviewdaten geht hervor, dass die hierzu befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen sich wünschen, die Zeit in der betreuten Wohnsituation mit persönlichen Lernerfolgen und der persönlichen Weiterentwicklung zu beenden. Mit zunehmendem Alter steigt der Wunsch, das Wohnangebot zu verlassen und in eine andere Wohnform zu ziehen, mehr Freiheiten zu genießen und eigene Entscheidungen treffen zu können. Ob dies gelingt, hängt von den persönlichen Lernprozessen ab, allerdings auch und insbesondere davon, ob die Jugendlichen und jungen Erwachsenen eine für sie adäquate Arbeitsstelle finden und nicht in alte Problemschemata zurückfallen.

5.3 BEWÄLTIGUNGSSTRATEGIFN BEIM ÜBERGANG IN FIGENSTÄNDIGES WOHNEN

Unabhängig von den Einstellungen, Motivationen oder Plänen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen stellt der Auszug aus dem Elternhaus etwas Ungewohntes und Neues dar. Nach Höblich und Meuth (2013) ist es der Zeitpunkt, an dem Jugendliche mit neuen Herausforderungen konfrontiert werden, die insbesondere auf der Ebene der emotionalen und sozialen Beziehungen, aber auch auf der Ebene der selbstverantwortlichen Alltagsgestaltung angesiedelt sind. So erleben Jugendliche und junge Erwachsene auf der einen Seite erstmals das Gefühl, weitgehend ungebunden und frei zu sein, müssen auf der anderen Seite jedoch eigene Entscheidungen treffen, das eigene Budget verwalten und den eigenen Haushalt führen. Mit Blick auf die Preisentwicklungen auf dem Wohnungsmarkt und die Steigerung von Wohnnebenkosten sind dies verantwortungsvolle Bereiche. Die neuen Herausforderungen des eigenständigen Wohnens anzunehmen und daraus zu lernen, bezeichnet Orlowski (2002, S.338) als "Wohnen lernen". Wie nachfolgend gezeigt wird, wenden die befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen zur Bewältigung des Wohnübergangs unterschiedliche Strategien an, die zum einen von ihren persönlichen Kompetenzen, Einstellungen und Werten getragen werden, zum anderen aber auch von den ihnen zur Verfügung stehenden sozialen und materiellen Ressourcen abhängen.

5.3.1 Mieten, kaufen und die Suche nach alternativen Wohnformen

Die Mehrheit der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen hat das Ziel, früher oder später Wohneigentum zu besitzen. Die derzeitige Situation des luxemburgischen Wohnungsmarktes bringt dabei besondere Herausforderungen mit sich. Jugendliche und junge Erwachsene müssen sich mit einem für sie neuen und zudem komplexen Thema auseinandersetzen, das von ihnen sowohl Kenntnisse über die Preisentwicklungen auf dem Wohnungsmarkt, die Kreditvergabeverfahren der Banken wie auch die rechtlichen Verpflichtungen abverlangt, die eine eigenständige Wohnsituation mit sich bringt.

Besonders die hohen Preise auf dem luxemburgischen Wohnungsmarkt verlangen den Befragten kreative Ideen ab, mit welchen Mitteln und Strategien sie zu Handlungsspielräumen bei der Gestaltung des Wohnübergangs gelangen können. Während ein geringer Teil der Befragten der Problematik der hohen Wohnpreise eher resignativ gegenübersteht und sich selbst nur geringe Chancen einräumt, je das Ziel einer eigenen Wohnung zu erreichen, nimmt der Großteil der Befragten hierzu eine optimistischere Grundhaltung ein.

Eine in den Daten häufig sichtbare Strategie, den Wohnübergang zu gestalten, besteht in der kurzoder mittelfristigen Anmietung einer kleineren Wohnung. Ein Beispiel hierfür ist Françoise (30 Jahre): Sie und ihr Lebenspartner haben zunächst zur Miete gewohnt und sich danach ein Haus gekauft.

"Mir wollte lounen, well mir wollten net eppes kafe wat mer no e puer Joer verkafen. Mir hunn mol gemengt dat géing sech manner rentéiere quitt dass déi meescht Leit et zwar anescht maachen, déi meescht kafen een Appartement an da kafen si réischt méi spéit een Haus, mee dat wollte mer net." (Françoise, 30 Jahre, 18:28)

Die Mietwohnung wird häufig als eine erste Möglichkeit genutzt, sich vom Elternhaus zu lösen und eigene Wohnerfahrungen zu sammeln, ohne dass hierfür ein hoher Betrag an Eigenkapital investiert werden muss. Aus dieser Mietwohnung beabsichtigen die Jugendlichen und jungen Erwachsenen früher oder später wieder auszuziehen. Das Mietwohnverhältnis dient in diesen Fällen meist dazu, den späteren Zugang zu einer Eigentumswohnung oder einem Haus vorzubereiten, oder einem Mangel an Raum, etwa nach der Geburt eines Kindes, entgegenzuwirken, ohne sich finanziell zu hoch zu belasten.

Andere Jugendliche und junge Erwachsene stellen eher die persönlichen Bedürfnisse und Wünsche an die Wohnumgebung vor die Frage der Finanzierbarkeit einer Wohnung. So ziehen sie beispielsweise aufgrund des hohen Freizeitwertes, aber auch aus ganz praktischen Gründen in die Stadt und mieten dort lieber eine teurere Wohnung, als eine Wohnimmobilie im etwas günstigeren ländlichen Umland zu erwerben. Der Wunsch nach einer eigenen Immobilie wird jedoch auch bei diesen Jugendlichen und jungen Erwachsenen nicht immer ganz aufgegeben. In einigen Fällen wird der Plan einer eigenen Immobilie lediglich auf unbestimmte Zeit in die Zukunft geschoben, um vorher flexibel und offen für andere Erfahrungen zu bleiben.

Marco, 29 Jahre, wohnt seit kurzem in einer Mietwohnung in der Stadt. Hierfür führt er zwei Gründe an: zum einen die größere Flexibilität eines Mietobjekts, da er und seine Frau in Erwägung ziehen, später im Ausland zu arbeiten und daher noch nicht wissen, ob sie langfristig in Luxemburg bleiben werden. Zum anderen nennt er die höhere Mobilität in der Stadt, da seine Frau keinen Führerschein hat und sie in der Stadt einfacher mit dem Bus zur Arbeit kommt.

ERFAHRUNGEN, MOTIVE UND HERAUSFORDERUNGEN JUGENDLICHER BEI DER BEWÄLTIGUNG PRIVATER ÜBERGÄNGE

"Ech hunn een Appartement an der Stad gesicht, well meng Fra kee Führerschäin huet, an och net drängt en ze maachen (laacht) (...). Voilà, dat war eng Entscheedung, déi mir gemaach hunn. Bezuelen dofir ee bëssi méi, mee mir hunn de Komfort." (Marco, 29 Jahre, 40:32, 40:33)

Andersherum gibt es eine Reihe von Jugendlichen, die das Mieten einer Wohnung aufgrund der hohen Mietkosten nicht als Alternative zum Erwerb von Wohnraum betrachten, auch wenn dieser ebenfalls hohe Kosten verursacht. Vielmehr wird der Erwerb einer Immobilie auch als Investition in die Zukunft betrachtet, die im Vergleich zu einer Mietwohnung langfristig rentabler erscheint. Die aktuell niedrigen Finanzierungsraten für Immobilienkredite verstärken dieses Argument.

Jene Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die die Eigentumswohnung als eine langfristige Sicherheit und Investition betrachten, geben häufig das Sparen als eine Strategie an, mit der sie den Übergang in eine eigene Wohnung bewältigen und sicherstellen möchten. Das Sparverhalten wird von den Befragten häufig als ein Wert beschrieben, den man bereits im Elternhaus übernommen und nun bewusst weitergeführt hat. So etwa Égide, 28 Jahre, der seit zwei Jahren erwerbstätig ist. Er hat sich eine Wohnung gekauft, die noch fertiggestellt werden muss. Er lebt noch bei seinen Eltern und nutzt diese Zeit, um möglichst viel Geld zu sparen.

"Ma ech sinn ëmmer zimlech spuersam mat menge Suen ëmgaang, lo nach ëmmer." (Égide, 28 Jahre, 17:22)

Auch unterschiedliche Kompromisslösungen werden als Strategien genannt, mit denen die befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen den Wohnübergang bewältigen möchten. Diese beziehen sich sowohl auf die zeitliche Planung und Umsetzung des Wohnübergangs als auch auf die Art des Wohnens. Während der Erwerb einer Immobilie oder der Bezug einer Mietwohnung im ersten Fall zeitlich zurückgestellt wird, um zwischenzeitlich mehr Kapital für die Finanzierung der Immobilie aufzubauen, wird im zweiten Fall bewusst nach Wohnraum gesucht, der dem eigenen Budget oder den finanziellen Möglichkeiten der Jugendlichen entspricht. Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen lösen sich dabei von den ursprünglichen Vorstellungen vom Traumhaus oder von der Traumwohnung und passen diese an die realistischen Möglichkeiten an. Das bedeutet beispielsweise, dass die letztlich erworbenen Häuser bzw. Wohnungen kleiner oder älter sind als geplant oder Renovierungsbedarf aufweisen. Richard, 29 Jahre, besitzt mit seiner Frau seit kurzer Zeit ein Haus. Er erzählt, dass das erworbene Haus nicht ihr Traumhaus sei und sie eine ganze Reihe Kompromisse eingehen mussten, um Wohneigentümer zu werden.

"Wir haben die Wohnung gekauft, weil es einfach günstiger war, die Wohnung zu kaufen als die Wohnung zu mieten, und wir mussten auch Kompromisse eingehen, was die Qualität der Wohnung angeht, die Belichtung, der Schnitt der Wohnung, das Alter der Wohnung, aber trotzdem, man muss immer einen Kompromiss eingehen." (Richard, 29 Jahre, 73:18)

Eine andere Form der Bewältigung des Wohnübergangs sehen die Befragten in der Umsetzung neuer und innovativer Wohnideen wie etwa der Gründung von Wohngemeinschaften oder Mehrgenerationenhäusern. Bei diesen Gestaltungsideen des Wohnübergangs geht es zum einen darum, der Problematik der hohen Preise für Wohnraum mit kooperativen Wohnformen zu begegnen und dadurch die Wohnkosten auf mehrere Wohnpartner zu verteilen. Zum anderen stehen hinter dieser Idee jedoch meist auch ideelle und kulturelle Vorstellungen vom Wohnen in einer Gemeinschaftsform, die auch

gegenseitige Unterstützung oder gemeinsame Aktivitäten einschließt. Pierre ist 26 Jahre alt und wohnt mit seiner Partnerin in einer Eigentumswohnung. In seiner Freizeit ist er parteipolitisch aktiv. Sein Ziel ist es, die Solidarität innerhalb der Gesellschaft in einem von ihm machbaren Rahmen zu unterstützen und hierzu konkrete Pläne umzusetzen. Dementsprechend beschreibt er seine persönliche Vorstellung einer alternativen Wohnform, die günstigeres Wohnen ermöglichen soll:

"Par contre, wat ech mir vläit a 5 Joer kéint virstellen, ass nach anescht ze wunnen. Do hunn ech scho relativ laang d'Iddi sou een Cohousing ze maache mat anere Leit wou sech manner op dat individuellt Wunnen agaangen gëtt a wou méi Gemeinschaftsraim sinn a wou méi Platze sinn fir sech ënnerteneen ze gesinn. (...) Also meng Iddi war, dass een eng Cooperative creéiert wou déi Leit déi dann do wunnen, sech Parten kafen an d'Cooperative u sech d'Gebai opriicht an duerno bezilt een dann als Privatpersoun Loyer der Cooperative (...). Sou dass een éischtens mol perséinlech kee Prêt méi mécht, (...) zweetens gëtt och souwisou méi bëlleg." (Pierre, 26 Jahre, 55:17)

Unter dem Aspekt des gemeinschaftlichen Wohnens wurden zudem gewöhnliche Wohngemeinschaften mit Freunden oder Verwandten als ein Lösungsmodell angesprochen, das man sich übergangsweise vorstellen könne. Diese Wohnform hat im Vergleich zu anderen Ländern (z.B. Deutschland), besonders aber zu anderen Universitätsstandorten, in Luxemburg keine Tradition, was sich auch im fehlenden Angebot an WG-geeigneten Wohnungen und fehlenden gesetzlichen Rahmenbedingungen äußert.

Das Mietwohnverhältnis oder die Wohngemeinschaft wird für viele der Befragten zunehmend uninteressant, wenn die finanziellen Rahmenbedingungen gesichert und stabil genug geworden sind bzw. wenn die Jugendlichen und jungen Erwachsenen ein Angebot der finanziellen Unterstützung durch die Familie erhalten. An diesem Punkt angekommen, wird mit Blick auf die Wohnungsmarktsituation häufig neu darüber beraten, ob nun der Erwerb einer Immobilie Sinn macht. So war Jean, 32 Jahre, gemeinsam mit seiner Partnerin der Ansicht, dass der Kauf einer Immobilie rentabler ist als das Mieten einer Wohnung, wenngleich sie prinzipiell lieber zur Miete wohnen würden.

"Mir géifen dat vum Prinzip hir, do wäre mir léiwer Locataire un sech, mä et ass einfach finanziell net interessant, mengen ech. Et huet wéineg Senn mettlerweil, wann ee schonn eng Zäit schafft fir dann nach weider ze lounen." (Jean, 32 Jahre, 26:27)

Der Besitzanteil von Wohneigentum ist im europäischen Vergleich in Luxemburg sehr hoch (siehe Kapitel V.3.1.1). Dies zeigt sich auch mit Blick auf die vorliegende qualitative Studie, in der der Erwerb einer Wohnimmobilie häufig als eine Bewältigungsstrategie im Wohnübergang junger Erwachsener thematisiert wurde. Nicht selten wünschen sich die Jugendlichen und jungen Erwachsenen ein ähnliches Wohnmodell wie das ihrer Eltern. Exemplarisch kann hier Rita, 23 Jahre, angeführt werden, die sich für später ein Haus mit Garten wünscht, so wie sie es von ihren Eltern kennt.

"An ausserdeem wéisst ech elo och net firwat ech elo sollt sou vill Geld fir eng Wunneng ausgi wann ech awer mir virstellen, dass ech an 10 bis 15 Joer een Haus hunn, da wëll ech awer doran investéieren (…) Jo sou wéi doheem. Just e bëssen anescht mä am Fong dee Genre (wéi meng Elteren), Haus mat Gaart. Sou stellen ech mir dat vir." (Rita, 23 Jahre, 57:18)

Diejenigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die den Erwerb einer Immobilie abgeschlossen haben, beschreiben im Rahmen der Interviews, dass sie sich nun "angekommen" fühlen. Meist sind dies junge Erwachsene jenseits der 25 Jahre. Ein zentrales Merkmal dieser Personengruppe ist die berufliche und finanzielle Stabilität, d.h. sie befinden sich häufig in langfristigen Arbeitsverhältnissen. Es wurde zudem bereits darauf hingewiesen, dass die meisten von ihnen nicht zum ersten Mal eigenständig leben, sondern bereits mehrere Wohnstationen durchlaufen haben. Neben dem Wohnen in einer Mietwohnung gehört hierzu auch der Zusammenzug eines Paares und hierfür die Auflösung einer oder zweier Wohnungen, wie dies etwa bei Claudine, 34 Jahre, der Fall war:

"Also mir hunn ëmmer geswitcht tëschent sengem Appartement a mengem Appartement. Also d'Appartement war säint an ech hu gelount an dunn wéi mir d'Haus gebaut hunn, dat Joer koum hien am Fong ganz bei mech wéi en säin Appartement verkaf huet, an dunn si mer heihinner wunne komm." (Claudine, 34 Jahre, 102:47)

5.3.2 Die Bedeutung familialer Unterstützung für die Bewältigung des Übergangs in eigenständiges Wohnen

Um die hohen Kosten für eine Wohnung auf dem luxemburgischen Wohnungsmarkt aufbringen zu können, spielt die direkte und indirekte finanzielle Unterstützung der Eltern eine wichtige Rolle. Eine Vielzahl von Jugendlichen und jungen Erwachsenen berichtet, dass ihre Eltern oder Großeltern sie beim Kauf einer Wohnung oder eines Hauses durch finanzielle Mittel unterstützt haben. In einigen Fällen wird auch berichtet, dass die Eltern oder Großeltern bereits frühzeitig damit begonnen haben, Geld für ihre Kinder bzw. Enkel zu sparen oder zur Verfügung zu stellen, das für eine spätere Immobilie genutzt werden sollte. Weitere Formen der elterlichen Unterstützung, die in den Interviews genannt werden, sind der frühzeitige Kauf einer Immobilie durch die Eltern, die bis zum Einzug des Jugendlichen noch vermietet wird, oder die Möglichkeit eines Anbaus an das elterliche Wohnhaus.

Neben der direkten finanziellen Unterstützung ist eine etwa ebenso hohe Anzahl von Eltern und Großeltern bereit, ihren Kindern bzw. Enkelkindern durch eine Bankbürgschaft eine indirekte finanzielle Unterstützung zu geben. Durch das Einrichten einer Hypothek auf das elterliche Wohnhaus können so die Konditionen der Banken bei der Kreditvergabe erreicht werden. Davon berichten beispielsweise Nuno, 31 Jahre, und Natalie, 25 Jahre:

"Bon, et war awer elo net onbedéngt komplizéiert, si hunn misse mat ënnerschreiwen. Soss war awer kee grousse Problem." (Nuno, 31 Jahre, 50:22)

"Meng Mamm huet just mat ënnerschriwwen. Also et ass eng Hypothéik op d'Haus gemaach ginn well ech net genuch op der Säit hat dee Moment. Dat ass awer dat eenzegt. De Recht finanzéieren ech alles selwer." (Natalie, 25 Jahre, 48:17)

Mit dem Auszug aus dem Elternhaus geht in der Regel auch die soziale Ablösung von der Familie einher. Neben der räumlichen Trennung führt der Auszug nicht selten zu einer Veränderung der Eltern-Kind-Beziehung, die darin begründet ist, dass sich die Rollen- und Verantwortungsbereiche von Eltern und Kindern verschieben. Hinzu kommt, dass durch den Auszug auch die sonst vorhandene alltägliche Unterstützung durch die Familie teilweise wegfällt und nach dem Auszug nicht mehr ad hoc verfügbar

ist. Diese Veränderung der Beziehungen zwischen Eltern und Jugendlichen stellt eine weitere Herausforderung für beide Seiten dar.

Dadurch, dass das übliche Zusammenleben im Elternhaus aufgelöst wird und eine räumliche Distanz zwischen den Eltern und den Jugendlichen entsteht, wird es notwendig, eine neue Form der Kommunikation und des familiären Lebens zu finden. Im Rahmen der Interviews wird in diesem Zusammenhang darüber berichtet, dass die Trennung von den Eltern anfangs schwer gefallen sei und man das gewohnte Umfeld und das Zusammenleben in der Familie in den ersten Wochen nach dem Auszug vermisst habe. Für Eva, 25 Jahre, ist der familiäre Zusammenhalt sehr wichtig. Sie ist nach ihrem Studium in eine Eigentumswohnung gezogen, die von den Eltern finanziert wurde und die sich in unmittelbarer Nähe zu ihrem Elternhaus befindet. So oft sie kann, ist sie auch heute noch mit ihrer Familie zusammen.

"Den Iwwergang war net esou einfach. Bei der Mamm huet een alles kritt, op ee mol muss ech alles selwer maachen, op ee mol muss ech selwer kachen." (Eva, 25 Jahre, 233:239)

Der Großteil der Befragten gibt an, weiterhin mit der Familie in einem guten und regelmäßigen Kontakt zu stehen und den Austausch über alltägliche Dinge des Lebens auch über den Auszug aus dem Elternhaus hinaus aufrechterhalten zu haben. Besonders häufig berichten die weiblichen Befragten von guten Kontakten zu ihren Eltern. In diesem Zusammenhang werden auch Fälle sichtbar, in denen die räumliche Distanz zu einer Verbesserung der Beziehung zwischen Eltern und Jugendlichen geführt hat, weil sich Spannungen im Alltagsleben durch die Trennung lösen konnten. Durch den Auszug aus dem Elternhaus wird es für die Eltern meist leichter, sich von ihrer ursprünglichen erziehenden Rolle zu lösen und die Autonomie ihrer Kinder anzuerkennen. So entsteht die Chance sowohl für die Eltern als auch für die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, sich auf einem neuen Beziehungsniveau zu begegnen.

Leonard ist 24 Jahre alt und wohnt alleine zur Miete. Zu seiner Mutter und seiner Großmutter hat er ein sehr gutes Verhältnis. Seitdem er ausgezogen ist, bestehen feste Termine, an denen sie sich treffen. Auch wenn er sich nicht vorstellen kann, jemals wieder in sein Elternhaus zurückzuziehen, weiß er, dass er auf die Hilfe und Unterstützung seiner Familie stets zurückgreifen kann.

"Jo, ech mengen, dass d'Famill eppes ass wat dir trotzdem Halt gëtt, wou's du eng Sécherheet hues. Wéi gesot, et wier fir mech net wierklech eng Optioun, fir zréck bäi meng Mamm wunnen ze goen. Ech weess, dass déi Dier awer ëmmer opsteet, dat heescht wann ech wierklech eng Kéier e Problem hätt, sief et finanzieller Natur, sief et, egal perséinlech, an der Léift, dass ech eng Famill hunn." (Leonard, 24 Jahre, 88:34)

Bezogen auf die Übernahme von Verantwortung und den zumindest partiellen Verlust an familiärer Unterstützung und Hilfe zeigt sich, dass nun besonders organisatorische und rechtliche Fragen, die zuvor über die Position als Haushaltsmitglied geregelt waren, selbstverantwortlich gestaltet werden müssen. Aus den Interviews geht diesbezüglich hervor, dass Jugendliche und junge Erwachsene diese Herausforderungen zwar annehmen, bei Fragen aber dennoch zusätzlich weiterhin die Eltern oder andere Familienmitglieder um Rat und Unterstützung bitten. Auch hieran wird der Fortbestand der familiären Bindungen über den Auszug hinaus erkennbar. Viele Jugendliche und junge Erwachsene berichten davon, dass ihre Eltern sie bei der Suche nach einer geeigneten Immobilie, bei der Klärung der finanziellen und rechtlichen Bedingungen und konkret beim Einzug in die neue Wohnung unterstützt haben. Sophia berichtet davon, dass sie diese Hilfe heute, mit 30 Jahren, viel mehr zu schätzen weiß als früher:

"Haut weess ech et nach méi ze schätzen, well et einfach... jo well een awer gutt, wéi soll ech dat soen, well een awer oft a gären op si zréck gräift. An well een d'Ënnerstëtzung och ëmmer rëm kritt an et wierklech ze schätze weess, mëttlerweil, wéi wichteg dat ass. Wann een d'Ënnerstëtzung ëmmer huet, sou am Moment." (Sophia, 30 Jahre, 62:15)

In einigen Interviews wird auch die Herausforderung des wirtschaftlichen Haushaltens angesichts erhöhter Ausgaben thematisiert. Hierbei wird insbesondere über den Lernprozess im Umgang mit der Verwaltung eines eigenen finanziellen Budgets berichtet.

"Mee jo, selwer akafen an da selwer natierlech och d'Sue geréieren, dat war och immens schwéier. Ech hunn ugefaangen ze kucken, hmm brauch ech dat oder net, brauch ech deen T-Shirt oder net? Virdru war d'Mamm do. Mee dat fannen ech awer... ech hunn immens schnell och geléiert." (Eva, 25 Jahre, 233:239)

5.4 SICHTWEISEN JUGENDLICHER AUF PARTNERSCHAFT UND ELTERNSCHAFT

Übergänge werden ganz allgemein als Veränderung von Zuständen im Lebenslauf beschrieben (Walther, 2014). Im Hinblick auf die privaten Übergänge sind mit diesen Veränderungen insbesondere das Eingehen erster Paarbeziehungen, das erste gemeinsame Wohnen mit einem Partner, die Eheschließung sowie der Übergang in die Elternschaft gemeint (Hof, 2014). Im Rahmen der vorliegenden Studie wurden die Jugendlichen und jungen Erwachsenen nach ihrer persönlichen Lebenssituation und ihrem Beziehungsstatus befragt. Die Ergebnisse zeigen ein heterogenes Bild unterschiedlicher privater Lebensformen, das vom Singleleben über das Leben in einer nichtehelichen Paarbeziehung bis hin zum Zusammenleben mit Ehepartner und Kindern reicht. Die Statuswechsel lassen sich dabei insbesondere an die Altersstruktur der Befragten anknüpfen, jedoch auch an ihre berufliche und finanzielle Ausgangslage. Um einen ersten Überblick über den jeweiligen Beziehungsstatus der Befragten zum Interviewzeitpunkt zu geben, werden die Angaben der Befragten hierzu nachfolgend systematisiert und zusammengefasst.

Rund die Hälfte der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen lebt zum Zeitpunkt der Befragung nicht in einer Paarbeziehung. Besonders die Jüngeren unter ihnen geben an, dass sie noch zu Hause bei den Eltern wohnen und noch zur Schule gehen; eine feste Partnerschaft spielt in dieser Lebenssituation meist noch keine Rolle. Daneben berichten auch Ältere, dass sie noch nicht oder nicht mehr in einer festen Beziehung seien.

Etwa ein Viertel der Befragten ist zum Zeitpunkt der Befragung in einer Paarbeziehung, ohne aber mit dem Partner oder der Partnerin zusammenzuleben. Diese Jugendlichen und jungen Erwachsenen gehen häufig noch zur Schule, befinden sich in der Ausbildung oder absolvieren ein Studium. Einige derer, die ein Auslandsstudium absolvieren, berichten darüber, in einer Wochenend- oder Fernbeziehung zu leben und den Partner oder die Partnerin lediglich in regelmäßigen Zeitabständen zu sehen.

Ein weiteres Viertel befindet sich in einer festen Partnerschaft und wohnt mit dem Partner bzw. der Partnerin in einem gemeinsamen Haushalt. Dabei handelt es sich meist um junge Erwachsene, die bereits über ein festes Einkommen verfügen. Die Mehrzahl von ihnen lebt in einer nichtehelichen Lebensgemeinschaft (NEL) zusammen, Verheiratete sind seltener vertreten. Personen, die sich mit ihrem Partner oder ihrer Partnerin pacsen lassen haben, sowie alleinerziehende Eltern sind in der Stichprobe nicht vertreten.

Im Folgenden wird näher darauf eingegangen, welche Bedeutung und welchen Sinn die Befragten ganz allgemein der Partnerschaft in ihrem Leben beimessen und welche Erfahrungen sie bislang mit Paarbeziehungen gemacht haben.

5.4.1 Erfahrungen mit Paarbeziehungen

Die Erzählungen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen machen deutlich, dass die Partnerschaft und Beziehung zu einem anderen Menschen als wichtig und erstrebenswert betrachtet werden. Befragt nach ihren Zukunftsvorstellungen äußert die überwiegende Mehrheit den generellen Wunsch nach einer festen Partnerschaft und auch einer eigenen Familie. Das klassische Familienmodell hat demnach bei ihnen eine hohe Akzeptanz. Dies zeigt sich umgekehrt auch daran, dass keiner der Befragten sich explizit von der Idee abwendet, einmal in einer Paarbeziehung leben zu wollen.

Ein Teil der Jugendlichen möchte sich mit einer festen Paarbeziehung jedoch noch etwas Zeit lassen. Diese Jugendlichen ziehen es häufig vor, ihre Zeit in die Schul- und Berufsausbildung zu investieren oder einem Engagement oder einer Freizeitbeschäftigung nachzugehen. Auch der eher ideelle Wunsch, die Jugendzeit frei und ohne Einschränkungen durch einen möglichen Partner erleben zu wollen, spielt für die Präferenz des Singlelebens eine Rolle, wie in der folgenden Äußerung von Danielle, einer 24-jährigen Studentin, deutlich wird:

"A mäin Ziel fir lo ass et kënne meng Jugend nach auszeliewen ouni Famill ze hunn, ouni Partner ze hunn, ouni iergendwou fest ze hänken, dass ech kann op den Terrain goen, dass ech ka reesen a meng Erfarunge maachen." (Danielle, 24 Jahre, 103:25)

Ein anderer Teil der Jugendlichen äußert hingegen schon früh den Wunsch nach einer festen Paarbeziehung. Dieser ist häufig mit dem Bedürfnis nach wachsender Autonomie und der Ablösung von den Eltern verbunden. Das Eingehen einer festen Beziehung und der Auszug aus dem Elternhaus können in diesem Sinne als zwei miteinander verbundene Schritte betrachtet werden. Dies ist zum einen aus einer konkreten lebenspraktischen Hinsicht der Fall, weil es einigen Jugendlichen alleine noch nicht möglich wäre, eine eigene Wohnung zu finanzieren. Zum anderen stellen sich die Befragten unter einer erfolgreichen Beziehung eine Verbindung vor, die das Umsetzen bestimmter Lebenspläne ermöglicht und ein Vertrauensverhältnis zu einer anderen Person als den Eltern entstehen lässt. Die Beziehung wird in diesem Sinne als der "Startpunkt" ins Erwachsenenleben begriffen. So deutet ein Teil der Befragten an, sich erst mit Beginn einer gefestigten Paarbeziehung vorstellen zu können, in einem eigenen Haushalt zu wohnen und diesen eigenverantwortlich zu führen. Alessandro, 19 Jahre, sagt dazu:

"Léiwer waarden ech, (...) vläit bis dass ech eng Frëndin hunn, vläit och selwer schafft an do kéinte mir eis en Appartement hei a Lëtzebuerg leeschten zu zwee. Vläit eng Famill grënnen hei an do, mee dat ass wéi gesot, dat ass eent nom aneren am Moment." (Alessandro, 19 Jahre, 92:50)

Die Daten zeigen aber auch, dass einer noch jungen Paarbeziehung häufig bewusst ein gewisser Raum gelassen wird, sich zu entwickeln. Häufig wurden noch keine konkreten und langfristigen Ziele mit dem Partner oder der Partnerin definiert und die Paarbeziehung wird eher als lose Verbindung beschrieben. So erzählt Lara, 22 Jahre, von ihrer neuen Partnerschaft wie folgt:

ERFAHRUNGEN, MOTIVE UND HERAUSFORDERUNGEN JUGENDLICHER BEI DER BEWÄLTIGUNG PRIVATER ÜBERGÄNGE

"Jo also déi Partnerschaft ass nach ganz frësch. Also ech war awer virdrunner och an enger méi laanger Partnerschaft mä déi Partnerschaft déi ech elo hunn ass nach ganz frësch an do denken ech och nach net un Bestueden a Kanner kréien." (Lara, 22 Jahre, 86:32)

Zudem nimmt die Beziehung in diesen Fällen häufig noch keine zentrale Bedeutung in der zeitlichen Gestaltung des Alltags ein. Viel eher wird versucht, sie neben beruflichen Aktivitäten und Freizeitaktivitäten in die bestehenden Zeitplanungen zu integrieren. Hierzu das Beispiel von Leonard, 24 Jahre:

"Also ech hunn momentan e Frënd, dat heescht mir gesinn eis Owes, wann ech Zäit hunn. Mir gesinn eis elo net all Dag, mee zwee, dräi Mol d'Woch gesi mir eis." (Leonard, 24 Jahre, 88:31)

Dabei ist auch das Zusammenwohnen meist noch kein Thema. Nur gelegentlich geht aus den Daten hervor, dass junge Paare bereits nach kurzer Zeit eine gemeinsame Wohnung beziehen bzw. ein Partner zum anderen zieht. In einigen Fällen haben sich Paare in der Schulzeit kennengelernt und sich danach räumlich für ein Studium im Ausland getrennt. Diese Paare berichten davon, sich am Ende des Studiums besonders darauf zu freuen, nun zurückzukehren und eine gemeinsame Wohnung zu beziehen. Dabei wird deutlich, dass die meisten der Befragten, die im Ausland studieren oder studiert haben, nach Luxemburg zurückkehren, um sich dort beruflich wie privat niederzulassen.

Jean, ein 32 Jahre alter Angestellter, hat kürzlich gemeinsam mit seiner Partnerin ein Haus gekauft. Er erzählt von der Entscheidung, nach dem Studium in Deutschland nach Luxemburg zurückzukehren. Besonders, weil sich beide sicher waren, dass eine längere räumliche Trennung für die Beziehung problematisch werden könnte, haben er und seine Partnerin sich das Ende der Trennung gewünscht.

"Meng Frëndin huet och an Däitschland studéiert, (…) an dann sou weit ewech dat heescht mir wollten dann awer no sechs Joer, wollte mir eng Kéier… dat ass och geféierlech ginn…" (Jean, 32 Jahre, 23:12)

Paare, die bereits zusammenwohnen, schildern ihre Erfahrungen damit ebenfalls überwiegend positiv. In der Regel kannte man sich bereits eine Zeit lang, bevor die Entscheidung gereift ist, eine gemeinsame Wohnung zu suchen. Berichtet wird auch davon, dass man zunächst auf eine entsprechende Gelegenheit gewartet habe, um z. B. aus zwei getrennten Wohnsituationen in eine gemeinsame Wohnung umzuziehen. Paulina, die heute 31 Jahre alt ist, erzählt, dass sie nach zwei Jahren Partnerschaft vor zehn Jahren mit ihrem Freund zusammengezogen ist.

"Ech hunn bei mengen Eltere gewunnt. Bon, ech hat eben 2003 mäi Frënd kennegeléiert an 2005 ass säin Appartement fäerdeg ginn, do si mer do bei hie wunne gaangen." (Paulina, 31 Jahre, 71:10)

Diejenigen Befragten, die bereits längere Zeit in einer Paarbeziehung leben, schildern häufig ihre gemeinsamen Lebenspläne. Dabei geht es meist um das gemeinsame Wohnen – in vielen Fällen steht die (mehr oder weniger konkrete) Frage nach einer Immobilie im Raum – oder die Festlegung des langfristigen Lebensmittelpunkts. Die Daten deuten darauf hin, dass die Partnerschaft den Jugendlichen und jungen Erwachsenen einen gewissen Orientierungsrahmen gibt, der ihnen Entwicklungsschritte ermöglicht und ihnen hilft, ihre Pläne umzusetzen. Sam, ein 25-jähriger Student, blickt im Interview auf die anstehenden nächsten Schritte nach Beendigung des Studiums:

"Meine Freundin wird auch im September zurück sein. Sie hat schon eine definitive Stelle als Lehrer an einer Schule hier in Luxemburg, (…) der Plan ist, dass wir vielleicht Ende dieses Jahres oder im Laufe des Jahres 2015 dann zusammenziehen." (Sam, 25 Jahre, 59:22)

Besonders von jungen Frauen werden erste Überlegungen bezüglich der Familienplanung angestellt. Als ein Beispiel kann hier Amélie, 22 Jahre alt, genannt werden. Sie lebt bereits seit mehreren Jahren mit ihrem älteren Partner zusammen und arbeitet als Krankenschwester in Schichtarbeit. Obwohl sie noch recht jung ist, hat sie bereits relativ konkrete Vorstellungen davon, wie sie eine spätere Vereinbarkeit von Familie und Beruf erreichen möchte.

"Wat ech gutt fannen ass (…), bei eis op der Aarbecht déi Kanner kréien, dass déi dierfe 75 % schaffen an dat ass matt Schichte guer kee Problem an dat mécht mir am Fong e gutt Gefill fir Zukunft wann ech mech géing fir eng Famill entscheeden oder sou." (Amélie, 22 Jahre, 93:29)

Insgesamt deuten die Daten darauf hin, dass die Unterstützung durch die Eltern zumindest teilweise durch eine feste Beziehung abgelöst wird. Dies lässt sich aus der Tatsache schließen, dass diejenigen, die in einer festen Partnerschaft leben, bei der Beschreibung von Erfahrungen mit unterschiedlichen Übergangsthemen ihren Partner oder ihre Partnerin häufig miteinbeziehen. Es wird in solchen Fällen häufig von einem "Wir" gesprochen und die konkrete Unterstützung des Partners sowie die Bedeutung der Paarbeziehung für die eigene Lebenszufriedenheit wird hervorgehoben. Eine feste Beziehung wird dabei auch als eine Verantwortungsgemeinschaft verstanden, d.h. es werden autonome Entscheidungen innerhalb dieses Zusammenschlusses getroffen und man grenzt sich als Paar bewusst nach außen hin ab.

Emil ist 30 Jahre alt, verheiratet und hat mit seiner Ehefrau gerade ein Haus gekauft, das in den kommenden Wochen bezogen wird. Er plant, demnächst eine Familie zu gründen. Emil berichtet, dass er zu seinen Eltern ein gutes Verhältnis hat und dass er sie in vielen Dingen um ihre Meinung bittet. Wichtiger ist ihm jedoch, dass er mit seiner Ehefrau in den zentralen Dingen des Lebens eine gemeinsame Linie hat und alle Entscheidungen mit ihr abgestimmt sind. Er beschreibt seine Beziehung in diesem Sinne als eine Einheit.

"Dat sinn Entscheedungen déi mir an der Koppel fir eis zesummen huelen, well et ass eist Liewen, an et ass net deenen anere Leit hiert. Natierlech deele mer des Entscheedungen eisen Elteren och emmer mat, respektiv der Famill an de Kollegen. Natierlech ginn déi och hir Meenung of dozou, mä am Prinzip ass et dass mir dat fir eis maachen, well mir dat gär esou wellen." (Emil, 30 Jahre, 105:51)

5.4.2 Vorstellungen von der eigenen Familie und erste Erfahrungen mit Elternschaft

Die zunehmende Individualisierung und die Entgrenzung familiärer Strukturen verändern auch Lebenslaufereignisse wie die erste Elternschaft bzw. verschieben diese zeitlich nach hinten. Dies wurde bereits im vorangegangenen Kapitel V. 4.2 zur sekundärdatenanalytischen Untersuchung deutlich gemacht. Im Rahmen der vorliegenden qualitativen Studie zeigt sich dieses Phänomen in der Form, dass die Themen Familie und Elternschaft besonders bei den Unter-25-Jährigen noch wenig Raum einnehmen. Erst die älteren Befragten setzen sich mit dem Thema auseinander. Die Frage nach dem eigenen Kinderwunsch wurde von vielen damit beantwortet, dass man sich Kinder und Familie wünscht, doch erst einmal

ERFAHRUNGEN, MOTIVE UND HERAUSFORDERUNGEN JUGENDLICHER BEI DER BEWÄLTIGUNG PRIVATER ÜBERGÄNGE

möglichst optimale Rahmenbedingungen dafür herstellen möchte. Hiermit sind insbesondere eine relativ sichere Arbeitsstelle und der entsprechende Wohnraum sowie generell gute Lebensbedingungen gemeint.

Am Beispiel von Nuno, 31 Jahre, wird diese Haltung deutlich. Für ihn ist es wichtig, eine gewisse Ordnung im privaten Übergang einzuhalten.

"Et denkt ee vläit éischter och eng Famill ze grënnen... Bon dat ass elo bei mir nach net de Fall, ech sinn nach net sou wäit. (...) Ech hunn schonn en Appartement a mir hunn och elo een Terrain kaf mat menger Frëndin zesummen an am Moment, soe mer mol esou, fir elo nach Kanner ze kréien, wann dat elo géing geschéien, bon dann ass et esou. Wann ech mech awer elo kann decidéieren, soen ech mer, bon et ass vläit awer nach am Moment esou eng Phase wou ech awer nach géing léiwer ofwaarde bis dass mer alles hunn, bis dass mer wierklech perfekt Konditiounen hunn fir dann och kënnen e Kand ze hunn." (Nuno, 31 Jahre, 50:23)

Auch der 24-jährige Max, der zum Zeitpunkt des Interviews in einer betreuten Wohnstruktur wohnt, ist sich sicher, dass er vor einer Elternschaft zunächst noch andere Ziele erreichen möchte.

"Esou Famill grënnen oder esou dat ass nach wäit entfernt. Jo. D'éischt kucken ech mol dat ech do mol meng Zieler erreecht kréien, an dono dat anert dann." (Max, 24 Jahre, 110:40)

Deutlich wird, dass der Wunsch, in der näheren oder ferneren Zukunft eine eigene Familie zu gründen, bei vielen Jugendlichen vorhanden ist und als etwas grundlegend Positives betrachtet wird. Linda, 22 Jahre alt und seit sieben Jahren in einer festen Partnerschaft, unterstreicht dies:

"Dat ass … also … jo, an d'Famill ass mir ganz grouss wichteg. Ebe well ech och eng Famill well grënnen. Also, Famill ass ganz wichteg bei mir, grouss, grouss uewen." (Linda, 22 Jahre, 90:23)

Auch und besonders der Übergang in die Elternschaft bringt für Jugendliche und junge Erwachsene ganz neue Herausforderungen mit sich. Er wird aus der Sicht der Befragten als ein Lebenseinschnitt betrachtet, der mehr noch als der Auszug aus dem Elternhaus oder der Einstieg ins Erwerbsleben das Bewusstsein verleiht, erwachsen zu sein (du Bois-Reymond, 2013).

So stellt die Entscheidung für die Elternschaft in den meisten Fällen einen Schritt im Lebenslauf dar, der innerhalb einer Paarbeziehung gemeinschaftlich geplant und vorbereitet wird. Er beinhaltet die Notwendigkeit, die subjektiven Wünsche und die objektiven Rahmenbedingungen, wie z.B. Berufschancen und finanzielle Absicherung, miteinander in Einklang zu bringen. Du Bois-Reymond (2013) spricht in diesem Zusammenhang von der Planung und Umsetzung des "Projektes Kind", bei dem insbesondere die Finanzierbarkeit einer Familie sowie die Rollenverteilung der Eltern bei der Kindererziehung die dominanten Themen sind.

Mit Blick auf den Übergang in Elternschaft fällt zunächst auf, dass hierüber im vorliegenden Sample fast ausschließlich Frauen sprechen. Die Daten weisen zudem tendenziell auf den Trend zur zeitlich verzögerten Geburt des ersten Kindes hin, denn der größte Anteil der im Rahmen dieser Studie befragten Frauen war bei der Geburt des ersten Kindes zwischen 25 und 30 Jahre alt.

Wie dominant die Herausforderung für junge Eltern ist, den Beruf mit der Versorgung der Familie zu vereinen, wird aus der Häufigkeit sichtbar, mit der das Thema angesprochen wird. So schildern die meisten der befragten Frauen, dass sie nach der Geburt eines Kindes ihre berufliche Situation verändert haben, um hierdurch eine bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu erreichen. Zu

den Veränderungen zählen insbesondere die Reduzierung der wöchentlichen Arbeitsstunden bzw. ein Wechsel der bisherigen Tätigkeit. Sichtbar wird auch, dass die Väter sich häufiger in einer sicheren beruflichen Situation befinden und zudem mehr Geld verdienen, sodass ein berufliches Kürzertreten oder eine Veränderung der beruflichen Situation des Vaters seltener in Frage kommt.

Den Müttern ist es ihren Aussagen nach wichtig, genügend Zeit mit den Kindern zu verbringen und diesen neben einer institutionellen Betreuung auch ein "normales" Alltagsleben in der Familie zu ermöglichen. Gleichwohl legen viele von ihnen Wert darauf, einer für sie zufriedenstellenden und interessanten Arbeit nachzugehen und weiterhin in den Arbeitsmarkt integriert zu sein.

Maria ist 27 Jahre alt und wohnt mit ihrem Mann und den zwei Kindern im eigenen Haus in einer luxemburgischen Stadt. Es ist ihr wichtig, Zeit für die Kinder zu haben, daher möchte sie nur halbtags arbeiten. Ihr Mann hat eine Vollzeitstelle.

"C'est pour ça exactement que je travaille à mi-temps, pour pouvoir être là le plus possible, pour qu'ils puissent faire leurs activités, surtout l'après-midi. Pour moi c'est très important qu'ils puissent faire des choses en dehors de l'école. Et comme mon conjoint travaille à temps plein et qu'il rentre extrêmement tard, et pour qu'ils puissent avoir un peu d'équilibre, j'ai préféré travailler un peu moins pour l'instant." (Maria, 27 Jahre, 41:7)

Nur in wenigen Fällen entscheiden sich die Frauen bewusst dafür, die Kinder zu Hause zu versorgen und dafür auf eine berufliche Tätigkeit zu verzichten. Diese Option, so scheint es, hat an gesellschaftlicher Anerkennung verloren und wird immer weniger als selbstverständlich betrachtet, zumal viele Familien auf zwei Einkünfte angewiesen sind. Am Beispiel von Monique, 29 Jahre, die im Interview über ihre Entscheidung spricht, ihre berufliche Tätigkeit für die Betreuung der Kinder ganz aufzugeben, zeigt sich auch, dass die Frage nach dem richtigen Betreuungsmodell neben sozialen Aspekten inbesondere finanzielle Implikationen hat, die es innerhalb der Familie auszuloten gilt.

"Da sinn do Leit déi fannen dat super, dat mir dat sou maachen an natierlech sinn aner Leit do, déi soe wéi kënnt dir iech dat leeschten dat hei een Doheem bleift, ne? Wat ech net ëmmer novollzéie kann (...), wou un sech mat enger Paie haut ze Dag ze iwwerliewe wier. Mee de Liewensstandard deen een huet, wëll ee behalen. Seet een sech schrauwen ech zréck wéinst de Kanner, mee si hunn méi vun de Kanner, dat ass eng Liewensastellung déi ass zimlech gespalt, ne?" (Monique, 29 Jahre, 111:15)

Andere Befragte weisen in diesem Zusammenhang auf die Notwendigkeit eines gut ausgebauten Angebots und finanzierbaren Zugangs zu Betreuungseinrichtungen für Kinder hin, um die Vereinbarkeit von Familie und Beruf sicher gewährleisten zu können. Auch die Flexibilisierung von Arbeitszeiten wird als wichtiges Instrument hervorgehoben, das jungen Familien ermöglicht, sich finanziell abzusichern und gleichzeitig die Kinder adäquat zu versorgen.

Neben diesen organisatorischen Veränderungen wird auch über die persönlichen Herausforderungen der Verantwortungsübernahme für ein Kind gesprochen. Hierbei werden die Entscheidungen für Erziehungsstile und persönliche Werte angesprochen, die es zwischen den Generationen zu vermitteln gilt. Die Reflexion der eigenen Kindheitserfahrungen sowie der erlebten familiären Traditionen und Werte in der Ursprungsfamilie dient den jungen Erwachsenen dazu, die eigene Elternrolle für sich persönlich zu definieren. Dies geschieht häufig in Anlehnung an positiv erlebte familiäre Orientierungsmuster und Werte, wie auch in Abgrenzung zu ihnen, etwa inwieweit man aus empfundenen "Fehlern" der Eltern für die Gestaltung der eigenen Elternrolle lernen kann.

6. Unterstützungsangebote zur Bewältigung des Wohnübergangs: Ergebnisse der quantitativen Studie

Wie die vorangegangenen Kapitel deutlich machen konnten, ist die erfolgreiche Bewältigung des Übergangs in eine eigenständige Wohnsituation von verschiedenen Faktoren abhängig. Nicht alle Jugendlichen und jungen Erwachsenen verfügen in gleichem Maße über die entsprechenden Möglichkeiten und Ressourcen, den Übergang erfolgreich zu gestalten. Aus diesem Grund bietet der luxemburgische Sozialstaat eine Vielzahl von Unterstützungsleistungen an, die bei der Bewältigung dieses Prozesses hilfreich sein können.

In diesem Kapitel geht es um die Frage, wie die Jugendlichen und jungen Erwachsenen diese Unterstützungsangebote wahrnehmen und wie sie deren Nutzen für den Übergang ins Erwachsenenleben bewerten. In einem ersten Erhebungsschritt wurde hierzu eine schriftliche Organisationsbefragung im sozialen Sektor durchgeführt. Ziel dieser Analyse war es, einen Überblick über die Unterstützungsangebote im Wohnbereich zu erhalten. Die Ergebnisse werden im Kapitel V.6.1 dargestellt. Hierauf aufbauend wurden in einem zweiten Erhebungsschritt Jugendliche und junge Erwachsene in sozialpädagogisch betreuten Wohnstrukturen unter anderem zu den Gründen ihres Aufenthaltes, zu ihren subjektiven Erfahrungen innerhalb der Wohnstruktur und dem wahrgenommenen Nutzen des Angebots befragt. Die Ergebnisse dieser Befragung werden im Kapitel V.6.2 ausführlich dargestellt.

6.1 STRUKTUR, ZIELE UND NUTZER VON UNTERSTÜTZUNGSMASSNAHMEN: ERGEBNISSE DER ORGANISATIONSBEFRAGUNG

Ziel der Organisationsbefragung war die Erfassung staatlich geförderter Unterstützungsangebote, die Jugendliche und junge Erwachsene bei der Transition in eine eigenständige Wohnsituation in Anspruch nehmen können. In deren Zuge wurden 22 Organisationen identifiziert, die zum Teil mehrere Unterstützungsleistungen für Jugendliche und junge Erwachsene anbieten.³⁸

Als Grundlage der Befragung von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in sozialpädagogisch betreuten Wohnstrukturen konzentriert sich die nachfolgende Darstellung von Zielen, Inhalten und Zielgruppen auf den Bereich der überwiegend länger andauernden Unterstützungsangebote in sozialpädagogisch betreuten Wohnstrukturen.

³⁸ Die grafische Übersicht am Ende des Kapitels V. 6.1.3 zeigt die zentralen Unterstützungsbereiche nach Zielen geordnet.

6.1.1 Ziele und Inhalte der Unterstützungsangebote

Betreute Wohnstrukturen, die unterschiedliche Formen sozialpädagogischer Betreuung oder Unterstützung anbieten, zeichnen sich insbesondere durch die folgenden Ziele aus: Sie dienen der Vorbereitung auf ein eigenständiges Leben (u. a. Aufbau von psychischer Stabilität und finanzieller Autonomie), der Förderung von psychosozialen Kompetenzen, der Ermöglichung der Wiederaufnahme und Förderung professioneller Laufbahnen oder, je nach Situation, der Reintegration in die Herkunftsfamilie. Bei den meisten Jugendlichen sollen diese Ziele durch psychosoziale Beratungsgespräche, die auf die Aufrechterhaltung der emotionalen Stabilität, die Unterstützung bei der Arbeits- und Ausbildungssuche und das Erlernen des richtigen Umgangs mit Geld (Finanzplanung, Abbau von Schulden) abzielen, sowie durch die Förderung der Alltagsbewältigung (u. a. der Haushaltsführung) erreicht werden. Nach Angaben der Organisationen verbleiben die Jugendlichen zwischen sechs Monaten und drei Jahren in den Strukturen. Während dieser Zeit soll insbesondere die eigenständige Lebensweise der Jugendlichen gefördert werden.

6.1.2 Teilnehmerstruktur

Der Blick auf die Teilnehmer der sozialpädagogisch betreuten Wohnstrukturen zeigt, dass die Angebote und Unterstützungsleistungen deutlich häufiger von jungen Frauen als von jungen Männern in Anspruch genommen werden. So überwiegt bei etwa 72% der Unterstützungsangebote der Anteil weiblicher Bewohner gegenüber männlichen Bewohnern (28%). Unterscheidet man die Teilnehmer nach dem momentanen Bildungsstand, so wird deutlich, dass jene Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit niedrigem oder mittlerem Bildungsstand oder aber mit einem technischen Sekundarabschluss (DAP, DT) die Unterstützungsangebote vergleichsweise häufiger in Anspruch nehmen als solche mit höherem Bildungsstand (Abitur, Universitäts- oder Hochschulabschluss). Hinsichtlich der Altersstruktur geben die befragten Organisationen an, dass ihre Angebote zu betreuten Wohnstrukturen für Jugendliche und junge Erwachsene sich überwiegend an Unter-27-Jährige richten.

6.1.3 Überblick über die Angebote zur Transition im Wohnbereich

Die Abbildung 48 ermöglicht einen Überblick über die Struktur der derzeit vorhandenen Unterstützungsangebote im Bereich des Wohnübergangs. Die anhand der Merkmale primäre Zielsetzung ("Information, Beratung", "Vermittlung von Fähigkeiten zum eigenständigen Wohnen" und "finanzielle Unterstützung") sowie zeitliche Dauer ("überwiegend kurz oder punktuell" und "überwiegend lang andauernd") erfolgte Kategorisierung wurde durch die Nennung exemplarischer Angebote veranschaulicht.³⁹ Zudem ist anzumerken, dass einige der identifizierten Organisationen sowohl mehrere der genannten Ziele gleichzeitig verfolgen als auch punktuelle und länger andauernde Unterstützungsleistungen anbieten und somit mehreren Kategorien zugeordnet werden könnten.

³⁹ Die Abbildung erhebt in diesem Sinne keinen Anspruch auf Vollständigkeit. AEF: Aide à l'Enfance, SLEMO: Service de logement en milieu ouvert.

V.6 UNTERSTÜTZUNGSANGEBOTE ZUR BEWÄLTIGUNG DES WOHNÜBERGANGS: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

Abbildung 48: Struktur der Angebote zur Transition im Wohnbereich

	Information, Beratung	Vermittlung von Fähigkeiten zum eigenständigen Wohnen	Finanzielle Unterstützung
überwiegend kurze oder punktuelle Angebote und Unterstützungs- leistungen	- Beratungsstellen (z.B. "Services des Aides au logement"; "Info'Logement") - Information (z.B. "Semaine Nationale du Logement", "Journée de la Jeunesse")	- Notunterkünfte (z.B. "Foyers d'urgence" u.a. "Foyer Ulysse", "Meederchershaus")	- punktuelle monetäre Unterstützungs- leistungen (z.B. Erwerbs- oder Wohnungsbauprämie)
überwiegend lang andauernde Angebote und Unterstützungs- leistungen		- betreute Wohnstrukturen (z.B. konventionierte Wohnan- gebote und Angebote des "dispositif AEF", u.a. "centre d'accueil classique", "logements avec accompagnement social"/ SLEMO)	- kontinuierliche / andauernde monetäre Unterstützungsleistungen (z.B. subventionierter Wohnraum)

In der Abbildung werden die Angebote hellblau hervorgehoben, auf die sich die schriftliche Befragung der Jugendlichen und jungen Erwachsenen hinsichtlich ihrer Erfahrungen in betreuten Wohnstrukturen bezieht. Auf diese Erfahrungen wird im Folgenden detailliert eingegangen.

6.2 ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER IN BETREUTEN WOHNSTRUKTUREN

Das folgende Kapitel befasst sich mit den Ergebnissen der schriftlichen Befragung von Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die zum Befragungszeitraum das Angebot einer sozialpädagogisch betreuten Wohnstruktur nutzten. An der Befragung⁴⁰ nahmen 100 Personen zwischen 15 und 34 Jahren teil. Das Angebot des sozialpädagogisch betreuten Wohnens lässt sich in drei Wohnformen unterteilen:

- a. Heime bzw. Foyers⁴¹
- b. Betreute Wohnstrukturen für Jugendliche ab 18 Jahren
- c. Wohnen mit Ansprechpartner (eigenständige Haushalte mit sozialpädagogischer Betreuung).

⁴⁰ Zur Eingrenzung der Stichprobe wurden der Jugendbefragung die folgende Auswahlkriterien zugrundegelegt: Das erste Kriterium bildete das Alter (Jugendliche zwischen 15 und 35 Jahren). Zweitens sollte bei den zu untersuchenden Angeboten die prioritäre Zielsetzung auf der Förderung und Entwicklung einer eigenständigen Lebensweise der Jugendlichen im Vordergrund stehen. Da eine gezielte Förderung von Selbstständigkeit mit einem gewissen Zeitaufwand einhergeht, sollten die ausgewählten Angebote den Jugendlichen und jungen Erwachsenen drittens eine kontinuierliche, wenn auch zeitlich befristete, Aufenthaltsdauer ermöglichen. Aufgrund dieser drei Kriterien fiel die Auswahl an zu untersuchenden Unterstützungsangeboten auf solche Wohnstrukturen, in deren Rahmen eine mehr oder weniger intensive sozialpädagogische Betreuung und/oder Begleitung stattfindet. Notfallunterkünfte wurden nicht in die Untersuchung aufgenommen, da diese überwiegend kurzfristige Übergangslösungen darstellen. Auch wurden therapeutische Betreuungsstrukturen nur einbezogen, wenn die primäre Zielsetzung auf der Förderung und Entwicklung einer eigenständigen Lebensweise liegt.

41 Im Folgenden wird von Foyers gesprochen.

Bei einem Foyer handelt es sich um eine staatlich geförderte Wohnstruktur für Kinder und Jugendliche bis einschließlich 18 Jahre. An das Wohnangebot ist eine intensive sozialpädagogische Betreuung gekoppelt, durch die eine individuelle Unterstützung für jeden einzelnen Jugendlichen sichergestellt werden soll. Das Wohnangebot eines Foyers wird überwiegend von Kindern und Jugendlichen zwischen 0 und 18 Jahren genutzt⁴², deren Lebenssituation häufig von familiären, beruflichen, finanziellen oder psychischen Problemen gekennzeichnet ist und für die ein Zusammenleben mit der Familie nicht mehr möglich ist oder keine Familie vorhanden ist. Aus der Stichprobe der Jugendbefragung wohnten 24 der 100 Jugendlichen zum Zeitpunkt der Befragung in einem Foyer.

Das Angebot der betreuten Wohnstruktur für Jugendliche ab 18 Jahre bietet Jugendlichen und jungen Erwachsenen neben einer Wohngelegenheit eine individuelle Unterstützungsleistung innerhalb einer sozialpädagogischen Einrichtung. Es wird in erster Linie von solchen Personen genutzt, die sich etwa aufgrund persönlicher oder finanzieller Problemlagen noch nicht dazu in der Lage sehen, in eine eigenständige Wohnung zu ziehen und dort einen eigenständigen Haushalt zu führen. Der Umfang und die konkrete Art der individuellen Unterstützung durch eine sozialpädagogische Fachkraft werden hier mit Blick auf den individuellen Unterstützungsbedarf zwischen dem Nutzer des Angebots und dem pädagogischen Personal ausgehandelt. Diese Angebotsform nutzten zum Zeitpunkt der Befragung 51 der 100 Jugendlichen und jungen Erwachsenen.

Das Wohnen mit Ansprechpartner kennzeichnet eine Wohnform, bei der Jugendliche ab 18 Jahre bereits genügend Selbstständigkeit erworben haben, um relativ autonom in einer eigenen Wohnung leben zu können. Zur Sicherstellung ihres Wohnübergangs erhalten sie aber begleitend eine sozialpädagogische Betreuung und bedarfsgerechte Unterstützung. Auch hier wird der Unterstützungsbedarf individuell ausgehandelt. Zum Zeitpunkt der Befragung nahmen 25 der 100 Jugendlichen und jungen Erwachsenen dieses Angebot wahr.

Die Tabelle 11 zeigt die Wohnformen im Überblick.

Wohnformen Beispiele Anzahl an Befragten Altersspanne u.a. "Jugendgrupp" (MEE), "Groupe Heime ("Foyers") 15-18 Jahre 24 Zoé" (Croix-rouge) u.a. "Betreit Wunnen" (Arcus), "Betreit Betreutes Wohnen 18-35 Jahre 51 Wunnen fir Jonk Leit" (Hesper) Wohnen mit u.a. "Wunnéngshëllef" 25 18-35 Jahre Ansprechpartner

Tabelle 11: Beschreibung der in der Befragung untersuchten drei Wohnformen

6.2.1 Soziodemografische Merkmale der befragten Jugendlichen

Der Blick auf die Altersstruktur der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in sozialpädagogisch betreuten Wohnstrukturen macht deutlich, dass insgesamt 75 % der Befragten zum Zeitpunkt der Befragung zwischen 15 und 24 Jahre alt waren, der Altersdurchschnitt lag bei 21,4 Jahren. Dabei ist festzustellen, dass die jüngeren Befragten häufiger in intensiv betreuten Wohnformen lebten, während die Befragten

⁴² In die Untersuchung wurden nur Jugendliche aus Foyers zwischen 15 und 18 Jahren einbezogen.

sich mit zunehmendem Alter stärker an Angeboten mit individuell auszuhandelnder Unterstützung orientierten. Im Hinblick auf das Geschlecht zeigt sich auch hier ein deutlich höherer Anteil junger Frauen (ca. 66%) gegenüber jungen Männern (ca. 33%).

Ein Blick auf die Nationalität zeigt, dass 39,8% der Befragten zum Zeitpunkt der Befragung die luxemburgische Nationalität besaßen. 15,3% dieser Personengruppe gaben darüber hinaus an, eine weitere Nationalität zu besitzen (luxemburgisch-andere Nationalität: 8,2%; luxemburgisch-portugiesisch: 7,1%). Insgesamt 21,4% der Befragten besaßen ausschließlich die portugiesische Nationalität, 23,5% zudem andere Nationalitäten. Betrachtet man den Bildungsstand der Befragten, so lässt sich feststellen, dass zum Zeitpunkt der Erhebung die Hälfte (49%) der Befragten eine Schule besuchte oder sich in Ausbildung befand. Die restlichen Jugendlichen hatten die Schule bereits verlassen. Von diesen Jugendlichen und jungen Erwachsenen hatte etwa jeder Dritte (27,6%) keinen anerkannten Schulabschluss. Etwas weniger als ein Viertel der Stichprobe (23,4%) verfügte entweder über einen mittleren (CCP, DAP, DT) oder hohen Bildungsabschluss (Abitur und höher).

Mit Blick auf die ökonomische Situation der Befragten zeigt sich, dass die Mehrzahl der Jugendlichen und jungen Erwachsenen sich während des Aufenthalts in der betreuten Wohnstruktur in einer finanziellen Abhängigkeit befand. Über die Hälfte der Befragten (55,7%) gab an, ihren Lebensunterhalt über staatliche Zuwendungen (z.B. Kindergeld, "subsides pour élèves" (CPOS), finanzielle Unterstützung (AEF), Studienbeihilfen (CEDIES)) zu finanzieren. Besonders häufig sagten dies Personen, die sich noch in der schulischen Ausbildung befanden. Aber auch andere Einnahmequellen wie etwa Lehrlingsvergütungen wurden genannt. Von einer finanziellen Unterstützung durch Eltern oder Partner sprach nur jeder zehnte Befragte. Im Hinblick auf die Erwerbssituation gaben jene Befragten, die im Befragungszeitraum nicht mehr zur Schule gingen, an, entweder arbeitssuchend oder in einer Arbeitsintegrationsmaßnahme zu sein. Zudem gab ca. ein Viertel dieser Jugendlichen und jungen Erwachsenen an, eine Voll- oder Teilzeiterwerbstätigkeit auszuüben.

Die Frage nach der Zeitspanne, in der die Befragten in der jeweiligen Wohnform lebten, lässt sich wie folgt beantworten: Im Durchschnitt haben die Befragten (bis zum Erhebungszeitpunkt) bereits seit 18 Monaten in einer der drei Wohnformen gelebt. Wird eine durchschnittliche bisherige Aufenthaltsdauer nach Wohnformen errechnet, so ist im Ergebnis ein längerer Aufenthalt in den Foyers (24,6 Monate) und der eigenständigen Wohnform mit Ansprechpartner (22,3 Monate) als in der Form des betreuten Wohnens (14,2 Monate) festzustellen.

6.2.2 Erfahrungen bei der Wohnungssuche

Nachdem die Analyse der soziodemografischen Merkmale eine Beschreibung der Untersuchungsstichprobe ermöglichte, wird im Folgenden ein Überblick über die Erfahrungen der befragten Jugendlichen vor dem Einzug in die betreute Wohnstruktur gegeben.

Bisherige Wohnbiografie der jugendlichen Bewohner

Bezüglich dieser Frage kann gezeigt werden, dass etwas weniger als die Hälfte (46%) der Befragten lediglich eine Wohnstation vor dem Einzug in die betreute Wohnstation angegeben hat. Ein Viertel der Befragten (24%) hat bereits zwei vorherige "Stationen" durchlaufen, bevor sie in die betreute Wohnstruktur einzogen. Insgesamt 13% der Jugendlichen und jungen Erwachsenen gaben drei vorherige

Wohnsituationen an und 14% vier oder mehr. Auffällig ist in dieser Stichprobe, dass alle Personen, die ihren Wohnort mehr als fünfmal gewechselt haben, unter 24 Jahre alt sind.

Um die Wohnbiografie der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen besser nachzeichnen zu können, wird in der Abbildung 49 dargestellt, in welcher Wohnsituation sich die Befragten unmittelbar vor dem Einzug in die betreute Wohnstruktur befanden.



Abbildung 49: Letzte Wohnsituation vor Einzug in die aktuelle betreute Wohnstruktur

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=81; die Kategorie "betreute Wohnsituation" setzt sich aus den Antworten "Foyer", "CSEE", "Psychiatrie" und "Pflegeeltern" zusammen

Aus der Abbildung wird deutlich, dass ein hoher Anteil von Jugendlichen und jungen Erwachsenen (44,4%) vor dem Einzug in die betreute Wohnstruktur bereits in einer anderen betreuten Wohnform, zum Beispiel in einem anderen Foyer oder im CSEE, gelebt hat. Ein möglicher Grund für einen Wechsel dieser Personengruppe ("Care Leavers") von einer betreuten Wohnform in eine andere kann das Erreichen der Altersbegrenzung in einem Foyer für Jugendliche bis 18 Jahre sein. Fühlen sich die Jugendlichen nach dem 18. Lebensjahr noch nicht selbstständig genug für eine eigenständige Wohnform oder stehen ihnen hierfür noch nicht die benötigten Ressourcen und Möglichkeiten zur Verfügung, kommt für sie ein Wechsel in eine betreute Wohnstruktur für junge Menschen über 18 Jahre in Betracht.

Die Abbildung zeigt darüber hinaus, dass etwas weniger als ein Viertel der Befragten (insgesamt 23,4%) vor dem Einzug in die betreute Wohnstruktur bei den Eltern (12,3%) oder der Mutter (11,1%) gelebt hat, während ein relativ geringer Anteil von 8,6% vor dem Einzug in eine betreute Wohnstruktur bereits einmal selbstständig in einem eigenen Haushalt gelebt hat und diesen Schritt wieder umkehren musste. 4,9% der Befragten waren zuvor obdachlos.

Informationswege

Im Folgenden wird anhand der Daten rekonstruiert, über welche Informationswege und -quellen die Befragten von der betreuten Wohnform, in der sie leben, erfahren haben. Bezogen auf die Möglichkeit, sich über Wohnformen und Wohnstrukturen zu informieren, gab der überwiegende Anteil (ca. 75 %) der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen an, Informationsquellen oder Kontaktpersonen zu kennen, bei denen im Rahmen der Suche nach einer passenden Wohnstruktur Rat und Unterstützung

V.6

eingeholt werden kann. Dem verbleibenden Viertel fehlte es hingegen an Informationen und Kontaktmöglichkeiten bei der Suche nach einer Unterkunft.

Um der Vielfalt an Kontaktmöglichkeiten gerecht zu werden, wurde bei der Frage nach den von Jugendlichen genutzten Informationsquellen auf vorgegebene Antwortkategorien verzichtet. Zwecks der Ergebnisdarstellung musste jedoch die Diversität in den offenen Aussagen reduziert werden. Die Kontaktwege wurden vier Kategorien zugeordnet: (a) Professionelle Mitarbeiter aus dem sozialen Sektor, (b) Betreute Wohnstrukturen, (c) Bekannte und Familienmitglieder und (d) Sonstige.

Die Ergebnisse zeigen, dass sich ein Großteil der Befragten (36,4%) bei der Suche nach einer geeigneten Wohnform mit einer Unterstützungsanfrage an professionelle Mitarbeiter aus dem sozialen Sektor (Sozialarbeiter, Erzieher, Psychologen) wandte. Hiervon richtete sich etwa die Hälfte der Befragten an ihnen bereits bekannte Professionelle. Neue Kontakte wurden meist zu staatlichen (z. B. ONE, CPOS, SPOS) oder konventionierten Beratungsstellen (z. B. CePT, "Femmes en détresse", "Fondation Pro Familia") geknüpft.

Weitere 28,4% der Befragten bezogen ihre Informationen direkt von betreuten Wohnstrukturen. Als Informationsquellen wurden hier insbesondere die folgenden Anbieter betreuter Wohnformen genannt: Anne asbl, Arcus, Caritas, "Croix-Rouge", "Fondation de la Porte Ouverte", Jugendtreff Hesper und "Maisons d'enfants de l'État". Die Mehrheit der Befragten, deren Antwort dieser Kategorie zugeordnet wurde, gab an, in einer dieser Einrichtungen gelebt zu haben oder hier betreut worden zu sein, bevor sie in die aktuelle Wohnform gelangte.

Das direkte Umfeld der Befragten spielt jedoch auch eine gewisse Rolle. 12,5 % der Befragten haben sich über Bekannte oder den Familienkreis informiert.

Unter der Kategorie "Sonstige" wurde eine Vielzahl anderer Informationswege genannt, so etwa die Information über das Internet, über Gesundheitseinrichtungen (z. B. Klinik, Psychiatrie) oder über Jugendanstalten (CSEE).⁴³

In den meisten Fällen gaben die Jugendlichen und jungen Erwachsenen an, dass jene Personen und Einrichtungen, über die sie wichtige Informationen über die Wohnmöglichkeiten bezogen hatten, danach auch eine wichtige Rolle bei der Vermittlung in die aktuelle Wohnform gespielt hätten.

Gründe zur Inanspruchnahme von betreuten Wohnangeboten und Wartezeit vor Einzug

Die Abbildung 50 zeigt die Antworten der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf die Frage, aus welchen Gründen sie in eine betreute Wohnstruktur eingezogen sind.⁴⁴

⁴³ Ein Teil der Befragten gab an, auf richterlichen Beschluss in die aktuelle Wohnsituation eingewiesen worden zu sein.

⁴⁴ Bei Nennung mehrerer Gründe wurde lediglich der erstgenannte in die Analyse aufgenommen.

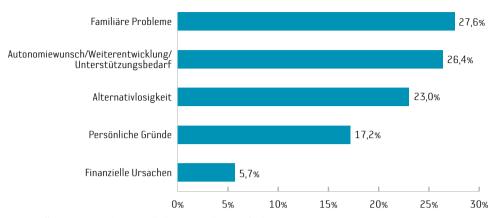


Abbildung 50: Gründe für die Inanspruchnahme einer betreuten Wohnstruktur

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=87

Insgesamt berichteten 27,6% der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen von familiären Problemen (z. B. Streit, schwierige Familiensituation, vor die Tür gesetzt), 26,4% von dem Wunsch nach Autonomie, Weiterentwicklung und Unterstützung (z. B. Erlernen von Selbstständigkeit, Hilfe für den Alltag), 23% von einem Mangel an möglichen Alternativen (z. B. keine Wahl gehabt, Obdachlosigkeit, altersbedingter Wechsel der Wohnsituation, richterlicher Beschluss) und 17,2% von persönlichen Gründen (z. B. Erkrankungen, problematisches Konsumverhalten), die zum Einzug in eine betreute Wohnstruktur geführt haben. Finanzielle Probleme (z. B. geringes Einkommen, Wohnungsverlust) wurden lediglich von 5,7% der Befragten angeführt.

Diese Begründungen und Motive für den Einzug in eine betreute Wohnstruktur unterscheiden sich je nachdem, in welcher der drei untersuchten Wohnformen (siehe Tabelle 11) die Befragten leben: Während für die Bewohner eines Foyers die Alternativlosigkeit das meistgenannte Motiv für den Einzug in die betreute Wohnform darstellt, gaben die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die in Einrichtungen des "betreuten Wohnens" und in der Wohnform des "Wohnens mit Ansprechpartner" lebten, eher familiäre Probleme als Grund für die Inanspruchnahme der jetzigen Wohnsituation an.

Bezüglich der Wartezeiten auf einen Platz in einer betreuten Wohnstruktur deuten die Aussagen der Befragten darauf hin, dass diese von Fall zu Fall variieren. Die zeitliche Differenz bewegt sich im Allgemeinen etwa zwischen einer Woche und einem Jahr, während die durchschnittliche Wartezeit aller Fälle ca. elf Wochen beträgt. Lediglich 17% der Befragten konnten sofort nach ihrer Anfrage in die betreute Wohnform einziehen. Innerhalb von zwei Wochen fanden 19,1% und innerhalb von vier Wochen 21,3% der Befragten einen Platz. Etwa jeder achte Befragte musste bereits zwischen elf und 20 Wochen auf seinen Einzug warten und jeder Zehnte sogar zwischen 21 und 52 Wochen.

Auch in Bezug auf die Wartezeiten unterscheiden sich die drei untersuchten Wohnstrukturen. Hier zeigt sich, dass die Befragten, die in den Wohnformen "betreutes Wohnen" oder "Wohnen mit Ansprechpartner" leben, im Durchschnitt länger auf ihren Einzug warten mussten als die Bewohner eines Foyers. Bei den Bewohnern eines Foyers handelt es sich jedoch in der Regel um minderjährige Jugendliche, die diesen Institutionen zugewiesen werden. Die Bewertung der Wohnungssuche wird indes stark von der Wartezeit beeinflusst: Je länger Jugendliche auf den Einzug in eine betreute Wohnstruktur warten müssen, desto problematischer schätzen sie die Wohnungssuche ein. Das begrenzte Angebot

V.6 UNTERSTÜTZUNGSANGEBOTE ZUR BEWÄLTIGUNG DES WOHNÜBERGANGS: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

der Wohnform "Wohnen mit Ansprechpartner" in Luxemburg bereitet einer 28-jährigen Bewohnerin große Sorge:

"Es gibt zu wenig Plätze!, weil es zu wenig Häuser und Wohnungen dieser Art gibt, sodass viele Leute zu lange warten müssen, bis sie einziehen können aus dem viel betreuten Haus (Foyer) in eine weniger betreute Wohnung. (...) Das Thema kommt zu kurz in der Gesellschaft, in den Medien, vor allem in der Politik, um neue Plätze zu schaffen, vor allem für Erwachsene, die aus gesundheitlichen Gründen nicht arbeiten können (...) und für Jugendliche, die nicht mehr bei ihren Eltern wohnen können/sollen und noch nicht eigenständig allein, ohne Betreuung, wohnen können."

6.2.3 Die Bewertung der betreuten Wohnstruktur durch die Jugendlichen

Die folgenden Ausführungen befassen sich mit den Sichtweisen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf ihre aktuelle Wohnsituation und beschreiben die Erfahrungen, die sie bisher mit dem Wohnangebot gemacht haben. Dabei geht es um die Zufriedenheit mit der aktuellen Wohnsituation, der sozialpädagogischen Betreuungssituation sowie dem Regelwerk innerhalb der Einrichtungen. Zudem werden die Aussagen der Befragten zu ihren bisherigen Lernerfahrungen und dem Kompetenzgewinn in der betreuten Wohnstruktur thematisiert und es wird um die Passung des Unterstützungsangebots zur momentanen Lebenslage gehen. Weiterhin werden die Verbesserungsmöglichkeiten zusammengefasst, die die Jugendlichen und jungen Erwachsenen für die betreuten Wohnformen vorschlagen.

Die von den Jugendlichen gegebenen Antworten wurden über eine sechsstufige Zustimmungsskala erhoben und werden jeweils in den Abbildungen zusammenfassend dargestellt. Die befragten Jugendlichen mussten sich bei jeder der Aussagen für eine der sechs Antwortoptionen entscheiden. Zwecks verbesserter Übersichtlichkeit sind die Aussagen in den Abbildungen nach Zustimmungsgrad hierarchisch angeordnet.

Zufriedenheit mit der aktuellen Wohnsituation

Wie die in der Abbildung 51 dargestellten Ergebnisse deutlich machen, ist ein Großteil der Befragten mit seiner aktuellen Wohnsituation zufrieden.

⁴⁵ Das Zitat stammt aus einer Antwort auf eine offene Frage im Fragebogen.

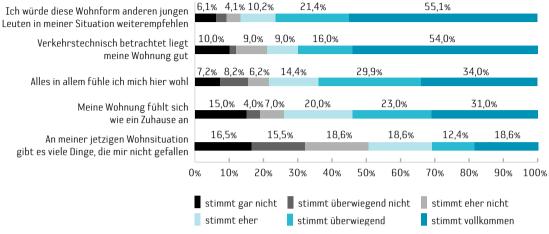


Abbildung 51: Zufriedenheit mit der aktuellen Wohnsituation

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=97-100

Die Zufriedenheit zeigt sich daran, dass insgesamt 86,7% der Befragten ihre jeweilige Wohnform anderen weiterempfehlen würden und dass zudem insgesamt 79% der Aussage zustimmen, dass die Wohnungslage für sie günstig sei. 78,3% der Befragten geben außerdem an, sich alles in allem in der Wohnform wohlzufühlen.

In der Abbildung wird jedoch auch ersichtlich, dass ein Teil der Befragten nicht gänzlich mit der momentanen Wohnsituation zufrieden ist. Etwa jeder Fünfte (21,2%) gibt an, sich in der aktuellen Wohnstruktur mehr oder weniger unwohl zu fühlen, und etwa jeder Vierte (26%) fühlt sich dort nicht zu Hause. Knapp die Hälfte der Befragten (49,7%) stimmt gar der Aussage zu, dass ihnen viele Dinge an der derzeitigen Wohnsituation nicht gefallen. Diese Ergebnisse lassen auf einen Verbesserungsbedarf schließen.

In einigen offenen Fragen erhielten die Jugendlichen und jungen Erwachsenen die Möglichkeit, sowohl positive als auch negative Aspekte der aktuellen Wohnform frei zu benennen und zu begründen. Hierbei hoben die Befragten hervor, dass das Leben in einer betreuten Wohnstruktur sie auf die Aufnahme eines autonomeren Lebens vorbereite. Besonders Elemente der Selbstbestimmung, der Verantwortungsübernahme, aber gleichzeitig auch das Gefühl von Sicherheit und Zusammenhalt innerhalb der Wohnstrukturen erlaube es ihnen, sich auf den Aufbau ihrer Zukunft zu konzentrieren. Auch die sozialpädagogische Unterstützung und Begleitung, die je nach Wohnform variiert, wird in diesem Zusammenhang als hilfreich beschrieben. Nach Angaben einer Mehrheit von Befragten trägt sie zur Verbesserung ihrer Lebensbedingungen bei.

Auf der anderen Seite wird als störend empfunden, wenn etwa andere Mitbewohner sich nicht an die geltenden Regeln halten und hierdurch Probleme und Konflikte zutage treten. Nach Ansicht der Befragten fehle es manchen Mitbewohnern an gegenseitigem Respekt. Zudem gibt ein Teil der Befragten an, dass es ihnen nicht gelinge, innerhalb der Wohnstruktur ein "Zuhause-Gefühl" zu entfalten. Dies trifft insbesondere auf jene Jugendlichen zu, die in einem Foyer leben und aufgrund eines richterlichen Beschlusses dort untergebracht wurden. Einige dieser Befragten äußern den Wunsch nach einer Rückkehr ins Elternhaus. Sich in der betreuten Wohnstruktur nicht wohlzufühlen, wird teilweise auch mit

der Art und Weise der sozialpädagogischen Betreuung begründet: Insbesondere solche Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die die Betreuung für sich nicht als hilfreich bewerten, beurteilen auch das gesamte Wohnangebot eher negativ.

Bei einem Vergleich der Mittelwerte hinsichtlich der drei verschiedenen Wohnformen sind bei den Jugendlichen der Wohnform "Wohnen mit Ansprechpartner" die höchsten Zustimmungswerte zu den Aussagen zur Zufriedenheit mit der aktuellen Wohnsituation zu verzeichnen, gefolgt von den Befragten des "Betreuten Wohnens", während die Jugendlichen aus einem "Foyer" die niedrigsten Zustimmungswerte zeigen, wenngleich diese noch überwiegend im positiven Bereich liegen. Diese Unterschiede in der Zustimmung zu den Aussagen können etwa durch das Alter der Jugendlichen und durch die unterschiedlichen Autonomiegrade der drei verschiedenen Wohnformen bedingt sein.

Bewertung der Betreuung und des Regelwerks

Die sozialpädagogische Betreuung durch das Personal sowie die Regeln in der Wohnstruktur stellen wichtige Aspekte des täglichen Zusammenlebens dar. In Abbildung 52 sind Ergebnisse der Aussagen, die die Einschätzung der Betreuung und des Regelwerks erfassen, abgebildet.

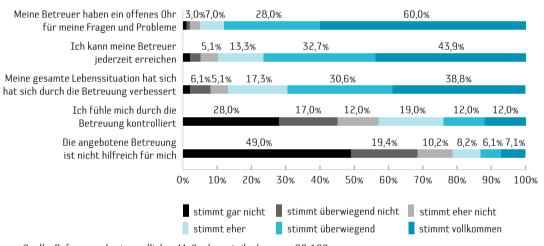


Abbildung 52: Einschätzung der angebotenen Betreuung

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=98-100

Es zeigt sich, dass 95 % der Befragten (eher, überwiegend oder vollkommen) der Aussage zustimmen, dass die Betreuer ihnen bei allen Fragen und Problemen Gehör schenken. Nur ein kleiner Anteil (10,2%) ist der Meinung, dass die Betreuer zu wenig erreichbar seien.

Wird die Qualität der angebotenen Betreuung in den Fokus genommen, zeigt sich, dass die Mehrheit der Befragten (86,7%) der Ansicht ist, dass die Betreuung zu einer Verbesserung ihrer aktuellen Lebenssituation beiträgt.

Auf der anderen Seite fällt auf, dass etwa jeder Fünfte (21,4%) die Betreuung als nicht hilfreich einstuft und etwas weniger als die Hälfte (43%) die Betreuung als kontrollierend wahrnimmt.

Auch zu dieser Frage wurden offene Antwort- und Begründungsmöglichkeiten zugelassen. Die folgenden Aussagen zeigen beispielhaft, was die Bewohner am Regelwerk stört⁴⁶:

"Die Freiheit ist, obwohl man erwachsen ist, ziemlich eingeschränkt. Man fühlt sich oft nicht richtig frei" "Manche Regeln ergeben keinen Sinn…"; "Dass man Dinge nicht alle auch so machen kann wie man das gewohnt ist und es besser findet"; "Zu viel Kontrolle an den Abenden"; "Einige Regeln, z.B. nachts dürfen wir nicht woanders schlafen".

Die Abbildung 53 beschreibt die Einstellung der Befragten zu den geltenden Regeln und der Hausordnung.

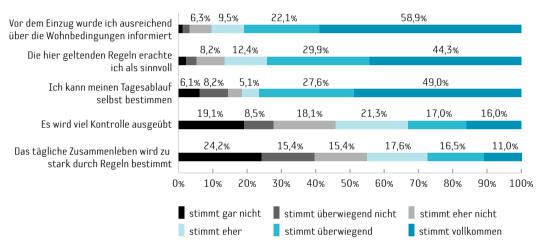


Abbildung 53: Einschätzung der geltenden Regeln und Hausordnung

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=88-98

Hierbei wird deutlich, dass die meisten (90,5%) der Befragten sich positiv gegenüber dem Einführungsprozedere äußern. Sie geben an, vor dem Einzug ausreichend über die Wohnbedingungen informiert worden zu sein. Die überwiegende Mehrheit (86,6%) stuft zudem allgemein die Sinnhaftigkeit der geltenden Regeln als hoch ein und ein Großteil (80,7%) der Bewohner gibt an, seinen Tagesablauf individuell gestalten zu können.

Gleichzeitig fühlt sich dennoch etwa die Hälfte der Befragten (45,7%) durch das Ausmaß an Kontrolle eingeschränkt. Dies gilt in besonderem Maße für die Befragten der Foyers. In dieser Wohnform ist das Alltagsleben stärker reglementiert, da die zu betreuenden Jugendlichen noch nicht volljährig sind. In etwa genauso hoch fällt der Anteil an Befragten aus, der den Einfluss der Regeln auf das tägliche Zusammenleben als zu stark wahrnimmt (45%). Exemplarisch berichtet eine 20-jährige Befragte (betreutes Wohnen), welche negativen Auswirkungen ein striktes Regelwerk auf die Privatsphäre und das subjektive Wohlbefinden haben kann:

⁴⁶ Die Aussagen entstammen den Antworten auf die offene Frage "Was finden Sie schlecht an dieser Wohnform?".

V.6

"Der einzige Faktor, der mich manchmal schon fast traurig macht, ist dass wir überhaupt keine Außenstehende mit in unsere Wohnung nehmen dürfen. Ich denke nämlich, dass dies für die Entwicklung sehr wichtig ist, manchmal Menschen, die einem wichtig sind, zu zeigen wie man lebt. Ich würde mich dadurch auch mehr zuhause fühlen."

Lernfortschritte und Kompetenzgewinn in der Wohnstruktur

Abbildung 54 zeigt die Einschätzung der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen hinsichtlich ihrer Lernfortschritte.

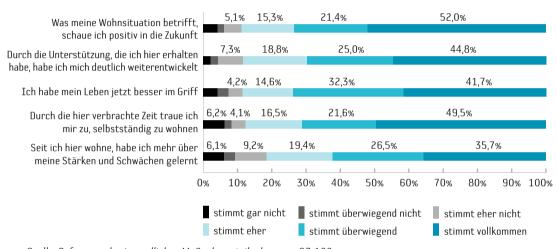


Abbildung 54: Einschätzung der Lernfortschritte in der Wohnstruktur

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=97-100

Es wird deutlich, dass die Befragten über alle drei untersuchten Wohnformen hinweg von der Verbesserung ihrer Lebensumstände und einer Zunahme an Lernerfahrungen ausgehen. Der Grad an partieller bis vollkommener Zustimmung liegt bei allen Aussagen zu den Lernfortschritten durch die Betreuungssituation zwischen 81,6% und 88,8% (siehe Abbildung 54). Die meisten Befragten gaben an, sich deutlich weiterentwickelt zu haben, ihr Leben jetzt besser unter Kontrolle zu haben und ihre Stärken und Schwächen besser einschätzen zu können. 88,7% der Jugendlichen und jungen Erwachsenen blicken hinsichtlich ihrer Wohnsituation positiv in die Zukunft.

Jeder Bewohner hat im Durchschnitt zwei Kompetenzen frei benannt, die er infolge des Aufenthalts in der betreuten Wohnsituation erwerben konnte. Am häufigsten wurden dabei Lernfortschritte bei der Führung eines Haushalts, bei der Bewältigung des eigenen Lebens, beim Umgang mit Geld sowie bei der Beachtung von Regeln und Ordnung in den Wohneinrichtungen genannt. Auch der Erwerb von Kompetenzen, die sich auf die Fähigkeit alleine zu leben, die Übernahme einer konsequenteren Lebenseinstellung und den Zuwachs an Selbstständigkeit, Eigenverantwortung und Selbstvertrauen beziehen, wurde häufig genannt.

Obwohl die Bewohner einer betreuten Wohneinrichtung sich mit Menschen aus unterschiedlichen Kulturen konstruktiv auseinandersetzen müssen und in Zusammenarbeit mit dem pädagogischen Personal einen Lebensplan aufstellen, wurde der Erwerb von sozialen Kompetenzen eher selten benannt.

Erwartungen und Passung zur momentanen Lebenslage

In Abbildung 55 sind die Ergebnisse der Aussagen abgebildet, die die Passung des Betreuungsangebots mit der Lebenslage der Jugendlichen und jungen Erwachsenen erfassen. Auch hier überwiegen die positiven Einschätzungen der Befragten deutlich gegenüber den negativen. Hierbei muss jedoch erwähnt werden, dass sich die subjektiven Bewertungen der Bewohner je nach Betreuungsangebot unterscheiden. Die positivsten Bewertungen stammen im Durchschnitt von den Befragten aus dem "Wohnen mit Ansprechpartner", gefolgt von den Bewohnern des "betreuten Wohnens", während die Jugendlichen aus den Foyers insgesamt niedrigere Werte in fast allen Bereichen zeigen.

26.5% 49.0% 4,1% 16.3% Tch kann die Aufgaben. die mir gestellt werden, gut bewältigen 29,9% 9,3% 14.4% 41.2% Ich werde in den Bereichen gefördert, in denen ich Unterstützung brauche 9.0% 4.0% 15.0% 29,0% 41,0% Für meine momentane Lebenssituation ist diese Wohnform das Richtige 10,0% 7,0% 7,0% 27,0% 35,0% 14,0% Meine Wohnsituation erlaubt mir, mein Leben so zu gestalten wie ich es mir vorstelle 15,2% 13,1% 18,2% 32,3% 13,1% 8,1% Ich würde am liebsten sofort in eine Wohnung ohne Betreuung ziehen 30% 40% 60% 80% 10% 20% 50% 70% 90% 100% stimmt gar nicht stimmt überwiegend nicht stimmt eher nicht stimmt eher stimmt überwiegend stimmt vollkommen

Abbildung 55: Passung des Betreuungsangebots mit der Lebenslage der Jugendlichen

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n= 97-100

Insgesamt 85 % der Befragten schätzen die Wohnform, in der sie leben, als die richtige für ihre momentane Lebenslage ein. Zudem gaben 85,5 % an, durch das Wohnangebot in jenen Bereichen gefördert zu werden, in denen sie momentan Unterstützung brauchen. Weitere 88 % sind der Meinung, dass es eine gute Entscheidung war, die aktuelle Wohnform zu nutzen. Die meisten befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen scheinen insofern den Aufenthalt in einer Wohnstruktur als Chance wahrzunehmen, ihre momentane Lebenslage wieder in ein Gleichgewicht zu bringen. Dies spiegelt sich unter anderem auch in den bereits dargelegten hohen Zufriedenheitswerten wider (siehe Abbildung 51). Insgesamt 15 % der Befragten beurteilen hingegen die aktuelle Wohnform nicht als die richtige für ihre momentane Lebenslage. Darüber hinaus fühlt sich jeder Vierte (24 %) nicht in der Lage, sein Leben so zu gestalten, wie er/sie es sich vorstellen würde. Mehr als die Hälfte der Befragten (58,6 %) möchte sogar am liebsten sofort in eine Wohnung ohne Betreuung ziehen, wobei der Auszugswunsch bei den 15- bis 18-Jährigen am stärksten war, d.h. je geringer die gewährte Autonomie war, desto stärker wurde der Wunsch nach einem Auszug geäußert.

Verbesserungsvorschläge der Jugendlichen

Auf die Frage, welche zusätzliche Hilfe und Unterstützung die Jugendlichen und jungen Erwachsenen sich zur Verbesserung ihrer Wohnsituation vorstellen könnten, gaben 41 % der Befragten keine Antwort. Etwa 20 % gaben an, keine zusätzliche Hilfe zu benötigen, da die Unterstützungsleistung ihnen ausreiche.

Daneben formulierte mehr als ein Drittel der Befragten konkrete Verbesserungsvorschläge. Dazu gehören solche, die auf die allgemeine Verbesserung der aktuellen Wohnsituation abzielen (z. B. bezahlbarer Internetzugang, neue Möbel oder Geräte, Recht auf Besuch). Ein Großteil der Befragten sprach sich zudem für mehr finanzielle und professionelle Unterstützung aus (z. B. "Hilfe bei zusätzlichen Rechnungen, die bezahlt werden müssen, wie z. B. Psychologe, Kiné, usw." oder "Geld, eigene Wohnung, Beruf"). Vereinzelt wurde auch der Wunsch nach einer kostenlosen Beratung bzw. Therapie (z. B. "gratis Psychologe") geäußert.

Einige Befragte sprachen sich auch für eine Verlängerungsmöglichkeit des Vertrags aus. Sie kritisieren, dass die dreijährige Aufenthaltsdauer nicht ausreiche, um später eine eigene Wohnung beziehen zu können:

"Ich habe einen Vertrag über drei Jahre, der in einigen Monaten endet und ich habe überall nach Hilfe gesucht und es gibt keine Hilfe für Personen, wenn man einen Sozialvertrag hat."

Von solchen Befragten, die sich aufgrund eines richterlichen Beschlusses in der Wohnsituation befanden, wurde der Wunsch nach mehr Mitspracherecht hervorgehoben. Sie stellten heraus, dass sie ihre Wünsche innerhalb des Beschlusses nicht repräsentiert sehen.

"Ich finde es nicht gut, dass ich in ein Mutter-Kind-Heim gehen musste, obwohl ich in der Familie hätte bleiben können."

6.2.4 Erfahrungen Minderjähriger mit besonderem Betreuungsbedarf

Im Folgenden geht es um die subjektiven Erfahrungen einer Gruppe von 16 minderjährigen Befragten, die in geschlossenen Jugendheimen untergebracht sind. Die Erfahrungen der Jugendlichen in dieser Wohnstruktur werden deshalb noch einmal gesondert betrachtet, da ein geschlossenes Jugendheim sich teilweise von den vorab beschriebenen betreuten Wohnstrukturen durch eine andere Strukturierung und Reglementierung des Wohnalltags unterscheidet.

Insgesamt haben 16 Minderjährige, die zum Zeitpunkt der Erhebung in einem geschlossenen Jugendheim untergebracht waren, eine Kurzversion des Fragebogens ausgefüllt, mit der ihre spezifische Wohnsituation erfasst werden konnte. Zehn Befragte dieser Stichprobe waren weiblich und sechs männlich. Das Durchschnittsalter lag bei 16 Jahren, mit einer Alterspanne von 14 bis 18 Jahren. Neun Befragte besaßen die luxemburgische Nationalität oder eine doppelte Staatsangehörigkeit, zwei die portugiesische und fünf eine andere Nationalität. Nur ein Befragter hatte die Schule bereits verlassen, alle anderen Befragten gingen noch zur Schule.

Die Aufenthaltsdauer der Jugendlichen in dieser Wohnstruktur reichte von wenigen Wochen bis zu einem Aufenthalt von vier Jahren. Die durchschnittliche Aufenthaltsdauer betrug etwa 15 Monate. Als letzte Station vor Einzug in die Wohnstruktur wurde meist das Elternhaus genannt: Fünf der 16

Befragten wohnten vorher bei beiden Eltern, acht bei einem Elternteil. Drei der Befragten gaben hierauf keine Antwort.

Die Auswertung der Erfahrungsberichte der hier befragten Jugendlichen ergibt ein gemischtes Bild über die Zufriedenheit, die Einstellung gegenüber den Regelwerken sowie die sozialpädagogische Betreuung innerhalb der Einrichtungen. Allgemein zeigt sich, dass die Mehrheit der jugendlichen Heimbewohner den Regeln und der Einhaltung der Hausordnung negativ gegenübersteht. Zwar stimmen zwölf der Befragten der Aussage zu, die Nichteinhaltung von Regeln hätte Konsequenzen, was als konsequente Durchsetzung der Regeln durch das Personal zu deuten ist, dennoch erachtet eine Mehrheit der Befragten (10 von 16) diese Regeln nicht als sinnvoll. Zehn Befragte sind gar der Ansicht, ihre Meinungen würden nicht ernst genommen. Dies geht auch mit dem Befund einher, dass neun Bewohner der Aussage zustimmen, dass das tägliche Zusammenleben zu stark durch die Regeln bestimmt wird. Weiterhin vertritt eine gleiche Anzahl an Personen die Meinung, ihnen werde die Möglichkeit der aktiven Tagesgestaltung verwehrt. Entsprechend äußert etwas mehr als die Hälfte der Befragten den Wunsch nach mehr Mitspracherecht in Bezug auf die Ausgestaltung der geltenden Regeln.

Bezogen auf die sozialpädagogische Betreuung gaben zwölf der 16 Befragten an, ihre Betreuer jederzeit bei Fragen und Problemen erreichen zu können. Acht der 16 Jugendlichen bewerteten die angebotene Betreuung als hilfreich, während ebenfalls acht Personen angaben, dass sich die gesamte Lebenssituation durch die Betreuung nicht verbessert hätte. Insgesamt nehmen zwölf der 16 Befragten die Betreuung als kontrollierend wahr.

Befragt nach ihren Kontakten zu Freunden und Familie, sprachen zwölf Bewohner von einem regelmäßigen Kontakt. Neben dem Freundeskreis pflegen die befragten Jugendlichen offenbar einen sehr engen Kontakt mit der Familie: Einen steten Kontakt zur Familie äußern 14 von 16 Befragten. Dennoch beschränkt sich der Umgang mit anderen Personen bei der Hälfte der Befragten hauptsächlich auf Personen, die im selben Heim wohnen. Die Befragten gehen zudem davon aus, dass Jugendheime von außen negativ wahrgenommen werden.

In Bezug auf Lerneffekte, die sie in der aktuellen Wohnsituation generieren konnten, gehen die Meinungen der Bewohner stark auseinander. Insgesamt berichtet die Mehrheit der Jugendlichen von wenig Lerneffekten innerhalb der Wohnstruktur: Neun Befragte lehnen die Aussage ab, seit Einzug mehr über ihre Stärken und Schwächen gelernt zu haben. Nur sieben der Jugendlichen geben an, ihr Leben besser als vorher unter Kontrolle zu haben. Neben den negativen Aussagen sind aber auch positive Lernerfolge zu verzeichnen: neun Bewohner haben gelernt, ihren Alltag besser zu meistern, und sind der Ansicht, in den richtigen Bereichen gefördert zu werden. Die Mehrheit der Befragten ist zudem der Meinung, sich durch die erhaltene Unterstützung deutlich weiterentwickelt zu haben.

Viele Jugendliche würden gerne dennoch etwas an ihrer Wohnsituation verändern und stimmten der Aussage zu, dass ihnen viele Dinge an ihrer aktuellen Wohnsituation nicht gefallen. So wird etwa den Betreuern angelastet, sie nähmen die Befragten nicht ernst und behandelten nicht alle gleich⁴⁷. Lediglich vier Befragten gefällt die derzeitige Wohnsituation. Wiederum positiv ist jedoch hervorzuheben, dass elf der 16 Personen angeben, positiv auf ihre zukünftige Wohnsituation zu blicken und sich durch die im Jugendheim verbrachte Zeit nun zuzutrauen, alleine zu wohnen. Sieben Befragte würden am liebsten sofort in eine eigene Wohnung ohne Betreuung ziehen, während jedoch immer noch neun Befragte diese Aussage ablehnen.

⁴⁷ Die Aussagen entstammen den Antworten auf die offene Frage "Was finden Sie schlecht an dieser Wohnform?".

V.6 UNTERSTÜTZUNGSANGEBOTE ZUR BEWÄLTIGUNG DES WOHNÜBERGANGS: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

Insgesamt zeigt sich, dass die Erfahrungen und Bewertungen der Jugendlichen bezüglich ihres Aufenthaltes in einem geschlossen Jugendheim sehr unterschiedlich sind. Als wichtige Indikatoren für ihre Zufriedenheit sind jedoch neben dem Grad der Autonomie auch die Beziehung zu den Betreuern und die persönliche Weiterentwicklung der Jugendlichen zu nennen.

7. Synopse

Dieses Kapitel beschäftigte sich mit den privaten Übergängen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Mittels unterschiedlicher Untersuchungsmethoden (Sekundärdaten, qualitative Interviews und quantitative Befragung) wurden Erkenntnisse zu den Themen Auszug aus dem Elternhaus, eigenständiges Wohnen, Eingehen einer Partnerschaft und die Gründung einer Familie gewonnen.

Die Analyse der Daten hat ergeben, dass der Auszug aus dem Elternhaus und die Gründung einer Familie von großer Bedeutung für die Entwicklung der Autonomie und der persönlichen Identität Jugendlicher und junger Erwachsenen sind. Eine feste Partnerschaft und eine eigene Familie sind aus der Sicht vieler Jugendlichen und jungen Erwachsenen erstrebenswerte Ziele. Auch wenn die Formen gemeinschaftlichen Zusammenlebens sich verändert und ausdifferenziert haben (z. B. unverheiratete Paare mit und ohne Kinder, gleichgeschlechtliche Paare) ist in Luxemburg die Familie als Zwei-Generationen-Haushalt mit Kindern das vorherrschende Modell.

Einzelne Übergangsereignisse wie die Eheschließung oder die Familiengründung haben sich im Vergleich zu den Vorgängergenerationen biografisch zum Teil deutlich nach hinten verschoben. Für viele Jugendliche und junge Erwachsene finden diese Ereignisse heute erst nach dem 25. Lebensjahr statt, für einen Teil noch später im Alter von über 30 Jahren.

Außerdem unterscheiden sich Jugendliche zum Teil deutlich in Hinblick auf den Zeitpunkt, zu dem sie Übergänge realisieren. So ziehen weibliche Jugendliche im Durchschnitt früher von zu Hause aus und sie heiraten auch früher als Männer. Für Jugendliche mit einem hohen Bildungsabschluss erfolgen Heirat und auch die Familiengründung tendenziell später als für Jugendliche mit einem niedrigen Bildungsabschluss. Zugleich hat die Eheschließung als Voraussetzung für den Auszug, aber auch für die Familiengründung an normativer Kraft verloren.

Der Auszug aus dem Elternhaus ist stark an die zur Verfügung stehenden Ressourcen gekoppelt. Vielen jungen Erwachsenen fehlt die Finanzierungsgrundlage, um auf dem regulären Wohnungsmarkt Zugang zu Wohnraum zu finden. Vor allem Alleinerziehende, Arbeitslose und Personen ohne luxemburgische Nationalität weisen eine erhöhte Belastung durch die hohen Wohnkosten auf. Dies könnte auch eine Erklärung für den vergleichsweise hohen Anteil junger Menschen sein, die trotz Erwerbstätigkeit noch bei den Eltern wohnen und den Auszug aufschieben, bis sich ihre finanzielle Situation gefestigt hat.

Viele Jugendliche und junge Erwachsene orientieren sich am Wohnmodell ihrer Eltern (Haus mit Garten) und haben das Ziel, Wohneigentum zu besitzen. Hierbei ist die direkte oder indirekte finanzielle Unterstützung (z.B. Bürgschaft) durch die Eltern oder Großeltern (z.B. Erbschaft) von großer Bedeutung, wodurch der Kauf einer Wohnung oder eines Hauses für viele erst möglich wird. Für junge Menschen ohne finanzielle Unterstützung gestaltet sich daher der Zugang auf den Wohnungsmarkt besonders schwierig.

Als zentrale Motive für den Auszug aus dem Elternhaus wurden der Wunsch nach Autonomie und Eigenständigkeit sowie der Wunsch, mit dem Partner zusammenzuziehen, genannt. Weitere Motive sind die Aufnahme einer Ausbildung oder eines Studiums an einem vom ursprünglichen Wohnort weiter entfernten Ort sowie familiäre Konflikte.

Für junge Menschen, die, aus persönlichen Gründen den Übergang nicht bewältigen können, steht in Luxemburg eine Vielfalt an Hilfsleistungen und Unterstützungsangeboten zur Verfügung. Als zentrale Motive, um in eine betreute Wohnstruktur zu ziehen, wurden von den Befragten familiäre Konflikte, der Wunsch nach Autonomie und Selbstständigkeit sowie Alternativlosigkeit (z. B. Obdachlosigkeit, richterlicher Beschluss) genannt. Trotz des Ausbaus der Plätze in den betreuten Wohnstrukturen konnte der steigende Bedarf bisher aber nicht gedeckt werden. Dadurch beträgt die Wartezeit auf einen Platz zum Teil drei Monate oder mehr.

Basierend auf der quantitativen Analyse lässt sich feststellen, dass die bestehenden Angebote am häufigsten von Personen genutzt werden, die sich bereits früher in einer betreuten Wohnsituation befunden haben (sogenannte "Care Leavers"). Es überwiegt der Anteil weiblicher Bewohner mit niedrigem oder mittlerem Bildungsabschluss.

Die betreuten Wohnangebote unterstützen die Jugendlichen bei der Wiederaufnahme eines eigenständigen Lebens und einer beruflichen Laufbahn. Einschränkungen, wie ein Regelwerk, das die freie Gestaltung des alltäglichen Lebens beeinträchtigt, werden hingegen häufig als kontrollierend wahrgenommen.

APITEL



Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe in der Transitionsphase

Christiane Meyers Daniel Weis Jan Scharf Anette Schumacher

1. Einleitung

Die Übernahme einer Rolle als verantwortungsvoller Bürger wird als eine wichtige Entwicklungsaufgabe im Jugendalter angesehen (Oerter & Dreher, 2008). Dazu gehört, dass die Heranwachsenden ein Normen- und Wertesystem entwickeln sowie Kompetenzen und Verhaltensweisen herausbilden, die die bürgerschaftliche Teilhabe ermöglichen (Hurrelmann & Quenzel, 2012). Moderne Demokratien haben ein großes Interesse daran, dass demokratische Orientierungen und Handlungsbereitschaften in der Bevölkerung gestärkt werden und unterstützen daher in der Regel durch entsprechende Maßnahmen diese Entwicklung.

Das Ziel dieses Kapitels VI ist es, die bürgerschaftliche Teilhabe von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg als Teil des Erwachsenwerdens zu untersuchen. Dabei geht es u. a. um folgende Fragen: Wie wichtig ist ihnen bürgerschaftliches Engagement? Welche Jugendlichen sind bürgerschaftlich engagiert und in welcher Form? Welche Faktoren haben Einfluss auf ein Engagement, und welche positiven Erfahrungen machen Jugendliche durch das Engagement?

In Kapitel VI.2 wird zunächst diskutiert, was bürgerschaftliches Engagement ist und mit welchen theoretischen Konzepten es erforscht wird. Anschließend wird in Kapitel VI.3 der Kontext des bürgerschaftlichen Engagements in Luxemburg dargestellt: Welche politischen Ziele und Strategien bestehen diesbezüglich in Luxemburg? Welche Akteure (z.B. Parteien, Vereine, Gewerkschaften) und welche Formen (z.B. Schülerräte, Jugendparlament, Jugendparteien, Ehrenamt) des bürgerschaftlichen Engagements gibt es und wie wird das Engagement in Luxemburg gefördert? Kapitel VI.4 beschreibt mithilfe von Sekundärdaten die politischen Einstellungen und Orientierungen luxemburgischer Jugendlicher sowie die Verbreitung verschiedener Formen des politischen und gesellschaftlichen Engagements von Jugendlichen in Luxemburg. In Kapitel VI.5 wird anhand von qualitativen Interviews dargestellt, weshalb sich Jugendliche und junge Erwachsene engagieren und welchen persönlichen Gewinn sie mit dem Engagement verbinden. In Kapitel VI.6 werden Ergebnisse einer Befragung von Jugendlichen in verschiedenen Angeboten zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe vorgestellt. Kapitel VI.7 ist eine Synopse der Ergebnisse.

2. Theoretische Rahmung: Werteentwicklung und politische Sozialisation Jugendlicher

Die Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe im Jugendalter ist schwieriger zu erfassen als der Übergang in die Arbeitswelt oder die privaten Übergänge. Eine Herausforderung dabei ist, dass es keine allgemein akzeptierten Marker gibt, die eine erfolgreiche Transition hin zu einer bürgerschaftlichen Identität und einem entsprechend ausgeprägten Aktivitätsspektrum anzeigen. Zwar gibt es mit dem Wahlrecht ab 18 Jahren einen wichtigen Transitionsmarker; allerdings ist er weniger aussagekräftig als die Transitionsmarker in anderen Bereichen. Daher stellen sich hier verschiedene Fragen: Hat ein Jugendlicher die Transition vollzogen, wenn er mit 18 Jahren zum ersten Mal bei politischen Wahlen teilnimmt? Was ist, wenn er zwar nicht wählt, aber sich sonst aktiv am sozialen Leben in seiner Gemeinde beteiligt? Anders als bei den privaten Übergängen und dem Übergang in die Arbeitswelt muss in diesem Bereich daher die Prozesshaftigkeit und der Entwicklungscharakter stärker hervorgehoben werden

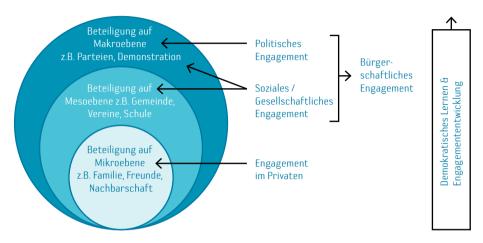
Entsprechend der Darstellung in Abbildung 56 gehen wir davon aus, dass bürgerschaftliche Teilhabe¹ sich durch vielfältige Formen der Beteiligung ausdrücken kann (siehe auch Walther, Moerch & Bechmann, 2002). Kinder machen ihre ersten Mitsprache- und Beteiligungserfahrungen zunächst im privaten Kontext (Mikroebene): in der Familie, unter Freunden oder in der Nachbarschaft. Im Laufe ihrer persönlichen Entwicklung wird die Partizipation der Kinder und Jugendlichen auf die Meso- und die Makroebene ausgeweitet. Auf der Mesoebene steht die Beteiligung in gesellschaftlichen Institutionen wie z.B. Gemeinden, Vereinen oder Schulen im Mittelpunkt. Auf der Makroebene geht es um das Engagement in Parteien, Gewerkschaften oder bei Demonstrationen und Bürgerinitiativen.

Die Entwicklung des Engagements ist gekoppelt an den persönlichen Reifungsprozess der Kinder und Jugendlichen. In der Regel wird die frühe Jugendphase als wichtige Phase für die Entwicklung von politischem Interesse und die Ausgestaltung erster Beteiligungsformen angesehen. Allerdings hat sich in den letzten Jahren ein Trend hin zur Förderung von mehr Mitsprache, mehr zivilem Engagement und mehr zivilgesellschaftlichem Bewusstsein bereits ab dem frühen Kindesalter entwickelt (nicht zuletzt auch vor dem Hintergrund der Umsetzung der UN-Kinderrechtskonvention). Politisches Lernen im weitesten Sinne findet sowohl in institutionalisierten Settings (Schule, Verein usw.) als auch in den

¹ Die Begriffe bürgerschaftliche Teilhabe/bürgerschaftliches Engagement werden als Oberbegriffe für (a) politische und (b) gesellschaftliche bzw. soziale Teilhabe/soziales Engagement genutzt. Von Engagement wird gesprochen, wenn eine Person freiwillige und unbezahlte Arbeit in einer Organisation oder einem Verein durchführt.

vielen verschiedenen Kontexten des Alltags der Kinder und Jugendlichen (Peers, Subkulturen, Familie) statt (Grob, 2009).

Abbildung 56: Modell der bürgerschaftlichen Teilhabe und des bürgerschaftlichen Engagements nach Mikro-, Meso- und Makro-Ebene²



Die in diesem Kapitel beschriebene bürgerschaftliche Teilhabe beschäftigt sich v.a. mit den Partizipationsformen auf Meso- und Makroebene, also dem gesellschaftlichen und dem politischen Engagement. Die Beteiligung auf Mikroebene (hierzu zählt vor allem das informelle soziale Engagement für die Familie, Nachbarn und andere nahe Personen) hat eine wichtige Funktion beim Erlernen von Beteiligung, wird jedoch im Folgenden nicht weiter beschrieben.

Auf der Mesoebene nehmen vor allem Vereine eine wichtige Position bei der Entwicklung bürgerschaftlicher Beteiligung ein, da sie stark an den Interessen der Jugendlichen orientiert sind und somit viele Jugendliche ansprechen (McIntosh & Youniss, 2010). Daher bieten sich Jugendlichen in den Organisationen auch viele Möglichkeiten des gesellschaftlichen ehrenamtlichen Engagements (die auch eine politische Beteiligung fördern können). Ein großer Teil des Kapitels wird sich deshalb mit dieser Engagementform beschäftigen.

Theorien zur politischen Partizipation versuchen zu erklären, wie politisches Interesse und politische Verhaltensweisen entstehen (Visser & Krosnick, 1998). Frühe Theorien haben vor allem die Wichtigkeit der familialen Sozialisation für die Ausbildung politischer Einstellungen in Kindheit und Jugendalter betont. Demnach führt eine Sozialisation in einem stark politisierten Elternhaus auch zu einem stabilen Politikinteresse bei Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Neuere Forschungsergebnisse haben dies durch Modelle ergänzt, die von einer lebenslangen Veränderung der Einstellungen ausgehen. Dabei wird der Kindheits- und Jugendphase allerdings nach wie vor eine wichtige Rolle für die politische Sozialisation zuerkannt (Grob, 2009).

In der Jugendphase finden viele Veränderungen statt, die sich auf das politische Verhalten auswirken können. Einerseits sehen sich Jugendliche vielfältigen neuen Aufgaben gegenüber, die sie sehr fordern: Das Abschließen von Schule und Ausbildung, die Suche nach einem Partner, der Auszug

² in Anlehnung an das sozialökologische Modell von Bronfenbrenner (1981)

VI. 2 THEORETISCHE RAHMUNG: WERTEENTWICKLUNG UND POLITISCHE SOZIALISATION JUGENDLICHER

aus dem Elternhaus und der Aufbau einer professionellen Karriere beschäftigen die Jugendlichen oft derart, dass die Zeit fehlt, politisches Interesse zu entwickeln und sich politisch zu engagieren (Glenn & Grimes, 1968 In: Neundorf, Smets & García-Albacete, 2013). Andererseits können diese zusätzlichen Herausforderungen jedoch auch zum politischen Bewusstsein beitragen. Eine Erwerbstätigkeit aufzunehmen, eine Familie zu gründen, sich in einer neuen Gemeinde niederzulassen setzt voraus, dass sich Jugendliche mit grundsätzlichen gesellschafts- und politikbezogenen Fragen auseinandersetzen, was tendenziell das Interesse an Politik insgesamt steigern kann (Neundorf et al., 2013). Die meisten Theorien gehen deswegen davon aus, dass das politische Interesse und das politische Engagement auch in der Jugendphase zunehmen.

Ein vielfach erprobtes und umfassendes Modell zur Untersuchung der bürgerschaflichen Beteiligung von Jugendlichen ist das "Civic Voluntarism Model" von Verba, Schlozman und Brady (1995). Demnach wird die Partizipation junger Menschen in hohem Maße von individuell verfügbaren Ressourcen wie Geld, Bildung, Fähigkeiten und Zeit einerseits sowie von der individuellen Motivation und den sozialen Netzwerken andererseits bestimmt. Da finanzielle, kulturelle und soziale Ressourcen aber sehr ungleich in der Gesellschaft verteilt sind, wird über diese Dimensionen auch eine Analyse der ungleichen Partizipationschancen und des ungleichen Partizipationsgrades nach sozioökonomischen, ethnisch-kulturellen und sozialen Strukturen möglich.

Eine der zentralen Fragen im Bereich der politischen Beteiligung ist die nach der Veränderung der Beteiligungsformen unter Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Zeitverlauf. Viele Studien zeigen auf, dass in den vergangenen Jahren viele der als konventionell bezeichneten Formen der politischen Beteiligung (Parteimitgliedschaft, Wahlteilnahme usw.) vor allem bei den jüngeren Generationen zurückgegangen sind (Horvath & Paolini, 2013).3 Parallel werden jedoch viele neue, unkonventionelle⁴ oder themenbezogene Formen der Teilnahme an politischen Angelegenheiten (Bürgerinitiativen, Petition, Blogs usw.) von den Jüngeren intensiver genutzt. Die unkonventionellen Formen umfassen Aktivitäten, die sich eher auf spezifische politische Anliegen fokussieren und eher auf indirektem Weg Einfluss nehmen wollen (Gabriel & Völkl, 2008; Norris, 2004; van Deth, 2009). Diese Veränderung im politischen Engagement verweist einerseits darauf, dass junge Menschen nach wie vor durchaus politisch interessiert sind, dass sie aber offensichtlich teilweise das Vertrauen in die politischen Institutionen verloren haben und daher neue Formen und Wege der politischen Artikulation und Teilhabe suchen (LSE Enterprise, 2013). Die heutige Generation der Jugendlichen hat zudem eher postmaterialistische Werthaltungen entwickelt, was im politischen Bereich ebenfalls zu einer Verschiebung der Interessen und Themen führt: Jugendliche und junge Erwachsene präferjeren stärker Themen, die die Lebensqualität zum Ziel haben, wie z.B. Umweltfragen oder Menschenrechtsfragen (Harris, Wyn & Younes, 2010).

³ Als "konventionell" werden jene Beteiligungsformen definiert, die auf der Rolle des Bürgers innerhalb der repräsentativen Demokratie basieren, um politische Entscheidungsprozesse direkt zu beeinflussen (Kaase, 1994).

⁴ Der Begriff "unkonventionell" wurde v.a. in den sechziger Jahren genutzt, um neue Formen der politischen Beteiligung zu bezeichnen, dies im Gegensatz zu den bestehenden konventionellen Formen. Heute ist der Begriff eigentlich ungeeignet, da viele dieser Formen zum normalen Repertoire der politischen Beteiligung gezählt werden können (z.B. Demonstrationen, Petitionen). Er wird jedoch, in Ermangelung eines passenden anderen Begriffs, im Bericht weiterhin verwendet.

3. Kontextbedingungen: Strukturen gesellschaftlicher und politischer Beteiligung in Luxemburg

Das folgende Kapitel VI.3 skizziert die wesentlichen Kontext- und Rahmenbedingungen zur bürgerschaftlichen Teilhabe Jugendlicher und junger Erwachsener in Luxemburg. Zuerst werden die Strukturen im Bereich der gesellschaftlichen Beteiligung beschrieben, ehe das Feld der politischen Beteiligung dargestellt wird. Grundlage für diese Kontextinformationen bilden die gesetzlichen und politischen Richtlinien in diesem Bereich in Luxemburg.

3.1 RAHMENBEDINGUNGEN UND STRUKTUREN DER GESELLSCHAFTLICHEN BETEILIGUNG

3.1.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen

Die Förderung und Unterstützung des gesellschaftlichen Engagements in Luxemburg ist ein zentrales Ziel der Regierungspolitik und insbesondere der Jugendpolitik. Seit 1996 wird die Förderung und Anerkennung des freiwilligen Engagements Jugendlicher in jugendpolitischen Richtlinien und Dokumenten festgehalten (Milmeister, 2012). Das Prinzip der Beteiligung wurde 2008 im Jugendgesetz verankert, in dem zehn zentrale Ziele aufgeführt sind, die u. a. die Förderung des Engagements der Jugendlichen in der Gesellschaft beinhalten (Chambre des Députés, 2008a, Art. 1, Punkte 1, 3, 9 und 10). In der Stellungnahme der Regierung zum Nationalen Jugendbericht von 2010 wird die Beteiligung der Jugendlichen schließlich als eins der drei zentralen Prinzipien der Jugendpolitik definiert⁵, die die Basis der Jugendpolitik und aller Maßnahmen festlegen (MFI, 2010). Im Jugendpakt wird die Problematik der geringen Beteiligung verschiedener Gruppen von Jugendlichen aufgegriffen und entsprechende Maßnahmen werden vorgeschlagen (MFI, 2012). Parallel wurde auch auf europäischer Ebene im Weißbuch 2001 und der EU-Jugendstrategie 2010-2018 die Beteiligung von Jugendlichen als Priorität festgelegt.

Zur Umsetzung dieses Ziels setzt die Jugendpolitik zum einen auf die gemeinnützigen Organisationen. Die Vereine nehmen in Luxemburg eine wichtige Rolle ein, da der soziale Sektor in historischer

⁵ Die beiden anderen Prinzipien sind die intergenerationelle Unterstützung der Jugendlichen auf ihrem Weg ins Erwachsenenleben und die Berücksichtigung individueller Ungleichheiten innerhalb der Jugendgeneration.

VI.3 KONTEXTBEDINGUNGEN: STRUKTUREN GESELLSCHAFTLICHER UND POLITISCHER BETEILIGUNG IN LUXEMBURG

Perspektive weitgehend auf privaten Initiativen aufbaute (Manderscheid & Vandivinit, 2009). Mithilfe von Konventionen wurden die privaten Träger mit staatlichen Finanzen unterstützt und zugleich auch zur Ausrichtung ihrer Arbeit auf bestimmte Ziele sowie zur Einhaltung grundlegender Qualitätsstandards verpflichtet (Schroeder, 2013). Auch die Jugendorganisationen können über das Gesetz zur Regelung der Beziehungen zwischen Staat und Trägern im sozialen, familiären und therapeutischen Bereich ("Action socio-familiale et thérapeutique" – ASFT) staatliche Unterstützung zur professionellen Durchführung eines Teils ihrer pädagogischen Arbeit erhalten (Chambre des Députés, 1998). Außerdem werden formell als Jugendorganisationen anerkannte Strukturen vom Staat finanziell und materiell unterstützt (Chambre des Députés, 2008a). Die Jugendorganisationen übernehmen des Weiteren eine zentrale Rolle in der Ausarbeitung und Evaluation der Jugendpolitik, da sie acht Mitglieder des "Conseil Supérieur de la Jeunesse" stellen, der für alle Fragen der Jugendpolitik vom Parlament herangezogen wird (Chambre des Députés, 2015). Sie übernehmen also nicht nur beim gesellschaftlichen Engagement der Jugendlichen eine wichtige Rolle, sondern sind auch zentrale Akteure in der Jugendpolitik und werden über das Ministerium auch dementsprechend unterstützt.

Zum anderen bekam auch der "Service National de la Jeunesse" (SNJ) durch das Jugendgesetz die Aufgabe, das gesellschaftliche Engagement der Jugendlichen zu koordinieren, zu unterstützen und zu fördern. Dies soll mithilfe vielfältiger Angebote in der Jugendarbeit sowie der Freiwilligendienste für Jugendliche und junge Erwachsene geschehen. Zusätzlich wird seit der zweiten Hälfte der neunziger Jahre die offene Jugendarbeit durch die Etablierung von Jugendhäusern gestärkt, deren Arbeit durch Konventionen mit dem Staat geregelt ist (Schroeder, 2013). Sie sprechen Jugendliche an, die sich eher weniger an Organisationen und Vereine binden.

Neben der Unterstützung des gesellschaftlichen Engagements Jugendlicher durch das Jugendministerium wird die freiwillige Arbeit auch generell von der Regierung unterstützt. Seit dem Jahr 2002 besteht die "Association du Bénévolat Luxembourg", die vom Familien- und Integrationsministerium finanziell bezuschusst wird. Über diese Vereinigung werden bestimmte Organisationen materiell und immateriell in der Arbeit mit Ehrenamtlichen unterstützt. Zugleich wird eine Ehrenamtsagentur angeboten, die informiert und die Zusammenarbeit im Bereich des ehrenamtlichen Engagements fördert. Zusätzlich können die freiwilligen Organisationen über die Teilnahme am "Conseil Supérieur du Bénévolat" Initiativen zur Förderung des Benevolats entwickeln oder unterstützen, Stellungnahmen verfassen und die Politik beraten. Andere Organisationen im kulturellen oder sportlichen Bereich werden durch die entsprechenden Ministerien über fortlaufende Konventionen oder punktuelle Subsidien unterstützt.

Der luxemburgische Staat fördert das gesellschaftliche Engagement der Jugendlichen auch über direkte finanzielle Leistungen. Hierzu zählen die bezahlten Urlaube, die im Rahmen eines freiwilligen Engagements von Arbeitnehmern beantragt werden können. Vier Varianten sind im luxemburgischen Arbeitsrecht verankert: Entwicklungshilfeurlaub, Jugendurlaub ("Congé-jeunesse"), Sonderurlaub für die Freiwilligen der Feuerwehr, Hilfs- und Rettungsdienste und Sporturlaub. Der SNJ erstattet zudem den engagierten Jugendlichen einen Teil ihrer Ausbildungskosten ("Prime animateurs bénévoles"). Die Freiwilligen der Hilfsdienste erhalten auch für einen Teil ihrer Arbeit eine finanzielle Entschädigung.

3.1.2 Vereinslandschaft und offene Jugendarbeit

In Luxemburg findet das gesellschaftliche Engagement von Jugendlichen einerseits in einer Vielzahl von Vereinen statt, andererseits in den professionalisierten Strukturen der offenen Jugendarbeit (Schroeder, 2013). Die Entwicklung der letzten zehn bis zwanzig Jahre zeigt eine deutliche Zunahme der Vereinigungen (Blond-Hanten, Lejealle, Segura & Waltzer, 2010). Sie spiegeln dabei die Interessen der Menschen in der Zivilgesellschaft wider: viele neue Organisationen sind im Bereich der Freizeit, des Umweltschutzes, des fairen Handels oder der Menschenrechte angesiedelt. Auch auf kommunaler und nachbarschaftlicher Ebene werden neue Organisationen gegründet, etwa wenn Personen sich durch ökologische Probleme vor Ort betroffen fühlen (z. B. Transition Minett).

Die Landschaft der Vereinsstrukturen, in denen Jugendliche Mitglieder sind oder sich engagieren, ist entsprechend vielfältig: Sportvereine, Kulturvereine (Musik, Theater, Fotografie usw.), Jugendfreizeitvereine (Pfadfinder, Jugendclubs usw.), freiwillige Feuerwehr, politische Vereine, religiös orientierte Vereine und spezifische Interessensvereine (Menschenrechte, Umwelt, Tiere usw.). Für die meisten dieser Vereine bestehen neben der nationalen Struktur auch Gruppen, die auf lokalem oder regionalem Niveau funktionieren. Da es keine umfassenden nationalen Statistiken zu Vereinen und zu Mitgliedschaften in Vereinen gibt, sollen hier nur exemplarisch zwei Gemeinden genannt werden, um die Dichte und Vielfalt freiwilliger Vereinigungen zu illustrieren.

- In Clervaux, einer eher ländlichen Gemeinde im Norden, sind um die 100 Vereine eingetragen⁶, von denen etwa 40 auch Aktivitäten für Jugendliche anbieten: 16 im Kulturbereich, 13 im Freizeitbereich (Pfadfinder, Jugendclubs, Jugendhäuser), 6 im Sportbereich und 5 im Bereich der freiwilligen Hilfsdienste.
- Für die Stadt Luxemburg zeigen Zahlen des "Service Jeunesse" die Mitgliedschaft der Unter-27-Jährigen in Vereinen⁷: die Vereine der Stadt zählten 6.792 Mitglieder bis 26 Jahre, davon der weitaus größte Anteil in Sportvereinen (4.744), gefolgt von den Pfadfindervereinen (1.018), den Musik- und Kulturvereinen (826), den Jugendhäusern (824) sowie sonstigen Vereinen (204).

Das ehrenamtliche Engagement Jugendlicher in Vereinen wird durch eine Reihe von Maßnahmen des für Jugend zuständigen Ministeriums und des SNJ unterstützt. Kompetenzen, die bei der freiwilligen Arbeit erworben werden, können formell über ein Portfolio oder über die "Validation des acquis de l'expérience" anerkannt werden. Die Ausbildung zum "(Aide-)Animateur" (Jugendbetreuer/Hilfsjugendbetreuer) wird mit einem Diplom anerkannt. Im Rahmen des "Mérite Jeunesse" werden Jugendliche ermutigt, unterschiedliche Aktivitäten durchzuführen, die ihnen helfen, ihre persönlichen Kompetenzen zu entwickeln und ihre Rolle in der Gesellschaft zu stärken (ähnlich wie dem "Duke of Edinburgh's Award"). Hierbei können Jugendliche auch ihr ehrenamtliches Engagement nutzen, um die verschiedenen Niveaus des "Mérite" zu erreichen. Zudem bietet das "Centre Information Jeunes" (CIJ) den engagierten Jugendlichen die spezielle Freiwilligenkarte "Teamkaart" an, mit der sie von diversen Vorteilen und Vergünstigungen profitieren können. In den letzten Jahren haben zusätzliche

⁶ www.clervaux.lu/de/vereine.html (zuletzt abgerufen am 04. Februar 2015).

⁷ www.vdl.lu/vdl_multimedia/Publications/Citoyens+et+R%C3%A9sidents/Affaires+Sociales/Intervention+Sociale/Freizeit+(zuletzt abgerufen am 04. Februar 2015).

VI.3 KONTEXTBEDINGUNGEN: STRUKTUREN GESELLSCHAFTLICHER UND POLITISCHER BETEILIGUNG IN LUXEMBURG

Reglementierungen und erhöhte Qualifizierungsanforderungen die Arbeit der Freiwilligen in den Vereinen verändert und zum Teil auch professionalisiert. Trotzdem sehen sich viele Vereine in Luxemburg mit dem Problem der rückläufigen Mitgliederzahlen und des nachlassenden Engagements konfrontiert (Blond-Hanten et al., 2010).

Neben den freiwilligen Strukturen, in denen Jugendliche sich gesellschaftlich engagieren können, haben sich vor allem die professionellen Strukturen im Jugendbereich die Beteiligung der Jugendlichen in der Gesellschaft zum Ziel gesetzt. In den Jugendhäusern ist die Beteiligung der Jugendlichen ein wichtiges Ziel.

Die Jugendlichen haben zudem die Möglichkeit, sich in vielfältigen Freiwilligendiensten in Luxemburg zu engagieren: im Freiwilligendienst in der Entwicklungszusammenarbeit ("Service volontaire de coopération" – SVC), im Europäischen Freiwilligendienst ("Service volontaire européen" – SVE), im staatsbürgerlichen Freiwilligendienst ("Service volontaire civique" – SVCi) und im freiwilligen Orientierungsdienst ("Service volontaire d'orientation" – SVO). Auch das europäische Programm "Erasmus+ Jugend in Aktion" unterstützt Projekte, deren Ziel die gesellschaftliche Beteiligung von Jugendlichen ist.

3.2 RAHMENBEDINGUNGEN UND STRUKTUREN DER POLITISCHEN BETEILIGUNG

3.2.1 Politische und rechtliche Rahmenbedingungen

Die politische Beteiligung Jugendlicher wird als *strategisches Ziel der Jugendpolitik* bereits 1996 in den ersten jugendpolitischen Leitlinien erwähnt. Das damals neu gegründete Jugendministerium stellte vor allem die Beteiligung Jugendlicher in allen Lebensbereichen in den Mittelpunkt, während sich bis dahin die Unterstützung der politischen Beteiligung Jugendlicher vor allem auf die lokale Ebene beschränkte (Jugendkommunalplan, Jugendkommissionen). Durch das Jugendgesetz (2008) wurde die Beteiligung der Jugendlichen an der Demokratie auch gesetzlich als ein Ziel der Jugendpolitik festgehalten (Chambre des Députés, 2008b).

Die Entwicklung der Beteiligung als grundlegendes Prinzip der Jugendpolitik wurde immer wieder durch die europäische Jugendpolitik gefordert und unterstützt;⁸ 2003 hat der Europäische Rat die Jugendpartizipation als ein gemeinsames Ziel festgelegt.⁹ Viele der jugendpolitischen Initiativen der letzten Jahre in Luxemburg basieren auf Empfehlungen und Richtlinien europäischer Gremien, z.B. die nationalen Jugendrepräsentationen oder der strukturierte Dialog.

Die *Umsetzung konkreter Maßnahmen* durch die Jugendpolitik erfolgte mit der Einführung verschiedener Strukturen: grundlegend durch das Jugendgesetz von 2008, durch den "Conseil Supérieur de la Jeunesse" (Kapitel VI.3.1.1), durch den Kommunalen Jugendplan, durch das Jugendparlament und den Strukturierten Dialog (Kapitel VI.3.2.3).

Neben der Jugendpolitik ist die Beteiligung von Kindern und Jugendlichen auch ein wichtiges Thema für die Politik der gesamten Regierung. So wurde die Regierung im Jahr 1993 durch die Ratifizierung

⁸ Bereits 1999 legten die Jugendminister fest, dass die Mitbestimmung von jungen Menschen in allen Bereichen der Gesellschaft und in den Entscheidungsfindungsprozessen gefördert werden soll. http://eurlex. europa.eu/legal-content/DE/TXT/HTML/?uri=URISERV:c11604&from=FR (zuletzt abgerufen am 17. November 2015)

⁹ http://eur-lex.europa.eu/legal-content/DE/TXT/HTML/?uri=URISERV:c11075&from=FR (zuletzt abgerufen am 17. November 2015)

der UN-Kinderrechtskonvention verpflichtet, alle nationalen Gesetze mit dem Abkommen in Einklang zu bringen. Artikel 12 der Konvention gibt den Kindern das Recht, ihre Meinung zu allen Themen, die sie betreffen, zu sagen (ORK, 2014). Jedes Jahr verfasst das Ombudscomité für die Rechte der Kinder (ORK) einen Bericht zur Evaluation der Situation in Luxemburg: 2014 lautete eine Empfehlung, die Beteiligung der Kinder als Prinzip in die Kinder- und Jugendarbeit mit einfließen zu lassen (ORK, 2014). Im Jugendpakt haben sich neben dem Jugendministerium auch die Ministerien für Bildung, für Familie und für Justiz verpflichtet, mit einzelnen Aktionen (4.10 bis 4.12) die Beteiligung der Kinder und Jugendlichen in den Erziehungsstrukturen, in den Schulen und bei juristischen Streitfällen zu verbessern (MFI, 2012).

Ein weiterer Aspekt der politischen Beteiligung Jugendlicher betrifft das Wahlrecht bzw. die Wahlpflicht. In Luxemburg besteht die gesetzliche Wahlpflicht für Luxemburger ab dem Alter von 18 Jahren bei allen legislativen Wahlen auf nationaler, kommunaler und europäischer Ebene. Nichtluxemburger dürfen bei den kommunalen Wahlen wählen gehen, wenn sie bereits fünf Jahre im Land wohnen und einen Antrag stellen, um sich in die Wahllisten einzutragen (Chambre des Députés, 2013). Seit 2008 besteht auch für nichtluxemburgische Einwohner die Möglichkeit, Luxemburgisch als zweite Nationalität anzunehmen und somit auch wählen zu dürfen (und zu müssen). Bedingung hierfür ist, neben einer Aufenthaltsdauer von sieben Jahren, der Nachweis, dass man die luxemburgische Sprache beherrscht und Bildungskurse besucht hat.

Die Absenkung des Wahlalters auf 16 Jahre wurde bereits 1996 vom damaligen Jugendministerium in die Diskussion gebracht (Ministère de la Jeunesse, 1996; Ministère de la Jeunesse, 1997). Auch im Rahmen der Revision der luxemburgischen Verfassung, an der seit 1999 gearbeitet wird, stellte sich diese Frage, zu der die Parteien in der Abgeordnetenkammer jedoch keine Einigung fanden. Deshalb wurde entschieden, die luxemburgischen Bürger durch ein Referendum über diese und weitere umstrittene Fragen direkt abstimmen zu lassen. Im Juni 2015 stimmte mit rund 80 % die überwiegende Mehrheit der Wahlbevölkerung gegen ein aktives fakultatives Wahlrecht für Jugendliche ab 16 Jahren. Auch das aktive fakultative Wahlrecht für in Luxemburg lebende Ausländer (unter besonderen Bedingungen) wurde mehrheitlich abgelehnt (78 %). 10

Als direkte finanzielle Leistung zur Unterstützung des politischen Engagements gibt es den "congé politique": junge Erwachsene mit einem Mandat als Bürgermeister, Gemeindeschöffe oder Gemeinderatsmitglied können diesen Urlaub beantragen, um ihr Amt ausüben zu können. Im Mai 2015 hat die Regierung ihre Absicht bekundet, in nächster Zukunft ein Zentrum für politische Bildung in Luxemburg zu etablieren, damit die politische Bildungsarbeit besser koordiniert wird, neue Bildungskonzepte entwickelt sowie Projekte in der Schule wie auch in der Zivilgesellschaft gefördert werden (Schilt & Schoentgen, 2015).

3.2.2 Konventionelle Beteiligung: Parteien, Wahlpflicht und Wahlbeteiligung

Die noch immer wichtigste demokratische Beteiligungsform ist die *Teilnahme an Wahlen* der repräsentativen politischen Institutionen eines Landes. Da in Luxemburg nur Personen mit luxemburgischer Nationalität das Wahlrecht haben, jedoch 45 % der Einwohner die luxemburgische Nationalität nicht

¹⁰ Offizielle Ergebnisse des Referendums 2015: www.elections.public.lu/fr/referendum/2015/resultats/index.html (zuletzt abgerufen am 10. November 2015).

VI.3 KONTEXTBEDINGUNGEN: STRUKTUREN GESELLSCHAFTLICHER UND POLITISCHER BETEILIGUNG IN LUXEMBURG

besitzen, dürfen sehr viele Einwohner des Landes nicht wählen. Der Anteil der Wahlberechtigten (bei nationalen Wahlen) innerhalb der Wohnbevölkerung über 18 Jahren lag nach Frising et al. (2013) im Jahr 2011 nur bei 57%. Eigene Berechnungen ergeben, dass 2011 nur 51% der jungen Menschen im Alter von 18 bis 34 Jahren in Luxemburg für nationale Wahlen wahlberechtigt waren.

Bei den europäischen und lokalen Wahlen dürfen sich auch Nichtluxemburger in den Wahllisten eintragen und somit an Wahlen teilnehmen. So ist zwischen 1994 und 2014 der Anteil ausländischer Einwohner, die sich für Europawahlen eingeschrieben haben, von 7% auf 12% gestiegen; bei den Gemeindewahlen ist der Anteil zwischen 1999 und 2011 von 12% auf 17% gestiegen (Manço, Gillen & Mertz, 2015). Jüngere Migranten sowie neu Hinzugezogene tragen sich insgesamt seltener in die Wahllisten ein: obwohl die Wahlbeteiligung ab der zweiten Generation der Migranten steigt, scheint die fünfjährige Wohndauer als Voraussetzung für die Wahlberechtigung von Migranten die Beteiligung jüngerer Migranten eher zu behindern.

Unter den Wahlberechtigten hat sich der Anteil der Personen, die ihre Stimme auch tatsächlich abgeben, seit 2004 zwischen 91 % und 92 % eingependelt. ¹¹ Lediglich bei den Europawahlen von 2014 ist dieser Anteil etwas gefallen, auf knapp 86 %. Dies erklärt sich wahrscheinlich durch die Abkoppelung der Europawahlen von den nationalen Wahlen. Eine Studie zu den Wahlen von 2011 (Berg, Milmeister & Weis, 2014) kommt zu dem Schluss, dass die Wahlabstinenz innerhalb der Wahlberechtigten der jungen Generation nicht höher liegt als bei den älteren Generationen.

Neben dem aktiven Wählen zählen auch *Mitgliedschaften in Parteien und Gewerkschaften* zu den wichtigen Indikatoren konventioneller politischer Beteiligung. In allen großen Parteien bestehen spezielle Jugendsektionen oder Jugendparteien, wie CSJ (Christlich-Soziale Jugend), JSL ("Jonk Sozialiste Lëtzebuerg"), d'JDL ("Jeunesse démocrate et libérale"), "déi jonk Gréng" oder ADRenalin. Auch in den zwei national repräsentativen Gewerkschaften Luxemburgs gibt es eine Jugendsektion, die OGBL Jeunes ("Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg") und die LCGJ ("Lëtzebuerger Chrëschtlech Gewerkschaftsjugend"). Geschätzt auf Basis der in Studien veröffentlichten Mitgliedschaftszahlen der politischen Parteien¹² liegt der Anteil der Einwohner, die Mitglied in einer politischen Partei sind, insgesamt bei circa 4 bis 5 %. Zu den jugendlichen Mitgliedern in den Parteien stehen keine Zahlen zur Verfügung.

Für die Gewerkschaften liegen weitaus höhere Zahlen vor: insgesamt gibt es demnach um die 150.000 Gewerkschaftsmitglieder, wobei hierzu auch viele Grenzgänger gezählt werden. ¹³ Der Arbeitskräfteerhebung von 2010 zufolge sind 41 % der in Luxemburg lebenden Arbeitnehmer gewerkschaftlich organisiert (Ries, 2011). Dieser Anteil variiert sehr stark mit dem Alter: Bei den Jugendlichen unter 25 Jahren sind nur 23 %, bei den 25- bis 34-Jährigen nur 33 % Mitglied in einer Gewerkschaft.

¹¹ Tabellen C7100 und C7200, heruntergeladen auf www.statistiques.public.lu am 05. Januar 2014.

¹² Besch, Dubajic und Legrand (2009) geben folgende Mitgliedschaftszahlen an: CSV 10.000, DP 6.500, LSAP 6.000, ADR 1.850, Déi Gréng 500. Poirier, Dumont, Kies, Carpentier-Tanguy und Spreitzer (2015) publizieren folgende Mitgliedschaftszahlen: CSV 10.000, DP 7.000, LSAP 6.000, Déi Gréng 1.500, Piratepartei 300.

¹³ http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Luxemburg/Gewerkschaften#note_1 (zuletzt abgerufen am 10.November 2015).

3.2.3 Strukturen der unkonventionellen Beteiligung

Seit dem Jugendgesetz von 2008 besteht in Luxemburg ein *Jugendparlament* ("Assemblée nationale des jeunes"), das sich an alle Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Alter von 14 bis 24 Jahren wendet. In der Literatur (z. B. Shephard & Patrikios, 2012) werden Jugendparlamente als Möglichkeit gesehen, die Jugendlichen wieder mehr für Politik zu interessieren, ihnen politische Strukturen näherzubringen und demokratische Verhaltensweisen zu vermitteln. Auch in Luxemburg wird das Jugendparlament als eine konkrete Förderung der politischen Beteiligung Jugendlicher angesehen und unterstützt (Chambre des Députés, 2012). ¹⁴ Das Jugendparlament ist jedoch keine repräsentativ gewählte Beteiligungsform, alle interessierten Jugendlichen werden aufgenommen.

Auf kommunaler Ebene werden seit über zehn Jahren verschiedene Instrumente vom zuständigen Ministerium unterstützt, um auch die Belange der Kinder und Jugendlichen in der Gemeindepolitik zu berücksichtigen. So existiert in elf der 105 Gemeinden ein Kindergemeinderat¹⁵, in sechs Gemeinden gibt es einen Jugendgemeinderat.¹⁶ Seit 2010 haben zwei Gemeinden einen kommunalen Jugendplan¹⁷ durchgeführt. Mehrere Gemeinden greifen auf Jugendforen zurück, um punktuell oder regelmäßig die Meinung der Jugendlichen zu einzelnen Belangen in der Gemeinde einzuholen. So organisierten die Gemeinden Mertert und Wasserbillig im September 2013 ein Jugendforum, um die Jugendlichen über die Organisation des neuen Ministadions mitbestimmen zu lassen.¹⁸ Die Stadt Luxemburg lädt die Jugendlichen der verschiedenen Viertel regelmäßig zu Jugendforen ein, um über ihre Bedürfnisse im Viertel zu diskutieren.¹⁹

In den Sekundarschulen werden seit 1997 *Schülerräte* ("comités d'élèves") gewählt, um die Interessen der Schüler zu vertreten und eine Brücke zu den Lehrern, der Schulverwaltung und den Elternvertretern zu sein (SNJ, CNEL & CGJL, 2008). Die gewählten Mitglieder der Nationalen Schülerkonferenz ("Conférence Nationale des Élèves Luxembourg" – CNEL) vertreten alle Schüler der technischen und klassischen Sekundarschulen des Landes gegenüber dem Bildungsministerium und anderen Schulpartnern. Die CNEL verfasst seit 2011 zu wichtigen Themen auch Stellungnahmen, z.B. zur Sekundarschulreform, zu der Jugendgarantie oder zur Reorganisation der Studienbeihilfen.

Der Jugendkonvent wird von der Jugendkonferenz, dem Dachverband der Jugendorganisationen in Luxemburg ("Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise" – CGJL), organisiert und gibt Jugendlichen die Möglichkeit, Themen zu diskutieren, Fragen zu stellen und ihre Meinung in unterschiedlichen Workshops auszudrücken.²⁰ Den Jugendlichen stehen dabei Experten zur Seite und sie können zum Abschluss ihre Forderungen in einer Plenarsitzung des Parlaments vor den anwesenden

¹⁴ In einer Studie (Heinen, Roob & Berg, 2011) wurde aufgezeigt, dass das luxemburgische Jugendparlament eine wichtige Funktion zur politischen Beteiligung und zur politischen Bildung der Jugendlichen einnimmt.

¹⁵ Bertrange, Contern, Differdange, Dudelange, Heffingen, Junglinster, Lorentzweiler, Sanem, Steinsel, Walferdange sowie in Petange (http://mouvement.oeko.lu/politique-communale_Democratie.421-2.html, zuletzt abgerufen am 06. Januar 2015).

¹⁶ Differdange, Dudelange, Hesperingen, Mondorf-les-Bains, Sanem, Schifflange; geplant in Kayl, Petange.

¹⁷ Der "Plan communal jeunesse" (PCJ) ist ein Planungsinstrument, mit dem eine Gemeinde ihre Jugendpolitik für die nächsten Jahre festlegt. Ein PCJ muss auf wissenschaftliche Daten basieren und die Jugendlichen der Gemeinde an der Ausarbeitung des Plans beteiligen.

¹⁸ www.croix-rouge.lu/blog/9549/2-jugendforum-in-mertert-wasserbillig/ (zuletzt abgerufen am 10. November 2015).

¹⁹ www.vdl.lu/Jugendforum+%28FR+_+DE%29-p-75664.html (zuletzt abgerufen am 06. Januar 2015).

²⁰ www.cgil.lu/de/jugendkonvent/ (zuletzt abgerufen am 10. November 2015).

Abgeordneten präsentieren und diskutieren. 2014 fand der 10. Jugendkonvent zum Thema "Vertrauen ist gut – ist Kontrolle besser?" statt, an dem 68 Jugendliche im Alter von 12 bis 25 Jahren teilnahmen.

Seit 2013 werden vom "Comité interministériel de la jeunesse" auch regelmäßig Konsultationen und Besprechungen zwischen den Jugendlichen und den Ministern organisiert. Anlass hierzu gaben die Jugendmobilisierungen im Herbst 2011 zur Sekundarschulreform. Im Anschluss hieran forderte das Jugendparlament die Regierung auf, sich regelmäßig mit den Jugendlichen zu treffen, um über Initiativen der Regierung zu diskutieren und ihre Meinung anzuhören, bevor eine Entscheidung getroffen wird. 2013/2014 fand der erste "Jugenddësch" zum Thema der Jugendgarantie statt. 2014/2015 stand das Thema des Wohnens Jugendlicher im Fokus. ²¹ Auch auf europäischer Ebene werden die Meinungen der Jugendlichen von der Politik angehört. Dies geschieht im Rahmen des strukturierten Dialogs durch regelmäßigen Austausch und auf EU-Jugendkonferenzen. Zum Thema "Befähigung der Jugend" hat Luxemburg gemeinsam mit Italien und Lettland zwischen Juli 2014 und Dezember 2015 den Dreiervorsitz. ²²

Verschiedene *Studierendenvertretungen* in Luxemburg treten für die Rechte und Interessen der luxemburgischen Studenten ein, bringen sie zusammen, informieren und repräsentieren sie. Die "Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois" (ACEL), die seit 1984 besteht, vertritt nach eigenen Angaben rund 10.000 luxemburgische Studenten weltweit und ist damit die größte Studierendenvertretung Luxemburgs.²³ Außerdem engagiert sich die "Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg" (UNEL) bereits seit 1920 für die Belange der luxemburgischen Studenten. Die 1910 gegründete "Association Luxembourgeoise des Universitaires Catholiques" (ALUC) ist die älteste Studierendenorganisation.²⁴ Die "Luxembourg University Students' Organization" (LUS) repräsentiert die Studenten der Universität Luxemburg. Hinzu kommt der "Cercle des Étudiants Africains au Luxembourg" (CEAL).

Neben diesen eher institutionellen neueren Formen der politischen Beteiligung werden auch mehr punktuelle und informelle Formen der Beteiligung in Luxemburg genutzt. Zu diesen zählen unter anderem (Online-)Petitionen, (legale und illegale) Demonstrationen, Proteste (z. B. Hausbesetzungen), Boykotts (z. B. "buycotts") usw.

Seit 2013 haben in Luxemburg wohnende Personen ab dem Alter von 15 Jahren die Möglichkeit, *Online-Petitionen* auf der Internetseite des Parlaments anzufragen und zu unterschreiben. Eine öffentliche Petition muss zuerst aufgrund einiger Kriterien, wie dem Allgemeinwohl, von der Petitionskommission des Parlaments genehmigt werden. Ist die Petition genehmigt, ist sie für einen Zeitraum von sechs Wochen auf der Internetseite des Parlaments zum Unterschreiben zugänglich. Gleichzeitig wird ein Diskussionsforum zur Petition eingerichtet. Erreicht die Petition nach dieser Zeit 4.500 Unterschriften, dann wird eine öffentliche Diskussion mit dem zuständigen Minister und sechs der Petitionsunterstützer im Parlament organisiert.²⁵ Darüber, wie häufig Online-Petitionen durch Jugendliche und junge Erwachsene genutzt werden, sind keine Informationen verfügbar.

Jugendliche haben in den letzten Jahren mehrmals zu Demonstrationen aufgerufen, etwa zur "Jumbokarte" im Dezember 1996, gegen das Gesetz zur Neustrukturierung der Arbeitslosenhilfe im November 2006 oder zu den Studentenbeihilfen im April 2014 (Hansen, 18.04.2014). Bei dieser letzten Demonstration mobilisierte das organisierende "Aktionskomitee 6670", das sich aus verschiedenen

²¹ http://portal.education.lu/dialog/Home.aspx (zuletzt abgerufen am 10. November 2015).

²² http://ec.europa.eu/youth/policy/implementation/dialogue_de.htm (zuletzt abgerufen am 10. November 2015).

²³ www.acel.lu/about/wat (zuletzt abgerufen am 17. November 2015)

²⁴ www.aluc.lu/wiki/index.php?title=Nos_objectifs (zuletzt abgerufen am 10. November 2015).

²⁵ Informationen zu den Petitionen finden sich auf der Internetseite www.chd.lu

Studierendenvertretungen, Jugendparteien, Schülerkomitees und engagierten Personen zusammensetzte. rund 17.000 Schüler und Studenten²⁶.

3.2.4 Förderung von politischem Interesse und politischer Bildung

Politische Bildung ist eine Aufgabe, die seit 2009 in den Schulen umgesetzt werden soll (Chambre des Députés, 2009b): Artikel 3 des Gesetzes zur Schulpflicht definiert die Vorbereitung der Schüler auf ihre Verantwortung als Bürger einer demokratischen Gesellschaft als Ziel. In der Schule bestehen mittlerweile in allen Bildungsgängen Kurse zur zivilen und politischen Bildung der Schüler (Gifford & Gomez, 2014) (zur Kritik siehe Burton & Houssemand, 2010; Faber & Boll, 2010).

In Luxemburg werden mithilfe der internationalen ICCS-Studie Informationen zu den Beteiligungsmöglichkeiten der Schüler an luxemburgischen Schulen erhoben. Burton und Houssemand (2010) stellen auf dieser Grundlage fest, dass in Luxemburg durchaus Möglichkeiten bestehen, sich in der Schule an staatsbürgerlichen Aktivitäten²⁷ oder an Entscheidungen innerhalb der Schule zu beteiligen: 25 % der Lehrer und 44 % der Schüler geben an, dass sie im Laufe des Jahres an einer entsprechenden Aktivität teilgenommen haben. Die luxemburgischen Schüler sind – nach Aussagen der Lehrer und der Schüler selbst – im Vergleich zu anderen europäischen Ländern jedoch nur gering an den Entscheidungsprozessen der Schule beteiligt.

Allgemeine politische Bildungsangebote oder die Förderung einer politischen Diskussionskultur werden auch von einzelnen Institutionen angeboten: die "Gréng Stöftung", die der grünen Partei nahesteht, sowie die Stiftung Robert Krieps, die der sozialistischen Partei nahesteht, haben sich die Förderung der Diskussion und des Dialogs zu Problemen der luxemburgischen Gesellschaft zum Ziel gesetzt. In den letzten Jahren versuchten einzelne Initiativen Themen aufzugreifen, die für die Entwicklung Luxemburgs wichtig scheinen: die Initiative "5 vir 12" oder "2030.lu – Ambition pour le futur" oder Konferenzen der Zeitschrift "forum public".

Im non-formalen Bereich bestehen einzelne Initiativen, die sich zum Ziel gesetzt haben, die bürgerschaftliche Bildung vor allem bei Jugendlichen zu fördern. Das "City Rallye" ist ein Beispiel, das von der CGJL und dem CIJ angeboten wird und bei dem die Jugendlichen auf interaktive Art und Weise Wissen erlernen und die demokratischen Strukturen kennenlernen. In den letzten Jahren haben die neuen Medien dazu beigetragen, dass vor allem bei den Jugendlichen das Informieren über politische Inhalte und auch die Diskussion zu politischen Themen vermehrt in sozialen Netzwerken oder in Internetforen stattfinden. In Luxemburg waren 2011 83 % der 16- bis 24-Jährigen in einem sozialen Netzwerk eingeschrieben (Frising, 2012). Die meisten Parteien nutzen die sozialen Medien zur Information ihrer Anhänger (facebook, Twitter, youtube). Da die potenziellen Wähler durchschnittlich jedoch älter und weniger in sozialen Medien aktiv sind, haben vor allem die großen Parteien bei den letzten Wahlen eher auf klassische Methoden gesetzt (Poirier et al., 2015).

²⁶ Informationen der Internetseite www.streik.lu (zuletzt abgerufen am 03. Februar 2015)

²⁷ Die Schüler wurden gefragt, ob sie in den letzten 12 Monaten an folgenden Aktivitäten innerhalb der Schule teilgenommen haben: freiwillige Teilnahme an musikalischen oder theatralischen Aktivitäten außerhalb der Schulstunden, aktive Beteiligung an einer Diskussion, Wahlen für eine Klassenvertretung oder für das "Schülercomité", Teilnahme an der Entscheidungsfindung bei der Schulorganisation, Teilnahme an einer Diskussion bei Schülertreffen, Kandidat zur Wahl des Klassenvertreters oder eines Mitglieds des Schülercomités.

VI.4

4. Entwicklung und Formen der bürgerschaftlichen Teilhabe von Jugendlichen: Eine Rekonstruktion auf der Basis von Sekundärdaten

In Kapitel VI. 4 werden die Einstellungen und das Verhalten der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg in Bezug auf ihr politisches und gesellschaftliches Engagement in Luxemburg dargestellt. Ziel der Sekundäranalyse ist die Beschreibung von Art und Umfang der bürgerschaftlichen Teilhabe der Jugendlichen, die in Luxemburg leben, sowie die Identifikation von Unterschieden innerhalb der Jugendbevölkerung nach Alter, Geschlecht, Nationalität und Bildung sowie der Vergleich mit der älteren Generation und mit anderen europäischen Ländern.²⁸

Im Kapitel VI.4.1 stehen politische Einstellungen und Wissen der Jugendlichen im Zusammenhang mit Politik und Demokratie im Mittelpunkt. In VI.4.2 werden Mitgliedschaft und Engagement Jugendlicher in Organisationen beschrieben. Kapitel VI.4.3 beschäftigt sich mit den verschiedenen Formen politischer Partizipation Jugendlicher und junger Erwachsener, und in Kapitel VI.4.4 werden typische Beteiligungsformen Jugendlicher dargestellt.

4.1 WERTORIENTIERUNGEN, POLITISCHE EINSTELLUNGEN UND POLITISCHES WISSEN JUGENDI ICHER

Die Frage, weshalb Jugendliche sich gesellschaftlich oder politisch engagieren, ist eng verbunden mit der allgemeinen Wertorientierung, dem politischen Interesse, ihren Einstellungen zu Politik und Demokratie sowie ihrem gesellschaftlichen und politischen Wissen.

4.1.1 Wertorientierungen und Wichtigkeit einzelner Lebensbereiche

Wertorientierungen gehören zu den grundlegenden Orientierungen der Menschen. Sie definieren die zentralen Präferenzen, nach denen Menschen ihre Entscheidungen treffen und ihr Handeln gestalten.

²⁸ Die im Kapitel VI.4 dargestellten Werte basieren auf Unterschieden, die auf 0,05-Niveau signifikant sind.

Von daher sind Wertorientierungen auch für die Frage nach dem Stellenwert von Politik im Leben der Menschen von Bedeutung.

Fragt man Jugendliche, welche Werte ihnen in der Erziehung am wichtigsten sind, so nennen in der "European Values Study" (EVS) 39% der 18- bis 34-Jährigen zunächst Selbstverwirklichungswerte (Autonomie, Ausdauer, Entschlossenheit, Phantasie usw.); 35% der Jugendlichen und jungen Erwachsenen nennen traditionelle Werte (Arbeiten, Gehorsam, Sparsamkeit); Prosozialität (Selbstlosigkeit, Toleranz, Respekt) folgt an dritter Stelle und wird von 28% der Befragten als wichtig erachtet (Datensatz EVS 2008).

Während Jugendliche im Durchschnitt ähnliche Werte wichtig finden wie junge Erwachsene, finden sich nach Nationalität, Geschlecht und Bildung unterschiedliche Präferenzen. Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität präferieren häufiger Selbstverwirklichungswerte (44%) und etwas weniger Prosozialität (22%). Bei Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität stehen traditionelle Werte an erster Stelle (50%), während Selbstverwirklichungswerte als unwichtiger angesehen werden (23%).

Bei weiblichen Jugendlichen liegt Selbstverwirklichung vorn (42%), während traditionelle Werte und Prosozialität jeweils nur für ein Drittel von Bedeutung sind (31% und 30%). Demgegenüber stimmen männliche Jugendliche häufiger eher traditionellen Werten (39%) als auch Selbstverwirklichungswerten (36%) zu, während die Werte für Prosozialität etwas tiefer liegen (26%).

Auch nach Bildungsniveau unterscheiden sich die Wertorientierungen der Jugendlichen deutlich: traditionelle Werte werden eher von Jugendlichen mit niedriger Schulbildung als wichtig angesehen; Selbstverwirklichungswerte erhalten eher Zustimmung bei Jugendlichen mit hoher Schulbildung.

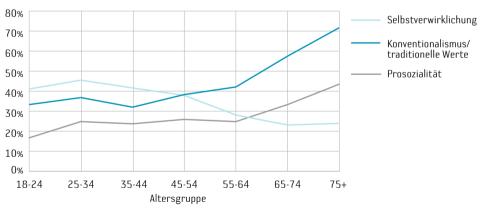


Abbildung 57: Anteil der Einwohner mit luxemburgischer Nationalität, die die Wertedimensionen wichtig finden, nach Altersklassen, 2008

Quelle: EVS 2008; n=844; Anteil Einwohner mit luxemburgischer Nationalität, der die Wertedimension als wichtig einstuft

Diese typischen Wertemuster in den jüngeren Generationen unterscheiden sich von jenen älterer Generationen: Unter Einwohnern mit luxemburgischer Nationalität finden traditionelle Werte vor allem bei älteren Altersklassen Zustimmung (Datensatz EVS 2008)²⁹ und deutlich weniger bei jüngeren Altersklassen (siehe Abbildung 57). Auch Prosozialität wird von der älteren Generation mehr

²⁹ Diese Analyse wurde nur für die Einwohner mit luxemburgischer Nationalität dargestellt.

geschätzt als von den 18- bis 24-Jährigen. Umgekehrt ist es bei den Werten der Selbstverwirklichung: die Zustimmung ist bei den 25- bis 34-Jährigen am höchsten und nimmt mit zunehmendem Alter ab.

Die Daten bestätigen insgesamt den Wertewandel innerhalb der luxemburgischen Gesellschaft. Gleichzeitig zeigen sie auch, dass postmaterialistische Werte (Selbstverwirklichung) bei jüngeren Generationen stark ausgeprägt sind, ohne dass die materiellen Werte (Konventionalismus) ihre Bedeutung verloren hätten (Kaina & Deutsch, 2006).

Neben der Frage nach den Wertorientierungen, die eher abstrakte und grundlegende Präferenzen der Menschen abbilden, wird in der Forschung auch nach der Wichtigkeit unterschiedlicher Lebensbereiche gefragt, um Hinweise auf handlungsrelevante Orientierungen zu erhalten. In den Einschätzungen Jugendlicher zur Wichtigkeit bestimmter Lebensbereiche stehen bei den 18- bis 34-Jährigen Familie, Arbeit, Freunde und Freizeit mit über 90 % Zustimmung ganz vorne (Datensatz EVS 2008). Erst weit danach folgen Politik (44%) und Religion (31%). In Bezug auf die Bedeutung der zentralen Lebensbereiche Familie, Arbeit und Freunde geben die jüngeren und die älteren Generationen durchaus ähnliche Bewertungen ab, sodass hier von einer Kontinuität in der Bewertung der zentralen Lebensbereiche gesprochen werden kann (Hausman, 2011; Meyers & Willems, 2008).

Diese wichtigsten Lebensbereiche sind auch für Jugendliche anderer Nationalität von Bedeutung. Allerdings spielt für Jugendliche und junge Erwachsene mit portugiesischer Nationalität neben Familie und Arbeit die Religion eine wichtigere Rolle (16%). Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität finden dagegen Freunde und Freizeit wichtiger (jeweils 64% und 47%) als Jugendliche mit portugiesischer Nationalität (jeweils 44 % und 42 %). Der höhere Konventionalismus portugiesischer Jugendlicher deutet auf eher traditionelle Lebenseinstellungen hin, bei denen das Zusammenleben in einer Familie und das Ergreifen einer Arbeit die wichtigsten Ziele im Leben darstellen. Demgegenüber orientieren sich Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität häufiger an Selbstverwirklichungswerten, für deren Erfüllung neben Familie und Arbeit auch Bereiche wie Freunde und Freizeit eine bedeutende Rolle spielen.

Politik spielt im Leben der meisten Jugendlichen zunächst keine wichtige Rolle; bei bestimmten Gruppen von Jugendlichen liegt die Zustimmung sogar weit unter dem Durchschnittswert: So ist weiblichen Jugendlichen Politik im Leben weniger wichtig als männlichen (39% der Mädchen gegenüber 48 % der Jungen), und nur ein Drittel der Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität findet Politik im Leben wichtig (gegenüber 47 % der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität). Auch Jugendliche mit geringem Bildungsstatus sehen mit 35 % gegenüber 55 % der Jugendlichen mit höherem Bildungsstatus in der Politik keinen wichtigen Lebensbereich.

4.1.2 Politisches Interesse im Jugendalter

Ein Indikator, der in sehr vielen Studien zur Erklärung politischer Beteiligung herangezogen wird, ist das politische Interesse. Es wird als eine wichtige Bedingung gesehen, um politisch aktiv zu werden und eine demokratische Bürgerrolle zu übernehmen (Neundorf et al., 2013).

Die Mehrheit der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg (55 %) gibt an, dass sie kein Interesse an Politik hat: 37% sind ,nicht sehr interessiert' und 18% ,gar nicht interessiert' (Datensatz EVS 2008). Nur 45 % der Jugendlichen sind politikinteressiert, darunter aber nur eine Minderheit von 8%, sehr'. Mit zunehmendem Alter nimmt das politische Interesse der 18- bis 34-Jährigen leicht zu. Politik ist nur für 36 % der Mädchen, jedoch für 54 % der Jungen interessant. Unter den Jugendlichen mit portugiesischer Nationalität sind lediglich 25 % politikinteressiert, jedoch 50 % der Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität. Letzteres erklärt sich jedoch weitgehend durch Unterschiede im Bildungsniveau: 35 % der Jugendlichen mit niedrigem Bildungsniveau und 64 % mit höherem Bildungsniveau beschreiben sich als politisch interessiert. Diese Ergebnisse bestätigen die Tendenzen, die der Jugendbericht 2010 (Willems et al., 2010) bereits festgestellt hat: das Politikinteresse Jugendlicher ist noch immer durch Geschlecht, Bildung und Herkunft beeinflusst, etwas geringer durch das Alter.

80% Anteil der politisch Interessierten DE DK 70% unter den 35+-Jährigen ΑT LU 60% FR 50% 40% 30% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 20% Anteil der politisch Interessierten unter den 18- bis 34-Jährigen

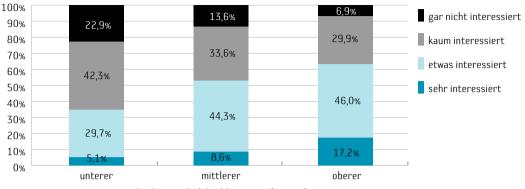
Abbildung 58: Interesse an Politik nach Altersgruppen in den 15 EU-Ländern, 2008

Quelle: EVS 2008; n(Luxemburg)=1.604; n(andere Länder)=969-2.049

Im Folgenden wird das politische Interesse luxemburgischer Jugendlicher mit dem der älteren Generation und mit dem anderer europäischer Länder verglichen. Abbildung 58 zeigt das politische Interesse der jungen und der älteren Generation für 15 EU-Länder. Insgesamt zeigen luxemburgische Jugendliche im europäischen Vergleich ein durchaus hohes politisches Interesse: unter den 15 EU-Ländern liegen sie an fünfter Stelle. Im Vergleich zur älteren Generation fällt das politische Interesse der Jugendgeneration jedoch deutlich ab: 45 % der Unter-35-Jährigen, aber 59 % der Über-34-Jährigen sind politisch interessiert (Hausman, 2011). In allen europäischen Ländern sind die älteren Einwohner politisch interessierter als die jüngeren Einwohner. Auch bei einer weiteren Differenzierung nach Bildungsniveau der Generationen bleiben diese Unterschiede bestehen: Jugendliche mit einer höheren Bildung sind immer noch weniger politisch interessiert als die Hochgebildeten der älteren Generation.

VI.4 ENTWICKLUNG UND FORMEN DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE VON JUGENDLICHEN: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

Abbildung 59: Interesse an Politik der 18- bis 35-Jährigen nach höchstem Schulabschluss der Eltern, 2008



höchster Schulabschluss Vater [Mutter]

Quelle: EVS 2008; n=402

Auf der Suche nach Erklärungen für die Entwicklung und das Ausmaß des Politikinteresses bei Jugendlichen weisen viele Studien auf die Rolle der familialen Sozialisation hin. Ergebnisse der EVS-Studie zeigen auch für Luxemburg den starken Zusammenhang zwischen politischem Interesse Jugendlicher und der Bildung der Eltern (siehe Abbildung 59). Bei Jugendlichen, deren Vater oder Mutter³⁰ einen niedrigen Bildungsabschluss besitzt, sind 23 % gar nicht an Politik interessiert, nur 35 % haben ein mehr oder weniger großes Interesse an Politik, Dagegen liegt bei Jugendlichen, deren Vater oder Mutter einen hohen Bildungsabschluss besitzt, der Anteil Uninteressierter nur bei 7% und der Anteil der politisch Interessierten bei über 60 %. Ein ähnlicher Zusammenhang lässt sich zwischen dem politischen Interesse Jugendlicher und den politischen Diskussionen mit ihren Eltern feststellen. Jugendliche, die nicht mit den Eltern über Politik diskutieren, zeigen auch wenig Interesse an Politik (nur 3 % sind sehr interessiert). Jugendliche, die mindestens mit einem Elternteil über Politik reden, sind deutlich häufiger an Politik interessiert (26% sind sehr interessiert). Dies wird auch durch die Ergebnisse der ICCS-Studie bei 15-jährigen Schülern bestätigt (Schulz, Ainley, Fraillon, Kerr & Losito, 2010). Eltern beeinflussen das politische Interesse ihrer Kinder durch ihre Vorbildfunktion und durch den Austausch in der Familie. Politisch engagierte Eltern wecken bei ihren Kindern ebenfalls das Interesse für Politik (siehe hierzu auch Hillebrand, Zenner, Schmidt, Kühnel & Willems, 2015).

4.1.3 Einstellungen zur Demokratie und Vertrauen in Institutionen

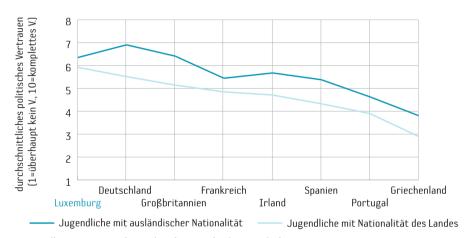
Ob jemand sich politisch engagiert, hängt also einerseits davon ab, wie hoch sein persönliches Interesse für die Politik ist, andererseits aber auch davon, wie er die bestehende Politik und ihre Institutionen erlebt und einschätzt. Daher sind auch Fragen nach den Einstellungen zur Demokratie und dem Vertrauen in staatliche Institutionen hier von Bedeutung.

³⁰ Bei der EVS-Umfrage ("European Values Study") von 2008 wurden die Befragten immer nach dem höchsten Bildungsabschluss des Vaters gefragt, außer jene Personen, die mit 14 Jahren nur bei der Mutter wohnten. In dem Fall wurden sie nach dem höchsten Bildungsabschluss der Mutter befragt.

Bei der EVS-Studie (Datensatz 2008) wurde zum einen die allgemeine Zustimmung zur Demokratie als Regierungsform angesprochen. Insgesamt befürworten die 18- bis 34-Jährigen in Luxemburg grundsätzlich die Demokratie (46 % ,sehr stark'und 47 % ,stark') und unterscheiden sich hierin nicht wesentlich von den älteren Generationen. Es sind vor allem die jungen Hochgebildeten, die die Demokratie am stärksten bestätigen (61 % , sehr stark' und 36 % ,stark'), während bei Jugendlichen mit geringer Bildung die Zustimmung niedriger ausfällt (38 % ,sehr stark' und 49 % ,stark') (siehe auch Hausman, 2011).

Mit der Demokratie in Luxemburg sind 78 % der 18- bis 34-Jährigen in Luxemburg zufrieden. Am zufriedensten zeigen sich überraschenderweise Personen mit direktem Migrationshintergrund: 87 % sind hier mit der Demokratie in Luxemburg eher oder sehr zufrieden. Dieser Anteil sinkt auf 78 % für die Gruppe der Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit indirektem Migrationshintergrund und auf 64 % für die Gruppe der Jugendlichen und jungen Erwachsenen ohne Migrationshintergrund.

Abbildung 60: Das Vertrauen der Jugendlichen in politische Institutionen (in den EU-Ländern nach ihrer Nationalität), 2011



Quelle: EQLS 2011; n(Luxemburg)=210; n(andere Länder)=208-632

Die grundlegend positive Einstellung der Jugendlichen gegenüber der Demokratie in Luxemburg wird auch durch ihr großes Vertrauen in unterschiedliche politische Institutionen des Landes bekräftigt. Abbildung 60 zeigt, dass das politische Institutionenvertrauen im Vergleich zu anderen Ländern hier sehr stark ausgeprägt ist (Datensatz EQLS 2011). Von den politischen Institutionen werden v.a. die Europäische Union, das nationale Parlament und die Regierung hoch bewertet, während die politischen Parteien am wenigsten Vertrauen erhalten. Diese positive Einstellung gegenüber politischen Institutionen wird auch in der ICCS-Studie bei 15-jährigen Schülern bestätigt: 72 % der Schüler in Luxemburg vertrauen der Regierung. Zwar vertrauen nur 48 % den politischen Parteien, damit liegen die luxemburgischen Schüler jedoch noch über dem Durchschnitt (Schulz et al., 2010).

Ähnlich wie bei der Zufriedenheit mit der Demokratie fallen vor allem die Unterschiede zwischen Migranten (Jugendliche mit ausländischer Nationalität) und Nichtmigranten (Jugendliche mit Nationalität des Landes) hinsichtlich des Vertrauens in die Politik auf. Abbildung 60 zeigt, dass diese Unterschiede sich nicht nur in Luxemburg finden, sondern ein internationales Phänomen darstellen.

VI.4 ENTWICKLUNG UND FORMEN DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE VON JUGENDLICHEN: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

Vor allem die erste Generation von Migranten zeigt eine höhere Zufriedenheit mit der Demokratie und auch ein größeres Vertrauen in politische Institutionen als die zweite Generation und als Einheimische (Maxwell, 2010; Röder & Mühlau, 2012). Die bessere Bewertung des Aufnahmelandes durch Migranten der ersten Generation wird vor allem mit den hohen positiven Erwartungen der Migranten an das Aufnahmeland und dem Vergleich mit ihrem Herkunftsland erklärt.

Während in den meisten EU-Ländern die Finanzkrise und die Eurokrise das Vertrauen der Bürger in die politischen Institutionen sinken ließen, veränderte sich das Vertrauen der Einwohner in Luxemburg in dieser Zeit nur gering. Zwischen 2007 und 2011 blieb das Vertrauen der luxemburgischen Jugendlichen in die politischen Institutionen (den Ergebnissen der EQLS-Studie zufolge) ähnlich groß, während in den meisten europäischen Ländern (insbesondere in Spanien, Portugal, Italien und Griechenland) das politische Vertrauen der Jugendlichen stark nachgelassen hat.

4.1.4 Veränderungen der politischen Einstellungen im Übergang

Im Folgenden wird der Frage nachgegangen, ob die politischen Einstellungen und Orientierungen der Jugendlichen sich in der Phase der Transition verändern. Da wir hierzu Langzeitstudien bräuchten, aber nur Querschnittsdaten verfügbar sind, können lediglich Unterschiede zwischen Jugendlichen in verschiedenen Lebensphasen und Statuspositionen beschrieben werden.

Grundsätzlich zeigen Analysen der EVS-Studie für Luxemburg, dass die Einstellungen zu Politik sich hauptsächlich durch Faktoren der Herkunftsfamilie erklären lassen und weniger durch Aspekte des Übergangs zum Erwachsensein. Es kann also davon ausgegangen werden, dass schon in der Kindheit diesbezügliche Grundeinstellungen geprägt werden (Grob, 2009). Die Werte und Orientierungen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die durch die Sozialisation in der Familie ausgebildet worden sind, bleiben auch in der Transitionsphase relativ stabil, während politisch weniger interessierte Jugendliche und junge Erwachsene in dieser Hinsicht unterschiedlich reagieren: Einige entwickeln in der Jugendphase aufgrund der Erfahrungen und Einflüsse im Bildungssystem, aber auch durch Peers in Freizeitorganisationen erstmals ein politisches Interesse; andere bleiben politisch uninteressiert.

Im Vergleich zur Gesamtpopulation messen vor allem die Studenten der Politik öfter eine wichtige Bedeutung für ihr Leben bei (50% der Studenten gegenüber 43% aller 18- bis 35-Jährigen) und sind auch häufiger an Politik interessiert. Demgegenüber sind die arbeitslosen Jugendlichen am wenigsten an Politik interessiert: nur 30% sagen, dass sie etwas bis sehr interessiert sind. Entsprechend diskutieren diese Jugendlichen auch am wenigsten über Politik mit ihren Freunden oder ihren Eltern und verfolgen Politik weniger häufig in den Medien.

Diese Veränderungen der Einstellungen in der Transitionsphase können auf verschiedene Ursachen zurückgeführt werden. So können Schule und Universität stimulierende Umfelder darstellen, in denen sich ein politisches Interesse besonders gut entwickeln kann. Auch Erwerbstätigkeit kann politisch sozialisierend wirken, indem durch die ausgeübten Aufgaben das politische Interesse der Jugendlichen gefördert wird (Neundorf et al., 2013). Arbeitslosigkeit hingegen scheint in der Tendenz eher eine umgekehrte Wirkung zu haben und eher zum Rückzug aus öffentlichen und politischen Bereichen zu führen.

Auch mit dem Eingehen einer Partnerschaft und mit der Familiengründung verlieren andere Lebensbereiche tendenziell an Bedeutung. Am deutlichsten verliert der Bereich der Politik an Bedeutung im Leben der jungen Familien: während insgesamt 44% der Jugendlichen die Politik in ihrem Leben

wichtig finden, ist dies unter den jungen Menschen, die mit einem Partner leben, nur noch für 38 % ein wichtiger Lebensbereich; von den jungen Eltern schätzen gar nur noch 28 % Politik als einen wichtigen Teil ihres Lebens ein. Dieser Bedeutungsverlust des Lebensbereiches Politik mit der Gründung einer Familie bleibt auch bei einer Differenzierung der Jugendlichen nach den verschiedenen Nationalitäten bestehen.

In der Theorie wird angenommen, dass auch der Auszug aus dem Elternhaus einen negativen Einfluss auf die politische Einstellungsbildung der Jugendlichen hat (Niemi & Klingler, 2012). Dies gilt zumindest dann, wenn im Elternhaus häufig über Politik geredet wurde und die Jugendlichen nach dem Auszug niemanden mehr haben, mit dem sie dies tun können. Die Annahme, dass durch neue Partnerschaften und durch die Geburt des ersten Kindes das politische Interesse positiv beeinflusst werde (Neundorf et al., 2013), wird durch die vorliegenden Ergebnisse für Luxemburg nicht bestätigt. Trotz eines grundlegenden politischen Interesses verschieben sich mit der Gründung einer Familie die Prioritäten: die Politik wird für viele im Leben unwichtiger, während die Familie an Wichtigkeit zunimmt.

4.1.5 Die Vermittlung von politischem Wissen und Kompetenzen in der Schule

Neben der Bedeutung der Eltern für die politische Sozialisation der Kinder und Jugendlichen ist auch auf die Bedeutung des politischen Wissens als wichtiger Basis für die bürgerschaftliche Teilhabe und die politische Sozialisation der Jugendlichen hinzuweisen. Kurse wie "civic education", die in der Schule stattfinden, werden von allen schulpflichtigen Jugendlichen besucht und tragen dazu bei, dass auch Jugendliche, die durch ihre Herkunft noch keine ausgeprägte politische Sozialisation erfahren haben, hier Wissen erwerben und Kompetenzen entwickeln können (Dassonneville, Quintelier, Hooghe & Claes, 2012; LSE Enterprise, 2013).

In der ICCS-Studie (Datensatz ICCS 2009) erhielten die luxemburgischen Schüler im Test zum bürgerschaftlichen Wissen im Durchschnitt jedoch eher schwache Werte (Kerr, Sturmann, Schulz & Burge, 2010) und liegen im Vergleich der teilnehmenden europäischen Länder an letzter Stelle. Dieses Ergebnis wird zum Teil auf den großen Anteil an Schülern mit ausländischer Nationalität zurückgeführt, die in den Wissenstests in allen Ländern schlechter abschneiden. Jedoch liegen auch die gebürtigen Luxemburger Schüler bei den Wissensfragen an drittletzter Stelle der teilnehmenden europäischen Länder (siehe Abbildung 61).

VI.4 ENTWICKLUNG UND FORMEN DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE VON JUGENDLICHEN: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

600 Schüler ohne Migrationshintergrund 580 (mind. ein Elternteil im 560 Land geboren) 540 Schüler mit indirektem 520 Punkte Migrationshintergrund 500 (Schüler im Land 480 geboren, beide Eltern im Ausland geboren) 460 440 Schüler mit direktem 420 Migrationshintergrund (Schüler und beide 400 Jury Strikt Belgen Hundern Niederlande Fimland Liechtenstein Großtritämien Österreich Griechenland Schweden Morwegen Trland Italien **Eltern** im Ausland Spanien geboren)

Abbildung 61: Bürgerschaftliches Wissen der Schüler der 8. Klasse nach Immigrationsstatus und Land, 2009

Quelle: ICCS 2009; n(alle Länder)=45.580; n(Luxemburg)=4.727

In allen europäischen Ländern liegt das politische Wissen der Schüler mit einer höheren sozioökonomischen Herkunft weit über jenem der Schüler mit mittlerer oder niedriger sozioökonomischer Herkunft (siehe Abbildung 62). Die Schüler mit höherer sozioökonomischer Herkunft schneiden in Luxemburg ebenfalls besser ab, liegen im Vergleich mit den anderen europäischen Ländern trotzdem an drittletzter Stelle. Luxemburg ist zudem das Land, in dem das Wissen nach sozioökonomischen Gruppen am weitesten auseinander liegt und in dem die Unterschiede im Wissen der Schüler am häufigsten durch Familienfaktoren erklärt werden können (Schulz et al., 2010).

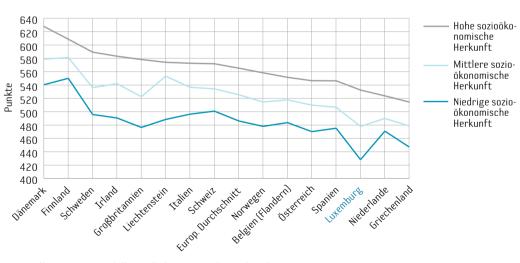


Abbildung 62: Bürgerschaftliches Wissen der Schüler der 8. Klasse nach sozioökonomischem Status und Land, 2009

Quelle: ICCS 2009; n(alle Länder)=46.134; n(Luxemburg)=4.784

Wie überall schneiden jene Schüler, die glauben, dass sie die Kompetenzen für ein politisches Engagement besitzen, im Wissenstest besser ab als jene mit einer niedrigen internalen politischen Wirksamkeitsüberzeugung (Schulz et al., 2010). Jugendliche, die sich als politisch wirksam einschätzen, bringen sich auch mehr in politische Aktivitäten ein.

4.2 FORMEN DES GESELLSCHAFTLICHEN ENGAGEMENTS UND DER BETEILIGUNG JUGENDLICHER

Im Folgenden werden unterschiedliche Formen des gesellschaftlichen Engagements Jugendlicher dargestellt: Zunächst die Mitgliedschaft in Organisationen und Vereinen, dann das gesellschaftliche Engagement in einer Organisation und im Freiwilligendienst.

4.2.1 Jugendliche als Mitglieder in Vereinen

Die Mitgliedschaft in Vereinen³¹ ist der wohl breiteste Ansatz zur Analyse der bürgerschaftlichen Teilhabe. Er geht davon aus, dass unabhängig von der tatsächlichen Aktivität allein schon die Mitgliedschaft in Vereinen als ein Ausdruck sozialer Vernetzung und zivilgesellschaftlichen Interesses gewertet werden kann, und dass in der Regel die Mitgliedschaft auch ein guter Indikator für weitere ehrenamtliche Aktivitäten in dem Verein ist.

Insgesamt sind Jugendliche in Luxemburg sehr häufig im Rahmen von Vereinen aktiv: 64% entsprechend der EVS-Studie von 2008 (18 bis 35 Jahre), 66% in der Eurobarometer-Umfrage 319a von 2011, und 75% nach der Eurobarometer-Umfrage 375 von 2013 (jeweils 15 bis 30 Jahre).³²

Viele Jugendliche sind in Vereinen aktiv, weil diese auch ihren Interessen und Erwartungen an die Freizeit entsprechen. In ihrer Freizeit wollen Jugendliche und junge Erwachsene am häufigsten entspannen (66%) und nette Leute treffen (60%) (Datensatz EVS 2008). Etwas mehr als die Hälfte der Jugendlichen und jungen Erwachsenen möchte in der Freizeit auch etwas dazulernen (53%). Obwohl das hedonistische Motiv 'tun und lassen, was ich will' am wenigsten Zustimmung findet, ist es für fast jeden zweiten Jugendlichen und jungen Erwachsenen noch von Bedeutung für die Gestaltung der Freizeit (46%).

Dabei werden einige Vereinstypen deutlich präferiert: Sowohl Sportvereine als auch Freizeitvereine und Jugendorganisationen werden von Jugendlichen in Luxemburg häufiger besucht. Sportvereine erreichen bis zu 48 % der Jugendlichen (Datensatz Eurobarometer 375, 2013). Die Anteile Jugendlicher in Jugend- oder Freizeitvereinen liegen zwischen 26 % (Datensatz Eurobarometer 319a, 2011) und 38 % (Datensatz Eurobarometer 375, 2013). Auch kulturelle Vereine sind für einen Teil der Jugendlichen ein wichtiger Bestandteil ihrer Freizeit: ihr Anteil liegt zwischen 17 % (Datensatz EVS 2008) und 25 % (Datensatz Eurobarometer 375, 2013). Weitere Vereine oder Organisationen (wie politische

³¹ Im Folgenden wird der Begriff Verein genutzt als Oberbegriff für alle Formen von formalen Organisationen.

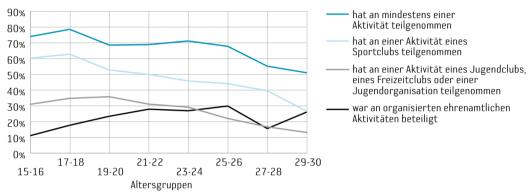
³² Die EVS-Studie hat 2008 eine Frage zur Zugehörigkeit der Interviewten zu unterschiedlichen ehrenamtlichen Organisationen gestellt. Die Eurobarometer-Studie 319a "Youth on the Move" hat 2011 die Jugendlichen gefragt, wie oft sie an Aktivitäten von Vereinen oder Organisationen innerhalb des letzten Jahres teilgenommen haben. 2013 stellte die Eurobarometer-Studie 375 "Participation in Democratic Life" die gleiche Frage.

VI.4 ENTWICKLUNG UND FORMEN DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE VON JUGENDLICHEN: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

Parteien, Nichtregierungsorganisationen, Bürgerinitiativen usw.) werden nur von weniger als 15 % der Jugendlichen angegeben.

Die Teilnahme an Vereinsaktivitäten ist sehr stark vom Alter der Jugendlichen und jungen Erwachsenen abhängig (siehe Abbildung 63). Insgesamt nehmen im Alter von 15 bis 16 Jahren fast drei Viertel aller Jugendlichen an mindestens einer Aktivität in Vereinen teil. Dieser Anteil steigt im Alter von 17 bis 18 Jahren noch an, bevor er wieder abnimmt (Datensatz Eurobarometer 319a, 2011).

Abbildung 63: Teilnahme an Vereinsaktivitäten und gesellschaftliches Engagement (nach Altersgruppen in Luxemburg), 2011



Quelle: Eurobarometer 319a, 2011; n=989-1.000

Junge Männer sind insgesamt häufiger an Aktivitäten von Vereinen beteiligt (70 % im Vergleich zu 61 % für junge Frauen). Dies ist vor allem der Fall in Sportvereinen und in Jugend- oder Freizeitvereinen. Ein interessantes Ergebnis ist, dass die Teilnahme an Aktivitäten von Jugend- oder Freizeitvereinen bei Jugendlichen oder jungen Erwachsenen höher ist, wenn sie eher in ländlichen Regionen Luxemburgs wohnen (Städtische Zone: 19 %; Ländliche Zone: 30 %).

Die Teilnahme an Aktivitäten der Vereine hängt in Luxemburg auch mit der Nationalität der Jugendlichen zusammen. Die Daten der Eurobarometer-Studie 375 (Datensatz 2013) zeigen, dass vor allem Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität an Aktivitäten der Vereine teilnehmen (83%). Bei Jugendlichen mit einer deutschen, belgischen oder französischen Nationalität nehmen 74% an Vereinsaktivitäten teil, und bei jenen mit einer portugiesischen Nationalität 60%.

In Abbildung 64 wird die Teilnahme luxemburgischer Jugendlicher an Vereinsaktivitäten mit jener aus 14 anderen EU-Ländern verglichen (Datensatz Eurobarometer 319a, 2011). Die oberste Kurve zeigt die Teilnahme an mindestens einer Aktivität. Luxemburg sticht bei dieser Studie als eins der Länder mit der höchsten Teilnahmequote hervor (European Commission, 2011): ungefähr zwei Drittel der Jugendlichen waren an Aktivitäten eines Vereins beteiligt. Damit befindet sich Luxemburg an dritter Stelle. Die Rangfolge der Vereine ist auch in den anderen EU-Ländern die gleiche wie in Luxemburg: Sportvereine kommen an erster Stelle, gefolgt von Jugend- oder Freizeitvereinen und kulturellen Vereinen an dritter Stelle.

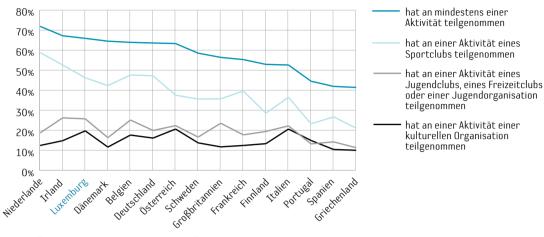


Abbildung 64: Teilnahme an Vereinsaktivitäten der 15- bis 30-Jährigen in 15 EU-Ländern, 2011

Quelle: Eurobarometer 319a, 2011; n(alle Länder)=985-1.005

4.2.2 Gesellschaftliches Engagement Jugendlicher in Vereinen

Über die einfache Mitgliedschaft im Verein hinweg engagieren Jugendliche und junge Erwachsene sich ebenfalls ehrenamtlich im Verein. Dazu sind sie bereit, nicht nur an Tätigkeiten des Vereins teilzunehmen, sondern auch in ihrer Freizeit ehrenamtlich für den Verein zu arbeiten.

Insgesamt liegen die Anteile der Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die sich ehrenamtlich in Vereinen engagieren, niedriger als die Mitgliedschaften in Vereinen: 41% entsprechend der EVS-Studie von 2008 (18 bis 35 Jahre), 36% nach der EQLS-Studie von 2011 (18 bis 34 Jahre), und 23% in der Eurobarometer-Umfrage 319a von 2011 (15 bis 30 Jahre). ³³ Dieser Unterschied ist bei der Eurobarometer-Studie 319a besonders groß: Während die Teilnahme an Vereinsaktivitäten bei 66% liegt, sind nur 23% der Jugendlichen und jungen Erwachsenen darüber hinaus gesellschaftlich in Vereinen engagiert. Im Vergleich der 15 EU-Länder liegt Luxemburg nur noch an zehnter Stelle, was das gesellschaftliche Engagement der Jugendlichen betrifft. Luxemburg erreicht also viele Jugendliche und junge Erwachsene mit seinem Angebot an Vereinen, kann diesen hohen Anteil jedoch nicht für das mehr ehrenamtliche gesellschaftliche Engagement in den Vereinen nutzen.

In der EQLS-Studie (Datensatz 2011) gaben insgesamt 36 % der 18- bis 34-Jährigen in Luxemburg an, dass sie ehrenamtlich engagiert sind. Dabei kommt gesellschaftliches Engagement häufiger bei

³³ Bei der Erfassung des gesellschaftlichen Engagements ist eine Schwierigkeit die Definition der freiwilligen Tätigkeiten: sie ist nicht immer einheitlich und umfasst oft neben den in Vereinen organisierten Tätigkeiten auch die eher informellen Tätigkeiten (siehe auch CES & CSDD, 2013). Eine andere Schwierigkeit bei der Erfassung sind die oft unterschiedlich formulierten Fragen, die einen Vergleich von Umfragen teilweise unmöglich machen. Die EVS-Studie hat 2008 eine Frage zur aktuellen, freiwilligen und unbezahlten Arbeit der Interviewten in 15 unterschiedlichen ehrenamtlichen Organisationen gestellt. In der EQLS-Studie von 2011 wurde gefragt, ob die Interviewten in den letzten 12 Monaten ehrenamtliche Tätigkeiten in 4 verschiedenen Einrichtungen ausgeübt haben. Die Eurobarometer-Studie 319a "Youth on the Move" hat 2011 die Jugendlichen gefragt, ob sie im vergangenen Jahr an einer organisierten ehrenamtlichen Tätigkeit beteiligt waren. Auch bei europäischen Vergleichen sollte bei diesem Indikator nur vorsichtig interpretiert werden, da Vereine und Organisationen sehr stark an den kulturellen Kontext eines Landes gebunden sind.

VI.4 ENTWICKLUNG UND FORMEN DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE VON JUGENDLICHEN: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

jungen Männern (41 % gegenüber 31 % bei jungen Frauen) und bei Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität vor (41 % gegenüber 28 % bei Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität). Am meisten engagieren sich jedoch Jugendliche mit einem hohen Bildungsstatus: jeder zweite Jugendliche mit einem Hochschulabschluss ist ehrenamtlich in Vereinen engagiert, jedoch nur ein Drittel der Jugendlichen mit einem Sekundarschulabschluss und nur jeder fünfte Jugendliche mit weniger als Sekundarschulniveau. Auch Jugendliche mit einem Einkommen über dem Durchschnitt sind häufiger engagiert (46 %) als Jugendliche mit einem Einkommen darunter (29 %).

Luxemburg **EU15** 60% 18-34 Jahre 50% 50% 35 Jahre und älter 42% 40% 40% 36% 35% 34% 29% 28% 27% 30% 22% 20% 10% 0% alle Lithalheer Enwither hit alletinutheer alsandischer Nationalität finather hit Enwither mit Nationalitat des landes Enwithernik Nationalität les laides

Abbildung 65: Gesellschaftliches Engagement in Luxemburg und den 15 EU-Ländern nach Nationalität und Altersgruppen, 2011

Quelle: EQLS 2011; n(Luxemburg)=1.004; n(EU15)=19.922

Abbildung 65 vergleicht das gesellschaftliche Engagement der jüngeren und älteren Generationen nach Nationalität in Luxemburg und den 15 EU-Ländern. In Luxemburg sind Jugendliche und junge Erwachsene ähnlich häufig in Vereinen engagiert wie im europäischen Vergleich. Jugendliche und Erwachsene mit der Nationalität des jeweiligen Landes sind häufiger engagiert als jene mit einer ausländischen Nationalität. In Luxemburg fällt außerdem das höhere Engagement der älteren Generation mit luxemburgischer Nationalität auf: Unter den jungen Erwachsenen mit luxemburgischer Nationalität liegt das Engagement um 10 % niedriger. Eine detaillierte Analyse nach Altersklassen zeigt, dass die jüngste und die älteste Altersgruppe (18 bis 24 Jahre und über 65 Jahre) sich am wenigsten in Vereinen engagieren, und vor allem die mittleren Altersklassen (35 bis 64 Jahre) häufig engagiert sind. Das Engagement erreicht bei der Altersgruppe der 50- bis 64-Jährigen den höchsten Anteil mit 56 %. Ob hier ein Generationenunterschied oder ein Alterseffekt vorliegt, kann mit den vorhandenen Daten nicht geklärt werden.

Faber und Boll (2010) zeigen zudem, dass das Engagement der Jugendlichen deutlich größer ist, wenn auch die Eltern in einem oder mehreren Vereinen engagiert sind. Diese Feststellung haben auch

die letzten Jugendstudien im Rahmen des "Plan communal jeunesse" in Schüttringen (Kremer, Heinen & Willems, 2014) und in Mersch (Meyers, Heinen & Berg, 2012) gemacht: unter den Jugendlichen, deren Eltern engagiert sind, engagieren sich fast 30 % mehr als unter den Jugendlichen, deren Eltern nicht engagiert sind. Vor allem die geringere familiäre Tradition im Bereich des Engagements spielt eine wichtige Rolle zur Erklärung des deutlich geringeren gesellschaftlichen Engagements von jungen Migranten.

4.2.3 Jugendliche in einem Freiwilligendienst

Die Teilnahme an einem Freiwilligendienst hat unter den Jugendlichen in Luxemburg in den vergangenen Jahren deutlich an Attraktivität gewonnen hat³⁴. Im Jahr 2011 hatten 215 Jugendliche und junge Erwachsene mit einem Freiwilligendienst begonnen, 2013 waren es mit 351 Teilnehmern rund 63 % mehr. Mit dem SVO, dem SVCi, dem SVC und dem SVE werden seitens des SNJ verschiedene Möglichkeiten der beruflichen Orientierung (SVO) oder eines gesellschaftlichen Engagements in einem Projekt angeboten.³⁵

Die Jugendlichen in einem der drei Freiwilligendienste (SVCi, SVC, SVE) unterscheiden sich von den eher beruflich orientierten Teilnehmern eines SVO³⁶: ein Großteil der gesellschaftlich Engagierten ist zwischen 20 und 29 Jahren alt und weist ein hohes Bildungsniveau auf. 80 % der Jugendlichen im SVC und SVCi haben die luxemburgische Nationalität. Der SVE weist mit rund 70 % etwas weniger Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität auf; die weiteren Jugendlichen im europäischen Freiwilligendienst verteilen sich auf zahlreiche, insbesondere europäische Nationalitäten. Zwar wird auch das SVO vorrangig von Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität in Anspruch genommen. Knapp jeder dritte Teilnehmer hat jedoch eine ausländische Nationalität, darunter insbesondere Jugendliche und junge Erwachsene mit portugiesischer Nationalität.

Offensichtlich werden die Angebote zur gesellschaftlichen Teilhabe (gerade der SVCi) häufig in der Phase des Übergangs zwischen der Schule und der beruflichen und universitären Ausbildung genutzt. Jugendliche nutzen die verschiedenen Angebote um Zeit zu überbrücken, sich in ihren Interessen auszuprobieren und zu orientieren. Ein Teil der Jugendlichen wechselt im Anschluss in den Status Schule/Ausbildung. Möglicherweise hilft ihnen bei der Wahl der Ausbildung auch der Bereich, in dem sie sich zuvor engagierten: Vor allem die Teilnehmerinnen wollten (entsprechend der Wahl des Freiwilligendienstes) im sozialen oder erzieherischen Bereich tätig werden. Die jungen Männer waren vermehrt an Kultur, Umweltschutz, Sport sowie der Arbeit für Frieden und Völkerverständigung interessiert.

³⁴ Unter die Freiwilligendienste fallen neben dem europäischen Freiwilligendienst ("Service volontaire européen", SVE) auch die nationalen Freiwilligendienste, der "Service volontaire civique" (SVCi) und der "Service volontaire de coopération" (SVC). Der "Service volontaire d'orientation" (SVO) zählt durch seine Ausrichtung auf arbeitslose Jugendliche eher zu den Maßnahmen zur Integration in den Arbeitsmarkt als zum sozialen Engagement. Er wird hier nur im Vergleich zu den anderen Freiwilligendiensten dargestellt.

³⁵ Dieses können die Jugendlichen sowohl in Luxemburg (SVCi) als auch international (SVC, SVE) ausüben.

³⁶ Teilnehmer, die zwischen 2011 und 2014 mit ihrem Freiwilligendienst begonnen haben (Stand: 27. Februar 2014).

4.2.4 Veränderungen des gesellschaftlichen Engagements in der Transition

Die bisherigen Ausführungen haben gezeigt, dass die Mitgliedschaft in Vereinen, die Teilnahme an Aktivitäten der Vereine und das gesellschaftliche Engagement sich mit dem Alter der Jugendlichen und den Statuswechseln in der Jugendphase verändern. Die Position der Jugendlichen und jungen Erwachsenen zwischen Schule und Arbeitsmarkt einerseits und zwischen Elternhaus und eigenständigem Wohnen bzw. eigener Familie andererseits bestimmen zum Teil auch ihre Verfügbarkeit für ein Engagement in Vereinen.

In Abbildung 66 ist die Teilnahme der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Vereinen (u. a. den Sportvereinen und den Jugend- oder Freizeitvereinen) dargestellt (Datensatz Eurobarometer 319a). Die Teilnahme an Aktivitäten von Vereinen ist am höchsten bei Schülern oder Studenten. Das Verlassen der Schule stellt meist eine Veränderung dar: Sowohl die Erwerbstätigen als auch die Arbeitslosen geben deutlich seltener an, an Aktivitäten der Vereine teilzunehmen.

In der EQLS-Studie (Datensatz 2011) gaben insgesamt 36% der 18- bis 34-Jährigen an, dass sie sich in mindestens einem Verein engagieren. Die Schüler und Studenten sind die Engagiertesten mit 45%, während unter den Erwerbstätigen nur noch 38% angaben, sich ehrenamtlich in einem Verein zu engagieren.

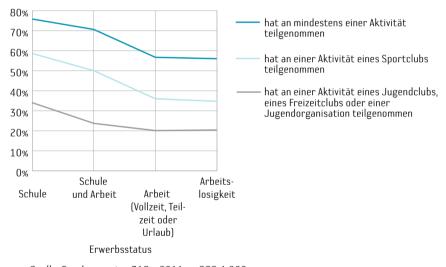


Abbildung 66: Teilnahme an Vereinstätigkeiten der 15- bis 30-Jährigen nach Erwerbsstatus, 2011

Quelle: Eurobarometer 319a, 2011; n=989-1.000

Auch der Übergang in eigenständiges Wohnen und die Gründung einer eigenen Familie beeinflussen die Teilnahme und das gesellschaftliche Engagement der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Vereinen. In Abbildung 67 werden die Anteile der Jugendlichen und jungen Erwachsenen zur Teilnahme an Vereinsaktivitäten nach ihrer privaten Situation dargestellt. Bei den Jugendlichen, die noch bei den Eltern wohnen, noch nicht mit einem Partner zusammenwohnen und keine Kinder haben, nehmen fast 70 % an Aktivitäten von Vereinen teil. Dieser Anteil sinkt bei den Jugendlichen, die selbstständig wohnen, auf 62 %. Vor allem die Aktivitäten der Sportvereine, aber auch die Jugend- und Freizeitvereine

werden von den eigenständig wohnenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen nicht mehr so häufig besucht. Am wenigsten nehmen die jungen Erwachsenen, die bereits Kinder haben, an den Aktivitäten der Vereine teil. Diese Tendenz trifft jedoch nicht auf Vereine zu, die in der lokalen Gemeinschaft oder direkten Umgebung engagiert sind: Bei diesen Vereinen sind es vor allem Personen, die mit einem Partner zusammenleben und Kinder haben, die häufiger an den Aktivitäten teilnehmen.

80% hat an mindestens einer Aktivität 70% teilgenommen 60% hat an einer Aktivität eines Sportclubs teilgenommen 50% hat an einer Aktivität eines Jugendclubs, 40% eines Freizeitclubs oder einer Jugend-30% organisation teilgenommen 20% hat an einer lokalen Organisation teilgenommen zur Verbesserung der lokalen 10% Gemeinschaft und/oder lokalen Umgebung

Abbildung 67: Teilnahme der 15- bis 30-Jährigen an unterschiedlichen Vereinstätigkeiten nach privaten Übergängen, 2011

Ouelle: Eurobarometer 319a. 2011: n=989

lett ame Partner

lest hit Partner

Haushaltssituation

worth till get till til

0%

wahit nicht WITH LIVILLE

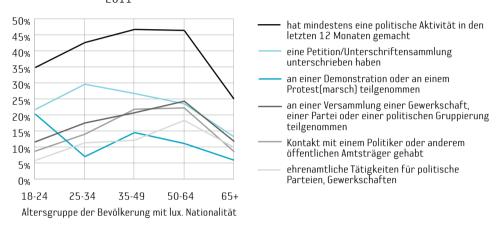
4.3 POLITISCHES ENGAGEMENT UND BETEILIGUNG JUGENDLICHER

In der EOLS-Studie von 2011 wurden Jugendliche nach ihrer politischen Beteiligung gefragt. 34% der Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Alter von 18 bis 34 gaben an, innerhalb eines Jahres mindestens eine der fünf angeführten politischen Aktivitäten (freiwillige Arbeit für politische Parteien, Teilnahme an Treffen von Parteien und politischen Organisationen, Protest, Petition, Kontaktieren eines Politikers) ausgeübt zu haben. Es sind vor allem die 25- bis 29-Jährigen, die am häufigsten angeben, diese Aktivitäten durchzuführen (45%), während die jungen Erwachsenen (30 bis 34 Jahre) (34%) und die Jüngeren (18 bis 24 Jahre) dies weniger häufig tun (25 %). Sehr deutlich sind hier die Unterschiede nach Nationalitäten: die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit luxemburgischer Nationalität sind mit 40 % deutlich häufiger politisch aktiv als die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit ausländischer Nationalität mit 24%. Die politische Beteiligung ist ebenfalls stärker bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die sich auch freiwillig in einem Verein engagieren: fast die Hälfte derjenigen, die in einem Verein engagiert sind, hat in den letzten 12 Monaten auch mindestens eine politische Aktivität unternommen, während es bei den Nichtengagierten lediglich 26 % sind.

4.3.1 Konventionelle und unkonventionelle Formen der politischen Beteiligung

Die Abbildung 68 zeigt die unterschiedliche Nutzung der konventionellen und unkonventionellen politischen Beteiligungsformen der Bevölkerung mit luxemburgischer Nationalität nach Altersgruppen.

Abbildung 68: Politische Aktivitäten nach Altersgruppen der Bevölkerung mit luxemburgischer Nationalität, 2011



Quelle: EQLS 2011; n=640-641

Die jüngeren Altersklassen haben häufiger Petitionen unterschrieben und auch an Protesten oder Demonstrationen teilgenommen, während dies bei den älteren Altersklassen weniger der Fall ist (Datensatz EQLS 2011). Im Gegensatz zu den unkonventionellen politischen Aktivitäten sind die konventionellen politischen Aktivitäten bei den jüngeren Altersklassen weniger verbreitet. Sie gewinnen erst mit zunehmendem Alter an Bedeutung.

Bei den konventionellen Formen der politischen Beteiligung präferieren Jugendliche und junge Erwachsene häufiger die kurzfristigen Aktivitäten als die zeitintensiven. So haben 13% an einer Versammlung einer Partei, einer Gewerkschaft oder einer politischen Gruppierung teilgenommen und 12% haben einen Politiker oder einen Staatsbeamten kontaktiert, jedoch nur 7% geben an, freiwillige Arbeit für eine Partei oder Gewerkschaft geleistet zu haben. Diese geringen Prozentsätze verändern sich kaum für unterschiedliche Gruppen Jugendlicher.

Unter den unkonventionellen Formen der Beteiligung bevorzugen Jugendliche und junge Erwachsene häufiger Petitionen, legale Demonstrationen, lokale Initiativen und Boykotts: diese werden von mehr als der Hälfte der Jugendlichen als mögliche Aktion angegeben (61 % bis 87 %), während ein wilder Streik oder das Besetzen von Büros nur von einem Drittel der 18- bis 30-Jährigen als mögliche Aktion gesehen werden (Datensatz EVS 2008) (Hausman, 2011). Eine der verbreitetsten unkonventionellen Formen des politischen Engagements bei Jugendlichen und jungen Erwachsenen ist die Petition. Etwas mehr als jeder fünfte Jugendliche und junge Erwachsene hat im letzten Jahr eine Petition unterschrieben (23 %). An Protesten oder Demonstrationen haben 10 % der Jugendlichen und jungen Erwachsenen im letzten Jahr teilgenommen (Datensatz EQLS 2011).

Zur Nutzung des Internets als Mittel der politischen Beteiligung bestehen für Luxemburg nur sehr wenige Studien. Der Anteil der Jugendlichen (16 bis 24 Jahre), die 2011 in den letzten 3 Monaten das

Internet genutzt haben, um sich Meinungen über Politik oder Zivilgesellschaft anzusehen oder zu posten, liegt für Luxemburg im Durchschnitt der 15 EU-Länder (27 % bis 28 %).³⁷

60% hat mindestens eine politische Aktivität in den 50% letzten 12 Monaten gemacht 40% hat mindestens eine unkonventionelle politische Aktivität in den letzten 30% 12 Monaten gemacht 20% hat mindestens eine konventionelle politische Aktivität in den letzten 10% 12 Monaten gemacht Deutschland Dänemark Frankreich Luxenburg Großbritamien Griechenland bsterreich 0% Spanien Italien Belgien ... Portugal

Abbildung 69: Unkonventionelle und konventionelle Beteiligungsformen nach Ländern für die 18- bis 34-Jährigen, 2011

Quelle: EQLS 2011; n=4.491-4.497; n(Luxemburg)=209-210

In Abbildung 69 werden die unterschiedlichen Formen der politischen Beteiligung unter den 18- bis 34-Jährigen in 15 EU-Ländern vergleichend dargestellt.³⁸ Hier wird noch einmal die große Diversität der europäischen Länder auch in Bezug auf die politische Beteiligung Jugendlicher sichtbar. Während in Schweden und Finnland Jugendliche und junge Erwachsene sich am meisten in irgendeiner Form am politischen Geschehen beteiligen, befinden sich die südeuropäischen Länder am unteren Ende der Liste. Luxemburg liegt hierbei in der Mitte der 15 Länder. Obwohl die Unterschiede zwischen den Ländern sehr groß sind, ist allen Ländern gemeinsam, dass konventionelle Formen des politischen Engagements von Jugendlichen und jungen Erwachsenen seltener genutzt werden als unkonventionelle Formen.

4.3.2 Wahlbeteiligung und -bereitschaft

Von vielen Jugendlichen und jungen Erwachsenen wird das Wählen noch immer als eine der effektivsten Formen zur Einflussnahme in einer Demokratie gesehen (Horvath & Paolini, 2013). Die Teilnahme

³⁷ Datenbank Eurostat, Datenfichier isoc_ci_ac_i heruntergeladen am 17.12.2014

³⁸ Für diese Analyse wurden die politischen Beteiligungsformen aus der EQLS-Studie von 2011 noch einmal anhand einer Clusteranalyse den konventionellen/unkonventionellen Formen zugeordnet. Bei einer Clusteranalyse werden Gruppen von Personen oder Variablen gebildet, die sich möglichst ähnlich sind und die sich von den anderen Gruppen möglichst deutlich unterscheiden. Hier wurde das Clusterverfahren des Ward Linkage für alle Personen aus den 15 EU-Ländern genutzt. Im ersten Cluster wurden die zwei Variablen zu den politischen Parteien (freiwillige Arbeit und Teilnahme an Versammlungen) sowie der Kontakt mit Politikern/Staatsbeamten zusammengefasst. In einem zweiten Cluster wurden Proteste/Demonstrationen sowie das Unterschreiben von Petitionen zusammengenommen. Die Clusteranalyse bestätigt also die theoretisch vorgenommene Aufteilung der Variablen in eher konventionelle und eher unkonventionelle Formen der politischen Beteiligung.

VI.4 ENTWICKLUNG UND FORMEN DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE VON JUGENDLICHEN: EINE REKONSTRUKTION AUF DER BASIS VON SEKUNDÄRDATEN

an Wahlen ist also ebenfalls ein wichtiger Indikator der konventionellen politischen Beteiligung, der für Luxemburg trotz Wahlpflicht deutliche Unterschiede markiert: Von den Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg, die nach ihrer Wahlbeteiligung während der drei letzten Jahre befragt wurden³⁹, haben insgesamt 71 % gewählt (Datensatz Eurobarometer 375, 2013). Dieser Anteil ist eher gering und platziert Luxemburg unter den 27 EU-Ländern an 17. Stelle. Wird jedoch die Wahlbeteiligung für junge Erwachsene nach Nationalität berechnet, so haben 90 % der jungen Erwachsenen mit luxemburgischer Nationalität gewählt, jedoch nur 65 % jener mit französischer, deutscher oder belgischer Nationalität und 11 % jener mit portugiesischer Nationalität. Die Wahlbeteiligung der jungen Erwachsenen mit luxemburgischer Nationalität liegt damit ähnlich hoch wie in Belgien (wo ebenfalls Wahlpflicht besteht).

Neben der Wahlbeteiligung wird vor allem bei minderjährigen Jugendlichen die Wahlbereitschaft als Indikator für ihr späteres Wahlverhalten genutzt. 73 % der 15-jährigen Schüler haben die Absicht, später bei nationalen Wahlen wählen zu gehen (Datensatz ICCS 2010). Schüler, die über ein größeres Wissen zu politischen und gesellschaftlichen Themen verfügen, würden häufiger wählen gehen als jene mit einem geringen Wissen (Schulz et al., 2010).

³⁹ Die zwei jugendspezifischen Eurobarometer-Umfragen 319a (2011) und 375 (2013) haben eine Frage gestellt, ob die Jugendlichen und jungen Erwachsenen innerhalb der letzten drei Jahre an einer Wahl auf lokaler, regionaler oder nationaler Ebene gewählt haben. Da bei der Eurobarometer 319a keine Frage zur Nationalität der Jugendlichen und jungen Erwachsenen integriert wurde, werden hier nur Ergebnisse der Eurobarometer 375 dargestellt. In Luxemburg fanden in den drei Jahren vor der Umfrage nur die Gemeindewahlen im Jahr 2011 statt. Jugendliche mit ausländischer Nationalität können entweder an den luxemburgischen Gemeindewahlen oder an nationalen Wahlen ihres Herkunftslandes teilgenommen haben. Die Auswertungen wurden immer für wahlberechtigte Jugendliche über 18 Jahren gemacht.

4.4 TYPEN DER JUGENDLICHEN BETEILIGUNG

Im Folgenden werden unter Rückgriff auf die präsentierten Daten unterschiedliche Engagement-Typen Jugendlicher und junger Erwachsener identifiziert und beschrieben (Datensatz EVS 2008).

Tabelle 12: Fünf theoretische Typen jugendlicher Beteiligung nach sozioökonomischen Variablen, 2008

	Politisch konventionell Engagierte	Politisch un- konventionell Engagierte	Vereins- engagierte	Vereins- mitglieder	Nicht- engagierte	Gesamte Stichprobe
Geschlecht						
männlich	84,2%	56,9%	54,0%	50,5%	44,4%	50,3%
weiblich	15,8%	43,1%	46,0%	49,5%	55,6%	49,7%
Altersgruppe						
18-24	16,4%	32,7 %	42,4%	34,9%	33,8%	36,7%
25-34	83,6%	67,3%	57,6%	65,1%	66,2%	63,3%
Nationalität						
Luxemburg	71,9%	59,4%	65,3%	33,3%	19,8%	44,8%
Portugal	2,8%	8,3 %	10,2%	13,1%	36,1%	16,3%
Nachbar- länder	16,8%	19,9%	12,4%	31,7%	8,5 %	19,9%
andere	8,4%	12,4%	12,1%	21,9%	35,5%	19,0%
Erwerbsstatus						
erwerbstätig	83,3%	60,6%	64,6%	63,6%	60,6%	64,3%
studierend	16,7 %	35,8%	32,3%	28,5%	16,6%	27,3%
NEET	0,0 %	3,5 %	3,1%	7,9%	22,8%	8,3%
arbeitslos	0,0 %	1,2 %	2,7 %	2,0%	2,3%	2,9%
Höchstes Bildungsniveau						
unteres	8,4%	18,6%	21,9%	20,0%	47,8%	25,5%
mittleres	33,1%	46,1%	46,2%	47,8%	44,2%	44,1%
oberes	58,4%	35,3%	31,8%	32,3%	8,0%	30,3%
Haushaltseinkommen						
gering	25,9%	24,5%	29,3%	31,6%	45,3%	33,0 %
mittel	33,5%	44,6%	38,5%	31,9%	45,3%	36,9%
hoch	40,6%	30,9 %	32,3%	36,5%	9,4%	30,2%
Total	3,2 % (n=25)	14,9 % (n=117)	39,7% (n=311)	21,9 % (n=171)	15,1% (n=118)	100 % (n=783)

Quelle: EVS 2008; Anmerkung: die Prozentzahlen ergeben wegen Auf- oder Abrundungen nicht immer 100%

VI.4

Die bisherigen Analysen haben gezeigt, dass die unterschiedlichen Formen der Beteiligung von unterschiedlichen Jugendlichen mehr oder weniger stark genutzt werden. In einer vergleichenden Darstellung werden diese Typen noch einmal mithilfe von sozioökonomischen und engagementbezogenen Variablen beschrieben. Die vorliegenden Typen wurden aufgrund bestimmter Variablen des politischen und gesellschaftlichen Engagements theoretisch ausgewählt (siehe Tabelle 12), wobei sie möglichst große Differenzen aufweisen sollen. Bei den Typenbeschreibungen werden vor allem die Variablen hervorgehoben, die bei den Jugendlichen des Typs häufiger vorkommen als im Durchschnitt aller Jugendlichen. Insgesamt wurden fünf Engagement-Typen unterschieden.

Zum Typ des politisch konventionell Engagierten gehören alle Jugendlichen, die einer politischen Partei oder Gruppierung angehören oder unbezahlte Arbeit für sie leisten. Es handelt sich um eine sehr kleine Gruppe, die nur 3% der Stichprobe ausmacht. Dieser Typ ist in seiner Zusammensetzung sehr homogen: In der überwiegenden Mehrzahl sind es ältere männliche Jugendliche und junge Erwachsene, die die luxemburgische Nationalität besitzen, erwerbstätig sind und einen höheren Schulabschluss besitzen.

Ein zweiter politisch engagierter Typ ist der politisch unkonventionell Engagierte: diese Jugendlichen haben mindestens drei der fünf abgefragten unkonventionellen politischen Beteiligungsformen bereits einmal wahrgenommen. Dieser Gruppe gehören 15 % der Stichprobe an. Ihre Mitglieder sind ebenfalls häufiger junge Männer mit luxemburgischer Nationalität und einem höheren Bildungsabschluss. Im Gegensatz zu den politisch konventionell engagierten Jugendlichen sind bei den unkonventionell Engagierten Schüler oder Studenten häufiger vertreten.

Den dritten Engagement-Typ bilden Jugendliche, die sich in Vereinen freiwillig engagieren. Zu den Vereinsengagierten zählen fast 40% der Jugendlichen. Es sind häufiger Jugendliche aus der Altersgruppe unter 25 Jahren, mit einer luxemburgischen Nationalität, und meist Schüler oder Studenten.

Als vierter Typ sind die Vereinsmitglieder erfasst. Es sind Jugendliche, die in einem Verein Mitglied sind und sich auch an Vereinsaktivitäten beteiligen, jedoch darüber hinaus nicht ehrenamtlich engagiert sind. Der Anteil dieses Typs an der Stichprobe liegt bei fast 22%. Die Jugendlichen innerhalb dieses Typus entsprechen in den meisten soziodemografischen Variablen dem Durchschnitt der Stichprobe.

Der fünfte Typ sind die Nichtengagierten; dieser umfasst all jene Jugendlichen, die sich weder politisch noch gesellschaftlich engagieren. ⁴⁰ In dieser Gruppe befinden sich 15 % der Jugendlichen aus der Stichprobe. Auffällig in dieser Gruppe ist der höhere Anteil der Mädchen und jungen Frauen, der Jugendlichen mit portugiesischer oder anderer ausländischer Nationalität sowie der Jugendlichen mit einem niedrigen Schulabschluss und einer unteren Einkommensklasse.

Politik spielt für drei Viertel der politisch konventionell Engagierten eine wichtige Rolle im Leben. Dies drückt sich in einem sehr hohen politischen Interesse aus. Politik wird nicht nur intensiv mit den Eltern, sondern auch mit Freunden diskutiert. Die politisch konventionell Engagierten sind am häufigsten bereit, an Wahlen teilzunehmen. Auch viele der unkonventionellen politischen Aktivitäten haben sie bereits gemacht oder wären sie bereit zu machen. Dabei würde ein Teil dieses Typs auch illegale Formen der Beteiligung in Betracht ziehen. Dieses kritische Verhalten zeigen sie ebenfalls bei der Zufriedenheit mit der Demokratie im Land. Bei den Werten präferieren sie die Selbstverwirklichungswerte, während traditionelle und prosoziale Werte als unwichtig eingestuft werden.

⁴⁰ Das Nichtengagement bezieht sich ausschließlich auf die politischen und gesellschaftlichen Beteiligungsformen und nicht auf informelles, privates Engagement.

Auch die unkonventionell Engagierten zeigen ähnliche politische Einstellungen und Orientierungen wie die politisch konventionell Engagierten. Viele der Einstellungen sind jedoch bei ihnen nicht so stark ausgeprägt, liegen dennoch über dem Durchschnitt. Neben den vielen unkonventionellen (legalen und illegalen) Formen der politischen Beteiligung ist auch ihre Bereitschaft, an Wahlen teilzunehmen, hoch. Sie orientieren sich vor allem an Selbstverwirklichungswerten, aber auch prosoziale Werte sind ihnen wichtig.

Als Kontrasttyp zu diesen sehr stark engagierten Typen fungiert der Typ des Nichtengagierten: hier liegen alle Variablen zu den politischen Einstellungen niedriger, außer der Zufriedenheit mit der Demokratie im Land, die am höchsten in dieser Gruppe ausfällt. Die Nichtengagierten weisen den höchsten Anteil an Jugendlichen auf, die traditionellen Werten zustimmen, sind mehr mit finanziellen Problemen konfrontiert, waren häufiger bereits mehr als drei Monate arbeitslos und während der letzten fünf Jahre wenigstens einmal von der Sozialversicherung abhängig. Zugleich sind sie weniger zufrieden mit ihrem Leben und geben auch häufiger an, dass sie keine Kontrolle über ihr Leben haben.

5. Motive und Effekte des bürgerschaftlichen Engagements

Im Rahmen der qualitativen Erhebung wurden die Jugendlichen und jungen Erwachsenen auch nach ihrem bürgerschaftlichen Engagement gefragt. Ziel war es herauszufinden, ob die Jugendlichen Formen gesellschaftlichen oder politischen Engagements entwickeln, welche Motive sie für oder gegen ein Engagement anführen und welche Auswirkungen das Engagement für sie hat. Ausgangsüberlegung war, dass gesellschaftliches bzw. politisches Engagement einen wichtigen Schritt auf dem Weg zum mündigen Bürger darstellen kann, indem es Jugendliche dazu befähigt, eine aktive Rolle in der Gesellschaft einzunehmen und Grundwerte einer demokratischen Gesellschaft zu übernehmen.

Für die Analyse wurden Kriterien für ein gesellschaftliches bzw. politisches Engagement festgelegt. Unter Engagement werden dabei freiwillig übernommene unbezahlte Aufgaben und Arbeiten im Rahmen eines Vereins, einer Organisation oder Institution verstanden. Al Nach diesen Kriterien können von den 77 befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen 33 als gesellschaftlich oder politisch engagiert bezeichnet werden; das entspricht 43 aller Befragten. Der zeitliche Umfang des Engagements spielte bei der Einstufung keine Rolle, d.h. Jugendliche, die sich bereits seit vielen Jahren mit großem Zeitaufwand engagieren, wurden ebenso als engagiert eingestuft wie solche, die dies erst seit Kurzem oder nur sporadisch tun. Ebenso wenig spielt der Zeitpunkt des Engagements eine Rolle; aktuell Engagierte wurden ebenso berücksichtigt wie solche, die in der Vergangenheit einem Engagement nachgegangen sind. Voraussetzung für die Einstufung als gesellschaftliches bzw. politisches Engagement war jedoch, dass es sich nicht nur um eine einmalige Aktion handelte.

Das Spektrum der von den Befragten genannten Bereiche des gesellschaftlichen Engagements reicht von der Mitgliedschaft bei den Scouten oder der Feuerwehr über die praktische Arbeit mit Kindern oder Jugendlichen bis hin zum sozialen oder kulturellen Engagement in unterschiedlichen Vereinen. An Formen politischen Engagements werden neben der klassischen Mitgliedschaft in einer Partei und der Übernahme politischer Mandate auch Formen jugendspezifischen Engagements in Jugendgremien

⁴¹ Diese Kriterien sind anschlussfähig an die Definition des luxemburgischen Ehrenamts-Portals ("Le portail du Bénévolat"): "Ehrenamtlich ist, wer sich freiwillig ohne geldliche Entschädigung in einer Aktion im Dienste eines Dritten oder der Gemeinschaft engagiert. Das Ehrenamt ist das freiwillige und unentgeltliche Engagement von Personen, die für andere oder im Interesse der Gemeinschaft in einem Gefüge tätig sind, das über die einfache gegenseitige Hilfe im Familien- oder Freundeskreis hinausgeht." (www.benevolat.public.lu/de/espace-benevole/chartebenevolat/definition-role-principesfondamentaux/index.html, zuletzt abgerufen am 10. November 2015) Daher sind manche Aktivitäten, auch wenn sie von der Bezeichnung (z.B. "Service Volontaire") ein freiwilliges Engagement meinen, nicht als solches gewertet worden, wenn sie primär eine berufsorientierende, qualifizierende oder überbrückende Funktion hatten (SVO, SVCi). Diese Einschätzung wurde auch von den Befragten geteilt, die einen solchen Freiwilligendienst immer als "Arbeit" und nicht als "Ehrenamt" gesehen haben, nicht zuletzt aufgrund des Vollzeitcharakters (35 Stunden/Woche) und der Bezahlung.

oder Interessenvertretungen, wie etwa Schüler- oder Studierendenvereinigungen, genannt. Teilweise übten die Jugendlichen auch mehrere Engagements gleichzeitig aus.

Auffällig ist, dass es sich bei den genannten Tätigkeiten ausschließlich um konventionelle Engagementformen handelt. Unkonventionelle und eher kurzfristige Engagementformen wie Teilnahme an Demonstrationen, Petitionen, Online-Partizipation usw. wurden von den Befragten nicht thematisiert. 42

5.1 MOTIVE FÜR EIN GESELLSCHAFTLICHES ODER POLITISCHES ENGAGEMENT

Jugendliche und junge Erwachsene engagieren sich aus unterschiedlichen Motiven. Diese reichen von intrinsischer Motivation durch die Tätigkeit selbst und von Vorstellungen vom persönlichen Nutzen durch die Tätigkeit bis hin zu dem Wunsch, etwas für das Gemeinwohl bewirken zu wollen. Hinzu kommen viele, die über Eltern oder Freunde wie "selbstverständlich" zum Engagement gekommen sind, ohne dass sie dafür bestimmte Motive angeben könnten. Die verschiedenen Motive schließen sich nicht gegenseitig aus, sondern überschneiden sich häufig; teilweise wurden von den Befragten mehrere Gründe für ihr Engagement angeführt. Dabei sind die beiden zentralen Motivgruppen in etwa gleich bedeutsam: jeweils etwa zwei Drittel der Befragten geben pragmatisch-utilitaristische und/oder gemeinwohlorientierte Motive für ihr Engagement an.

5.1.1 Pragmatisch-utilitaristische Motive

In den Interviews geben zwei Drittel der Engagierten auf die Frage nach dem Grund ihres Engagements an, dass sie sich selbst etwas von ihrem Engagement versprechen. Dabei steht nicht unbedingt ein (beruflich) direkt verwertbarer Nutzen im Vordergrund; oft sind es vor allem die Freude am Tun, das Interesse an der Tätigkeit selbst (intrinsische Motive) sowie die soziale Interaktion mit anderen Menschen, die die Jugendlichen motivieren.

Insbesondere die ehrenamtliche Arbeit mit Kindern bereitet vielen Befragten große Freude. Der Wunsch, Kindern etwas beizubringen, wird teilweise auch als Ausgleich zur beruflichen Tätigkeit gesehen.

"Well dat mer awer Spaass mécht. Also ech hunn wierklech de Kontakt gären mat de Kanner, ganz vill. (...) vu Kanner wou laachen, wou Spaass hunn, wou zesumme sinn, an einfach déi Grupp, déi ass wéi eng zweet Famill awer och trotzdem." (Myriam, 28 Jahre, 46:38)

"Et mécht mer Spaass, déi Kléng ze gesinn, wéi se léieren mam Ball ëmzegoen, wéi se den Teamgeescht entwéckelen also probéieren ze entwéckelen." (Tun, 18 Jahre, 74:16)

⁴² Offenbleiben muss dabei, ob tatsächlich keiner der Befragten unkonventionelle Formen des Engagements praktiziert hat, oder aber ob diese nicht erwähnt wurden, weil sie von den Jugendlichen und jungen Erwachsenen selbst nicht als Engagement eingestuft wurden.

"Also ech hunn Kanner immens gären an et freet mech ëmmer, dass een duerch ganz kléng Saachen, wou een mat hinnen mécht, hinnen einfach e Laachen an d'Gesiicht ze… a well ech dat einfach gäre maachen." (Carole, 20 Jahre, 97:16)

In vielen Interviews wird der mit einem Engagement verbundene Wunsch nach Spaß, Abwechslung und Zufriedenheit herausgestellt.

"Jo, dat ass mir och ganz wichteg. Also ech mengen ech géif relativ onzefridden ginn, wann ech dat net méi kéint maachen. An dat hunn ech och ebe gemierkt während dem Studium, dass dat mech net glécklech mécht." (Pierre, 26 Jahre, 55:13)

"An ech hunn dat och méi als Oflenkung matgemaach an och do iergendwann gëtt et Spaass draus, léiers vill Leit kennen an dann hues de et bis um Schluss matgemaach." (Steve, 23 Jahre, 63:20)

"Es sind eher extrinsische Motive, die halt mich dazu bewegt haben, da mitzumachen. Ja, wo halt wahrscheinlich auch wirklich eigener Spaß und Interessenfaktor auch vielleicht wirklich mitgespielt hat, um mich halt so ehrenamtlich zu betätigen. Es war nicht bloß aus purer Liebe zum Anderen oder so." (Henri, 32 Jahre, 22:34)

Auch die Interaktion mit Anderen stellt für junge Menschen ein wichtiges Motiv für gesellschaftliches Engagement dar. Der in den Interviews vielfach herausgestellte soziale Aspekt und die Freude an der Geselligkeit werden von einem 19-jährigen politisch engagierten Jugendlichen folgendermaßen betont:

"Déi aner Motivatioun, déi awer natierlech och net kann negligéiert ginn, ass einfach dat Mënschlecht. Et léiert een Leit kennen mat deenen een gutt eens gëtt. Et geet een dono eppes drénken, et trëfft een sech och ausserhalb." (Louis, 19 Jahre, 37:29)

Persönliche Motive wurden in den Interviews darüber hinaus auch von einzelnen Personen genannt, die aktuell aus unterschiedlichen Gründen nicht engagiert sind, prinzipiell aber ein Engagement anstreben. Drei Personen, die derzeit ohne Arbeit und aktuell nicht engagiert sind, betonen ihr Interesse an einem Engagement, weil sie sich davon einen persönlichen Nutzen versprechen. Auch hier steht jeweils der soziale Aspekt im Vordergrund.

"Weil es Spaß macht. (...) Ja, Zeitvertreib. (...) Ja, man tut je nachdem was Gutes halt. Also tut halt gut, was Gutes zu tun manchmal." (Paolo, 27 Jahre, 51:42)

"Ja, mal andere Leute, mal andere Gesichter, mal alles anders." (Patricia, 29 Jahre, 52:26)

"Oui, j'aimerais bien parce que ça fait partie de l'intégration pour moi, pour faire des autres activités, pour connaître d'autres personnes et voilà, pour faire quelque chose dans laquelle on croit." (Angela, 34 Jahre, 77:29)

5.1.2 Interesse am Beitrag für die Gesellschaft

Eine weitere Motivgruppe kann mit Gemeinwohlorientierung bzw. einem Interesse am Beitrag für die Gesellschaft umschrieben werden. Für diese Jugendlichen und jungen Erwachsenen steht nicht der eigene Nutzen im Vordergrund, sondern der Wunsch, etwas Positives für Andere zu bewirken.

"'t ass mer scho wichteg, well ech schonn e bëssen de Gedanken verfollegen, dass een och als Individue awer kann eppes änneren, och wann een jonk ass schonn een Effekt op seng Matmënschen hunn an aner Leit ze motivéieren an e bëssen eppes no fir ze drécken, ze pushen. Dowéinst ass eben dat wichteg, dowéinst mécht een dat." (Louis, 19 Jahre, 37:27)

Für den Wunsch, etwas bewirken zu wollen, können beispielsweise eigene biografische Erfahrungen ausschlaggebend sein. So berichtet eine junge Frau, dass sie schon seit Längerem nach einer Möglichkeit sucht, chronisch kranken Kindern zu helfen, weil sie selbst als Kind durch eine solche Erkrankung stark belastet war und ihre Erfahrungen gerne weitergeben und Betroffene ermutigen möchte. Demgegenüber nennt ein Anderer die Tatsache, von Problemen und Belastungen weitgehend verschont zu sein, als Grund, sich zu engagieren: Er hält es für das Funktionieren einer Gesellschaft für wichtig, dass diejenigen, denen es gut geht und die alles haben, anderen, denen es weniger gut geht bzw. die weniger haben, zu helfen. Auch andere teilen den Wunsch, der Gesellschaft bzw. anderen Menschen etwas geben zu wollen. Während manche ihre eigenen positiven Erfahrungen bei den Scouten oder im Jugendhaus an Jüngere weitergeben möchten, will ein Student dem Staat etwas zurückgeben, da er selbst stark von staatlicher Unterstützung profitiert hat:

"Fir d'Leit ze informéieren an fir mech e bëssen, fir der Societéit eppes zréck ze ginn. Ech fanne mir kréien, zum Beispill vum Staat kréie mir jo sou vill Suen, ech fannen et bal méi wéi normal, dass mer dem Staat eppes zeréckginn. Zum Beispill a Form vun Associatiounen, fannen ech dat méi wéi natierlech, dass mir eis do souzesoen als Géigeleeschtung dat sou zréckzebréngen." (Tiago, 25 Jahre, 65:40)

Andere nennen den Wunsch, die Gesellschaft mitgestalten zu wollen, als Motiv. Der Wunsch nach gesellschaftlichen Veränderungen, etwa dem Abbau von Ungerechtigkeit, ist vor allem bei politisch Aktiven verbreitet. Auch bei denjenigen, die sich in der Jugendarbeit engagieren, steht der konkrete Nutzen der Arbeit im Vordergrund, etwa eine Verbesserung des Angebots für junge Menschen in einer Gemeinde oder in einem Jugendhaus. Zwei junge Männer, die in der Feuerwehr aktiv sind, benennen explizit das Motiv, anderen in einer Notsituation helfen zu wollen:

"...an et mécht mer och Freed, den anere Leit ze hëllefen an ech sinn och ni sou, dass ech doheem sëtzen a wann de Piips lo geet: Oh nee, net lo schonn erëm fueren, do soen ech mer: Merde, do ass een, dee braucht Hëllef, hopp. (...) Jo, dat ass och en groussen Hobby, deen ech hunn, den anere Leit ze hëllefen." (Vincent, 20 Jahre, 67:25)

"Dass een einfach de Leit kann hëllefen. Jo, dat heescht, dass ee weess, esou bal de Piipsert schellt, dass eppes geschitt ass an, dass een wann een also ... wat kann eben déi Persoun retten op enger Aart a Weis. (...) Fir dass ee selwer de Leit eben hëllefe kann." (Charles, 19 Jahre, 99:32)

5.1.3 Engagement aus Tradition und der Einfluss des sozialen Umfelds

Verba, Schlozman und Brady (1995) stellen das soziale Umfeld als zentralen Faktor heraus, der ein Engagement initiieren kann. Diese Erkenntnis bestätigt sich in der vorliegenden Studie insbesondere bei den Jugendlichen bzw. jungen Erwachsenen, die weniger aufgrund von individuellen Motiven als durch den Einfluss Dritter ein Engagement begonnen haben. Familie und Freunde spielen dabei gleichermaßen eine wichtige Rolle. Viele junge Menschen sind entweder schon als Kind über ihre Eltern mit einer Organisation in Berührung gekommen oder durch Peers angesprochen und zum Engagement motiviert worden. Die soziale Vernetzung kann demnach als wichtige Bedingungsgröße und Voraussetzung für das Engagement angesehen werden.

"Jo, 16 Joer schonn an de Pompjee an 18 Joer schonn an de Scouten dran, wou ech mat Häerz an Seele och dobäi sinn. (...) Eemol dohinner gaangen an dat huet mer u sech gefall a jo, da sinn ech dobäi bliwwen." (Vincent, 20 Jahre, 67:25)

"Ich mache es gemeinsam mit meinem Vater, also es liegt in der Familie." (Roland, 16 Jahre, 58:12)

"Am Fong zu de Scoute sinn ech komm, well ech schonn am éischte Schouljoer gefrot gi sinn, an well mer zu ganz vill Kollegen dohinner gaange sinn an sou sinn ech einfach an de Scoute bis haut bliwwen." (Emily, 20 Jahre, 15:1)

Über konkrete Motive für das eigene Engagement haben sich viele von ihnen daher wenig Gedanken gemacht. Gerade für junge Erwachsene, die schon seit sehr langer Zeit in einer Organisation aktiv sind, stellt sich die Frage nach den Gründen für ihr Engagement überhaupt nicht mehr. Es ist ein Teil ihres Lebens bzw. Lebensstils geworden und nimmt einen selbstverständlichen Platz ein. Zwei junge Frauen, die bei den Scouten engagiert sind, stellen dies wie folgt heraus:

"Dat ass eppes wou ech mer ëmmer rëm d'Fro stellen, wéi een also... fir mech ass eppes ganz natierleches datt ech mech engagéieren, dat ass näischt wou ech mech zwéngen an 't ass näischt wou ech mech dobäi schlecht fillen oder ech weess et net an dowéinst fält et mir ëmmer schwéier ze verstoen wéi een dat net maache kann." (Sara, 18 Jahre, 60:37)

"...well ech fannen och d'Scouten ass fir mech zu enger Liewensastellung ginn, also 't ass net sou een Hobby, deen ech am Fong niewelaanscht maachen, wou ech soen: oh ech hunn haut mol keng Loscht, dann ginn ech net." (Emily, 20 Jahre, 15:14)

5.1.4 Entwicklung des Engagements in der Transitionsphase

Viele der Befragten sind bereits seit ihrer Kindheit oder frühen Jugend engagiert und haben dieses Engagement über die Jahre hinweg beibehalten. Manche haben ihren Tätigkeitsbereich in dieser Zeit gewechselt, manche haben während der Ausbildung oder des Studiums das Engagement reduziert oder ruhen gelassen, beabsichtigen aber, sich anschließend wieder stärker zu engagieren. Insgesamt lassen sich drei Phasen des Engagements in der Transitionsphase ausmachen:

Eine erste Phase des Engagements findet während der Schulzeit statt. Die ehrenamtliche Tätigkeit erfolgt neben der Schule und stellt einen wichtigen Teil der Freizeit dar. Beispiele hierfür sind das Engagement in Sport- oder Jugendvereinen, oder auch Engagement in der Schule selbst (z.B. Peer-Mediation, Schülerkomitee).

In der anschließenden Phase der weiterführenden Ausbildung oder eines Studiums verlagern sich bei vielen Jugendlichen die Prioritäten. Viele lassen während des Studiums oder der Ausbildung ihr Engagement ruhen oder reduzieren es entsprechend. Oft ist dies auch dadurch bedingt, dass zum Studium oder auch zur Ausbildung der Wohnort gewechselt werden muss. Nur wenigen gelingt es, ihr ehrenamtliches Engagement mit den neuen Anforderungen in Einklang zu bringen und fortzuführen.

Mit Abschluss der Transitionsphase durch Erwerbstätigkeit und Familiengründung beginnt eine dritte Phase des gesellschaftlichen Engagements. Während sich für einen Teil der jungen Erwachsenen wegen der Arbeit oder der Familie die Prioritäten verschoben haben und ehrenamtliches Engagement eher zurückgeht, erleichtert der Wegfall der mit der Transition verbundenen Aufgaben anderen die Entscheidung für ein Engagement, welches als fester Bestandteil in die Lebensgestaltung als Erwachsener integriert wird.

Der Zeitaufwand des Engagements ist je nach Tätigkeit unterschiedlich und die zeitliche Belastung kann stark variieren. Gemeinsam ist allen ehrenamtlich Aktiven jedoch, dass sie einen nicht unerheblichen Teil ihrer Freizeit investieren, um sich gesellschaftlich bzw. politisch zu engagieren, und währenddessen auf andere Freizeitaktivitäten verzichten. Louis, ein 19-jähriger Schüler, und Tiago, ein 25-jähriger Student, beschreiben den Zeitaufwand folgendermaßen:

"Et hält sech nach a Grenzen, mä et ass awer ëmmer dohinner, zréck, Transport, diskutéieren, Gedanke maachen. 't muss een et wëlle maachen." (Louis, 19 Jahre, 37:26)

"Dat hëlt all Dag e bëssen eppes wech, mä dat gëtt engem awer och e bësse Satisfaktioun. Dat ass eben de Präis, deen een da muss bezuelen. (...) Et ass zäitopwändeg jo, mä ob et lo... et ass genee sou zäitopwändeg, andauernd op Facebook ze hänken." (Tiago, 25 Jahre, 65:41-42)

Manche Befragte verweisen darauf, dass sich das Engagement gut mit der aktuellen Lebenssituation in Einklang bringen lässt, da sie frei und ungebunden sind und somit über die zeitlichen Ressourcen verfügen, um auch ein zeitintensives Engagement ausüben zu können. Dies ist etwa der Fall bei Myriam, 28 Jahre, die in einem Sportverein in hohem Maße engagiert ist.

"Nee, well mäin Privatliewen ass sou, dass ech alleng sinn, dat heescht ech hunn déi Zäit. Hätt ech lo vläit e Frënd, e Mann a Kanner, dann wier dat eppes aneschtes, dann géif dat alles net méi goen. Mä am Moment hunn ech déi Zäit." (Myriam, 28 Jahre, 46:39)

Andere gehen noch einen Schritt weiter und passen ihre berufliche Situation so an, dass sie mit dem Engagement vereinbar ist, oder opfern sogar ihren Urlaub für das Ehrenamt. Vereinzelt berichten junge Erwachsene auch von eher ungewöhnlichen Schritten, die den Stellenwert ihres Engagements verdeutlichen: Ein junger Mann hat eine unbefristete, sichere Stelle aufgegeben, da sie nicht mit seinem politischen Engagement in Einklang zu bringen war; ein anderer hat sein Studium abgebrochen, da es mit seinem gesellschaftlichen Engagement nicht vereinbar war. Für manche ist die ehrenamtliche Tätigkeit so wichtig, dass andere Lebensbereiche untergeordnet werden.

"Jo, ganz bewosst dass ech dat Engagement weider maachen kann. Jo, dat war mir och ganz wichteg." (Pierre, 26 Jahre, 55:13)

"Et ass zäitopwändeg, et ass wierklech zäitopwändeg, an ech weess net wéini ech fir d'lescht en Dag Congé hat, wou ech en Dag Congé fir mech hat, mee de meeschte Congé, dee geet da wierklech fir d'Benevolat drop." (Leonard, 24 Jahre, 88:27)

5.1.5 Hinderungsgründe und Potenziale für bürgerschaftliches Engagement

Jene befragten Jugendlichen bzw. jungen Erwachsenen, die sich nicht gesellschaftlich oder politisch engagieren, äußerten sich in den Interviews teilweise zu den Gründen, die aus ihrer Sicht gegen ein Engagement sprechen. Für nahezu alle Befragten ist dabei Zeitmangel das Hauptmotiv. Die fehlende Zeit spielt bei völlig unterschiedlichen Lebensumständen eine Rolle: von jungen Müttern wird die Kinderbetreuung als Hinderungsgrund angegeben; von Berufstätigen die Vollzeit-Arbeit, die Vorrang hat und neben der kaum Freizeit bleibt; eine Studentin bedauert, dass trotz festem Vorsatz keine Zeit neben der Uni bleibt; zwei Auszubildende führen ihre Praktika und den wenigen Urlaub an; eine arbeitslose Frau gibt an, sich zunächst auf die Arbeitssuche konzentrieren zu wollen.

"Nein, ich will mich jetzt für eine Arbeit engagieren." (Patricia, 29 Jahre, 52:26)

Weitere Gründe, sich nicht zu engagieren, sind mangelndes Interesse, Mangel an Gelegenheiten oder mangelnde Lust auf die Strukturen und Regeln eines Vereins. Andere äußern, dass sie ihren Beruf bewusst danach ausgewählt haben, etwas mit ihrer Arbeit bewirken zu können und von daher keinen Bedarf an weiterem Engagement sehen, da die berufliche Tätigkeit etwa für eine gemeinnützige Organisation bereits soziales Engagement beinhalte. Sam, ein 25-jähriger Lehramtsstudent, erläutert die Motive für seine Berufswahl:

"Ich finde, dass der Lehrerberuf an sich schon eine Arbeit ist nachher wo ich, ich sag mal, ich trag nicht noch dazu bei, dass die Wirtschaft noch ein bisschen korrupter oder ein bisschen (…) das ist so mein Engagement und darin sehe ich auch mein Engagement." (Sam, 25 Jahre, 59:28)

Daneben können auch akute persönliche Probleme oder eine problematische Lebenssituation Hinderungsgründe sein. Paolo, ein 27-jähriger Arbeitssuchender, bekundet großes Interesse an gesellschaftlichem oder politischem Engagement und würde sich gerne in einer Partei, in einer Nichtregierungsorganisation (NGO), im kulturellen oder sportlichen Bereich engagieren. Er traut sich in seiner momentanen Situation aber nicht, irgendwo einzusteigen, da er sich aufgrund seiner Arbeitslosigkeit, die er selbst als Scheitern empfindet, derzeit "nicht bei neuen Leuten so vorstellen kann, wie ich mir vorgestellt habe zu sein."

"Ich würde aber gern bei ein paar Sachen mitmachen, in ein paar Vereinen zum Beispiel würde ich mich gerne politisch engagieren. Ich will aber nicht als Stigmatisierter dort auftauchen. (…) Klar, die Barrieren, die da sind, stelle ich mir selbst." (Paolo, 27 Jahre, 51:30, 51:42)

Insgesamt deuten die Aussagen vieler junger Menschen, die aktuell nicht engagiert sind, auch auf das Vorhandensein weiteren Potenzials für bürgerschaftliches Engagement hin: Mehrfach wurde geäußert, dass ein Engagement derzeit aus unterschiedlichen Gründen nicht möglich ist, für die Zukunft aber durchaus Interesse daran besteht. Zudem liegt weiteres Potenzial in den ehemals Engagierten, die ihr Engagement während der Ausbildung oder des Studiums aufgeben mussten, von denen viele aber beabsichtigen, dieses später wieder aufzunehmen oder sich in einem anderen Bereich zu engagieren.

5.2 EFFEKTE EINES GESELLSCHAFTLICHEN ODER POLITISCHEN ENGAGEMENTS

Vereinzelt wird von den engagierten Jugendlichen angesprochen, dass aufgrund der ehrenamtlichen Tätigkeit weniger Zeit bleibt für andere Aktivitäten. Die verbleibende freie Zeit müsse gut abgewogen und aufgeteilt werden. Ansonsten werden ausschließlich positive Effekte des bürgerschaftlichen Engagements genannt (siehe hierzu auch Legille, 2011; Weis & Meyers, 2013). Diese sind neben einer allgemeinen Zufriedenheit aufgrund der ausgeübten Tätigkeit und ihrer sozialen Aspekte insbesondere ein Zuwachs an Wissen und Kompetenzen, eine Veränderung in der (Lebens-)Einstellung und auch einen beruflichen Nutzen. Ehrenamtliches Engagement trägt für viele zur Entwicklung der eigenen Identität bei. Ein 23-jähriger Student fasst die Auswirkungen seiner Teilnahme am Programm "Mérite Jeunesse", von der er in vielerlei Hinsicht erheblich profitiert hat, wie folgt zusammen:

"Ech hunn et ganz wichteg fonnt, well ech wär lo vläit lo net deen, deen ech sinn, wann ech dat net matgemaach hätt." (Steve, 23 Jahre, 63:22)

Zufriedenheit durch Gemeinwohlorientierung und Verantwortungsübernahme

Für Zufriedenheit sorgen insbesondere sichtbare Resultate des Engagements. Die Erkenntnis, dass die eigene Arbeit Früchte trägt und etwas Positives bewirkt, erfüllt die Engagierten mit Freude und Zufriedenheit. Dies trifft für gesellschaftlich wie für politisch Engagierte gleichermaßen zu.

"Awer et huet een sou een Gefill, dass een eppes Guddes awer gemaach huet." (Steve, 23 Jahre, 63:17)

"Well ech gesinn an engem Engagement ëmmer bëssen dass herno och wierklech eppes dobäi erauskënnt, dass ech zefridde sinn mat dem wat ech gemaach hunn, och an de Scouten doduerch dass ech engagéiert sinn, dann gesinn ech och ee Resultat. Ech bréngen de Kanner eppes bei, ech gesinn wéi d'Kanner sech weiderentwéckelen (...) an ech gesinn, ok, ech hunn hinnen eppes bäibruecht an hinnen mécht dat Spaass." (Emily, 20 Jahre, 15:23)

Diese Zufriedenheit mit dem eigenen Tun wiegt auch den hohen Zeitaufwand auf, wie von einigen Befragten unterstrichen wird.

"Mee ech wär scho frou, wann ech en Dag Congé fir mech hätt, dogéint hätt ech näischt, mee awer ech mengen dass jo d'Aarbecht an och déi Resultater déi ech erzile momentan mir esouvill Satisfaktioun ginn, dass ech, dass dat awer eppes ass, wou ech eppes dovunner hunn, och wann ech Fräizäit opfere muss." (Leonard, 24 Jahre, 88:28)

"An dat mécht engem och Spaass wann een heiansdo mol gesäit dass eppes viru komm ass, wat net ëmmer de Fall ass, mä wann dat ass, sou e klengt Erfollegserliefnis, deet ëmmer gutt an dann fält déi ganzt Zäit net méi sou an d'Gewiicht." (Louis, 19 Jahre, 37:30)

Die Übernahme von Verantwortung führt auch dazu, sich insgesamt erwachsener zu fühlen, wie ein Jugendlicher von seinem Engagement bei der Feuerwehr zu berichten weiß.

"Jo, et huet mir ganz vill gehollef, jo. Well du, wéi seet een, du retts jo Liewen, weess de. Schonn eng grouss Verantwortung." (Karl, 18 Jahre, 85:34)

Stärkung der sozialen Vernetzung und Integration

Als bedeutsame positive Auswirkung gesellschaftlichen und politischen Engagements wird die soziale Integration genannt. So stellt beispielsweise ein junger Erwachsener heraus, dass er nie allein ist und sich immer auf seine Kameraden bei der Feuerwehr verlassen kann. Dadurch, dass man viele gleichgesinnte Menschen kennenlerne, würden häufig Freundschaften über das Engagement geschlossen. In diesem Zusammenhang wird auch auf die privaten wie beruflichen Vorteile durch entstandene Kontakte und soziale Netzwerke hingewiesen.

Einige der Befragten äußern, dass sie aufgrund ihres jahrelangen Engagements stark in ihrer Gemeinde verwurzelt seien. Sie betonen, dass ihr Engagement einen wesentlichen Beitrag dazu leistet, sich integriert und heimisch zu fühlen. Die Identifikation mit der Gemeinde, für die sich die Befragten mit verantwortlich fühlen, ist teilweise so stark, dass auch Wohnortentscheidungen davon beeinflusst sind. So können sich manche junge Erwachsene nicht vorstellen, weit von ihrem Heimatort wegzuziehen, da ihnen das sinnstiftende und integrative Engagement dann fehlen würde. Lilly, eine 20-jährige Schülerin, unterstreicht diese Ansicht exemplarisch:

"Jo kloer. Also ech hunn alles hei, ech hunn Pompjeeën hei, ech sinn hei an der Politik, ech sinn a Kommissioune vun der Gemeng hei an domadder verdéngt ee jo och Geld quasi. An ech kéint mir och net virstellen ze wäit fort wunnen ze goen. Also ech géif scho gären hei bleiwen oder an der Géigend awer am léifsten hei eben." (Lilly, 20 Jahre, 89:23)

Ein 26-jähriger Angestellter berichtet, dass sein ehrenamtliches Engagement nach einem Wohnortwechsel wesentlich zur Integration in der neuen Umgebung beigetragen hat. Der bereits vorher engagierte junge Mann hat sich nach einem Umzug auch in seinem neuen Wohnort ins Gemeindeleben eingebracht und sich dort engagiert, was es ihm erleichtert hat, sich dort heimisch und integriert zu fühlen.

"An duerch mäin Engagement denken ech schonn dass ech à fur et à mesure schonn zu S. doheem sinn." (Pierre, 26 Jahre, 55:15)

Ebenso kann eigenes Engagement zu einer starken Identifikation mit einer Gemeinde führen, selbst wenn diese lediglich der Arbeits- und nicht der Wohnort ist, wie Emil zu berichten weiß:

"Par konter, eng Gemeng wou ech mech am Moment ganz vill mat identifizéieren ass M. selwer well ech säit 6 Joer hei schaffen, immens aktiv sinn eben duerch d'Jugendhaus, well ech och ganz vill um Gemengeliewen mat maachen, wéi d'Buergbrennen, de Chrëschtmaart, a well et och eng ganz positiv Resonanz vun deenen

aneren Leit gëtt an vun de Jonken, well ech un sech méi oft hei sinn mat der Aarbecht wéi doheem, an hei méi am ëffentlechen Liewe stinn, wéi zu F. zum Beispill." (Emil, 30 Jahre, 105:22)

Zuwachs an Wissen und Kompetenzen

Von vielen Jugendlichen und jungen Erwachsenen wird ein Zuwachs an Wissen, Fähigkeiten und Fertigkeiten als Auswirkung ihres Engagements beschrieben. Junge Menschen, die bei den Scouten aktiv sind, stellen in erster Linie die handwerklichen, technischen, organisatorischen und lebenspraktischen Kompetenzen heraus, die sie dort erwerben. Mit zunehmender Verantwortungsübernahme erlernen sie zudem die Fähigkeit, mit Kindern und Jugendlichen arbeiten zu können. Gerade die Übernahme von Verantwortung für Jüngere wird als prägende Erfahrung und wichtiges Lernfeld beschrieben:

"Dat sinn och Erfahrungen déi een dann zimlech markéieren a wou een wierklech draus léiert och fir d'Zukunft, well och wann et just kleng Kanner sinn, (…) si spigelen am Fong dat zréck wei een sech behölt, an dat hölleft engem dann sech am Fong selwer konkret an de Spigel ze gesinn, an och selwer dann dorausser ze wuessen am Fong." (Sara, 18 Jahre, 60:20)

Auch Misserfolge, Konflikte oder Pläne, die sich nicht realisieren ließen, werden im Nachhinein als wichtige Erfahrungen gedeutet. Ein Schüler stellt durch seine Tätigkeit in einem politischen Gremium einen enormen Wissenszuwachs fest, der es ihm in der Schule ermöglicht, Zusammenhänge besser zu verstehen und ihm somit einen Vorsprung gegenüber seinen Mitschülern verschafft. Eine in mehreren Bereichen engagierte Schülerin verweist auf ihr stärkeres Interesse an gesellschaftlichen und politischen Themen und eine dadurch höhere Allgemeinbildung. Dadurch bekommt sie mehr mit vom lokalen bis zum Weltgeschehen und kann Zusammenhänge besser einordnen. Das breitere und fundiertere Wissen kann sie sich nicht nur in der Schule, sondern auch in Diskussionen im privaten Bereich zunutze machen. Dadurch, dass sie im Rahmen ihrer Engagements häufig gefordert ist zu diskutieren und zu sprechen, erwirbt sie auch kommunikative Kompetenzen, indem sie lernt, frei zu sprechen und sich klar auszudrücken.

Werteentwicklung und Einstellungswandel

Häufig führt gesellschaftliches oder politisches Engagement dazu, das eigene Wertesystem zu überdenken und Einstellungen zu verändern. Mehrfach wird berichtet, dass das eigene Engagement dazu beiträgt, Dinge stärker zu reflektieren und zu hinterfragen.

Als wichtige Effekte werden (Welt-)Offenheit, Toleranz und Verständnis genannt: Es wird beschrieben, dass das Engagement ein stärkeres Interesse an anderen Menschen und deren Hintergründen bewirke, was wiederum den Horizont erweitere. Teilweise führt das Engagement auch dazu, neue Kulturen kennenzulernen und somit einen anderen Bezug zu fremden Kulturen aufzubauen. Insgesamt, so die Wahrnehmung einiger Befragter, ist die Offenheit gegenüber Neuem ausgeprägter bei Menschen, die sich engagieren. Ein junger Erwachsener berichtet von prägenden Erfahrungen im Rahmen eines Entwicklungshilfeprojekts in einem afrikanischen Land, die ihn zu mehr Bewusstheit, Reflektiertheit und zu einem Blick auf das Wesentliche gebracht haben, sodass er das, was er hat, weit mehr zu schätzen weiß und insgesamt zufriedener mit seinem Leben ist:

"Hinnen ass duergaangen, dass se ee Stéck Plastik haten, fir ze spillen a bei eis, geet vläit den drëtten iPhone net duer, wann een sou iwwerleet, ne. An bei sou Situatiounen gëtt een sech bewosst, dass vläit net si déi aarm sinn, mee de Moment mir, ne?" (Steve, 23 Jahre, 63:23)

Der beschriebene Zuwachs an Wissen führt den Befragten zufolge auch dazu, Dinge mehr in Frage zu stellen und einen kritischeren Geist zu entwickeln. Damit verbunden ist vielfach auch ein stärkeres politisches Interesse – ein wichtiger Aspekt bürgerschaftlicher Teilhabe.

"An och vläit dat politescht, de politeschen Interessi an de kriteschen Geescht asw. dat ass och eppes wat een definitiv vill méi bei deenen Leit rëmfënnt, déi sech engagéieren wei bei deenen déi lo vill manner engagéiert sinn, oder eben guer net. Also ech mengen dat sinn wierklech déi Saachen wou och erausstiechen." (Sara, 18 Jahre, 60:38)

Beruflicher Nutzen und berufliche Orientierung

Viele Jugendliche und junge Erwachsene, die sich gesellschaftlich oder politisch engagieren, sind überzeugt, dass dies auch beruflich von Nutzen sein kann. Erworbene Kompetenzen, ausgeübte Tätigkeiten und absolvierte Fort- bzw. Weiterbildungen können den eigenen Lebenslauf aufwerten. Dies wird als angenehmer und hilfreicher Nebeneffekt des Engagements wahrgenommen. Gleichzeitig wird aber übereinstimmend darauf hingewiesen, dass eine mögliche berufliche Verwertbarkeit keineswegs das Motiv war und auch nicht die Motivation sein dürfe, sich zu engagieren.

"Ech mengen, si mer éierlech, et ass ni schlecht wann een sech fir eng Uni kann umellen an et kann een awer dat an de CV schreiwen, do freet een sech, och wann dat spéider fir d'Aarbecht, wann een sech iergendwou umellt hofft een mol, dass dat keng negativ Konsequenzen kann hunn. Mä ech ging awer soen, dass dat wierklech déi falsch Motivatioun wier an ech ginn och net dovunner aus, dass dat bei vill Leit de Fall ass." (Louis, 19 Jahre, 37:30)

Ein Student berichtet, dass er seine ehrenamtlichen Tätigkeiten in seinen Lebenslauf geschrieben hat und bei allen Vorstellungsgesprächen für Studentenjobs immer besonders auf diese Punkte angesprochen wurde, die letztendlich, so glaubt er, auch ausschlaggebend waren, dass er eingestellt wurde, da er sich dadurch von anderen abhebt.

"An dat sinn déi Punkten, wou d'Leit mech ugeschwat hunn an op mannst iwwert eng hallef Stonn mech do ausgefrot hunn, firwat, wéini, a wéi dat dozou komm ass, an sou weider. An ech géif soen, dass et déi Punkten waren, wou och ausschlaggebend waren, dass d'Leit mech geholl hunn. Well et einfach dann anescht war vis-à-vis vun aneren, déi och kandidéiert hunn." (Steve, 23 Jahre, 63:26)

Für manche Jugendliche hatte das Engagement auch eine berufsorientierende Funktion. Dadurch, dass sie Einblicke in unterschiedliche Bereiche erhalten, können sie feststellen, welche Bereiche ihnen eher und welche ihnen weniger zusagen. So kann das Engagement dazu beitragen, den eigenen beruflichen Weg zu finden. Bei einem jungen Erwachsenen führte ein Engagement im Kulturbereich dazu, ein Studium in Kommunikation und Information aufzunehmen. Ein anderer hat durch das Engagement bei den Scouten den Berufswunsch, mit Kindern bzw. Jugendlichen zu arbeiten, verfestigt.

"Ech mengen bei mer war dat zimlech kloer, well ech eben ëmmer Scout-Chef war. Datt ech do einfach gesinn, dat läit mer awer lo méi, mat Kanner an Jugendlechen zesummen ze schaffen, wéi déi ganz Zäit nëmmen Zuelen ze gesinn an am Büro ze sëtzen." (Jean, 32 Jahre, 23:3)

Steve hat gelernt, dass man auch beruflich das machen sollte, was man möchte und was der eigenen Überzeugung entspricht, nicht das, wozu man von außen gedrängt wird. In seinem Fall hatte er sich von seinem Umfeld zu einer Ausbildung im Finanzsektor überreden lassen, die ihm jedoch überhaupt nicht zugesagt hat. Vor allem aber ist er überzeugt, dass ihn sein Engagement im Rahmen des Programms "Mérite Jeunesse" vom vorzeitigen Schulabbruch abgehalten hat. Er war so schulmüde, dass er oft mit dem Gedanken gespielt hat, wie andere aus seiner Klasse die Schule abzubrechen. Das Engagement und die damit verbundene "Ablenkung" haben ihm dabei geholfen, dann doch die Schule abzuschließen.

"An doduerch well ech déi Richtungen ageschloen hunn, mam Benevolat, hunn ech dann eng Oflenkung gehat an ech hunn awer dann meng Schoul fäerdeg gemaach, ne. (…) Andauernd ëmmer op enger Plaz sinn, wat s de guer net wollts, ne… an där hat ech der vill an der Klass déi iergendwann ofgebrach hunn, ne." (Steve, 23 Jahre, 63:28)

Die vielfachen Wechselwirkungen zwischen Engagement und beruflicher Tätigkeit werden auch durch den Werdegang von Gilles deutlich, ein 29-jähriger Mann, der vor kurzem eine Stelle bei einer Partei angenommen hat, in die er schon zu Schulzeiten eingetreten ist. Er ist bereits seit seiner frühen Jugend politisch engagiert und hat dies seitdem schrittweise ausgeweitet. Er wollte diesen Bereich intensiv kennenlernen und Erfahrungen darin sammeln. Dabei haben ihm auch die Kontakte seines ebenfalls stark engagierten Vaters geholfen, der aufgrund seiner ehrenamtlichen Tätigkeiten in der Gemeinde sehr gut vernetzt ist und der ihm somit Türen öffnen konnte. Auch sein Studienfach Politikwissenschaften hat Gilles aufgrund seines politischen Interesses ausgewählt. In Kürze wird er ein Mandat im Gemeinderat annehmen und hat deshalb eine sichere berufliche Stelle aufgegeben, da diese nicht mit dem Ehrenamt vereinbar war. Sein neuer Arbeitgeber ist nun die Partei, für die er sich engagiert und die es ihm ermöglicht, Beruf und Engagement miteinander zu verbinden. Seine berufliche Zukunft sieht er in der Politik.

"Mäin Papp huet op der Gemeng geschafft, do huet een dann natierlech vläit en aneren Kontakt mat de Leit. Et léiert een vläit éischter Leit aus dem politeschen Beräich kennen. (...) sou dass dat fir mech u sech eng perséinlech Decisioun war fir schonn mat 15 Joer ze soen, hei ech wëll mer dat elo ukucken an ech wëll mech do elo engagéieren. An voilà, dann entwéckelt sech dat eben mat de Joeren. Wann een dat eng Zäit laang mécht, dann ass et och normal, dass een iergendwann och vläit wëll fir een Gemengerot kandidéieren oder mol mat an d'Walen goen. An dat war och eng immens interessant Erfahrung, elo mam Resultat dass ech och effektiv elo an den Gemengerot nogeréckelt sinn an mech elo kann nach méi op engem ganz aneren Niveau engagéieren. (...) Et geet eben ëmmer sou schrëttweis, et muss een sech weiderentwéckelen an dann erreecht een do och schonn déi Ziler, déi een wëll erreechen. (Gilles, 29 Jahre, 107:16)

6. Erfahrungen Jugendlicher in Angeboten zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe: Ergebnisse der quantitativen Studie

Ein ehrenamtliches Engagement nimmt bei vielen Jugendlichen großen Raum in der Freizeit ein. Die individuellen Gründe für dieses Engagement sind vielseitig und reichen von persönlicher Erfüllung bis hin zu politischem Gestaltungswillen und sozialer Vernetzung. Auch Staat und Gesellschaft haben ein großes Interesse an engagierten Bürgern. Wichtige gesellschaftliche Aufgaben sind von der Bereitschaft des Bürgers zur Übernahme von sozialer Verantwortung abhängig. Daher ist der Staat auch bemüht, die Bereitschaft zu sozialem Engagement und die Entwicklung von bürgerschaftlicher Teilhabe zu fördern. Maßnahmen zur Förderung dieser bürgerschaftlichen Teilhabe werden in Luxemburg durch den Staat und durch staatlich geförderte Organisationen in vielerlei Hinsicht angeboten.

Ein Teil dieser Maßnahmen dient der direkten Vorbereitung auf ein ehrenamtliches Engagement. Diese Ausbildungen und Lehrgänge der jeweiligen Verbände ermöglichen den Erwerb der wesentlichen Kompetenzen und Zertifikate, um im Anschluss bestimmte verantwortliche Positionen in den jeweiligen Organisationen übernehmen zu können. Ebenso entscheiden sich viele Jugendliche und junge Erwachsene für ein politisches Engagement in einer jugendspezifischen Interessenvertretung, für ein Projekt oder für einen Freiwilligendienst, um sich durch diese freiwillige Tätigkeit zu engagieren und persönlich weiterzuentwickeln.

Aus politischer Perspektive werden sowohl in den Ausbildungen als auch in den freiwilligen Tätigkeiten⁴³ Kompetenzen vermittelt, die sozial verantwortliches bürgerschaftliches Handeln fördern sollen.

6.1 ANGEBOTE ZUR FÖRDERUNG BÜRGERSCHAFTLICHER TEILHABE IN LUXEMBURG: ERGEBNISSE DER ORGANISATIONSBEFRAGUNG

Um einen Überblick über die in Luxemburg bestehenden Unterstützungsangebote für ein bürgerschaftliches Engagement zu bekommen, wurde eine schriftliche Befragung der in diesem Bereich tätigen Organisationen durchgeführt. Im Folgenden werden die Ergebnisse der Organisationsbefragung kurz

⁴³ Die Angebote zur bürgerschaftlichen Teilhabe werden durch die beteiligten Jugendlichen und auch durch die anbietenden Organisationen weniger als Fördermaßnahme, denn als Engagement gesehen.

vorgestellt. Es konnten 45 Rückmeldungen mit Angeboten zur Förderung bürgerschaftlicher Teilhabe von Jugendlichen und jungen Erwachsenen dokumentiert werden, z.B. Ausbildungen zum Animateur oder zum Peer Mediator im Schulalltag - (eine ausführliche Tabelle befindet sich im Anhang des Berichts). Diese werden von 28 verschiedenen Organisationen angeboten, darunter insbesondere Lyzeen, Jugendhäuser, Jugendorganisationen und der SNJ. Vereinzelt sind in den Rückmeldungen Angebote mehrfach genannt, wenn sie von verschiedenen Organisationen parallel durchgeführt werden.

Abbildung 70 fasst die Angebotsstruktur zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe in Luxemburg zusammen und führt beispielhaft eine Auswahl an Angeboten auf.

Abbildung 70: Angebote zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe in Luxemburg

		Gesellschaftliches Engagement	Politisches Engagement
informelle, punktuelle Teilnahme und Nutzung	- Teilnahme an Tagesveranstaltungen (z.B. "Ech an denger Platz", Teambuildingkurse)	- Teilnahme an Veranstaltungen (z.B. Projekte, Aktionen in Schulen, Jugendhäusern) - Nutzung von Jugendinforma- tionsdiensten	- Teilnahme an Veran- staltungen/Aktionen (z.B Demonstrationen, Unterzeichnung von Petitionen)
zeitlich begrenztes, formales Engage- ment (konkretes Lernziel)	- Ausbildungen in der Jugendarbeit (z.B. "Co-Pilote") - Ausbildungen von Vereinen und Jugendorganisationen (z.B. "Animateur", Rettungssanitäter) - Ausbildungen von Schulen (z.B. "Peer-Mediator")	- verbandliche Jugendarbeit, Vereine, Organisationen, SNJ (z.B. Freiwilligendienste, Projekte)	- Jugendspezifische Interessenvertretung (z.B. Nationale Schüler- konferenz, Jugend- parlament)
dauerhaftes Engagement		- ehrenamtliche Vereinsarbeit (z.B. verbandl. Jugendarbeit, Hilfsorganisationen, Sport- verbände) - ehrenamtliches Engagement in Jugendhäusern	- Engagement (z.B. Parteimitgliedschaft, Übernahme von politischen Ämtern)

Zielgruppe und Teilnehmer der Angebote

An welche Jugendlichen und jungen Erwachsenen richten sich nun diese Angebote? Häufig werden Jugendliche angesprochen, die beispielsweise Mitglied einer bestimmten Organisation sind oder einer Bildungseinrichtung angehören; Schüler nehmen darunter einen großen Anteil ein. Daneben gibt es Angebote, die keine besondere Zielgruppe definieren. Bei 40 % der hier beschriebenen Angebote ist die Teilnahme jedoch an mindestens ein Kriterium gebunden, wie zum Beispiel eine Mitgliedschaft, das Alter oder die Einschreibung. Andere setzen hingegen nur voraus, dass sich die Jugendlichen für die Teilnahme interessieren und motiviert sind.

Fast alle Angebote stehen Jugendlichen und jungen Erwachsenen bis zu einem Alter von 35 Jahren offen. Zahlreiche Angebote sind zudem so ausgerichtet, dass Jugendliche bereits ab 12 oder 14 Jahren teilnehmen können (vor allem in Schulen). Die Erfahrungen der Organisationen aus den vergangenen

Jahren zeigen, dass bei einem Großteil der Angebote mindestens drei Viertel der Teilnehmer zwischen 15 und 35 Jahre alt sind. Einige Angebote werden verstärkt von jungen Frauen genutzt, andere eher von männlichen Teilnehmern besucht; insgesamt jedoch ist das Geschlechterverhältnis eher ausgeglichen.

Inhalte und Ziele der Angebote

VI.6

Die Dauer der Angebote variiert von wenigen Stunden (ein Nachmittag) bis hin zu mehrwöchigen Ausbildungen. Bei jedem zweiten Angebot wird nach dem Abschluss ein Zertifikat vergeben. Die jugendlichen Teilnehmer entwickeln während dieser Ausbildungen relevante Kompetenzen, die sie befähigen sollen, Verantwortung für andere Menschen zu übernehmen. Vermittelt und häufig zertifiziert werden vor allem das Wissen über Rechte, Pflichten und Sicherheitsbestimmungen, Grundkenntnisse der Vereinsarbeit und Vereinsleitung, etc. und die Reflexion der eigenen Rolle als Team- oder Gruppenleiter.

Während die bisher genannten Angebote unmittelbar und zielgerichtet qualifizieren oder informieren, gibt es weitere Angebote, die eher dem Bereich der informellen Bildung zuzuordnen sind. Über die Organisationsbefragung wurden zusätzliche Projekte, Workshops und Aktionstage dokumentiert. Diese Angebote unterscheiden sich in ihren Inhalten sehr stark. Sie sind den jeweiligen Erfordernissen der Organisationen angepasst und haben entweder informativen Charakter, verfolgen das Ziel der Schaffung, Bereitstellung oder Präsentation einer "bürgerschaftlichen Dienstleistung" oder sind konzipiert zur gegenseitigen Unterstützung und Hilfe, etwa durch regelmäßiges, aber informelles Engagement (zum Beispiel in Jugendhäusern).

Nahezu jedes Angebot wird in luxemburgischer Sprache durchgeführt, jedes zweite Angebot zusätzlich auf Französisch. 30 % der Angebote werden neben Luxemburgisch auch auf Deutsch durchgeführt und ein Fünftel der Angebote kann in englischer Sprache absolviert werden. Nur in 5 % der Angebote wird darüber hinaus auch Portugiesisch oder eine andere Sprache gesprochen.

Im übergeordneten Sinne wollen die Organisationen durch die gezielte Unterstützung, Förderung und Weiterbildung vor allem die Beteiligung der Jugend an gesellschaftlichen Prozessen fördern. Dies setzt das Erlernen von Autonomie, die Sensibilisierung für gesellschaftliche Themen sowie das Wissen um verschiedene Handlungsmöglichkeiten voraus.

6.2 ERFAHRUNGEN VON JUGENDLICHEN MIT ANGEBOTEN ZUR BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE

Zu bestimmten Angeboten zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe wurden die subjektiven Erfahrungen der teilnehmenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen erhoben. Die für die Befragung ausgewählten Angebote (in Abbildung 70 hellblau hervorgehoben) mussten verschiedenen Auswahlkriterien entsprechen. Die Angebote mussten auf Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 35 Jahren ausgerichtet sein und zum Ziel haben, die bürgerschaftliche Teilhabe der Jugendlichen und damit die Übernahme von Verantwortung als Bürger zu fördern. Diese Angebote sollten zudem zwar in einem zeitlich begrenzten Rahmen organisiert sein, aber weder Tagesveranstaltungen sein noch auf informellem Engagement allein beruhen. Sie sollten bestimmte Lernprozesse verfolgen und auf ein späteres Engagement vorbereiten.

Grundsätzlich werden in dieser Studie zwei Arten von Engagement untersucht: 1) Ein Engagement, das aus der Teilnahme an einer Ausbildung (z.B. Animateur) besteht, die auf ein späteres freiwilliges Engagement vorbereitet und 2) eine freiwillige Tätigkeit, wie z.B. die Mitgliedschaft im

Jugendparlament. Beide Formen des Engagements sollen zur Förderung von bürgerschaftlicher Teilhabe beitragen. Während die Ausbildungen jedoch eher ein intentionales Lernen beinhalten, laufen die Lernprozesse innerhalb der freiwilligen Tätigkeiten eher nebenbei und nicht zielgerichtet ab.

6.2.1 Die unterschiedliche Nutzung der Angebote

Von den 454 befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen wurden 266 (58,6%) zu ihren Erfahrungen in einer Ausbildung befragt sowie 188 Jugendliche und junge Erwachsene (41,4%) zu ihren Erfahrungen in einer freiwilligen Tätigkeit (für eine Interessenvertretung, ein Projekt oder einen Freiwilligendienst).

Viele Befragte, die eine Ausbildung zur Vorbereitung auf ein gesellschaftliches Engagement absolvieren, haben in einem Bereich aufeinander aufbauende oder zusammenhängende Ausbildungen absolviert (und all diese angekreuzt). Aus diesem Grund wurden verschiedene Angebote zu einer Gruppe zusammengefasst: Feuerwehr und Rettungsdienst, Animateur-Ausbildungen ("formations pour animateurs"), Sporttrainer, Peer-Mediation sowie sonstige Ausbildungen.

Gleiches gilt für die freiwilligen Tätigkeiten, auch hier wurden verschiedene Tätigkeiten zusammengefasst in: Interessenvertretungen (jugendspezifisches politisches Engagement für die Nationale Schülerkonferenz, Studierendenvertretungen, Jugendgemeinderäte, Jugendparlament), Freiwilligendienste (SVE, SVCi und SVC in unterschiedlichen Organisationen/Projekten), Engagement in Jugendclubs sowie sonstige freiwillige Tätigkeiten.

Die zahlenmäßige Verteilung der Befragten auf die Angebote wird in Tabelle 13 ersichtlich. In die Auswertung der Bewertungen von Angeboten werden ausschließlich Befragte einbezogen, deren Teilnahme eindeutig einer Angebotsgruppe zugeordnet werden kann (242 Befragte von Ausbildungen, 160 Befragte von freiwilligen Tätigkeiten).

Tabelle 13: Anzahl befragter Teilnehmer nach Angeboten

	Antworten	Anteil in %
AUSBILDUNGEN		
Feuerwehr und Rettungsdienst	95	39,3 %
Animateur-Ausbildungen	59	24,4%
Sporttrainer	40	16,5 %
Schul-Mediation	27	11,2 %
sonstige Ausbildungen	21	8,7 %
Befragte insgesamt (N)	242	100%
FREIWILLIGE TÄTIGKEITEN		
jugendspezifische Interessenvertretungen	62	38,8%
Freiwilligendienste	43	26,9 %
Jugendclubs – Lëtzebuerger Jugendklibb	37	23,1%
sonstige freiwillige Tätigkeiten	18	11,3 %
Befragte insgesamt (N)	160	100%

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=402

VI.6 ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER IN ANGEBOTEN ZUR FÖRDERUNG DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

Männliche Teilnehmer dominieren in den Ausbildungen zum Sporttrainer (72,5%) und für Feuerwehr/Rettungsdienste (68,1%). Mädchen sind vor allem in der Peer-Mediation im Schulalltag (63%) und in Ausbildungen zur Animateurin (59,3%) stark vertreten. Ähnlich verhält es sich für die freiwilligen Tätigkeiten: Unter den politisch Engagierten sind Männer und Frauen noch gleich repräsentiert; während aber mehr junge Frauen einen Freiwilligendienst absolviert haben (74,4%), dominieren die männlichen Jugendlichen und jungen Erwachsenen in den Jugendclubs (69,4%).

Die untersuchten Angebote für Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 35 Jahren werden vorwiegend von den beiden jüngsten Altersgruppen genutzt: drei Viertel der Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Bereich der Ausbildungen wie auch im Bereich der freiwilligen Tätigkeit sind zwischen 15 und 24 Jahren alt (siehe Abbildung 71 (Ausbildungen) und Abbildung 72 (freiwillige Tätigkeiten)). Jugendliche und junge Erwachsene scheinen vor allem während der Schulzeit, direkt danach oder in der Phase der beruflichen und universitären Ausbildung Zeit für ein Engagement zu finden.

38.3% 36.5% 12.8% 12.4% Ausbildungen - INSGESAMT 96,3% 3,7% Schul-Mediation 40,7% 50,8% 5,1% Animateur-Ausbildungen 38,1% 23,8% 4,8% 33,3% sonstige Ausbildungen 25,3% 45,3% 21,1% 8,4% Feuerwehr und Rettungsdienst 22.5% 20,0% 20,0% 37,5% Sporttrainer 70% 0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 80% 90% 100% 20 bis 24 Jahre 25 bis 29 Jahre 30 bis 35 Jahre 15 bis 19 Jahre

Abbildung 71: Befragte Jugendliche und junge Erwachsene in Ausbildungen nach Angebot und Alter

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=266

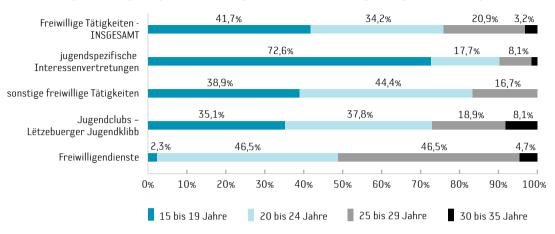


Abbildung 72: Befragte Jugendliche und junge Erwachsene in freiwilligen Tätigkeiten nach Angebot und Alter

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=187

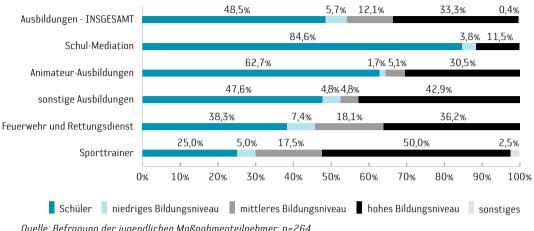
Die jüngsten Studienteilnehmer finden sich erwartungsgemäß am häufigsten in den Peer-Mediator-Ausbildungen (Anteil der Altersgruppe unter 19 Jahre: 96,3%) sowie in den jugendspezifischen Interessenvertretungen (72,6%); darunter etwa Schülervertretungen und das Jugendparlament, das Jugendlichen und jungen Erwachsenen zwischen 14 und 24 Jahren offensteht. ⁴⁴ Die 20- bis 24-Jährigen zeigen hingegen in allen übrigen Angebotsgruppen starke Präsenz. Während die 25- bis 29-Jährigen mit 46,5% eine große Teilnehmergruppe innerhalb der Freiwilligendienste bilden, bezieht sich das Engagement der 30- bis 35-Jährigen hauptsächlich auf den Bereich Sport und sonstige Ausbildungen.

Das gesellschaftliche und politische Engagement ist zudem hauptsächlich eine Option für Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer Nationalität. Von den 454 Befragten besitzen 401 Personen (88,5%) die luxemburgische Staatsangehörigkeit (darunter 50 Luxemburger mit einer zweiten Nationalität). Nur 10,5% der befragten Teilnehmer haben keine luxemburgische Nationalität.

Gesellschaftliches und politisches Engagement hängt auch sehr stark mit der formalen Bildung der Jugendlichen und jungen Erwachsenen zusammen. Knapp die Hälfte aller Befragten geht noch zur Schule. Ein Drittel der Befragten weist ein hohes Bildungsniveau auf (ab technischem Abitur). Dieser Trend zeigt sich noch verstärkt bei den Teilnehmern an einer freiwilligen Tätigkeit (siehe Abbildung 74): Hier haben 47,8 % einen höheren Bildungsabschluss, während lediglich 7,1 % ein niedriges oder mittleres Bildungsniveau aufweisen. Fast jeder zweite engagierte Jugendliche in diesen Maßnahmen kommt auch aus einem Elternhaus mit hohem Bildungsniveau. Nur weniger als 20 % kommen aus Elternhäusern mit niedrigem Bildungshintergrund.

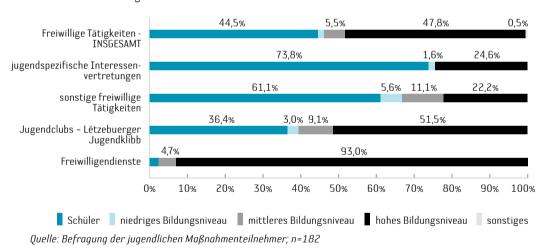
⁴⁴ www.jugendparlament.lu/parlement-des-jeunes/quest-ce-que-cest-le-parlement-des-jeunes/ (zuletzt abgerufen am 10. November 2015)

Abbildung 73: Befragte Jugendliche und junge Erwachsene in Ausbildungen nach Angebot und Bildungsstand



Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=264

Abbildung 74: Befragte Jugendliche und junge Erwachsene in freiwilligen Tätigkeiten nach Angebot und Bildungsstand



Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die zu ihrer Teilnahme an einem Angebot zur bürgerschaftlichen Teilhabe befragt wurden, meist zwischen 15 bis 24 Jahre alt sind. Etwa 30% der befragten Personen sind bereits erwerbstätig und rund 60% befinden sich noch in schulischer oder beruflicher Ausbildung. Drei Viertel sind noch nicht aus dem Elternhaus ausgezogen und finanziell oftmals von ihren Eltern abhängig. Gefragt nach dem Berufswunsch, überwiegen deutlich hochqualifizierte, akademische Berufe, insbesondere unter den Befragten einer freiwilligen Tätigkeit.

6.2.2 Wege zum gesellschaftlichen und politischen Engagement

Wie die Jugendlichen von dem von ihnen wahrgenommenen Angebot zur bürgerschaftlichen Teilhabe erfahren haben, verrät etwas über den typischen Zugang zu einem Engagement und die zielgruppenspezifische Ansprache. Knapp die Hälfte der Befragten hat direkt durch die anbietende Organisation vom betreffenden Angebot erfahren. Dies deckt sich mit der Aussage, dass ein Drittel der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen durch die eigene Mitgliedschaft in einer Organisation darauf aufmerksam geworden ist. Vier von fünf Jugendlichen waren bereits ehrenamtlich für die Organisation (bzw. den Verein) aktiv, in der sie sich im Anschluss engagieren wollen.

Daneben sind vor allem Freunde und Bekannte (41,2%) für viele Befragte eine wichtige Informationsquelle. Auch über die Schule haben viele Jugendliche und junge Erwachsene vom Angebot erfahren (23,1%) – ein Informationsweg, der beispielsweise für alle Teilnehmer der Peer-Mediator-Ausbildungen gilt. Außerdem haben sich einige über das Internet (19,7%) oder aber durch Plakate, Broschüren, Flyer, Anzeigen und Infostände (17%) informiert.



Abbildung 75: Informationsquellen für Angebote

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=442, Mehrfachantworten möglich

Die Gründe für die Teilnahme an einer Ausbildung können sehr vielfältig sein. Die zentralen Motive ähneln sich allerdings sehr stark. Im Fokus der Jugendlichen und jungen Erwachsenen stehen vor allem zwei Gründe: einerseits das Engagement für die Gemeinschaft, andererseits die persönliche Weiterentwicklung. Die beiden Aussagen "Ich möchte genau die Kompetenzen erlernen, die ich für mein späteres Engagement benötige." (87,4%) und "Ich möchte Menschen kennenlernen, die das gleiche Interesse teilen wie ich." (82,3%) dominieren unter den Befragten.

Dass die Ausbildung Voraussetzung für das spätere Engagement ist und die Organisation Mitglieder mit dieser Ausbildung braucht, bestätigen rund drei Viertel der Befragten. Diese Motive zur Teilnahme an einer Ausbildung sind weitgehend identisch mit denen zur freiwilligen Tätigkeit. Hinzu kommt lediglich, dass jeder zweite Jugendliche und junge Erwachsene mit der freiwilligen Tätigkeit eine gewisse Zeit (beispielsweise zwischen zwei beruflichen Stationen) überbrücken möchte. Rund 70% aller Befragten wollen durch das genutzte Angebot zudem ihre Berufschancen verbessern.

VI.6 ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER IN ANGEBOTEN ZUR FÖRDERUNG DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

Bei den befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen in einer Ausbildung handelt es sich in der Regel um sehr engagierte Personen. Sie investieren viele Stunden ihrer Freizeit in ihre Weiterbildung auf dem Feld der Freiwilligenarbeit. Zudem ist etwas mehr als jeder Zweite der Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die im Rahmen einer Ausbildung befragt wurden, nebenbei schon zahlreiche Stunden im Monat für eine Organisation ehrenamtlich aktiv. Die Jugendlichen, die eine freiwillige Tätigkeit ausüben, sind ebenfalls auch darüber hinaus stark engagiert: 69,5 % von ihnen sind ehrenamtlich in weiteren Vereinen, Initiativen oder gemeinnützigen Organisationen tätig.

6.2.3 Bewertung der Angebote zur bürgerschaftlichen Teilhabe

Im Folgenden werden die Erfahrungen der befragten Jugendlichen im Hinblick auf die Zufriedenheit mit der Organisation, der subjektiv empfundenen Nützlichkeit, dem Kompetenzerwerb und den Lernerfahrungen referiert. Die Darstellung der Resultate erfolgt zuerst für die Befragten, die an einer Ausbildung zur Vorbereitung auf ein gesellschaftliches Engagement teilgenommen haben. Daran anschließend werden die Sichtweisen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen geschildert, die sich politisch, in Projekten oder in Freiwilligendiensten engagieren (freiwillige Tätigkeiten).

Ausbildungen zur Vorbereitung auf ein gesellschaftliches Engagement

Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen gehen mit bestimmten Erwartungen in die Ausbildungen für ein ehrenamtliches Engagement. Sie verfolgen in der Regel das Ziel, im Anschluss daran eine verantwortliche Aufgabe in ihrem Interessenbereich zu übernehmen. Die Organisation der Ausbildungen wurde anhand der in Abbildung 76 aufgeführten Aussagen durch die Jugendlichen bewertet.

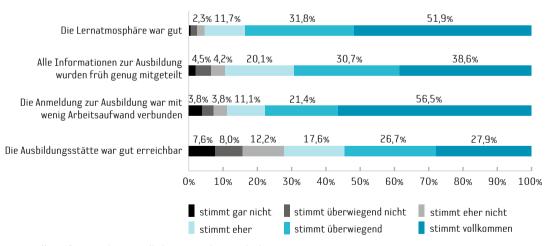


Abbildung 76: Bewertung der Organisation der Ausbildungen durch die Befragten

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=262-264

Neun von zehn befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen hatten keine Schwierigkeiten bei der Anmeldung zu der Ausbildung. Vor dem Beginn hat die überwiegende Mehrheit der Befragten ausreichend Informationen zum Ablauf und Inhalt erhalten. Dass diese Informationen außerdem früh genug mitgeteilt wurden, bestätigen knapp 90 % der Befragten. Dieses positive Bild der Organisation der Ausbildungen wird durch die Einschätzung der Lernatmosphäre weiter unterstrichen: Die überwiegende Mehrheit beschreibt sie als gut. Lediglich in Bezug auf die Erreichbarkeit der Ausbildungsstätte und den zeitlichen Umfang der Ausbildungen wird Kritik sichtbar.

Diese Befunde werden auch in den offenen Fragen bestätigt. Auf die Frage, was sie schlecht an der Ausbildung fanden, wird die schwierige Erreichbarkeit der Ausbildungsstätte genannt ("Nicht immer sind die Ausbildungsorte mit Bus/Bahn zu erreichen") oder Zeitaufwand und Zeitpunkt der Ausbildungen kritisiert ("Dass es jeweils immer Samstags und Sonntags ist, und es dauert einfach zu lange meiner Meinung nach!").

Die alles in allem gute Beurteilung der Organisation der Ausbildungen setzt sich bei den Erfahrungen bezüglich der Nützlichkeit und der erfahrenen Unterstützung fort. Die befragten Teilnehmer zeichnen ein überwiegend zufriedenes Bild: Mit Zustimmungen von 87,6% bis 96,6% geben sie an, dass die erfahrene Unterstützung und Hilfe innerhalb der Ausbildung gut waren und viele nützliche Kenntnisse vermittelt wurden – sowohl für die Ausübung des Engagements als auch für das Privatleben und das spätere Berufsleben. Einzig die Gelegenheit, aktiv an Entscheidungen beteiligt zu werden, könnte aus Sicht der Teilnehmer noch etwas stärker eröffnet werden.

Innerhalb der Ausbildungen können bestimmte Kompetenzen durch explizites und implizites Lernen erworben werden. Die Befragten wurden gebeten, die drei wichtigsten Kenntnisse zu nennen, die sie in der Ausbildung erworben haben. Die Hälfte der Angaben bezieht sich auf den Erwerb von Fachkompetenzen. In den Ausbildungen werden somit vorwiegend Kenntnisse vermittelt, die für die spätere Ausübung des Engagements gebraucht werden. Einige Befragte heben vor allem die Sozialkompetenzen hervor, die sie erworben haben (18,9% der Antworten). Sie fühlen sich durch die Ausbildung im Umgang mit anderen Menschen sicherer und geübter, haben beispielsweise ihre Kommunikationsoder Teamfähigkeit verbessert. Fast ebenso häufig werden personelle Kompetenzen genannt (18,2%): Selbstvertrauen, Verantwortung und Toleranz stehen hierbei im Vordergrund.

Abbildung 77 zeigt, dass die überwiegende Mehrzahl der teilnehmenden Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit der Ausbildung zufrieden war.

9,7% 51,4% 34,7% Die Inhalte der Ausbildung entsprechen meinen Interessen 8.8% 29.4% 57.3% Die Teilnahme hat mir Spaß gemacht. 62,9% 3,1% 10,8% 21,6% Ich würde diese Ausbildung anderen jungen Leuten weiterempfehlen 4.2% 13.0% 36.3% 41.6% Die Art und Weise, wie man mir etwas beigebracht hat, hat mir gut gefallen 3,0%5,3% 19,8% 45,6% 25,1% Inhaltlich wurde das vermittelt, was ich mir vorgestellt habe 20% 0% 10% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100% stimmt überwiegend nicht stimmt gar nicht stimmt eher nicht stimmt eher stimmt überwiegend stimmt vollkommen

Abbildung 77: Allgemeine Einschätzung der Ausbildungen durch die Befragten

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=259-262

Sie bestätigen, dass die Inhalte der Ausbildung ihren Interessen entsprechen, die Teilnahme Spaß gemacht hat und sie diese anderen jungen Leuten weiterempfehlen würden.

Die gute Gestaltung des Unterrichts, die Lerninhalte und die Didaktik, die Auswahl der Themen oder die Theorie- und Praxisanteile werden positiv hervorgehoben. Der Kontakt zu anderen Menschen wird als weiterer positiver Aspekt des Engagements herausgestellt. Die Zusammenarbeit in einem Team und der Zusammenhalt in der Gruppe haben ihnen Spaß bereitet, sie haben neue Menschen kennengelernt oder sogar Freundschaften geschlossen. Sie fühlten sich ernst genommen und heben die gute Atmosphäre zwischen den Teilnehmern der Ausbildungen hervor. Nur ca. 5 bis 10 % der Teilnehmer betrachten die Ausbildung eher kritisch. Sie kritisieren die pädagogisch-didaktischen Zugänge oder auch den Zeitaufwand ("Manchmal zu theoretisch und frontal. Viel Inhalt für die geplante Zeit.").

Durch die Teilnahme an den Ausbildungen haben viele Jugendliche und junge Erwachsene das Gefühl, sich in ihrer Persönlichkeit weiterentwickelt zu haben. Nahezu alle befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen haben nach eigenen Angaben Problemlösungskompetenzen und neues Wissen erworben. Zusätzlich haben sie gelernt. Verantwortung zu übernehmen und konstruktiv mit anderen zusammenzuarbeiten. Durch diese Erfahrungen sehen sie sich insgesamt befähigt, in gemeinsamer Verantwortung mit anderen Menschen neue Herausforderungen bewältigen zu können. Größere Toleranz und gesteigertes Selbstbewusstsein, das Erlernen von Gruppenleitungs- und Konfliktlösungskompetenzen sowie organisatorische Fähigkeiten seien durch die Teilnahme an der Ausbildung zum ehrenamtlichen Engagement verbessert worden.

Hinsichtlich der Entwicklung von bürgerschaftlicher Teilhabe unterscheiden sich die Jugendlichen und jungen Erwachsenen in ihren Erfahrungen: Während der überwiegende Teil der Befragten angibt gelernt zu haben, sich in politische Entscheidungen und auch in die Gesellschaft einzubringen, können sich rund 40 % der befragten Jugendlichen nicht vorstellen, gesellschaftspolitische Verantwortung zu übernehmen: ein Drittel der Studienteilnehmer gibt gar an, dass die Ausbildung nicht zur kritischen Auseinandersetzung mit gesellschaftlichen Themen angeregt hat.

Politisches Engagement, Engagement in Projekten und Freiwilligendiensten

Auch die befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die sich durch eine freiwillige Tätigkeit im Rahmen eines politischen Engagements, eines Projekts oder eines Freiwilligendienstes engagieren, haben die von ihnen wahrgenommenen Angebote anhand ihrer Erfahrungen bewertet.

84,8% der Befragten geben an, bereits vor Beginn des Engagements ausreichend Informationen zum Ablauf und Inhalt der freiwilligen Tätigkeit erhalten zu haben (siehe Abbildung 78). Auch die Anmeldung zum Engagement verlief für die allermeisten Befragten unproblematisch. Rund 60% können die freiwillige Tätigkeit in der Nähe ihres Wohnortes ausüben, und lediglich ein Viertel empfindet den zeitlichen Umfang des Engagements als zu hoch. Die Arbeitsatmosphäre gefällt nahezu allen Befragten.

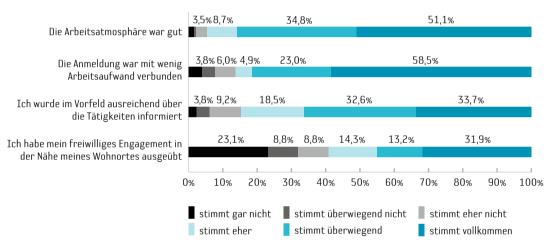


Abbildung 78: Bewertung der Organisation der freiwilligen Tätigkeiten durch die Befragten

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=178-184

Kritisiert werden lediglich von einigen die schlechte Organisation sowie spezifische Arbeitsinhalte, die sie ungern erledigt haben ("Berichte schreiben, Bürokratie"; "viel körperliche Arbeit").

Die Einschätzungen der Nützlichkeit und der erfahrenen Unterstützung innerhalb der Angebote fallen durchweg positiv aus (zwischen 86,7% und 95,1% Zustimmung). Auch der konkrete Nutzen, den die Teilnehmer für ihr späteres Berufsleben sehen, wird positiv hervorgehoben. Die Vermittlung fachlicher Kompetenzen spielt zwar bei den freiwillig Engagierten eine weniger entscheidende Rolle, als es bei den Ausbildungen der Fall ist. Dennoch wurden auf die Frage nach den drei wichtigsten Kenntnissen, die sie innerhalb des Engagements erworben haben, auch oft Fachkompetenzen aufgeführt (49,8% der Antworten). Im Vergleich mit den Befragten der Ausbildungen werden hier jedoch häufiger personelle Kompetenzen (25,8%) und soziale Kompetenzen (18,8%) genannt. Viele Jugendliche und junge Erwachsene entwickeln sich nach eigener Aussage während ihrer freiwilligen Tätigkeit vor allem persönlich weiter.

VI.6 ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER IN ANGEBOTEN ZUR FÖRDERUNG DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE: ERGEBNISSE DER QUANTITATIVEN STUDIE

16.6% 69.6% 7.7% Ich würde diese freiwillige Tätigkeit anderen jungen Leuten weiterempfehlen 61,7% 8.7% 23,5% Die Teilnahme hat mir Spaß gemacht 3,3% 16,5% 34,1% 41,8% Mein Engagement deckt sich mit meinen persönlichen Interessen 3,3% 4,9% 15,2% 37,5% 37,0% Meine Tätigkeiten entsprechen meinen Vorstellungen 5.0% 7.7% 18.8% 39.8% 26.5% Ich habe die Ziele, die ich mir gesetzt habe, erreicht 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100% Λ% stimmt gar nicht stimmt überwiegend nicht stimmt eher nicht stimmt eher stimmt überwiegend stimmt vollkommen

Abbildung 79: Allgemeine Einschätzung der freiwilligen Tätigkeiten durch die Befragten

Quelle: Befragung der jugendlichen Maßnahmenteilnehmer; n=181-185

Die Erwartungen der Jugendlichen und jungen Erwachsenen an das Angebot zur freiwilligen Tätigkeit wurden in der Regel erfüllt (siehe Abbildung 79). Die Tätigkeiten scheinen dem zu entsprechen, was die Jugendlichen und jungen Erwachsenen zuvor erwartet haben, und sie decken sich zudem mit ihren persönlichen Interessen. Die Teilnahme macht fast allen Befragten Spaß und sie würden sie anderen jungen Leuten weiterempfehlen. 85,1% haben die Ziele erreicht, die sie sich gesetzt hatten.

Die Antworten der Jugendlichen auf die offenen Fragen bestätigen dies. Hinsichtlich der Inhalte und Tätigkeiten, des Kompetenzerwerbs und der sozialen Interaktion ziehen die befragten Jugendlichen meist eine positiv Bilanz. So gefiel ihnen am freiwilligen Engagement etwa, dass sie ungezwungen kommunizieren und sich mit anderen austauschen konnten. Der soziale Zusammenhalt und die gemeinsame Arbeit sowie das gemeinsame Erreichen von Zielen sind ihnen sehr wichtig. Das freiwillige Engagement hat ihnen den dazu notwendigen Raum geboten. Sie betonen, wie facettenreich das Engagement ist:

"Etwas für die Gesellschaft tun zu können."; "Etwas verändern zu können und politische Entscheidungen in Frage stellen zu können."; "Verantwortung übernehmen, sich selbst kennenlernen, späteren Beruf finden."; "Andere Kontexte. Menschen, Kulturen, Perspektiven kennen zu lernen."; "Viel Freiraum und Verantwortung, Vertrauen das zu machen was ich für richtig hielt, neue Horizonte, kleine Dinge im Leben schätzen zu lernen."

Durch die freiwillige Tätigkeit sehen sich die befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen in vielerlei Hinsicht in ihrer Persönlichkeit gereift. Vor allem haben sie nach eigener Einschätzung viel Wissen erworben; sie haben gelernt, mit anderen Menschen konstruktiv zusammenzuarbeiten und sich in Entscheidungen einzubringen. Dazu haben sie an ihrer Problemlösungskompetenz und Kommunikationsfähigkeit gearbeitet und sind – nach eigener Einschätzung – toleranter gegenüber Personen mit anderen Ansichten geworden. Die Zustimmungen zu diesen Aspekten der persönlichen Entwicklung liegen allesamt bei Werten über 80 %.

6.2.4 Verantwortung, Kenntniserwerb, Partizipation und Interkulturalität als zentrale Lernbereiche

Die vielfältigen positiven Erfahrungen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Angeboten der bürgerlichen Teilhabe können zu vier zentralen Dimensionen zusammengefasst werden.⁴⁵

- a. "Zusammenarbeit und Verantwortung": Die unter diesem Titel zusammengefassten Lernbereiche und Kompetenzen konzentrieren sich auf all jene Aspekte, die für die Zusammenarbeit in einer Organisation oder einem Verein wichtig sind, insbesondere für die Übernahme von Leitungsaufgaben und Verantwortung. Die Zusammenarbeit in einer Gruppe und die Übernahme von Verantwortung für andere Personen haben insbesondere Jugendliche und junge Erwachsene gelernt, die sich in einem Jugendclub engagieren, eine Ausbildung als Animateur absolvieren, sich zum Peer-Mediator haben ausbilden lassen oder eine der sonstigen freiwilligen Tätigkeiten ausüben. Sie verzeichnen nach eigener Einschätzung die größte persönliche Entwicklung und sehen sich durch das Erlernen von Lösungskompetenzen in der verantwortlichen Interaktion mit ihrer Gruppe als persönlich gereift. Vor allem die Altersgruppe der 20- bis 24-Jährigen hebt diese Erfahrungen hervor, während die Befragten ab 30 Jahren diese persönlichen Entwicklungsfortschritte weniger feststellen.
- b. "Kompetenzerwerb und persönlicher Nutzen": Hier geht es vor allem um den Erwerb von fachlichen Kompetenzen, die für ein späteres Engagement wichtig sind. Einen großen Zuwachs an nützlichem Wissen und spezifischen Fachkenntnissen stellen allen voran Jugendliche und junge Erwachsene fest, die an einem Lehrgang der Freiwilligen Feuerwehr oder des Rettungsdienstes, sonstigen freiwilligen Tätigkeiten und Ausbildungen teilgenommen haben. Jugendliche, die an einer Ausbildung zum Animateur, Sporttrainer oder Peer-Mediator teilgenommen haben oder sich politisch engagieren, registrieren hingegen seltener einen entsprechenden Zugewinn an Fachkenntnissen.
- c. "Politisches Engagement und bürgerschaftliche Teilhabe": Neben den ersten beiden Dimensionen von Lernerfahrungen und Persönlichkeitsentwicklungen haben die befragten Teilnehmer in der Regel auch einen Sinn für politische Partizipation entwickelt. Das Engagement hat Interesse an gesellschaftlicher Teilhabe geweckt. Vor allem ein jugendspezifisches politisches Engagement (etwa im Jugendparlament oder im Schülerkomitee) stärkt die Überzeugung, das gesellschaftliche Zusammenleben mitgestalten zu können und auch die Vorstellung, sich selbst aktiv einzubringen. Auch die befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit ausländischer Nationalität (ganz gleich, in welchem Bereich sie befragt wurden) entwickeln durch ihr Engagement ein größeres eigenes Zutrauen zur bürgerschaftlichen Teilhabe.
- d. "Kritisches Denken und Interkulturalität": Teilnehmer von Freiwilligendiensten, politisch Engagierte und Teilnehmer sonstiger Ausbildungen sowie Engagierte in freiwilligen Tätigkeiten und in Jugendclubs schätzen ihre persönliche Entwicklung zum kritischen Denken und der interkulturellen Sensibilisierung besonders hoch ein. Bei Ausbildungen der Freiwilligen Feuerwehr

⁴⁵ Mit einer Faktorenanalyse konnten anhand der Aussagen zur persönlichen Entwicklung und zur Lernerfahrung vier Lernbereiche ermittelt werden.

und des Rettungsdienstes sowie den Trainerausbildungen im Sport kann dieser Effekt nicht in gleichem Ausmaß festgestellt werden.

6.2.5 Verbesserungsvorschläge der Jugendlichen

Die Befragten konnten mit eigenen Worten zum Ausdruck bringen, was sie sich zusätzlich an Hilfe und Unterstützung für ihr freiwilliges und ehrenamtliches Engagement vorstellen können. Die Hälfte der Befragten hat konkrete Ideen, welche weitere Unterstützung ihnen persönlich oder dem Feld des freiwilligen Engagements in Luxemburg helfen könnte. Dabei bezieht sich ein Viertel der Antworten auf die weitere, vertiefte oder bessere Ausbildung, wie etwa: "bessere Kurse, besseres Arbeitsmaterial"; genauere Informationen über bestehende Reglemente/Gesetze"; "bessere Betreuung"; "bessere Vorbereitung, vor dem Engagement"; "eine Weiterbildung, nachdem man Praxiserfahrungen gesammelt hat".

Auch auf einen fehlenden Erfahrungsaustausch im Anschluss an die Praxis wird hingewiesen.

"Organiser régulièrement de réunions pour récapituler l'essentiel de la formation."; "Ich würde mir wünschen, dass die Ausbildung Animateur E/F nachhaltiger unterstützt wird. Damit meine ich, dass [es] nicht nur eine Theorie gibt und dadurch ist die Ausbildung fertig, sondern dass man sich nach gemachten Erfahrungen trifft, um sich darüber auszutauschen und sich weiterzuentwickeln."

Die engagierten Jugendlichen sehen die Chancen der non-formalen, verbandsorganisierten Bildung noch nicht ausgeschöpft und erwarten sich weitere Qualifizierung – auch, um diese beruflich nutzen zu können oder gar das Engagement zum Beruf zu machen.

Viele Jugendlichen wünschen sich mehr Anerkennung des freiwilligen Engagements in der Öffentlichkeit, in der Gesellschaft sowie durch den Staat.

"Mehr Hilfe vom Staat und Anerkennung für die vielen Stunden der Lehrgänge."; "Eine größere Dankbarkeit vonseiten der Bevölkerung und eine höhere Entschädigung für die Bereitschaftsstunden."; "Créer une ambiance pour que l'engagement bénévole ne soit pas l'exception!"

Konkret fordern sie eine größere Unterstützung für die freiwillig engagierten Bürger, sowohl durch finanzielle Vergünstigungen, Gutscheine, Entschädigungen als auch hinsichtlich der Schaffung zeitlicher Ressourcen ("Freistunden im Arbeitsleben"; "symbolische (finanzielle) Unterstützung; z.B. Zusatzpension, Steuernachlass"). Einige Jugendliche weisen darauf hin, dass mehr Ressourcen für das Engagement, etwa für die Verbandsarbeit oder die Ausstattung der Freiwilligenvereinigung, zur Verfügung gestellt werden müssten Die Befragten sehen es zudem als wichtig an, mehr über die Möglichkeiten eines Engagements in Luxemburg zu informieren und konkrete Hinweise zur Verfügung zu stellen: "Informer davantage les jeunes d'engagements bénévoles et mettre en avant les avantages que cela ça."

7. Synopse

Thema dieses Kapitels war die Entwicklung der bürgerschaftlichen Teilhabe während der Transition vom Jugend- ins Erwachsenenalter. Hierzu wurden anhand unterschiedlicher Daten die Einstellungen und Werthaltungen, das politische Interesse, und die gesellschaftliche und politische Beteiligung Jugendlicher und junger Erwachsener in der Phase der Transition untersucht. Die Jugendphase wird als eine wichtige Sozialisationsphase für die Entwicklung politischer Einstellungen und das Erlernen von Beteiligungsformen angesehen.

Im Bereich der gesellschaftlichen Beteiligung konnte die – auch im europäischen Vergleich – durchaus hohe Beteiligung der Jugendlichen in Luxemburg in Organisationen und Vereinen herausgearbeitet werden. Im Laufe der Transitionsphase verändert sich das Engagement der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in den Vereinen jedoch: die Mitgliedschaft ist vor allem bei den jüngeren Jugendlichen sehr hoch und nimmt mit dem Alter ab. Der Übergang in die Arbeitswelt und auch die privaten Übergänge (Partnerschaft, Familiengründung) sind biografische Ereignisse, die Jugendliche und junge Erwachsene ihr Engagement überdenken lassen.

Sowohl die Sekundärdatenanalyse als auch die quantitative Befragung Jugendlicher in Angeboten zur Förderung der gesellschaftlichen und politischen Teilhabe zeigen, dass sich bestimmte Jugendliche häufiger engagieren als andere: Engagierte Jugendliche und junge Erwachsene weisen häufig ein hohes Bildungsniveau auf, sind mehrheitlich zwischen 15 und 24 Jahre alt und meist noch in der schulischen, universitären oder beruflichen Ausbildung, was ihnen mehr Zeit für ein Engagement lässt. Der überwiegende Teil der Befragten hat die luxemburgische Nationalität, viele stammen aus Elternhäusern mit hohem Bildungsniveau und großem Interesse an gesellschaftlichen und politischen Themen. Unter den Nichtengagierten sind häufiger Frauen, Jugendliche mit portugiesischer oder anderer nichtluxemburgischer Nationalität, mit einem geringeren Bildungsniveau und geringerem Einkommen vertreten.

Deutlich wird, dass die Engagierten recht konkrete Vorstellungen von einem Engagement haben und klare Erwartungen daran formulieren. Im Wesentlichen lassen sich zwei unterschiedliche Motivgruppen für die Ausübung eines Engagements ausmachen: (a) sich für Andere bzw. für das Gemeinwohl, die Gesellschaft engagieren zu wollen (b) und vom Engagement selbst zu profitieren, etwa durch persönliche Weiterentwicklung, Verbesserung der beruflichen Chancen, sowie Spaß an der Sache selbst zu haben. Daneben wird von vielen angegeben, dass der Anstoß für das Engagement von außen kam, beispielsweise durch Eltern, Geschwister oder Freunde. Insgesamt weisen die Ergebnisse darauf hin, dass sowohl die soziale Herkunft und familiäre Traditionen, als auch bestimmte individuelle Dispositionen der Jugendlichen (etwa ihre Interessen und Kompetenzen) die Engagementbereitschaft positiv beeinflussen.

Die politische Beteiligung findet in vielen konventionellen und unkonventionellen Beteiligungsformen statt. Hier haben die untersuchten Studien den europäischen Trend auch für Luxemburg bestätigt: die jüngeren Generationen präferieren die unkonventionellen, themenbasierten und eher jugendspezifischen Formen gegenüber den konventionellen Formen der politischen Beteiligung (wie z.B. die aktive Arbeit in Parteien).

Die Ergebnisse der untersuchten Umfragen zeigen, dass die Wahlbeteiligung bei den Jugendlichen vor allem durch ein hohes politisches Interesse, durch viel Wissen zu bürgerschaftlichen Prozessen und durch eine hohe politische Selbstwirksamkeit unterstützt wird. Die Mehrheit der Jugendlichen gibt allerdings an, nur wenig an Politik interessiert zu sein, und dass die Politik auch kein wichtiger Teil ihres Lebens sei. Gleichwohl ist die Wahlbeteiligung der wahlberechtigten Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg hoch. Dies ist natürlich in erster Linie durch die Wahlpflicht in Luxemburg bedingt; doch unabhängig davon besteht auch bei noch nicht wahlberechtigten Jugendlichen grundsätzlich eine hohe Wahlbereitschaft.

Anders sieht die Situation der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg aus, die nicht die luxemburgische Nationalität besitzen. Sie haben nicht das Recht, an Parlamentswahlen teilzunehmen, werden also hinsichtlich des zentralen Elementes der demokratischen Partizipation, der Parlamentswahl, diskriminiert. Zugleich ist auch der Anteil der Einwohner mit ausländischer Nationalität, die sich in den Wahllisten für die Gemeindewahlen einschreiben, eher gering. Die Ursachen liegen jedoch nicht in einer Ablehnung der Demokratie: Die Jugendlichen sind insgesamt weiterhin sehr zufrieden mit der Demokratie, insbesondere auch die Migrantenjugendlichen.

Die Ergebnisse sowohl der qualitativen als auch der quantitativen Erhebung machen deutlich, dass die jungen Menschen in vielfacher Hinsicht von ihrem Engagement profitieren. Sie erwerben soziale und personale Kompetenzen und erweitern Kenntnisse und Fähigkeiten, die sowohl für ein Ehrenamt in einem Verein oder einer Organisation wichtig sind, als auch beruflich von Nutzen sein können. Zudem zeigt sich eine Weiterentwicklung der Persönlichkeit hinsichtlich ihrer Einstellungen und Werte, etwa in Bezug auf Toleranz, Aufgeschlossenheit, Interkulturalität und kritisches Denken. Nicht zuletzt trägt ein Engagement durch die Zusammenarbeit mit anderen Menschen für viele zur persönlichen Zufriedenheit und zur stärkeren Integration in die Gesellschaft bei.

In Luxemburg wurden in den letzten Jahren einige Möglichkeiten in und außerhalb der Schule geschaffen, die Jugendlichen und jungen Menschen ein größeres Mitspracherecht ermöglichen sollen. Vor allem die Schule erweist sich als Ort, in dem sich eine hohe Zahl Jugendlicher auch mit ausländischer Nationalität aktiv einbringen kann (z. B. Peer-Mediation im Schulalltag). Andere untersuchte Angebote und Organisationen sprechen weit weniger Jugendliche ohne luxemburgische Nationalität direkt an. Sport und Feuerwehr/Rettungsdienst sind nach den Ergebnissen der Studie Engagementbereiche, in denen Jugendliche mit mittlerem Bildungsniveau vergleichsweise überdurchschnittlich beteiligt sind. Diese Befunde deuten an, welche Bedeutung der bewussten Ansprache bisher unterrepräsentierter Gruppen von Jugendlichen und jungen Erwachsenen zukommt, sollen die Angebote zur Förderung bürgerschaftlicher Teilhabe in der Gesellschaft breiter genutzt und damit die soziale und politische Integration gestärkt werden.

APITEL V



Vorstellungen Jugendlicher vom Erwachsenwerden und Erwachsensein

Daniel Weis Patrice Joachim

1. Einleitung

Kapitel VII befasst sich mit den Vorstellungen Jugendlicher und junger Erwachsener vom Erwachsenwerden und Erwachsensein. Das Kapitel unterscheidet sich von den vorherigen insofern, als es seinen Fokus nicht auf einen bestimmten Übergangsbereich wie Arbeit, private Übergänge oder bürgerschaftliche Teilhabe legt, sondern generelle Vorstellungen der Jugendlichen zur Transition und zum Erwachsenenstatus beinhaltet. Die Sicht der Befragten auf die Phase der Jugend wird in Kapitel VII.2 thematisiert. Unter den Befragten sind Jugendliche, die die Übergangsphase schnellstmöglich abschließen wollen (Jugend als Transition), solche, die der Phase eine eigene Bedeutung beimessen und das Erwachsenwerden gerne noch länger hinausschieben wollen (Jugend als Moratorium), sowie Jugendliche, bei denen kritische Lebensereignisse dazu führten, dass sie ihre Lebenspläne verändern und sich reorganisieren mussten.

In Kapitel VII.3 richtet sich der Blick dann auf das Erwachsensein. Es wird herausgearbeitet, was Erwachsensein für Jugendliche und junge Erwachsene ausmacht. Hierzu liegen unterschiedliche Sichtweisen vor: Während die Mehrheit der Befragten mit Erwachsensein das Erreichen traditioneller Statusmarker (berufliche Sicherheit, Eigenheim und Familie) verbindet, bedeutet es für andere Jugendliche vor allem eine veränderte Lebensführung und Lebenseinstellung sowie das Erreichen einer bestimmten Reife. Für weitere Jugendliche ist das Erwachsensein ein ambivalente Erfahrung: Sie wollen zwar erwachsen sein in dem Sinne, dass sie autonom und unabhängig sind, wollen sich gleichzeitig aber die positiven Aspekte der Jugend bewahren (Juvenilisierung des Erwachsenenstatus).

In Kapitel VII.4 werden Probleme und Risiken in der Transition aus der Sicht der Jugendlichen und jungen Erwachsenen dargestellt. Hier werden unterschiedliche Themen angesprochen, etwa die Angst, einen bestimmten Lebensstandard nicht zu erreichen, aber auch Probleme im Schulsystem bzw. auf dem Arbeits- und Wohnungsmarkt.

In Kapitel VII.5 kommen Jugendliche und junge Erwachsene zu Wort, die mit einer Behinderung leben. Ihre Sicht auf das Erwachsenwerden und das Erwachsensein ist dahingehend besonders interessant, dass sie beim Übergang ins Erwachsenenalter zusätzliche Entwicklungsaufgaben und Herausforderungen bewältigen müssen.

Kapitel VII.6 präsentiert eine Synopse der Ergebnisse.

Zwischen Transition und Moratorium: Jugendliche Orientierungen auf dem Weg zum Erwachsensein

In der Jugendforschung werden zur Beschreibung der Jugendphase oftmals die beiden Konzepte "Jugend als Transition" und "Jugend als Moratorium" herangezogen (Zinnecker, 1991; Reinders & Wild, 2003; Reinders & Butz, 2001).

Jugend als Transition versteht die Jugendphase als Phase zwischen Kindheit und Erwachsenenstatus und zielt auf die dabei stattfindende Vorbereitung auf das spätere Leben und somit auf die Übernahme der Rolle eines vollwertigen Mitglieds in der Gesellschaft ab. Während dieser Zeit soll der Jugendliche zahlreiche Entwicklungsaufgaben (Havighurst, 1972 [1981]) bewältigen. Dem Jugendlichen wird zwar eine aktive Rolle bei der Gestaltung dieser Entwicklungsaufgaben eingeräumt, gleichzeitig wird das Handeln des Jugendlichen aber wesentlich von den gesellschaftlichen Anforderungen beeinflusst. Aus der Perspektive des Transitionsansatzes dient das Jugendalter somit der Ausbildung von Einstellungen und Fähigkeiten, die für die Übernahme von "Erwachsenenrollen" benötigt werden (Reinders & Wild, 2003).

Jugend als Moratorium¹ versteht Jugend als eigenständige Lebensphase, die sich durch das Ausbilden eigener Lebenswege kennzeichnet, innerhalb derer sich "spezifische soziale Lebensweisen, kulturelle Formen und politisch-gesellschaftliche Orientierungsmuster entfalten" (Reinders & Butz, 2001, S. 915). Nach diesem Verständnis gilt die Jugendphase als Entwicklungsabschnitt mit eigenem Wert jenseits ihrer Vorbereitungsfunktion. Die Funktion des Jugendalters beschränkt sich dabei nicht nur auf den Erwerb von Einstellungen und Kompetenzen, die für eine angemessene Erfüllung gesellschaftlicher Rollen und Erwartungen erforderlich sind. Vielmehr wird die Phase auch zur "Etablierung jugendlicher Subkulturen, zur Exploration neuer Handlungsoptionen und zur Erprobung alternativer Lebensziele, Beziehungsmuster und Formen gesellschaftlicher Partizipation genutzt" (Reinders & Wild, 2003, S. 10).

Bei den beiden Ansätzen "Jugend als Transition" und "Jugend als Moratorium" handelt es sich nicht um klar voneinander abgrenzbare Konzeptionen. Beide Perspektiven beleuchten vielmehr

¹ Jugend als Moratorium impliziert zunächst nur, so Reinders und Wild (2003), dass Jugendlichen eine Auszeit gewährt wird, um an ihrer Identität zu arbeiten und Bildungskapital zu erwerben. Vor dem Hintergrund, dass der Nutzen von Schule für die Vorbereitung auf den Beruf bezweifelt und die Freude am Schulbesuch gesunken ist (Reinders, 2004), wurde dann der Begriff des Bildungsmoratoriums (Zinnecker, 1991) mit dem Konzept des Freizeitmoratoriums erweitert. Das Mehr an Freizeit, das den Jugendlichen und jungen Erwachsenen zur Verfügung steht, wird genutzt, um sie nach ihren eigenen Bedürfnissen zu gestalten.

unterschiedliche Facetten von Jugend (Reinders & Wild, 2003). Ebenso sind Umentscheidungen des Jugendlichen für den einen oder anderen Entwicklungsweg genau so möglich wie Kombinationen beider Konzepte (Reinders 2003).

Im vorliegenden Sample lässt sich die Sicht der Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf den Übergangsprozess anhand eines Kontinuums zwischen diesen beiden Polen darstellen.

2.1 ORIENTIERUNGEN UND EINSTELLUNGEN JUGENDLICHER ZWISCHEN TRANSITION UND MORATORIUM

Jugend als Transition

Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen in unserem Sample, die die Jugendphase eher als Transition erleben, kennzeichnen sich vor allem durch ihre Zielstrebigkeit; sie setzen sich klare Ziele und versuchen diese schnellstmöglich zu erreichen. Nicht selten setzen sie sich für das schnelle Erreichen ihrer Ziele selbst stark unter Druck.

Die Gründe, warum diese Jugendlichen und jungen Erwachsen den Erwachsenenstatus möglichst schnell erreichen wollen, sind unterschiedlich, wobei vor allem der Wunsch, möglichst schnell eigenständig und unabhängig zu sein und eine Familie gründen zu können, im Vordergrund steht.

Die Mehrheit dieser Gruppe beschreibt die Phase des Übergangs als unsichere Zeit, die sie möglichst schnell abschließen will. Sie sehnt sich nach einem geregeltem Alltag und nach mehr Sicherheit. Im Rückblick äußern diese Jugendlichen sich erleichtert darüber, "angekommen zu sein" und die Jugendphase mit ihren Unsicherheiten und Abhängigkeiten hinter sich gelassen zu haben. Die Erwerbstätigkeit gibt ihnen die gewünschte Stabilität und erlaubt ihnen zudem, finanziell unabhängig zu sein. Einige Jugendliche entscheiden sich aus diesem Grund auch gegen ein Studium und für den schnellen Berufseinstieg nach der Schule, wie beispielsweise Lara, 22 Jahre.

"Am leschte Joer hunn ech mech wierklech gefrot: 'Soll ech, soll ech net?' An ech hu mech awer decidéiert schaffen ze goen, haaptsächlech och aus finanzielle Grönn." (Lara, 22 Jahre, 86:23)

Die Karriere und die berufliche Weiterentwicklung stehen im Mittelpunkt des Interesses dieser Jugendlichen. Sie haben bereits früh konkrete berufliche Vorstellungen und sind sehr darum bemüht, ihre Schul- oder Studienzeit in der Regelzeit zu beenden. Der Schulverlauf ist in der Regel geradlinig und zielorientiert, es dominieren mittlere oder hohe Schulabschlüsse.

Richard, 29 Jahre, wollte sein Studium schnellstmöglich abschließen und hat deswegen seine Praktika immer während der Ferien gemacht, anstatt die freie Zeit für Urlaub zu nutzen. Das Studium empfand er als Zeit der "Unproduktivität" und uninteressant im Vergleich zur Praxis. Erst jetzt, da er arbeitet, fühlt er sich nützlich und produktiv.

"Auch während des Studiums hab ich mich bemüht, weil wir ein Semester Praktikum machen mussten und um kein Semester zu verlieren... also die meisten Studenten nehmen sich ein Urlaubssemester und machen dann ein Praktikum in einem halben Jahr und machen dann weiter... und um das halbe Jahr nicht zu verlieren, sozusagen, habe ich dann die Praktika immer in den Ferien gemacht." (Richard, 29 Jahre, 73:15)

VII.2 ZWISCHEN TRANSITION UND MORATORIUM: JUGENDLICHE ORIENTIERUNGEN AUF DEM WEG ZUM ERWACHSENSEIN

Auch Françoise, 30 Jahre, wollte ihr Studium möglichst schnell abschließen. Sie wollte möglichst schnell unabhängig werden, um sich ihre Träume von Heirat, Haus und Kindern zu erfüllen. Retrospektiv betrachtet fühlte sie sich während des Studiums mehr unter Druck als jetzt als Berufstätige.

"Ech war ëmmer eent wat sech druginn huet fir d'Saache gutt ob der Uni ze maachen an der Schoul, dat heescht ech hunn mir awer ëmmer Drock gemaach. (...) Dat heescht ech schaffe scho léiwer well ech fannen dass dat awer... ebe manner Drock ass wéi, wéi Studium." (Françoise, 30 Jahre, 18:21)

Die Eltern übernehmen für diese zielstrebigen Jugendlichen eine wichtige beratende und unterstützende Funktion bei der Berufsorientierung und Berufswahl. Sie haben für viele auch eine Vorbildfunktion. Einige Jugendliche und junge Erwachsene entscheiden sich für den Beruf ihres Vaters bzw. ihrer Mutter, andere orientieren sich beruflich an anderen Personen ihres nahen sozialen Umfelds.

Die Eltern von Deborah, 21 Jahre, sind beide Ärzte. Für die Wahl ihres Studienfaches suchte sie das Gespräch mit ihren Eltern sowie einer Person aus ihrem sozialen Umfeld. Sie entschloss sich dann für ein Medizinstudium, da sie der Meinung ist, in diesem Beruf Gutes zu tun.

"Also meng béid Eltere sinn Dokter an ech wousst awer, also ech war mer net sécher, ech wollt vläicht Droit maachen an do war ech e bëssen onentschloss, do hunn ech mol mat mengen Elteren natierlech geschwat (...) an dann hunn ech och nach mat enger Fra geschwat déi Juge ass an sou. An schlussendlech hunn ech mer geduecht (...) Droit ass schonn, et hëlleft een de Leit awer net lo an dem Mooss (...). An do hunn ech mer geduecht Medezin ass awer méi e Beruff wou een, mengen ech, meeschtens eppes guddes mécht." (Deborah, 21 Jahre, 104:13)

Für Lara, 22 Jahre, waren auch immer die Eltern erste Ansprechpartner in Fragen der Ausbildung und Berufswahl. Sie ließen ihr aber immer freie Entscheidungswahl für das, was sie machen wollte.

"Also meng Elteren hunn mech do eigentlech maache gelooss, mech ëmmer a mengen Décisiounen ënnerstëtzt. Et war lo ni dass se gesot hunn: 'Nee du muss elo am Classique bleiwen, nee du muss elo Dokter ginn'. Déi hunn mech eigentlech a mengen Decisiounen ënnerstëtz." (Lara, 22 Jahre, 86:18)

Die Suche nach einer Arbeit erfolgt zielstrebig, und eine passende Stelle wird in der Regel schnell gefunden – sei es über die Nutzung privater oder sozialer Netzwerke, persönliche Kontakte, Jobportale oder über günstige Gelegenheiten. So berichtet Nuno, 31 Jahre, dass er als Klassenbester sein Abitur abgeschlossen hat und auf Empfehlung eines Sekundarlehrers gleich im Anschluss eine unbefristete Stelle bekam.

"Ech hat deen (mäin Économie-Proff) eng Kéier duerch Zoufall an der Vakanz gesinn, an do huet en mech dunn eben drop ugeschwat (...). Hien wier nämlech gefrot ginn op en kee géing kennen dee gutt wier, deen elo grad seng 13ième oder seng Première gemaach hätt. Bon do huet en u mech geduecht. Do sinn ech mech ebe virstelle komm a jo et huet dunn schlussendlech geklappt. Et war eben een Zoufall an och Gléck. Jo ech hunn effektiv ni bräichten eng Demande ze maachen." (Nuno, 31 Jahre, 50:17)

Auch Lara fand schnell eine Arbeit. Nach ihrem Praktikum bewarb sie sich für eine freie Stelle an ihrem ehemaligen Praktikumsplatz und wurde dort auch gleich unbefristet eingestellt.

"Bei mir war et immens einfach. Ech hat schonn immens fréi ugefaangen Demanden ze schécken, schonn am Juni. An dunn hat ech ee Virstellungsgespréich hei, du sinn ech direkt geholl ginn." (Lara, 22 Jahre, 86:24)

Weiterhin sind diese Jugendlichen und jungen Erwachsenen oftmals bereits in einer längeren Partnerschaft; einige von ihnen sind bereits Eltern oder wünschen sich in absehbarer Zukunft Kinder. Françoise, 30 Jahre, war bereits vor Studienbeginn in einer festen Partnerschaft. Das Studium wollte sie schnellstmöglich abschließen, um mit ihrem Partner zusammenzuziehen und sich ihren Wunsch nach einer eigenen Familie zu erfüllen.

"Nee am Fong hunn ech mäi Mann am Lycée kenne geléiert. Dat war och ee Grond, firwat ech sou schnell wéi méiglech wollt fäerdeg sinn [mat der Uni] well mir si lo 14,5 Joer zesummen an dat ass eis awer laang virkomm ëmmer dass hien an Däitschland ob der Uni war an ech ech a Frankräich …dat war awer eng laang Zäit auserneen." (Françoise, 30 Jahre, 18:25)

Der Blick ist fast immer in die Zukunft gerichtet, auf das, was sie beruflich oder privat erreichen möchten. Entscheidungen werden auch auf dieser Grundlage getroffen. So berichtet eine weitere junge Frau davon, dass sie sich bei ihrer ersten Wohnung gleich für ein großes Apartment entschieden hat im Hinblick auf eine mögliche spätere Elternschaft; eine andere davon, dass ein wichtiges Kriterium für die Auswahl ihres nächsten Jobs ist, dass sie Teilzeit arbeiten kann.

Die meisten dieser "transitionsorientierten" Jugendlichen sind nicht sozial oder politisch engagiert. Ein längerfristiges ehrenamtliches Engagement kommt für die Mehrheit aus Zeitgründen nicht in Frage oder hat sich für sie nie ergeben.

"Nee ech war ni…et ass net dass ech net wollt, ech mengen ech hunn einfach mech ni genuch dofir intresséiert… an…bis lo hat ech dofir…also wéi soll ech soen… ob der Uni an am Stage hat ech…a mengen Ae keng Zäit dofir…a lo mam Klengen hunn ech och keng Zäit." (Françoise, 30 Jahre, 18:34)

Freunde sind ihnen zwar wichtig und gute Freundschaften werden auch gepflegt, allerdings in geringerem Ausmaß als bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die ihre Jugendphase bewusst ausleben. Berufstätigkeit, Partnerschaft, Haushalt und gegebenenfalls Kinder führen dazu, dass weniger Zeit für Freunde, Freizeit und Hobbys zur Verfügung steht. Hinzu kommt, dass die Freunde oftmals ihr Studium noch nicht beendet haben und daher noch im Ausland leben, und deshalb nicht so schnell erreichbar sind.

Auch der Übergang in eine eigenständige Wohnsituation erfolgt bei diesen jungen Erwachsenen relativ schnell und unproblematisch – zum einen, da sie ein gesichertes Einkommen haben, und zum anderen, da sie durch ihre Eltern direkt oder indirekt (z. B. durch eine Bürgschaft) finanziell unterstützt werden. Der Wohnort liegt häufig in der Nähe der Herkunftsfamilie, und auch die Wohnform orientiert sich oft am Elternhaus.

Françoise, 30 Jahre, hat sich mit ihrem Partner ein Haus gekauft im gleichen Stadtviertel, in dem auch ihre Eltern wohnen. Um sich diesen Wunsch erfüllen zu können, haben sie und ihr Partner mehrere Jahre lang gespart. Bei der Finanzierung des Hauses wurden sie außerdem durch beide Elternpaare unterstützt. Eine Erbschaft ihres Mannes erleichterte zusätzlich den Kauf des Einfamilienhauses.

"Also ech hat meng Erspuernisser, vun deene puer Joer schaffen (…) mäi Mann hat geierft vu senger Tatta, dat heescht mir haten en Apport vun de Famillen, an och vum Spueren vun eiser Aarbecht." (Françoise, 30 Jahre, 18:27)

Jugend als Moratorium

Im Folgenden werden diejenigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen beschrieben, die die Jugendphase eher als Lebensabschnitt mit eigener Bedeutung beschreiben und das Erwachsenwerden gerne noch etwas hinausschieben wollen.

Charakteristisch für sie ist eine eher postmaterialistische Einstellung: Persönliche Entfaltung, Freizeit und Wohlbefinden stehen gegenüber Werten der materiellen Sicherheit, Leistung, Beruf und Karriere deutlich im Vordergrund. In vielen Fällen wohnen diese Jugendlichen auch länger bei den Eltern, da sie aufgrund längerer Ausbildungswege und unregelmäßigen Einkommens häufig länger finanziell abhängig von diesen sind.

Die moratoriumsorientierten Jugendlichen und jungen Erwachsenen innerhalb des Samples haben oftmals nur vage berufliche Vorstellungen. Damit geht einher, dass sie auch Ausbildungs- und Studienwege häufiger wechseln. Der häufige Wechsel zieht sich wie ein roter Faden durch ihre schulische und berufliche Karriere: Bildungsgänge und Schulen werden gewechselt, ebenso wie später Studienrichtungen, Universitäten und Arbeitgeber. Rebecca, 29 Jahre, hat an unterschiedlichen Universitäten zu studieren angefangen. Das Studium scheiterte ihren Schilderungen zufolge jeweils an unterschiedlichen Dingen: an zu hohen Studiengebühren, am fehlenden Studienplatz, an der inhaltlichen Ausrichtung der Fächer oder daran, dass ihr Universität und Umfeld nicht gefielen.

"Ech hunn eng Demande gemeet fir op (...)², well si do en super Studiegang hate fir Literatur, fir kreativ Schreiwen (...) Dunn hunn ech zu (...) ugefaangen..Wat hunn ech dunn gemeet? Ah genau, ech wollt dann op (...) fir Allgemeine Literaturwissenschaften ze studéieren (...) Dono sinn ech op (...) gaangen (...), an dann hunn ech bäi (mengem deemolege Frënd) gewunnt (...) mais ech war awer iwwerhaapt net frou zu." (Rebecca, 29 Jahre, 72:19).

Da viele trotz des erreichten Schul- oder Hochschulabschlusses nicht genau wissen, welchen Beruf sie ausüben möchten, gestaltet sich auch der Einstieg in den Beruf schwieriger. Praktika, befristete Stellen, Freiwilligendienste, arbeitsmarktintegrierende Maßnahmen oder auch Reisen werden daher zur Orientierung bzw. Überbrückung genutzt. Danielle, 24 Jahre, hat sich vorgenommen, "niemals nichts zu tun". Sie möchte möglichst viele berufliche Erfahrungen sammeln, indem sie sich freiwillig engagiert und sich weiterbildet. Zurzeit befindet sie sich in einer berufsvorbereitenden Maßnahme.

"An ech hu mir scho vun Ufank u gesot: Wann ech kee bezuelte Beruff hunn, probéieren ech dat Benevolat ze maachen, ech melle mech iwwerall un. A wann ech d'Gefill hunn ech misst mech dann einfach weider forméieren, da maachen ech dat (…) Dat heescht ech hu mir virgeholl ni näischt ze maachen. An ech war lo ëmmer an der Formatioun oder ech hunn ëmmer fräiwelleg geschafft, och wann ech lo kee Beruff hat." (Danielle, 24 Jahre, 103:22)

² Die Namen der Städte werden nicht genannt, um die Anonymität der Befragten zu gewährleisten.

Manche ziehen auch Umschulungen in Betracht und erhoffen sich dadurch, später ihren Traumberuf finden zu können. Einige denken auch darüber nach auszuwandern und dauerhaft oder vorübergehend im Ausland zu leben. Henri, 32 Jahre, Promotionsstudent, blickt vollkommen offen in seine Zukunft. Konkrete Vorstellungen seiner beruflichen Laufbahn hat er nicht. Er schließt auch einen weiteren Auslandsaufenthalt nicht aus.

"Halt mal gucken, was die Zukunft bringt und ja (...) Ja, an der Uni bleiben zu können, das wäre halt schon eine sehr interessante Sache (...), ich schließe aber jetzt einen Auslandsaufenthalt auch nicht aus, aber das ist dann auch von mehreren Faktoren abhängig, wie meine Lebens-, Familienplanung (...) Also da, wie gesagt, ich hab mich da nicht festgefahren und sehe da eher einer offenen Zukunft ins Auge." (Henri, 32 Jahre, 22:14)

Bei der Entscheidung für einen Beruf, eine Studienrichtung oder einen Studienort sind neben den Eltern vor allem auch die Freunde von zentraler Bedeutung. Letztere dienen als Referenz, mit denen sich die Jugendlichen und jungen Erwachsenen bezüglich ihres Werdegangs oder beruflichen Status vergleichen. Einige betonen gar, dass ihnen ihre Freunde wichtiger sind, da diese im Gegensatz zur Herkunftsfamilie "selbst gewählt" seien. Mit den Freunden verbringen diese Jugendlichen viel Zeit, und ihr Rat wird bei alltäglichen Problemen hinzugezogen. Für Danielle sind die Freunde nicht nur in ihrer Freizeit wichtig, sondern sie übernehmen auch eine wichtige beratende Funktion. So schätzt sie beispielsweise den Austausch mit ihnen über berufliche Erfahrungen sowie ihre Unterstützung beim Verfassen von Bewerbungen.

"Eng ganz wichteg Roll (...) wou mir eis och austauschen iwwert eis Erfarungen, iwwert eis Aarbechtserfahrungen. Ech hunn och Frenn déi mir aushellefen (...) fir de CV duerchzekucken oder wou ech och dat selwecht och fir si maachen (...) An och wéi ech mech op d'Uni ugemellt hunn, misste mir och sou ee Motivatiounsbréif schreiwen, du ware meng Frenn och immens dran implizéiert." (Danielle, 24 Jahre, 103:19)

Auch für Georges (19 Jahre) haben seine Freunde, die überwiegend aus seinem Wohnort stammen und mit denen er viel in seiner Freizeit unternimmt, einen hohen Stellenwert.

"Jo scho ganz ganz wichtege Stellewäert (...) wann engem langweileg ass, oder wann ee grad Problemer huet, da geet een eng Ronn mat de Kollegen schwätzen, dat hëlleft schonn. An da kann een och Saache maachen (...), zum Beispill sportlech Aktivitéiten, mir ginn oft klammen, jo ´t ass och een dobäi deen tauche geet oder mir fueren op de Stau oder op d'Meuse, oder mir gi campen (...). Jo dat ass och vill Géigenstéck zum Schouleschen." (Georges, 19 Jahre, 106:12)

Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die die Jugendphase eher als Vorbereitungsphase und Phase der Orientierung und des Ausprobierens verstehen, sind deutlich stärker gegenwartsorientiert. Sie sind häufig noch alleinstehend und genießen ihre Unabhängigkeit. Ihre Aktivitäten richten sich stärker auf das "Hier und Jetzt" und somit auf die Alltagsbewältigung. Eine feste Partnerschaft, eine eigene Wohnung und Kinder wünschen sich die meisten auch, allerdings erst später. Selbstverwirklichung und Ungebundenheit sind ihnen zunächst wichtiger. Ein oft genanntes Lebensmotto ist es, "offen für alles" zu sein. Was die Zukunft bringen soll, wird nicht fest geplant, sondern man lässt diese auf sich zukommen. Danielle, 24 Jahre, beschreibt, dass sie ihre Jugendphase ausleben möchte, ohne

VII.2 ZWISCHEN TRANSITION UND MORATORIUM: JUGENDLICHE ORIENTIERUNGEN AUF DEM WEG ZUM ERWACHSENSEIN

Verpflichtungen einem Partner oder einer Familie gegenüber. Sie möchte reisen und möglichst viele Erfahrungen sammeln. Erst danach möchte sie sich eine Arbeit suchen.

"Mäin Zil fir lo ass et kënne meng Jugend nach auszeliewen ouni Famill ze hunn, ouni Partner ze hunn, ouni iergendwou fest ze hänken, dass ech kann op den Terrain goen, dass ech ka reesen a meng Erfarunge maachen an … an dann eventuell eng Kéier eng Aarbecht fannen." (Danielle, 24 Jahre, 103:25)

Gerade im Freizeitbereich haben diese Jugendlichen viele unterschiedliche Interessen. Viele von ihnen engagieren sich ehrenamtlich, einige sind sogar in mehreren Bereichen parallel aktiv, beispielsweise im Sport, in gemeinnützigen Vereinen und in der Politik. Das freiwillige Engagement wird genutzt, um Netzwerke aufzubauen und sich persönlich weiterzuentwickeln.

Sara, 18 Jahre, ist in ihrer Freizeit sehr aktiv. Es "erfüllt" sie, etwas für andere zu tun und ihnen zu helfen. Vor kurzem hat sie an einem Entwicklungsprojekt in Bosnien teilgenommen. Sie ist im Vorstand einer Studentenvereinigung und engagiert sich bei den Pfadfindern. Sie profitiert nach eigener Einschätzung stark von ihrem Engagement.

"Ech sinn och säit dem ech do aktiv sinn, kréien ech vill méi mat, wat sou an der Welt geschitt, mee awer och haaptsächlech wat hei zu Lëtzebuerg geschitt, wat mech jo direkt concernéiert a wou ech dann ebe frou sinn, déi Saache gewuer ze ginn, an och kennen drop ze reagéieren a net nëmme sou passiv duerch d'Liewen ze goen an näischt kenne wierklech tatkräfteg ze maachen. An op der anerer Säit (...) fir mech selwer weiderentwéckelen ze kennen." (Sara, 18 Jahre, 60:21)

2.2 DER EINFLUSS KRITISCHER LEBENSEREIGNISSE AUF DIE TRANSITION

Für eine Reihe von Jugendlichen und jungen Erwachsenen verläuft die Transition nicht so, wie sie sich dies vorgestellt haben. Es handelt sich hierbei um junge Menschen mit sehr unterschiedlichen Biografien, bei denen bestimmte Erfahrungen, Ereignisse und auch Schicksalsschläge dazu führten, dass sich ihr Lebenslauf und ihre Lebensplanung veränderten.

Die Biografieforschung bezeichnet solche entscheidenden Ereignisse als "critical moments" (Thomson et al., 2002); als kritische Lebensereignisse also, die das Leben, die Pläne und manchmal auch die Identität eines Menschen nachhaltig beeinflussen. Arbeitslosigkeit, Scheidung und neue Lebenspartner der Eltern, Tod oder Erkrankung eines Elternteils, negative Schulerfahrungen, Drogenkonsum und ungewollte Schwangerschaft, aber auch ein Umzug in eine neue Wohnumgebung oder in ein anderes Land können solche kritischen Lebensereignisse darstellen (Thomson et al., 2002). Diese kritischen Lebensereignisse konfrontieren die Jugendlichen und jungen Erwachsenen meist mit großen Herausforderungen und Problemen, deren Bewältigung ihnen viel abverlangt: Bei einigen kann dies zu starken Belastungen und sogar psychischen Störungen führen, bei anderen aber auch zu einem Entwicklungsgewinn werden, wenn die Herausforderungen erfolgreich bewältigt werden (Montada, 2008).

Die Interviewten in unserem Sample wurden nicht gezielt nach diesen kritischen Ereignissen gefragt; es waren vielmehr die Jugendlichen selbst, die von bestimmten Erlebnissen berichteten, die sie als Wendepunkt ("turning points"; Stone et al. (2014)) im eigenen Leben bezeichnen.

In den Gesprächen wurde beispielsweise Arbeitslosigkeit als kritisches Lebensereignis von den Befragten eingebracht. Gerade Langzeitarbeitslose berichten von den weitreichenden Konsequenzen der Arbeitslosigkeit auf andere Lebensbereiche: Geldnöte, soziale Ausgrenzung, gesundheitliche Probleme (Depressionen, Schlafstörungen) und Verlust an Selbstvertrauen und Selbstbewusstsein.

Paolo, 27 Jahre, ist der einzige in seinem direkten familiären Umfeld, der einen akademischen Abschluss hat. Seine Eltern haben sein Studium nicht unterstützt und Paolo musste sein Studium alleine (mit staatlicher Hilfe) finanzieren. Hierfür musste er sich auch immer wieder Geld leihen. Nun ist er hoch verschuldet und arbeitslos. Hin und wieder hat er befristete Arbeitsverträge in unterschiedlichen Bereichen. Das Geld reicht jedoch nicht, um eigenständig zu leben. Deshalb wohnt er bei seinem Vater und dessen neuer Lebensgefährtin. Diese Tatsache sowie die anhaltende Arbeitslosigkeit sind für ihn psychisch sehr belastend. Er empfindet seine derzeitige Situation als "Niederlage", nachdem er die Hoffnung hatte, in Luxemburg schnell eine Arbeit zu finden, damit er unabhängig leben und seine Schulden zurückzahlen kann.

"Ich bin auf einem guten Weg, aber ich bin erst mal in ein tiefes Loch gefallen. Klar, das kommt immer wieder mal vor im Leben, dass man fällt, es war nur diesmal besonders schwer wieder aufzustehen. Es hat sich angefühlt wie eine Niederlage (...). Ich hätte mir natürlich nicht erwartet, dass ich jetzt arbeitslos bleibe und es so schwierig wird auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt mich zu behaupten. Ich hatte mir das natürlich alles anders vorgestellt." (Paolo, 27 Jahre, 51:27)

Paolo hat für sich selbst beschlossen, dass er, wenn er weiterhin keine Arbeit findet, das Staatsexamen anstrebt. Dies ist für ihn jedoch eine Notlösung, da dies nicht seinem Wunsch nach beruflicher Selbstverwirklichung entspricht. Eine Anstellung als Staatsbeamter sieht er als letzten Ausweg, um ein gutes Gehalt zu bekommen, damit er seine Schulden zurückzahlen kann.

Der Tod eines Elternteils stellt ein weiteres kritisches Lebensereignis dar, von dem in den Interviews mit den Jugendlichen berichtet wurde. Ein solches Ereignis bedeutet einen tiefen Einschnitt in das Leben eines jungen Menschen mit langfristigen Konsequenzen. Nicole hat sich nach dem Tod ihres Vaters jahrelang zurückgezogen, was psychische Probleme, den Abbruch der Ausbildung und dauerhafte Arbeitslosigkeit zur Folge hatte. Um ihrer Mutter finanziell nicht weiter zur Last zu fallen, beschloss sie, in ein Wohnheim zu ziehen. Hier begann sie eine Therapie, um den Tod zu verarbeiten und wieder Selbstvertrauen zu gewinnen.

"2006 hu mir da gesot krit dass mäi Papp krank ass. 2008 ass da mäi Papp gestuerwen. An, do sinn ech halt sou… 't war sou wéi, ee Schock. Ech konnt domat net ëmgoen. An do hunn ech dann halt meng Ausbildung gekënnegt. Dono sinn ech esou an ee Lach gefall (…) Ech hu mir net hëllefe gelooss, ech hu keen u mech eru gelooss. Lescht Joer, dat war esou, jo fir de véierten Doudesdag vu mengem Papp, do hunn ech da gesot: Schluss! Du muss elo kucken dass du eraus kënns." (Nicole, 25 Jahre, 49:10)

Sie versucht, ihr Leben wieder in den Griff zu bekommen, und befindet sich nun in einer arbeitsmarktintegrierenden Maßnahme. Sie blickt nun wieder zuversichtlicher in die Zukunft und möchte so schnell wie möglich das Wohnheim wieder verlassen.

Für Nadine (29 Jahre) wurde die Krankheit der Mutter zum kritischen Lebensereignis. Ihre Familie bedeutet ihr sehr viel, vor allem ihre Mutter, für die sie bereit war, "alles zu tun". Da sie ihre Mutter pflegen musste, hat sie früh die Schule abgebrochen – eine Entscheidung, die sie bis heute bereut, da sie

VII.2 ZWISCHEN TRANSITION UND MORATORIUM: JUGENDLICHE ORIENTIERUNGEN AUF DEM WEG ZUM ERWACHSENSEIN

aufgrund des fehlenden Schulabschlusses dauerhaft arbeitslos ist. Mit 18 Jahren ist Nadine zu Hause ausgezogen und mit ihrem damaligen Partner zusammengezogen, die Ehe scheiterte allerdings. Heute leidet sie unter Depressionen und fühlt sich wertlos ohne Arbeit. Sie wird derzeit therapeutisch betreut und wurde in eine arbeitsmarktintegrierende Maßnahme vermittelt.

"Schoulen hunn ech keng. Ech si bis 14 Joer an d'Schoul gaangen. Ech hat doheem vill Problemer, ech hu misste mech ëm meng Mamm këmmeren, dunn hunn ech d'Schoul ofgebrach. An... Aarbecht hunn ech keng fonnt an deem Alter. An jo, et war eng schwéier Zäit ouni Schoul an ouni Aarbecht an... Jo, ech war scho bestuet, sinn awer lo an der Scheedung. Jo, vill Kontakt mat Famill hunn ech och lo net méi. Am Fong hunn ech vill verluer, well ech opgehalen hu mat der Schoul. Ech bereien et." (Nadine, 29 Jahre, 49:9)

Bei Patricia (29 Jahre) waren es vor allem die schlechten Schulerfahrungen und der Verlust der Ausbildungsstelle, die ihren Lebensweg maßgeblich verändert haben.

"Die Lehrerin, die war… Die zwei ersten Jahre waren für mich zu vergessen. Dafür ist mein Interesse für die Schule auch runter gegangen (...). Dann hab ich meine Ausbildung angefangen und dann (...) hat der damalige Chef den Büro zugemacht, weil er faillite (52:12) (...) und dann keinen Platz mehr gefunden (....) Schlecht. Sehr schlecht. Weil ich das jetzt merke, ich will arbeiten gehen und mal nicht fürs Putzen gehen bekomme ich was." (Patricia, 29 Jahre, 52:11- 52:14)

Sie hat ihre Ausbildung nie nachgeholt, was sie nun bedauert. Stattdessen hat sie früh geheiratet und eine Familie gegründet. Nun hat sie keinen Schulabschluss und ist arbeitslos, obwohl sie jetzt, wo ihre Kinder älter sind, gerne arbeiten würde. Sie lebt heute mit ihrem Mann und den Kindern im Haus ihrer Eltern. Eine funktionierende Partnerschaft und unterstützende Eltern sind ihre zentralen emotionalen und finanziellen Ressourcen, die ihr Stabilität geben. Die eigene Arbeitslosigkeit belastet sie, dennoch kann sie sich diese leisten, da sie mietfrei wohnen und die Einkünfte ihres Mannes ausreichen.

All diese Jugendlichen verbindet, dass sie bereits früh im Leben kritische Ereignisse oder Schicksalsschläge erlebt haben, die einen starken Einfluss auf ihren Lebenslauf und somit das Erwachsenwerden hatten. Sie mussten sich der veränderten Situation anpassen und sich neu organisieren. Viele haben bis jetzt noch mit den Folgen dieser kritischen Ereignisse zu kämpfen. Ob sie irgendwann gestärkt aus der Situation hervorgehen, oder ob ihre Handlungsfähigkeit und Lebensplanung nachhaltig beeinträchtig bleiben, hängt wesentlich von ihrem Bewältigungsverhalten sowie den zur Verfügung stehenden Ressourcen ab (Oerter & Montada, 2008).

3. Vorstellungen und Definitionen Jugendlicher vom Erwachsensein

Während sich das vorherige Kapitel mit der Phase des Übergangs, also mit dem Erwachsenwerden beschäftigte, liegt der Fokus in diesem Kapitel nun auf der Sicht der Jugendlichen und jungen Erwachsenen auf das Erwachsensein. Nach Konietzka repräsentiert der Übergang in den Erwachsenenstatus eine Lebensphase, in deren Verlauf Jugendliche bzw. junge Erwachsene den Status der sozialen, wirtschaftlichen und psychischen Unabhängigkeit von der eigenen Herkunftsfamilie erreichen sollen (Konietzka, 2010). Der Autor beschreibt den Übergang in das Erwachsenenalter als gleichbedeutend mit einer Statuspassage, in welcher der biografische Status einer Person in unterschiedlichen Dimensionen neu definiert wird.

Im Rahmen der qualitativen Untersuchung wurden alle Jugendlichen und jungen Erwachsenen (N=77) nach ihrer Sicht auf den Erwachsenstatus befragt. Ziel war es, den subjektiven Bedeutungsgehalt von Erwachsensein aus Sicht der Befragten zu analysieren und subjektive Transitionsmarker zu ermitteln. Transitionsmarker werden dabei verstanden als verschiedene Teilübergänge, die den Übergang in das Erwachsenenalter markieren. In der soziologischen Lebenslaufforschung zählen hierzu u. a. der Erwerbseinstieg, die Familiengründung und der Auszug aus dem Elternhaus (Konietzka, 2010).

Von allen Befragten ist nur etwa ein Viertel der Ansicht, die eigene Transition bereits abgeschlossen und somit den Erwachsenenstatus vollständig erreicht zu haben. Dies betrifft vor allem die 30- bis 34-Jährigen in der untersuchten Stichprobe. Die finanzielle Unabhängigkeit von den Eltern und eine eigene Wohnung sind auch für diese Altersgruppe zentrale Indikatoren für das Erwachsensein. Darüber hinaus bedeutet Erwachsensein für sie die Übernahme von Verantwortung – für sich selbst, aber auch für andere, beispielsweise eigene Kinder.

Alle übrigen Befragten sehen sich noch auf dem Weg, den Erwachsenenstatus zu erreichen, fühlen sich aber aus unterschiedlichen Gründen noch nicht angekommen und somit mitten im Transitionsprozess. Vor allem die befragten 15- bis 19-Jährigen fühlen sich noch eher jugendlich als erwachsen. Volljährigkeit bedeutet für sie nur "auf dem Papier", erwachsen zu sein, nicht jedoch im Alltag. Voraussetzung, sich als Erwachsene zu sehen, ist für sie zunächst, die Schule abgeschlossen zu haben und einer Arbeit nachzugehen.

Auch die befragten 20- bis 29-Jährigen fühlen sich meist noch mitten in der Transitionsphase, sind allerdings im Vergleich zu den 15- bis 19-Jährigen bereits einen Schritt weiter: Sie gehen bereits einer Arbeit nach oder befinden sich im Studium oder in der Ausbildung. Dadurch, dass viele noch zu Hause bei den Eltern wohnen, haben sie aber noch nicht das Gefühl, ganz erwachsen zu sein. Abgesehen davon, dass der Auszug aus finanzieller Sicht oft noch nicht möglich ist, geben einige auch an, noch nicht dazu bereit zu sein, das Elternhaus zu verlassen.

Der Befund, dass sich lediglich eine Minderheit der Unter-30-Jährigen vollständig als erwachsen sieht, erscheint auf den ersten Blick überraschend. Bis auf wenige Ausnahmen waren alle Befragten zum Zeitpunkt des Interviews volljährig, knapp die Hälfte der Interviewpartner war bereits 25 Jahre alt oder älter. Bei näherer Betrachtung des Datenmaterials lässt sich dies jedoch erklären durch die subjektiven Vorstellungen, die die Jugendlichen und jungen Erwachsenen vom Erwachsensein haben. Die individuelle Verortung des eigenen Transitionsstatus ist immer abhängig vom subjektiv zugrunde gelegten Verständnis von Erwachsensein. Die Daten zeigen, dass Erwachsenwerden eine sehr individuelle Erfahrung ist, die zu unterschiedlichen Zeitpunkten und aufgrund unterschiedlicher Erfahrungen bei den Jugendlichen und jungen Erwachsenen einsetzt. Die klassischen Transitionsmarker spielen dabei für viele Befragte eine wichtige, jedoch nicht für alle die entscheidende Rolle.

Drei unterschiedliche Perspektiven lassen sich herausarbeiten:

- Erwachsensein als Erreichen traditioneller Statusmerkmale (berufliche Sicherheit, Eigenheim, Familie)
- Erwachsensein als Ausdruck veränderter Lebensführung, innerer Einstellungen und individueller Reife
- Erwachsensein als ambivalente Erfahrung (Juvenilisierung des Erwachsenenstatus).

3.1 ERWACHSENSEIN ALS ERREICHEN TRADITIONELLER STATUSMERKMALE: ARBEIT, HAUS, FAMILIE

Ein gesichertes Beschäftigungsverhältnis, eine eigenständige Wohnsituation und die Gründung einer eigenen Familie gelten als die traditionellen Transitionsmarker beim Übergang ins Erwachsenenleben (Konietzka, 2010). Dass diese Marker auch für einen Großteil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg als entscheidend für einen gelungenen Übergang in das Erwachsenenalter angesehen werden, belegen die vorliegenden Interviewdaten. Ein großer Teil der Befragten nennt das Erreichen dieser drei Marker bzw. zumindest der beiden erstgenannten als Voraussetzung dafür, als Erwachsener zu gelten und sich entsprechend zu fühlen. Gleichzeitig wird aus den Daten deutlich, dass diese drei Marker nach wie vor von vielen Jugendlichen und jungen Erwachsenen als Ideal angesehen und angestrebt werden. Befragt nach den Wünschen für die Zukunft bzw. den Vorstellungen des späteren Erwachsenenlebens nennen viele die traditionellen Ziele Arbeit, Wohnung/Haus und Familie. Diese Vorstellung wird von Personen mit erfolgreicher Transition und weniger erfolgreicher Transition gleichermaßen geteilt.

Für die meisten der jüngeren Befragten ist die Transition noch nicht abgeschlossen, da sie die Schule oder Ausbildung noch nicht beendet haben und noch im Elternhaus leben. Sie fühlen sich daher noch "mittendrin" in der Transitionsphase. Für sie bedeutet Erwachsensein, die Schule abgeschlossen zu haben, erwerbstätig zu sein und in finanzieller Unabhängigkeit leben zu können.

Auch die älteren Befragten geben mehrheitlich an, sich noch mitten im Transitionsprozess zu befinden. Sie haben in der Regel ihre Schul- und Berufsausbildung abgeschlossen, sind in Arbeit bzw. stehen dem Arbeitsmarkt zur Verfügung und wohnen teilweise bereits eigenständig. Dennoch sind viele der Ansicht, ihre Transition noch nicht abgeschlossen und den Erwachsenenstatus noch nicht erreicht zu

haben. Als Gründe werden häufig die noch nicht erfüllten Entwicklungsaufgaben benannt: Ein Teil der Befragten lebt trotz Erwerbstätigkeit noch bei den Eltern und fühlt sich dadurch noch nicht vollkommen erwachsen. Auch Arbeitslosigkeit, befristete Beschäftigungsverhältnisse oder Überbrückungssituationen tragen zum Gefühl bei, noch nicht im Erwachsenenleben angekommen zu sein, da die Ausübung einer dauerhaften Beschäftigung von vielen Befragten als wesentlich für das Erwachsensein erachtet wird. Auch ein noch nicht erfüllter Kinderwunsch ist ein Grund dafür, warum viele der Meinung sind, die Transition zum Erwachsensein noch nicht abgeschlossen zu haben. Aus den Daten gehen somit Vorstellungen vom Erwachsensein hervor, die an die gesellschaftlich vorherrschenden Konzepte anschlussfähig sind.

Viele Jugendliche und junge Erwachsene äußern, dass sie zunächst eine feste Arbeit finden, anschließend ein Eigenheim erwerben und dann eine Familie gründen möchten. Sie sehen dies als den "normalen, klassischen Weg" an.³ Myriam, 28, hat eine reibungslose Transition im Bereich Arbeit hinter sich und seit einigen Jahren eine Festanstellung. Vor kurzem konnte sie es sich daher leisten, eine Wohnung zu kaufen. Ihre Wunschvorstellung von der Zukunft ist der "normale Werdegang", d. h. zu arbeiten, einen Partner zu finden und Kinder zu bekommen.

"Ech hunn lo mol eng wichteg Etapp gemaach, dat ass mäin Appartement, wou ech hunn. Bon, wéi ech mer d'Liewen herno virstellen, ass einfach vläit e Partner ze hunn an dann iergendwann Kanner, schaffe goen, d'Famill ronderëm ze hunn, gesond ze sinn an einfach, jo mol kucken, wéi et weider geet. Einfach de normale Wee." (Myriam, 28 Jahre, 46:41)

Auch Madeleine orientiert sich an dieser Zielvorstellung: Sie möchte ein Haus kaufen und wünscht sich ein zweites Kind.

"Et après acheter une maison, agrandir la famille, avoir une vie d'adulte normale. Si tout le monde réussit, nous aussi, on va y arriver, j'espère." (Madeleine, 29 Jahre, 38:33)

Aus der Analyse der Daten geht außerdem hervor, dass vor allem die jungen Frauen den Wunsch nach eigenen Kindern äußern und auch als zentrales Element des Erwachsenenstatus ansehen (siehe hierzu auch Leven, Quenzel & Hurrelmann, 2010). So berichtet eine junge Frau davon, dass sie in ihrer ersten Wohnung ein Zimmer für ein Kind vorgesehen hat, sollte sie in Zukunft schwanger werden.

"Dann hues de en Appartement mat zwou Kummeren, wann s de dann eng Kéier schwanger géifs ginn – ech hu jo awer wëlles iergendwann eng Kéier Kanner ze kréien - do kéints de nach noutfalls do am Appartement bleiwen, du wärst net gezwongen direkt do raus ze goen." (Anna, 26 Jahre, 95:33)

Partnerschaft, Kinder und Familienleben sind für viele Jugendliche und junge Erwachsene Ziele, die sie anstreben oder bereits verwirklicht haben. Auch viele der Befragten, die noch keine Kinder haben, wünschen sich zumindest einen Lebenspartner und eine gemeinsame Wohnung. Aus den vorliegenden Daten geht aber gleichzeitig die Unsicherheit hervor, die viele Jugendliche und junge Erwachsene hinsichtlich der Verwirklichung eines Kinderwunsches spüren, weil sie zuerst ihre Ausbildung abgeschlossen haben

³ Diese Befunde sind anschlussfähig an die Erkenntnisse einer Studie über die Jugendlichen der Stadt Luxemburg, in der sich ebenfalls die nach wie vor hohe Bedeutung traditioneller Lebensziele zeigte (Meyers & Willems, 2008).

und in einem möglichst gesicherten Arbeitsverhältnis stehen wollen. Vor dem Kinderwunsch steht demnach für die meisten die Verbesserung bzw. Absicherung der eigenen ökonomischen Situation.

"E feste Partner dat kann ech mer natierlech scho gutt virstellen, awer lo Kanner, do sinn ech nach net sou wäit. Ech fille mech selwer nach net bereet dofir an ech wëll meng Ausgankssituatioun nach e bësse besseren. Fir mech alleng kommen ech gutt iwwert d'Ronnen, awer ech wéilt mech schonn sou ofsécheren dass ech menge Kanner och bësse méi eppes bidde kann, dass et hinnen herno och besser ergeet wéi mir." (André, 26 Jahre, 94:46)

Einige der jungen Erwachsenen, die bereits "angekommen" sind, äußern sich rückblickend erleichtert darüber, die zentralen Transitionsmarker erreicht und somit ihre Transition vollständig abgeschlossen zu haben. Exemplarisch hierfür steht Françoise, 30, die die Transition in den verschiedenen Bereichen gemeistert hat und sich daher erwachsen fühlt: Sie hat eine feste Arbeit, Partnerschaft und Familie sowie ein Haus. Auch wenn sie noch eine Abschlussprüfung ablegen muss, sieht sie ihre Transition als abgeschlossen an.

"Nee, jo am Moment ass alles gutt, jo et kann sou bleiwen, ausser dat ech mäin trait de candidature muss fäerdeg schreiwen... et kann alles sou bleiwen." (Françoise, 30 Jahre, 18:37)

3.2 ERWACHSENSEIN ALS AUSDRUCK VERÄNDERTER LEBENSFÜHRUNG, INNERER EINSTELLUNGEN UND INDIVIDUELLER REIFE

Die Interviewdaten zeigen, dass Erwerbstätigkeit, eigenständiges Wohnen und vielfach auch Familiengründung für einen Großteil der Befragten wichtige Elemente des Erwachsenenstatus sind. Bedeutsamer als diese objektiven biografischen Marker sind aber für eine Reihe von Jugendlichen und jungen Erwachsenen die damit verbundenen Veränderungen in ihrer Lebensführung und inneren Einstellung, die für sie das Erwachsensein ausmachen: die finanzielle und emotionale Unabhängigkeit von den Eltern, eine selbstständige und autonome Lebensführung sowie die Übernahme von Verantwortung für das eigene Leben und Verhalten.

Selbstständigkeit, Unabhängigkeit, Verantwortung übernehmen

Viele Jugendliche und junge Erwachsene verbinden mit dem Erwachsensein eine selbstständige Lebensführung und die zunehmende Unabhängigkeit von den Eltern. Gemeint wird damit aber nicht nur die finanzielle Unabhängigkeit, sondern u. a. die Möglichkeit, eigenständig zu entscheiden und dafür die Verantwortung zu übernehmen.

Sven, 30, stellt die gelebte Eigenständigkeit und Unabhängigkeit als charakteristisch für das Erwachsensein heraus. Er fühlt sich schon lange erwachsen, da er auf eigenen Füßen und mitten im Leben steht. Gleichzeitig weist er darauf hin, dass die Frage nach dem Erwachsensein subjektiv unterschiedlich beantwortet wird. Während für einige der Übergang in Arbeit gleichbedeutend mit dem Erwachsensein sei, sei dies für andere erst mit einer Elternschaft erreicht.

"Wéini ass een erwuessen? Dat ass eng gutt Fro. Dat ass fir jiddereen anescht. Ech weess dass ech op mengen eegenen Féiss stinn, ech weess dass ech meng Aarbecht hunn, ech weess dass ech mäin Haus hunn, ech sti relativ gutt am Liewen. Op ech dowéinst een Erwuessene sinn...jo an nee. Déi eng soen, wann ech elo Papp

sinn, sinn ech erwuessen. Fir vill ass dat erwuessen sinn, déi aner ass wann se ufänke mat schaffen." (Sven, 30 Jahre, 64:35)

Madeleine, 29, sah sich bereits angekommen und war der Ansicht, ihre Transition abgeschlossen zu haben. Durch den Verlust ihrer Arbeit fühlt sie sich wieder zurückgeworfen und hofft deshalb, schnellstmöglichst wieder eine Arbeit zu finden.

"Ah oui, j'étais arrivée, mais ça c'est fini d'un moment à l'autre. Donc on reste comme ça, mais on n'a pas le choix, c'est comme ça. Je ne vais pas mourir parce que j'ai perdu mon travail. On continue à avancer avec l'espérance de trouver quelque chose, bien sûr. Mais quand?" (Madeleine, 29 Jahre, 38:24).

Für Madeleine bedeutet Erwachsensein Unabhängigkeit und eigenverantwortliche Entscheidungen zu treffen. Sie fühlt sich erwachsen, seit sie 16 ist, da sie damals eigenverantwortliche Entscheidungen treffen musste und sich nach reiflicher Überlegung dazu entschloss, die Schule abzubrechen und nach Luxemburg zu ziehen.

"Oui, l'indépendance, c'est ça d'être adulte. C'est être indépendant. Chacun a des choses à faire, des décisions à prendre. Ce n'est quand même pas facile d'être adulte." (Madeleine, 29 Jahre, 38:29)

Tiago, ein 25-jähriger Student, lebt bereits seit einigen Jahren mit seiner Partnerin zusammen. Er finanziert sein Leben und sein Studium durch Jobs und mit staatlicher Unterstützung. Er fühlt sich erwachsen und nennt hierfür als Indikator den Besitz einer Waschmaschine, der für ihn Selbstständigkeit und Unabhängigkeit symbolisiert.

"Et gëtt e Mëttel fir ze mierken, wéini een erwuessen ass, a wéini net, an dat ass, wann een déi éischt Wäschmaschinn kritt. An ech hunn eng." (Tiago, 25 Jahre, 65:46)

Jeanne, 33, ist beim Übergang zum Erwachsensein mit erheblichen Schwierigkeiten konfrontiert und kann ihren Übergang nur schwer bewältigen. Auch wenn sie bislang weder feste Arbeit, noch Wohnung oder Partnerschaft hat, fühlt sie sich inzwischen erwachsen. Sie sieht ihre momentane Situation und ihren Weg als sehr schwierig an, stellt aber fest, dass sie dadurch an Stärke und Reife gewonnen hat. Auch die Abnabelung von ihrer Familie hat ihrer Meinung nach wesentlich dazu beigetragen, da sie ganz auf sich alleine gestellt ist und dadurch an Eigenständigkeit und Selbstvertrauen gewonnen hat.

"Donc même sans avoir un travail fixe, sans avoir un permis de conduire, sans avoir un logement, je me considère comme étant adulte, puisque j'ai fait toujours beaucoup de choix, j'ai pris des responsabilités, je me suis toujours lancée dans plusieurs domaines même si mon travail n'était pas fixe, je me suis toujours fixée à avoir un travail fixe." (Jeanne, 33 Jahre, 78:43)

Auch Karl, 18, ist der Ansicht, schon weit vorangeschritten zu sein auf dem Weg ins Erwachsensein, was für ihn vor allem daran liegt, dass er hauptsächlich mit älteren Menschen zu tun hat. Seine eigene Altersgruppe interessiert ihn wenig und er denkt, dass er eine andere Perspektive auf das Leben hat als Leute, die nur mit Gleichaltrigen verkehren. Erwachsensein bedeutet für ihn Selbstständigkeit bei der Lebensführung, ohne auf die Eltern zurückgreifen zu müssen. Das Gefühl des Erwachsenseins

kann für Karl auch schon vor einem festen Arbeitsverhältnis, dem eigenständigen Wohnen und der Familiengründung da sein.

"Erwuessen ass... wann s du kanns, wa Leit dech froen, dass du scho selwer kanns alles geréieren an net déi ganzen Zäit muss bei d'Elteren zeréckgräifen oder sou." (Karl, 18 Jahre, 85:23)

Bei Studenten etwa trägt die Erfahrung, alleine im Ausland zu leben und sich zurechtzufinden, zum Erwachsenwerden bei, obwohl sie in der Regel weder Arbeit noch eigene Familie haben.

Die 30-jährige Natalie findet, dass ihr Studium sie vor allem charakterlich geprägt hat. Während sie früher sehr schüchtern war, hat sie durch das Studium in einer fremden Stadt, wo sie ihr Leben selbstständig regeln musste, enorm an Selbstvertrauen hinzugewonnen.

"Am Fong réischt säit der Uni, wou ech mech wierklech geännert hunn charakterméisseg (...). Iert ech op d'Uni war, war ech am Fong extrem schei, ech hunn ni geschwat, an sou. (...) Op der Uni, do hunn ech missen alleng eenz ginn, ech sinn alleng dohinner gaangen, alleng an d'Couren gaangen, nei Leit kenne geléiert (...). An och selbstänneg dann ze wunnen (...). Hautdesdaags soen d'Leit, dat kann net sinn, dass du fréier schei waars." (Natalie, 30 Jahre, 48:32)

Einige Befragte verbinden mit dem Erwachsensein, das Leben verantwortungsvoll und nach eigenen Vorstellungen zu gestalten. Paolo, 27, ist in seinem Übergang in Arbeit festgefahren und seit dem Ende seines Studiums auf Arbeitssuche. Trotz der gegenwärtigen belastenden und unbefriedigenden Situation fühlt er sich sehr erwachsen. Die klassische Vorstellung vom Erwachsensein empfindet er als soziales Konstrukt, mit dem er sich nicht identifizieren kann. Erwachsensein definiert sich für ihn nicht über feste Arbeit, sondern vielmehr darüber, für sich selbst Verantwortung zu übernehmen, was auf individuell unterschiedliche Weisen erfolgen kann.

"Erwachsen zu sein geht vielmehr darum, Verantwortung für sich selbst zu übernehmen und nur für sich selbst. Ob das jetzt heißt, ich engagiere mich in 10.000 Vereinigungen, dann heißt das für die Person halt erwachsen werden und wenn das heißt, ich nehme ab jetzt keine Drogen mehr, dann ist das für die Person eben erwachsen sein. Ich glaube also, Erwachsensein ist trotz sozialen Drucks eher eine individuelle Leistung." (Paolo, 27 Jahre, 51:46)

Er selbst bedauert es aber, derzeit nicht so als Erwachsener leben zu können, wie er es sich vorstellt, da die (finanziellen) Voraussetzungen dafür gerade nicht gegeben sind und es ihm daher nicht möglich ist, ein autonomes Leben nach eigenen Vorstellungen zu führen.

"Ich fühl mich sehr erwachsen. Ich bin auf einem guten Weg. Allerdings fehlt mir halt auch das Finanzielle, um diese Transition jetzt abzuschließen. Also ob ich im Lotto gewinne oder arbeite, das ist mir egal. (...) Ich brauche jetzt Geld, um diese Transition abzuschließen, um so zu leben, wie ich es für erwachsen empfinde." (Paolo, 27 Jahre, 51:47)

Für Victor, 19, bedeutet Erwachsensein Verantwortung übernehmen, genaue Zukunftsvorstellungen haben und das eigene Leben "aufbauen". Dementsprechend räumt er ein, sich noch nicht erwachsen zu fühlen, da er noch zur Schule geht und mit Freunden "abhängt".

"Ech fannen ech sinn nach guer net erwuessen. Ech sinn nach ëmmer esou an där Phase ëmmer mat Kollegen hänken, Schoul maachen an esou. Fir mech, erwuesse sinn, ass Verantwortung huelen an och ebe scho genau wëssen wat Ee wëll an der Zukunft." (Victor, 19 Jahre, 66:20)

Einen ungewöhnlichen und beschwerlichen Weg zum Erwachsensein hat Angela, eine 34-jährige Italienerin, hinter sich. Sie hat, bevor sie nach Luxemburg kam, bei ihren Eltern in Italien gelebt und dort gearbeitet. Sie hat studiert und einen Masterabschluss, hatte bereits mehrere Stellen und zuletzt eine unbefristete Vollzeitstelle als Beraterin in einer Bank, die ihr gut gefallen hat. Als ihr Mann berufsbedingt nach Luxemburg wechselte, ist sie mitgegangen und musste ihre Stelle aufgeben. In ihrer Heimat war alles bequem für sie, während sie sich in Luxemburg alles erarbeiten und neu aufbauen musste – von der Wohnung über ein soziales Umfeld bis hin zu einer Arbeitsstelle. Sie liebt aber Herausforderungen und hat daher diesen Weg für sich als den richtigen erkannt. Sie ist überzeugt, durch den Wechsel in ein fremdes Land und die damit übernommene Verantwortung für sich selbst und ihre Familie erwachsen geworden zu sein, nachdem ihr in der Heimat alles abgenommen wurde. Die Transitionsphase hat sie als anstrengend und psychisch schwierig mit viel Stress erlebt. Inzwischen sieht sie sich als erwachsen an und ist froh, angekommen zu sein.

"Non, c'est prendre des responsabilités. C'est ça pour être adulte. Parce que jusqu'à maintenant je ne pouvais pas me considérer une adulte, parce que quand j'étais en Italie, il y a eu toujours quelqu'un qui pensait pour moi, même si j'ai travaillé. C'était pas le travail qui rend adulte, on peut travailler et après rentrer à la maison, trouver le plat déjà fait, la maison déjà… Mais ça prend pas des responsabilités parce qu'il y a quelqu'un qui résolue vos problèmes. Oui, voilà c'est ça, je pourrais être adulte, maintenant que je suis ici et j'ai des enfants et j'ai des responsabilités sur eux et tous les choix que je prends, avec mon mari, quand même important et qui ont des conséquences, pas seulement sur nous, mais aussi sur des autres, la c'est vraiment grandir." (Angela, 34 Jahre, 77:30)

Verinnerlichung von Erwachsenenrollen

Neben der eigenständigen, unabhängigen Lebensführung wird von einigen Befragten mit dem Erwachsensein eine Änderung der Einstellung und des Verhaltens sowie eine gewisse Reife verbunden, die mit der Übernahme neuer Aufgaben und sozialer Rollen verknüpft ist.

Monique ist zurzeit Hausfrau und Mutter. Erwachsensein hat ihrer Meinung nach mit Lebenseinstellung und Benehmen zu tun.

"Erwuesse sinn ass fir mech just eng Saach am Kapp, wéi ee selwer seng Liewensastellung huet, wéi een zu verschiddene Saache steet, respektiv, wéi een sech no bausse behëlt." (Monique, 29 Jahre, 111:51)

Maria, 27, ist eine berufstätige Mutter. Insgesamt ist sie mit ihrem Leben sehr zufrieden – mit Ausnahme des Bereichs Arbeit. Sie fühlt sich "angekommen". Die ersten Jahre ihrer Transition hat sie als sehr hart empfunden, da sie nicht auf die Mutterrolle reduziert werden, sondern zeigen wollte, dass sie alles schafft. Es war anstrengend, alles so zu stabilisieren wie es jetzt ist, doch jetzt, wo beide Kinder in der Schule und anderen Aktivitäten sind, fällt ihr alles leichter. Sie glaubt, dass sie ohne ihre Kinder nicht die Reife hätte, die sie heute hat. Erwachsensein ist für sie demnach keine Frage von Arbeit, Haus und Partner, sondern eine Frage der Erfahrung, eine mentale, persönliche Sache.

"Je pense que c'est vraiment une question personnelle et une question d'expérience. Par exemple si je n'aurais pas eu mes enfants en étant tellement jeune, cela se peut que je n'aurais pas eu la même maturité que j'ai maintenant. Donc, je ne pense pas qu'il faut être en couple, ou qu'il faut avoir une maison, ou un travail fixe. Je pense que cela n'a rien à voir. C'est une phase que l'on atteint après un certain moment, c'est personnel, c'est mental." (Maria, 27 Jahre, 41:32)

Amélie, 22, hingegen fühlt sich erwachsen, da sie zum einen Arbeit und Wohnung hat und ihr Leben finanziell eigenständig bestreitet, zum anderen aber auch viel mit älteren Freunden zusammen ist, durch die sie sich erwachsener und reifer fühlt. Erwachsensein verbindet sie vor allem mit einer Änderung der Einstellungen, Ansichten und Prioritäten.

"Wann ech da kucken aner Leit a mengem Alter dann denken ech schonn, dass ech relativ erwuessen si vis-à-vis vun hinnen. (...) Also jo erwuesse jo also wann déi éischt deck Rechnunge kommen an wann Een einfach op emol ufänkt aner Prioritéiten sou aner Gedanken ze féieren, wann Een sech seet: Ok wéi kommen ech elo nach de Rescht vum Mount domadder aus (...), well Een dat wëll selwer hikréien an dat ass fir mech erwuesse ginn." (Amélie, 22 Jahre, 93:46)

Jeremy, 19 Jahre, assoziiert mit dem Erwachsensein ganz basale Dinge wie Höflichkeit, Manieren, sich zu benehmen. Mit der mit dem Erwachsenenalter einhergehenden Verantwortung verbindet er insbesondere, für das eigene Handeln verstärkt zur Rechenschaft gezogen zu werden. Daher müsse man sein Verhalten entsprechend anpassen, um nicht sanktioniert zu werden. Er verortet sich im Übergang zum Erwachsensein auf halber Strecke: Mit seinen Freunden benehme er sich noch nicht erwachsen, zu Hause und mit der Freundin schon eher.

"Méi manéierlech, net manéierlech awer sou héiflech sinn, et muss een héiflech déi ganz Zäit sinn, erwuesse kann een net lauter Bordell maachen, da get et dono 'bye bye' an da bass de am Gefängnis an alles sou Dommheeten. Wann s de déi Regel net häls. Erwuesse sinn ass schonn eng haart Roll, et ass schwéier wann een erwuessen ass." (Jeremy, 19 Jahre, 80:23)

Ähnlich schwankend beschreibt auch Giorgio, 24, sein Verhalten, das mal einem Erwachsenen, mal eher einem Kind entspricht. Erwachsensein bedeutet für ihn, höflich mit Erwachsenen umzugehen und seine Arbeit selbstständig verrichten zu können, ohne dass jemand ihn kontrollieren muss. Er beschreibt, dass er sich je nach Kontext unterschiedlich benimmt. Wenn ihm langweilig ist oder er mit der Freundin streitet, könne er überaus kindisch sein, im Umgang mit anderen sei er überwiegend erwachsen.

"Dat hänkt dovunner of. Ech sinn heiansdo an der Mëtt, also wann ech wëll, da sinn ech an der Mëtt, a wann ech lo net wëll da ginn ech rëm... ech sinn ëmmer sou, ech ginn hannen, vir, hannen an da ginn ech ganz hannen, sou." (Giorgio, 24 Jahre, 108:45)

Abgrenzung von traditionellen Erwachsenennormen

Obwohl von allen Befragten der Übergang in die Arbeitswelt angestrebt wird, distanzieren sich einige Jugendliche und junge Erwachsene in ihren subjektiven Perspektiven auf das Erwachsensein ganz bewusst von den traditionell vorherrschenden Normen und Vorstellungen des Erwachsenseins. Sie reklamieren für sich selbst, ebenfalls erwachsen zu sein, wenngleich sie bestimmte Transitionsmarker

noch nicht erreicht haben bzw. teilweise auch gar nicht anstreben. Stattdessen entfalten sie alternative Vorstellungen vom Erwachsensein unabhängig von den klassischen Transitionsmarkern und wehren sich damit auch gegen den wahrgenommenen Konformitätsdruck.

Rebecca, eine 29-jährige Freiberuflerin, wehrt sich gegen das verbreitete Erwachsenenverständnis. Sie fühlt sich jung und doch erwachsen, da sie ihr Leben selbst meistert. Die Ansicht, dass man erwachsen ist, wenn man eine feste Arbeit, eine feste Wohnung und eine feste Partnerschaft bzw. Familie hat, teilt sie nicht.

"Ech weigere mech ze soen ech sinn net erwuessen, nëmme well ech net den typesche Wee ageschloen hunn oder klassesch, voilà net well kuerz virun enger Hochzäit stoen, dass ech dofir mech kannereg behuelen." (Rebecca, 29 Jahre, 72:38)

Erwachsensein hat ihrer Meinung nach vor allem etwas mit Autonomie zu tun. Sie sieht diesbezüglich auch einen Unterschied zwischen Gleichaltrigen, die nicht studiert haben, und solchen, die in einer fremden Umgebung studiert und somit Selbstständigkeit gelernt haben. Sie betont, finanziell unabhängig zu sein und ihre Rechnungen selbst zu zahlen, was für sie ebenfalls ein Indikator für Erwachsensein ist.

Henri, 32, sieht sich selbst nicht als typischen Luxemburger in seinem Alter. Während die meisten jungen Menschen in Luxemburg konkrete berufliche Vorstellungen haben, nach Sicherheit und schnellem materiellen Wohlstand strebten, bezeichnet er sich als offen für Vieles und möchte noch Vieles ausprobieren im Leben. Für Henri ist man erwachsen, wenn man eine gewisse geistige Reife erlangt hat und für sich und sein Leben Verantwortung übernimmt. Dies könne dann auch unabhängig von gesellschaftlichen Erwartungen an Erwachsensein, wie beispielsweise eine feste Arbeit, sein. Er selbst sieht sich schon lange als erwachsen, wenngleich er weiß, dass andere diese Einschätzung nicht uneingeschränkt teilen. Im Vergleich zu Gleichaltrigen hat er gewisse Transitionsmarker erst später erreicht und den gesellschaftlichen Normen des Erwachsenseins somit nicht entsprochen. Dabei hat er die Beobachtung gemacht, dass sich das subjektive Empfinden des Erwachsenseins je nach Kontext verändern kann: Während er an seinem Studienort von vielen Gleichgesinnten umgeben war, bei denen ein langes Studium und ein späterer Übergang in Arbeit nicht unüblich waren, nahm er in seinem Luxemburger Bekanntenkreis eine andere gesellschaftliche Norm wahr, die ihn spüren ließ, dass er noch nicht als vollwertiger Erwachsener gesehen wurde.

"Ja, bei mir ist diese besprochene Transition eigentlich später erfolgt als vielleicht üblich und ich hab mich auch eigentlich davor auch erwachsen gefühlt. Auch wenn da dann gewisse gesellschaftliche Parameter halt dann nicht auf meine Situation unbedingt zugepasst haben. Andere mögen mich vielleicht auch als noch nicht ganz so erwachsen vielleicht bezeichnet haben, das ist für mich auch in Ordnung, die können da machen was sie wollen." (Henri, 32 Jahre, 22:35)

3.3 ERWACHSENSEIN ALS AMBIVALENTE ERFAHRUNG

Ein Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen erlebt das Erwachsenwerden und Erwachsensein als eine ambivalente Erfahrung: Sie wollen zwar erwachsen werden, sich gleichzeitig aber die positiven Aspekte der Jugend bewahren. Es wird daher versucht, Erwachsen- und Jungsein in Einklang zu bringen.

Für Natalie, 30, bedeutet Erwachsensein tägliches Arbeiten und eine eigene Wohnung zu haben, ansonsten hat sich aus ihrer Sicht nichts verändert. Sie fühlt sich erwachsen, gleichzeitig aber auch noch jung; sie betont, dass sie sich nicht wie 30 fühlt, sondern vor fünf Jahren "stehengeblieben" sei – im positiven Sinne. Sie möchte ihr Leben noch ohne eigene Familie und Kinder genießen.

"Ech soe mol, ech sinn erwuessen, mee ech fille mech awer nach jonk. (...) Iergendwann sinn ech stoe bliwwen, mengen ech. Iergendwéi kënnt et mir komesch fir, dass ech schonn 30 sinn, säit fënnef Joer schaffen. Also ech gesi mech schonn als Erwuessenen, jo, awer elo Famill oder Kanner hunn ech keng, an do denken ech am Fong och nach net sou richteg drun. Elo muss ee mol nach profitéiere vum Liewen." (Natalie, 30 Jahre, 48:27)

Françoise ist 30 Jahre alt, hat seit einigen Jahren eine Festanstellung und lebt mit ihrer Familie in einem eigenen Haus. Dadurch sieht sie sich auch als erwachsen an, weist aber gleichzeitig damit möglicherweise assoziierte Attribute wie "ernst" oder "langweilig" von sich und verweist darauf, sich vom Charakter her nicht wesentlich verändert zu haben.

"Ech géing scho soen, dat ech mech erwuesse fillen duerch den Fait eben dass ech dat alles hunn wat dir grad opgezielt hutt, mee... anerersäits stellt een sech dat vläit anescht fir, erwuessen ze sinn, dass ee vill méi serieux ass, ech denke lo net dass mäin Mann an ech lo extrem serieux sinn... Mir si sérieux an eiser Aarbecht, mee... ech hunn mir dat einfach als Jugendlech virgestallt, als poséiert a langweileg, an ech denke net dat ech mech lo vu mengem Charakter hier verännert hunn. Ech sinn eben just... jo, méi responsabel duerch d'Aarbecht an d'Haus an d'Kand an dat üblecht wat een eben huet." (Françoise, 30 Jahre, 18:35)

Auch Rebecca distanziert sich vom ihr geläufigen Verständnis von Erwachsensein, da dieses ihrer Meinung nach stark negativ behaftet ist und sehr nach Pflicht klinge.

"Erwuesse sinn, ech fannen am klassesche Begröff huet et eppes immens Negatives (…) Pflicht, rigide." (Rebecca, 29 Jahre, 72:38)

Etwas scherzhaft merkt sie an, dass sie mit dem Erwachsensein verbindet, nur noch unerfreuliche Post zu bekommen:

"Erwuesse sinn heescht, wann s de lauter Enveloppë kriss, wou s de net frou bass. Du kriss näischt guddes méi mat der Post, dat heescht erwuessen sinn." (Rebecca, 29 Jahre, 72:38)

Aufgrund der negativen Assoziationen, die einige mit dem Erwachsenenstatus verbinden, weisen manche Befragte darauf hin, gar nicht unbedingt als "erwachsen" gelten bzw. alle Facetten des Erwachsenseins übernehmen zu wollen. So stellt Lara, 22, klar, dass sie sich noch gar nicht vollständig erwachsen fühlen möchte, sondern gerne noch ein Stück weit jugendlich bleiben will.

"Jo, also vollkommen erwuesse fillen ech mech elo nach net, wëll ech och nach net. Ech wëll awer och e bëssen e Jugendleche sinn. Also ech perséinlech wéilt nach net soen: Ech maachen elo kee Blödsinn méi an ech sinn elo nëmmen nach serieux, een erwuessene Mënsch, an ech wëll eng Famill grënnen. Dat wéilt ech elo wierklech nach net." (Lara, 22 Jahre, 86:27)

André, ein 26-jähriger junger Mann mit Festanstellung, teilt diese Einstellung. Er sieht sich angekommen, da er alleine zurechtkommt und in finanzieller Unabhängigkeit lebt. Er fühlt sich erwachsen in puncto feste Arbeit und eigene Wohnung, möchte aber ansonsten sein Leben genießen, "Dummheiten machen" und "jugendlich" bleiben. Er ist nach eigenem Bekunden in manchen Bereichen noch sehr gerne "Kind" bzw. "Jugendlicher". Eine feste Partnerschaft kann er sich schon vorstellen, Kinder allerdings noch nicht.

"Ech denke wat d'Aarbecht betrëfft, sinn ech erwuesse ginn. Wat d'Responsabilitéit ugeet, och fir säin eegent Liewen, do sinn ech erwuesse ginn. Awer wat meng Interessen uginn, meng Fräizäit-Interessen, do sinn ech nach ëmmer ee Jugendlechen, deelweis souguer nach Kand bliwwen." (André, 26 Jahre, 94:50)

4. Probleme und Risiken in der Transition

Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen wurden in den qualitativen Interviews auch nach ihrer Einstellung in Bezug auf ihre Zukunft befragt, also ob sie eher zuversichtlich oder eher pessimistisch in die Zukunft blicken. In diesem Kapitel wird der Blick insbesondere auf die Bereiche gelegt, die ihnen Sorgen bereiten. Dazu gehören vor allem Fragen nach der materiellen Absicherung ihres künftigen Lebens. Die Entwertung von Bildungsabschlüssen, befristete Arbeitsverträge, Arbeitslosigkeit, der Konkurrenzdruck auf dem Arbeitsmarkt sowie die hohen Immobilienpreise beunruhigen viele junge Menschen in Luxemburg. Die schwierigen arbeits- und wohnungsmarktpolitischen Rahmenbedingungen werden von den Befragten kritisch reflektiert.

4.1 SORGENVOLLER BLICK AUF KÜNFTIGEN WOHLSTAND UND LEBENSSTANDARD

In Bezug auf Vorstellungen von Wohlstand und Lebensstandard zeigen sich in den Interviews zwei gegensätzliche Sichtweisen: Einerseits wird der Wunsch nach dem Erhalt des gewohnten Lebensstandards in Luxemburg geäußert, andererseits aber auch die Sorge geäußert, dass die Erwartungen möglicherweise unrealistisch seien und dass es vielen in der jüngeren Generation nicht mehr gelingen werde, den Lebensstandard ihrer Elterngeneration zu halten.

Wunsch nach Wohlstand und Erhalt des gewohnten Lebensstandards

Den hohen Lebensstandard, den die Luxemburger Jugendlichen aus ihrem Elternhaus kennen, möchten viele von ihnen nach wie vor erreichen – beispielsweise dadurch, dass sie nach einer gut bezahlten Arbeit auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt suchen. Die im Vergleich zu den Nachbarländern attraktiven Gehaltsbedingungen sind nach Meinung der Jugendlichen zentral, um in Luxemburg eine Wohnimmobilie erwerben und leben zu können. Besonders Anstellungen beim Staat gelten aufgrund der Bezahlung und der Sicherheiten im Vergleich zum Privatsektor als besonders attraktiv.

"D'Lëtzebuerger sinn ëmmer sou bëssen träge a gi gäre bei de Staat an sou. Mir brauchen awer och Leit, déi am Privatsecteur schaffen." (Debora, 21 Jahre, 104:31)

Rita, 23 Jahre, möchte nach ihrem Studium nur in Luxemburg nach Arbeit suchen. Sie weist darauf hin, dass man sich als gebürtiger Luxemburger an den Wohlstand, in dem man aufgewachsen ist, gewöhnt habe und diesen auch nicht missen möchte. Dafür braucht man jedoch ein Gehalt, das diesen Lebensstandard auch ermöglicht. Darum möchten ihrer Meinung nach die meisten Luxemburger in Luxemburg zum Arbeiten bleiben und schicken keine Bewerbungen ins nahe Ausland.

"Ech denken als lëtzebuerger Student, dee fäerdeg ass, da mellt een sech zu Lëtzebuerg, well d'Ausland am Fong méi schlecht ass vun der Bezuelung hir. Als Tréirer mellt een sech do an hei, well een am Fong näischt ka verléieren. Dat maache mir net. Wann een hei opgewuess ass, da wëll een net onbedéngt hir Paien." (Rita, 23 Jahre, 57:25)

Kritik an Wohlstand und unrealistischen Zukunftsvorstellungen

Andere Befragte reflektieren den Wohlstand eher kritisch und sind der Meinung, dass der gewohnte hohe Lebensstandard bei den jungen Menschen zu unrealistischen Zukunftsvorstellungen führe. Während sich in den früheren Jahren aufgrund des stetigen Wachstums die Überzeugung festigte, dass es immer weiter aufwärts gehe, ist aus der Sicht einiger Jugendlicher und junger Erwachsener heute ein Umdenken erforderlich: Die Grenzen des Wachstums seien erreicht und Steigerungen, auch des Lebensstandards, seien nicht ohne Weiteres möglich.

Sam, ein 25-jähriger Student, fragt sich, ob es noch "normal" sei, wenn der Durchschnittsluxemburger mit 18 Jahren sein erstes Auto (üblicherweise Neuwagen) von den Eltern geschenkt bekomme. Er kritisiert zudem die Erwartungshaltung vieler luxemburgischer Berufsanfänger.

"Diese Frage stelle ich mir auch manchmal, ob es nicht ein bisschen utopisch ist, dass man glaubt, man kommt von der Universität zurück und kann sofort ein dickes Auto fahren und zwei Mal im Jahr in einen schönen Urlaub fahren und auch ein Haus haben." (Sam, 25 Jahre, 59:19)

Auch Alessandro, 19 Jahre, äußert sich eher kritisch gegenüber dem hohen Wohlstand, den die Jugendlichen und jungen Erwachsenen gewohnt sind. Er hat seine Berufsausbildung abgeschlossen und ist arbeitslos. Er kritisiert die Arroganz vieler Luxemburger, die nur darauf aus seien, immer mehr Geld verdienen zu wollen und auch davon überzeugt seien, dass sie mehr verdienen müssen als andere. Er glaubt, dass viele Luxemburger nicht für ein geringeres Gehalt arbeiten wollen; seiner Meinung nach ist es daher nicht verwunderlich, dass immer häufiger Ausländer bzw. Grenzgänger eingestellt werden.

"Ok, si soen all: "Lëtzebuerg ass e räicht Land', mee et ass awer net esou! De Staat huet net méi souvill Suen (…). Déi Jugendlech sinn dann net zefridden domadder, wann de Patron seet: "Du verdéngs dat doten!' (…) an da kënnt iergendwéi eng Auslännerin heihinner, e Grenzgänger kënnt heihinner, seet einfach dann: Jo ech sinn zefridden domadder." (Alessandro, 19 Jahre, 92:33, 92:54)

4.2 KRITISCHE SICHTWEISEN UND PROBLEMWAHRNEHMUNG HINSICHTLICH SCHULSYSTEM. ARBEITS- UND WOHNUNGSMARKT

Einige Jugendliche und junge Erwachsene reflektieren in den Interviews auch die Situation in den Schulen, auf dem Arbeits- sowie dem Wohnungsmarkt und versuchen, Zusammenhänge zu erfassen und für sich zu erklären.

Kritik an der frühen schulischen Orientierung

Aus Sicht der Jugendlichen wird es als schwierig erachtet, dass in den Schulen die Orientierung so früh erfolgen muss, da es sich um eine weitreichende Entscheidung handelt. Es wird hinterfragt, ob

man in dem Alter bereits ausreichend vorbereitet und in der Lage ist, sich begründet für einen Beruf zu entscheiden.

"Op der Neuvième muss een sech jo dann decidéieren a wéi eng Richtung ee wëll goen an ech fannen, dass d'Neuvième enorm fréi ass fir esou eppes ze maachen. Si wëssen net genau wéi eng Beruffer et ginn, oder si stellen sech einfach fir, oh ech ginn elo Éducatrice, well dat ass esou en flotte Beruff! An herno sëtzen si an enger Crèche an si hunn mega Kappwéi vum ganzen Gebierels vun de Kanner an si géifen am Léifste fortlafen." (Lilly, 20 Jahre, 89:16)

"Ma et gëtt ee relativ jonk am Lycée iergendwéi gefrot: Wat wëlls de maachen vu Richtung? Mee du kanns jo net am jonken Alter wësse wat s de, du hues vläit Dreem, wat s de wëlls ginn, mee dat ass haut net machbar. Du muss ëmmer no dengem Aarbechtsmarché kucken un sech, mee dat mécht ee Jonken net. Dat heescht, du gëss motivéiert vu Proffen, hei du, jo Finanzsecteur ass gutt, an sou weider. An da gëtt een iergendwann an déi Richtung gedréckt, ne?" (Steve, 23 Jahre, 63:29)

In diesem Zusammenhang wird auch auf die mangelnde Durchlässigkeit des Bildungssystems hingewiesen und die damit verbundene Schwierigkeit, eine einmal eingeschlagene Richtung zu ändern und eine Entscheidung zu korrigieren.

Entwertung der Abschlüsse und Qualifikationen

Viele junge Erwachsene berichteten von ihrer Erfahrung, dass Abschlüsse und Qualifikationen an Wert verlieren. Besonders deutlich werde dies beim Bachelor-Abschluss, der primär als Zugangsvoraussetzung für den Master-Studiengang, aber weniger als Abschluss mit eigenem Wert gesehen wird. Dadurch erleben die jungen Erwachsenen einen großen Druck, einen hohen Abschluss und einen guten Lebenslauf vorweisen zu müssen. Es wird auf die Notwendigkeit hingewiesen, mit seinem Lebenslauf herauszustechen und sich von anderen abzuheben.

"Grad hautdesdaags ass et ëmmer méi schwéier e gudde CV ze hunn, ech fannen et mierkt een sou en Drock: Du hues eng Première, dat ass näischt wäert, also du muss mindestens en Master op der Uni gemeet hunn an sou." (Debora, 21 Jahre, 104:30)

"Also wann ech d'Annoncë liesen, déi wëllen alleguer entweder Première, also Bac, oder Bac+5. Eppes dertëschent dat gesinn ech ni. Also et ass entweder ganz oder guer net." (Rita, 23 Jahre, 57:23)

Die Entwertung der Abschlüsse wird auch bei der Suche nach einem Praktikumsplatz erlebt. Eine Befragte äußert beispielsweise ihr Unverständnis darüber, dass Betriebe bereits bei Studierenden, die für drei oder sechs Monate ein unbezahltes Praktikum absolvieren wollen, so wählerisch sind und lieber Master- als Bachelorstudenten nehmen.

Berufseinstieg und Berufserfahrung

Von vielen Befragten wird Kritik an der Praxis zahlreicher Arbeitgeber geübt, Berufserfahrung als Einstellungskriterium vorauszusetzen. Die jungen Erwachsenen fragen sich, wie sie diese Erfahrung sammeln und vorweisen können, wenn ihnen die Möglichkeit hierzu verwehrt wird. Insbesondere Akademiker, die keine praktische Ausbildung absolviert haben, sehen sich hier benachteiligt.

"All Betrib behaapt van sech selwer: "Nous sommes une équipe jeune et dynamique", dat steet jo iwwerall ëmmer sou, mee et well keen een astellen, deen nach keng Beruffserfahrung huet. Ech fannen dat besse pervers." (Égide, 28 Jahre, 17:15)

"An da gëtt ëmmer direkt gefrot: fënnef Joer Experienz. Mä ech kann néierens ufänke fir iergendwéi déi Experienz ze maachen, déi fënnef Joer wann dat ëmmer déi éischt Saach ass déi gefrot gëtt." (Karin, 27 Jahre, 84:21)

"Dann heescht et: Jo, dat brauche mir net, well mir brauchen eent wat fënnef Joer scho geschafft huet. An et ass schwéier fir eent wat frësch aus der Schoul kënnt, iergendwéi Fouss ze faassen." (Linda, 22 Jahre, 90:21)

Als Lösungsvorschlag wird beispielsweise geäußert, Praktika immer zu bezahlen, sodass Praktikanten als Arbeitskräfte anerkannt werden und nicht zum Kopieren und Kaffeekochen angestellt werden. So hätten Jugendliche und junge Erwachsene zumindest im Rahmen von Praktika die Möglichkeit, reale Berufserfahrungen zu sammeln.

Des Weiteren wird von einigen jungen Erwachsenen der Berufseinstieg als Phase fehlender Sicherheit beschrieben. Gerade Berufsanfänger erhalten oft einen befristeten Arbeitsvertrag, der keine langfristige Perspektive bietet, sodass der Einstieg in die Erwerbstätigkeit bei vielen nicht mit einer geglückten Transition in Arbeit gleichzusetzen ist.

Arbeitslosigkeit und Erfahrungen mit der ADEM

Aus den Gesprächen mit den Jugendlichen und jungen Erwachsenen geht hervor, dass das Thema Arbeitslosigkeit viele beschäftigt, auch jene, die noch nicht direkt davon betroffen sind. Schüler berichten beispielsweise darüber, dass sie sich mit Gleichaltrigen über ihre unsicheren beruflichen Perspektiven austauschen.

"Soweit ich weiß, steigt der Prozentsatz [von Arbeitslosigkeit] noch immer und da gibt es viele, die sich Gedanken machen. Auch jetzt andere Berufe, wo ich gehört habe, die machen sich Gedanken und auch die Flugzeugmechaniker, die bei uns an der Schule ausgebildet werden. Da die Zukunft ungewiss ist, haben viele Angst, dass sie jetzt eine Ausbildung machen umsonst. Das ist schon ein Thema bei den Jugendlichen." (Roland, 16 Jahre, 58:24)

"Am Moment net gutt, well et héiert ee vill, dass jonk Leit am Moment net vill Aarbecht fannen, egal wéi een Ofschloss si hunn, an 't ass schwéier lo an d'Zukunft... hoffe mer, dass et sech ännert, mä wann et sou weider geet, dann ass dat net gutt." (Vivienne, 17 Jahre, 68:4)

Jugendliche und junge Erwachsene, die zum Zeitpunkt der Befragung arbeitssuchend waren, berichten teilweise auch von ihren Erfahrungen mit dem Arbeitsamt. Aus der Datenanalyse geht hervor, dass insbesondere Personen ohne Schulabschluss sich häufig schlecht vom Arbeitsamt unterstützt fühlen. Gerade sie verbinden mit dem Gang zum Arbeitsamt viel Hoffnung und werden dann enttäuscht, wenn das Amt ihnen entweder keine Stelle vermitteln kann oder aber die Arbeitslosen zunächst in eine Ausbildung orientieren möchte.

So hoffte Mathieu, über das Arbeitsamt schnell eine Arbeit zu finden, nachdem er den Entschluss gefasst hatte, sein zuvor stark problembelastetes Leben zu verändern. Er äußert sein Unverständnis darüber, trotz seiner Motivation keine Arbeitsstelle vermittelt zu bekommen.

"Wat beim Aarbechtsamt feelt, ech weess net, dass si méi de Leit d'Gefill ginn, dass si no Aarbecht sichen. (...) Et ass deck schwéier, sech ëmsou vill Millioune Leit wou do bannen ass, ze këmmeren (...) mä ech soen awer, Leit wou oppe sinn, an direkt kommen a soen: Tack, tack, tack. Deene misst ee mol méi séier hëllefen." (Mathieu, 25 Jahre, 109:46)

Deutlich wird hier eine klare Erwartungshaltung an die Institution, mit der auch ein Stück weit die Eigenverantwortung abgegeben wird: Mathieu sieht nicht primär sich selbst in der Pflicht, sondern schreibt der ADEM die Aufgabe zu, eine Stelle für ihn zu finden.

Andere Befragte äußern hingegen konkrete Vorschläge zur besseren Unterstützung arbeitssuchender junger Menschen. So bedauern Simone, 23 Jahre, und Danielle, 24 Jahre, dass sie nicht über die Möglichkeit von CAE- oder CIE-Verträgen informiert wurden, sondern eher zufällig von den beiden Maßnahmen erfahren haben. Beide sind der Ansicht, dass zukünftig besser über diese Möglichkeiten informiert werden müsse.

"Ech mengen si misste méi Campagne maachen, déi wierklech just op Jugendlecher bezu sinn: Wat sinn är Optiounen? Wéi eng Formatioune kënnt dir maachen? Wéi eng Kontrakter kënnt dir kréien? Wat geschitt, wann dir net direkt eng Aarbecht kritt?" (Danielle, 24 Jahre, 103:35)

Konkurrenz durch Grenzgänger und Migranten

Vielfach wird thematisiert, dass die Situation auf dem luxemburgischen Arbeitsmarkt auch deshalb so schwierig für junge Luxemburger ist, weil sie mit einer sehr großen Zahl an Grenzgängern und Migranten konkurrieren. Diese seien oftmals gut (oder besser) ausgebildet und hätten zudem häufig nicht die gleichen Ansprüche an die Höhe der Gehälter wie Luxemburger.

"Jo, nee, ech hu kee Problem mat Auslänner, mee dat ass fir mech de Problem. Ech fanne mir Lëtzebuerger, déi hei als Lëtzebuerger hei sinn, déi kréien sech net zefridde mat engem Loun vun 2000 Euro wann si e Diplom hunn, dat ass e Problem. (...) Kënnt e Fransous oder eng Däitsch, deen ass mega zefridde mat deene Suen. Hellt deen en un. An dat ass de Problem dobäi." (Alessandro, 19 Jahre, 92:29)

Vereinzelt werden Grenzgänger bzw. Ausländer, die in Luxemburg arbeiten, auch als Sündenböcke für Arbeitsmarktprobleme und eigene Zugangsschwierigkeiten gesehen. Ein drastisches Beispiel hierfür stellt die Aussage eines jungen Mannes dar, der mit Schulproblemen, fehlender Ausbildung, krimineller Vergangenheit und mangelnder Aussicht auf Integration in den Arbeitsmarkt zu kämpfen hat. Er sieht nicht in der eigenen Person, sondern in der hohen Zahl an Ausländern die Ursache für seine Perspektivlosigkeit:

"Déi Lëtzebuerger, wou richteg Lëtzebuerger sinn, dass déi mol eng Positioun kréien. Näischt géint Auslänner, mä ze vill ass ze vill. All Mënsch kënnt vu Frankräich a Lëtzebuerg schaffen an mir Lëtzebuerger sëtzen hei am eegene Land a mir hunn näischt dovunner. Fir mech ass dat, d'Leit kommen a mäin Land d'Suen wech friessen." (Mathieu, 25 Jahre, 109:48)

Die in den letzten Jahren angesichts wirtschaftlicher Schwierigkeiten verstärkt aufkommenden ausländerfeindlichen Tendenzen bereiten Tiago, einem Studenten mit portugiesischem Migrationshintergrund, hingegen Sorgen.

"An ech fanne perséinlech, dass an de leschte Joren, säit der Kris, ëmmer méi op d'Auslänner gekuckt gëtt. Dass déi méi als Problem duergestallt ginn, wéi als Léisung. Ech fannen dat bësse Schued, dass de Rassismus nees lues a lues opkënnt wéinst finanzielle Problemer. Mä déi Leit déi mierke wuel net, dass ouni d'Frontalieren an d'Auslänner allgemeng, Lëtzebuerg net do géif stoen, wou se haut steet." (Tiago, 25 Jahre, 65:14)

Er vertritt die Ansicht, dass Grenzgänger bzw. Ausländer keineswegs für wirtschaftliche und strukturelle Probleme des Landes wie Arbeitslosigkeit verantwortlich seien, sondern dass das Land im Gegenteil stark von ihnen profitiere.

Kritik am Wohnungsmarkt und der staatlichen Förderpolitik

Die meisten der befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen empfinden die Entwicklung der Immobilienpreise in Luxemburg als eine Herausforderung, die besonders für sie als junge Generation nur schwer zu bewältigen ist. So wird darauf hingewiesen, dass die Finanzierung einer eigenen Wohnung bzw. die Aufnahme eines Wohndarlehens für Einzelpersonen oder Familien mit nur einem Einkommen kaum möglich sei. Vielen jungen Erwachsenen fehlten die finanziellen Ressourcen, um einen Immobilienkredit bei der Bank zu erhalten. Die Eltern und Großeltern stellen somit die wichtigste Ressource dar, um eine Wohnimmobilie erwerben zu können.

Es wird eine Umgestaltung der staatlichen Förderpolitik gefordert, da die aktuellen politischen Strategien nach Meinung einiger Jugendlicher nicht in die richtige Richtung gehen. Besonders der Wohnraum für junge Menschen sei in Luxemburg nur unzureichend finanziell unterstützt, zudem solle der Staat verstärkt in den sozialen Wohnungsbau investieren.

"Kuck mol wat déi nei Regierung mécht. Et si vill Iddien do, Steier op Bauterrain déi net genotzt ginn, Steieren op Wunnengen oder Haiser déi eidel stinn, Bauperimeter erweideren, d'Stad soll selwer méi Appartementer oder méi Sozialwunnengen ze Verfügung stellen. Dat sinn alles eenzel Weeër, déi d'Politik ka goen, wann se wëll." (Louis, 19 Jahre, 37:39)

Besonders Investitionen in günstigen Wohnraum und die Förderung alternativer Wohnsituationen wie z.B. Wohngemeinschaften werden gefordert. Bislang, so die verbreitete Meinung, biete der luxemburgische Staat zu wenig innovative Strategien an, mit denen die Teuerung auf dem Wohnungsmarkt eingedämmt werden könne. Pierre, 26 Jahre, regt an, dass der Wohnraum unbedingt erschwinglicher werden und dass das System der Vergabe von Subsidien generell überdacht werden müsse, das momentan vor allem den Kauf von Immobilen begünstigt:

"Op alle Fall, do muss vill geschéien. Do musse méi erschwingbar Wunnengen geschaf ginn. Dat ass menger Meenung no och just méiglech, wann de Staat och doran investéiert. Ech mengen do mussen och Gebaier vum Staat finanzéiert ginn, wou WG'en méiglech sinn. Dann mussen Subsiden menger Meenung no komplett iwwerduecht ginn, well am Moment ass et esou opgebaut, dass een am meeschte profitéiert, wann e keeft, an dat fannen ech perséinlech net déi beschte Léisung." (Pierre, 26 Jahre, 55:26)

Kritisiert wird auch, dass innerhalb von staatlich geförderten Wohnungen die Miete an das Familieneinkommen gekoppelt ist. Konkret wird darauf hingewiesen, dass diese Regelung bei Eintritt in den Arbeitsmarkt automatisch zu einer Mietsteigerung im Familienhaushalt führe. Jugendliche und junge Erwachsene, die zu diesem Zeitpunkt noch bei den Eltern wohnen, könnten sich in diesem Fall trotz

VII.4 PROBLEME UND RISIKEN IN DER TRANSITION

Erwerbstätigkeit nichts zurücklegen. Besonders für Familien mit geringem Einkommen führt dies nach Meinung der Befragten zu Problemen. Hierüber berichtet André, 26 Jahre. Er wohnt heute zur Miete und hatte während der Zeit, in der er noch bei seiner Mutter lebte, nie die Möglichkeit Geld zu sparen.

"An wat ech als Schmaach empfonnt hunn, ass wéi ech déi éischt richteg Pai hat, do hunn se de Loyer bei eis erhéicht gehat. Vun Ufank un, wéi ech eppes verdéngt hunn, hunn ech menger Mamm 500 Euro, bis hin zu 650 Euro all Mount iwwerwisen, well si de Loyer carrément verduebelt hunn bei eis. An dat fannen ech éierlech gesot eng sozial Sauerei, well wann ech mer déi Suen op d'Säit gesat hätt, hätt ech mer elo een Appartement vläit kéinten kafen am Plaz ze lounen. (...) Et ass einfach eng sozial Ongerechtegkeet." (André, 26 Jahre, 94:30)

5. Selbstbestimmte Lebensführung trotz Hilfsbedürftigkeit: Perspektiven und Erfahrungen Jugendlicher und junger Erwachsener mit Behinderung

In den vorangegangenen Kapiteln wurden subjektive Perspektiven junger Menschen auf das Erwachsenwerden und Erwachsensein anhand von qualitativen Interviews mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen vorgestellt, die ihre Transition unterschiedlich schnell und unterschiedlich erfolgreich meistern und dabei mit unterschiedlichen Transitionsproblemen konfrontiert sind. Eine Gruppe junger Menschen hat zusätzlich mit weiteren Schwierigkeiten zu kämpfen, die den Übergang ins Erwachsenenalter erheblich beeinträchtigen: Menschen, die eine Behinderung aufweisen, aufgrund derer sie dauerhaft auf Hilfe und Unterstützung angewiesen sind. Hierzu "zählen Menschen, die langfristige körperliche, seelische, geistige oder Sinnesbeeinträchtigungen haben, welche sie in Wechselwirkung mit verschiedenen Barrieren an der vollen, wirksamen und gleichberechtigten Teilhabe an der Gesellschaft hindern können" (Vereinte Nationen, 2006, Art. 1, Satz 2).

Bei der Bewältigung der Entwicklungsaufgaben im Übergang zum Erwachsenenalter sind junge Menschen mit solchen dauerhaften Beeinträchtigungen vor besondere Probleme gestellt. Mit einem im Jahr 2006 von den Vereinten Nationen verabschiedeten (und im Jahr 2011 von Luxemburg ratifizierten) Übereinkommen über die Rechte von Menschen mit Behinderung (UN-Behindertenrechtskonvention, BRK) und der damit verbundenen verpflichtenden Umsetzung von Maßnahmen zur vollständigen gesellschaftlichen Inklusion behinderter Menschen wird auf politischer Ebene versucht, diesen Herausforderungen zu begegnen. Gleichwohl zeigen Untersuchungen beispielsweise aus Deutschland, dass dieses Ziel noch in weiter Ferne liegt.⁴

Wie aber schätzen die Betroffenen selbst ihre Situation ein? Wie erleben sie ihre Einschränkungen und wie gehen sie damit um? Welche Vorstellungen und Wünsche haben sie in Bezug auf das Erwachsensein? Wie bewältigen sie den Übergang ins Erwachsenenalter und mit welchen Herausforderungen und Schwierigkeiten sehen sie sich dabei konfrontiert?

Um die Sichtweisen junger Menschen mit einer Behinderung angemessen zu erfassen, wurden im Rahmen des Jugendberichts 51 zusätzliche Interviews mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen geführt, die aufgrund einer der oben genannten Einschränkungen als behindert bezeichnet werden

⁴ Für Luxemburg liegen keine vergleichbaren Studien vor.

können.⁵ Damit wird auch den Zielen der UN-Behindertenrechtskonvention Rechnung getragen, "das Bewusstsein für Menschen mit Behinderungen zu schärfen" und "das Bewusstsein für die Fähigkeiten und den Beitrag von Menschen mit Behinderungen zu fördern" (Vereinte Nationen, 2006, Art. 8, Satz 1 a und c).

Mittels leitfadengestützter Interviews, deren inhaltliche Ausrichtung sich an der im Jugendbericht behandelten Transitionsthematik orientierte, dabei aber auch eigene Schwerpunkte setzte, wurden die subjektiven Perspektiven der Betroffenen ermittelt. Die Gespräche erfolgten semi-strukturiert und berücksichtigten die heterogenen kommunikativen Fähigkeiten und Bedürfnisse der jeweiligen Interviewpartner.

Um unterschiedliche Formen von Behinderung zu repräsentieren, wurde mittels eines theoretischen Samplings eine Stichprobe von insgesamt 51 Personen im Alter zwischen 15 und 35 Jahren zusammengestellt. So konnte gewährleistet werden, dass Personen mit körperlicher, geistiger⁶ und psychischer Behinderung⁷ sowie Autismus-Spektrum-Störung gleichermaßen vertreten waren. Rekrutiert wurden die Interviewpartner mithilfe der Gatekeeper-Methode, indem Verantwortliche der relevanten luxemburgischen Behindertenorganisationen den Kontakt herstellten. Insgesamt konnten 34 der 51 geführten Interviews für die inhaltsanalytische Auswertung genutzt werden.⁸

Im Folgenden werden die Ergebnisse der Analyse vorgestellt. Sie geben einen ersten, nicht repräsentativen Einblick in die Einstellungen und Haltungen junger Menschen mit Behinderung in Luxemburg hinsichtlich der Herausforderungen des Erwachsenwerdens. Zunächst werden die subjektiven Sichtweisen der Befragten auf ihre eigene Behinderung und deren Auswirkungen auf die Alltagsgestaltung dargestellt (Kapitel VII.5.1). Anschließend werden ihre Erfahrungen, Schwierigkeiten und Wünsche in unterschiedlichen Bereichen des Übergangs ins Erwachsensein beschrieben (Kapitel VII.5.2).

5.1 ZWISCHEN NORMALITÄT UND STIGMATISIERUNG: SUBJEKTIVE SICHTWEISEN AUF BEHINDERUNG

Im Rahmen der Interviews waren zunächst das eigene Selbstverständnis, die eigene Wahrnehmung und die eigene Sicht der Jugendlichen auf ihre Behinderung von Interesse. Dabei zeigte sich, dass sich alle Befragten ihres Handicaps und somit ihrer in bestimmten Teilbereichen eingeschränkten Fähigkeiten und Kompetenzen bewusst sind, den Terminus "Behinderte" für sich aber nicht ohne Weiteres

⁵ Die Studie wurde als externe Expertise für den Jugendbericht von Prof. emeritus Norbert Ewen und Isabelle Mousset durchgeführt. Die Interviews wurden im Zeitraum zwischen November 2013 und März 2014 geführt.

⁶ Bei der Einteilung in unterschiedliche Arten von Behinderung orientieren wir uns an den im deutschsprachigen Raum gängigen Bezeichnungen. Auch wenn die Bezeichnung "geistige Behinderung" nicht unumstritten ist und stattdessen teilweise für alternative Begriffe wie "kognitive Behinderung" oder "Menschen mit Lernschwierigkeiten" plädiert wird, ist sie die am weitesten verbreitete und wird daher auch hier verwendet. Die UN-Behindertenrechtskonvention spricht von "geistigen Beeinträchtigungen".

⁷ Je nach Disziplin gibt es unterschiedliche Positionen dazu, ob der Terminus "psychische Behinderung" zur Beschreibung psychischer bzw. psychiatrischer Beeinträchtigungen geeignet ist; zum Teil wird auch von "psychischen Krankheiten" oder "psychischen Störungen" gesprochen.

⁸ Einige Interviews konnten aufgrund massiver Kommunikations- und Verständigungsprobleme nicht berücksichtigt werden. Von den 34 ausgewerteten Interviews entfielen 10 auf Personen mit einer körperlichen Behinderung, 10 auf Personen mit einer geistigen Behinderung, 7 auf Personen mit einer psychischen Behinderung und 7 auf Personen mit Autismus-Spektrum-Störung.

SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

akzeptieren. Diese Unterscheidung wird von allen befragten Jugendlichen unabhängig von der Art ihrer Behinderung gleichermaßen getroffen. Die Behinderung steht nicht im Vordergrund der "Ich-Konstruktion" der Befragten. Sie sind sich ihrer Beeinträchtigungen bewusst, klassifizieren sich deshalb aber nicht als "Behinderte", sondern als Menschen, die verschiedene Dinge nicht so gut können wie andere und die in bestimmten Bereichen Hilfe benötigen. Über die damit einhergehenden konkreten, situativen und partiellen Schwierigkeiten im Alltag berichten sie sehr offen.

"Ech hunn eben nëmme just meng Feeleren, jo, weess de, also ech schwätzen ech ëmmer Zuele gedréint do. Sou ze soe sinn ech e bëssen zréckgebliwwen, bëssen sou een... bësschen no hanne gebliwwen oder esou. (...) Wann ech séier schaffe kommen ech heiansdo net eenz. Ech hunn méi Problemer well ech net sou séier sinn. Ech si lues do." (Pascal, 26 Jahre, geistige Behinderung)

"Ech hunn einfach domadder geléiert dat et Saache gëtt déi ech net ka maachen, da probéieren ech aner Léisungen ze fannen, weess de?" (Elise, 26 Jahre, körperliche Behinderung)

Das Wort Behinderung ist vielen Befragten zu negativ und stigmatisiert nach ihrem Empfinden zu sehr. Viele wehren sich daher gegen eine Kategorisierung durch das Label "behindert".

"An ech fannen einfach, wann s du sees deen ass behennert, ech fannen dat stempelt enorm of. Direkt bei Asperger zum Beispill vun enger Behennerung ze schwätze fannen ech total falsch." (Christophe, 22 Jahre, Autismus-Spektrum)

Jugendliche und junge Erwachsene mit körperlicher Behinderung

Die körperbehinderten Befragten sehen sich übereinstimmend als Person mit einer körperlichen Behinderung; diese sei ja offensichtlich und nicht zu leugnen. Gleichzeitig distanzieren sie sich aber auch von diesem Begriff, da die Behinderung ja nicht ihre ganze Persönlichkeit bestimme.

"Ech si vläicht am Rollstull gell, mä ech fille mech net sou, wéi s du sees: behënnert. Well kuck, ech kann, ech si frou, ech kann iwwerleeën, ech ka schwätzen, ech ka meng Initiative huelen." (Nicolas, 29 Jahre, körperliche Behinderung)

Wer früh in seinem Leben mobilitätseingeschränkt war, habe lernen müssen, mit dieser Behinderung umzugehen. Den meisten gelang es mit der Zeit, diese zu akzeptieren und eine konstruktive und positive Einstellung zum Leben zu entwickeln. Als Kind sei es oft schwieriger gewesen, die Behinderung zu akzeptieren; es war problematisch, nicht alles wie die anderen Kinder machen zu können und im Alltag Hilfe zu benötigen. Die Interviewpartner bekunden, dass man einen starken Willen brauche und schrittweise lernen müsse, bestmöglich damit umzugehen.

"D'Krankheet ass een Deel vu mir. Jo. Also ech definéiere mech net par Rapport zu menger Krankheet, mee et ass awer een Deel vu mir. An… ehm… phasenweis, brauchs de schonns vill Kraaft fir et ze bewältegen." (Elise, 26 Jahre, körperliche Behinderung)

VII.5 SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

Inzwischen haben sich fast alle Befragten mit ihrem physischen Handicap arrangiert und dieses als Teil ihres Lebens akzeptiert. Dabei spielt aus der Sicht einiger eine wichtige Rolle, dass sie bereits mit der Einschränkung aufgewachsen sind und somit ein Leben ohne Behinderung nicht gekannt haben.

"Ech sinn am Fong geholl esou domadder opgewuess. Wann ech lo vläit mat siechzéng oder siwwenzéng Joer an de Rollstull komm wär, wär dat vläit eng aner Situatioun gewiescht ne?" (Tom, 23 Jahre, körperliche Behinderung)

"Vu klengem un, sinn ech Spastiker am ganze Kierper gewiescht, ech war sou gebuer. Dat heescht ech kann net wessen wei dat wär, wann ech keint goen. Dat wier anescht wann ech lo en Accident gehat hätt an op eemol am Rollstull [séiz]. (...) Ech weess, dass ech eng Behënnerung hunn, ech weess och mat der Behënnerung eenz ze ginn, ech probéiere mech sou normal ze verhalen, wéi nemmen iergend méiglech. (...) Wéi gesot, vun dohier aus, ass dat [Behennerung] keen all ze grousst Thema." (Franck, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

Für die meisten gehört die Behinderung wie selbstverständlich zu ihrem Leben. Es wird die Erfahrung beschrieben, dass der eigene Umgang mit der Behinderung auch die Begegnung mit Menschen ohne Behinderung beeinflusst: Gehe man selbst positiv mit seiner Behinderung um, falle es auch anderen leichter, diese als "normal" zu akzeptieren. Ein Jugendlicher berichtet, dass die Behinderung für Menschen, mit denen er viel zusammen ist, zur Normalität geworden ist und ihnen gar nicht mehr auffällt.

"Mat verschidde Kollege wou ech vill zesumme sinn, déi soen heiansdo si géife guer net méi realiséieren dat ech am Rollstull sinn, well no enger Zäit géif dat normal géif ginn ne?" (Tom, 23 Jahre, körperliche Behinderung)

Demgegenüber kann die Unwissenheit und Unerfahrenheit anderer im Umgang mit körperlich Behinderten ein Problem für die Betroffenen darstellen. Eine Interviewpartnerin, die aufgrund ihrer körperlichen Beeinträchtigung Hilfe bei der täglichen Hygiene benötigt, äußert sich verärgert darüber, dass der Pflegedienst nicht mit der Situation junger pflegebedürftiger Menschen umzugehen wisse.

"Si wëssen net richteg domadder ëmzegoen. Also si wëlle mech behandelen wéi déi Aal. Mee ech sinn awer net wéi déi Aal ne!" (Elise, 26 Jahre, körperliche Behinderung)

Die Befragten beobachten, dass viele Menschen unsicher sind und nicht wissen, wie sie auf Menschen mit einer Behinderung reagieren sollen. Einige machen die Erfahrung, von anderen nicht als "normal" betrachtet und entsprechend angeschaut zu werden.

"Et kënnt heiansdo mol fir, dass ech mech net wuel fillen. Well 't si Leit déi typesch, dech komesch kucken (…) ech ginn da weider." (Jean-Paul, 25 Jahre, körperliche Behinderung)

Von einer Befragten wird auch die Bedeutung soziokultureller Paradigmen für die soziale Akzeptanz von Menschen mit Behinderung thematisiert. Weitaus stärker als in Luxemburg hat sie in ihrem Herkunftsland die Erfahrung von Ausgrenzung gemacht.

"Si on est handicapé, souvent on est rejeté de la vie, on n'est pas normal et tout le monde les regarde soit avec des doigts croisés ou soit pas du tout, parce que ce n'est pas bien d'être handicapé." (Tatjana, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

Jugendliche und junge Erwachsene mit psychischer Behinderung

Die befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit einer psychischen Behinderung sind sich ihrer Problematik und der damit verbundenen Schwierigkeiten im alltäglichen Leben ebenfalls bewusst. Auch sie sehen sich aber nicht als "Behinderte", sondern haben gelernt, die psychischen Störungen als Ausdruck einer Krankheit zu sehen.

Den Ausbruch ihrer Krankheit (z. B. Psychose, Depression) erlebten die Jugendlichen mit einer psychischen Behinderung als "turning point", der ihr Leben verändert hat. Häufig hatte die Krankheit den Bruch mit dem vertrauten Umfeld (Familie, Freunde, Schule) zur Folge. Durch häufige Wechsel der Schul- und Wohnsituation gingen den Jugendlichen feste Bezugspersonen und -punkte verloren. Im Allgemeinen versuchen die Betroffenen aber, mit diesen Schwierigkeiten positiv umzugehen. Alle Betroffenen haben im Alter zwischen 16 und 20 Jahren psychiatrische Hilfe oder soziotherapeutische Unterstützung in Anspruch genommen und versuchen, mithilfe von therapeutischen Einrichtungen aktiv ihre Situation zu verbessern.

Im Unterschied zu den Personen, die mit einer körperlichen Behinderung aufgewachsen und somit von klein auf daran gewöhnt sind, müssen Menschen mit einer psychischen Erkrankung meist eine durch die Krankheit veränderte Lebenssituation bewältigen. In der Regel benötigen sie Jahre, um mit der Diagnose, den Symptomen und dem Verlauf der Krankheit umzugehen und neues Selbstbewusstsein zu erlangen. Entsprechend äußern einige von ihnen dann auch Stolz und Freude darüber, den Umgang mit den eigenen Schwierigkeiten erlernt und wieder mehr Kontrolle über sich gewonnen zu haben. Einige der Jugendlichen berichten, dass ihre Behinderung sie stark gemacht habe, was von einer aktiven Bewältigungsstrategie zeugt. So sagt eine junge Frau, dass sie gerne von ihrer Geschichte erzählt, um anderen Menschen mit dem gleichen Schicksal Mut zu machen. Die meisten gehen selbstbewusst mit ihrer Erkrankung um und akzeptieren diese, ohne sich davon zu sehr beeinträchtigen zu lassen.

"Dat [déi Krankheet] kënnt éischter am Hannergrond. (...) 't ass einfach, ech weess ech hunn dat, mä ech probéieren esou normal wéi méiglech an der Gesellschaft ze liewen." (Robert, 30 Jahre, psychische Behinderung)

"Vläit virdrun hunn ech geduecht, well ech krank sinn, ginn ech net sou gutt eenz, dat ass vläit nach [esou], déi Aner kënnen vläit besser, well si net krank sinn, mee et ass net sou, dat ech mech ënneruerdnen an denken, déi Aner sinn eppes Besseres, dat ass et net (...). Ech si genau sou gutt wéi déi Aner, och wann ech krank sinn." (Bernard, 19 Jahre, psychische Behinderung)

Gerade psychische Behinderungen sind jedoch häufig ein Tabuthema, was einen offenen Umgang mit der Krankheit erschwert. Nicht in allen Situationen wollen sich die Betroffenen daher mit ihrer Behinderung "outen". Viele warten zunächst ab und versuchen einzuschätzen, wie groß das Verständnis dafür bei ihrem Gegenüber sein könnte. Sie äußern Angst davor, abgestempelt und nicht verstanden zu werden.

"Si tu vas dire à une personne, ce qu'est la maladie… oui j'entends des voix, je vois des hallucinations, je pense qu'il y a plus qu'un côté de moi (…) les gens ils vont dire, mais il est complètement fou, lui, c'est un

VII.5

psychopathe. Si les gens ne savent pas, c'est tant mieux, tant mieux pour les gens malades parce que de toute façon, la personne qui n'a pas vécu la maladie ne comprend pas ça." (Guy, 25 Jahre, psychische Behinderung)

Andererseits besteht der Wunsch, verstanden zu werden, weshalb dann doch der Druck entsteht, von der Krankheit erzählen zu wollen. In manchen Situationen sei dies auch unumgänglich, etwa bei "Ausrastern".

"Heiansdo hunn ech d'Gefill ech misst et dem Aneren erzielen." (Bernard, 19 Jahre, psychische Behinderung)

Jugendliche und junge Erwachsene mit Autismus-Spektrum-Störung

Autismus gehört aus Sicht der Betroffenen weder in die Kategorie "Behinderung" noch in die Kategorie "Krankheit". Auch wenn eingeräumt wird, dass es für Außenstehende wie eine Behinderung aussehen könne, wird Autismus eher als Abweichung von der Norm gesehen.

"'t ass eng Variant. 't ass einfach eng Variant... déi alt net sou oft ass an dofir ass et net normal. Wär jiddwereen op deser Welt Asperger, da war et normal. Dat war nawell ganz interessant." (Christophe, 22 Jahre, Autismus-Spektrum)

"Leit déi ausserhalb vu mäi Kierper sinn, déi gesinn et als Behënnerung. Ech kann dat net spieren als Behënnerung, well ech jo selwer den Aspergersyndrom hunn." (Yannick, 32 Jahre, Autismus-Spektrum)

Viele der Befragten mit Autismus-Spektrum-Störungen stehen zu ihrem Anderssein. Aus den Schilderungen geht hervor, dass es für einige eine Erleichterung war, die Diagnose Autismus-Syndrom bekommen zu haben. Da sie nun die Ursache ihrer Probleme kannten, so berichten einige, haben sie sich anschließend selbst besser kennenlernen, ihr Verhalten besser einschätzen und anderen die eigene Situation besser vermitteln können.

"[Autismus] dat hu mer an der Diagnos festgestallt, an elo weess ech endlech wat ech hunn... an elo kann ech de Leit da soe wat ech hunn... an ech ginn net méi esou erofgemaach wéi fréier." (Laurent, 19 Jahre, Autismus-Spektrum)

Ebenso wird aber auch von der Angst berichtet, nicht ernstgenommen zu werden, weshalb die Diagnose von manchen lieber verschwiegen wird.

"Am Fong, Persounen […] déi net wëlle soen dat si Autismus hunn, well si Angscht hunn, [et géif een] iwwert se de Geck maachen, se auslaachen, an dann si net méi eescht huelen." (Laurent, 19 Jahre, Autismus-Spektrum)

Jugendliche und junge Erwachsene mit geistiger Behinderung

Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit einer geistigen Behinderung schließlich haben sehr "unterschiedliche Vorstellungen von Behinderung. Die meisten sehen sich selbst nicht als "Behinderte" und möchten auch nicht als solche angesehen werden, sind sich aber gleichwohl bewusst, dass sie eine "Behinderung" haben, und dass sie deshalb in manchen Situationen Hilfe benötigen. Sie möchten jedoch nicht auf diese Behinderung reduziert werden.

Über alle Behinderungsformen hinweg zeugen die Aussagen der Befragten von einem hohen Selbstbewusstsein, das sich u. a. darin äußert, die eigenen Defizite und Beeinträchtigungen recht genau benennen zu können, gleichzeitig aber darauf zu verweisen, dass diese nur einen Teil von ihnen ausmachen und nicht ihre Persönlichkeit bestimmen. Vor allem diejenigen, die konsequent von ihrer Familie und durch sozialpädagogische Dienstleistungen und Fördersysteme unterstützt wurden, haben trotz Behinderung ein positives Selbstkonzept entwickeln können. Sie leben ein weitgehend autonomes Leben und haben gelernt, mit ihren Einschränkungen umzugehen.

"Déi meescht maachen et esou wéi ech. Si probéieren esou ze liewe wéi wann näischt wier, wéi wann si näischt hätten. Also kee Retard oder sou. Dat geet net ëmmer, mee oft." (Chantal, 22 Jahre, geistige Behinderung)

Die Befragten haben ihre Behinderung im Sinne einer Einschränkung akzeptiert und gelernt, damit umzugehen. Deshalb legen sie Wert darauf, von anderen ebenso akzeptiert und respektiert zu werden. Insbesondere junge Menschen mit geistiger Behinderung, aber auch mit anderen Behinderungsformen, machen jedoch häufig die Erfahrung, von anderen als "Behinderte" klassifiziert bzw. herabgewürdigt zu werden. Nicht selten ist in ihren Erzählungen von Mobbing, Stigmatisierung und Ausgrenzung durch Mitmenschen ohne Behinderung die Rede. Abwertende Äußerungen von Gleichaltrigen schmerzen die Befragten dabei besonders stark.

"Datt mir domm sinn, datt mir behännert sinn an datt mir näischt kännen, krut ech schonn s oft gesot. (...) Jo, aus dem Duerf, aus aner Schoulen. (...) Ech sinn dann traureg an ech ginn dann einfach." (Christelle, 17 Jahre, geistige Behinderung)

Zwar wird versucht, Sprüche und Beleidigungen einfach zu ignorieren; vielen fehlt es aber an Kraft und Konsequenz, sich dagegen zu wehren und sich sozial zu behaupten.

"Wann ee mech komesch ukuckt, dann denken ech bestëmmt, dat ka mir jo och egal sinn, weess de? Dat geet mir do ra an do raus do jo och." (Pit, 36 Jahre, geistige Behinderung)

Unabhängig von Art und Grad der Behinderung wünschen sich die Jugendlichen daher mehr Aufgeklärtheit gegenüber Menschen mit einer Behinderung. Sie würden anderen Menschen gerne vermitteln, was Behinderung allgemein und für die Betroffenen bedeutet.⁹

"Am Fong wessen si [déi normal Leit] jo net, wei eng Problemer mir am Alldag hunn, ne? (...) An Punkto Handicap wat d'Gesellschaft do baussen ubelaangt, fannen ech, et misst nach méi gemaach ginn." (Franck, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

⁹ In dem Zusammenhang wird auch die vorliegende Interviewstudie im Rahmen des Jugendberichtes positiv registriert und als Möglichkeit wahrgenommen, über Behinderung zu informieren: "Ech fannen et flott wann Leit wéi s du kommen, fir méi doriwwer ze wëssen, wéi dat ass, wann een e bessen zeréckbliwwen, also behënnert ass. Dir wësst dat jo net. Sou hudd Dir jo och eppes bäigeléiert." (Chantal, 22 Jahre, geistige Behinderung)

VII.5

5.2 ERWACHSENSEIN ALS HERAUSFORDERUNG UND BEDÜRFNIS: ERFAHRUNGEN UND WÜNSCHE BEIM ÜBERGANG

5.2.1 Zwischen Autonomiebestreben und Abhängigkeit: Ablösung von den Eltern unter erschwerten Bedingungen

Eine zentrale Entwicklungsaufgabe in der Transitionsphase stellt die Weiterentwicklung und die Neuverhandlung der Beziehung zu den Eltern dar. Für junge Menschen, die aufgrund einer Behinderung auf Hilfe und Unterstützung angewiesen sind, gestalten sich diese Verhandlungen und damit der Prozess der Ablösung weitaus schwieriger als dies bei Jugendlichen ohne Behinderung der Fall ist.

Bei den meisten Befragten mit einer Behinderung ist der Wunsch nach Autonomie und Ablösung, nach Freiheit und Selbstbestimmung groß. Die Ablösung von den Eltern wird als notwendiger Schritt auf dem Weg zum Erwachsensein angesehen.

"[Ech] géif gären autonom ginn, well dat ass mäi grousse Wonsch och, well do kanns de méi erwuesse ginn a méi am Liewe léieren." (Yannick, 32 Jahre, Autismus-Spektrum)

"Ech wëll lo do raus; et ass einfach méi Fräiheet, méi Eegestänneg… (…) an ech wëll net méi sou laang bei mengen Elteren hocken." (Bernard, 19 Jahre, psychische Behinderung)

Als Motiv für die Abnabelung von den Eltern wird auch deren (früher oder später) bevorstehender Tod angeführt, der einen zur Selbstständigkeit zwinge. Der Gedanke an den Tod der Eltern führt den Jugendlichen oft vor Augen, wie wichtig es für sie als behinderte junge Menschen ist, zu lernen, autonomer zu sein.

"Wann s de dann iergendwann alleng do stees, da gëss de jo guer net eens." (Stéphane, 22 Jahre, körperliche Behinderung)

Ein erfolgreicher Ablöseprozess wirkt sich positiv auf das Selbstkonzept der jungen Erwachsenen aus, die glücklich darüber sind, trotz ihrer Behinderung ohne permanente Unterstützung durch die Eltern zurechtzukommen. Die Loslösung von den Eltern mindert zudem die Konfliktsituationen mit den Eltern, was wiederum das allgemeine Wohlbefinden der Jugendlichen verbessert.

"Am Ufank war ech ëmmer [mat] mengen Elteren eraus, a [konnt] dann net alleng mat de Leit sinn, weess de. Lo kann ech an d'Geschäft alleng goen. Mat der Zäit huet sech dat verbessert, ech hu méi Erfahrung gemaach an ech sinn déck frou wéi ech do lo sinn. Well ech menge mat Erfahrung léiert een och." (Nicolas, 29 Jahre, körperliche Behinderung)

Vielen Befragten ist die Ablösung nach eigenem Bekunden gut gelungen und hat ihnen wenig Schwierigkeiten bereitet. Unterstützt werden sie in diesem Prozess u. a. durch Betreuer, Therapeuten oder Sozialpädagogen. Einige der Befragten mit psychischer Behinderung weisen außerdem darauf hin, dass ihre Ablösung von den Eltern bereits früh durch längere Abwesenheiten vom Elternhaus aufgrund von Klinikaufenthalten oder Zeiten im Internat erfolgte. Für diese jungen Menschen stellt auch das spätere Loslösen eher kein Problem dar.

SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

Andere tun sich damit schwerer und verweisen beispielsweise auf die eigene Verantwortung den Eltern gegenüber, die es ihnen unmöglich mache, die Bindung zu den Eltern zu lockern. Manche Jugendliche räumen auch ein, dass die Behinderung sie emotional abhängig von den Eltern gemacht hat, sodass sie auf diese angewiesen sind und sich nicht vorstellen können, ohne deren Unterstützung selbstständig zu leben.

"[Ech hunn] e bëssen Angscht vun de Kontext fir alleng ze liewen." (Béa, 30 Jahre, psychische Behinderung)

"Et ass jo normal well ech ëmmer mäin ganzt Liewen ëmmer versuergt gouf a wann s de weess de lo alleng... Jo et ass och krankheetsbedéngt mee ech wéilt net gär alleng sinn, also momentan nach net, nee." (Elise, 26 Jahre, körperliche Behinderung)

Aus zahlreichen Aussagen geht hervor, dass der Ablöseprozess für die Eltern oft schwieriger ist als für die Jugendlichen selbst. Eine schwere Behinderung versetzt Eltern und insbesondere Mütter oft in die Rolle permanenter Unterstützungsbereitschaft, was zu einer sehr engen (zum Teil auch isolierenden) Mutter-Kind-Beziehung führen kann, die nicht nur die Familienstruktur und -dynamik belasten, sondern vor allem auch die Autonomieentwicklung des behinderten Kindes oder Jugendlichen einschränken kann. Viele Jugendliche äußern sich kritisch über ihre Eltern, weil sie den Eindruck haben, dass diese ihnen wenig zutrauen und ihnen nicht genügend Freiheiten geben.

"Meng Mamm léisst och net wierklech lass. Meng Mamm mengt lo ech géif meng Adolescencekris maache weess de? Wat net de Fall ass, mee ech well méi an d'Fräiheet goen, selwer eenz gi weess de?" (Elise, 26 Jahre, körperliche Behinderung)

"Ech hunn e bëssen d'Flemm, well ech elo 30 sinn, an ech fille mech net 100 Prozent erwuesse vum Kontakt hir. (…) [Et stéiert mech, dass se] de ganzen Zäit nofroen wann een eppes mécht… wou gees de, wat méchs de… ech fille mech heiansdo ze vill etoufféiert." (Béa, 30 Jahre, psychische Behinderung)

"Ech ginn och alleng eenz a verschidde Saachen, mä si mengen si missten heiansdo sou bëssen nodrécken. An da soen ech och schonn heiansdo: Lo geet et duer, loosst mech mol e bësse gewäerden." (Franck, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

Rückblickend berichtet eine junge Erwachsene mit psychischer Behinderung, dass sie letztlich die Konsequenzen aus der aus ihrer Sicht zu engen Eltern-Kind-Bindung gezogen hat und ausgezogen ist.

"Et ass net méi gaangen, (...) ech hu fonnt, datt ech fir mäin Alter net altersgerecht behandelt gi sinn. Haut soen ech, wollte meng Eltere mech just beschützen an alles, mee... (...) An iergendwann eng Kéier, mat 19, sinn ech fort vun doheem." (Martine, 29 Jahre, psychische Behinderung)

Ebenso werden aber auch positive Beziehungen geschildert, in denen die Eltern ihren Kindern von Anfang an viel Freiheit und das Gefühl gegeben haben, selbstbestimmt handeln zu können. Die betreffenden jungen Erwachsenen sind überzeugt, dass dies einen großen Einfluss auf ihre heutige Selbstständigkeit hatte.

"Well wann ech do nëmmen do gefleegt gi wär, da wier ech wahrscheinlech net sou gi wéi ech haut sinn. Ech mengen net dat ech da kéint selbstänneg alleng wunnen an iergendeng Saache kéint maachen." (Tom, 23 Jahre, körperliche Behinderung)

5.2.2 Der Wunsch nach Eigenständigkeit: Wohnformen Jugendlicher und junger Erwachsener mit Behinderung

In direktem Zusammenhang mit der Ablösung von den Eltern steht die Frage danach, wo und wie die jungen Menschen mit Behinderung wohnen möchten bzw. können. Artikel 19 der UN-Behindertenrechtskonvention (BRK) betont das Recht aller Menschen mit Behinderungen auf "Unabhängige Lebensführung und Einbeziehung in die Gemeinschaft". Darin wird allen Menschen mit Behinderungen das Recht anerkannt, "mit gleichen Wahlmöglichkeiten wie andere Menschen in der Gemeinschaft zu leben" (Vereinte Nationen, 2006, Art. 19) und es wird dazu aufgerufen, geeignete Maßnahmen zu ergreifen, um ihre Teilhabechancen zu verbessern. Explizit wird das Recht auf eigenständiges Wohnen angesprochen, wonach "Menschen mit Behinderungen gleichberechtigt die Möglichkeit haben, ihren Aufenthaltsort zu wählen und zu entscheiden, wo und mit wem sie leben, und nicht verpflichtet sind, in besonderen Wohnformen zu leben" (Art. 19, Abs. a).

Alle hier befragten Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Behinderung wollen einmal alleine und autonom wohnen. Dies ist für alle Befragten gleichbedeutend mit der Chance, unabhängig und erwachsen zu werden. Insofern ist das Thema eigenständiges Wohnen ein zentrales Element der Vorstellungen über die eigene Zukunft als Erwachsener. Die meisten Befragten zeigen mit ihren Äußerungen, dass sie sich aktiv mit der Transition ins eigenständige Wohnen auseinandergesetzt haben und sich der Wichtigkeit dieses Schrittes für das Erwachsenwerden bewusst sind. Alle sind sich darüber einig, dass das eigenständige Wohnen – alleine oder mit Partner – die Autonomie und die persönliche Weiterentwicklung fördert. Auch wissen sie, dass sie sich anstrengen müssen, um diese Entwicklungsaufgabe erfolgreich zu meistern; sie wird gewissermaßen als "Reifeprüfung" angesehen. Die meisten Interviewpartner stehen dieser Aufgabe positiv gegenüber und freuen sich auf den damit einhergehenden Zugewinn an Freiheit und Eigenständigkeit, andere schieben sie bewusst hinaus, vereinzelt kommt auch eine eher abwehrende Haltung zum Ausdruck.

Die meisten Befragten leben noch bei ihren Eltern, andere sind mit dem Partner zusammengezogen, wohnen alleine oder in einer Einrichtung des betreuten Wohnens.

Nur eine Minderheit wohnt zum Zeitpunkt des Interviews völlig autonom, d.h. alleine oder mit Partner. Diejenigen, die diesen Schritt geschafft haben, berichten von einem deutlich gesteigerten Wohlbefinden und einer höheren Zufriedenheit. Der Zusammenzug mit dem Partner erleichtert die Transition und gibt Sicherheit. Insbesondere wird die gegenseitige Unterstützung als enorm hilfreich empfunden. Zwei Personen, die die Transition erfolgreich gemeistert haben, beschreiben ihre Erfahrungen wie folgt:

"Ech hunn ganz éierlech gemengt, et wär méi schwéier alleng ze wunnen. Et geet awer zimlech, ech hunn eng Fra déi mech zimlech gutt ënnerstëtzt an verschiddene Saachen. An ech fanne mir hunn eis awer zimlech gutt direkt do agelieft, du muss einfach kucken datt s du d'Aarbechten opdeels, an dat geet dann awer zimlech gutt." (Tom, 23 Jahre, körperliche Behinderung)

SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

"Wou ech doheem raus gaange sinn, do huet sech alles geännert, ech muss vill méi no Saache kucken, ech muss de Stot selwer schmäissen, et ass keng Mamm méi do, déi mir hëlleft, also ech hunn vill méi Verantwortungen an [muss] selwer kucken dat mäin Hond ze saufen an ze friessen huet. An no allem selwer kucken, an dat eenzegt Dengen, mir hëllefen eis géigesäiteg, an mäin Frënd an ech, mol kacht hien, mol kachen ech, mol mëscht hien dat... (...) Also ech bereien et haut net dat ech dohinner geplënnert sinn. A meng Mamm huet relativ séier konnte lass loossen." (Chantal, 22 Jahre, geistige Behinderung)

Einige Jugendliche, die auf Hilfe angewiesen sind und dennoch selbstständig wohnen möchten, haben diese Möglichkeit in Form des betreuten Wohnens. So leben einige mobilitätseingeschränkte Personen in einem Zentrum speziell für Mieter mit körperlicher Behinderung, wo sie bei Bedarf rund um die Uhr Hilfe von häuslichen Pflegediensten anfordern können. Diese Wohnform ermöglicht Menschen mit unterschiedlichen Behinderungsformen ein autonomes, selbstbestimmtes Wohnen. Auch für junge Erwachsene mit einer psychischen Behinderung bietet das betreute Wohnen die Chance, trotz der einschränkenden Krankheit ein weitgehend autonomes, selbstbestimmtes Leben zu führen. Wichtig ist hier ein integriertes Angebot von Orientierungshilfen, Beschäftigungs- und Krankheitsbewältigungsmaßnahmen im Sinne eines ganzheitlichen, kooperativen und multidisziplinären Therapiemodells, das an die Mobilisation der eigenen Kräfte appelliert. Für Menschen mit geistiger Behinderung gibt es zudem das Angebot der semi-autonomen Wohngemeinschaften.

Das betreute bzw. semi-autonome Wohnen stellt für die Befragten eine adäquate Kompromisslösung zwischen abhängigem und eigenständigem Wohnen dar. Die Bewohner sehen darin eine sinnvolle Zwischenstation und einen wertvollen Lern- und Entwicklungsraum auf dem Weg zum Erwachsensein. Während sie vorher in einem Foyer oder bei den Eltern nicht selbstständig handeln mussten, müssen sie jetzt lernen, Verantwortung zu übernehmen.

"Elo muss ech op eemol Saachen alleng maachen, kachen, wäschen, ok, jo natierlech, et muss ee jo eng Kéier plënneren, et kann ee jo net éiweg bei senger Mamm wunnen, bei sengen Elteren." (Olivier, 20 Jahre, Autismus-Spektrum)

"Ech hat och mat menger Mamm doriwwer geschwat gehat. Hir Gedanke waren och genau wat meng Gedanke waren: Wa si net do ass, wat geschitt da mat mir? (...) Et si vu mir aus Saache komm wou ech an de Foyer goe wollt, well meng Mamm ass net éiweg do. (...) Meng Zil ass et jo dorobber hin ze schaffe vir alleng wunnen ze goen." (Pascal, 26 Jahre, geistige Behinderung)

Manche Jugendliche, die in einem Wohnheim leben, haben diese Option nicht selbst gewählt, sondern mussten von zu Hause ausziehen, weil ihre Eltern mit der Betreuung überfordert waren. Sie bemühen sich, diese Situation als Chance zu sehen, selbstständiger und erwachsener zu werden. Zudem werden sie auch von den Betreuern ihrer Wohngemeinschaft bei der Bewältigung dieses Prozesses unterstützt.

Die Mehrzahl der Interviewpartner lebt zum Zeitpunkt der Befragung jedoch bei den Eltern. Für die Wahl dieser Wohnform, die auf den ersten Blick dem bestehenden soziokulturellen Verständnis von Erwachsenwerden widerspricht und auf einen Mangel an Eigenständigkeit hindeutet, werden unterschiedliche Argumente angeführt. In vielen Fällen stehen die elterliche Sorge und deren mangelndes Vertrauen in die Fähigkeiten der behinderten Kinder dem autonomen Wohnen ihrer Kinder entgegen. Genauso gibt es aber auch freiwillige Spätauszieher, die sich im vertrauten Umfeld des Elternhauses

VII.5 SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

wohlfühlen und keine Auszugspläne haben. Dafür werden neben finanziellen Gründen auch das eigene Verantwortungsgefühl gegenüber den Eltern benannt.

"Oh nee. Nee, net alleng wunne goen. (…) Ech sinn een Eenzelkand, dofir wunnen ech nach do. Ech ka wuel kaum Mamma alleng loossen." (Jean-Paul, 25 Jahre, körperliche Behinderung)

"...parce que j'aime habiter avec mamam, j'ai dit à ma mère : après l'école, je travaillerais... après, donner argent pour toi." (Claude, 18 Jahre, geistige Behinderung)

"De Moment ass et besser doheem, bis vläicht méi [finanziell] Récklagen do sinn, fir eben dass ech méi ofgeséchert sinn. Mee wéi gesot, et gefält mir och nach doheem." (Franck, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

Als Problem wird auch der luxemburgische Wohnungsmarkt genannt: Wer sich eine Wohnung leisten will, müsse auf die Hilfe der Eltern zurückgreifen, was wiederum abhängig mache und gegen die gewünschte Selbstständigkeit gehe.

Von einigen Befragten mit psychischer Behinderung wird das Projekt eigenständiges Wohnen auf einen späteren Zeitpunkt verschoben, da Investitionen in die aktuelle Krankheitsbewältigung und die psychische Stabilisierung für viele der Betroffenen zunächst Priorität haben, bevor sie sich anderen Entwicklungsaufgaben zuwenden wollen. Ihre Wohnsituation wechselt häufig je nach psychischem Befinden bzw. Krankheitsverlauf, aufgrund dessen es zu häufigen Wechseln des Aufenthaltsorts zwischen Elternhaus, Kliniken, Internaten oder Foyers kommt. Gerade nach einem Klinikaufenthalt sei es meist die einfachste Option, zurück zu den Eltern zu ziehen, weil es den geringsten Stress bedeute. Aufgrund der Krankheit erscheine es daher häufig ratsam, sich im vertrauten Umfeld zu stabilisieren. Von den Betroffenen wird dies in der Regel jedoch als Übergangslösung angesehen; das Bedürfnis nach Freiheit, Selbstständigkeit und Unabhängigkeit von den Eltern ist bei den meisten vorhanden. Nicht selten kommt es beim Zusammenleben mit den Eltern auch zu Konflikten aufgrund unterschiedlicher Meinungen oder weil die erwachsenen Kinder sich bevormundet und kontrolliert fühlen. Auch deshalb besteht bei den meisten perspektivisch der Wunsch, eigenständig zu wohnen.

5.2.3 Sonderbehandlung statt Inklusion: Erfahrungen in Schule, Ausbildung und Arbeit

Ebenso wie bei Jugendlichen ohne Behinderung ist der Übergang von der Schule in Ausbildung bzw. Arbeit auch bei den jungen Menschen mit einer Behinderung ein zentrales Thema der Transitionsphase. Für die meisten von ihnen ist dieser Übergang von erheblichen Schwierigkeiten begleitet; bereits die schulische Laufbahn ist bei vielen problematisch. Die wenigsten schaffen die Transition auf dem "regulären" Weg, der nach dem Besuch einer Regelschule in eine Ausbildung und eine Stelle auf dem ersten Arbeitsmarkt mündet. Stattdessen wird in vielen Fällen in Sondereinrichtungen versucht, junge Menschen mit einer Behinderung zu fördern. Das betrifft nicht nur die schulische Ausbildung, die oft in einer Förderschule ("Service de l'Éducation différenciée", "Ediff") erfolgt, sondern auch den anschließenden beruflichen Werdegang, der häufig in geschützten oder therapeutischen Ausbildungsund Arbeitsplätzen bzw. in arbeitspropädeutischen Maßnahmen beginnt. Ab dem Alter von 16 Jahren können junge Menschen mit einer Behinderung zudem den Status des behinderten Arbeitnehmers

("Statut du salarié handicapé") beantragen, der die berufliche Eingliederung auf dem regulären oder dem geschützten Arbeitsmarkt erleichtern soll (Info-handicap, 2015).

Gemäß UN-Behindertenrechtskonvention haben behinderte Arbeitnehmer das Recht, ihren "Lebensunterhalt durch Arbeit zu verdienen, die in einem offenen, integrativen und für Menschen mit Behinderungen zugänglichen Arbeitsmarkt und Arbeitsumfeld frei gewählt oder angenommen" werden kann (Art. 27, Satz 1). Die Staaten sind dazu angehalten, geeignete Maßnahmen zu initiieren, um die Verwirklichung dieses Rechts zu stärken. Die Interviewdaten zeigen, dass dieses Ziel bislang allenfalls in Ansätzen erreicht ist.

Jugendliche und junge Erwachsene mit körperlicher Behinderung

Den Erzählungen zufolge hatten junge Menschen mit einer körperlichen Behinderung im Vergleich zu ihren Altersgenossen mit geistiger oder psychischer Beeinträchtigung tendenziell eine angenehmere Schulzeit. Nur vereinzelt wurde hier von Erfahrungen der Ausgrenzung berichtet, die gravierende Auswirkungen auf die Psyche haben konnten.

"Mobbing, Bullying, e bësse vun allem. Et gouf eng Zäit wou ech eng grouss Depressioun kritt hunn, ech war net méi aus dem Bett gaangen. Ech hat Angscht fir an d'Schoul ze goen. Ech hat wierklech Angscht." (Gaby, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

Diesen wenigen negativen Erlebnissen stehen viele positive Erfahrungen gegenüber. So wurde bei zwei Jugendlichen, die eine Regelschule besuchten, der Unterricht und Schulalltag der gesamten Klasse auf sie abgestimmt, sodass sie problemlos daran teilnehmen konnten. Im Gegensatz zu homogenen Sonderklassen und -einrichtungen ermöglichen solche inklusiven Lern- und Entwicklungsräume in heterogenen Gruppen, gemeinsam von- und miteinander zu lernen.

"Si hunn meeschtens de Programm op mech ugepasst. Do war ni wou ech eng Kéier op der Bänk souz." (Tom, 23 Jahre, körperliche Behinderung)

Die interviewten jungen Menschen mit physischer Behinderung verfügen alle über einen Schulabschluss. Ihr Übergang ins Arbeitsleben gelingt daher im Vergleich zu denjenigen mit geistiger oder psychischer Behinderung einfacher. Zudem können viele die Entwicklungsaufgabe – gestärkt durch positive Erfahrungen in der Schule – zuversichtlicher angehen.

Einige wurden im Anschluss an die Schule in die berufspropädeutischen Arbeitsstrukturen der Einrichtungen für körperbehinderte Menschen vermittelt. Sie kritisieren, zu wenig in die Entscheidungen über ihre berufliche Zukunft miteingebunden worden zu sein. Vielen fehlte es an entsprechenden Informationen. Mit Blick auf eine spätere Anstellung in einem "atelier protégé" (geschützte Werkstatt für Menschen mit Behinderung) haben alle in der Ausbildungszeit die Anerkennung des "statut du salarié handicapé" beantragt. Zum Zeitpunkt der Befragung arbeiteten fast alle Interviewpartner mit körperlicher Behinderung in der Einrichtung, in der sie auch ihre Ausbildung absolviert haben. Die überwiegende Mehrheit ist dort sehr zufrieden und verweist auf den ihrer Belastbarkeit angepassten Arbeitsrhythmus, auf das gute Arbeitsklima und das gute Verhältnis zu Vorgesetzten und Kollegen. Viele der Befragten fühlen sich auf dem geschützten Arbeitsmarkt besser aufgehoben als auf dem regulären, da sie denken, dass sie auf dem regulären nicht mithalten können. Sie haben daher nicht den Wunsch, die derzeitige Arbeitsstelle zu wechseln.

VII.5 SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

"Also sou laang wéi et geet, kommen ech heihinner schaffen. Wéi gesot ech hunn hei meng Kollegen, ech gi gutt mat menge Chefen eens, ech verdéngen lo eppes klenges iwwert dem Mindestloun, dat geet déck duer als Jonggesell." (Franck, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

"[Et ass] méi ee rouecht a méi luest Schaffe wéi wann s de elo dobaussen misst schaffen, wou en aanere Rhythmus dran ass." (Stéphane, 22 Jahre, körperliche Behinderung)

"Hei ginn ech net sou ënner Drock gesat. Et sinn ee puer cool Leit, déi meng Situatioun verstinn an alles." (Gaby, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

Demgegenüber wird aber auch von der Schwierigkeit berichtet, nach einer Zeit in einer geschützten Einrichtung den Sprung in den ersten Arbeitsmarkt und damit ins "richtige Leben" zu wagen.

"Ech war frou dat ech rëm ugefaang hunn mat schaffen nom Rehazenter, well am Rehazenter, also dat war gutt fir mech, mee dat ass wéi ee Cocon, weess de? Du bass an der Therapie, jidderee behandelt dech mega gutt an du bass net méi am richtege Liewen. Dat ass einfach sou, weess de dat ass einfach sou! Ech war sou frou do. Ech hat sou Angscht ee Moment do fort ze goen, well ech muss lo an d'richtegt Liewe raus, weess de?" (Elise, 26 Jahre, körperliche Behinderung)

Einigen Befragten ist es jedoch gelungen, auf dem ersten Arbeitsmarkt Fuß zu fassen. Dieser Erfolg wird von ihnen nicht auf den Status des "salarié handicapé" und die obligatorischen Behindertenquoten zurückgeführt, sondern auf ihre eigenen Kompetenzen.

"Mee ech mengen si hu mech net nëmme geholl dowéinst, mee si hu mech och geholl wéinst menge Qualitéiten." (Tom, 23 Jahre, körperliche Behinderung)

Insgesamt deuten die Befunde darauf hin, dass junge Menschen mit körperlicher Behinderung ihre Transition in die Arbeitswelt weitgehend selbst bestimmen und in Teilen auch selbst organisiert haben. Dies zeugt von aktivem Coping und Verantwortungsbewusstsein. Sie haben Bewerbungen geschrieben, sich im Internet informiert oder sich mit den Eltern ausgetauscht. Die Befragten berichten, dass sie im Allgemeinen zufrieden sind mit ihrer aktuellen Berufssituation. Sie haben einen Job in einem Bereich gefunden, der ihnen Spaß macht und der zu ihrer Qualifikation passt.

Gleichzeitig zeigt sich, dass der Bildungsweg für Menschen mit einer physischen Behinderung nicht nur eine Sache der persönlichen Entscheidung und des eigenen Willens ist, sondern auch abhängig von äußeren Faktoren: Aus Sicht einiger Befragter stellt die Barrierefreiheit an Schulen und Universitäten dabei eine der größten Herausforderungen auf ihrem Bildungsweg dar. Schul- bzw. Studienwahl und -ort müssen von der Barrierefreiheit der Ausbildungsgebäude abhängig gemacht werden. Sie berichten, dass verschiedene Gymnasien überhaupt nicht für sie in Frage kamen, da sie zu dem Zeitpunkt noch nicht rollstuhlgerecht eingerichtet waren, oder verschiedene Fächer wegen der Unzugänglichkeit des für diesen Kurs vorgesehenen Klassenraumes nicht belegt werden konnten.

"...an do huet de Schoulmeeschter gesot: nee, mir kënnen hie net huelen, well mir sinn net do, fir hie lo ze kucken, hien muss awer e bëssen autonom sinn." (Nicolas, 29 Jahre, körperliche Behinderung)

Auch wenn insgesamt die Ansicht geäußert wird, dass die Barrierefreiheit an Schulen bzw. Universitäten in den letzten Jahren verbessert wurde, bedarf es aus Sicht der Betroffenen noch immer großer Anstrengungen, um die Ausbildungsgebäude in Luxemburg wirklich rollstuhlgerecht zu machen.

Jugendliche und junge Erwachsene mit psychischer Behinderung

Weitaus schwieriger war die Schulzeit für die Jugendlichen mit einer psychischen Behinderung. Sie mussten oft mehrere Umwege in Kauf nehmen, wurden gemobbt und haben die Schule meist frühzeitig beendet. Alle Interviewten mit psychischer Behinderung mussten im Alter zwischen 16 und 20 Jahren ihre Schule bzw. Ausbildung ab- oder unterbrechen. Der Werdegang aller Betroffenen ist somit von zahlreichen Brüchen und Wechseln gekennzeichnet.

"Ech hunn a mengem Liewe villes ugefangen... an ofgebrach. (...) Ech war net zefridden an der Schoul, ech wollt eppes aneres maache wéi dee Lycée." (Yann, 28 Jahre, psychische Behinderung)

"Iergendeng Kéier konnt ech net méi léieren, ech misst ofbriechen, ech konnt meng Prüfungen net maachen, ech konnt mech net méi konzentréieren. Mäin Dokter huet dovunner ofgeroden nach eng Kéier an eng normal Schoul ze goen, wëll en wëll eben net, datt ech rëm een Échec hunn. (...) Ech sinn nach net prett vir dat ze maachen, do hunn ech dat (Stage) ofgebrach; et war mir einfach ze vill ginn an do hunn ech da gesot, wat soll ech da maachen?" (Bernard, 19 Jahre, psychische Behinderung)

"...an duerno war ee Blackout, du war ech dann ee Joer net an d'Schoul du gaangen, konnt ech net méi, (...) an dono hat ech eng Therapie gemaach." (Robert, 30 Jahre, psychische Behinderung)

Die jungen Menschen mit einer psychischen Behinderung sind größtenteils gering bis mittel qualifiziert oder haben gar keinen Schulabschluss. Dabei steht der Schulabbruch in direktem Zusammenhang mit den psychischen Problemen. Die Schule wurde als "zu viel" oder "zu schwer" empfunden, was häufig zu Lustlosigkeit, Schulmüdigkeit, Stressgefühlen und Frustration führte. Viele der Befragten wurden außerdem von Mitschülern gemobbt, was ihre Schulzeit zusätzlich zu einer unschönen Lebensphase machte. Manche fühlten sich auch von Teilen des Lehrpersonals nur wenig unterstützt und verstanden.

Nach dem Schulabbruch fielen die Jugendlichen oftmals in ein tiefes Loch und es folgte zunächst ein Klinikaufenthalt oder eine längere Phase zu Hause bei den Eltern, bevor sie wieder genug Kraft hatten, sich mit dem Übergang ins Arbeitsleben zu beschäftigen. Da in der Schulzeit hierfür die Weichen gestellt werden, gestaltete sich auch der Zugang zum Arbeitsmarkt entsprechend schwierig. Mit dieser Situation sind die Befragten unzufrieden. Sie bedauern es, keinen Schulabschluss zu haben, und hoffen, diesen vielleicht irgendwann nachholen zu können, um einen regulären Arbeitsplatz zu finden.

Diejenigen, die eigenständig versucht haben, auf dem regulären Arbeitsmarkt einen Praktikums-, Ausbildungs- oder Arbeitsplatz zu bekommen, scheiterten mit ihren Bemühungen immer aufgrund der eigenen psychischen Instabilität, die eine reguläre Arbeitsorganisation in vielen Fällen unmöglich macht. Als Alternative zum ersten Arbeitsmarkt steht in der Regel das spezifische Angebot staatlich geförderter Träger zur Verfügung, das den individuellen Kontexten und Problemen der Betroffenen auf flexible Weise entgegenkommt und die Arbeitsanforderungen an die Möglichkeiten der Personen anpasst. Insgesamt deuten die Aussagen daher auf die Notwendigkeit langfristig angelegter sozialpädagogischer, psychotherapeutischer Begleitmaßnahmen und Auffangstrukturen für Menschen mit

VII.5 SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

langfristigen bzw. chronischen psychischen Beeinträchtigungen hin. Die Vorteile werden auch von den Befragten bestätigt:

"Ech sinn hei an den ATP komm, ee Grond war, ech wëll mech opbauen, well ech eben nach net sou gesond si wéi ech wëll, dat ech eben trainéieren dat ech aacht Stonne packen ze schaffen." (Bernard, 19 Jahre, psychische Behinderung)

"Du sinn ech direkt heihinner schaffe komm, well ech dobaussen um fräien Aarbechtsmaart net mathale kann." (Romain, 25 Jahre, psychische Behinderung)

Für die meisten Befragten waren geschützte oder therapeutische Ausbildungs- und Arbeitsplätze bzw. arbeitspropädeutische Aktivitäten demnach die einzige Möglichkeit, ins Arbeitsleben einzusteigen. Voraussetzung hierfür ist die Anerkennung des Status eines behinderten Arbeitnehmers ("statut du salarié handicapé"). Hier gilt es für die Betroffenen, die Vor- und Nachteile des Antrags abzuwägen: während das möglicherweise stigmatisierende Label als Argument dagegen angeführt wird, sprechen finanzielle Aspekte, die Möglichkeit eines festen Arbeitsplatzes in einem ATP-Atelier oder einer bezahlten Weiterbildung in einer Bildungseinrichtung für Behinderte dafür.

"Et huet Virdeeler, et ass awer net sou flott, well een awer denkt, et ass schonns den Numm, statut du travailleur handicapé' an dat ass sou ee Stempel opgedréckt, dat gefält mir am Fong net sou gutt. Ech gesi lo éischter, jo, also ech gesinn et ass eng Noutwendegkeet dat ech op déi Schoul ka goen." (Bernard, 19 Jahre, psychische Behinderung)

"De Statut handicapé ass fir mech eng Stëtz... fir an den ATP eranzekommen, an ee Contrat indéterminé ze kréien." (Robert, 30 Jahre, psychische Behinderung)

Die "ateliers thérapeutiques" werden insgesamt positiv bewertet: die Arbeit macht Spaß, der Lerneffekt wird als hoch eingeschätzt, es werden neue Kompetenzen erworben und neue Perspektiven entdeckt. Meist sind die Befragten daher zufrieden in den geschützten Einrichtungen. Dennoch werden die therapeutischen Arbeitsplätze von vielen lediglich als Zwischenstation angesehen: die meisten äußern den Wunsch, auf dem ersten Arbeitsmarkt zu arbeiten. Zentrale Motive hierfür sind die soziale Anerkennung, das Selbstwertgefühl und der höhere Lohn.

Im Hinblick auf die Erreichung dieses Ziels ist bei einigen eine große Anstrengungsbereitschaft erkennbar. Sie arbeiten hart an sich selbst; manche überlegen, einen Schulabschluss nachzuholen. Rat und Unterstützung bei der Berufswahl oder Umorientierung suchen sie bei ihren Eltern und vor allem bei den Therapeuten und "Jobcoachs" der therapeutischen Einrichtungen. Mehrheitlich bestimmen diese den weiteren beruflichen Weg mit.

Auch wenn eine gewisse psychische Stabilität erreicht wurde, werden die betroffenen Jugendlichen mit verschiedenen Schwierigkeiten beim Zugang konfrontiert. Zum einen gibt es wenige Arbeitsplätze für Geringqualifizierte, was häufige Absagen auf Bewerbungen zur Folge hat.

"De Patron seet direkt nee. Dat fannen ech net richteg, well si mussen och Leit eng Chance ginn déi, mir si jo awer net domm, also ech si keen Dommt, ech fannen dat net fair dat mir keng Chance kréien, ech kréie mol

SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

keng Chance mech ze beweisen oder hinnen ze weisen ech kann dat oder hinnen ze weisen dir kennt iech op mech verloossen." (Martine, 29 Jahre, psychische Behinderung)

Zum anderen ist die reguläre Arbeitszeit für viele Menschen mit einer psychischen Behinderung zu lang. Diesbezüglich wünschen sie sich eine größere Flexibilität seitens der Arbeitgeber. Außerdem äußerten die Befragten große Unsicherheit darüber, wie sie mit ihrer Behinderung auftreten und sich bei den Arbeitgebern präsentieren sollen. Sie haben Angst, abgestempelt zu werden und keine Arbeitsstelle zu bekommen, wenn sie von ihrer psychischen Erkrankung erzählen.

"Ech war am Zwicklach... soll ech deenen zielen dat ech krank sinn, well wann ech ziele kréien ech vläit guer keng Plaz, soll ech et net ziele wann dono eppes ass hunn ech dann ee Problem, dat ass eben Zwicklach." (Bernard, 19 Jahre, psychische Behinderung)

Jugendliche und junge Erwachsene mit Autismus-Spektrum-Störung

Für Jugendliche mit Autismus-Spektrum-Störung war die Schule in aller Regel ein Ort mit zahlreichen Erfahrungen von Mobbing, Bullying, Zurückweisung, Spott und Ausgrenzung. Einige der Befragten rechnen im Interview mit der Schule ab und bringen ihren Schmerz und ihre Wut über eine leidvolle Zeit zum Ausdruck.

"Also ech kann iech soen, déi Schoul ass den centre de la jungle humaine, do ass wierklech der Schwache niedergedrückt und zerquetscht, das ist die totale Zerstörung des Menschen (…) das heißt die Leute, die schwach sind, die keine Fähigkeiten haben, werden untergestuft." (Yannick, 32 Jahre, Autismus-Spektrum)

"Do hat ech ganz vill Mobbing-Problemer. Well déi meescht mat Asperger an alles näischt ufänke kënnen. An d'Proffen hu gemengt ech wier, keng Ahnung, iergendwou behënnert oder ech wier selwer un allem Schold an iergend esou ee Blablabla." (Christophe, 22 Jahre, Autismus-Spektrum)

Nahezu alle Interviewpartner mit Autismus berichten von großen Schulleistungsschwierigkeiten und Motivationsdefiziten, was zu erheblichen schulischen Problemen führte und häufige Schulwechsel und -abbrüche zur Folge hatte. In der Regel ergriffen dann Eltern oder Erzieher die Initiative und beendeten die leidvolle Schullaufbahn, um die Jugendlichen anschließend in die berufspropädeutischen Strukturen der "ateliers protégés" unterzubringen. Auch wenn sie dabei meist keine Mitsprachemöglichkeit hatten, äußern sich die Befragten hiermit zufrieden; im Gegensatz zu den negativen schulischen Erfahrungen fühlen sie sich hier wohl.

"Meng Mamm hat dat proposéiert fir heihinner [schaffen] ze kommen. Ech hat "jo' gesot, mee ech hat dat hei och mol guer net kannt a menger Schoulzäit, ech hat nach ni eppes dervun héieren. An lo sinn ech frou." (Olivier, 20 Jahre, Autismus-Spektrum)

In den Ausnahmefällen, in denen junge Menschen mit Autismus-Spektrum-Störung eine Stelle auf dem regulären Arbeitsmarkt gefunden haben, spielte eine inklusionsbereite und sensible Arbeitsumwelt eine wichtige Rolle, die es ihnen ermöglichte, dort Fuß zu fassen.

Jugendliche und junge Erwachsene mit geistiger Behinderung

Auch die Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit einer geistigen Behinderung berichten von starken schulischen Problemen. Für sie war die Schulzeit eine mühsame Zeit, die häufig von Klassenwiederholungen, Schulwechseln und Mobbing geprägt war. Viele sind bereits nach dem Kindergarten in eine Förderschule mit dem Förderschwerpunkt geistige Entwicklung ("Centre d'éducation différenciée") gewechselt, teilweise auch ins Ausland; die übrigen sind nach den Grundschulpflichtjahren ins "régime préparatoire" gewechselt. Somit starten sie ihre Transition ins Arbeitsleben mit geringer Qualifikation. Als Grund für ihre Geringqualifikation äußern die Jugendlichen, dass sie nirgends "hingepasst" haben. Ihrer Meinung nach ist das luxemburgische Schulsystem nicht geeignet für Menschen mit einer geistigen Behinderung. Einige fühlen sich ungerecht behandelt.

Die Jugendlichen, die in einer Regelschule beschult wurden, berichten selten von Erfahrungen der Inklusion. Vielmehr wurde zum Teil mithilfe einer individuellen Unterstützungslehrkraft ein eigenes Programm abseits der Klassengemeinschaft absolviert.

"[Ech sinn] dann du wéi ofgeschott gi mat engem Lehrer do. (...) Déi Zäit wou déi aner Prüfunge gemaach hunn, sinn ech dohinner (virun d'Dier) gaang, geschéckt gi gewiescht. [Dono] sinn ech awer rëm zréck an d'Klass komm. An där Zäit wou si nach eppes geléiert hunn, sinn ech nees do gewiescht. [Ech] konnt awer du molen oder esou. Do konnt ech näischt méi richteg matmaachen." (Pascal, 26 Jahre, geistige Behinderung)

Ehemalige Förderschüler bewerten ihre Schulzeit zwar weitgehend positiv, weisen vielfach aber auf Stigmatisierung und soziale Ausgrenzung durch Gleichaltrige hin. Sie sind nicht damit einverstanden, von anderen als "dumme Behinderte" abgestempelt zu werden, auch wenn sie sich ihrer Behinderung größtenteils bewusst sind und wissen, dass sie in verschiedenen Dingen mehr Hilfe benötigen als andere junge Menschen. Auch der Unterschied in der kognitiven Leistungsfähigkeit zwischen Förder- und Regelschülern ist den Befragten durchaus bewusst.

"Déi aner studéieren an sou, kënnen normal schwätzen. Mir kënne schwätzen, mee net sou gutt." (Christelle, 17 Jahre, geistige Behinderung)

Obgleich die meisten sich nicht für "dumm" halten, steht ihr Selbstwertgefühl dennoch in Zusammenhang mit der Schule, die sie besucht haben. Der Besuch einer Schule für Menschen mit Lernschwierigkeiten oder einer "Modulaire"-Klasse bedeutet in ihrem Selbstverständnis automatisch, nicht so klug zu sein. So ist eine der Befragten etwa der Ansicht, dass sie nicht an Politik interessiert sein könne, weil sie im "Modulaire" war.

Stark und auch weniger stark lernbehinderte Schulabgänger ohne Schulabschluss können keine reguläre schulische Berufsausbildung angehen. Sie haben meist auch sehr geringe Chancen, einen Lehrvertrag oder alternativ direkt einen Arbeitsvertrag auf dem ersten Arbeitsmarkt zu bekommen. Daher gibt es seit den 1960er Jahren ein wachsendes Angebot an staatlichen bzw. staatlich subventionierten berufspropädeutischen Bildungsstrukturen, welche die Förderung der Beschäftigungs- und Arbeitsmarktfähigkeit ("employability") insbesondere von Schulabgängern mit geistiger Behinderung zum Ziel haben. "Ziel ist entweder die Integration auf den regulären Arbeitsmarkt oder der Übergang in eine geschützte Werkstätte." (Info-handicap, 2011, Abschnitt 2.7)

Fast immer führt der Weg der Jugendlichen nach Schulabschluss bzw. -abbruch in eine Einrichtung für Menschen mit einer geistigen Behinderung. Hier erhalten sie Orientierung und Hilfe bei der Wahl

und Suche nach einem Ausbildungs- und Arbeitsplatz. Oft wurde die Transition von der Schule in die Arbeitswelt von den Schulleitern oder den Eltern für die Jugendlichen vorbereitet. Hier hatten die Jugendlichen meist wenig Mitspracherecht. Dementsprechend waren sie auf eine Versetzung in eine berufliche Sonderausbildungsstätte nicht immer gut vorbereitet.

Die Auszubildenden bleiben unterschiedlich lang in den speziellen berufsvorbereitenden Ausbildungsstrukturen, manchmal über mehrere Jahre bis zum Abschluss, dem dann meist noch Praktika folgen. Die Ausbildung in diesen beruflichen Ausbildungszentren ("centres de propédeutique professionnelle") vermittelt praxisorientiertes Basiswissen in verschiedenen Arbeitsbereichen, setzt auf die Entwicklung von Handlungs- und lebenspraktischen Kompetenzen und versteht sich als Sozialisations- und Entwicklungsraum, in dem Interessen und Lebensprojekte entwickelt werden (Info-handicap, 2011, Abschnitt 2.7). In gewisser Weise gewähren diese Strukturen den jungen Erwachsenen ein Moratorium zum Erwachsenwerden, also eine notwendige zusätzliche Zeitspanne im Übergang von der Schule in den Arbeitsmarkt.

Häufig haben die Jugendlichen konkrete Berufswünsche, können diese aber aufgrund ihrer Behinderung nicht verwirklichen. Die Berufe, die ihnen dann in Behindertenwerkstätten angeboten werden, entsprechen damit zum Teil nicht ihren Vorstellungen. Die Reaktionen hierauf sind unterschiedlich. Während die einen versuchen, mit den Alternativen zu leben und trotzdem glücklich zu sein, sind andere frustriert und zeigen wenig Interesse an der Gestaltung der beruflichen Zukunft.

Viele der Befragten wünschen sich, auf dem ersten Arbeitsmarkt zu arbeiten oder es zumindest einmal auszuprobieren. Als Gründe hierfür werden vor allem soziale Aspekte benannt: Sie sind gerne mit Menschen zusammen, die keine geistige Behinderung haben und bei denen sie keine Sonderbehandlung bekommen. Für manche ist auch der Wunsch nach sozialer Anerkennung ein wichtiges Motiv.

"Den Interessi wär do wéinst der Erfahrung, well du mëss jo da rëm eng nei Erfahrung, gell. Am atelier [protégé] do gëss de nach mat seidenen Hänn ugepaakt an dobaussen dann eben net." (Chantal, 22 Jahre, geistige Behinderung)

Insgesamt belegen die Berichte der Interviewten unabhängig von der Art der Behinderung die Fähigkeit und Bereitschaft, sich der Entwicklungsaufgabe Arbeit zu stellen, indem sie die eigene Position und die Realität des Arbeitsmarktes weitgehend realistisch und verantwortlich wahrnehmen. Das Streben auf den regulären Arbeitsmarkt ist bei vielen Befragten ebenso vorhanden wie die Bereitschaft, eigene und soziale Limitierungen wahrzunehmen und Kompromisse einzugehen. So können die genannten Begleitmaßnahmen und Hilfen beim Wunsch nach finanzieller und persönlicher Autonomie Unterstützung bieten.

5.2.4 Partnerschaft, Elternschaft und Freundschaft: Wünsche und Realität

Im Bereich der privaten Übergänge zeigen die Aussagen der Befragten, dass sich die Träume und Vorstellungen nicht von denen ihrer Altersgenossen ohne Behinderung unterscheiden. Die Realisierung dieser Wünsche wird aber häufig als schwieriger beschrieben.

Alle Befragten wünschen sich eine Partnerschaft und äußern ein selbstverständliches Bedürfnis nach Liebe und Intimität. Nur eine Minderheit verfügt allerdings über Erfahrungen in Partnerschaft und Sexualität. Manche geben an, noch nicht den oder die Richtige gefunden zu haben, bekunden aber,

sich aktiv darum zu bemühen; ein junger Mann hat sogar eine Anzeige in einer Zeitung geschaltet, um eine Partnerin zu finden. Ansonsten erfolgt die Partnersuche meist in der Schule oder am Arbeitsplatz. Andere sind in dieser Hinsicht weniger aktiv und wollen zunächst einmal mit sich selbst zurechtkommen, beispielsweise psychische Stabilität erlangen, bevor sie sich mit dem Thema Partnerschaft auseinandersetzen. Sie geben anderen Entwicklungsaufgaben zunächst Vorrang.

"Ech mengen ech misst emol stabil si fir dat ze maachen, jo. Ech misst mol wierklech eng Aarbecht hale kënnen." (Yann, 28 Jahre, geistige Behinderung)

Die Behinderung beeinflusst zwar nicht den Wunsch nach Partnerschaft, wohl aber die Realisierung des Wunsches. Nach Ansicht der Befragten sind Selbstvertrauen und ein offener Umgang mit der Behinderung wichtig, um die Entwicklungsaufgaben Liebe, Partnerschaft und Sexualität erfolgreich zu meistern. Vielfach wird die Erfahrung gemacht, dass die Behinderung die Partnersuche erschwere. Insbesondere werden Vorbehalte und Ängste bei potenziellen Partnern vermutet, aufgrund derer diese vor einem Kontakt zurückschrecken könnten.

"Am Lycée fänks du un eng Frëndin ze sichen an sou. Mee am Lycée war dat fir mech bësse méi schwéier, well ech nämlech am Rollstull sëtzen, well d'Fraen a Meedercher déi wossten am Fong geholl net wéi si op mech duer goen, well si vläit menge wann ech dem op dem Schous sëtzen dinn ech him wei oder ech weess net wat, mat him kann ech näischt maachen. Da war et eben sou dat si Angscht gehat mech ze froen, Angscht gehat mech ze kontaktéieren an sou ne?" (Tom, 23 Jahre, körperliche Behinderung)

"Mee wann d'Fraleit wessen, datts de krank bass, oder dass de eng Psychose hues oder schizophren bass, dann hunn se ëmmer Angscht, da soen se, deen ass kappkrank an… deen ass mëll. D'Leit déi wäerten der dat net soen, awer… ech weess datt se esou denken. Ech fäerte wann ech eppes mat him ufänken, se sera pas qui dure…" (Guy, 25 Jahre, psychische Behinderung)

Diejenigen, die in einer festen Partnerschaft leben, zeigen ein hohes Verantwortungsbewusstsein sich selbst und dem Partner gegenüber. So erwähnt eine junge Frau, dass sie gerne mit ihrem Partner zusammen ist, aber auf gar keinen Fall von ihm abhängig sein will. Ein junger Mann, der schon lange in einer Beziehung lebt, erzählt, dass die Behinderung in seiner Partnerschaft thematisiert wird. Man weiß um die Schwächen und Reaktionen des Anderen, fängt sich gegenseitig auf, gibt sich psychischen und emotionalen Halt. Der Partner ermöglicht es, selbstständiger zu sein, und ist ein wichtiger Teil des psychischen Wohlbefindens und sozialen Lebens.

Das Thema Sexualität wird von den Jugendlichen nur am Rande angesprochen. Einzelne Interviewpartner mit geistiger Behinderung hatten zunächst nur Kontakt mit Gleichgeschlechtlichen. Sie freuen sich, dass dies jetzt nicht mehr so ist, sind gleichzeitig aber auch irritiert über diese neue Situation. Insgesamt deuten die Ausführungen der Befragten mit geistiger Behinderung auf eine verzögerte psychoaffektive Entwicklung hin; gleichzeitig gibt es aber auch Hinweise auf biografisch, erzieherisch und kulturell bedingte Faktoren, die zu einer retardierten Entwicklung im Bereich Sexualität führen können.

Der Wunsch, eine Familie zu gründen, ist bei vielen Befragten latent vorhanden, bei keinem ist ein Kinderwunsch aber aktuell ein Thema. Bislang hat keiner der Interviewpartner eigene Kinder. Dennoch zeugen die Aussagen vieler der Jugendlichen und jungen Erwachsenen von einer persönlichen Auseinandersetzung mit dem Thema. So sehen einige der Personen mit körperlicher Behinderung überhaupt

VII.5

SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

kein Problem darin, ein Kind zu bekommen, auch wenn sie als Eltern eine Behinderung haben, da diese für die Kinder zur Normalität werde; eine Jugendliche hat bereits aktiv bei Ärzten Rat gesucht über die Möglichkeiten, mit ihrer Krankheit schwanger zu werden. Andere wissen, dass aufgrund der Krankheit eine Schwangerschaft nicht möglich ist; einzelne ziehen aber eine Adoption in Erwägung. Manche trauen es sich auch nicht zu, Kinder großzuziehen. Wiederum andere möchten aufgrund ihrer erblichen Behinderung keine leiblichen Kinder, weil sie ihnen das Leiden ersparen wollen.

"Ech ka Kanner kréien, de Risque ginn ech awer net an, ech géif mengem schlëmmste Feind net dat wënsche matzemaachen, wat ech an deene ganze Joere matgemaach hunn." (Martine, 29 Jahre, psychische Behinderung)

"Ech weess wei schwéier ech et hat scho selwer an der Schoul mat dem Mobbing an sou Saachen, ech well dat net engem anere Kand zoudoen." (Robert, 30 Jahre, psychische Behinderung)

Insgesamt ist in den Überlegungen der jungen Menschen ein großes Verantwortungsbewusstsein erkennbar. Viele wissen, dass sie selbst noch nicht ganz erwachsen sind und zuerst einmal mit sich selbst klarkommen müssen, bevor sie Kinder kriegen. Daher ist das Thema für die meisten noch nicht aktuell.

"Also ee Kand wär am Moment e bëssen ze vill." (Chantal, 22 Jahre, geistige Behinderung)

"Ech hu mech vill Froe gestallt säit der Diagnose well ech hu mer gesot, wann ech Schwieregkeete mat mir selwer hunn, da wär et vläicht méi schwéier do eng gutt Mamm ze sinn." (Béa, 30 Jahre, psychische Behinderung)

Was den Austausch über die Themen Familie und Partnerschaft betrifft, so wird aus den Erzählungen deutlich, dass sich viele körperlich Behinderte bevorzugt mit Freunden, die auch eine solche Behinderung haben, besprechen; Menschen, die das gleiche Schicksal haben, können einander besser beraten, so die Befragten.

Die Interviewpartner haben die Erfahrung gemacht, dass Menschen mit Behinderung bevorzugt Freundschaften mit anderen Menschen, die ebenfalls eine Behinderung aufweisen, schließen. Eine Behinderung zu haben, verbinde quasi automatisch und mache die Kommunikation oft einfacher. So betont ein Jugendlicher, dass für ihn der Kontakt mit Menschen, die auch im Rollstuhl sitzen, wertvoll ist, um sich über die Behinderung auszutauschen und sich gegenseitig zu unterstützen. Für einen Jugendlichen mit einer Hörbehinderung stellt die Kommunikation mit Fremden ein Problem im Alltag dar, das er umgeht, indem er sich bevorzugt in Gegenwart von Menschen aufhält, die ebenfalls eine Hörbehinderung haben und mit denen er in Gebärden kommunizieren kann.

Viele der Interviewpartner mit körperlicher Behinderung haben aber auch "gemischte" Freundeskreise. Für sie ist es wichtig, Kontakt mit Menschen mit und ohne Behinderung zu haben.

"Haut wéi gesot hunn ech vereenzelt Kollege vu baussen, wéi och hei bannen, déi dat eben sou akzeptéiere wéi ech sinn, an doriwwer sinn ech ganz frou. Ech ginn och grad sou gutt eens mat de Leit am Rollstull wéi ouni Rollstull." (Franck, 27 Jahre, körperliche Behinderung)

Eine Jugendliche äußert, sich am liebsten mit Freunden ohne Behinderung zu umgeben, damit sich nicht das ganze Leben um die Krankheit dreht.

VII.5

"Ech hat ëmmer dat Dengen, ech si schonns krank, ech well keen aneren Kranken a mengem Liewen, weess de?" (Elise, 26 Jahre, körperliche Behinderung)

Bei den Interviewpartnern mit psychischer Behinderung wird deutlich, dass der Freundeskreis nach der Krise nicht mehr der gleiche ist wie vor der Krise. Lediglich einzelne enge Freundschaften bleiben bestehen, anderen ehemaligen Freunden geht man seither aus dem Weg oder man hat sich aus den Augen verloren.

"Ech hunn e puer Kollegen, Frënn, 't sinn wierklech déi bescht. Déi och wësse wat e Liewen ass, wéi d'Liewe schwéier ass eben, an déi mech akzeptéieren wéi ech sinn an dat fannen ech gutt, datt si mech ënnerstëtzen, datt si mer heiansdo uruffen, datt ech mat si heiansdo eraus ginn." (Guy, 25 Jahre, psychische Behinderung)

"Ech hat virdru Kollegen a Frënn, mee dat ech säit dem ech Psychosen hunn, hunn ech de Kontakt komplett mat hinnen ofgebrach, well ech einfach ee bësse verréckt gespillt hunn an där Zäit, well ech et mir mat ville verschass hunn mat ville Frëndschaften. (...) Ech hunn jidderengem gesot ech well keng Droge méi huelen, bitt mir dat net méi un, och wann ech froen, ech wëll dat net méi. Verschiddener hunn et akzeptéiert, anerer net. An mat deene wou net akzeptéiert hunn, do hunn ech de Kontakt komplett ofgebrach." (Bernard, 19 Jahre, psychische Behinderung)

Darüber hinaus haben mehrere Befragte neue Freundschaften mit Menschen geknüpft, die sie im Rahmen von Klinikaufenthalten, also in Momenten gemeinsamer Lebenskrisen, kennengelernt haben. Die meisten der Jugendlichen wünschen sich aber auch Kontakte mit Menschen, die keine Behinderung haben, auch wenn dies für sie schwieriger ist. Sie wollen "normal" sein und "normal" behandelt werden. Die Begegnung mit anderen Menschen gestaltet sich aber häufig nicht einfach, weil die Krankheit Stimmungsschwankungen mit sich bringt.

Im Allgemeinen lässt sich erkennen, dass die Kontaktfreudigkeit der Jugendlichen mit einer psychischen Behinderung eher gering ist. Die wenigsten ziehen sich aber komplett zurück. Deutlich wird aus den Interviews, dass die Wiederaufnahme in die Gemeinschaft nach Bekanntwerden der Krankheit essenziell für die Betroffenen war. Die Reaktivierung alter Freundschaften sowie die Kapazität, neue Freundschaften zu schließen, geben den Befragten die Gewissheit, dass die Krankheit ihre soziale Identität nicht zerstört hat.

Die befragten Autisten möchten ihren Aussagen zufolge nicht von vielen Menschen umgeben sein. Auch fällt es ihnen schwer, Freundschaften über einen längeren Zeitraum aufrechtzuerhalten. So gingen alte, enge Freundschaften aus der Schulzeit, Internaten oder Foyers in der Regel verloren und wurden durch neue Freundschaften aus dem jeweils aktuellen Umfeld ersetzt. Menschen mit Autismus-Spektrum-Störung rekrutieren ihren Freundeskreis überwiegend aus ebenfalls autistischen Personen.

"Jo, ech géif mir et scho gär e bësse wënschen, datt ech villäicht ëmmer méi Kollegen hätt, sou bëssen lo gemëscht: verschidden hätten Autismus, an aner awer net." (Olivier, 20 Jahre, Autismus-Spektrum)

"Ech hunn am Fong net vill Kollegen. Ech géif och gär mat Leit zesummen sinn, déi keen Autismus hunn." (Yannick, 32 Jahre, Autismus-Spektrum) Alle Befragten mit geistiger Behinderung haben seit ihrer Einschulung eine Reihe geschützter Räume in den Bereichen Schule, Ausbildung, Arbeit, Wohnen oder Freizeit durchlaufen. Freundschaften werden entsprechend häufig mit Gleichaltrigen aus der Wohn-, Ausbildungs- oder Arbeitseinrichtung für Menschen mit Behinderung geknüpft. Mit diesen Freunden etwas zu unternehmen, beispielsweise ins Kino zu gehen, empfinden sie als positive Erlebnisse. Zu Peers ohne Behinderung, etwa aus dem gleichen Dorf, gibt es kaum Kontakte. Als Grund dafür werden auch negative Erfahrungen mit Kindern aus dem Dorf genannt.

In Einzelfällen können junge Menschen mit geistiger Behinderung auch auf einen gemischten Freundeskreis verweisen. Eine junge Frau hat neue Freunde im Rahmen ihrer Partnerschaft kennengelernt, pflegt aber gleichzeitig noch alte Freundschaften aus ihrer Schulzeit. Auf diesen Sprung in die "Normalität" ist sie sehr stolz.

"Duerch Kollegen, wou een da kritt, an dat geet ëmmer weider. (...) Ech hunn et gepackt fir mäi Liewen op d'Rei ze kréien a si stolz dodrop." (Chantal, 22 Jahre, geistige Behinderung)

5.2.5 Freizeitgestaltung und Teilnahme am öffentlichen Leben: Aktivität mit Einschränkungen

Behinderung bedeutet häufig, nur eingeschränkte Möglichkeiten der Teilhabe am Leben in der Gemeinschaft zu haben. Auch die Gesprächspartner in der vorliegenden Studie berichten von unterschiedlichen Faktoren, die ihre Freizeitgestaltung einschränken. Gleichwohl haben Freizeitaktivitäten und die Teilnahme am öffentlichen Leben einen wichtigen Stellenwert für sie. Hierbei zeigen sich Unterschiede je nach Form der Behinderung.

Die Befragten mit einer körperlichen Behinderung sind ihren Erzählungen zufolge in ihrer Freizeit recht aktiv. Alle äußern das Bedürfnis, sich mit Freunden zu treffen, auszugehen und zu feiern. Sie empfinden große Lust, am öffentlichen Leben teilzunehmen. Einige von ihnen üben darüber hinaus ein regelmäßiges Engagement in Sportvereinen aus, in denen Menschen mit und ohne Behinderung gleichermaßen aktiv sind. Aus den Daten geht hervor, dass die körperbehinderten Personen eigeninitiativ handeln und sich aktiv bemühen, ihre Freizeit selbst zu gestalten.

Einschränkungen ergeben sich dadurch, dass Freizeitaktivitäten in der Regel nicht spontan angegangen werden können, sondern vorab geplant werden müssen, da die Befragten auf Hilfe angewiesen sind; manche von ihnen dürfen gar nicht alleine ausgehen. Freunde, Kollegen und Assistenten spielen hierbei eine wichtige Rolle. Ohne diese wären verschiedene Situationen schwer zu meistern, wie von den Interviewpartnern bekundet wird.

"...déi wëssen wéi reagéieren, falls ech lo géif zesummefalen. Et ass dat, wat ech fäerten. Dowéinst évitéieren ech verschidden Saachen ze maachen." (Marcel, 21 Jahre, körperliche Behinderung)

Daneben erschwert vor allem die mangelnde Barrierefreiheit vielen Jugendlichen den autonomen Zugang zum öffentlichen Raum. Es wird beispielsweise bemängelt, dass viele Plätze in Luxemburg nicht rollstuhlgerecht eingerichtet sind. Auch dadurch sind die Betroffenen wiederum auf die Hilfe anderer Menschen angewiesen.

"Also wann ech mat Kollegen erausginn an et sinn Träppleker do, déi hiewe mech och, et ass lo net dat, mee et ass awer trotzdem, du gees léiwer op eng Plaz déi accessibel ass." (Elise, 26 Jahre, körperliche Behinderung)

"Leider Gottes muss ech soen datt Lëtzebuerg nach zimlech wäit hannendran ass vis-à-vis vu Frankräich oder Däitschland. Ech mierken z. B., dass all Trottoiren an Däitschland ganz flaach sinn, ganz ganz vill Gebaier sinn accessibel, oder 't ass eng Schell do fir dass de kanns schellen, datt een der hëllefe kennt oder sou. Hei a Lëtzebuerg... heiansdo hues de [souguer] Problemer an eng Apdikt ze kommen." (Tom, 23 Jahre, körperliche Behinderung)

Auch der öffentliche Personennahverkehr wird nicht als optimal angesehen: Manche Busse sind für Rollstuhlfahrer nicht zugänglich, andere reservierungspflichtig und daher zur spontanen Nutzung nicht geeignet. Sich von den Eltern fahren lassen, finden die Befragten nicht ideal, da es gegen die angestrebte Autonomie geht. Der eigene Führerschein stellt für einige daher ein wichtiges Stück Freiheit dar. Auch auf Reisen mache sich die mangelnde Barrierefreiheit oft bemerkbar.

Zudem wird das mangelnde Angebot für junge Menschen mit einer Hörbehinderung in Luxemburg kritisiert. Ein Betroffener vermisst insbesondere geeignete Sportvereine und Sprachkursangebote, da es aufgrund der Kommunikationsschwierigkeiten enorm schwer für ihn sei, sich in den regulär angebotenen Vereinen zu integrieren. In Sachen Barrierefreiheit ist Deutschland seiner Meinung nach Luxemburg einen großen Schritt voraus, weshalb er auch in Vereinen in Deutschland aktiv ist.

Jugendliche und junge Erwachsene, die eine psychische Behinderung haben, nennen unterschiedliche Hobbys und Freizeitaktivitäten wie Umgang mit dem Computer, Sport, Musik hören, fernsehen, lesen, Gartenarbeit, Auto fahren, Playstation spielen. Auffallend ist dabei, dass einige diese Aktivitäten mit außergewöhnlich hoher Konzentration und großem Eifer betreiben. Neben diesen individuell betriebenen, eher ich-bezogenen Hobbys berichten einige auch von der Teilnahme an strukturierten Aktivitäten mit klarem Rahmen in Vereinen, etwa bei den Scouten oder im Musik- oder Sportverein, was von einem regelmäßigen und inklusiven Engagement zeugt.

Im Vergleich zu den Altersgenossen mit körperlicher Behinderung ist das Bedürfnis, etwas mit Freunden zu unternehmen, häufig eher gering; oft wird es den Befragten nach der Arbeit zu viel, sich noch zu verabreden. Deutlich wird, dass die Krankheit und die damit einhergehenden psychischen Schwankungen die Freizeitgestaltung der Jugendlichen und jungen Erwachsenen beeinflussen. Einige meiden Plätze mit vielen Menschen, andere fühlen sich unwohl, wenn ihnen der Ort der Aktivität unbekannt ist; viele unternehmen ungern etwas alleine.

Einige vermeiden diese Situationen dann komplett, andere hingegen suchen nach Wegen, mit solchen Situation klarzukommen und versuchen ganz bewusst, ihre Grenzen zu erweitern und ihre sozialen Fähigkeiten zu entwickeln. Ein Interviewpartner berichtet, dass er Kopfhörer mit lauter Musik nutzt, wenn er sich unter vielen Leuten bewegen muss, ein anderer erzählt, dass er in solchen Situationen zum Alkohol greift.

Insbesondere Jugendliche und junge Erwachsene mit Autismus-Spektrum-Störung berichten, dass ihnen soziale Momente schwer fallen. Sie haben häufig Kommunikationsstörungen und -ängste, aufgrund derer Begegnungen mit fremden Menschen eine permanente Herausforderung oder gar Bedrohung darstellen.

SELBSTBESTIMMTE LEBENSFÜHRUNG TROTZ HILFSBEDÜRFTIGKEIT: PERSPEKTIVEN UND ERFAHRUNGEN JUGENDLICHER UND JUNGER ERWACHSENER MIT BEHINDERUNG

"D'Verhalen ass a sozial Saachen heiansdo wierklech dräimol méi schwéier. Et ass esou: déi normal Leit, déi ginn einfach gewësse Saachen vun Ufank un, déi mir mussen nach léieren, dat ass den Haaptënnerscheed." (Christophe, 22 Jahre, Autismus-Spektrum)

Auch ist es nicht selbstverständlich für die Jugendlichen mit Autismus-Spektrum-Störung, allein oder mit Freunden bzw. Kollegen auszugehen. Ohnehin kommen nur bekannte, vertraute Orte dafür in Frage.

"Also ech sinn owes nach ni mat Kollegen erausgaangen. Also ech hunn dat nach ni probéiert a nach ni gemaach." (Laurent, 19 Jahre, Autismus-Spektrum)

"Erausgoen dat hänkt dervun of, op ech op [eng] Plaz eraus goen [kann] wou ech scho mol war. (...) Da gëss de vun all Leit schif gekuckt... mat deene Leit ginn ech net eenz, déi sinn och dann méi voreingenommen, ne?" (Christophe, 22 Jahre, Autismus-Spektrum)

Die befragten jungen Menschen mit einer geistigen Behinderung nehmen in ihrer Freizeit häufig an Einzelaktivitäten teil, die ihnen in Freizeiteinrichtungen für Menschen mit Behinderung angeboten werden. In einigen Fällen besuchen sie hier auch Kurse über mehrere Wochen, beispielsweise wöchentliche Sprach-, Mal- oder Sportkurse. Inklusive Freizeitaktivitäten gemeinsam mit Menschen ohne Behinderung sind selten. Eine junge Frau, die in den Ferien an Projektaktivitäten teilnimmt, die von Einrichtungen für nichtbehinderte Jugendliche organisiert werden, ist hier eine Ausnahme. Sie gibt an, so normal wie möglich leben zu wollen, ohne an ihre Behinderung zu denken. Ein junger Mann, der in einer Einrichtung für Menschen mit Behinderung wohnt und arbeitet, beklagt, dass die Betreuer ihm verbieten, seinen alten Engagements bei der Feuerwehr und im Fußballverein nachzugehen.

Das Bedürfnis nach gemeinsamen Unternehmungen mit Freunden wird von Vielen geäußert. Allerdings bekunden auch einige Jugendliche, die einer Arbeit nachgehen oder sich in Ausbildung befinden, dass sie dies als Belastung empfinden und zu müde sind für abendliche Aktivitäten. Insgesamt deuten die Daten eher auf einen Rückzug ins Private hin.

6. Synopse

In diesem Kapitel wurden die Vorstellungen Jugendlicher und junger Erwachsener vom Erwachsenwerden und Erwachsensein dargestellt. Die Datengrundlage hierfür bildeten zum einen 77 qualitative Interviews mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Ziel war es, die Sicht der Befragten auf den Übergansprozess zu analysieren sowie den subjektiven Bedeutungsgehalt vom Erwachsensein aus ihrer Sicht vorzustellen. Zum anderen wurden weitere 51 Gespräche mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen geführt, die mit einer Behinderung leben. Ziel war es, die besonderen Herausforderungen und Entwicklungsaufgaben des Erwachsenwerdens aus der Sicht dieser jungen Menschen darzustellen.

Die Analyse der Daten hat ergeben, dass einige Jugendliche und junge Erwachsene den Erwachsenenstatus möglichst schnell erreichen möchten und die Transition eher als Übergangsphase, die sie möglichst schnell hinter sich lassen wollen, wahrnehmen. Sie wünschen sich finanzielle Sicherheit, Stabilität und ein eigenständiges Leben mit Partner und Familie. Andere Jugendliche und junge Erwachsene geben der Transitionsphase ihre eigene Bedeutung und nutzen die Zeit, um möglichst viel zu lernen und Erfahrungen zu sammeln. Deshalb versuchen letztere, das Erwachsenwerden möglichst lange hinauszuschieben (Moratorium). Es sind Jugendliche und junge Erwachsene, die ihre Zukunft offenlassen, eher gegenwartsorientiert sind und oftmals länger in finanzieller Abhängigkeit von ihren Eltern leben.

Jugendliche und junge Erwachsene, bei denen vor oder während der Transition sogenannte kritische Lebensereignisse wie Arbeitslosigkeit, Tod eines Elternteils, Schulabbruch oder frühe Elternschaft eintraten, mussten ihre Lebenspläne oftmals umstellen und sich reorganisieren. Ursprüngliche Ziele und Wünsche konnten sie sich dadurch nicht mehr erfüllen. Die kritischen Lebensereignisse haben zudem oftmals ihren Bildungsweg nachhaltig zum Negativen beeinflusst.

Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen gestalten ihren Weg zum Erwachsenwerden nicht nur unterschiedlich, sondern sie haben auch unterschiedliche Definitionen und Vorstellungen davon, was Erwachsensein für sie ausmacht. Die Daten zeigen, dass die traditionellen Transitionsmarker wie ein gesichertes Beschäftigungsverhältnis, eine eigenständige Wohnsituation und die Gründung einer eigenen Familie für junge Menschen nach wie vor einen hohen Stellenwert haben und als entscheidende Indikatoren für einen gelungenen Übergang angesehen werden. Für viele der Befragten konstituieren diese traditionellen Marker aber nicht hinreichend das Erwachsensein. Sie verbinden mit dem Erwachsensein vielmehr die damit einhergehenden Veränderungen der Lebensführung, der inneren Einstellung und Reife (u. a. Selbstständigkeit, Unabhängigkeit, Verantwortungsübernahme). Für andere ist das Erwachsensein eine ambivalente Erfahrung. Sie erheben für sich den Anspruch erwachsen zu sein, möchten aber gleichzeitig ihre Jugendlichkeit bewahren und versuchen diese in das Erwachsensein zu integrieren (Juvenilisierung).

Viele Jugendliche und junge Erwachsene reflektieren ihre Zukunft kritisch und befürchten, ihren gewohnt hohen Lebensstandard angesichts der schwierigen arbeits- und wohnungsmarktpolitischen Rahmenbedingungen nicht mehr aufrechterhalten zu können. Häufig genannte Themen waren befristete Arbeitsverträge, die Konkurrenz mit den Grenzgängern auf dem Arbeitsmarkt, Arbeitslosigkeit sowie die hohen Immobilienpreise, die einen Auszug aus dem Elternhaus ohne finanzielle Unterstützung durch die Familie kaum noch möglich machen.

Die Transitionphase stellt insbesondere für Jugendliche und junge Erwachsene mit einer Behinderung eine besondere Herausforderung dar. Der Übergang zum Erwachsensein ist für sie im Vergleich zu ihren Altersgenossen ohne Behinderung eine ungleich größere Herausforderung: Die Bewältigung der Entwicklungsaufgaben wird einerseits durch die motorische, geistige oder psychische Beeinträchtigung erschwert, andererseits aber auch durch Abwertungen und Stigmatisierungen anderer Menschen. Den Schilderungen zufolge versuchen die Befragten die objektive Wirklichkeit, d. h. die funktionseinschränkende Behinderung, selbstbewusst umzudeuten, um ihre Behinderung nicht als Mangel an Wert bzw. Würde aufzufassen, wie es ihnen von außen oft vermittelt wird. Diese Fähigkeit kann umschrieben werden als "ability to surpass "objective" conditions, reconstructing them and creating new meanings" (Zittoun et al., 2013, S. 351). Dazu gehört es, sich gegen Beleidigungen zu immunisieren und das eigene Selbstwertgefühl zu stärken. In den Aussagen der Betroffenen zeigen sich übereinstimmend der Wille und die Entschlossenheit, das eigene Leben positiv zu gestalten. Sie wünschen sich, als "normale" Menschen angesprochen und respektiert zu werden.

Die grundlegenden Vorstellungen und Wünsche hinsichtlich des Erwachsenwerdens und Erwachsenseins unterscheiden sich kaum von denen ihrer Altersgenossen ohne Behinderung. Auch für sie bedeutet Erwachsensein finanzielle und emotionale Unabhängigkeit und Autonomie. Dennoch ist offensichtlich, dass ihnen der Übergang zum selbstbestimmten, eigenständigen Erwachsenenleben nicht so leicht fällt: Lediglich jeder siebte Befragte hat eine Stelle auf dem ersten Arbeitsmarkt erhalten, und jeder Zweite wohnt noch bei den Eltern. Auch wenn die in der Regel von Behindertenorganisationen geleistete Betreuung und Begleitung von den betroffenen jungen Menschen als positiv und hilfreich bewertet wird: Von einer umfassenden Integration und Partizipation am gesellschaftlichen Leben kann nur bedingt gesprochen werden.

Trotz vielfältiger Bemühungen und Verbesserungen im Zuge der UN-Behindertenrechtskonvention ist das Ziel der Inklusion aus Sicht vieler Jugendlicher bislang nicht erreicht und es bedarf weiterer Anstrengungen, um jungen Menschen mit Behinderung den Übergang in ein möglichst autonomes Leben zu ermöglichen. Die Befragten selbst äußern in diesem Zusammenhang Wünsche wie barrierefreien Zugang zu öffentlichen Einrichtungen und Plätzen sowie Aufklärungskampagnen, um mehr Verständnis und Respekt von Mitmenschen ohne Behinderung entgegengebracht zu bekommen.

APITEL VI



Zentrale Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Herausforderungen

Helmut Willems Anette Schumacher Sandra Biewers Grimm Andreas Heinen Patrice Joachim Christiane Meyers Daniel Weis

Zentrale Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Herausforderungen

Über die Darstellung der Daten hinaus stellt die Reflexion der Ergebnisse ein zentrales Anliegen des Jugendberichtes dar. Abschließend werden die wichtigsten Forschungsergebnisse zusammengefasst und im Hinblick auf mögliche Anregungen für gesellschaftliche und politische Diskurse und Interventionen diskutiert.

1. CHANCEN UND RISIKEN DER GESTIEGENEN WAHLMÖGLICHKEITEN

Jugendliche und junge Erwachsene können und müssen heute biografische Entscheidungen im Übergang zum Erwachsenenalter eigenständig und selbstverantwortlich treffen (z.B. Berufswahl, Lebensform, Wohnort). Tradierte Übergangsmuster verlieren auch in Luxemburg an Bedeutung, individualisierte Übergänge nehmen zu. Sie eröffnen den Jugendlichen neue Optionen, beinhalten jedoch auch höhere Risiken. Vor allem gibt es weniger Gewissheit darüber, welche Folgen einzelne Entscheidungen für ihre berufliche Zukunft und ihre Biografie haben können.

Jugendliche und junge Erwachsene verfügen aber nicht nur über ein höheres Maß an Entscheidungsfreiheit. Sie werden dadurch auch verstärkt gefordert, eigenständige Entscheidungen zu treffen. Autonomes Entscheiden wird daher heute von Jugendlichen und jungen Erwachsenen immer mehr erwartet. Einerseits wird ihnen damit mehr Eigenkompetenz und Verantwortlichkeit zugeschrieben und auch zugetraut; andererseits haben Jugendliche jedoch auch mit diesen neuen Entscheidungen zu kämpfen und benötigen dazu Unterstützung. Inwiefern Jugendliche und junge Erwachsene mit der Wahlfreiheit und den damit verbundenen Anforderungen kompetent umgehen können, hängt sowohl von den persönlichen Ressourcen (u. a. kognitive Fähigkeiten, soziale Kompetenzen, Selbstwirksamkeit) als auch von den Unterstützungsressourcen aus dem sozialen Umfeld (Familie, Freunde) ab.

Ein Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen weiß diese Freiheiten für sich zu nutzen. Sie verfügen über viele individuelle und soziale Ressourcen und können vor diesem Hintergrund die Herausforderungen und Unsicherheiten der Transition besser bewältigen, indem sie sich entweder zielgerichtet für einen bestimmten Beruf entscheiden oder auch die Transition als eine längere Lernund Orientierungsphase nutzen. Für andere ist die Transition jedoch mit zu vielen Unsicherheiten, Ängsten und Krisen verbunden, als dass sie diese ohne zusätzliche Hilfe bewältigen können. Dies betrifft insbesondere Jugendliche und junge Erwachsene, die weniger auf individuelle Ressourcen zurückgreifen können und die keine oder zu wenig familiäre Unterstützung erhalten.

2. BILDUNGSBENACHTEILIGUNG ALS TRANSITIONSRISIKO

Der Zugang zu Bildungsmöglichkeiten und die formalen Bildungsabschlüsse junger Menschen haben einen entscheidenden Einfluss auf die gesamte Transition und den erfolgreichen Berufseinstieg. Das Bildungsniveau der luxemburgischen Bevölkerung ist wie auch in anderen europäischen Ländern in den letzten Jahren stark angestiegen. Der Anteil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Hochschulabschluss hat zugenommen, während der Anteil derjenigen mit niedrigen Abschlüssen gesunken ist. Der Anteil an Schulabbrechern, die das luxemburgische Schulsystem ohne qualifizierenden Abschluss verlassen, liegt in Luxemburg seit einigen Jahren auf einem gleichbleibend hohen Niveau.

Bildungserfolge hängen in Luxemburg stark mit dem Geschlecht, der Nationalität bzw. dem Migrationshintergrund und der sozialen Herkunft der Jugendlichen und jungen Erwachsenen zusammen. Junge Frauen erreichen im Durchschnitt heute höhere Bildungsqualifikationen als junge Männer und verfügen öfter über einen Hochschulabschluss; entsprechend verbleiben sie länger im Bildungssystem als junge Männer. Junge Männer sind häufiger Bildungsabbrecher und verfügen im Vergleich zu den jungen Frauen auch über durchschnittlich niedrigere Bildungsabschlüsse.

Auch Jugendliche und junge Erwachsene ohne luxemburgische Nationalität erreichen im Durchschnitt eher niedrigere Bildungsabschlüsse als jene mit luxemburgischer Nationalität. Dies gilt jedoch nicht für alle ausländischen Jugendlichen und jungen Erwachsenen gleichermaßen. So haben Jugendliche mit portugiesischer Nationalität oder einer Nicht-EU-Nationalität im Durchschnitt niedrigere Bildungsniveaus als Jugendliche ohne Migrationshintergrund. Nur bei Jugendlichen mit einer deutschen, französischen, belgischen oder einer anderen EU-Nationalität ist das Bildungsniveau im Vergleich zu jenen mit luxemburgischer Nationalität etwas höher.

Das luxemburgische Bildungssystem ist mit einer Vielzahl an möglichen Bildungswegen zwar sehr ausdifferenziert und stratifiziert, lässt aber intern wenig Aufwärtsmobilität zu. Aufgrund der Orientierungsentscheidungen für den Sekundarschulzweig werden Bildungswege von Jugendlichen in Luxemburg schon früh vorgezeichnet. Sie können in der späteren Schulkarriere nur selten noch nach oben korrigiert werden. Ebenso werden innerhalb der Sekundarschule Jugendliche Schulzweigen zugeordnet, die von vielen Jugendlichen als stigmatisierend und als Sackgasse wahrgenommen werden. Sie führen zu durchaus problematischen Übergängen und beruflichen Entwicklungen. Dies betrifft Jugendliche mit niedriger sozialer Herkunft und mit Migrationshintergrund überproportional häufig.

Die luxemburgische Wirtschaft hat sich in den letzten Jahrzehnten gravierend verändert, mit Folgen für die beruflichen Möglichkeiten und Übergänge der Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Ein starker Beschäftigungsrückgang in Landwirtschaft, Industrie und Fertigung und der gleichzeitige Ausbau des Dienstleistungs- und Finanzsektors sowie des Gesundheits- und Sozialwesens führte zu einem steigenden Bedarf an höher qualifizierten Arbeitskräften und einem Trend zu sogenannten "White-Collar"-Berufen – und zu schlechteren Chancen für Niedrigqualifizierte.

Auch die Auswirkungen des internationalen Wettbewerbes auf den Arbeitsmarkt in Luxemburg haben zu Veränderungen in der Arbeitswelt geführt (z.B. erhöhte Konkurrenz, Lohndruck), auf die u.a. mit dem verstärkten Einsatz flexibler Formen von Beschäftigungsverhältnissen (befristete Verträge, Teilzeitarbeit) reagiert wurde, was schwierige Übergänge ("yoyo-transition") und zum Teil prekäre erste Beschäftigungsverhältnisse zur Folge hat.

Der Gruppe der hochqualifizierten Jugendlichen und jungen Erwachsenen gelingt die Transition in den Arbeitsmarkt in Luxemburg vergleichsweise schnell und mit einer hohen Passung von Qualifikation und Position, während diejenigen mit niedrigen Bildungsabschlüssen häufig mit Schwierigkeiten bei der

Transition in den Arbeitsmarkt in Form von höherer Arbeitslosigkeit und mehr prekären Beschäftigungsverhältnissen konfrontiert sind. Ihnen fehlen die notwendigen formalen Bildungsabschlüsse für viele Berufswege; zum Teil verstärken auch fehlende Sprachkompetenzen, fehlende soziale Vernetzungen und fehlende familiale Unterstützung ihre Probleme beim Übergang in den Arbeitsmarkt.

3. JUGENDARBEITSLOSIGKEIT ALS RISIKO BEIM ÜBERGANG VON DER SCHULE IN DEN BERUF

Im Zentrum der Schwierigkeiten beim Übergang von der Schule in den Beruf steht die Arbeitslosigkeit junger Menschen, die in Luxemburg sehr hoch ist. In den vergangenen Jahren ist die Jugendarbeitslosigkeit in Luxemburg, wie auch in vielen anderen europäischen Ländern, stark angestiegen und liegt heute über dem Durchschnitt aller EU-Staaten. Die luxemburgische Situation ist jedoch vor allem durch den großen Unterschied zwischen der Arbeitslosenquote der Gesamtbevölkerung (6% im Jahr 2014) und der Jugendarbeitslosenquote (22% im Jahr 2014) gekennzeichnet. Die Jugendarbeitslosenquote liegt um mehr als das Dreifache höher als die Arbeitslosenquote in der Gesamtbevölkerung, was auf spezifische Probleme der Integration der jungen Bevölkerung in den luxemburgischen Arbeitsmarkt verweist.

Jugendliche und junge Erwachsene ohne luxemburgische Nationalität sind dabei weitaus häufiger von Arbeitslosigkeit betroffen als solche mit luxemburgischer Nationalität. Zudem lässt sich ein starker Zusammenhang zwischen dem Bildungsniveau und der Arbeitslosenquote feststellen: das Risiko, arbeitslos zu werden, nimmt mit höheren Bildungsabschlüssen ab. Ein reibungsloser Übergang in den Arbeitsmarkt ist daher besonders schwierig für jene Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die das Bildungssystem mit einem niedrigen Bildungsabschluss verlassen. Sie sind stärker von Arbeitslosigkeit betroffen, durchleben längere Phasen der Arbeitslosigkeit, befinden sich häufiger in arbeitsintegrativen Maßnahmen und sind häufiger nur befristet beschäftigt. Hieraus entsteht die Gefahr eines Abkühlens ("cooling out") der Motivationen und Aspirationen und einer frühen sozialen Exklusion dieser Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit langfristigen Konsequenzen für deren Lebensgestaltung sowie mit erheblichen sozialen und finanziellen Folgekosten für die Gesellschaft.

4. DIE HOHE BEDEUTUNG FAMILIALER UNTERSTÜTZUNG FÜR DIE BEWÄLTIGUNG DES ÜBERGANGS

Für alle untersuchten Übergänge (Übergang in den Arbeitsmarkt, private Übergänge und Entwicklung der bürgerschaftlichen Teilhabe) konnte übereinstimmend eine hohe Bedeutung der elterlichen Unterstützung für eine positive Bewältigung der Transition herausgestellt werden. Jugendliche und junge Erwachsene, die aus einer funktionierenden Herkunftsfamilie kommen, können nicht nur auf die finanzielle Unterstützung der Eltern zählen, sondern auch auf deren Erfahrung, Wissen, Kontakte sowie auf ihren emotionalen und psychischen Rückhalt. Dies spielt bereits bei der Bewältigung der Schullaufbahn eine entscheidende Rolle und setzt sich bei der Bewältigung der verschiedenen Übergänge ins Erwachsenenalter fort.

Bei Jugendlichen, die Probleme in der Transitionsphase erleben, fehlt demgegenüber häufig die elterliche Unterstützung. Zusätzliche Belastungen, wie Scheidung der Eltern, der Tod oder die Erkrankung

eines Elternteils sowie Konflikte zwischen Eltern und Kindern, führen dann oft zu unterstützungsbedürftigen oder gescheiterten Transitionsverläufen. Bei der Integration in den Arbeitsmarkt haben vor allem Jugendliche und junge Erwachsene mit einem niedrigen Bildungsabschluss Schwierigkeiten, wenn sie nicht auf ein funktionierendes soziales Netz und insbesondere die elterliche Unterstützung zurückgreifen können. Sie müssen daher öfter auf die staatlichen Unterstützungsmaßnahmen zurückgreifen, um den Einstieg in das Arbeitsleben zu bewältigen.

Auch beim Übergang in eigenständiges Wohnen ist die Unterstützung durch die Familie ein wichtiger Faktor. Angesichts der hohen Immobilienpreise in Luxemburg sind Jugendliche und junge Erwachsene beim Übergang in die erste eigene Wohnung auf die Hilfe der Eltern angewiesen. Doch nicht alle Eltern können ihren Kindern Wohnraum zur Verfügung stellen oder sie finanziell unterstützen.

Bei der Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe wird der Einfluss der Familie sowohl für die politische als auch für die gesellschaftliche Beteiligung besonders deutlich. Jugendliche, die in einer politisch interessierten und engagierten Familie aufwachsen, zeigen selbst häufiger Interesse an der Politik und sind auch eher bereit, sich politisch zu engagieren. Ebenso engagieren sich Jugendliche, deren Eltern auch ein gesellschaftliches Engagement wahrnehmen, selbst auch deutlich häufiger. Eltern sind hier nicht nur wichtige Rollenvorbilder, sondern fördern auch oftmals gezielt das Interesse und Engagement ihrer Kinder.

Die familiäre Unterstützung hat somit insgesamt einen hohen Einfluss auf die Gestaltung und Bewältigung der Übergänge. Jugendliche, die nicht auf diese Unterstützung zurückgreifen können, sind in weiten Teilen benachteiligt. Außerfamiliale, institutionalisierte staatliche Unterstützungsangebote stellen daher eine wichtige und notwendige Form von Hilfe dar, die jedoch die familiäre Unterstützung nicht vollständig ersetzen kann.

5. DIE ENTKOPPLUNG VON ÜBERGANGSEREIGNISSEN UND DIE BIOGRAFISCHE VERZÖGERUNG DER FAMILIENGRÜNDUNG

Der Auszug aus dem Elternhaus, das Eingehen einer Partnerschaft oder Ehe sowie die eigene Familiengründung sind heute generell nicht mehr so stark miteinander verkoppelt, wie es vor wenigen Jahrzehnten noch der Fall war. Die Eheschließung ist weder eine Voraussetzung für den Auszug aus dem Elternhaus noch für die Realisierung des Kinderwunsches. Die Gründung einer Familie hat für viele junge Menschen in Luxemburg zwar nach wie vor einen hohen Stellenwert; jedoch finden Eheschließung und Familiengründung biografisch gesehen zu einem späteren Zeitpunkt statt. Auch ist die Zahl der Eheschließungen in Luxemburg gesunken, während die Zahl der nichtehelichen Lebensgemeinschaften (NEL) – und damit verbunden der Anteil an nichtehelichen Geburten – stark angestiegen ist. Damit findet sich auch in Luxemburg eine Entwicklung, die bereits in vielen anderen westlichen Gesellschaften vorhanden ist. Sie hängt eng mit den Veränderungen von Werten und Normen in der westlichen Welt einerseits und den gestiegenen Bildungsinvestitionen der jungen Generationen andererseits zusammen. Eine biografische Verzögerung von privaten Übergängen und insbesondere ein Hinauszögern der Familienplanung führt oftmals zu einer Verringerung und teilweise sogar zur Aufgabe des (zu einem früheren Zeitpunkt bestandenen) Kinderwunsches sowie zu einer Verkürzung der verbleibenden Zeitspanne, in der dieser Kinderwunsch realisiert werden kann.

Junge Menschen mit unterschiedlichen Schulkarrieren und Bildungsabschlüssen unterscheiden sich auch deutlich im Hinblick auf den Zeitpunkt, an dem bestimmte Übergänge stattfinden: Je höher

der Bildungsabschluss, desto später finden tendenziell der Auszug aus dem Elternhaus, die Familiengründung und der Eintritt in den Beruf statt.

Eine wichtige Voraussetzung für den Auszug aus dem Elternhaus ist in der Regel die Aufnahme einer Erwerbstätigkeit oder eines Studiums im Ausland, während das Hauptmotiv für den Auszug aus dem Elternhaus in dem Wunsch nach Autonomie und Selbstständigkeit besteht. Dieser Wunsch nach Autonomie ist jedoch durch die hohen Immobilienpreise und die als hoch empfundene finanzielle Belastung durch Miete oder Kauf von Wohneigentum in Luxemburg für viele Jugendliche und junge Erwachsene nicht leicht umzusetzen. Entsprechend bleibt ein relativ hoher Anteil von Jugendlichen und jungen Erwachsenen auch länger und zum Teil trotz Erwerbstätigkeit bei den Eltern wohnen.

Gemessen am EU-Durchschnitt wohnt in Luxemburg ein hoher Anteil von jungen Menschen in Wohneigentum. Zudem verfügen viele von ihnen über eine hohe Wohnqualität, wenn man die nutzbare Quadratmeterzahl pro Person und die Angaben zur Wohnzufriedenheit zugrunde legt. Hierbei handelt es sich überwiegend um Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer Nationalität, die bereits in einem unbefristeten Arbeitsverhältnis stehen und über finanzielle Planungssicherheit verfügen.

Für junge Erwachsene mit geringem Einkommen gestaltet sich jedoch der Bezug einer bezahlbaren Wohnung angesichts der hohen Immobilienpreise als problematisch. Jugendliche und junge Erwachsene mit befristeten Arbeitsverträgen, Schüler, Studierende oder Arbeitslose haben daher Schwierigkeiten, Zugang zum regulären Wohnungsmarkt zu finden; insbesondere dann, wenn sie keinen Wohnungskredit aufnehmen und keine finanzielle Unterstützung durch die Eltern erhalten können. Vor allem junge Menschen mit ausländischer Nationalität, Alleinerziehende, Arbeitslose und junge Menschen mit höherem Armutsrisiko sind hier hohen Belastungen ausgesetzt, die viele ohne Unterstützung nicht adäquat bewältigen können.

In den vergangenen Jahren sind eine Reihe von Angeboten und Unterstützungsleistungen für Einkommensschwächere entstanden, um den Erwerb von Eigentum zu erleichtern und das Angebot an Wohnraum zu erhöhen. Im europäischen Vergleich verfügt Luxemburg jedoch immer noch über einen relativ geringen Anteil an Sozialwohnungen, subventioniertem Wohnraum und unterstützten jugendspezifischen Wohnformen, die Jugendlichen und jungen Erwachsenen den Übergang in das Erwachsenenleben erleichtern würden.

6. GESCHLECHTSSPEZIFISCHE ASPEKTE DER TRANSITION

Ein differenzierter Blick auf den Bildungsstatus der jungen Generation in Luxemburg zeigt, dass junge Frauen in der Regel höhere Bildungsabschlüsse haben als junge Männer. Innerhalb der letzten Jahre ist auch der Anteil der berufstätigen Frauen in Luxemburg stark angestiegen, die Frauenerwerbsquote war noch nie so hoch wie heute. Frauen haben jedoch trotz besserer Bildungsabschlüsse oft weniger erfolgreiche Karriereverläufe: sie unterbrechen die Karriere teilweise, um für ihre Familie zu sorgen, und müssen danach wieder den Eintritt in die Berufstätigkeit schaffen. Berufstätige Frauen werden auch nach wie vor durch die ungleiche private Arbeitsteilung mehr belastet als berufstätige Männer; sie arbeiten dann oft in Teilzeit, um Familie und Beruf unter einen Hut zu bekommen, was ihre beruflichen Chancen deutlich beeinträchtigt.

Unterschiede zwischen den Geschlechtern zeigen sich auch mit Blick auf die Transition zum eigenständigen Wohnen und zum bürgerschaftlichen Engagement. Junge Frauen ziehen durchschnittlich

trotz ihrer hohen Bildungsabschlüsse zu einem früheren Zeitpunkt als junge Männer aus dem Elternhaus aus, was insbesondere daran liegt, dass sie tendenziell früher Partnerschaften eingehen und heiraten als junge Männer. In Bezug auf die politische und gesellschaftliche Beteiligung zeigen sich jedoch die männlichen Jugendlichen und jungen Erwachsenen aktiver als die weiblichen. Frauen sind weniger an Politik interessiert als Männer und engagieren sich auch weniger in den Vereinen oder Parteien.

7. DIE VERÄNDERUNGEN DER BÜRGERSCHAFTLICHEN TEILHABE UND DES SOZIALEN FNGAGEMENTS IN DER ÜBERGANGSPHASE

Die Herkunftsfamilie hat einen großen Einfluss auf die Entwicklung des politischen Interesses sowie auf das gesellschaftliche und politische Engagement von Jugendlichen und jungen Erwachsenen in Luxemburg. Diejenigen Jugendlichen, die in einer politisch interessierten und engagierten Familie aufgewachsen sind, sind selbst auch eher interessiert an Politik und Gesellschaft und zeigen während der Transitionsphase kaum Veränderungen ihrer grundlegenden politischen Interessen.

Im europäischen Vergleich ist Luxemburg eines der Länder, in dem die meisten Jugendlichen an Vereinsaktivitäten teilnehmen. In Luxemburg verlieren die Vereine in der Transition jedoch viele jugendliche Mitglieder; mit zunehmendem Alter und mit Zunahme der Verpflichtungen im Übergang ins Erwachsenenalter (Ausbildung/Studium, Arbeit, Familie) nimmt die Mitgliedschaft der Jugendlichen in Vereinen ab. Damit verändert sich auch das ehrenamtliche Engagement der Jugendlichen in Vereinen und Organisationen. Es liegt von Beginn an auf einem deutlich niedrigeren Niveau als die Mitgliedschaften; und nur einem Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen gelingt es in der Transitionsphase, ihr Engagement beizubehalten oder gar mehr Verantwortung in ihrem Verein zu übernehmen.

Geringe bürgerschaftliche Beteiligung Jugendlicher ohne luxemburgische Nationalität

Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer und nichtluxemburgischer Nationalität unterscheiden sich deutlich in Bezug auf ihre Aktivitäten in gemeinnützigen Organisationen und ihr politisches Engagement. Jugendliche und junge Erwachsene ohne luxemburgische Nationalität sind hier sowohl bei der Mitgliedschaft in Vereinen, Organisationen und Parteien als auch bei gesellschaftlichem und politischem Engagement deutlich unterrepräsentiert. Eine Ausnahme hiervon bildet lediglich der schulische Kontext: bei zivilgesellschaftlichen Projekten oder anderen Formen des zivilen Engagements in den Schulen bringen sich auch die Jugendlichen mit nichtluxemburgischer Nationalität entsprechend ein.

Eine Erklärung für die geringere bürgerschaftliche Teilhabe von Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit ausländischer Nationalität könnten die von ihnen als wichtiger erachteten privaten Lebensbereiche (Arbeit, Familie) sein. Zugleich wirken sich hier auch unterschiedliche Bildungsniveaus sowie fehlende familiale Traditionen aus.

Bürgerschaftliches Engagement kann somit einerseits als Ausdruck einer erfolgreichen sozialen Integration betrachtet werden, andererseits aber auch als wertvolle Möglichkeit, die Integration zu fördern und zu verstärken. Das bürgerschaftliche Engagement bildet somit eine wichtige Ressource zur Bewältigung des Übergangs, von der derzeit Jugendliche und junge Erwachsene mit luxemburgischer Nationalität deutlich mehr profitieren als jugendliche Migranten.

Intergenerationale Unterschiede in der bürgerschaftlichen Teilhabe

Beim gesellschaftlichen Engagement und der politischen Beteiligung junger Menschen in Luxemburg fallen vor allem die großen Unterschiede zu den älteren Bevölkerungsgruppen auf. Die junge Generation präferiert im Gegensatz zur älteren Generation eher unkonventionelle Formen der politischen Beteiligung. Diese sind charakterisiert durch punktuelle Aktivitäten, die sich mehr an der Themenwelt der Jugendlichen orientieren. Die Jugendlichen sind zwar zum größten Teil mit der Demokratie als Staatsform und auch als Gesellschaftsmodell einverstanden. Sie zeigen sich jedoch im Vergleich zu älteren Altersgruppen weniger interessiert am politischen Geschehen und an konventionellen Formen des politischen Engagements.

Im Bereich des gesellschaftlichen Engagements zeichnet sich Luxemburg durch ein sehr großes Engagement der älteren Einwohner mit luxemburgischer Nationalität aus. Der Anteil der Engagierten unter den jugendlichen Einwohnern (auch unter denen mit luxemburgischer Nationalität) fällt demgegenüber deutlich geringer aus. Jugendliche finden Freizeit wichtig und haben bestimmte Erwartungen an ihre Freizeitaktivitäten, die an erster Stelle der Entspannung dienen, Freundschaften unterstützen und Spaß machen sollen. Dies spiegelt sich auch in den Wertorientierungen der jungen Generation, die im Gegensatz zur älteren Generation nicht mehr in erster Linie an traditionellen, pflichtorientierten Werten oder prosozialem Verhalten orientiert ist, sondern die Selbstverwirklichung als wichtigste Wertedimension ansieht. Jugendliche versuchen somit das gesellschaftliche und politische Engagement mit ihrem Wunsch nach Selbstverwirklichung zu verbinden.

Die Bedeutung non-formaler Settings zur Förderung bürgerschaftlicher Teilhabe

Generell weisen Schüler aus Luxemburg im Vergleich zu Schülern aus anderen europäischen Ländern ein etwas geringeres Wissen über Politik und bürgerschaftliche Teilhabeprozesse auf. In den verschiedenen Angeboten zur bürgerschaftlichen Teilhabe in Luxemburg erfahren Teilnehmer jedoch einen Zuwachs an Wissen und Kompetenzen, einen Nutzen für das Leben sowie eine Förderung der Identitätsentwicklung. Darüber hinaus erlaubt das bürgerschaftliche Engagement eine starke soziale Vernetzung und Integration. Kontakte und das Kennenlernen anderer Einstellungen und Werte regen dazu an, die eigenen Einstellungen und Werte zu überdenken. Dies kann dazu führen, Dinge grundsätzlich mehr in Frage zu stellen und eine konstruktive, aber dennoch kritische Denkweise zu entwickeln.

Das Wissen über Politik und bürgerschaftliche Teilhabe der luxemburgischen Jugendlichen kann somit durch ein bürgerschaftliches Engagement verbessert werden. Die Angebote zur bürgerschaftlichen Teilhabe erreichen jedoch oft nur die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die bereits gesellschaftlich und politisch interessiert, integriert und engagiert sind. Dies sind eher Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität, mit höheren Bildungsabschlüssen und aus Familien der Mittel- und Oberschicht.

8. BEDEUTUNG UND POTENZIAL UNTERSCHIEDLICHER TRANSITIONSWEGE

Die Transition zum Erwachsensein wird als eine Phase gesehen, in der sich Jugendliche und junge Erwachsene auf die Übernahme von Erwachsenenrollen (in Beruf, Familie und Gesellschaft) vorbereiten. Die erfolgreiche Bewältigung der Transition ist daher aus einer gesellschaftlichen Perspektive von großem Interesse, weil sich darin zugleich die Potenziale für die Sicherung ökonomischer, kultureller, sozialer und politischer Stabilität und Dynamik der Gesellschaft ausdrücken.

Vor diesem Hintergrund gilt die Aufmerksamkeit zunächst jenen Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die die Jugendphase als Zeit der Vorbereitung auf das Erwachsenenalter sehen und zielgerichtet, erfolgreich und schnell durchlaufen. Insbesondere im Bereich der Arbeitsmarktintegration ist dieser geradlinige Übergang Ausdruck von hoher Zielorientierung und Effizienz und verspricht in der Regel einen hohen individuellen Nutzen sowie ein Potenzial für die Gesellschaft. In diesen geradlinigen Transitionen spiegelt sich zu größeren Teilen die erfolgreiche soziale Reproduktion der gesellschaftlichen Mittel- und Oberschichten wider; teilweise sind entsprechend geradlinige und zielstrebige Strategien aber auch Ausdruck einer erfolgreichen sozialen Aufstiegsstrategie von Jugendlichen und jungen Erwachsenen aus weniger privilegierten Milieus.

Ein Teil der Jugendlichen nutzt jedoch die Jugendphase als eine Zeit des Ausprobierens: die Jugendlichen lassen sich schulisch wie außerschulisch mehr Zeit zum Lernen; suchen nach vielfältigen Erfahrungen, um ihre Entwicklung zu fördern und ihre beruflichen Interessen zu finden; gehen oft neue Wege und finden alternative Übergänge in den Arbeitsmarkt, die nicht den konventionellen gesellschaftlichen Erwartungen an die Transition entsprechen. Dazu gehören beispielsweise Jugendliche, deren Bildungsund Berufskarrieren durch mehrfache Umorientierungen oder Auszeiten gekennzeichnet sind; die an wechselnden Orten wohnen, zur Schule gehen oder studieren; die ein "Gap Year" einplanen oder alternative Wohnformen und Lebensstile ausprobieren. Sie lassen sich bewusst Zeit, ihren eigenen Weg zu finden und verleihen der Jugendphase somit einen eigenen Wert jenseits der Vorbereitung auf die Erwachsenenrollen. So benötigen sie zwar meist mehr Zeit, um die Transition zu bewältigen; zugleich nutzen viele dieser Jugendlichen diese Zeit aber auch für ihre persönliche Entwicklung und für bürgerschaftliches Engagement. Sie erwerben damit Einsichten, Kompetenzen und Handlungspotenziale, die nicht nur zur Bewältigung der Transition beitragen, sondern auch Impulse für die Gesellschaft geben können.

9. STAGNATION UND KONFLIKTE IN DER ÜBERGANGSPHASE

Ein Großteil der luxemburgischen Studierenden entscheidet sich für ein Studium im Ausland. Grundsätzlich ist die Rückkehr dieser jungen Erwachsenen für Luxemburg wichtig, da es sich bei dieser Personengruppe meist um hochqualifizierte Mitglieder der Gesellschaft handelt, auf deren Qualifikation die luxemburgische Ökonomie und Gesellschaft in besonderem Maße angewiesen ist. Die Rückkehr nach Luxemburg kann für diese Jugendlichen jedoch problematisch sein, wenn sie nach einer längeren Zeit des selbstständigen Lebens im Ausland in Luxemburg zunächst wieder bei den Eltern wohnen. Dies wird von vielen Betroffenen als schwierig und spannungsreich erlebt und konfrontiert sie mit zusätzlichen Belastungen und Herausforderungen.

Auch andere Jugendliche und junge Erwachsene erleben Phasen in der Transition zum Erwachsensein, in denen sie sich zurückgeworfen fühlen und Entwicklungsschritte noch einmal wiederholen müssen ("yoyo-transition"). So muss sich ein Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die bereits eigenständig gelebt haben, aufgrund von eigener Scheidung, problematischen Lebensverhältnissen oder Arbeitslosigkeit wieder zurück zu den Eltern orientieren. Dadurch werden Jugendliche in ihrer Transition unterbrochen und in ihrer Entwicklung zurückgeworfen.

10. ERSCHWERTE ÜBERGANGSBEDINGUNGEN FÜR JUGENDLICHE MIT BEHINDERUNGEN

Für Jugendliche und junge Erwachsene mit Behinderung stellt der Übergang zum Erwachsenenstatus im Vergleich zu ihren Altersgenossen ohne Behinderung eine ungleich größere Herausforderung dar. Sie stellen sich zwar grundsätzlich denselben zentralen Entwicklungsaufgaben, der Integration in den Arbeitsmarkt, der Ablösung vom Elternhaus, dem Eingehen einer Paarbeziehung und der Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe. Sie müssen diese Ziele jedoch mit ihrer Behinderung und den dadurch gegebenen spezifischen Ressourcen und Möglichkeiten in Einklang bringen.

Die Bewältigung der Entwicklungsaufgaben wird aber nicht nur durch die motorischen, geistigen oder psychischen Beeinträchtigungen erschwert, sondern teilweise auch durch Abwertungen und Stigmatisierungen durch andere Menschen. Der Umgang mit Ausgrenzungserfahrungen stellt für alle Betroffenen daher eine zusätzliche Entwicklungsaufgabe dar, die die Bewältigung der Transition belastet.

Junge Menschen mit Behinderung möchten autonom sein und eigenständig leben. Dieses Bestreben wird jedoch von der Gesellschaft und vom familiären Umfeld nicht immer ausreichend gefördert. Das geringe Zutrauen zu den Fähigkeiten dieser jungen Menschen und die oftmals vorhandene Tendenz der Eltern und Institutionen, aus guten Motiven heraus den Entscheidungsspielraum der jungen Menschen zu beschränken, behindern teilweise den Übergang in ein eigenständiges Wohnen und Leben. Zudem beeinträchtigen die gesellschaftlichen Rahmenbedingungen (etwa die teilweise nicht behindertengerechten Arbeits- und Freizeitbereiche und die wenigen Begegnungsräume mit Jugendlichen und jungen Erwachsenen ohne Behinderung) die angestrebte Inklusion in die Gesellschaft. Inklusive Freizeitaktivitäten sind eher selten, obwohl diese von Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Behinderung erwünscht sind. Somit erweist sich ein soziales Engagement als schwer durchführbar, wenngleich die Bereitschaft und der Wunsch hierzu bestehen.

Die Förderung inklusiver Begegnungsstätten, der Abbau von Vorurteilen und Stigmatisierungen, die Förderung der Arbeitsmarktfähigkeit und vor allem die gesellschaftliche Anerkennung des Autonomiebestrebens der Jugendlichen und jungen Erwachsenen mit Behinderung könnten die Bewältigung der Transition zum Erwachsensein erheblich erleichtern.

11. BEITRAG UND GRENZEN DER UNTERSTÜTZUNGSANGEBOTE

Während der überwiegende Teil der Jugendlichen und jungen Erwachsenen die Entwicklungsaufgaben und den Übergang in das Erwachsenenalter ohne Schwierigkeiten bewältigt, hat ein Teil der jungen Menschen mit größeren Schwierigkeiten zu kämpfen und bedarf der Hilfe von institutionalisierten Unterstützungsmaßnahmen. Diese umfassen Angebote und Unterstützungsleistungen zur Transition in den Arbeitsmarkt, zur Bewältigung privater Übergänge (Familie, eigenständiges Wohnen) sowie zur Entwicklung bürgerschaftlicher Teilhabe.

Unterstützungsmaßnahmen zum Übergang in den Arbeitsmarkt

In Luxemburg besteht zwar eine Vielzahl verschiedener Maßnahmen zur Unterstützung der Transition und zur Integration in den Arbeitsmarkt. Die Maßnahmenbeschreibungen der befragten Institutionen sind jedoch oft unkonkret und allgemein gehalten, etwa "Förderung der Integration in den

Arbeitsmarkt"; sie lassen viel Interpretationsspielraum für die tatsächliche Ausgestaltung innerhalb der Maßnahmen zu und lassen genaue Zielsetzungen oft vermissen. Konkretere Zielsetzungen würden aber mehr Verbindlichkeit herstellen, eine passendere Zuordnung von Personen zu Maßnahmen ermöglichen und eine zielorientiertere Durchführung der Maßnahmen fördern.

Eine stärkere Berücksichtigung der Berufswünsche und der bereits vorhandenen Kompetenzen und Potenziale der Jugendlichen bei der Zuteilung zu einer Unterstützungsmaßnahme könnte den Nutzen der Teilnahme weiter erhöhen. Auch ein individueller Zuschnitt der Maßnahmen auf die einzelnen Jugendlichen im Hinblick auf die Förderung ihrer Stärken und den gezielteren Abbau der vorhandenen Defizite wäre von Vorteil, ebenso wie eine gezielte Sprachförderung der nichtluxemburgischen Teilnehmer.

Für einen Teil der benachteiligten Jugendlichen stellen die zur Verfügung stehenden Maßnahmen zur Integration in den Arbeitsmarkt unbestritten eine große Hilfe und Unterstützung dar. Dies gilt jedoch nicht für die Jugendlichen mit einer gescheiterten Transition. Sie benötigen umfangreichere Unterstützung, die spezifisch auf ihre Bedürfnisse und Probleme zugeschnitten ist und durch sozialpädagogische Betreuungsangebote, die auch die Familie einbeziehen, ergänzt werden müsste.

Eine vollständige und ständig aktualisierte Auflistung aller Maßnahmen fehlt in Luxemburg, was die Orientierung für Arbeitssuchende und auch für die maßnahmenanbietenden Organisationen selbst erschwert. Einem Großteil der Jugendlichen sind die angebotenen Maßnahmen daher nur zu einem kleinen Teil bekannt.

Unterstützungsangebote zur Bewältigung privater Übergänge

Zur Unterstützung der privaten Übergänge besteht in Luxemburg eine Vielzahl von Beratungsangeboten zu unterschiedlichen Lebensbereichen (z.B. Erziehung, Schwangerschaft, Partnerschaft und Sexualität), die den stark variierenden Bedürfnissen und Problemlagen der Jugendlichen individuell begegnen und zur Bewältigung der Transition beitragen. Die verschiedenen Angebote werden von den Jugendlichen genutzt und die Themen und Zielsetzungen der Angebote scheinen dem Bedarf zu entsprechen.

Daneben bieten die betreuten Wohnstrukturen spezifische Angebote für junge Menschen, die aufgrund problematischer Lebenssituationen nicht (mehr) im Elternhaus wohnen wollen bzw. können.

Die Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die eine betreute Wohnstruktur aufsuchen, tun dies aufgrund von schwierigen Lebenssituationen, die sie ohne professionelle Hilfestellung nicht mehr bewältigen können. Insbesondere handelt es sich hierbei um Jugendliche, die bereits vor ihrem 18. Lebensjahr in einer außerfamiliären Institution gelebt haben (sogenannte "care leavers").

Diese betreuten Wohnformen für Jugendliche und junge Erwachsene unterscheiden sich in erster Linie durch den Grad der Autonomie, der den Bewohnern zugestanden wird bzw. durch das Ausmaß an sozialpädagogischer Betreuung. Die befragten Jugendlichen in betreuten Wohnstrukturen bestätigen eine Verbesserung ihrer gesamten Lebenssituation ebenso wie eine verbesserte Alltagsbewältigung. Die Wahrnehmung und Einschätzung der Wohnbedingungen sind oftmals vom Alter der Befragten und vom gewährten Autonomiegrad in der Wohnstruktur abhängig: So schätzen jüngere Bewohner den Grad der ermöglichten Partizipation als zu gering ein und empfinden den Einsatz von Regeln eher als Kontrolle denn als Hilfe, während die älteren Bewohner die institutionellen Regeln als hilfreich erachten.

Angebote zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe

Die vielfältigen Angebote zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe in Luxemburg werden im Gegensatz zu den Angeboten zur Arbeitsmarktintegration fast ausschließlich von Jugendlichen mit luxemburgischer Nationalität genutzt. Die meisten dieser Jugendlichen sind unter 25 Jahre alt, verfügen über einen hohen Bildungsabschluss und kommen aus einem gebildeten Elternhaus. Sie engagieren sich, um anderen Menschen zu helfen und sich persönlich weiterzuentwickeln. Bei den Jugendlichen, die sich politisch engagieren, spielt auch der Gedanke, Einfluss auf gesellschaftliche Prozesse nehmen zu können, eine wichtige Rolle. Die Kenntnisse, die innerhalb der Unterstützungsangebote meist auf non-formalem Weg vermittelt werden, erstrecken sich auf eine Vielzahl von Kompetenzen. Insbesondere fördern die Angebote den Erwerb von Schlüsselkompetenzen, wie z. B. konstruktives Zusammenarbeiten, die Übernahme von Verantwortung, das Einbringen in Entscheidungen und die Überzeugung, das politische Leben mitgestalten zu können. Daneben kann das gesellschaftliche Engagement zur Werteentwicklung beitragen, berufliche Chancen verbessern und insbesondere die Integration in die Gemeinde und die Gesellschaft fördern.

Ein großer Teil der Jugendlichen in Luxemburg findet jedoch keinen Zugang zur bürgerschaftlichen Beteiligung oder entsprechenden Förderprogrammen, insbesondere Jugendliche mit nichtluxemburgischer Nationalität und luxemburgische Jugendliche mit geringem Bildungsabschluss. Da das bürgerschaftliche Engagement eine starke integrationsfördernde Funktion hat sowie oft mit einer Verbesserung der beruflichen Chancen einhergeht, könnten insbesondere Jugendliche mit Migrationshintergrund oder Jugendliche mit eher niedrigem Bildungsniveau hieraus einen Nutzen ziehen.

12. ANSATZPUNKTE FÜR DISKUSSION UND EMPFEHLUNGEN

Insgesamt betrachtet, stellt das derzeitige Maßnahmenangebot in Luxemburg für viele Jugendliche und junge Erwachsene eine Vielzahl von Unterstützungsmöglichkeiten bereit. Diese Angebote werden von vielen Teilnehmern durchaus als hilfreich erachtet. Zugleich werden durch die Befragung der Teilnehmer aber auch Grenzen und Defizite ersichtlich, die als Ansatzpunkte für zukünftiges Handeln genutzt werden könnten. In den folgenden Punkten werden diese subjektiven Sichtweisen der Jugendlichen aufgegriffen.

Der Übergang vom *Bildungssystem in den Arbeitsmarkt* stellt einen Teil der Jugendlichen vor vielfältige Probleme, die durch die derzeit existierenden Unterstützungsangebote nicht vollkommen gelöst werden können.

- a) Es existiert eine Vielzahl von Angeboten zur Arbeitsmarktintegration, die weder den unterstützungsbedürftigen Jugendlichen noch den Arbeitgebern oder den maßnahmenanbietenden Organisationen selbst in vollem Umfang bekannt sind. Eine systematische und umfassende Darstellung der Maßnahmen im Hinblick auf bestimmte Merkmale (Ziele, Zulassungsvoraussetzungen usw.) und ihre Sichtbarkeit durch die Schaffung einer gemeinsamen elektronischen Plattform, auf der die Institutionen ihre Maßnahmen einstellen und aktualisieren können, wäre für alle Beteiligten von hohem Nutzen.
- b) Ein Teil der befragten Jugendlichen befindet sich ihrer Ansicht nach nicht in der für sie passenden Übergangsmaßnahme und ist entsprechend schlecht motiviert. Eine passende Zuordnung der

Jugendlichen zu Maßnahmen unter Berücksichtigung des Berufswunsches, der zu erwerbenden Kompetenzen und der bereits vorhandenen Potenziale und Kompetenzen der Jugendlichen sowie eine stärkere Individualisierung hinsichtlich der Betreuung und Förderung innerhalb der Maßnahme im Sinne eines "Case-Managements" könnte den Nutzen der Maßnahme erhöhen.

- c) Oftmals ist die durch die Maßnahme erworbene zusätzliche Qualifikation sehr allgemein und für Externe nicht nachvollziehbar. Ein Teil der Unterstützungsmaßnahmen sollte den Weiterbildungs- und Zertifizierungsaspekt stärker fokussieren und damit eine für die Jugendlichen und den zukünftigen Arbeitgeber nachvollziehbare Qualifikation stärker erkennbar werden lassen. Die Erstellung von Curricula, eine Fokussierung auf die Vermittlung bestimmter Kompetenzbereiche und eine damit verbundene Zertifizierung (etwa in Form eines Maßnahmenpasses) würden für alle Beteiligten stärkere Transparenz schaffen.
- d) Das aktuell bestehende Maßnahmenangebot scheint wenig auf Jugendliche mit multiplen Problemen zugeschnitten zu sein. Diesbezüglich ist eine Ergänzung der Angebote dringend notwendig. Neben der Vermittlung von berufsbezogenen Kompetenzen müssen die Angebote (a) um Ansätze einer allgemeinen psychosozialen Entwicklungsförderung und (b) um eine stärkere sozialpädagogische Betreuung und um eine auf die Familie ausgedehnte Unterstützung erweitert werden.
- e) Ein Teil der unterstützungsbedürftigen Jugendlichen durchläuft nacheinander mehrere Maßnahmen in verschiedenen Organisationen, wobei kaum ein Informationsaustausch zwischen den maßnahmenanbietenden Organisationen erfolgt. Eine stärkere Vernetzung der maßnahmenanbietenden Organisationen untereinander sowie mit den beratenden und arbeitsvermittelnden Institutionen könnte die bis dato eher isolierte Betreuung von Jugendlichen verhindern und eine systematische, aufeinander aufbauende Unterstützung und Betreuung sicherstellen.
- f) Viele Jugendliche, die an einer Maßnahme teilnehmen, verfügen über ein geringes Selbstvertrauen und eine niedrige Selbstwirksamkeit. Die vorhandenen Unterstützungsangebote sollten daher gezielt ergänzt werden um Hilfen zur Stärkung der generellen Handlungskompetenzen, des Selbstvertrauens und der Selbstwirksamkeit der Jugendlichen.
- g) Die mangelnde Sprachkompetenz eines Teils der Jugendlichen in den drei Landessprachen Luxemburgs zeigt sich auch bei Maßnahmenteilnehmern. Dieser Problemstellung könnte innerhalb der Maßnahmen durch begleitende Sprachenförderung Rechnung getragen werden. Auch wäre zu diskutieren, ob bestimmte Ausbildungsgänge zusätzlich monolingual angeboten werden könnten.
- h) Ein Teil der Jugendlichen sieht sich aufgrund der Maßnahmenteilnahme nicht als arbeitssuchend. Dies birgt die Gefahr eines "Locking-in"-Effektes, d.h. die Jugendlichen suchen nicht weiter nach einem Arbeitsplatz. Aus diesem Grund erscheint es wichtig, die Jugendlichen bereits während der Maßnahmenteilnahme verstärkt zu Bewerbungsaktivitäten anzuhalten und diesbezüglich auch zu unterstützen.

- i) Ein großer Teil der Jugendlichen ist über die möglichen Berufe und Arbeitsplätze in Luxemburg sowie über die unterschiedlichen Informations-, Beratungs- und Unterstützungsmöglichkeiten nur unzureichend informiert. Hier müssten einerseits die Angebote der Berufs- und Praxisorientierung in den Schulen ausgebaut und gestärkt werden, andererseits könnten auf Gemeindeebene Jugendhäuser als zusätzliche Ansprechpartner mehr spezifische Hilfestellung leisten als bislang.
- j) Das bestehende Maßnahmenangebot ist zu großen Teilen für Jugendliche mit einem niedrigen Bildungsniveau konzipiert. Um aber auch den Jugendlichen mit einem mittleren oder hohen Bildungsabschluss die Transition zu erleichtern, könnte eine bedarfsorientierte Ausweitung des Angebots angedacht werden.

Der Übergang in *eigenständiges Wohnen* gestaltet sich aufgrund der Wohnpreise in Luxemburg insbesondere für junge Menschen mit geringen finanziellen Ressourcen schwierig.

- a) Alternative Wohnformen (z.B. Wohngemeinschaften, Mehrgenerationen-Wohnen) sind für junge Menschen besonders attraktiv. Diese Wohnformen existieren bisher in Luxemburg kaum, könnten aber den Jugendlichen und jungen Erwachsenen, die auf der Suche nach bezahlbarem Wohnraum sind, den Auszug aus dem Elternhaus und den Übergang in eine eigenständige Wohnsituation vereinfachen.
- b) Für Jugendliche und junge Familien, die nicht über entsprechende Ressourcen verfügen, gestaltet sich der Zugang zum regulären Wohnungsmarkt schwierig. Für sie würde die Schaffung von weiterem subventionierten Wohnraum eine große Hilfe darstellen.
- c) Bei vielen Bewohnern einer betreuten Wohnstruktur handelt es sich um sogenannte "care leavers", d.h. diese Jugendliche haben die Zeit vor ihrem 18. Lebensjahr bereits in einer anderen betreuten Wohnstruktur verbracht (Foyer). Um diese Jugendlichen auf das eigenständige Wohnen vorzubereiten, sollte die Vermittlung von bestimmten Kompetenzen (z.B. Umgang mit Geld, Haushaltsführung, Stärkung der Eigenverantwortlichkeit) möglichst früh einsetzen, um den Bedarf an Wohnstrukturen ab dem Volljährigkeitsalter zu verringern. Eine andere Möglichkeit bestünde in dem Ausbau von Wohnstrukturen, die spezifisch für "care-leavers" konzipiert sind und ihnen nach dem Erreichen des 18. Lebensjahrs den Übergang in das eigenständige Wohnen erleichtern. Insgesamt besteht in Luxemburg ein hoher Bedarf an zusätzlichen Wohnstrukturen für Jugendliche und junge Erwachsene.
- d) Innerhalb der betreuten Wohnstrukturen glauben insbesondere die jüngeren Bewohner, sich nicht genügend einbringen zu können. Hier könnte eine stärkere Beteiligung/Partizipation der Bewohner, etwa durch die gezielte Einbindung in Planungs- und Entscheidungsprozesse, die Entwicklung von Eigenverantwortung und Selbstständigkeit stärken.

Die Vielzahl der Möglichkeiten zur *bürgerschaftlichen Teilhabe* führt momentan noch nicht zu einer Nutzung dieser Angebote durch alle luxemburgischen Jugendlichen gleichermaßen. Aktuell engagieren sich vor allem Jugendliche mit luxemburgischer Nationalität, hohem Bildungsniveau und privilegiertem familiären Hintergrund.

- a) Die Jugendlichen, die sich ehrenamtlich engagieren, profitieren von breit gefächerten Kompetenzverbesserungen, Lernzuwächsen und Entwicklungsgewinnen. Damit mehr Jugendliche von diesen positiven Effekten des Engagements profitieren, sollen gezielt bislang weniger engagierte Jugendliche z. B. aus Migrantenfamilien zur Teilnahme angesprochen und motiviert werden. Hierbei sind vor allem niedrigschwellige Angebote geeignet, die in der Schule oder der Gemeinde angesiedelt sind und sich an Jugendliche mit ausländischer Nationalität oder niedrigem Bildungsniveau richten.
- b) Junge Männer sind im Vergleich zu jungen Frauen deutlich häufiger bürgerschaftlich engagiert. Insbesondere das politische Engagement scheint die weiblichen Jugendlichen kaum zu interessieren. Somit sollte die gesellschaftliche und politische Beteiligung und das Engagement der jungen Frauen stärker gefördert werden.
- c) Ein Teil der Jugendlichen verfügt lediglich über ein geringes Ausmaß an Informationen zu bürgerschaftlichen Beteiligungsmöglichkeiten. Hier könnten gemeinsame Projekte sowie Informationsveranstaltungen in den Schulen und Jugendhäusern verstärkt zum Einsatz kommen, um möglichst viele Jugendliche erreichen zu können.
- d) Viele Jugendliche, die sich ehrenamtlich engagieren, sehen ihr Engagement nicht genug gewürdigt. Eine stärkere Anerkennung der verschiedenen Formen des bürgerschaftlichen Engagements, jugendadäquate Formen der Honorierung sowie eine stärkere Darstellung des Nutzens der bürgerschaftlichen Teilhabe für das Individuum und für die Gesellschaft wären von Vorteil.
- e) Es bestehen derzeit zwar hohe Mitgliedszahlen von Jugendlichen in Vereinen, aber das Niveau an ehrenamtlichem Engagement ist in diesen Strukturen verhältnismäßig niedrig. Um die aktive Vereinsarbeit auch in der Zukunft gewährleisten zu können, wird die ehrenamtliche Mitarbeit von Jugendlichen und jungen Erwachsenen im Verein notwendig sein. Vereine müssen daher gezielt auf Jugendliche zugehen, sich neue Zielgruppen unter den Jugendlichen erschließen und in ihren Aktivitäten und Regeln für Jugendliche attraktiver werden.
- f) Um das politische Wissen der luxemburgischen Jugendlichen zu verbessern und das demokratische Bewusstsein zu fördern, sollte politische Bildung in den Schulen durch entsprechende Strukturen (z.B. Zentrum für politische Bildung) unterstützt werden.
- g) Das gesellschaftliche Engagement f\u00f6rdert in besonderem Ma\u00dfe die Integration von Jugendlichen in die Gesellschaft. Um dieses Potenzial zur Integration zu nutzen, sollte die Bedeutung des gesellschaftlichen Engagements zur Integration von Jugendlichen mit Migrationshintergrund st\u00e4rker in den Blick genommen werden und dementsprechend gezielt zum Einsatz kommen.

Der Übergang zum Erwachsenenstatus stellt für *Jugendliche mit Behinderung* ebenfalls eine große Herausforderung dar.

- a) Jugendliche und junge Erwachsene mit einer Behinderung erleben Abwertungen und Stigmatisierungen als zusätzliches Problem und Hindernis auf dem Weg zum Erwachsensein. Hier gilt es vermehrt auf die negativen Folgen von Abwertungen und Stigmatisierungen aufmerksam zu machen, etwa indem gemeinsame Projekt- oder Inklusionsarbeit in der "Spillschoul", der Schule, im "Maison Relais", in den Jugendhäusern und Vereinen gestärkt und ausgebaut wird.
- b) Die Jugendlichen mit Behinderungen stellen sich in der Transitionsphase denselben Entwicklungsaufgaben wie Jugendliche ohne Behinderung. Es sollten ausreichend Begegnungsräume für Jugendliche mit und ohne Behinderung geschaffen werden, um inklusive Freizeitaktivitäten zu ermöglichen.
- c) Jugendliche mit Behinderungen können und wollen ebenso wie andere Jugendliche ihre Transition im Bereich bürgerschaftliche Teilhabe weiterentwickeln. Die Jugendlichen mit Behinderungen sollten über das Spektrum des bürgerschaftlichen Engagements informiert werden und ihnen sollten Möglichkeiten zur Teilnahme aufgezeigt bzw. eröffnet werden.

Anhang

1. LITERATURVERZEICHNIS

- Abels, H. (2008). Lebensphase Jugend. In H. Abels, M.-S. Honig, I. Saake & A. Weymann (Hrsg.), *Lebensphasen* (S. 77-157). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) (2015). *Données mensuelles du marché du travail*. Bulletin Luxembourgeois de l'emploi, 5. Luxembourg: ADEM.
- Allegrezza, S., Ferring, D., Willems, H. & Zahlen, P. (Hrsg.) (2014). La société luxembourgeoise dans le miroir du recensement de la population. Luxembourg: Éditions Saint-Paul.
- Allmendinger, J. (1989). Educational systems and labor market outcomes. *European Sociological Review*, 5 (3), 231-250.
- Arnett, J. J. (2000). Emerging adulthood: A theory of development from the late teens through the twenties. *American Psychologist*, *55* (5), 469-480.
- Ayllón, S. (2014). Youth Poverty, Employment, and Leaving the Parental Home in Europe. *Review of Income and Wealth*, n.a.
- Backes, G. (2014). Grundlagen der soziologischen Lebenslaufforschung. In H.-W. Wahl & A. Kruse (Hrsg.), *Lebensläufe im Wandel* (S. 39-50). Stuttgart: Kohlhammer Verlag.
- Backes, S. (2015). *Heterogenität im luxemburgischen Bildungssystem Schullaufbahnen im Vergleich* (Unveröffentlichte Dissertation). Universität Luxemburg, Luxemburg.
- Bandura, A. (1977). Self-efficacy: Toward a unifying theory of behavioral change. *Psychological Review*, 84 (2), 191-215.
- Beck, U. & Beck-Gernsheim, E. (Hrsg.) (1994). *Riskante Freiheiten: Individualisierung in modernen Gesellschaften* (1. Aufl., Bd. 1816). Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Becker, G. S. (1962). Investment in Human Capital: A Theoretical Analysis. Journal of Political Economy, 70 (5), 9-49.
- Becker, G. S. (1993). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education* (3. Aufl.). Chicago and London: The University of Chicago Press.
- Becker, R. (2000). Klassenlage und Bildungsentscheidungen: Eine empirische Anwendung der Wert-Erwartungstheorie. Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, 52 (3), 450-474.
- Becker, R. & Hecken, A. E. (2008). Why are Working-class Children Diverted from Universities? An Empirical Assessment of the Diversion Thesis. *European Sociological Review*, 25 (2), 233-250.
- Bell, D. N. & Blanchflower, D. G. (2010). *Youth Unemployment: Déjà Vu?* IZA Discussion Paper, 4705. Bonn: IZA Institute for the Study of Labor.
- Bell, D. N. & Blanchflower, D. G. (2011). Young people and the Great Recession. Oxford Review of Economic Policy, 27 (2), 241-267.
- Berg, C., Milmeister, M. & Weis, C. (2014). How can Evidence-based Policy Emerge from Empirical Data? *Youth Voice Journal*, 4, n.a.
- Berger, F. (2009). Auszug aus dem Elternhaus Strukturelle, familiale und persönlichkeitsbezogene Bedingungsfaktoren. In H. Fend, F. Berger & U. Grob (Hrsg.), *Lebensverläufe, Lebensbewältigung, Lebensglück* (S. 195-243). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Berngruber, A. (2015). ,Generation boomerang' in Germany? Returning to the parental home in young adulthood. *Journal of Youth Studies*, *18* (10), 1274-1290.
- Besch, S., Dubajic, N. & Legrand, M. (2009). *Les partis politiques et les étrangers au Luxembourg*, RED 13. Luxembourg: SESOPI Centre Intercommunautaire.
- Billari, F. & Liefbroer, A. C. (2007). Should I stay or should I go? The impact of age norms and leaving home. *Demography*, 44 (1), 181-198.

- Billari, F. C. & Liefbroer, A. C. (2010). Towards a new pattern of transition to adulthood? *Advances in Life Course Research*, 15 (2-3), 59-75.
- Biré, M., Cardoso, C. & Matera, D. (2012). La perception de l'éducation et de la formation tout au long de la vie par la population active: Partie 1. Formabref. Luxembourg: INFPC.
- Blanz, B., Remschmidt, H., Schmidt, M. H. & Warnke, A. (2006). *Psychische Störungen im Kindes- und Jugendalter:* Ein entwicklungspsychopathologisches Lehrbuch. Stuttgart: Schattauer.
- Blond-Hanten, C., Lejealle, B., Segura, J. & Waltzer, L. (2010). Le secteur associatif au Luxembourg: Rapport réalisé pour l'Oeuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte. Differdange: CEPS/Instead.
- Blossfeld, H.-P. & Hofäcker, D. (2011). Globalization, Uncertainty and its Effects on Early Family and Employment Lives An Introduction. In H.-P. Blossfeld, D. Hofäcker & S. Bertolini (Hrsg.), *Youth on Globalised Labour Markets* (S. 9-38). Opladen & Farmington Hills: Barbara Budrich Publishers.
- Boudon, R. (1974). Education, opportunity, and social inequality: Changing prospects in Western society. New York: Wiley-Interscience.
- Bourdieu, P. (2009). Ökonomisches Kapital, kulturelles Kapital, soziales Kapital. In H. Solga, J. Powell & P. A. Berger (Hrsg.), *Soziale Ungleichheit* (S. 111-126). Frankfurt: Campus.
- Bousch, P. & Licheron, J. (2012). Demande et besoins en logements au Luxembourg: Quelles solutions potentielles pour les acteurs publics? In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), *Sozialalmanach 2012: Schwerpunkt: Nachhaltiges Wohnen* (S. 249-258). Luxembourg: Caritas.
- Böwen, P. (2009). Öffentlich geförderte Beschäftigung. In Willems, H., Rotink, G., Ferring, D., Schoos, J., Majerus, M., Ewen, N., Rodesch-Hengesch, M.-A. & Schmit, C. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (Bd. 2, S. 913-922). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Breen, R. & Goldthorpe, J. H. (1997). Explaining Educational Differentials: Towards a Formal Rational Action Theory. *Rationality and Society*, *9* (3), 275-305.
- Bronfenbrenner, U. (1981). Die Ökologie der menschlichen Entwicklung. Stuttgart: Klett-Cotta.
- Brzinsky-Fay, C. (2007). Lost in Transition? Labour Market Entry Sequences of School Leavers in Europe. *European Sociological Review*, 23 (4), 409-422.
- Buber, I. & Fliegenschnee, K. (2011). *Are you Ready for a Child? A Methodological Triangulation on Fertility Intentions in Austria*. Working Papers, 3. Wien: Vienna Institute of Demography.
- Burton, R. & Houssemand, C. (2010). ICCS (International Civic and Citizenship Education Study): Rapport national Luxembourg. Luxembourg: UL & MENFP.
- Bynner, J. & Parsons, S. (2002). Social Exclusion and the Transition from School to Work: The Case of Young People Not in Education, Employment, or Training. *Journal of Vocational Behavior*, 60 (2), 289-309.
- Carcillo, S., Fernández, R., Königs, S. & Minea, A. (2015). *NEET Youth in the Aftermath of the Crisis: Challenges and Policies*. OECD Social, Employment and Migration Working Papers, 164. Paris: OECD Publishing.
- Carpentier, S. (Hrsg.) (2010). Die grenzüberschreitende Wohnmobilität zwischen Luxemburg und seinen Nachbarregionen. Schriftenreihe Forum Europa, Bd. 6. Luxemburg: Editions Saint-Paul.
- Chambre des Députés (1998). Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 82 (1600-1604) du 24.09.1998.
- Chambre des Députés (2007). Règlement grand-ducal du 24 août 2007 portant organisation: 1. de cours d'orientation et d'initiation professionnelles au Centre national de formation professionnelle continue et aux lycées. In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 167 (3248-3249) du 03.09.2007.
- Chambre des Députés (2008a). Loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 109 (1534-1538) du 25 juillet 2008.

- Chambre des Députés (2008b). Projet de loi sur la jeunesse: Rapport de la Commission de la Famille, de l'Egalité des Chances et de la Jeunesse (Nr. 5685, Session ordinaire 2007-2008).
- Chambre des Députés (2008c). Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille. In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 192 (2584-2588) du 22.12.2008.
- Chambre des Députés (2009a). Règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le «chèque-service accueil». In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 26 (375-381) du 18.02.2009.
- Chambre des Députés (2009b). Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire. In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 20 (198-200) du 16.02.2009.
- Chambre des Députés (2009c). Loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale. In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 260 (5474-5480) du 29.12.2009.
- Chambre des Députés (2012). Projet de loi portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. Dépôt le 07.03.2012 (Nr. 6410, Session ordinaire 2011-2012).
- Chambre des Députés (2013). Élections législatives, communales et européennes. In Code Administratif, Nr. 4.
- Chambre des Députés (2014). Règlement grand-ducal du 21 octobre 2014 arrêtant le nouveau programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'Etat. In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 198 (3840-3861) du 21.10.2014.
- Chambre des Députés (2015). Règlement grand-ducal du 31 mai 2015 modifiant le règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 sur la jeunesse. In Mémorial Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg A-N° 101 (1732-1733) du 11.06.2015.
- Chambre des Salariés (2014). Die CAE- und CIE-Verträge. Luxembourg: Chambre des Salariés.
- Clement, F. (2006). *Les mesures en faveur de l'emploi des jeunes de 1978* à *nos jours*. Population & Emploi, 20. Luxembourg: CEPS/Instead.
- Coles, B., Godfrey, C., Keung, A., Parrot, S. & Bradshaw, J. (2010). Estimating the life-time cost of NEET: 16-18 year olds not in Education, Employment or Training. York: University of York.
- Conseil économique et social (CES) & Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD) (2013). PIBienêtre. Avis commun CES-CSDD. Luxembourg: CES & CSDD.
- Currie, C., Zanotti, C., Morgan, A., Currie, D., de Looze, M., Roberts, C., Samdal, O., Smith, O. R. & Barnekow, V. (2012). Social determinants of health and well-being among young people: Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) study: international report from the 2009/2010 survey. Health Policy for Children and Adolescents, 6. Copenhagen: WHO Regional Office for Europe.
- Dassonneville, R., Quintelier, E., Hooghe, M. & Claes, E. (2012). The Relation Between Civic Education and Political Attitudes and Behavior: A Two-Year Panel Study Among Belgian Late Adolescents. *Applied Developmental Science*, 16 (3), 140-150.
- Dekovic, M., Noom, M. J. & Meeus, W. (1997). Expectations regarding development during adolescence: Parental and adolescent perceptions. *Journal of Youth and Adolescence*, 26 (3), 253-272.
- De Lanchy, G. (2010). Home sweet home: le confort des logements s'est amélioré, mais pas pour tous les ménages. *Vivre au Luxembourg. Chroniques de l'enquête PSELL-3/2008* (70), 1-2.
- De Lanchy, G. & Licheron, J. (2014). Inégalités dans l'accès au logement et problème du "mal-logement" au Luxembourg. In E. Marlier et al. (Hrsg.), *Cohésion sociale et territoriale au Luxembourg* (S. 217-236). Bruxelles: Peter Lang.
- Denzin, N. K. (2009). The Research Act: A Theoretical Introduction to Sociological Methods. New Brunswick: Aldine Transaction
- Diabaté, S. & Lück, D. (2014). Familienleitbilder Identifikation und Wirkungsweise auf generatives Verhalten. *Zeitschrift für Familienforschung*, *26* (1), 49-69.

- Diefenbach, H. (2009). Die Theorie der Rationalen Wahl oder "Rational Choice"-Theorie (RCT). In D. Brock, M. Junge, H. Diefenbach, R. Keller & D. Villányi (Hrsg.), *Soziologische Paradigmen nach Talcott Parsons* (S. 239-290). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Dietrich, H. (2012). Youth Unemployment in Europe. Theoretical Considerations and Empirical Findings. Berlin: Friedrich-Ebert Stiftung.
- Dietrich, H. (2013). Youth unemployment in the period 2001-2010 and the European crisis looking at the empirical evidence. *Transfer: European Review of Labour and Research*, 19 (3), 305-324.
- Dietrich, H. (2014). *Aktuelle Berichte: Erwerbslosigkeit Jugendlicher in Europa im Jahr 2013*. Nürnberg: Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB).
- Dietrich, H. & Abraham, M. (2008). Eintritt in den Arbeitsmarkt. In M. Abraham (Hrsg.), *Arbeitsmarktsoziologie* (S. 69-98). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Dobritz, J. & Ruckdeschel, K. (2013). Kinderlosigkeit differenzierte Analysen und europäische Vergleiche. In D. Konietzka & M. Kreyenfeld (Hrsg.), *Ein Leben ohne Kinder* (S. 253-278). Wiesbaden: Springer VS.
- du Bois-Reymond, M. (2013). Eltern werden. In W. Schröer, B. Stauber, A. Walther, L. Böhnisch & K. Lenz (Hrsg.), *Handbuch Übergänge* (S. 311-330). Weinheim und Basel: Beltz Juventa.
- Erikson, E. H. (1971). Identität und Lebenszyklus (811. Aufl.). Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Esping-Andersen, G. (1999). Social foundations of postindustrial economies. Oxford and New York: Oxford University Press.
- Europäische Kommission (2009). Verordnung (EG) Nr. 1201/2009 der Kommission vom 30. November 2009 zur Durchführung der Verordnung (EG) Nr. 763/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates über Volks- und Wohnungszählungen in Bezug auf die technischen Spezifikationen für die Themen sowie für deren Untergliederungen. Amtsblatt der Europäischen Union, L 329/29, 29-68.
- European Commission (2010). Europe 2020. A European strategy for smart, sustainable and inclusive growth. Communication from the Commission, COM(2010). Brussels: European Commission.
- European Commission (2011). *Youth on the move: Analytical report.* Flash Eurobarometer, 319a. Brussels: The Gallup Organization.
- European Commission (2012). EU Youth Report. Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions (Eurofound) (2012). *Recent policy developments related to those not in employment, education and training (NEETs)*. Zugriff auf www.eurofound. europa.eu/observatories/emcc/comparative-information/recent-policy-developments-related-to-those-not-in-employment-education-and-training-neets (zuletzt abgerufen am 07.12.2015)
- Eurostat (2011). European Statistical System. Zugriff auf https://ec.europa.eu/CensusHub2 (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2012a). Durchschnittliche Wohnfläche nach Einkommensquantilen und Eigentümerstatus [ilc_hcmh01]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2012b). *Eheschließungen [tps00012]*. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2013a). *Anteil der Jugendlichen, die mit ihren Eltern wohnen, nach Geschlecht und Alter [yth_demo_050]*. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2013b). *Gesamtfruchtbarkeitsrate* [tsdde220]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2013c). Quote der Überbelastung durch Wohnkosten nach Alter, Geschlecht und Armutsgefährdung (Quelle: SILC) [ilc_lvho07a]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).

- Eurostat (2013d). Verteilung der Bevölkerung nach Wohnbesitzverhältnissen, Haushaltstyp und Einkommensgruppe (Quelle: SILC) [ilc_lvho02]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Eurostat (2014a). *Glossary: At-risk-of-poverty rate*. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Glossary:At-risk-of-poverty_rate (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2014b). *Hauptszenario Bevölkerung am 1. Januar nach Geschlecht und Alter Jahr [proj_13npms]*. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015). *Gini-Koeffizient des verfügbaren Äquivalenzeinkommens (Quelle: SILC) [ilc_di12]* Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015a). *Arbeitslosenquoten nach Geschlecht und Altersgruppe Jahresdurchschnitte,* % [une_rt_a]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015b). Bevölkerung im Alter von 30-34 mit einem tertiären Bildungsabschluss nach Geschlecht [yth_educ_020]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015c). *Bevölkerung: Strukturindikatoren [demo_pjanind]*. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015d). Demographische Veränderung absoluter und relativer Bevölkerungsstand auf nationaler Ebene [demo_gind]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015e). Erwerbstätigenquoten nach Geschlecht, Alter und Bildungsabschluss (%) [lfsa_ergaed]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015f). Fruchtbarkeitsziffern [demo_find]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/de/data/database (zuletzt abgerufen am 03.09.2015).
- Eurostat (2015g). Frühzeitige Schul- und Ausbildungsabgänger nach Geschlecht und Erwerbsstatus [edat_lfse_14]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015h). *Junge Menschen im Alter von 20-24 mit einem Abschluss im Sekundarbereich II nach Geschlecht* [yth_educ_030]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015i). Nichterwerbstätige Jugendliche, die weder an Bildung noch an Weiterbildung teilnehmen, nach Geschlecht, Alter und Verstädterungsgrad (NEET Rate) [edat_lfse_29]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Eurostat (2015j). Prozent der selbstständig Beschäftigten nach Geschlecht, Altersgruppe und Haushaltszusammensetzung [lfst hhsety]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 08.09.2015).
- Eurostat (2015k). *Teilzeitbeschäftigung als Prozentsatz der gesamten Beschäftigung, nach Geschlecht und Alter (%)* [[fsa_eppga]. Zugriff auf http://ec.europa.eu/eurostat/data/database (zuletzt abgerufen am 08.09.2015).
- Faber, T. & Boll, T. (2010). *Nachhaltige Entwicklung aus der Sicht von Jugendlichen: Ergebnisse einer Studie in den Abschlussklassen der Luxemburger Sekundarschulen*. Luxemburg: Universität Luxemburg.
- FEDIL Business Federation Luxembourg (2015). Les qualifications de demain dans l'industrie! Édition 2015. Résultats d'une enquête réalisée auprès des entreprises industrielles du Grand-Duché de Luxembourg. Luxembourg: FEDIL.
- Fehlen, F. (2009). Sozialstruktur und sozialer Wandel. In Willems, H., Rotink, G., Ferring, D., Schoos, J., Majerus, M., Ewen, N., Rodesch-Hengesch, M.-A. & Schmit, C. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (Bd. 1, S. 129-142). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Festy, P. (1980). On the New Context of Marriage in Western Europe. *Population and Development Review*, 6 (2), 311-315.
- Frising, A. (2012). Regards sur l'utilisation des TIC par les particuliers. Regards, 4. Luxembourg: Statec.
- Frising, A., Hury, J., Lamboray, C., Osier, G., Peltier, F., Reiff, P., Ries, J., Thill, G. & Zahlen, P. (2013). *Rapport travail et cohésion sociale*. Cahier économique, 116. Luxembourg: Statec.

- Frising, A. & Reichmann, L. (2009). Regards sur le chômage: Qui s'inscrit à l'Administration de l'emploi? Regards, 3. Luxembourg: Statec.
- Furlong, A. (2006). Not a very NEET solution: representing problematic labour market transitions among early school-leavers. *Work, Employment and Society*, *20* (3), 553-569.
- Furlong, A. (2013). Youth studies: An introduction. New York: Routledge.
- Furlong, A. & Cartmel, F. (2007). *Young people and social change: Individualization and risk in late modernity* (2. Aufl.). Buckingham: Open University Press.
- Furstenberg, F. F., Rumbaut, R. G. & Settersten, R. A. (2005). On the Frontier of Adulthood: Emerging Themes and New Directions. In R. A. Settersten, F. F. Furstenberg & R. G. Rumbaut (Hrsg.), *On the frontier of adulthood* (S. 3-25). Chicago: The University of Chicago Press.
- Fusco, A. (2012). *The relationship between income and housing deprivation in Luxembourg: a longitudinal analysis.* Working Papers, 10. Esch/Alzette: CEPS/Instead.
- Fusco, A., Van Kerm, P., Alieva, A., Bellani, L., Etienne-Robert, F., Guio, A-C., Kyzyma, I., Leduc, K., Liégeois, P., Pi Alperin, M-N., Reinstadler, A., Sierminska, E., Sologon, D., Thill, P., Valentova, M., Voicu, B. (2013). GINI Country Report: Growing Inequalities and their Impacts in Luxembourg.
- Gabriel, O. W. & Völkl, K. (2008). Politische und soziale Partizipation. In O. W. Gabriel & S. Kropp (Hrsg.), *Die EU-Staaten im Vergleich* (S. 268-298). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Georges, N. & Urbé, R. (2012). Subventions au logement: aides aux personnes ou aides à la pierre? In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), Sozialalmanach 2012: Schwerpunkt: Nachhaltiges Wohnen (S. 101-122). Luxembourg: Caritas.
- Gifford, C. & Gomez, C. T. (2014). *Citizenship Education in Europe: The Expert's View.* CiCe Guidelines, 1. London: Children's Identity & Citizenship in Europe (CiCe), Erasmus Academic Network.
- Goldscheider, F. K. & Goldscheider, C. (1999). *The changing transition to adulthood: Leaving and returning home.* (Understanding Families, Bd. 17). Thousand Oaks [California]: SAGE Publications.
- Goldthorpe, J. H. (2007). *On sociology: Numbers, narratives, and the integration of research and theory* (2. Aufl., Bd. 1). Oxford [UK] and New York: Oxford University Press.
- Graf, L. & Tröhler, D. (2015). Berufsausbildung in Luxemburg: historische Ursprünge, institutionelle Struktur und aktuelle Herausforderungen. In Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse & Université du Luxembourg (Hrsg.), Bildungsbericht Luxemburg 2015. Band 2: Analysen und Befunde (S. 103-108). Luxemburg: MENJE & UL.
- Grob, U. (2009). Die Entwicklung politischer Orientierungen vom Jugend- ins Erwachsenenalter Ist die Jugend eine spezifisch sensible Phase in der politischen Sozialisation? In H. Fend, F. Berger & U. Grob (Hrsg.), *Lebensverläufe*, *Lebensbewältigung*, *Lebensglück* (S. 329-372). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Hadjar, A., Fischbach, A., Martin, R. & Backes, S. (2015). Bildungsungleichheiten im luxemburgischen Bildungssystem. In Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse & Université du Luxemburg (Hrsg.), Bildungsbericht Luxemburg 2015. Band 2: Analysen und Befunde (S. 34-56). Luxemburg: MENJE & UL.
- Hansen, J. (2014, 18. April). Editorial. 6670. *D'Lëtzebuerger Land*. Zugriff auf www.land.lu/2014/04/18/6670/ (zuletzt abgerufen am 26.05.2014).
- Harris, A., Wyn, J. & Younes, S. (2010). Beyond apathetic or activist youth: ,Ordinary' young people and contemporary forms of participation. *Young*, *18* (1), 9-32.
- Hausman, P. (2011). Les valeurs politiques : déclin ou continuité ? Les Cahiers du CEPS/Instead. Population & Emploi, 17. Esch/Alzette: CEPS/Instead.
- Havighurst, R. J. (1972 [1981]). Developmental tasks and education (3. Aufl.). New York: Longman.
- Heinen, A., Roob, C. & Berg, C. (2011). *Die "Assemblée Nationale des Jeunes" als Modell politischer Partizipation.* Ergebnisse einer qualitativen Evaluation. Luxemburg: Universität Luxemburg.

- Heinz, A., Peltier, F. & Thill, G. (2013a). *Die Wohnsituation: Wohnfläche und Ausstattung der Wohnung*. Recensement de la population 2011. Premiers résultats, 9. Luxemburg: Statec & Universität Luxemburg.
- Heinz, A., Peltier, F. & Thill, G. (2013b). *Mietwohnungen: Kaltmieten Wohnungsgrößen Vorzugsmieten*. Recensement de la population 2011. Premiers résultats, 10. Luxemburg: Statec & Universität Luxemburg.
- Heitmeyer, W., Mansel, J. & Olk, T. (Hrsg.) (2011). *Individualisierung von Jugend: Zwischen kreativer Innovation, Gerechtigkeitssuche und gesellschaftlichen Reaktionen*. Weinheim: Juventa.
- Hillebrand, K., Zenner, K., Schmidt, T., Kühnel, W. & Willems, H. (2015). *Politisches Engagement und Selbstverständnis linksaffiner Jugendlicher*. Wiesbaden: Springer VS.
- Höblich, D. & Meuth, M. (2013). Wohnen im Übergang ins Erwachsenenalter. In W. Schröer, B. Stauber, A. Walther, L. Böhnisch & K. Lenz (Hrsg.), *Handbuch Übergänge* (S. 291-310). Weinheim und Basel: Beltz Juventa.
- Hof, C. (2014). Familiengründung als Übergang im Erwachsenenalter. Anschlüsse für eine Pädagogik der Übergänge. In C. Hof, M. Meuth & A. Walther (Hrsg.), Pädagogik der Übergänge in Lebenslauf und Biografie als Anlässe und Bezugspunkte von Erziehung, Bildung und Hilfe (S. 128-145). Weinheim: Beltz Juventa.
- Hoffmann, M. (2012). Sortir de l'échec. La politique du logement au Luxembourg. In D. Schronen & R. Urbé (Hrsg.), *Sozialalmanach 2012: Schwerpunkt: Nachhaltiges Wohnen* (S. 133-156). Luxembourg: Caritas.
- Horvath, A. & Paolini, G. (2013). *Political Participation and EU Citizenship: Perceptions and Behaviours of Young People: Evidence from Eurobarometer surveys.* Zugriff auf http://eacea.ec.europa.eu/youth/tools/documents/perception-behaviours.pdf (zuletzt abgerufen am 07.12.2015)
- Hu, A., Hansen-Pauly, M.-A., Reichert, M. & Ugen, S. (2015). Mehrsprachigkeit im luxemburgischen Sekundarschulwesen. In Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse & Université du Luxemburg (Hrsg.), Bildungsbericht Luxemburg 2015. Band 2: Analysen und Befunde (S. 63-75). Luxemburg: MENJE & UL.
- Hurrelmann, K. (2003). Der entstrukturierte Lebenslauf. Die Auswirkungen der Expansion der Jugendphase. Zeitschrift für Soziologie der Erziehung und Sozialisation, 23 (2), 115-126.
- Hurrelmann, K. (2012). Jugendliche als produktive Realitätsverarbeiter: Zur Neuausgabe des Buches "Lebensphase Jugend". *Diskurs Kindheits- und Jugendforschung*, 7 (1), 89-100.
- Hurrelmann, K. & Albrecht, E. (2014). *Die heimlichen Revolutionäre: Wie die Generation Y unsere Welt verändert* (1. Aufl.). Weinheim und Basel: Beltz Verlag.
- Hurrelmann, K. & Quenzel, G. (2012). Lebensphase Jugend: Eine Einführung in die sozialwissenschaftliche Jugendforschung (11. Aufl.). Weinheim: Beltz Juventa.
- Hury, J., Peltier, F., Salagean, I., Thill, G. & Zahlen, P. (2015). *Rapport travail et cohésion sociale*. Cahier économique, 120. Luxembourg: Statec.
- Iacovou, M. (2010). Leaving home: Independence, togetherness and income. *Advances in Life Course Research*, 15 (4), 147-160.
- Iacovou, M. & Parisi, L. (2009). Leaving Home. In M. Brynin & J. Ermisch (Hrsg.), Changing relationships (Bd. 45, S. 59-72). London: Routledge.
- Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) (2014). Die Arbeitsmarktsituation in der Großregion. Situation junger Menschen. 9. Bericht der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle an den 14. Gipfel der Exekutive in der Großregion. Saarbrücken: IBA.
- Info-handicap (2011). *Guide du Handicap 2: Schule und Bildung. Education scolaire et formation.* Zugriff auf www. sante.public.lu/ publications/sante-fil-vie/handicap/guide-handicap/guide-handicap-chap2-fr-de.pdf (zuletzt abgerufen am 22.07.2015).
- Info-handicap (2012). Resolux 11. Luxembourg. Zugriff auf www.resolux.lu (zuletzt abgerufen am 22.07.2015).

- Info-handicap (2015). *Guide du Handicap 3: Arbeit und Einkommen. Travail et revenu.* Zugriff auf www.info-handicap. lu/index.php/de-DE/guide-du-handicap/3arbeit-und-einkommen-travail-et-revenu/658-chap3-1/file (zuletzt abgerufen am 22.07.2015).
- Kaase, M. (1994). Partizipation. In E. Holtmann (Hrsg.), Politik-Lexikon (S. 442-445). München: Oldenbourg.
- Kaina, V. & Deutsch, F. (2006). Verliert die "Stille Revolution" ihren Nachwuchs? Wertorientierungen in Deutschland im Kohorten- und Zeitvergleich. In E. Roller, F. Brettschneider & J. W. van Deth (Hrsg.), *Jugend und Politik:* "Voll normal!": Der Beitrag der politischen Soziologie zur Jugendforschung (Bd. 11, S. 157-181). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Kelle, U. & Kluge, S. (2010). *Vom Einzelfall zum Typus: Fallvergleich und Fallkontrastierung in der qualitativen Sozialforschung* (2., überarbeitete Aufl., Bd. 15). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Kerckhoff, A. C. (2000). Transition from School to Work in Comparative Perspective. In M. T. Hallinan (Hrsg.), *Handbook of the sociology of education* (S. 453-474). New York: Springer.
- Kerr, D., Sturmann, L., Schulz, W. & Burge, N. (2010). ICCS 2009 European Report: Civic knowledge, attitudes, and engagement among lower-secondary students in 24 European countries. Amsterdam: International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA).
- Klages, H. (1984). Wertorientierungen im Wandel: Rückblick, Gegenwartsanalyse, Prognosen. Frankfurt/Main und New York: Campus.
- Klages, H. (2001). Brauchen wir eine Rückkehr zu traditionellen Werten? Politik und Zeitgeschichte, 29, 7-14.
- Klages, H. & Gensicke, T. (2006). Wertesynthese funktional oder dysfunktional? *Kölner Zeitschrift für Soziologie* und Sozialpsychologie, 58 (2), 332-351.
- Klapproth, F., Glock, S., Krolak-Schwerdt, S., Martin, R. & Böhmer, M. (2013). Prädiktoren der Sekundarschulempfehlung in Luxemburg: Ergebnisse einer Large-Scale-Untersuchung. *Zeitschrift für Erziehungswissenschaft*, 16 (2), 355-379.
- Klingovsky, U. (2013). Lebenslanges Lernen im Postfordismus: Zur Transformation von Begründungsfiguren des Lehrens und Lernens. *Magazin Erwachsenenbildung.at (Meb)*, 18, 2-10.
- Kohli, M. (1985). Die Institutionalisierung des Lebenslaufs: Historische Befunde und theoretische Argumente. Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, 37 (1), 1-29.
- Kohli, M. (2003). Der institutionalisierte Lebenslauf: Ein Blick zurück und nach vorn. In J. Allmendinger (Hrsg.), *Entstaatlichung und soziale Sicherheit* (Bd. 31, S. 525-545). Opladen: Leske + Budrich.
- Konietzka, D. (2010). Zeiten des Übergangs: Sozialer Wandel des Übergangs in das Erwachsenenalter. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Krampen, G. & Reichle, B. (2008). Entwicklungsaufgaben im frühen Erwachsenenalter. In R. Oerter & L. Montada (Hrsg.), *Entwicklungspsychologie* (S. 333-365). Weinheim: Beltz.
- Kremer, L., Heinen, A. & Willems, H. (2014). Die Jugend der Gemeinde Schüttringen. Entwicklungen und Perspektiven: Ergebnisbericht der Jugendstudie im Rahmen des Jugendkommunalplanes für die Gemeinde Schüttringen. Walferdingen: Universität Luxemburg.
- Krolak-Schwerdt, S., Pit-ten Cate, I., Glock, S. & Klapproth, F. (2015). Der Übergang vom Primar- zum Sekundarschulbereich: Übergangsentscheidungen von Lehrkräften. In Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse & Université du Luxembourg (Hrsg.), Bildungsbericht Luxemburg 2015. Band 2: Analysen und Befunde (S. 57-62). Luxemburg: MENJE & UL.
- Kuckartz, U. (2010). *Einführung in die computergestützte Analyse qualitativer Daten* (3., aktualisierte Aufl.). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg. (2014). Plan national de mise en oeuvre de la Garantie pour la Jeunesse. Luxembourg.

- Le Blanc, D. & Wolff, F.-C. (2006). Leaving Home in Europe: The Role of Parents' and Children's Incomes. *Review of Economics of the Household*, 4 (1), 53-73.
- Legille, S. (2011). Analyse zum freiwilligen Engagement bei Jugendlichen in Luxemburg: Studie im Auftrag des "Service National de la Jeunesse" im Rahmen der "Année européenne du Bénévolat 2011". Série Etudes. Luxembourg: Service National de la Jeunesse (SNJ).
- Lennartz, C., Arundel, R. & Ronald, R. (2015). Younger Adults and Homeownership in Europe Through the Global Financial Crisis. *Population, Space and Place*, n.a.
- Lersch, P. M. & Dewilde, C. (2013). *Young People's Employment and Homeownership in Europe*. HOWCOME Working Paper Series, 3. Tilburg: Tilburg University.
- Leven, I., Quenzel, G. & Hurrelmann, K. (2010). Familie, Schule, Freizeit: Kontinuitäten im Wandel. In Shell Deutschland Holding (Hrsg.), *Jugend 2010* (Bd. 16, S. 53-128). Frankfurt am Main: Fischer-Taschenbuch-Verlag. Levy, J. (2013). *Diplômes et certifications: Année scolaire 2011/2012*. Luxembourg: MENFP.
- LSE Enterprise (2013). EACEA 2010/03: Youth Participation in Democratic Life. Final Report. London.
- Luedtke, J. (2013). Die Arbeitsgesellschaft unter Wandlungsdruck: Auswirkungen auf die Lage und Zukunft von Jugendlichen. In A. Groenemeyer & D. Hoffmann (Hrsg.), *Jugend als soziales Problem Probleme der Jugend?* (S. 76-96). Weinheim und Basel: Beltz Juventa.
- Manço, A., Gillen, L. & Mertz, F. (2015). La participation politique des étrangers au Luxembourg. Luxembourg: CEFIS asbl.
- Manderscheid, A. & Vandivinit, C. (2009). Die Entwicklung der Zusammenarbeit des Staates mit den freien Trägern in den Jahren 1967-1998. In Willems, H., Rotink, G., Ferring, D., Schoos, J., Majerus, M., Ewen, N., Rodesch-Hengesch, M.-A. & Schmit, C. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (Bd.1, S. 99-111). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Marbach, J. H. & Tölke, A. (2013). Frauen, Männer und Familie. Lebensorientierung, Kinderwunsch und Vaterrolle. In D. Konietzka & M. Kreyenfeld (Hrsg.), *Ein Leben ohne Kinder* (S. 281-310). Wiesbaden: Springer VS.
- Maxwell, R. (2010). Evaluating Migrant Integration: Political Attitudes Across Generations in Europe. *International Migration Review*, 44 (1), 25-52.
- Mayring, P. (2010). *Qualitative Inhaltsanalyse: Grundlagen und Techniken* (11., aktualisierte und überarbeitete Aufl.). Weinheim und Basel: Beltz Verlag.
- McIntosh, H. & Youniss, J. (2010). Toward a Political Theory of Political Socialization of Youth. In L. R. Sherrod, J. Torney-Purta & C. A. Flanagan (Hrsg.), *Handbook of Research on Civic Engagement in Youth* (S. 23-42). Hoboken und New Jersey: John Wiley & Sons, Inc.
- Meyers, R. (2003). Etat des lieux des pratiques pédagogiques d'insertion au Luxembourg. Luxembourg.
- Meyers, C., Heinen, A. & Berg, C. (2012). Die Jugend der Gemeinde Mersch. Entwicklungen und Perspektiven. Ergebnisbericht der Jugendstudie im Rahmen des Jugendkommunalplanes für die Gemeinde Mersch. Walferdingen: Universität Luxemburg & CESIJE.
- Meyers, C. & Willems, H. (2008). *Die Jugend der Stadt Luxemburg. Das Portrait einer multikulturellen und heterogenen Jugendgeneration, ihrer Wertorientierungen und Freizeitmuster*. Esch/Alzette: Éditions PHI, CESIJE, Universität Luxemburg.
- Milmeister, M. (2012). Information sheet. Volunteering of young people. Luxembourg. Strasbourg: Youth Partnership. Milmeister, P. & Willems, H. (Hrsg.). (2008). Unterstützungsangebote für benachteiligte Jugendliche zwischen Schule und Beruf: Expertisen aus der Schweiz, Deutschland, Luxemburg. INSIDE Reports 2 Contexts and Structures of Growing Up. Luxembourg: Université du Luxembourg.
- Milmeister, P. & Berg, C. (2012). "NEETs" in Luxemburg: Explorative Studie zu Konzept und Phänomen, mit Einschätzungen von Akteuren aus dem Jugendbereich. Luxemburg: Universität Luxemburg.

- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (Hrsg.) (2010). Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg. Luxembourg: MFI.
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (Hrsg.) (2012). Pacte pour la Jeunesse. Luxembourg: MFI.
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (2014a). *Recensement des structures d'hébergement à la date du 15 mars 2014*. Luxembourg: MFI. Zugriff auf www.mfi.public.lu/publications/Solidarite/RecensementStructures Hebergement 15mars2014.pdf (zuletzt abgerufen am 04.12.2015).
- Ministère de la Famille et de l'Intégration (MFI) (2014b). Recensement des structures d'hébergement à la date du 15 mars 2014. Zugriff auf www.mfi.public.lu/publications/Solidarite/RecensementStructuresHebergement_15 mars 2014.pdf (zuletzt abgerufen am 04.12.2015).
- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MFI) (2015a). Rapport d'activité 2014. Luxembourg: MFI.
- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MFI) (2015b). *Réforme du congé parental. Conférence de presse du 27 avril 2015. Dossier de presse*. Zugriff auf www.mfi.public.lu/actualites/2015/04/27_congeparental/index.html?highlight=cong%C3%A9%22parental (zuletzt abgerufen am 04.12.2015).
- Ministère de la Jeunesse (1996). *Pour les jeunes avec les jeunes. Lignes directrices de la politique du Ministère de la Jeunesse.* Luxembourg: Ministère de la Jeunesse.
- Ministère de la Jeunesse (1997). *Participation des jeunes. Plan d'action N°1*. Luxembourg: Ministère de la Jeunesse. Ministère de la Santé (2014). *Rapport d'activité 2013*. Zugriff auf www.sante.public.lu/fr/publications/r/rapport-activite-ministere-sante-2013/index.html (zuletzt abgerufen am 04.12.2015).
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) (2013). Les chiffres clés de l'éducation nationale. Statistiques et indicateurs 2011 2012. Luxembourg: MENFP.
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) & Université du Luxembourg (UL) (Hrsg.) (2013). PISA 2012. Nationaler Bericht Luxemburg. Luxemburg: MENFP & UL.
- Ministère de l'Égalité des chances (2015). *Rapport d'activité 2014*. Zugriff auf www.mega.public.lu/fr/publications/rapports-activites-ministere/annee-2014/index.html (zuletzt abgerufen am 04.12.2015).
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) (2014). Liste des enfants et adolescents vivant au Luxembourg qui sont accueillis ou placés en institution ou en famille d'accueil au Luxembourg ou à l'étranger. Luxembourg: MENJE.
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) & Université du Luxembourg (UL) (2015a) (Hrsg.). Bildungsbericht Luxemburg 2015. Band 1: Sonderausgabe der Chiffres Clés de l'éducation Nationale 2013/2014. Schuljahr 2013/2014. Luxemburg: MENJE & UL.
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) & Université du Luxembourg (UL) (2015b) (Hrsg.). Bildungsbericht Luxemburg 2015. Band 2: Analysen und Befunde. Luxemburg: MENJE & UL.
- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) (2015). *Tableau de bord statistique permanent «aide à l'enfance ONE». Au 1ier avril 2015*. Luxembourg: MENJE.
- Ministère du Logement (2012). *Rapport d'activité 2011*. Zugriff auf www.ml.public.lu/pictures/fichiers/rapport_activite_2012.pdf (zuletzt abgerufen am 04.12.2015).
- Ministère du Logement (ML) & Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) (2015). Création de logements pour jeunes. Dossier de presse du 12 mai 2015. Luxembourg: ML & MENJE.
- Model, J., Furstenberg Jr., F. F. & Hershberg, T. (1976). Social Change and Transitions to Adulthood in Historical Perspective. *Journal of Family History*, *1* (1), 7-32.
- Montada, L. (2008). Fragen. Konzepte. Perspektiven. In R. Oerter & L. Montada (Hrsg.), *Entwicklungspsychologie* (S. 3-53). Weinheim: Beltz.

- Montt, G. (2010). Cross-national Differences in Educational Achievement Inequality. *Sociology of Education*, 84 (1), 49-68.
- Müller, W. & Gangl, M. (Hrsg.) (2003). Transitions from education to work in Europe: The integration of youth into EU labour markets. New York: Oxford University Press.
- Müller, W. & Shavit, Y. (1998). The Institutional Embeddedness of the Stratification Process: A Comparative Study of Qualifications and Occupations in Thirteen Countries. In Y. Shavit & W. Müller (Hrsg.), *From school to work* (S. 1-48). Oxford: Clarendon Press.
- Nauck, B. (2001). Der Wert von Kindern für ihre Eltern: "Value of Children" als spezielle Handlungstheorie des generativen Verhaltens und von Generationenbeziehungen im interkulturellen Vergleich. Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, 53 (3), 407-435.
- Nave-Herz, R. (2000). Historischer und zeitgeschichtlicher Wandel im Phasenablaufprozess von der Partnerfindung bis zur Eheschließung. Zeitschrift für Soziologie der Erziehung und Sozialisation, 20 (3), 260-271.
- Neundorf, A., Smets, K. & García-Albacete, G. M. (2013). Homemade citizens: The development of political interest during adolescence and young adulthood. *Acta Politica*, 48 (1), 92-116.
- Niemi, R. G. & Klingler, J. D. (2012). The Development of Political Attitudes and Behaviour Among Young Adults. *Australian Journal of Political Science*, 47 (1), 31-54.
- Norris, P. (2004). Young People & Political Activism: From the Politics of Loyalties to the Politics of Choice? Zugriff auf www.hks.harvard.edu/fs/pnorris/Acrobat/COE%20Young%20People%20and%20Political%20Activism.pdf (zuletzt abgerufen am 12.12.2011).
- Oerter, R. & Dreher, E. (2008). Jugendalter. In R. Oerter & L. Montada (Hrsg.), *Entwicklungspsychologie* (6., vollständig überarbeitete Aufl., S. 271-332). Weinheim: Beltz.
- Oerter, R. & Montada, L. (Hrsg.) (2008). *Entwicklungspsychologie* (6., vollständig überarbeitete Aufl.). Weinheim: Beltz.
- Ombuds Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) (2014). *Rapport 2014 au Gouvernement et à la Chambre des Députes*. Luxembourg: ORK.
- Orlowski, E. (2002). Pädagogik des Jugendwohnheims. In P. Fülbier & R. Münchmeier (Hrsg.), *Handbuch Jugendsozialarbeit* (S. 874-887). Münster: Juventa.
- Osier, G. (2013). Regards sur le coût des logements pour les ménages. Regards, 22. Luxemburg: Statec.
- Papastefanou, C. (2006). Ablösung im Erleben junger Erwachsener aus verschiedenen Familienstrukturen. Zeitschrift für Soziologie der Erziehung und Sozialisation, 26 (1), 23-35.
- Peltier, F., Ries, J., Salagean, I., Thill, G. & Zahlen, P. (2014). *Rapport travail et cohésion sociale*. Cahier économique, 117. Luxembourg: Statec.
- Pfau-Effinger, B. (2004). Socio-historical paths of the male breadwinner model an explanation of cross-national differences. *The British Journal of Sociology*, *55* (3), 377-399.
- Pfeffer, F. T. (2008). Persistent Inequality in Educational Attainment and its Institutional Context. *European Sociological Review*, 24 (5), 543-565.
- Pittini, A. & Laino, E. (2011). *Housing Europe Review 2012: The nuts and bolts of European social housing systems.*Brussels: CECODHAS Housing Europe.
- Poirier, P., Dumont, P., Kies, R., Carpentier-Tanguy, X. & Spreitzer, A. (2015). *ELECT 2013-EURO2014*. Zugriff auf http://parlement.unblog.fr/projet-de-recherche-elect-2013-2014/ (zuletzt abgerufen am 18.03.2015).
- Reiff, P. (2015). Regards sur les femmes et l'éducation. Regards, 3. Luxembourg: Statec.
- Reinders, H. (2003). Jugendtypen: Ansätze zu einer differentiellen Theorie der Adoleszenz. Opladen: Leske + Budrich.
- Reinders, H. (2004). Wege zum Erwachsenenstatus. Jugend als Bildungszeit oder Freizeit? Zugriff auf www.familien-handbuch.de/cms/Jugendforschung-Erwachsenwerden.pdf (zuletzt abgerufen am 14.05.2014).

- Reinders, H. & Butz, P. (2001). Entwicklungswege Jugendlicher zwischen Transition und Moratorium. Zeitschrift für Pädagogik, 47 (6), 913-928.
- Reinders, H. & Wild, E. (Hrsg.) (2003). *Jugendzeit Time Out? Zur Ausgestaltung des Jugendalters als Moratorium*. Opladen: Leske + Budrich.
- Reinstadler, A. (2011). *Luxembourg and France: Comparable Family Benefits, Comparable Fertility Levels?* Working Papers, 65. Esch/Alzette: CEPS/Instead.
- Ries, J. (2011). Regards sur la syndicalisation au Luxembourg. Regards, 12. Luxembourg: Statec.
- Ries, J. (2012). Les mutations de l'emploi de 1960 à 2010. Le Luxembourg 1960 2010. Luxembourg: Statec.
- Röder, A. & Mühlau, P. (2012). Low Expectations or Different Evaluations: What Explains Immigrants' High Levels of Trust in Host-Country Institutions? *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38 (5), 777-792.
- Rusconi, A. (2004). Different Pathways out of the Parental Home: A Comparison of West Germany and Italy. *Journal of Comparative Family Studies*, 35 (4), 627-649.
- Scarpetta, S., Sonnet, A. & Manfredi, T. (2010). "Rising Youth Unemployment During The Crisis: How to Prevent Negative Long-term Consequences on a Generation?" OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 106. Paris: OECD Publishing.
- Schaaf, J.-P. (2014). *Journée Pacte Jeunesse, Présentation CPOS*. Zugriff auf: www.jugendpakt.lu/sites/jugendpakt.lu/files/downloads/CPOS Panel-Analyse%20des%20besoins%20.pdf (zuletzt abgerufen am 07.12.2015)
- Scherger, S. (2008). Flexibilisierte Lebensläufe? Die Dynamik von Auszug und erster Heirat. In M. Szydlik (Hrsg.), *Flexibilisierung* (S. 193-212). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Schilt, M. & Schoentgen, M. (2015). "Sehr schön, setzen!!" Diskussionskultur in Luxemburgs Schulen als Teil der politischen Bildung. *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur* (355), 33-35.
- Schneider, N. F., Diabaté, S. & Lück, D. (2014). Familienleitbilder in Deutschland: Ihre Wirkung auf Familiengründung und Familienentwicklung. Sankt Augustin: Konrad-Adenauer-Stiftung.
- Schroeder, R. (2013). Offene Jugendarbeit in Luxemburg ein Überblick über geschichtliche Entwicklungen, aktuelle Rahmenbedingungen und zukünftige Herausforderungen. In Service National de la Jeunesse (SNJ) (Hrsg.), *Handbuch Offene Jugendarbeit in Luxemburg* (S. 11-36). Luxemburg: SNJ.
- Schulz, W., Ainley, J., Fraillon, J., Kerr, D. & Losito, B. (2010). *ICCS 2009 international report: Civic knowledge, attitudes, and engagement among lower-secondary students in 38 countries*. Amsterdam: International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA).
- Schunk, D. H. (1991). Self-Efficacy and Academic Motivation. Educational Psychologist, 26 (3-4), 207-231.
- Seiffge-Krenke, I. (2013). "She's Leaving Home..." Antecedents, Consequences, and Cultural Patterns in the Leaving Home Process. *Emerging Adulthood*, *1* (2), 114-124.
- Serracant, P. (2015). The Impact of the Economic Crisis on Youth Trajectories: A Case Study from Southern Europe. *Young*, *23* (1), 39-58.
- Shaputis, K. (2003). The crowded nest syndrome: Surviving the return of adult children (1. Aufl.). Olympia und Washington: Clutter Fairy Pub.
- Shavit, Y. & Müller, W. (Hrsg.) (1998). From school to work: A comparative study of educational qualifications and occupational destinations. Oxford: Clarendon Press.
- Shephard, M. & Patrikios, S. (2012). Making Democracy Work by Early Formal Engagement? A Comparative Exploration of Youth Parliaments in the EU. *Parliamentary Affairs*, 1-20.
- SNJ (2008). Handbuch für Schülerräte: Erste Auflage. Luxemburg: SNJ
- Sologon, D. M. & O'Donoghue, C. (2010). Earnings Dynamics and Inequality among Men in Luxembourg, 1988 2004: Evidence from Administrative Data. IZA Discussion Paper, 5014. Bonn: IZA Institute for the Study of Labor.
- Statec (2014a). Luxemburg in Zahlen. Luxemburg: Statec.

- Statec (2014b). *Mariages selon l'âge de l'époux et de l'épouse 1938 2014*. Zugriff auf www.statistiques.public.lu (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Statec (2014c). *Naissances vivantes selon la situation du couple et l'âge de la mère 1950-2014*. Zugriff auf www. statistiques.public.lu (zuletzt abgerufen am 04.09.2015).
- Statec (2015a). *Emploi salarié intérieur par lieu de résidence et nationalité données désaisonnalisées 1995 2015*. Zugriff auf www.statistiques.public.lu (zuletzt abgerufen am 07.09.2015).
- Statec (2015b). *Population par âge et sexe au 1er janvier 2001 2015 [B1102]*. Zugriff auf www.statistiques.public. lu (zuletzt abgerufen am 10.07.2015).
- Statec (2015c). *Population par nationalités détaillées 2011 2015*. Zugriff auf www.statistiques.public.lu (zuletzt abgerufen am 12.08.2015).
- Stone, J., Berrington, A. & Falkingham, J. (2014). Gender, Turning Points, and Boomerangs: Returning Home in Young Adulthood in Great Britain. *Demography*, *51* (1), 257-276.
- Thill, G., Peltier, F. & Heinz, A. (2013). *Ménages et types de familles*. Recensement de la population 2011. Premiers résultats, 15. Luxemburg: Statec & Universität Luxemburg.
- Thomson, R., Bell, R., Holland, J., Henderson, S., McGrellis, S. & Sharpe, S. (2002). Critical Moments: Choice, Chance and Opportunity in Young People's Narratives of Transition. *Sociology*, *36* (2), 335-354.
- van Deth, J. (2009). Politische Partizipation. In V. Kaina & A. Römmele (Hrsg.), *Politische Soziologie* (S. 141-162). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Verba, S., Schlozman, K. L. & Brady, H. E. (1995). *Voice and equality: Civic voluntarism in American politics*. Cambridge [Massachusetts] und London: Harvard University Press.
- Vereinte Nationen (2006). Behindertenrechtskonvention. Zugriff auf www.behindertenrechtskonvention.info/uebereinkommen-ueber-die-rechte-von-menschen-mit-behinderungen-3101/ (zuletzt abgerufen am 22.07.2015).
- Visser, P. S. & Krosnick, J. A. (1998). Development of Attitude Strength Over the Life Cycle: Surge and Decline. *Journal of Personality and Social Psychology*, *75* (6), 1389-1410.
- Wagener, M. (2009). Wirtschaftliche Entwicklung und Veränderung der Arbeitswelt in Luxemburg. In Willems, H., Rotink, G., Ferring, D., Schoos, J., Majerus, M., Ewen, N., Rodesch-Hengesch, M.-A. & Schmit, C. (Hrsg.), *Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg* (Bd. 1, S. 235-249). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Walther, A. (2006). Regimes of youth transitions: Choice, flexibility and security in young people's experiences across different European contexts. *Young*, *14* (2), 119-139.
- Walther, A. (2014). Der Kampf um "realistische Berufsperspektiven". Cooling-Out oder Aufrechterhaltung von Teilhabeansprüchen im Übergangssystem? In U. Karl (Hrsg.), *Rationalitäten des Übergangs in Erwerbsarbeit* (S. 118-135). Weinheim und Basel: Beltz Juventa.
- Walther, A., Moerch, G. H. & Bechmann, T. J. (2002). Youth Transitions, Youth Policy and Participation. State of the Art Report: Research Project YOYO. Working Paper 1. Tübingen.
- Walther, A. & Plug, W. (2006). Transitions from school to work in Europe: Destandardization and policy trends. *New Directions for Child & Adolescent Development*, 2006 (113), 77-90.
- Walther, A. & Stauber, B. (2013). Übergänge im Lebenslauf. In W. Schröer, B. Stauber, A. Walther, L. Böhnisch & K. Lenz (Hrsg.), *Handbuch Übergänge* (S. 23-43). Weinheim und Basel: Beltz Juventa.
- Weis, D. & Meyers, C. (2013). Lernprozesse und Lernerfahrungen in Jugendprojekten. Eine Studie zu Aspekten nonformaler Bildung in den Projekten von "Jugend in Aktion" in Luxemburg. Walferdange: Universität Luxemburg.
- Weitzel, J. (2014). *Journée Pacte Jeunesse, Présentation ONE: Analyse des besoins*. Zugriff auf: www.jugendpakt.lu/sites/jugendpakt.lu/files/downloads/ONE_Panel-Analyse%20des%20besoins%20.pdf (zuletzt abgerufen am 07.12.2015)

- Wiezorek, C. & Stark, S. (2011). Jugend und der Wandel der Arbeitswelt: Zur Notwendigkeit eines jugendtheoretischen Perspektivwechsels: Jugend als Bewältigung von Abhängigkeit. In W. Heitmeyer, J. Mansel & T. Olk (Hrsg.), *Individualisierung von Jugend* (S. 85-95). Weinheim: Juventa.
- Willems, H., Heinen, A., Meyers, C., Biewers, S., Legille, S., Milmeister, P., Residori, C., Roob, C. (2010). Zent-rale Aspekte zur aktuellen Lebenssituation der Jugendlichen in Luxemburg. In Ministère de la Famille et de l'Intégration (Hrsg.), Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg (S. 1-377). Luxembourg: MFI.
- Willems, H. & Milmeister, P. (2008). Migration und Integration. In W. H. Lorig & M. Hirsch (Hrsg.), *Das politische System Luxemburgs* (S. 62-92). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Witzel, A. (1982). Verfahren der qualitativen Sozialforschung: Überblick und Alternativen. Frankfurt am Main: Campus.
- Witzel, A. (2000). Das problemzentrierte Interview. *Forum Qualitative Sozialforschung/Forum: Qualitative Sozial Research*, 1 (1). Zugriff auf http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:0114-fqs0001228 (zuletzt abgerufen am 17.11.2014).
- Wolbers, M. H. (2007). Employment Insecurity at Labour Market Entry and Its Impact on Parental Home Leaving and Family Formation: A Comparative Study among Recent Graduates in Eight European Countries. *International Journal of Comparative Sociology*, 48 (6), 481-507.
- Zahlen, P. (2009). Arbeitsmarkt- und Beschäftigungspolitik. In Willems, H., Rotink, G., Ferring, D., Schoos, J., Majerus, M., Ewen, N., Rodesch-Hengesch, M.-A. & Schmit, C. (Hrsg.), Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg (Bd. 1, S. 323-328). Luxemburg: Éditions Saint-Paul.
- Zinnecker, J. (1991). Jugend als Bildungsmoratorium: Zur Theorie des Wandels der Jugendphase in west- und osteuropäischen Gesellschaften. In W. Melzer, W. Heitmeyer, L. Liegle & J. Zinnecker (Hrsg.), *Osteuropäische Jugend im Wandel* (S. 9-24). Weinheim: Juventa.
- Zinnecker, J., Strzoda, C. & Georg, W. (1996). Familiengründer, Postadoleszente und Nesthocker. In H. P. Buba & N. Schneider (Hrsg.), *Familie zwischen gesellschaftlicher Prägung und individuellem Design* (S. 289-306). Opladen: Westdeutscher Verlag GmbH.
- Zittoun, T., Valsiner, J., Vedeler, D., Salgado, J., Gonçalves, M., Ferring, D. (2013). *Human development in the life course: Melodies of living*. Cambridge: Cambridge University Press.

2. TABELLEN- UND ABBILDUNGSVERZEICHNIS

Abbildungen

1 : Alterspyramide der luxemburgischen Bevölkerung (2015) und der Bevölkerung der EU-28-Länder (2014) \dots	53
2: Luxemburgische Bevölkerung nach Altersgruppierung und Migrationshintergrund, 2011	57
3: Armutsgefährdungsquote und subjektiv schwierige finanzielle Situation nach Altersgruppe, 2013	59
4: Höchster Bildungsabschluss von 25- bis 34-Jährigen nach Nationalität, 2011	74
5: Aktivitätsstatus 15- bis 34-Jähriger, 2011	76
6: Aktivitätsstatus 15- bis 34-Jähriger nach höchstem Bildungsabschluss, 2011	77
7: Aktivitätsstatus 15- bis 34-Jähriger nach Geschlecht, 2011	79
8: Aktivitätsstatus 15- bis 34-jähriger Männer und Frauen 1981 und 2011	80
9: Arbeitslosenquote und Jugendarbeitslosenquote, 2005 - 2014	83
10: Jugendarbeitslosenquote im europäischen Vergleich, 2004 und 2014	84
11: Verhältnis von Jugendarbeitslosigkeit und Arbeitslosigkeit in ausgewählten europäischen Ländern, 2014	85
12: Arbeitslosenguote nach Altersgruppe und höchstem Bildungsabschluss. 2013	86

13: Dauer von Arbeitslosigkeit: Eingeschriebene Monate bei der ADEM, Mai 2015	. 87
14: 15- bis 34-Jährige in arbeitsintegrativen Maßnahmen der ADEM, 2007 bis 2015	. 88
15: Anzahl der durchlaufenen Maßnahmen pro Person, 2011 bis 2015	. 89
16: NEET-Raten in Luxemburg und im EU-15-Durchschnitt, 2002-2014	. 90
17: Berufsgruppen 15- bis 34-Jähriger nach Alter, Geschlecht und Nationalität, 2011	. 92
18: Anteil der Erwerbstätigen mit befristeten Arbeitsverträgen nach Altersgruppen, 2003 und 2013	. 93
19: Anteil der 25- bis 34-jährigen Hochschulabsolventen, die Jobs haben, die	
ihrer Qualifikation entsprechen, 2013	. 95
20: Angebotsstruktur zur Transition in Arbeit für Jugendliche und junge Erwachsene in Luxemburg	141
21: Erwartungen an die zukünftige Berufstätigkeit	145
22: Biografische Stationen zwischen Schule und Maßnahme	148
23: Motive zur Maßnahmenteilnahme	149
24: Organisation der Maßnahmen nach Einschätzung der Teilnehmer	151
25: Anforderungen durch die Maßnahme und erhaltene Unterstützung	152
26: Allgemeine Zufriedenheit und Passung von Maßnahme und Berufswunsch	153
27: Mittelwerte und Vertrauensintervalle zum subjektiv empfundenen Nutzen (Index)	156
28: Anteil der 25- bis 29-Jährigen, der bei den Eltern wohnt, nach ausgewählten EU-Ländern, 2013	177
29: Anteil der jungen Erwachsenen, der bei den Eltern wohnt, nach Alter und Geschlecht, 2011	178
30: Anteil der jungen Erwachsenen, der bei den Eltern wohnt, nach höchstem Bildungsabschluss, 2011	179
31: Anteil der jungen Erwachsenen, der bei den Eltern wohnt, nach Nationalität und Migrationserfahrung, 2011	180
32: Reihenfolge von Auszug und Eheschließung nach Altersklassen, 2012	181
33: Auszug und Erwerbsstatus nach Alter, 2011	182
34: Auszug und Erwerbsstatus nach Alter und Nationalität, 2011	184
35: Jugendliche und junge Erwachsene, die nicht bei ihren Eltern wohnen, nach Haushaltsstruktur und Alter, 2011	186
36 : Wohnstatus nach Alter, 2013	187
37: Anteil der Wohnkosten am Haushaltseinkommen der 15- bis 34-Jährigen, die nicht bei ihren Eltern	
wohnen, nach ausgewählten Merkmalen, 2013	188
38: Subjektive Einschätzung der Belastung durch Wohnkosten der 15- bis 34-Jährigen nach ausgewählten	
Merkmalen (Personen, die nicht bei ihren Eltern wohnen), 2013	189
39: Paare im gemeinsamen Haushalt (NEL, gepacst und verheiratet) nach Alter, 2011	193
40: Familienstand nach Alter, 2011	194
41: Anteil verheirateter Personen nach Alter, höchstem Bildungsabschluss und Nationalität, 2011	195
42: Anteil verheirateter Personen nach Alter für 1981, 1991, 2001, 2011	196
43: Anteil der Frauen, die bereits Mutter sind, nach Alter, 1981, 1991, 2001 und 2011	198
44: Anteil der Frauen, die bereits Mutter sind, nach Bildungsabschluss, 2011	199
45: Motive für den Auszug aus dem Elternhaus	205
46: Motive für die zeitliche Verzögerung des Auszugs	206
47: Motive für die Rückkehr ins Elternhaus	208
48: Struktur der Angebote zur Transition im Wohnbereich	224
49: Letzte Wohnsituation vor Einzug in die aktuelle betreute Wohnstruktur	227
50: Gründe für die Inanspruchnahme einer betreuten Wohnstruktur	
51: Zufriedenheit mit der aktuellen Wohnsituation	231
52: Einschätzung der angebotenen Betreuung	232
53: Einschätzung der geltenden Regeln und Hausordnung	233

54: Einschätzung der Lernfortschritte in der Wohnstruktur	. 234
55: Passung des Betreuungsangebots mit der Lebenslage der Jugendlichen	
56: Modell der bürgerschaftlichen Teilhabe und des bürgerschaftlichen Engagements nach Mikro-,	
Meso- und Makro-Ebene	245
57: Anteil der Einwohner mit luxemburgischer Nationalität, die die Wertedimensionen wichtig finden, nach	
Altersklassen, 2008	257
58: Interesse an Politik nach Altersgruppen in den 15 EU-Ländern, 2008	259
59: Interesse an Politik der 18- bis 35-Jährigen nach höchstem Schulabschluss der Eltern, 2008	260
60: Das Vertrauen der Jugendlichen in politische Institutionen (in den EU-Ländern nach ihrer Nationalität), 2011.	261
61: Bürgerschaftliches Wissen der Schüler der 8. Klasse nach Immigrationsstatus und Land, 2009	264
62: Bürgerschaftliches Wissen der Schüler der 8. Klasse nach sozioökonomischem Status und Land, 2009	264
$63: Teilnahme\ an\ Vereinsaktivit\"{a}ten\ und\ gesellschaftliches\ Engagement\ (nach\ Altersgruppen\ in\ Luxemburg), 2011\ .\ .$	266
64: Teilnahme an Vereinsaktivitäten der 15- bis 30-Jährigen in 15 EU-Ländern, 2011	267
65: Gesellschaftliches Engagement in Luxemburg und den 15 EU-Ländern nach Nationalität und	
Altersgruppen, 2011	268
66: Teilnahme an Vereinstätigkeiten der 15- bis 30-Jährigen nach Erwerbsstatus, 2011	270
67 : Teilnahme der 15- bis 30-Jährigen an unterschiedlichen Vereinstätigkeiten nach privaten Übergängen, $2011\dots$	271
68: Politische Aktivitäten nach Altersgruppen der Bevölkerung mit luxemburgischer Nationalität, 2011	272
$69 : \textbf{Unkonventionelle und konventionelle Beteiligungsformen nach L\"{a}ndern f\"{u}r \ die \ 18- \ bis \ 34-J\"{a}hrigen, \ 2011\dots$	273
70: Angebote zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe in Luxemburg	291
71: Befragte Jugendliche und junge Erwachsene in Ausbildungen nach Angebot und Alter	294
72: Befragte Jugendliche und junge Erwachsene in freiwilligen Tätigkeiten nach Angebot und Alter	295
73: Befragte Jugendliche und junge Erwachsene in Ausbildungen nach Angebot und Bildungsstand	296
$\textbf{74} : Be \textit{fragte Jugendliche und junge Erwachsene in freiwilligen T\"{a}tigkeiten nach Angebot und Bildungsstand \dots$	296
75: Informationsquellen für Angebote	. 297
76: Bewertung der Organisation der Ausbildungen durch die Befragten	. 298
77: Allgemeine Einschätzung der Ausbildungen durch die Befragten	300
78: Bewertung der Organisation der freiwilligen Tätigkeiten durch die Befragten	301
79: Allgemeine Einschätzung der freiwilligen Tätigkeiten durch die Befragten	302
Tabellen	
1: Die luxemburgische Bevölkerung 1991 und 2015	
2: Nationalitätenstruktur der 15- bis 34-Jährigen und der Gesamtbevölkerung, 2011	
3: Durchschnittsalter bei Erreichen des höchsten Bildungsabschlusses nach Altersgruppe, 2012	
4: Anteil der Arbeitslosen und Arbeitslosenquote von drei Altersgruppen im Vergleich, 2012-2013	. 82
5: NEETs in Luxemburg, 2011	
6: Anteil der Teilzeitbeschäftigten unter allen Erwerbstätigen in Luxemburg, 2012-2013	
7: Übersicht Typologie von Transitionsverläufen und Bewältigungsmustern	135
8: In die Untersuchung aufgenommene Unterstützungsmaßnahmen zur Transition in den	
Arbeitsmarkt und Anzahl der befragten Maßnahmenteilnehmer	
9: Beschreibung der in der Befragung untersuchten drei Wohnformen	
10: Fünf theoretische Typen jugendlicher Beteiligung nach sozioökonomischen Variablen, 2008	
11. Anzahl hafragtar Tailnahmar nach Angahatan	203

3. TABELLEN ZUR MASSNAHMENERHEBUNG

Tabelle Maßnahmen im Bereich Arbeitsmarktintegration in Luxemburg

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Action locale pour jeunes (ALJ)	Suivi et accompagnement individuel des sortants des classes de 9e, orientés vers la formation professionnelle	1.600	15 bis 18
Action locale pour jeunes (ALJ)	Stages d'orientation pour élèves des classes de 9e du régime préparatoire (STOP)	2.000	15 bis 17
Action locale pour jeunes (ALJ)	Journées Op der Sich no enger Ausbildungs- plaz (OSNA)	2.000	15 bis 17
Action locale pour jeunes (ALJ)	Suivi et accompagnement individuel de décrocheurs scolaires du système scolaire luxembourgeois	2.000	15 bis 24
Action locale pour jeunes (ALJ)	Ateliers Coaching on demand	10	16 bis 24
Action locale pour jeunes (ALJ)	Stages d'orientation pour décrocheurs scolaires	100	16 bis 24
Action locale pour jeunes (ALJ)	Accompagnement individuel de tout jeune qui en fait demande	k.A.	16 bis 24
Action Locale pour Jeunes / Lycée Technique d'Esch-sur-Alzette (LTE)	Stages professionnelles	110	15 bis 17
Administration communale de Differdange	Contrat d'Appui-Emploi (CAE)	24	16 bis 30
Administration communale de Differdange	Contrat d'Initiation à l'Emploi (CIE)	1	18 bis 30
Administration communale de Differdange	Apprentissage DAP, CCP	20	16 bis 30
Administration communale de Differdange	Cours d'emploi comme éducateur diplômé et gradué	6	18 bis 40
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)	Contrat d'Appui-Emploi (CAE)	300	16 bis 30
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)	Contrat d'Initiation à l'Emploi (CIE)	600	16 bis 30
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)	Occupation Temporaire Indemnisée (OTI)	700	18 bis 65
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)	Pool d'assistants pédagogiques (PA)	316	25 bis +/-38
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)	Stage de réinsertion professionnelle (SRP)	1.038	30 bis 64
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Service d'orientation professionnelle	Apprentissage pour adultes (AP)	1.300	ab 18
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Service d'orientation professionnelle	Apprentissage initial	4.300	ab 15

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Service d'orientation professionnelle	Girls' Day - Boys' Day	+/- 1.000	12 bis 20
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Service d'orientation professionnelle	Interventions d'orientation professionnelle offertes aux élèves du cycle inférieur de l'EST	4.000 bis 5.000	12 bis 18
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Service d'orientation professionnelle	Interventions d'orientation professionnelle offertes aux élèves du cycle supérieur de l'ES et de l'EST	1.000	17 bis 20
Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Service d'orientation professionnelle	Service de Reconversion Lëtzebuerger Arméi	100	18 bis 26
Amigo Centre de Rencontre pour Jeunes	SOS devoirs	4	12 bis 16
Amigo Centre de Rencontre pour Jeunes	Job description	k.A.	12 bis 26
Asbl Jonk Entrepreneuren (Jel asbl)	Innovation Camp	100	16 bis 19
Asbl Jonk Entrepreneuren (Jel asbl)	Mini-Entreprises	200	16 bis 19
Asbl Jonk Entrepreneuren (Jel asbl)	Fit For Life	2.400	14 bis 16
Asbl Jonk Entrepreneuren (Jel asbl)	Entreprises d'Entrainement	400	16 bis 18
Asbl Jonk Entrepreneuren (Jel asbl)	Engineering Trainee Days (ETD)	30	16 bis 19
Asbl Jonk Entrepreneuren (Jel asbl)	Job Shadow Day (JSD)	50	16 bis 18
Atelier Schläifmillen (Inter-Actions asbl)	Entretien au bâtiment	10	16 bis 18
Atelier Schläifmillen (Inter-Actions asbl)	Renovation	14	18 bis 30
Atelier Schläifmillen (Inter-Actions asbl)	ESD - Bilan de compétence professionnel	120	16 bis 30
ATP asbl	Berufliche Rehabilitation psychisch kranker Menschen	8 bis 12	18 bis 65
Babylonia Jugendhaus	Alltägliche Aufgaben	10	15 bis 26
BeschäftegungsInitiativ Réimecher Kanton asbl (BIRK)	BIRK	k.A.	alle Altersgrup- pen
Caritas Accueil et solidarité asbl	Contrat d'apprentissage - auxiliaires de vie	4	18 bis
Caritas Accueil et solidarité asbl	ATI - Affectation Temporaire Indemnisées (mesures du SNAS)	12	25 bis
Caritas Accueil et solidarité asbl	Contrat d'Appui-Emploi (CAE)		18 bis
Caritas Accueil et solidarité asbl	Stages professionnels dans le cadre de diverses études	12	18 bis
Caritas Accueil et solidarité asbl / SNJ	Service Volontaire Orientation (SVO)	2	18 bis 27
Centre d'éducation différencié - Centre de propédeutique professionnelle Clervaux (CCP)	Anlernwerkstätten	k.A.	12 bis 20
Centre d'éducation différenciée et de propédeutique professionnelle Ettelbrück (CED)	Éducation et enseignement	k.A.	16 bis 21
Centre d'Initiative et de Gestion Local (CIGL) – Kayl asbl	Mesure d'insertion socioprofessionnelle	56	25 bis 64

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Centre d'Initiative et de Gestion Local (CIGL) – Rumelange asbl	Mesure d'insertion socioprofessionnelle	56	25 bis 64
Centre d'Initiative et de Gestion Local (CIGL) Walferdange asbl	Mesure de réinsertion professionnelle	16	24 bis 54
Centre de Propédeutique professionnelle, Walferdange (Éducation différenciée)	Arbeits- und lebensvorbereitende Schule	25 bis 30	16 bis 18
Centre de Rencontres, Informations, Animations pour Jeunes, Grevenmacher (C.R.I.A.J.)	Level up	k.A.	16 bis 28
Centre National Information Jeunes (CIJ asbl)	Leonardo Da Vinci - PMT	20	erwerbsfähiges Alter
Centre National Information Jeunes (CIJ asbl)	Information généraliste thématique	k.A.	15 bis 30
Centre propédeutique et professionnel ,Päerd's Atelier asbl - Liewenshaff'	Centre propédeutique et professionnel Liewenshaff	18	16 bis 19
Cercle de Coopération	Service Volontaire de Coopération (SVC)		18 bis 30
CIGL Bettembourg	Réinsertion et activité socio-économqiue	21	25 bis 60
CIGL Differdange asbl	Organisme d'initiative en faveur de l'emploi	k.A.	k.A.
CIGL Esch asbl	Mesure spéciale pour l'emploi	76	25 bis unbe- grenzt
CIGL Mondercange		20	18 bis 70
CIGL Roeserbann	Réinsertion dans le domaine socio-économique	30	24 bis 65
CIGL Sanem	IS (Initiative Sociale / ADEM)	20	29 bis 60
CIGR Direga		13	19 bis 60
CIGR Grevenmacher asbl	Beschäftigungsinitiative	65	14 bis 65
CIGR Steinsel/Lorentzweiler asbl	Beschäftigungsinitiative	23	28 bis 55
CIRP Jongenheem asbl	Mesure en faveur de l'emploi des jeunes	80	16 bis unter 30
CNFPC Ettelbruck	9ème pratique	28	16 bis 19
CNFPC Ettelbruck	9ème pratique ADEM	8	20 bis 25
CNFPC Ettelbruck	9ème pratique cours du soir	15	18 bis 27
CNFPC Ettelbruck	Formation patronale/CCP	k.A.	15 bis 24
CNFPC Ettelbruck	Classe IPDM	60	16 bis 17
CNFPC Ettelbruck	Formation de reconversion professionnelle restauration-service	8	18 bis 37
CNFPC Ettelbruck	Formation de reconversion professionnelle bureautique	12	19 bis 46
CNFPC Ettelbruck	Formation adultes de reconversion professi- onnelle aide-cuisinier/aide pâtissier	8	18 bis 47
CNFPC Ettelbruck	Formation adultes mise à niveau - concomitant ADEM	9	18 bis 25
Co-labor société coopérative	Berufliche Qualifizierung und Integration	65	16 bis 60

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Delta asbl	Vélo en ville, aires de jeu	24	16 bis 18
Ecole de la deuxième Chance (E2C)	Berufs-Orientierungs-Portfolio	96	17 bis 29
Ecole Privée Fieldgen (EPF)	Stages d'observation	150	15 bis 18
Ecole Privée Notre-Dame (EPND)	Orientation	100	12 bis 20
Ecole Privée Sainte-Anne (EPA)	Orientation professionnelle et scolaire	120	15 bis 22
Eechternoacher Jugendhaous - CIRJE asbl		5	16 bis 26
Form'actif Fondation Caritas Luxembourg - Solidarité et Intégration	Service éducatif Form'actif	80	16 bis 24
Forum pour l'emploi	Forum pour l'emploi	500	25 bis 65
Initiativ Rëm Schaffen	Secrétaire médical/au cabinet d'avocats	12 bis 16	18 bis 55
Institut d'Enseignement Socio-Éducatif (CSEE)	Communication socioprofessionnelle	80 bis 100	15 bis 18
Inter-Actions - Maison de Jeunes Gasperich	Contrat d'Appui-Emploi (CAE)	2	18 bis 30
Jugendhaus "Henri Trauffler" Mamer (Arcus asbl)	Orientierung/Begleitung	20	12 bis 26
Jugendhaus "Woodstock Walfer"	Begleitung und Unterstützung von Jugendli- chen bei Ausbildungs- und Stellensuche	10 bis 15	15 bis 21
Jugendhaus "Woodstock Walfer"	Begleitung und Unterstützung bei der Suche nach Schulen, Praktika und Ferienjobs	40	16 bis 25
Jugendhaus Berchem	Beratung von Jugendlichen	10 bis 15	16 bis 26
Jugendhaus Bettembourg	Hilfeleistung bei Bewerbungsmappen, Vorbereitung des Vorstellungsgesprächs	30	16 bis 25
Jugendhaus Betzder	Beratungsgespräche	15	12 bis 26
Jugendhaus Dippach (Jugendtreff SABA asbl)	Hilfestellung Schule/Arbeit	1	12 bis 26
Jugendhaus Munneref	Bockdrop (nur Pilotphase, danach Übernahme SNJ)	20	15 bis 27
Jugendhaus Munneref	Individuelle Beratungsgespräche	15	16 bis 27
Jugendhaus Vianden "Veiner Jugendhaus"	Administrative Hilfestellung	30 bis 50	16 bis 26
Jugendtreff Norden	Rencontre	k.A.	12 bis 26
Jugendzentrum am Quartier (CARITAS Jeunes & Familles)	Schriftliches Verfassen eines CV's und Motivationsschreiben	12	15 bis 22
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Fit4Commerce	88	15 bis 64
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Mieux comprendre l'économie pour mieux comprendre le monde - atelier macroécono- mique et/ou atelier microéconomique	k.A.	14 bis 19
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Cours sur l'économie luxembourgeoise	15	18 bis 65
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Programme d'apprentissage de la langue anglaise	73	18 bis 65
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Programme d'apprentissage de la langue luxembourgeoise	73	18 bis 65

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Formation d'initiation en gestion des ressources humaines	44	18 bis 65
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Gestion et calcul des rémunérations	38	18 bis 65
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Programme Apprendre la comptabilité à partir de 0	900	18 bis 45
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Formation Initiation à la gestion d'entreprise- Accès aux professions du commerce non autrement règlementées	370	18 bis 65
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Formation en droit (droit commercial, droit des sociétés, droit de la sécurité sociale, droit du travail)	140	18 bis 65
Luxembourg School of Commerce (LSC)	Cours de fiscalité: Cycle A et B	350	18 bis 65
Lycée Michel Rodange Luxembourg (LMRL)	Projet Orientation en 2e	252	18 bis 20
Lycée Michel Rodange Luxembourg (LRML) / LAML	Matinée des professions	60	17 bis 20
Lycée Robert Schuman Luxembourg (LRSL)	Orientation scolaire: information, aide, conseil > stages en entreprises	k.A.	16 bis 19
Lycée Robert Schuman Luxembourg (LRSL)	Orientation scolaire: information, aide, conseil > projet interministériel d'orientation	178	17 bis 18
Lycée Robert Schuman Luxembourg (LRSL)	Orientation scolaire: information, aide, conseil > M-PROJ (Mentoring Professionnel pour les Jeunes)	6	k.A.
Lycée Robert Schuman Luxembourg (LRSL)	Orientation scolaire: information, aide, conseil > matinée des professeurs	130	16 bis 20
Lycée Robert Schuman Luxembourg (LRSL)	Orientation scolaire: information, aide, conseil > Girls' Day - Boys' Day	k.A.	ab 13
Lycée Robert Schuman Luxembourg (LRSL)	Orientation scolaire: information, aide, conseil > visite en entreprises, élèves de 4e	150	16 bis 18
Lycée Technique d'Esch-sur-Alzette (LTE), Service orientation professionnelle	Découverte de métiers (DDM)	125	15 bis 17
Lycée Technique de Centre (LTC)	Orientation 9e + 13e	120	20 bis 24
Lycée Technique de Centre (LTC)	Stop décrochage, projet en 10e	25	16 bis 20
Lycée Technique de Centre (LTC)	IPDM	12	16 bis 18/19
Lycée Technique des Arts et Métiers (LTAM)	Girls' Day - Boys' Day	45	ab 14
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Futurebook	160	18 bis 24
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	MyJob	50	18 bis 26
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Foire de l'étudiant	300	18 bis 25
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Porte ouverte ECG	300	15 bis 50

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Réunion d'information CC-CG	120	16 bis 20
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Explorama	10	16 bis 25
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Explorama - Formation	15	23 bis 65
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Visite Armée + Police	35	17 bis 20
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Clija Projet - Weis wats de kanns	15	16 bis 19
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Clija Projet - Building Games	15	16 bis 19
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Clija Projet - Stages	15	16 bis 19
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Day Care	40	17 bis 20
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (ECG)	Girls' Day - Boys' Day	10 bis 15	16 bis 19
Lycée Technique Mathias Adam (LTMA)	Schulorientierung	400 bis 600	14 bis Schul- austritt
Maison de Jeunes (Croix-Rouge)	Bewerbetraining	4	15 bis 20
Maison de jeunes Rives/Annexe Grund/ Neudorf (Inter-Actions asbl)	Accompagnement et information des jeunes	k.A.	12 bis 26
Maison des Jeunes "Studio" Bonnevoie	Jugend Info Label	26	15 bis 21
Maisons d'Enfants de l'État	Mise au travail pour adolescents et jeunes adultes	k.A.	16 bis 27
Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP)	Classes IPDM - Initiation Professionnelle Divers Métiers	356	16 bis 21
Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP)	Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA)	k.A.	12 bis 17
Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP)	Classes pour jeunes adultes (classes d'accueil)	36	16 bis 18
Nordstadjugend asbl	Jugend Job-Day	255	15 bis 30
Nordstadjugend asbl	Praktikum (Uni.lu, LTPES)	2 bis 4	17 bis 25
Nordstadjugend asbl	Service Volontaire d'Orientation (SVO)	1	18 bis 30
Nouvelles Perspectives Emploi sàrl	CAE/CIE	15	18 bis 30
Office Social Centrum de Redange (OSCare)	Information und Orientierung über ADEM, ALJ, Youth4Work, Initiativ Rëm Schaffen, RTPH	k.A.	k.A.
Point Info Jeunes (PIJ)	Youth Info Day: Orientatioun an Aktioun (zuvor Bock Drop)	32	15 bis 30
Point Info Jeunes/CIRJE asbl	Service Volontaire Européen (SVE)	3	18 bis 30
Point Info Jeunes/CIRJE asbl	Service Volontaire Civique (SVCi)	2	18 bis 25
Point Info Jeunes/CIRJE asbl	Boys' Day	k.A.	12 bis 16

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Point Info Jeunes/CIRJE asbl	Foire aux vacances	k.A.	15 bis 25
Polygone sàrl	Insertion socio-professionnelle par le travail	40	18 bis 65
Resonord	Allgemeine Beratung und Orientierung	k.A.	18 bis 80
Schäfflenger Jugendhaus asbl		15	12 bis 26
Schëtter Jugendhaus asbl	Beratungsgespräche	15	16 bis 26
Service de consultation socio-pédago- gique (CSP) (Inter-Actions asbl)	Service de Consultation Socio-Pédagogique (CSP)	400	16 bis 30
Service Jeunesse Ville de Luxembourg	Projet Léierplaatzen	20	16 bis 24
Service national d'action sociale (SNAS)	Travaux d'utilité collective (Art 10 (1) b) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant créati- on d'un droit à un revenu minimum garanti	650	25 bis 59
Service national d'action sociale (SNAS)	Stages en entreprise (Art 10 (1) c) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti	500	25 bis 59
Service National de la Jeunesse (SNJ)	Service Volontaire Civique (SVCi)	60	18 bis 30
Service National de la Jeunesse (SNJ)	Service Volontaire d'Orientation (SVO)	300	16 bis 30
Service National de la Jeunesse (SNJ)	Level up - session d'information	1.000	16 bis
Service National de la Jeunesse (SNJ)	Level up - ateliers (Pilotprojekt)	k.A.	16 bis 30
Service Solidarité et Intégration (CARITAS Luxembourg)	Contrat d'Appui-Emploi (CAE)	12	18 bis 30
Ville de Dudelange	Service local de l'emploi	350	16 bis 65

Tabelle Angebote für Familien und Kinder in Luxemburg

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Athénée du Luxembourg	Aide psychologique, orientation scolaire	k.A.	12 bis 22
Caritas Accueil et Solidarité asbl	Consultation socio-familiale	420	18 bis
Centre (National) Information Jeunes (CIJ)	Information généraliste thématique	k.A.	12 bis 30
Centre d'Information Gay et Lesbien (CIGALE)		112	15 bis
Centre de Mediation Asbl	Mediation	k.A.	11 bis 60
Centre de Mediation Asbl	Accès au droit	k.A.	11 bis 60
Centre Socio-Éducatif de l'État Dreiborn - Unité Internat Dreiborn	Hébergement jour et nuit - protection de la jeunesse	150	14 bis 18
Centre Socio-Éducatif de l'État Dreiborn - Unité Internat Schrassig	Hébergement jour et nuit - protection de la jeunesse	129	14 bis 18

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Eechternoacher Jugendhaous - CIRJE asbl		2	12 bis 26
Familljen-Center	Therapeutische Beratung	500	ab 16
Familljen-Center	Service socio-éducatif	150	18 bis 60
Familljen-Center	Familienmediation	40	18 bis 70
Familljen-Center	Elternbildung (Erziehungsfragen; Trennungsoder Scheidungssituationen)	100	20 bis 50
Familljen-Center	Paarseminare (z.B. Tarzan & Jane; Rituale der Liebe,)	10 bis 20 Paare	k.A.
Familljen-Center	Gruppen für Frauen/Männer in Trennsituationen	40	0 bis 100
Familljen-Center	Geburt - entspannter & gelassener	3	k.A.
Familljen-Center	Entspannung gegen Prüfungsstress	10 bis 14	14 bis 25
Familljen-Center	Freizeitaktivität/Seminar für Eltern und Kinder	5 bis 15 Fa- milien	3 bis 50
Familljen-Center	Erlebnispädagogische Familienangebote (Geocaching, Hochseilgarten, Klettern,)	200	4 bis 80
Fondation Pro Familia, Centre de Consultation et de Médiation Familiale	Conseil socio-familial, groupes de parole	200	alle Alters- gruppen
Fondation Pro Familia, Centre de Consultation et de Médiation Familiale	Consultations psychologiques et thérapeutiques	275	alle Alters- gruppen
Fondation Pro Familia, Centre de Consultation et de Médiation Familiale	Médiation familiale	70	alle Alters- gruppen
Fondation Pro Familia, Femmes en détresse	Services pour femmes et enfants en détresse	416	18 bis
Initiativ Liewensufank asbl	Telefonberatung - baby hotline	2.035	18 bis 50
Initiativ Liewensufank asbl	Persönliche Beratung	672	18 bis 50
Initiativ Liewensufank asbl	Kurse nach Geburt	1.100	0 bis 50
Initiativ Liewensufank asbl	Kurse vor der Geburt, in der Schwangerschaft	492	18 bis 50
Initiativ Liewensufank asbl	Psychische, soziale und erzieherische Unterstützung	24	15 bis 50
Initiativ Liewensufank asbl	Baby +	k.A.	18 bis 50
Jugendhaus "Henri Trauffler" Mamer (Arcus asbl)	Vermittlung von Hausaufgabenbetreuern und Informierung Jugendlicher von möglichen Angeboten	k.A.	12 bis 26
Kanner-Jugendtelefon (Caritas)	Kanner-Jugendtelefon	550	0 bis 25
Kanner-Jugendtelefon (Caritas)	Online-Beratung	105	10 bis
Kanner-Jugendtelefon (Caritas)	Elterntelefon	132	k.A.
Lycée Michel Rodange Luxembourg (LMRL)	Round about Aids-Rallye	200	15 bis 16
Lycée Technique de Centre (LTC)	Prise en charge personnelle	372	12 bis 24

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion (LTECG)	Offre de séances de relaxation	5	16 bis 25
Lycée Technique Mathias Adam (LTMA)	Persönliche, psychologische, soziale Einzel-, Gruppen-, Familienberatung	k.A.	12 bis
Maison de Jeunes (Croix-Rouge)	Beratung	90	12 bis 26
Maison des Jeunes "Studio" Bonnevoie	Jugend Info Label	k.A.	12 bis 25
Maison des Jeunes "Studio" Bonnevoie	Jugend Info Label	k.A.	12 bis 25
Nordstad Lycée Diekirch (NOSL)	Coolness Training	130	12 bis 16
Nordstad Lycée Diekirch (NOSL)	Time-Out	25	12 bis 16
Nordstad Lycée Diekirch (NOSL)	Études surveillés	k.A.	12 bis 17
Nordstad Lycée Diekirch (NOSL)	Ganztagsbetreuung im Foyer scolaire/Internat de jour	100	12 bis 16
Nordstad Lycée Diekirch (NOSL)	Cooldown Programm	10 bis 12	12 bis 17
Nordstad Lycée Diekirch (NOSL)	Mérite Jeunesse	5 bis 10	12 bis 16
Nordstad Lycée Diekirch (NOSL)	Peer-Mediation im SchulalItag	k.A.	12 bis 16
Office Social Centrum de Redange (OS Care)	Information und Orientierung über spezielle Angebote	k.A.	0 bis 100
Planning Familial	Information sexuelle, relationelle et affective	3.000	9 bis
Planning Familial	Gespräche Pre/Post Schwangerschaftsab- bruch; therapeutische Beratung; Familien und Eherat	742	14 bis
Planning Familial	Ärztebesuche und Handlungen; Informationen im Bereich Sexualität und Reproduktion	17.240	12 bis
Point Info Jeunes/CIRJE asbl	Foire de l'étudiant	50	18 bis 20
Service thérapeutique (Solidarité Jeunes)	Angebot für minderjährige Drogenkonsumenten und deren Familien	450 bis 480	13 bis 18

Tabelle Angebote zum Übergang in eigenständiges Wohnen in Luxemburg

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Caritas Accueil et solidarité asbl	Consultation visant l'acquisition du pouvoir d'agir (empowerment)	184	18 bis
Centre propédeutique et professionnel ,Päerd's Atelier asbl - Liewenshaff'	Internat für 7 Personen während Projekts und für Personen nach Projekt	7	15 bis 21

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durchschnitt)	Altersgruppen
Centre propédeutique et professionnel ,Päerd's Atelier asbl - Liewenshaff'	Internat für 3 Personen nach Beendigung des Projekts	3	k.A.
Eechternoacher Jugendhaous - CIRJE asbl		20	12 bis 26
Fondation Lëtzebuerg Kannerduerf	Wunnéngshëllef	100	18 bis 25
Fondation pour l'Accès au Logement		116	0 bis 100
Fonds du Logement	Offre de logements locatifs et à l'achat	3.052	18 bis 99
Foyer Ste Elisabeth Esch	SLEMO (betreutes Wohnen)	4	18 bis 27
Inter-Actions Foyer Obenthalt	Foyer Obenthalt	16	1 bis 60
Lycée Robert Schuman Luxembourg (LRSL)	Accompagnement psycho-social de jeunes adultes qui vivent seuls	k.A.	ab 18
Lycée Technique d'Esch-sur-Alzette (LTE)	Suivi social dans le cadre du projet	3 bis 4	18 bis
Lycée Technique de Centre (LTC)	Logement encadré pour personnes majeures	12	18 bis 27
Lycée Technique des Arts et Métiers (LTAM)	Zusammenarbeit mit Wunnéngshëllef, um Schülern Wohnungen zur Verfügung zu stellen	41	ab 18
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion	Einzelgespräche	2 bis 3	16+
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion	Subside trimestriel	3	k.A.
Maison des Jeunes "Studio" Bonnevoie	Jugend Info Label	k.A.	18 bis 24
Maisons d'Enfants de l'État	Foyer Jugendgrupp	13	12 bis 18+
Maisons d'Enfants de l'État	Communauté d'habitation Jugendpensioun des MEE	11	18 bis 27
Maisons d'Enfants de l'État	Logements de l'asbl: Frënn vun Staatleche Kannerheemer	11	18 bis 27
Maisons d'Enfants de l'État	Logements conventionnés entre Fonds du Logement et Asbl	11	18 bis 27
Maisons d'Enfants de l'État	Autres logements encadrés	11	18 bis 27
Office Social Centrum de Redange (OS Care)	Recherche emploi, logement, formation	k.A.	k.A.
Service PAMO (Fondation Kannerschlass)	Jugendpension Bertchen - Betreutes Wohnen und Wohnungsvermittlung	8	18 bis 24
Solidarité Jeunes asbl	Logement Social Encadré (LSE)	38	18 bis 27
Ville d'Esch-sur-Alzette Service Jeunesse	Service Jeunesse	350	18 bis
Wunnraum fir Stagiairen (Ville de Luxembourg)	Wunnraum fir Stagiairen	41	22 bis 30

Tabelle Angefragte Träger bzw. Organisationen für die Befragung der Jugendlichen in betreuten Wohnformen in Luxemburg

Name des Trägers/ der Organisation	Name der Maßnahme
Arcus - Kanner, Jugend a Famill asbl	Betreit Wunnen (SLEMO)
Arcus - Kanner, Jugend a Famill asbl	Jugendgrupp Noertzange; Jugendgrupp Mamer; Foyer doheem
Caritas Accueil et Solidarité asbl	Centre de l'Oseraie + Annexe
Caritas Jeunes et Familles asbl	Esperanza groupe de filles, Paika groupe de filles, Taboo Jokers, groupe mixte
Caritas Jeunes et Familles asbl	Gruppe SLEMO - autonom Wunnen
Centre Socio-Éducatif de l'État (CSEE)	Centre Dreiborn - Internat
Centre Socio-Éducatif de l'État (CSEE)	Centre Schrassig - Internat
Centre Socio-Éducatif de l'État (CSEE)	Epi asbl - (SLEMO) Association pour l'encouragement, la promo- tion et l'intégration sociale de jeunes et de jeunes adultes en détresse
CERMM - Service Réhabilitation et Logement - Foyer Reckendall	Betreute Einzelwohnungen und Wohngemeinschaften
CERMM - Service Réhabilitation et Logement - Foyer Reckendall	Betreute Einzelwohnungen und Wohngemeinschaften
Comité National de Défense Sociale (CNDS)	Structures de Travail (Foyer de l'Entraide, Nei Aarbecht); Maison Neiertz
Comité National de Défense Sociale (CNDS)	CNDS Wunnen (Foyers, Maison Neiers,) Foyers Paul Faber, Ettelbruck, Diekirch, Mersch, Haut Bellain
Croix-rouge luxembourgeoise	Gruppe Henri Dunant
Croix-rouge luxembourgeoise	Jugendgrupp
Croix-rouge luxembourgeoise	Service perspectives (SLEMO)
Croix-rouge luxembourgeoise	Gruppe Reebou
Fondation Kannerschlass	Logement encadré pour jeunes (SLEMO)
Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf - SOS Kannerduerf Miersch	Wunnéngshällef - Gezielte Wohnungshilfe - bessere Startchancen (SLEMO)
Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf - SOS Kannerduerf Miersch	Kinder/Jugendwohngruppe (Maison 5)
Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf - SOS Kannerduerf Miersch	Kinder/Jugendwohngruppe (Maison 5)
Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf - SOS Kannerduerf Miersch	Internat Saccly - Jugendeinrichtung für Schüler
Fondation Maison de la Porte Ouverte	Foyer Paula Bové
Fondation Maison de la Porte Ouverte	Foyer Maternel
Fondation Maison de la Porte Ouverte	Logement encadré
Fondation Maison de la Porte Ouverte	Maison des jeunes mamans - Annexe du Foyer Sichem (cf. Foyer Paul Bové)
Fondation Maison de la Porte Ouverte	Foyer Weessekär
Fondation Pro Familia	Service suivi
Foyer St. Elisabeth Esch (Anne asbl)	SLEMO (Structure de logement en milieu ouvert)
Gemeinde Esch	AbriSud, Maison Michels

Name des Trägers/ der Organisation	Name der Maßnahme
Inter-Actions	SLEMO (Structure de logement en milieu ouvert)
Jugend- a Drogenhëllef	Les niches - appartements supervisés Luxembourg
Kannerland (Anne asbl)	Kannerland (SLEMO)
Le Centre Thérapeutique Manternach Syrdall Schlass	Syrdall - logement avec suivi
Maison d'Enfants de l'État (MEE) / Staatlech Kannerheemer	Foyer Jugendgrupp
Maison d'Enfants de l'État (MEE) / Staatlech Kannerheemer	Communauté d'habitation "Jugendpensioun" des MEE; loge- ments de l'asbl Frënn vun Staatleche Kannerheemer; logements conventionnés entre Fonds du Logement et Asbl
Maison d'Enfants de l'État (MEE) / Staatlech Kannerheemer	Logements de l'asbl "Frënn vun Staatleche Kannerheemer"
Maison d'Enfants de l'État (MEE) / Staatlech Kannerheemer	Logements conventionnés entre Fonds du Logement et Asbl
Maison d'Enfants de l'État (MEE) / Staatlech Kannerheemer	Logement encadrés
Maison d'Enfants de l'État (MEE) / Staatlech Kannerheemer	Autres logements encadrés
Ministère du Logement	Info Logement
Office social de Rumelange / Ville de Rumelange	Service logement à caractère social
Päerds Atelier asbl	Internat für 7 Personen während Projekt
Päerds Atelier asbl	Internat für 3 Personen nach Beendigung des Projekts
Service de psychologie et d'orientation scolaires (EST E.C.G.)	Aide au Logement
Service de psychologie et d'orientation scolaires (Robert Schuman)	Accompagnement psycho-social de jeunes adultes qui vivent seuls
Solidarité Jeunes asbl	Logement social encadré (LSE) (SLEMO)
Solidarité Jeunes asbl	Logements avec suivi (CIRP Jongenheem)
Ville de Rumelange / Office social de Rumelange	Service logements à caractère social
Wunnéngshëllef asbl	Jugendwunnen
Wunnéngshëllef asbl	Etape 21
Wunnéngshëllef asbl	Privatwunnen mat Suivi

Tabelle Maßnahmen im Bereich bürgerschaftliche Teilhabe in Luxemburg

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durch- schnitt)	Altersgruppen
Caritas Luxembourg	Young Caritas	400	13 bis 30
Centre de Rencontre et d'informations pour Jeunes d'Esch/Alzette (CRIJESCH)	Information et orientation vers un service adéquate (ADEM, PJJ)	k.A.	16 bis 26
Centre de Rencontre, Informations, Animations pour Jeunes, Grevenmacher (C.R.I.A.J.)	Projet The planet said to me – Leader Miselerland et Leader Rédange-Wiltz; Projet écologique	k.A.	16 bis 22

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durch- schnitt)	Altersgruppen
Centre National Information Jeunes (CIJ asbl)	Bien informé, pour mieux participer	k.A.	15 bis 25
Centre National Information Jeunes (CIJ asbl)	Service Volontaire Européen (SVE)	20	18 bis 30
Centre Socio-Éducatif de l'État Dreiborn	Activités de loisirs à l'extérieur du centre	k.A.	14 bis 18
Daachverband vun den Lëtzebuerger Jugendklibb asbl (DVLJ)	Jugendvereine und Jugendliche in Eigenständigkeit und Eigenverantwortung stärken und unterstützen	100	15 bis 35
Daachverband vun den Lëtzebuerger Jugendklibb asbl (DVLJ)	Late Night Bus asbl	200 bis 300	16 bis 35
Ecole Privée Marie-Consolatrice	Marrainage	k.A.	12 bis 18
Ecole Privée Marie-Consolatrice	EPMC goes Betzdorf	k.A.	16 bis 18
Eechternoacher Jugendhaous - CIRJE asbl		k.A.	12 bis 26
Entente des Gestionnaires des Maisons de Jeunes a.s.b.l.	Ech an denger Plaz – Sensibilisierungsakti- on für Jugendliche zum Thema Behinde- rung	90	12 bis 20
Entente des Gestionnaires des Maisons de Jeunes a.s.b.l.	EU meets Jugendhaus	60	12 bis 26
Foyer de la Femme	Ausbildung zum Animateur B (Begleiter für Ferienkolonien)	20	16 bis 25
Jugendhaus "Woodstock Walfer"	Entwicklung von Zukunftsvisionen im Rahmen des Tanz- und Theater-Werkstatt: Zesummen an d'Zukunft	15	12 bis 21
Jugendhaus Bettembourg	Projet humanitaire au développement - citoyens du monde	40	14 bis 22
Jugendhaus Dippach (Jugendtreff SABA asbl)	Car-Wash	35	0 bis unendlich
Jugendhaus Vianden "Veiner Jugendhaus"	Soziofamiliäre Unterstützung	2 bis 4	16 bis 26
Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer asbl	Concours du Meilleur Juge	25 bis 50	6 bis 35
Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer asbl	Concours du Meilleur Jeune Présentateur	Concours du Meilleur Jeune Présentateur 25 bis 50	
Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer asbl	Dag vun der Kooperatioun: Zugonschte vun der Entwécklungszesummenaarbecht an Afrika vun de Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer	100 bis 150	alle Atersgrup- pen
Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer asbl	Jongbaueren- a Jongwënzerdag	100 bis 120	alle Atersgrup- pen
Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer asbl	Landjugendtag	1.000	alle Atersgrup- pen

Name der Organisation	Name der Maßnahme	Teilnehmerzahl im Jahr (teilw. Durch- schnitt)	Altersgruppen
Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer asbl	Landjugend-Power-Aktioun	150 bis 200	16 bis 30
Lycée Michel Rodange Luxembourg (LMRL)	Cours de 1. secours	k.A.	14 bis 99
Lycée Michel Rodange Luxembourg (LMRL)	Fuussendeeg - Ateliers ONG / Zivilcourage	k.A.	13 bis 19
Lycée Michel Rodange Luxembourg (LMRL)	Schüler-Radio	k.A.	12 bis 19
Lycée Michel Rodange Luxembourg (LMRL)	Option Bénévolat (pour les élèves de 2e et 1ère)	k.A.	17 bis 19
Lycée Technique d'Esch-sur-Alzette (LTE)	Cap Futur	80	13 bis 15
Lycée Technique d'Esch-sur-Alzette (LTE)	Schülercomité	10	12 bis 20
Lycée Technique de Centre (LTC)	CAS Créativité-Action-Service	35 bis 40	17 bis 20
Lycée Technique des Arts et Métiers (LTAM)	Peer-Mediation im SchulalItag	4	13 bis 20
Lycée Technique Ecole de Commerce et de Gestion	Clija-Projekt: Rallye Tabou	10	16 bis 19
Maison de Jeunes (Croix-Rouge)	Engagement - Co-pilotes	10 bis 20	15 bis 26
MEN, Abteilung SCRIPT	Peer-Mediation im SchulalItag	100	14 bis 18
Office Social Centrum de Redange (OS Care)	Information und Orientierung von jungen Leuten über Freizeitmöglichkeiten, freiwilliges Engagement, Menschenrechte, Fähigkeiten	uten über Freizeitmöglichkeiten, iwilliges Engagement, Menschenrechte, k.A.	
Point Info Jeunes/CRIJE asbl	Formation de pairs en information	10 bis 12	14 bis 18
Point Info Jeunes/CRIJE asbl	Make the Cityzen	k.A.	16 bis 20
Reidener Jugendtreff	Engagement citoyen	k.A.	12 bis 20
Schäfflenger Jugendhaus asbl		12	12 bis 26
Service National de la Jeunesse (SNJ)	Attestation de l'engagement	tion de l'engagement k.A.	
Service National de la Jeunesse (SNJ)	Ausbildung für Schülercomités 30 bis 50		12 bis 20
Service National de la Jeunesse (SNJ)	Peer-Mediation im SchulalItag 110		12 bis 18
Service National de la Jeunesse (SNJ)	Animateur formation B + C (Jugendleiter-ausbildung)	393	16 bis 20
4motion asbl	Diverse Ausbildungen, insb. Animateur de pair en information	15 bis 20	15 bis 20

Tabelle Maßnahmenauswahl zum Bereich Arbeitsmarktintegration

Maßnahme	Erläuterung
Aides socio-éducative	Erwerb einer grundlegenden Qualifizierung für niedrig qualifizierte Mitarbeiter der Maison Relais und Kindertagesstätten jeden Alters. Die Ausbildung dauert vier Monate, verteilt auf 115 Stunden (www.enfancejeunesse.lu/node/7207).
Assistance aux personnes	Die Maßnahme im Bereich der Betreuung und Pflege richtet sich an Frauen jeden Alters. Sie dauert 27 Wochen und besteht aus 15 Wochen Theorie und 12 Wochen Praxis. Eine Einschreibung bei der ADEM ist Voraussetzung zur Teilnahme (NAXI Centre de formation et d'insertion professionnelle pour femmes. Fortbildungskalender, 2014).
Atelier de lavage et de repassage	Berufliche Wiedereingliederungsmaßnahme und Ausbildung für Frauen über 25 Jahre, die zu einer dauerhaften Wiedereingliederung in den Arbeitsmarkt führen soll. Sie dauert ein Jahr und besteht aus 300 Stunden Theorie und 1700 Stunden Praxis. Voraussetzung zur Teilnahme ist die Einschreibung bei der ADEM und der Bezug von RMG (NAXI Centre de formation et d'insertion professionnelle pour femmes. Fortbildungskalender, 2014).
Affectation Temporaire Indemnisé (ATI)	Berufliche Eingliederungsaktivität im Rahmen des RMG-Gesetzes in Form einer zeitlich befristeten Zuweisung zu gemeinnützigen Arbeiten im öffentlichen Sektor für Personen zwischen 25 und 60 Jahren (www.snas.public.lu/Documentation/Divers/JNE2008_poster.pdf).
Agent de fabrication ; Agent de sécu- rité ; Pool commerce ; Aide bureau ; Aide polyvalente familiale	Maßnahmen zur Integration oder Reintegration in den Arbeitsmarkt von unterschiedlicher Dauer und den Ausrichtungen entsprechendem fachlichen Schwerpunkt, für Personen aller Altersklassen, die bei der ADEM eingschrieben sind. Das Centre National de Formation Professionnelle Continue führt die Maßnahmen durch (www.cnfpc-esch-alzette.lu/fr/recprof/aib/).
Bilan de compétences profession- nelles	Die Maßnahme dauert drei Wochen und dient der Vermittlung professioneller Kompetenzen. Sie richtet sich an Schulabbrecher, die zwischen 16 und 29 Jahre alt sind, bei der ADEM eingeschrieben sind und alle drei Landessprachen beherrschen (Formular, ausgefüllt durch Inter-Actions).
CAE (Contrat d'Appui-Emploi)	Berufseingliederungsvertrag für junge Personen unter dreißig Jahren im öffentlichen Bereich (Staat, Gemeinde oder asbl), die bei der ADEM seit drei Monaten eingeschrieben sein müssen. Mit dem CAE soll Personen mit und ohne Schulabschluss, Hochschulabschluss oder Berufsausbildung eine Vorbereitung und / oder eine praktische und theoretische Weiterbildung ermöglicht werden, um ihnen den Berufseintritt oder eine Wiedereingliederung in den Arbeitsmarkt zu erleichtern. Vertragsdauer 12 Monate; Verlängerung um sechs Monate ist möglich; Arbeitszeit 40 Std / Woche (www.adem.public.lu/demandeur/servicejeunes/cae/; Emploi, Formations & Plus, Point Info Jeunes, 2012; Die Jugendgarantie – Der Aktionsplan für die Jugend. Die neuen CAE- und CIE-Verträge. Chambre des Salaries Luxembourg, 2013).
CIE (Contrat d'Initiation à l'Emploi)	Berufseinführungsvertrag für junge Personen (seit drei Monaten bei der ADEM eingeschrieben) unter dreißig Jahren mit oder ohne Schulabschluss, Hochschulabschluss oder Berufsausbildung. Der CIE soll den jungen Erwachsenen während der Arbeitszeit in einem Privatunternehmen oder dem öffentlichen Sektor eine praktische Weiterbildung ermöglichen, um ihnen den Berufseinstieg zu erleichtern. Vertragsdauer 12 Monate; eine Verlängerung um 6 Monate ist möglich; Arbeitszeit: 40 Std / Woche (www.adem.public. lu/demandeur/servicejeunes/cie/; Emploi, Formations & Plus, Point Info Jeunes, 2012; Die Jugendgarantie – Der Aktionsplan für die Jugend. Die neuen CAE- und CIE-Verträge. Chambre des Salariés Luxembourg, 2014).

Maßnahme	Erläuterung
CIE-EP (Contrat d'Initiation à l'Emploi-Expérience Pratique)	Es handelt sich um einen Berufseinführungsvertrag mit Praxiserfahrung. Junge qualifizierte Personen zwischen 16 und 30 Jahren (ab Diplom de Technicien) erhalten im privaten oder öffentlichen Sektor die Möglichkeit, praktische Berufserfahrung zu sammeln. Der Jugendliche muss sich in der Maison de l'Orientation einschreiben. Vertragsdauer zwischen 6 und 24 Monate; 40 Std / Woche (Emploi, Formations & Plus, Point Info Jeunes, 2012).
Entretien au bâtiment	Die Maßnahme richtet sich hauptsächlich an Schulabbrecher, die zwischen 16 und 18 Jahre alt sind und bei der ADEM eingeschrieben sind. Sie dauert ein Jahr, wobei fehlende Module für eine Ausbildung nachgeholt werden können (Formularrückmeldung durch Inter-Actions).
Formation agent d'accueil / agent administratif; secrétaire médical / au cabinet d'avocat	Dies sind Maßnahmen für Personen, ohne spezifische Arbeitserfahrung zwischen 18 und 55 Jahren, die bei der ADEM eingeschrieben sind. Sie dienen der Eingliederung in den Arbeitsmarkt, beinhalten ein Praktikum und vermitteln sowohl theoretische als auch praktische Kenntnisse in Abhängigkeit von der fachlichen Ausrichtung (Formularrückmeldung durch Initiativ Rem Schaffen).
Formations complémentaires	Eine 18-wöchige Maßnahme in Form von Zusatzmodulen in verschiedenen Fachrichtungen (électricien télécom; aide polyvalente; personnes agées) für bei der ADEM eingeschriebene Arbeitssuchende (http://mobile.paperjam.lu/sites/default/files/fichiers_contenus/rapports_annuels/2013/adem_2011_fr.pdf).
IPDM (Initiation professionnelle divers métiers) / COIP (cours d'orientation et d'initiation professionnelles)	Ein Bildungsprogramm für Jugendliche zwischen 15 und 18 Jahren, die neun Schuljahre absolviert haben, die Schule abgebrochen haben oder Schüler, die sich nicht für eine Ausbildung qualifiziert haben oder noch nicht die notwendigen Fähigkeiten für den Arbeitsmarkt besitzen. Die Maßnahme dauert ein Schuljahr und beinhaltet Praxis und Theorie, sowie zwischen 30 und 40 Tage Praktikum (www.men.public.lu/fr./publications).
Mesures spéciales	Diese Maßnahmen richten sich an junge Personen mit multiplen Problemlagen ab 25 Jahren, die bei der ADEM eingeschrieben sind. Die jungen Erwachsenen werden auf den ersten Arbeitsmarkt vorbereitet und erfahren eine intensive sozialpädagogische Betreuung. Der Vertragsdauer ist individuell variabel und läuft maximal über zwei Jahre (CDD). Eine Beschäftigung erfolgt über Verbände und Gemeinden (initiatives syndicales et communales) sowie asbls (www.adem.public.lu/demandeur/placement/mesures.html).
Occupation Temporaire Indemnisée (OTI)	Maßnahme zur Ausübung gemeinnütziger Arbeiten. Der Vertrag wird für sechs Monate mit Personen ab 30 Jahre geschlossen und kann um weitere sechs Monate verlängert werden. Der Kontakt zur Arbeitswelt soll herstellt oder erhalten werden. (Règlement grandducal du 12 mai 2011 portant application des dispositions relatives aux occupations temporaires indemnisées prévues à l'article L.523-1 du Code du travail) (www.adem. public.lu/demandeur/placement/OTI/index.html).
Projet Liewenshaff	Eine Beschäftigungsinitiative für Jugendliche zwischen 15 und 19 Jahren der asbl Päerd's Atelier. Die Arbeitszeit beträgt 40 Stunden pro Woche mit und dauert bis zu drei Jahren. Junge nicht qualifizierte Personen werden für den ersten Arbeitsmarkt vorbereitet. Die Ausbildung ist praktisch orientiert und bietet fünf Module zur Auswahl: atelier de fer, horticulture, agriculture et animaux, restauration et gite d'étape, hygiène et nettoyage industriel (www.liewenshaff.lu/).
Pool des assistants pédagogiques (PA)	Hier wird Personen zwischen 25 und 38 Jahren, mit (Fach-)Hochschulreife, die bei der ADEM eingschrieben sind, die Möglichkeit eröffnet, praktische Erfahrungen bei der Unterstützung von Schulleitern in außerschulischen und administrativen Bereichen zu erlangen (www.adem.public.lu/demandeur/placement/mesures.html). Un reglement grand-ducal du 28 septembre 1995 précise les conditions d'admission et d'éligibilité de ces agents).

Maßnahme	Erläuterung
Projet professionnel	Dreimonatige berufliche Wiedereingliederungsmaßnahme für junge Frauen zwischen 18 und 24 Jahren, die in zwei Monate Theorie und einen Monat Praktikum unterteilt ist (NAXI Centre de formation et d'insertion professionnelle pour femmes. Fortbildungskalender, 2014).
Renovation	Die Maßnahme ist für Arbeitssuchende, die bei der ADEM eingeschrieben sind, zwischen 18 und 30 Jahren alt sind und in den ersten Arbeitsmarkt eingegliedert werden sollen. Die Maßnahme dauert 52 Wochen und ermöglicht den Teilnehmern Einblicke in das Bauwesen (Formular, ausgefüllt durch Inter-Actions).
Service Volontaire et d'Orientation (SVO)	Der SVO bietet Jugendlichen zwischen 16 und 30 Jahren die Möglichkeit praktische Erfahrungen in verschiedenen professionellen Arbeitsbereichen zu sammeln. Die Dauer variiert zwischen zwei und zwölf Monaten (www.snj.public.lu).
Stage de Réinsertion Professionnelle (SRP)	Es handelt sich um eine Maßnahme für Arbeitssuchende ab 30 Jahre, die seit mindestens drei Monaten bei der ADEM eingeschrieben sind. Die Beschäftigungsdauer beträgt maximal 12 Monate und beinhaltet eine theoretische und praktische Ausbildung durch einen Betreuer im Unternehmen (www.adem.public.lu/demandeur/placement/mesures. html).
Stages en Entreprises	Zeitlich befristete Arbeitsaktivität im Rahmen des RMG Gesetzes in der Privatwirtschaft (Höchstdauer 2 Jahre) für Personen, deren berufliche und soziale Kompetenzen für den ersten Arbeitsmarkt zu schwach ausgeprägt sind (www.snas.public.lu/Documentation/Divers/JNE2008_poster.pdf).
Stages d'orientation pour décro- cheurs scolaires	Teilnahmemöglichkeit an einem oder mehreren unbezahlten Praktika über ein bis zwei Wochen für Schulabbrecher ohne Diplom. Diese Praktika sollen als Hilfe zur Entscheidung und Vorgehensweise des weiteren Ausbildungsweges dienen und werden sozialpädagogisch betreut (Formularrückmeldung durch ALJ).
VALIflex	Basisausbildung für Niedrigqualifizierte im Bereich außerschulische Erziehung, Bildung und Betreuung. Die Ausbildung richtet sich an Personen aller Altersstufen, die bei der ADEM eingeschrieben sind und dauert 9 Wochen, unterteilt in 5 Wochen Theorie und 4 Wochen Praxis (www.fse.public.lu/projets/Operations20072013/2011-2013/Caritas_Valiflex.html).

Tabelle Ergebnisse der Faktorenanalyse von Lernerfahrungen und Persönlichkeitsentwicklungen in den Maßnahmen zur Förderung der bürgerschaftlichen Teilhabe

Item	Faktorladungsmatrix			
itein	Faktor I	Faktor II	Faktor III	Faktor IV
Ich habe gelernt, Lösungswege für auftretende Probleme zu entwickeln.	.744	.225	.089	.061
Ich habe gelernt, Verantwortung für andere zu übernehmen.	.706	.270	.060	.100
Ich habe gelernt, mit anderen Menschen konstruktiv zusammenzuarbeiten.	.702	.183	.207	.037
Ich habe gelernt, mit Konfliktsituationen umzugehen.	.692	.088	.105	.320
Ich habe gelernt, dass es wichtig ist, mich in Entscheidungen einzubringen.	.626	.153	.155	.255

Item	Faktorladungsmatrix			
	Faktor I	Faktor II	Faktor III	Faktor IV
Mir wurde die Gelegenheit gegeben, mich aktiv an Entscheidungen zu beteiligen.	.590	.168	.210	.190
Ich bin toleranter gegenüber anderen Meinungen und Ansichten geworden.	.541	.207	.061	.485
Ich habe meine organisatorischen Fähigkeiten verbessert.	.513	.360	.200	.183
Ich habe fachspezifische Kenntnisse erworben, die für mein späteres Engagement wichtig sind. / Durch das freiwillige Enga- gement habe ich fachspezifische Kenntnisse erworben.	.067	.744	.089	.045
Ich profitiere auch selbst von den gelernten Inhalten.	.245	.740	.187	.123
Ich habe viel neues Wissen erworben.	.258	.688	.006	.191
Ich habe Kompetenzen erworben, die für mein späteres Berufsleben wichtig sind.	.206	.618	.119	.074
Durch die Ausbildung identifiziere ich mich verstärkt mit den Zielen der Organisation.	.326	.540	.395	.100
lch bin davon überzeugt, dass ich das gesellschaftliche Zusammenleben mitgestalten kann.	.264	.184	.802	.082
lch kann mir mittlerweile vorstellen, gesellschaftspolitische Verantwortung zu übernehmen.	.061	.003	.729	.227
Ich möchte mich jetzt stärker in der Gesellschaft einbringen.	.211	.365	.700	.076
Die Ausbildung / Das freiwillige Engagement hat zur kritischen Auseinandersetzung mit gesellschaftlichen Themen angeregt.	.064	.121	.233	.767
Ich konnte aus der Zusammenarbeit mit Menschen unterschiedlicher Nationalität Vieles lernen.	.330	.101	.142	.648
Meine Kommunikationsfähigkeit hat sich verbessert.	.462	.313	010	.541
Ich bin jetzt selbstbewusster aus vor der Ausbildung / als vor Beginn der freiwilligen Tätigkeit.	.220	.474	.130	.359

n=389, Hauptkomponentenanalyse, Eigenwerte>1; Rotationsmethode: Varimax mit Kaiser-Normalisierung, in 5 Iterationen konvergiert; KMO = 0.910; p<0.001

4. DATENSÄTZE

Im Folgenden sind die verschiedenen nationalen und internationalen Datensätze aufgelistet, die für die Sekundärdatenanalysen des Jugendberichtes genutzt wurden. Weitere verwendete Sekundärdaten (z.B. aus Berichten, Studien) sind hier nicht enthalten.

Nationale Umfragedaten

Zensus Luxemburg ("Recensement de la population")

Erhebungszeitraum: 1981 (31. März), 1991 (1. März), 2001 (15. Februar), 2011 (1.Februar)

Stichprobe: Vollerhebung aller luxemburgischen Haushalte

Methode: standardisierte Haushaltsbefragung, Papierfragebogen, seit 2011 auch Online

Themen/Variablen: Soziodemografische Daten, u. a. Alter, Geschlecht, Nationalität, Zivilstand, Bildungsniveau, Erwerbsstatus, Wohnbedingungen

– Panel-Socio-Économique "Liewen zu Lëtzebuerg" (PSELL/1-3)

Erhebungszeitraum: seit 1985, Längsschnitt Datensatz PSELL-3 seit 2003

Stichprobe: repräsentative Zufallsstichprobe der privaten Haushalte, auf Basis der Datenbank der "Inspection Générale de la Sécurité Sociale" und einem Teil der Haushalte des luxemburgischen Zensus; n(PSELL-3/2012)=12.579 Personen

Methode: face-to-face Interviews aller Haushaltsmitglieder mithilfe standardisierter Fragebögen

Themen/Variablen: Sozioökonomische Daten, u. a. Haushaltszusammensetzung, Wohnen, Bildung, Arbeit, Einkommen, Armut, soziale Exklusion

Nationale amtliche Daten

 Datenbank des "Service National de la Jeunesse" (SNJ) zu Teilnehmern und Interessierten von Freiwilligenprogrammen

Erhebungszeitraum: fortlaufend, Auszüge von 2008 bis 2014

Population: n=569 Jugendliche ab 15 Jahren

Kriterien: Interessenten für die Freiwilligendienste SVO, SVE, SVCi oder SVC

Themen/Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Status, Gründe für Vertragsauflösung, Situation nach dem Freiwilligendienst, Dauer des Freiwilligendienstes

Arbeitslosendatenbank ("Fichier des chômeurs") der "Administration de l'Emploi" (ADEM)

Erhebungszeitraum: fortlaufend, Statistiken zum Monatsende, Auszüge von April 2006 bis Februar 2015 *Population:* n=10.206 15-34-Jährige (Februar 2015)

Kriterien: bei der ADEM als arbeitssuchend eingeschrieben sein

Themen/Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Informationen zur Ausbildung (unvollständig), Arbeitslosenentschädigung, Einschreibedauer, Arbeitslosenmaßnahme, Dauer der Maßnahme

 Schülerdatenbank ("Fichier élèves: Rentrée et Promotions") – "Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle" (MENFP)

Erhebungszeitraum: fortlaufend, Auszüge für die Schuljahre 2006/2007 bis 2011/2012

Population: n=39.305 Schüler (2011/2012)

Kriterien: Schüler, die in einer öffentlichen oder privaten konventionierten Sekundarschule in Luxemburg eingeschrieben sind; es fehlen hier die Schüler aus den privaten nichtsubventionierten Sekundarschulen in Luxemburg und Schüler, die im Ausland eine Sekundarschule besuchen

Themen/Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Sekundarschulzweig, Klasse, Promotion

- "Répertoire National des Personnes Physiques" (RNPP) - "Centre Informatique de l'État"

Erhebungszeitraum: fortlaufend, Auszüge zum 1. Januar

Population: n=601.386 (1. Januar 2014)

Kriterien: Personen, die in Luxemburg wohnen und in ihrer Gemeinde angemeldet sind

Themen/Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Zivilstand, Wohnort

Datenbank zum "Revenu Minimum Garanti" (RMG) - "Service National d'Action Sociale" (SNAS)

Erhebungszeitraum: fortlaufend, Statistiken zum Monatsende, Statistiken zum 31. Dezember jedes Jahres *Population:* n=20.232 Über-18-Jährige (31. Dezember 2013)

 $\textit{Kriterien:} \ Empfänger \ des \ RMG \ d. \ h. \ Antragsteller \ und \ die \ bezugsberechtigten \ Haushaltsmitglieder$

Themen/Variablen: Alter, Geschlecht, Nationalität, Wohnort, Informationen zur Ausbildung (unvollständig), Arbeitslosenentschädigung, Einschreibedauer, Arbeitslosenmaßnahme, Dauer der Maßnahme¹

Internationale Umfragedaten

Arbeitskräfteerhebung der Europäischen Union ("European Union Labour Force Survey", LFS) - Eurostat
 Erhebungszeitraum: seit 1983

Stichprobe: Zufallsstichprobe der Bevölkerung in privaten Haushalten, entsprechend regionaler Verteilung und Haushaltsgröße der Gesamtbevölkerung, Personen ab 15 Jahren; n (Luxemburg) = 23.219 Personen (2012)

Methode: standardisierte Telefoninterviews

Themen/Variablen: insbesondere Bildungsstand und Berufsstatus, Erwerbslosigkeit sowie "ad hoc Module" zu wechselnden Themen

Eurobarometer 319a "Youth on the Move"

Erhebungszeitraum: 2011

Stichprobe: Zufallsstichprobe der 15- bis 30-Jährigen in EU-Mitgliedsländern und einigen weiteren Ländern; n (Luxemburg) = 1.000

Methode: standardisierte Telefoninterviews

Themen/Variablen: Soziale Inklusion, Wohlbefinden, Kultur, politische und freiwillige Beteiligung und Engagement

- Eurobarometer 319b "Youth on the Move"

Erhebungszeitraum: 2011

Stichprobe: Zufallsstichprobe der 15- bis 35-Jährigen in EU-Mitgliedsländern und einigen weiteren Ländern; n (Luxemburg) = 806

Methode: standardisjerte Telefoninterviews

Themen/Variablen: Auslandsmobilität, Beurteilungen zu Chancen auf dem Arbeitsmarkt, zum Bildungs- und Ausbildungssystem

Eurobarometer 375 "European Youth: Participation in Democratic Life"

Erhebungszeitraum: 2013

Stichprobe: Zufallsstichprobe der 15- bis 30-Jährigen in EU-Mitgliedsländern und einigen weiteren Ländern; n (Luxemburg) = 300

Methode: standardisierte Telefoninterviews

Themen/Variablen: Politisches Engagement und Beteiligung, Mitgliedschaft in Vereinen, Parteien und Organisationen

¹ Weitere Informationen sind verfügbar unter: www.snas.etat.lu.

- European Quality of Life Survey (EQLS) von Eurofound

Erhebungszeitraum: drei Durchführungszeitpunkte (Luxemburg): 2003, 2007-2008 (November bis Januar) und 2011 (September bis Dezember)

Stichprobe: bei allen drei Umfragen alle 27 EU-Mitgliedsstaaten und zusätzlich weitere europäische Länder; alle Einwohner des Landes ab dem Alter von 18 Jahren; n=1.000

Methode: face-to-face Interviews in vier Sprachen (luxemburgisch, deutsch, französisch und englisch); Gewichtung nach Alter, Geschlecht und Region

Themen/Variablen: Arbeit, Wohnen, Familie, soziale und politische Beteiligung (u. a. Vereinsaktivität, ehrenamtliche Tätigkeiten, politische Aktivitäten), subjektives Wohlbefinden

European Values Study (EVS)

Erhebungszeitraum: zwei Durchführungszeitpunkte (Luxemburg): 1999 und 2008

Stichprobe: bei allen zwei Umfragen alle 27 EU-Mitgliedsstaaten und zusätzlich weitere europäische und nicht-europäische Länder; alle Einwohner des Landes ab dem Alter von 18 Jahren (1999: ab dem Alter von 15 Jahren); n=1.211 (1999), n=1.610 (2008)

Methode: face-to-face Interviews mit einem standardisierten Fragebogen in verschiedenen Sprachen (1999: luxemburgisch, französisch und portugiesisch, 2008: luxemburgisch, deutsch, französisch, portugiesisch und englisch)

Themen/Variablen: Fragen zu Familie, Arbeit, Religion, politische und gesellschaftliche Einstellungen und Werte

European Union Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC) - Eurostat:

Erhebungszeitraum: seit 2004

Stichprobe: je nach Land unterschiedlich²

 ${\it Methode:}\ face-to-face\ Interviews\ aller\ Haushaltsmitglieder\ mithilfe\ standard isierter\ Frageb\"{o}gen$

Themen/Variablen: siehe Beschreibung PSELL-3

International Civic and Citizenship Education Study (ICCS)

Erhebungszeitraum: 2009 (Luxemburg)

Stichprobe: Schüler des 8. Grades, die mindestens 13,5 Jahre alt sind (teilnehmende Länder: europaweit und weltweit)

Methode: standardisierter Fragebogen für Schüler, auch für Lehrer und Schuldirektion

Themen/Variablen: u. a. Angebote an staatsbürgerlichem Unterricht, staatsbürgerliches Wissen, Einstellungen, Sichtweisen und Verhalten der Schüler, Einflussfaktoren

² Nähere Informationen u.a. zur Stichprobe sind hier zu finden: http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview (zuletzt abgerufen am 19. November 2015)

5. ABKÜRZUNGSVERZEICHNIS

ACEL Association des Cercles d'Étudiants Luxembourgeois

ADEM Agence pour le développement de l'emploi ADRenalin (déi Alternativ Demokratesch Reformpartei

jonk ADR)

AEF Aide à l'enfance et à la famille
AIP Activités d'insertion professionnelle

ALUC Association Luxembourgeoise des Universitaires Catholiques

ALJ Action locale pour jeunes

ANEFORE Agence nationale pour le programme européen d'éducation et de formation tout au long de

la vie

AS Atelier Schläifmillen

ASTI Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés asbl.

ATI Affection temporaire indemnisée
BIZ Beruffsinformatiounszentrum
BTS Brevet de technicien supérieur
CAC Centre d'accueil classique
CAE Contrat d'appui-emploi

CATP Certificat d'aptitude technique et professionnelle

CCM Certificat de capacité manuelle
CCP Certificat de capacité professionnelle

CDD Contrat à durée déterminée
CDI Contrat à durée indéterminée

CEAL Cercle des Étudiants Africains au Luxembourg

CEDIES Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur

CePT Centre de Prévention des Toxicomanies

CGJL Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg

CIE Contrat d'initiation à l'emploi
CIJ Centre Information Jeunes

CITP Certificat d'initiation technique et professionnelle
CNEL Conférence Nationale des Élèves du Luxembourg
CNFPC Centre national de formation professionnelle continue
COIP Cours d'orientation et d'initiation professionnelles
CPOS Centre de psychologie et d'orientation scolaires

CSJ Christlich-Soziale Jugend

CSL Chambre des salariés Luxembourg
CSSE Centre socio-éducatif de l'État
CTR Salarié à capacité de travail réduite
DAP Diplôme d'aptitude professionnelle

DT Diplôme de technicien

EDIFF Service de l'Éducation différenciée

ES Europäische Gemeinschaft
Enseignement secondaire

ESS European Social Survey

EST Enseignement secondaire technique

EU Europäische Union

Belgien, Luxemburg, Dänemark, Niederlande, Deutschland, Österreich, Finnland, Portugal,

EU-15 Frankreich, Schweden, Griechenland, Spanien, Irland, Vereinigtes Königreich, Italien (im

Französischen UE-15)

EU-19 EU-15 sowie Tschechische Republik, Ungarn, Polen und Slowakei
EU-25 EU-19 sowie Estland, Lettland, Litauen, Malta, Slowenien und Zypern

EU-27 EU-25 sowie Bulgarien und Rumänien

EU-28 EU-27 sowie Kroatien

EUROSTAT Statistisches Amt der Europäischen Union

EU-SILC European Union Statistics on Income and Living Conditions

EOLS European Quality of Life Survey

EVS European Values Study

FEANTSA Fédération Européenne des Associations Nationales travaillant avec les Sans-Abri

FEDIL Business Federation Luxembourg

FLSHASE Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation

HBSC Health Behaviour in School-aged Children

ICCS International Civic and Citizenship Education Study

INSIDE Integrative Research Unit: Social and Individual Development (unité de recherche FLSHASE)

IPDM Insertion professionelle divers métiers

IRS Initiativ Rëm Schaffen

ISCED International Standard Classification of Education
ISCO International Standard Classification of Occupation

JDL Jeunesse démocrate et libérale

JEL Jonk Entrepreneuren Luxembourg

JSL Jonk Sozialiste Lëtzebuerg

LCGJ Lëtzebuerger Chrëschtlech Gewerkschaftsjugend

LEA Logement avec accompagnement

LFS European Union Labour Force Survey (auch EFT - enquête sur les forces de travail, AKE

- Arbeitskräfteerhebung)

LSC Luxembourg School of Commerce

Luxembourg University Student's Organization

MENFP Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation Professionnelle
MENJE Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

MS Mesures spéciales

NEET Not in Education, Employment or Training
NEL Nichteheliche Lebensgemeinschaft

OECD Organisation for Economic Co-operation and Development
OGBL (Jeunes) Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

ONE Office national de l'enfance

ORK Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand
OTI Occupation temporaire indemnisée
PA Pool des assistants pédagogiques

PACS Partenariat (Luxemburg), Pacte civil de solidarité (Frankreich)

PIJ Point Info Jeunes

PSELL Panel socio-économique Liewen zu Lëtzebuerg

RCT Rational Choice Theory
RMG Revenu Minimum Garanti

SCRIPT Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques

SH Salariés handicapés

SLEMO Service de logement en milieu ouvert SNAS Service National d'Action Sociale

SNHBM Société Nationale des Habitations à Bon Marché

SNJ Service National de la Jeunesse

SPOS Service de psychologie et d'orientation scolaires

SRP Stage de réinsertion professionnelle

STATEC Institut national de la statistique et des études économiques

SVC Service volontaire de coopération

SVCi Service volontaire civique
SVE Service volontaire européen
SVO Service volontaire d'orientation
UL Université du Luxembourg

UNEL Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg

WG Wohngemeinschaft

6. BETEILIGTE EXPERTEN

Eine Vielzahl von Personen wurde in die Erstellung des Berichtes miteinbezogen und ihre Expertise in Fragen zur theoretischen Konzeption und Vorgehensweise, zur Erhebung oder Validierung von Daten, zur Unterstützung in wissenschaftlichen Fragen und zur Qualitätsicherung hinzugezogen. Mit einigen Experten wurden Einzelgespräche geführt, andere nahmen an thematischen Fokusgruppen teil. Alle Experten werden in der Funktion aufgelistet, die sie zum Zeitpunkt der Berichterstellung erfüllten.

Andrade Georges Chargé de direction "Wunnéngshëllef asbl"
Arendt Maryse Collaboratrice "Initiativ Liewensufank"

Biever Tom Chargé de direction "Lëtzebuerger Guiden a Scouten" (LGS)

Bisenius Jean-Claude Chargé de direction adjoint au Centre Information Jeunes (CIJ)

Bodeving Claude Conseiller de direction 1ère classe au Service National de la Jeunesse (SNJ)

Bousch Patrick Responsable de la coordination transversale au LISER (Luxembourg Institute of Socio-

Economic Research) (anciennement CEPS/Instead)

Britz Sandra Responsable du Centre de Jeunesse Marienthal au Service National de la Jeunesse

(SNJ)

Dr. Brosius Jacques Conseiller de direction au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale

et solidaire (MTE)

Colbach Claudine Chargée de direction à l'Action locale pour jeunes (ALJ) et coordinatrice à la maison

de l'orientation

Crochet Marc Directeur général adjoint à la Croix-Rouge luxembourgeoise

de Jesus Sophia Éducatrice graduée "ARCUS asbl am Déngscht vu Kanner, Jugend a Famill"
de Jong Willy Directeur général des oeuvres "Elisabeth - am sozialen Déngscht zu Lëtzebuerg"

Dhamen Gilles Directeur Solidarité nationale à la Croix-Rouge luxembourgeoise

Entringer Guy Directeur à la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM)

Estgen Paul Collaborateur scientifique au Centre Jean XXIII (Luxembourg School of Religion

and Society)

Prof. emeritus Ewen Norbert Professeur émerite à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de recherche

INSIDE)

Faber Roger Directeur à Inter-Actions asbl

Fellens Jerry Coordinateur des maisons de jeunes à la Croix-Rouge luxembourgeoise

Prof. Dr. Ferring Dieter Professeur en Psychologie à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de

recherche INSIDE)

Fischer Luc Membre de l'Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL)

Dr. Galles Paul Coordinateur du bénévolat solidaire à Young Caritas

Grosbusch Virginie Éducatrice "Wunnéngshëllef asbl"

Grün Simone Chargée de direction à l'Entente des Gestionnaires des Maisons de Jeunes (EGMJ)

Hawlitzky Stephan Chef de service au Service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le dévelop-

pement de l'emploi (ADEM)

Hutchinson Daniel Agent de développement local au Centre d'Initiative et de Gestion Régional (CIGR

Grevenmacher)

Jans-Filbig Marceline Chargée de direction "Initiativ Rëm Schaffen" (IRS)

Keipes Nathalie Conseillère de direction adjointe au Service de la jeunesse au Ministère de l'Éducation

nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance (MENJE)

Kiefer Margie Assistante sociale à l'Office National de l'Enfance (ONE)

Service de Formation (SAFAB) "Lëtzebuerger Guiden a Scouten" (LGS) Kirsch Cathy

Klein Isabelle Conseillère de direction 1ère classe, responsable au Service Solidarité au Ministère

de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MFI)

Kopriwa Anouk Éducatrice graduée au Service National de la Jeunesse (SNJ)

Koerner Carlo Responsable cellule emploi jeunes à l'Agence pour le développement de l'emploi

(ADEM)

Kremer Christian Secrétaire général à la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL)

Losch Maurice Président "Daachverband vun de Lëtzebuerger Jugendklibb asbl"

Ludwig Caroline Personne de contact pour l'action d'insertion socio-professionnelle à Co-Labor

Mann Christof Responsable Service Jeunesse à la Ville de Luxembourg

Administrateur délégué "Jongenheem asbl" et Solidarité Jeunes asbl Massen Alain

Matias Tania Chargée de projets à la Confération Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL)

Meisch Pierrette Directrice à la Fondation Pro Familia

Dr. Meisch Nico Premier conseiller de gouvernement, coordination générale du département de

l'Enfance et de la Jeunesse au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de

la Jeunesse (MENJE)

Meyers Géry Conseiller de direction 1er classe à la Direction de l'Immigration au Ministère des

Affaires étrangères et européennes (MAEE)

Michaelis Thérèse Responsable Qualité à l'Entente des Gestionnaires des Maisons de Jeunes (EGMJ)

Miltgen Daniel Président au Fonds du logement (FdL)

Mousset Isabelle M.A. en Sociologie

Sauer Fernand

Pletsch Marc Conseiller spécialisé à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) Ramponi Luc Président à la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL)

Dr. Reinstadler Anne chercheur, au LISER (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) (ancienne-

ment CEPS/Instead)

Reuter Pol Président à l'Union Nationale des Étudiant-e-s du Luxembourg (UNEL)

Ribeiro Fernando Attaché de gouvernement 1er en rang, chef de service au Service de l'Aide à l'enfance

au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région (MFI)

Ries Jean Analyste du marché de travail à l'Institut national de la statistique et des études

économiques (Statec)

Pédagogue au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Roob Conny

(MENJE)

Rotink Georges Directeur suppléant à "ARCUS asbl am Déngscht vu Kanner, Jugend a Famill" Russon Claire Psychologue au Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) Sassel Romain Agent de développement social au Forum pour l'emploi asbl (FPE)

Membre du bureau exécutif à l'Entente des Gestionnaires des Maisons de Jeunes

(EGMJ)

Schaaf Jean-Paul Assistant social au Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaire (CPOS) Schirtz Nathalie Responsable Unité transitions au Service National de la Jeunesse (SNJ)

Président "Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand" (ORK) Schlechter René

Coordinateur "Zentrum fir politesch Bildung" au Service de Coordination de la Schoentgen Marc

Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT)

Conseiller de direction 1ère classe, chef au Service de la jeunesse au Ministère de Schroeder Ralph

l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE)

Schweich Christine Échevine à la commune de Mondercange

Scolastici Fabio Délégué à l'emploi des jeunes et du parcours personnalisé des demandeurs d'emploi

à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Thill-Rollinger Antoinette Directrice au Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS)

Urbé Robert Porte-parole à la Caritas Luxembourg

Wagner Alain Assistant de direction au Centre national de formation professionnelle continue

(CNFPC Esch/Alzette)

Wagner Gaby Directrice adjointe à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Weyrich Marc Inspecteur principal au Ministère du Logement (ML) Winandy Pit Directeur général à Forum pour l'emploi asbl (FPE)

Dr. Zahlen Paul Conseiller économique à l'Institut national de la statistique et des études économiques

(Statec)

Dr. Zeimet Jean-Claude Coordinateur "Eltereschoul Sud/École des parents Janusz Korczak"

Zuccoli Laura Présidente à l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés asbl (ASTI

Luxembourg)

7. MITGLIEDER DES "CONSEIL SCIENTIFIQUE"

Bodeving Claude Conseiller de direction 1ère classe au Service National de la Jeunesse (SNJ)

Bousch Patrick Responsable de la coordination transversale au LISER (Luxembourg Institute of Socio-

Economic Research) (anciennement CEPS/Instead)

Dr. Brosius Jacques Conseiller de direction au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale

et solidaire (MTE)

Dr. Dietrich Hans Senior researcher am Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB), Nürnberg

Prof. emeritus Dr. Du Bois-

Professor emeritus an der Universität Leiden, Niederlande

Reymond Manuela

Prof. Dr. Grundmann

Matthias

Prof. Dr. phil Rahn Peter

Professor für Sozialisation an derWestfälischen Wilhelms- Universität, Münster

Professor für Wissenschaft der Sozialen Arbeit an der Hochschule Ludwigshafen

am Rhein

Schild Hans-Joachim External relations Co-ordinator at EU-CoE youth partnership

Schroeder Daniel Conseiller de Direction à la Chambre des Métiers

Urbé Robert Porte-parole à la Caritas Luxembourg

Dr. Zahlen Paul Conseiller économique à l'Institut national de la statistique et des études économiques

(Statec)

8. MITGLIEDER DES "COMITÉ DE PILOTAGE"

Prof. Dr. Ferring Dieter Professeur en Psychologie à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de

recherche INSIDE)

Heinen Andreas Sociologue à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de recherche

INSIDE)

Keipes Nathalie Conseillère de direction adjointe au Service de la jeunesse au Ministère de l'Éducation

nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance (MENJE)

Dr. Meisch Nico Premier conseiller de gouvernement, coordination générale département de l'Enfance

et de la Jeunesse au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(MENJE)

Meyers Christiane Pédagogue à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de recherche INSIDE)

Roob Conny Pédagogue au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(MENJE)

Schroeder Ralph Conseiller de direction 1ère classe, chef au Service de la jeunesse au Ministère de

l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE)

Prof. Dr. Willems Helmut Professeur en Sociologie à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de

recherche INSIDE)

9. MITGLIEDER DES "COMITÉ CONSULTATIF"

Britz Joseph Directeur au Lycée Technique École de Commerce et de Gestion (LTECG)

Dupont Diane Premier conseiller de gouvernement au Ministère du Logement (ML)

Fernandes Abilio Attaché de gouvernement au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie

sociale et Solidaire (MTE)

Heinen Andreas Sociologue à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de recherche

INSIDE)

Keipes Nathalie Conseillère de direction adjointe au Service de la jeunesse au Ministère de l'Éducation

nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance (MENJE)

Meyers Christiane Pédagogue à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de recherche

INSIDE)

Meyers Marc Assistant d'hygiène sociale au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande

Région (MFI)

Residori Caroline Sociologue au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(MENJE)

Roob Conny Pédagogue au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(MENJE)

Schroeder Ralph Conseiller de direction 1ère classe, chef au Service de la jeunesse au Ministère de

l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE)

Dr. Schumacher Anette Psychologue à l'Université du Luxembourg (UL) (FLSHASE - Unité de recherche

INSIDE)

Prof. Dr. Willems Helmut Professeur en Sociologie à l'Université du Luxembourg (FLSHASE - Unité de recherche

INSIDE)

Der nationale Bericht zur Situation der Jugend in Luxemburg hat seine gesetzliche Basis im Artikel 15 (1) des Jugendgesetzes vom 4. Juli 2008, wonach der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jugendpolitik gehört, der Abgeordnetenkammer alle fünf Jahre einen Bericht vorlegt. Nach dem ersten Bericht im Jahr 2010, der als Gesamtbericht verschiedene Themen behandelte, fokussiert der vorliegende zweite Bericht ein spezifisches Thema: die Übergänge vom Jugend- ins Erwachsenenalter. Der Bericht umfasst zwei Teile: eine wissenschaftliche Analyse und Beschreibung, die von der Abteilung Jugendforschung der Forschungseinheit INSIDE (Integrative Research Unit on Social and Individual Development) an der Universität Luxemburg erstellt wurde sowie eine Stellungnahme der Regierung, welche die zukünftigen Schwerpunkte der luxemburgischen Jugendpolitik darlegt.

Der Bericht beschäftigt sich mit drei Übergangsbereichen: (1) dem Übergang vom Bildungssystem zum Arbeitsmarkt, (2) den "privaten Übergängen" (Partnerschaft, Wohnen, Familiengründung) und (3) der Übernahme einer Rolle als aktiver, sozial und politisch engagierter Bürger ("bürgerschaftliche Teilhabe"). Er liefert neben einer umfassenden Beschreibung der Übergänge und Übergangsverläufe vom Jugend- ins Erwachsenenalter auch eine Analyse der Sichtweisen und Erfahrungen von Jugendlichen in staatlich geförderten Unterstützungsmaßnahmen. Die Datengrundlage des Berichtes bilden bestehende statistische Datenquellen, aber auch eigens für den Bericht erhobene Daten (qualitative Interviews. Umfrage).

Die Veröffentlichung stellt eine wichtige wissenschaftliche Basis für die Weiterentwicklung der Jugendpolitik der luxemburgischen Regierung dar, die in einem nationalen Jugendpakt zusammengefasst wird.

Der Bericht richtet sich sowohl an die Fachleute in den verschiedenen jugendrelevanten Arbeitsfeldern, als auch an Studierende und alle Leserinnen und Leser, die an fundierten Informationen zur Jugend in Luxemburg und deren Übergängen ins Erwachsenenalter interessiert sind.

Le Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg tire son fondement légal de l'article 15 (1) de la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008, selon lequel le ministre ayant dans ses attributions la jeunesse adresse tous les cinq ans un rapport à la Chambre des Députés. A la différence du premier rapport national de l'année 2010, qui abordait diverses thématiques relatives à la jeunesse, la présente publication traite d'un sujet spécifique, à savoir la transition de l'adolescence vers l'âge adulte. Le rapport comprend deux parties : une description et une analyse scientifique réalisées par l'équipe « youth research » de l'unité de recherche INSIDE (Integrative Research Unit on Social and Individual Development) de l'Université du Luxembourg et une prise de position du gouvernement y afférente, définissant les priorités futures de la politique luxembourgeoise de la jeunesse.

Le rapport s'intéresse à trois domaines de transition : (1) la transition entre le système éducatif et le marché du travail, (2) les transitions dans le domaine de la vie privée (couple, logement, fondation d'une famille) et (3) la transition vers un rôle de citoyen actif engagé tant socialement que politiquement. Parallèlement à une description détaillée du déroulement des parcours de transition de l'adolescence vers l'âge adulte, le rapport propose aussi une analyse des perceptions et expériences des jeunes bénéficiaires des mesures de soutien et d'accompagnement subventionnées par l'Etat. Pour ce faire, il repose sur l'exploitation de données statistiques déjà existantes et de données empiriques spécialement produites pour le projet (entretiens qualitatifs, sondage).

Cette publication constitue une base scientifique pour le développement de la politique de la jeunesse du gouvernement luxembourgeois, politique qui se traduira par la mise en œuvre de mesures dans le cadre du pacte national pour la jeunesse.

Le rapport s'adresse aussi bien aux professionnels de la jeunesse qu'aux étudiants et à toute personne souhaitant bénéficier d'informations approfondies sur la situation de la jeunesse au Luxembourg et ses transitions vers l'âge adulte.